



HAL
open science

Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie ? Histoire sociale, politique et intellectuelle du "nouveau progressisme" britannique (de 1994 à nos jours)

Jérôme Tournadre

► To cite this version:

Jérôme Tournadre. Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie ? Histoire sociale, politique et intellectuelle du "nouveau progressisme" britannique (de 1994 à nos jours). Science politique. Université Paris I, 2005. Français. NNT : . tel-03170428

HAL Id: tel-03170428

<https://shs.hal.science/tel-03170428>

Submitted on 16 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON - SORBONNE
DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

2005

Thèse pour obtenir le grade de Docteur en Science politique
de l'Université de Paris I
Présentée et soutenue publiquement le 7 décembre 2005

Jérôme TOURNADRE-PLANCQ

**AU-DELÀ DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE,
UNE TROISIÈME VOIE ?**

Histoire sociale, politique et intellectuelle
du « nouveau progressisme » britannique
(de 1994 à nos jours)

Sous la direction de Madame Évelyne PISIER, Professeure à l'Université de Paris I

Membres du jury :

Monsieur Laurent BOUVET, Professeur à l'Université de Nice

Monsieur Jean-Claude COLLIARD, Professeur à l'Université de Paris I

Monsieur Gérard GRUNBERG, Directeur de recherche, Centre de recherches politiques de Sciences Po (CNRS)

Madame Armelle LE BRAS-CHOPARD, Professeure à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Madame Évelyne PISIER, Professeure à l'Université de Paris I

Introduction

*'The political debates of the 20th century -
the massive ideological battleground between left and right - are over.
Echoes remain, but they mislead as much as they illuminate'*

Tony BLAIR¹

'The real challenge [...] is to be socialist and at the same time credible'

Gordon BROWN²

Cette thèse doit certainement beaucoup à celle qui, paradoxalement, s'est souvent présentée à elle en intraitable fossoyeuse. Ce travail de recherche sur la Troisième Voie³, projet politique se constituant au sein du « centre gauche » britannique à partir du début des années 1990, s'est en effet souvent vu opposer une affirmation pour le moins péremptoire et désarmante : « la Troisième Voie n'existe pas ». Le terme masquerait, au mieux, un simple opportunisme électoral chevillé à un solide pragmatisme, au pire, un ralliement au « consensus néolibéral ». À ce jugement *a priori* sans appel, s'est souvent jointe une critique avançant l'« illégitimité scientifique » d'une telle recherche. Le malheur de cette dernière tiendrait en effet à son inscription dans l'actualité, ou, plus exactement, dans l'actualité *journalistique*. On se bornera à opposer une évidence à cette

¹ Tony BLAIR, 'Doctrine of the International Community', *Speech at the Economic Club*, Chicago, 24 April 1999.

² Gordon BROWN, 'Equality - then and now', in Dick LEONARD, *Crosland and New Labour*, Basingstoke, MacMillan/Fabian Society, 1999, p. 36.

³ Suivant en cela l'exemple de certains théoriciens de la Troisième Voie, nous alternerons l'emploi des termes « Troisième Voie », « Nouveau Progressisme », « Nouveau Centre Gauche », « Nouveau Radicalisme », etc., sans les distinguer.

seconde critique. Ce n'est en effet pas tant à l'objet d'étude qu'à l'approche retenue par le chercheur de revendiquer un caractère scientifique. Partant, l'analyse d'un projet politique, fût-il *ultra-contemporain*, s'avère tout aussi justifiée que peuvent l'être celles d'une mobilisation sociale, d'un processus de transition démocratique ou, encore, d'un répertoire d'action quelconque. La première critique demeure, quant à elle, plus insidieuse. Elle entraîne en effet dans son sillage une suspicion certaine quant aux buts (bien sûr inavoués) du chercheur intéressé par une telle étude. Il y aurait ainsi une liste de sujets dont l'analyse objective serait, par essence, impossible ; la Troisième Voie y figurerait en bonne place. Cependant, le stigmate se retourne ici contre ceux qui le manient tant il peine à masquer sa propre subjectivité. Le fait d'affirmer l'inexistence de la Troisième Voie ne traduit-il pas déjà, en soi, un jugement de valeur ?

Affirmer ou infirmer avec fermeté l'existence de la Troisième Voie n'a donc que peu d'utilité pour un chercheur en sciences sociales, dans la mesure où cette démarche n'expliquerait en rien le processus politique et social qu'elle sous-tend. Saisir les subtilités de ce processus implique, à notre sens, de considérer que *si* la Troisième Voie *existe*, c'est en tant que *produit* d'un *espace de théorisation*. Cet espace, sur la définition duquel on reviendra plus en détail, s'objective en effet au travers de structures, de prises de position, d'initiatives qui en sont autant d'éléments constitutifs difficilement contestables. L'accession de Tony Blair à la tête du *Labour*, en 1994, s'accompagne ainsi d'un processus d'*externalisation* d'une partie de la réflexion doctrinale travailliste hors des frontières de l'organisation partisane. Le jeune chef de parti en appelle au « monde des idées »⁴ pour *penser* le « nouveau centre gauche » et, partant, pour remporter une « bataille

⁴ Tony BLAIR, *The Third Way. New Politics for the New Century*, London, Fabian Society, Fabian Pamphlet 588, 1998, p. 1.

des idées »⁵ politiques jusqu'alors marquée par l'hégémonie néolibérale. Répondant à cet appel à la mobilisation, divers entrepreneurs d'idées - de l'universitaire consacré au *think tank*, en passant par toutes sortes d'« experts » - convergent vers cet espace de théorisation.

Ce travail de recherche se propose donc de « faire l'histoire d'une expérience »⁶, celle de ce moment de mobilisation, de théorisation et de réflexion observable depuis 1994 au sein des gauches intellectuelle et politique britanniques. Aussi est-il nécessaire, avant toute chose et pour mieux rompre le cercle des interprétations et définitions dont a déjà été affublée la Troisième Voie, de revenir brièvement sur les conditions ayant conduit à cette entreprise très particulière.

- I - POURQUOI UNE « TROISIÈME VOIE » ?

Si, comme on le verra, la Troisième Voie ne saurait être simplement réduite au « nouveau travaillisme », la prise en compte des mutations du Parti « de gauche » depuis la première victoire des conservateurs de Margaret Thatcher⁷ est indispensable à la compréhension du projet politique auquel travaille une partie du « monde des idées » britannique dès 1994.

⁵ Tony BLAIR, 'My Vision for Britain', in Giles RADICE (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, 1996, Harper Collins, p. 16.

⁶ Nous reprenons ici librement l'expression de Pierre Rosanvallon : Pierre ROSANVALLON (entretien réalisé par Muriel ROUYER), « Sur quelques chemins de traverse de la pensée du politique en France », *Raisons politiques*, n° 1, février 2001, p. 55.

⁷ Margaret Thatcher devient Premier ministre en 1979.

1. *Apprivoiser les Thatcher's children*

La Troisième Voie pourrait, sans trop d'effort, trouver à se résumer en une simple stratégie politique. Son énonciation est en effet, dans un premier temps, indissociable d'une entreprise de reconquête électorale devant permettre au Parti travailliste d'enrayer un cycle de défaites entamé en 1979. Elle se donne dès lors à voir en entreprise de « modernisation » du parti de gauche.

Profondément affaibli à la suite des revers électoraux de 1983 et 1987⁸, le *Labour Party* est le théâtre, dès la seconde moitié des années 1980, de la montée en puissance d'un courant s'affirmant comme « modernisateur ». Cette montée en puissance culmine en 1994, avec l'accession de Tony Blair à la tête de ce qu'il conviendra rapidement d'appeler le *New Labour*. Les quelques années qui séparent la constitution de la « nébuleuse modernisatrice »⁹ de cette prise de pouvoir ont été mises à profit pour imposer une rupture avec une conception du travaillisme présentée comme « démodée » (*'old fashioned'*). Se fondant, entre autres, sur les résultats obtenus par l'intermédiaire de *focus groups*¹⁰, cet

⁸ Les défaites de 1979, 1983 et 1987 seront suivies de celle de 1992.

⁹ Nous choisisons, inspiré en cela par les travaux de Christian Topalov sur les « réformateurs » français du début du XX^e siècle, de recourir à la métaphore de la nébuleuse pour désigner les cercles modernisateurs se constituant, à partir du milieu des années 1980, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, du Parti travailliste. Cette métaphore permet en effet d'« explorer un univers [relativement] fini mais aux contours indécis, une matière discontinue faite de noyaux denses et de zones relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration, un ensemble d'objets organisés en systèmes partiels mais entraînés dans un mouvement d'ensemble ». L'idée de « nébuleuse » permet en outre une plus grande souplesse d'appréciation de ce que sont les « modernisateurs ». Plutôt que de les rattacher à une « idéologie constituée » ou à un « courant reconnaissable aux idées qu'il professe », on considérera comme « modernisateurs » les individus gravitant autour ou dans certains lieux associés par les observateurs des champs politique et intellectuel britanniques à l'entreprise de « modernisation » de la gauche gouvernementale. Une telle démarche offre l'avantage, comme l'a souligné Christian Topalov, de rendre possible une « convergence commune entre des hommes [et des femmes] divisés sous de multiples autres rapports ». Si, par exemple, Tony Blair, Gordon Brown ou Frank Field revendiquent le statut de « modernisateur » et s'unissent dans une critique du « vieux travaillisme », il est cependant manifeste que leurs conceptions respectives du « nouveau travaillisme » entretiennent des divergences certaines. (Pour la justification de ce choix de concept, voir Christian TOPALOV, « Les réformateurs et leurs réseaux : enjeux d'un objet de recherche », in Christian TOPALOV (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1999, p. 13).

¹⁰ Les *focus groups* sont l'un des signes les plus tangibles de l'introduction de méthodes issues du *marketing* dans l'activité des partis politiques. Il s'agit en effet de constituer des groupes de quelques individus censés constituer un panel représentatif de la diversité de l'électorat. Ces individus sont alors interrogés par l'un des

ensemble d'individus, essentiellement composé de jeunes parlementaires proches du *leader* Neil Kinnock¹¹, s'attelle à démontrer que la spirale de la défaite dans laquelle s'est enfermé le parti tient essentiellement aux représentations négatives qu'en a la majorité des électeurs et, plus généralement, à l'inadaptation de son projet politique à la société contemporaine. Perçu comme le « parti de l'impôt et des dépenses » (*'tax-and-spend-party'*), le Parti travailliste des années 1980 n'a, selon les « modernisateurs », pas su prendre la mesure des bouleversements sociologiques survenus sous les gouvernements conservateurs. Le premier de ces bouleversements réside dans l'émergence, sur les cendres de la « vieille classe ouvrière », d'une vaste et composite classe moyenne ayant su se satisfaire de la « trinité » thatchérienne par excellence : consommateur - entrepreneur - propriétaire. Le constat dressé à ce sujet par l'un des principaux *spin doctors* néo-travaillistes, Philip Gould, dans un ouvrage au titre révélateur, *The Unfinished Revolution: How the Modernisers Saved the Labour Party*¹², est des plus éclairants. Gould affirme ainsi que :

« Plus de 60 % des gens estiment désormais qu'ils appartiennent, à un degré ou à un autre, à la classe moyenne. Cette nouvelle classe moyenne n'inclut pas seulement les cols blancs : 50 % des ouvriers qualifiés se considèrent eux-mêmes comme étant parfaitement décrits par le terme "classe moyenne". La classe moyenne ne peut plus être considérée comme un petit sous-secteur privilégié de la société. La politique de masse est en train de devenir une politique de la classe moyenne. »¹³

conseillers en communication du parti sur la manière dont ils perçoivent l'organisation partisane et son discours.

¹¹ Issu de la gauche du Parti travailliste, Neil Kinnock est confronté durant son mandat de *leader* (1983-1992) à l'opposition de courants « néo-marxistes » et trotskystes. Aidé de la « droite » et du « centre » du Parti travailliste, il marginalise cependant ces courants au cours de la seconde moitié des années 1980.

¹² Philip GOULD, *The Unfinished Revolution: How the Modernisers Saved the Labour Party*, London, Abacus, 2001 [1998], 434 p.

¹³ 'Over 60 per cent of people now believe that they are, to one degree or another, middle class. This new middle class does not just include people in white-collar jobs: 50 per cent of people in skilled manual occupations consider themselves to be to some extent described by the term "middle class". The middle class can no longer be viewed as a small, privileged sub-sector of society. Mass politics is becoming middle-class politics.' (Philip GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, p. 396).

C'est dès lors sur le soutien de ces *'Thatcher's Children'* que reposerait la viabilité de toute prétention à gouverner. Initiées aux baisses d'impôts, à l'actionnariat et à la propriété privée par les gouvernements *tory*, ces classes moyennes sont pourtant, selon la lecture qu'en font certains intellectuels de la Troisième Voie, victimes du « succès » du projet politique néolibéral. John Gray, proche des conservateurs avant de l'être tout autant des néo-travailleurs, écrit ainsi que :

« À bien des égards, le thatchérisme était un projet qui allait de lui-même à sa perte. Ceux qui l'ont formulé n'ont pas vu que la libéralisation des marchés [allait miner] la sécurité économique des groupes sociaux qui avaient d'abord bénéficié du thatchérisme. Cela a, par conséquent, tendu à dissoudre la coalition électorale d'intérêts qui lui avait permis d'arriver au pouvoir. Les membres de la classe ouvrière qui voyaient dans la politique thatchérienne une chance de s'élever sur l'échelle sociale et de se hisser au niveau des classes moyennes, dès lors qu'ils accomplissaient cette transition, s'aperçurent que la vie de la *Middle England* avait changé du tout au tout, au point d'être méconnaissable. Ils se retrouvèrent, non pas dans les hautes terres ensoleillées de la sécurité bourgeoise, mais sur le morne plateau de l'indigence des classes moyennes. »¹⁴

La montée de la fragmentation sociale, le délitement du modèle de la famille nucléaire ou la précarisation croissante du marché du travail apparaissent ainsi, au début des années 1990, comme le résultat de l'individualisme loué lors de la décennie précédente. Fragilisées au même titre que la classe ouvrière, les classes moyennes pourraient dès lors trouver quelque intérêt à se tourner vers un Parti travailliste achevant, en 1991, une *policy review* dont les termes ont été fixés par le « centre » et la « droite » de l'organisation¹⁵.

¹⁴ *'In many respects, Thatcherism was a self-undermining project. Those who formulated it did not perceive that the freeing of markets [...] would have the unintended consequence, over time, of undermining economic security among the social groups who were Thatcherism's initial beneficiaries. It thereby worked to dissolve the electoral coalition of interests that had enabled it to come to power. The aspiring working class people who saw in Thatcherite policies the chance of upward social mobility into the middle classes, if they were successful in making the transition, discovered that the life of Middle England had been transformed beyond recognition. They emerged not in the sunlit uplands of bourgeois security, but onto a desolate plateau of middle class pauperdom.'* (John GRAY, *After Social Democracy. Politics, Capitalism and the common Life*, London, Demos, 1996, p. 5).

¹⁵ La *policy review* menée sous le mandat du leader Neil Kinnock, entre 1987 et 1991, a pour unique objet d'adapter le programme du Parti travailliste à la société qu'a façonné le néolibéralisme des gouvernements Thatcher. Conduite par sept groupes de travail, cette révision doctrinale est placée sous l'influence conjointe de la « droite » et de la *'soft left'*. Elle est également marquée par la participation d'« experts » universitaires

En s'adressant à ces populations, le Parti travailliste s'oriente vers la constitution d'une « nouvelle coalition ». Il semble ainsi à même de résoudre la complexité d'un « dilemme progressiste » l'ayant handicapé dès le début du siècle¹⁶. On peut cependant estimer que le Parti travailliste dont Tony Blair prend la tête en 1994 a, d'une certaine manière, rendu caduque ce même « dilemme », et ce pour deux raisons. La première est avancée sans fards par Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* de mai 1997 à juillet 1998, lorsqu'il constate l'existence d'une « nouvelle arithmétique politique ». Les électeurs ayant désormais tendance à s'identifier aux populations des échelons supérieurs dans la hiérarchie sociale, il deviendrait par conséquent plus difficile pour le Parti travailliste de « promouvoir les intérêts des pauvres dans un âge où [il] peut gagner sans eux »¹⁷. Le *Labour* pourrait en effet se satisfaire du seul statut de « parti de la classe moyenne »¹⁸, cet ensemble de « familles ordinaires travaillant dur et jouant le jeu »¹⁹. La seconde raison de ce dépassement des termes du « dilemme progressiste » se devine à la lecture d'une simple carte géographique : la présence électorale néo-travailliste dans le

et, à partir de 1988, par celle du *think tank* pro-travailliste *Institute for Public Policy Research*. La *policy review* se résume, schématiquement, à l'adoption de la notion de « propriété sociale » (en lieu et place de la traditionnelle propriété publique) et à l'affirmation que « dans certains domaines, le marché et la compétition sont essentiels pour répondre à la demande du consommateur, promouvoir l'efficacité et stimuler l'innovation ». (Voir notamment Eric SHAW, *The Labour Party since 1979. Crisis and Transformation*, London, Routledge, 1994, pp. 81-107, et, du même auteur, 'Towards Renewal? The British Labour Party's Policy Review', in Richard GILLEPSIE & William E. PATERSON (eds.), *Rethinking Social Democracy in Western Europe*, London, Frank Cass, 1993, pp. 112-132).

¹⁶ L'historien et ancien parlementaire travailliste David Marquand estime que le *Labour Party* s'est, depuis les années 1920, heurté à un dilemme des plus complexes : comment transcender le travaillisme tout en respectant ses valeurs, ou, plus concrètement, comment conserver ses bastions ouvriers et, dans le même temps, séduire une Grande-Bretagne qui ne soit ni conservatrice ni travailliste ? (David MARQUAND, *The Progressive Dilemma. From Lloyd George to Blair*, London, Phoenix Giant, 1999, 277 p).

¹⁷ Frank FIELD, *The State of Dependency. Welfare under New Labour*, London, The Social Market Foundation, 2000, p. xii.

¹⁸ Tony BLAIR, 8 décembre 2001, cité in Jane LEWIS, « New Labour, nouvelle Grande-Bretagne ? Les politiques sociales et la "Troisième Voie" », *Lien social et Politique*, Printemps 1999, n° 41, p. 63.

Le *leader* travailliste affirme d'ailleurs, en 1996, que le devoir de son parti est de « permettre à un plus grand nombre de gens d'appartenir à la classe moyenne ». (Tony BLAIR, cité in Andrew ADONIS & Stephen POLLARD, *A Class Act. The Myth of Britain's classless Society*, London, Penguin Books, 1997).

¹⁹ Peter MANDELSON & Roger LIDDLE, *The Blair Revolution. Can New Labour Deliver?*, London, Faber and Faber, 1996, p. 18.

Sud conservateur de la Grande-Bretagne, à l'issue des élections de 1997, suggère, qu'au-delà de l'appui d'une hégémonique et fantasmagorique « classe moyenne », le *New Labour* s'aventure avec une certaine aisance sur les terres *tory*²⁰. Anthony King peut ainsi noter avec ironie que certains des sièges de députés tombés dans l'escarcelle du *Labour* après l'impressionnante victoire de 1997²¹ « portent des noms si évocateurs de l'Angleterre *tory* » que :

« [...] il était presque impossible d'imaginer qu'ils puissent jamais être remportés par un candidat travailliste : des noms qui évoquaient les images de chênes embragés, de villas de style Tudor, de pelouses bien arrosées, et une jaguar (ou au moins l'une des plus grosses Ford) dans chaque allée »²².

L'hommage appuyé de certains « modernisateurs », dont Tony Blair, au « radicalisme » thatcherien, la confirmation, entre 1997 et 1999, des orientations budgétaires de leurs prédécesseurs, la captation de la question sécuritaire²³ ou la dénonciation de certains éléments du « consensus libéral des années 1960 »²⁴ alimentent de ce fait aisément l'assimilation de la Troisième Voie à un « thatcherisme à visage humain »²⁵. Cette disqualification de la Troisième Voie en tant que projet politique « de gauche » se nourrit en outre de ce qui est présenté, au milieu des années 1990, comme étant sa principale ambition : l'occupation d'un « nouveau centre » ou « centre radical », existant pour lui-même, « au-delà de la gauche et de la droite ».

²⁰ Cette évolution peut être confirmée, dans une certaine mesure, par le soutien qu'apporte le groupe de presse de Rupert Murdoch au *leader* néo-travailliste.

²¹ Il s'agit de la plus grande majorité parlementaire obtenue par un parti depuis 1932.

²² Anthony KING, cité in David MARQUAND, *Must Labour Win?*, London, Fabian Society, Fabian Pamphlet 589, 1998, p. 2.

²³ Le Parti travailliste revendique en effet, dès 1993, le titre de « parti de la loi et l'ordre », disputant, puis ôtant, aux conservateurs l'une de leurs « compétences » les plus spécifiques.

²⁴ Tony BLAIR, 'A new Consensus on Law and Order', *Speech at Launch of the Home Office and Criminal Justice System Strategic Plans*, 19 July 2004.

²⁵ La paternité de cette expression, rapportée par le journaliste Peter Hetherington (Peter HETHERINGTON, 'Strong Blair escapes voters', *The Guardian*, 26 September 1998, p. 9), reviendrait paradoxalement à un électeur conservateur. Elle a depuis fait les beaux jours des observateurs critiques du « blairisme ». (Voir notamment, pour la part française de ces critiques, l'article de Philippe MARLIÈRE, « Un thatcherisme à visage humain », *Les Temps modernes*, 1999, n° 601, pp. 133-151).

2. « *Au-delà de la gauche et de la droite ?* »

Les premiers efforts de conceptualisation et d'énonciation de la Troisième Voie traduisent la volonté d'élaborer une « nouvelle synthèse ». Il ne s'agit donc pas de combler un espace entre la « vieille » social-démocratie et le néolibéralisme, mais, pour reprendre le titre d'un essai souvent présenté comme fixant le cap de ce « nouveau radicalisme »²⁶, de se situer « au-delà de la gauche et de la droite ». Revenant sur le positionnement des partisans de la Troisième voie sur le spectre politique classique, John Gray précise ainsi que :

« La place que nous occupons n'est pas à mi-chemin entre des extrêmes rivaux. Notre position n'est pas un compromis entre deux idéologies discréditées. C'est une position sur un nouveau socle commun. »²⁷

Ce postulat de départ est cependant réévalué à partir de la fin des années 1990, à mesure que la Troisième Voie fait progressivement sens en tant que « social-démocratie renouvelée »²⁸. Elle est alors donnée à voir par ses partisans comme l'horizon indépassable du centre gauche dans une Europe alors principalement gouvernée par des gouvernements sociaux-démocrates. Cette prétention contribue à fixer les termes d'un éphémère débat au sein de la social-démocratie européenne sur ce que doit être le « socialisme du XXI^e siècle »²⁹. Quelle que soit, au final, la vocation de la Troisième Voie,

²⁶ Anthony GIDDENS, *Beyond Left and Right. The Future of radical Politics*, Cambridge, Polity Press, 1994, 276 p.

²⁷ 'The place we occupy is not a halfway house between rival extremes. Our position is not a compromise between two discredited ideologies. It is a stand on a new common ground' (John GRAY, cité in Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour. Politics after Thatcherism*, Cambridge, Polity Press, 1998, p. 153).

²⁸ Anthony GIDDENS, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998, 166 p.

²⁹ Le lecteur sera peut-être étonné de ne pas trouver trace dans cette recherche de la rivalité « doctrinale » ayant opposé le Parti travailliste et le Parti socialiste français à la fin des années 1990. Deux raisons justifient cette absence. La première tient à la nature même de notre entreprise. Nous ne prétendons pas, en effet, au comparatisme car notre ambition est, au contraire, de considérer la Troisième Voie dans son cadre originel d'énonciation, le débat politico-intellectuel britannique depuis le début des années 1990. La seconde raison nous est totalement étrangère. Il nous semble en effet que l'opposition entre « Troisième Voie » et « socialisme moderne » a fait long feu en raison du peu d'intérêt des socialistes français pour la théorisation. On se souviendra ainsi que l'idée de « nouvelle alliance » entre « classes moyennes » et « classes

un enjeu demeure cependant : déclasser ce qui a pu directement précéder ce « nouveau progressisme »³⁰ afin d'en asseoir la légitimité. La social-démocratie « classique » et le néolibéralisme constituent donc les deux pôles dont la Troisième Voie doit se démarquer. L'entreprise serait d'autant plus aisée, estiment les partisans de la Troisième Voie, que ces deux idéologies sont désormais « épuisées », incapables « de répondre aux défis posés par l'environnement technologique et culturel de la Grande-Bretagne » contemporaine³¹.

Confondue avec le *Old Labour*, la social-démocratie « classique »³² se voit, souvent sans nuance, reprocher sa « résistance au changement » et, par conséquent, son incapacité à répondre aux « défis » de la globalisation. Elle apparaît, dans la littérature de la Troisième Voie, comme prisonnière de l'ère de la guerre froide et enferrée dans une lecture fordiste de la société n'ayant désormais plus cours ; une lecture où s'entrecroisent production de masse, homogénéité du salariat et division sexuée et classiste de l'ordre social. Anthony Giddens, faisant en cela écho aux propres termes de Tony Blair, décrit ainsi une social-démocratie étouffée par un « conservatisme » l'ayant coupée de son radicalisme originel³³.

populaires » lancée par le Premier ministre Lionel Jospin en 1999 n'a, par la suite, jamais fait l'objet d'un réel travail de conceptualisation (si l'on excepte un petit document publié par la Fondation Jean Jaurès). Nous rappellerons simplement que l'opposition entre néo-travailleurs et socialistes français a connu une fin « officielle » par le biais de la déclaration finale adoptée à l'issue du Congrès de l'Internationale socialiste en novembre 1999. Le texte reconnaît, à la demande des Français, la « critique du capitalisme » comme « raison d'être du socialisme démocratique », et vante, répondant en cela aux souhaits des Anglais, « l'encouragement à l'esprit d'entreprise » et « l'avènement d'une culture capable de récompenser l'initiative et la créativité des individus ». (*Déclaration de Paris*, XXI^e Congrès de l'Internationale socialiste, Paris, 10 novembre 1999).

³⁰ Anthony GIDDENS, 'New Progressivism: A new Agenda for Social Democracy', in Anthony GIDDENS (ed.), *The Progressive Manifesto. New Ideas for the Centre-Left*, Cambridge, Polity Press/Policy Network, 2003, pp. 1-34.

³¹ John GRAY, *After Social...*, op. cit., p. 7.

³² On notera que certains entrepreneurs de la Troisième Voie, notamment Anthony Giddens, préfèrent confondre « socialisme » et « social-démocratie ». Une telle posture leur permet souvent d'établir de surprenants parallèles entre une social-démocratie « dépassée » et l'expérience soviétique du « socialisme réel ». L'argument sous-tendant cette quasi-assimilation repose sur les tendances « étatistes » des deux modèles.

³³ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, op. cit., pp. 51-77.

Le travail de *dé légitimation* du néolibéralisme - notamment dans sa version thatchérienne - se révèle peut-être plus subtil. On trouve dans les écrits des penseurs de la Troisième Voie une lecture de cet adversaire politique et idéologique comparable à celle que développent, à partir de 1979, des auteurs parfois rescapés de la *New Left* des années 1960, et rassemblés autour de la revue *Marxism Today*. À l'instar de ce groupe d'intellectuels, dont certains sont d'ailleurs issus, les penseurs de la Troisième Voie relèvent dans le projet néolibéral thatchérien un radicalisme qu'ils admirent. Ils lui attribuent en effet d'avoir « balayé les anciennes déférences et hiérarchies sociales »³⁴ et d'avoir, par conséquent, « révolutionné » la société britannique. Toutefois, comme l'analysent les *thirdwayers* John Gray ou Anthony Giddens, le néolibéralisme a sapé ses propres fondations conservatrices en radicalisant les contradictions qu'il porte en lui :

« D'un côté, le néolibéralisme est hostile à la tradition, et est en effet l'une des principales forces balayant la tradition, où qu'elle soit, par le biais de la promotion des forces du marché et d'un individualisme agressif. D'un autre côté, il repose sur la persistance de la tradition pour se légitimer, et sur son attachement au conservatisme dans les domaines de la nation, de la religion, du genre et de la famille [...]. L'expansion massive de la société de marché, toutefois, est l'une des principales forces portant celles, plus corrosives, affectant la vie familiale [...]. »³⁵

Le réquisitoire contre ces deux doctrines que sont la social-démocratie « classique » et le néolibéralisme ne prétend donc pas à la demi-mesure. La disqualification de concurrents au nom de la « modernité » qu'incarnerait la Troisième Voie ne suffit cependant pas en soi. S'ils mettent en avant leur pragmatisme, qu'ils opposent au « dogmatisme idéologique » de leurs adversaires, les « nouveaux progressistes » comprennent cependant qu'ils ne peuvent se limiter à la seule stigmatisation. Ils

³⁴ John GRAY, *After Social...*, *op. cit.*, p. 5.

³⁵ 'On the one hand, neoliberalism is hostile to tradition - and is indeed one of the main forces sweeping away tradition everywhere, as a result of the promotion of market forces and an aggressive individualism. On the other, it depends upon the persistence of tradition for its legitimacy and its attachment to conservatism - in the areas of the nation, religion, gender and the family [...] The wholesale expansion of a market society, however, is a prime force promoting those very desintegrative forces affecting family life [...].' (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 9).

reconnaissent ainsi aux thatchériens d'avoir réussi à s'imposer sur le marché britannique des idées et, par voie de conséquence, d'avoir pu fixer les termes du débat public. Il ne s'agit donc pas de simplement adapter l'offre à la demande politiques. Il faut, estiment les « modernisateurs », gagner la « bataille des idées ». La Troisième Voie doit, de ce fait, reposer sur des fondations théoriques, véritables ressources dans le cadre de la compétition politique. C'est cette intuition, explicitement assumée par Tony Blair notamment, qui conduit à la constitution de l'espace de théorisation de la Troisième Voie à partir de 1994. Loin d'être un simple faire-valoir, l'appel au « monde des idées » par les néo-travaillistes revêt donc une dimension stratégique évidente.

- II - ENRACINER PHILOSOPHIQUEMENT LA TROISIÈME VOIE

Le travail de légitimation de la Troisième Voie en tant que projet politique doté de fondements théoriques cohérents consiste, pour partie, à l'insérer dans l'espace des doctrines « progressistes ». Cette démarche s'apparente dès lors essentiellement à une *mise en tradition* de ce « nouveau radicalisme ».

1. Une nécessaire filiation ?

Comme a pu le souligner Laurent Bouvet, la Troisième Voie reste, particulièrement en France, un « objet politique mal identifié »³⁶. Elle ne manque pas, de part et d'autre de la Manche, d'être le plus souvent comprise comme un simple pragmatisme. Son principal représentant, Tony Blair, serait ainsi « aussi dénué d'engagements idéologiques qu'il est

³⁶ Laurent BOUVET, « Qu'est-ce que la "Troisième Voie" ? Retour sur un objet politique mal identifié », *Le Débat*, mars-avril 2003, n° 124, p. 33-52.

possible de l'être pour un dirigeant politique »³⁷. Les « modernisateurs », et plus généralement, les principaux entrepreneurs de la Troisième Voie, prennent pourtant soin de régulièrement appuyer leurs discours et prises de position sur l'histoire de la pensée travailliste, ou progressiste. Une telle posture peut trahir un certain opportunisme politique. Elle permet d'opposer un *pedigree* légitime à l'essentiel des critiques qui, à gauche, assimile néo-travaillisme et néolibéralisme. Du socialisme chrétien³⁸ à la pensée du socialiste éthique Richard Tawney, en passant par le mutualisme des *friendly societies* du XIX^e siècle, c'est ainsi un pan entier du patrimoine « progressiste » qui se voit mobiliser dans cette entreprise de légitimation³⁹.

Comme l'a en partie montré Geoffrey Foote⁴⁰, l'inscription de la Troisième Voie dans la continuité, même relative, de l'histoire de la pensée progressiste trouve également à s'expliquer dans le rapport de forces qui s'exerce au sein du Parti travailliste durant la seconde moitié des années 1980. Face à une gauche « néo-marxiste » puissante qu'ils présentent comme la principale cause de *décrédibilisation* de l'organisation partisane, certains éléments de la « droite » et du « centre » du *Labour* entreprennent alors d'élaborer un projet philosophique alternatif susceptible de modifier la représentation du parti dans l'espace politique et de lui assurer le soutien d'un électorat dubitatif. Des universitaires et

³⁷ La remarque est de David Marquand, universitaire, ancien député travailliste et proche des dissidents du *Social Democratic Party* dans les années 1980. (David MARQUAND, « Le nouveau travaillisme ou les ambiguïtés de la modernité », *Pouvoirs*, 2000, n° 93, p. 9).

³⁸ Le socialisme chrétien apparaît en Grande-Bretagne en 1848 et s'inscrit alors en opposition directe au chartisme. Considéré par Clement Attlee, Premier ministre au lendemain du second conflit mondial, comme une composante spécifique du socialisme britannique, il mêle à la fois « ordre social, ordre moral et ordre théologique » en estimant que ce ne sont pas « les institutions, mais les cœurs et les esprits qu'il faut d'abord changer ». Affaibli à la fin des années 1850, il réapparaît à la fin du siècle, ranimé par un courant anglo-catholique (Voir François BÉDARIDA, « Le socialisme anglais de 1848 à 1875 », in Jacques DROZ, *Histoire générale du socialisme. 1/ Des origines à 1875*, Paris, PUF, 1997 [1972], pp. 547-552).

³⁹ Tony Blair qualifie ainsi son socialisme d'« éthique » et l'oppose au « socialisme de Marx ». Le second est une « vision quasi-scientifique du socialisme » fondée sur le « déterminisme économique ». Le premier, qui incarnerait la « seule vision sérieuse du futur de la gauche », est fondé sur la croyance que le « socialisme est un ensemble de valeurs ». (Voir notamment Tony BLAIR, *Socialism*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 565, 1994, 7 p.).

⁴⁰ Geoffrey FOOTE, *The Labour Party's political Thought. A History*, New York, St Martin's Press, 1997, 3^e édition, 387 p.

intellectuels consacrés, souvent insérés dans la « nébuleuse modernisatrice », s'engagent sur la voie d'une redécouverte scientifique des racines idéalistes, chrétiennes et libérales du socialisme britannique⁴¹. Certains membres de la direction du parti, habitués à évoluer dans le champ intellectuel, font parallèlement de même⁴². Ce travail contribue ainsi à produire un discours structuré autour des notions de « communauté », de « responsabilité », d'« autonomie » ou encore d'« indépendance », dont l'ambition première est de se différencier tant de la « gauche » travailliste que du néolibéralisme thatchérien. Ce discours alimente alors abondamment celui du *leader* Neil Kinnock et de ceux rassemblés sous la bannière « modernisatrice ».

2. Travaillisme et libéralisme

Au-delà de l'évocation de figures tutélaires de la pensée travailliste comme Tawney, Ruskin ou Cole, la littérature de la Troisième Voie sollicite également de manière régulière la pensée de certaines « icônes » du libéralisme anglais. Cette orientation ne laisse évidemment pas d'interroger et permettrait notamment d'expliquer la réception française du néo-travaillisme. Sans verser dans un historicisme complaisant, on doit admettre que la présence de libéraux comme John Maynard Keynes ou William Beveridge dans le panthéon que tentent d'édifier nombre de promoteurs de cette « nouvelle social-démocratie » n'est pas sans fondement. Elle tend à souligner combien, au-delà des alliances électorales passées à partir de la fin du XIX^e siècle, socialisme et libéralisme britanniques procèdent, comme l'a rappelé Eric Hobsbawm, de la « même souche

⁴¹ Voir notamment Bernard CRICK, *Socialist Values and Time*, Fabian Tract n° 495, 1984 ; Raymond PLANT, *Citizenship, Rights and Socialism*, Fabian Tract n° 531, 1988 ; Andrew VINCENT & Raymond PLANT, *Philosophy, Politics and Citizenship*, Cambridge, Blackwell, 1984.

⁴² Bryan GOULD, *Socialism and Freedom*, Londres, MacMillan, 1985, et *A Future for Socialism*, London, Jonathan Cape, 1989 ; Ian HATTERSLEY, *Choose Freedom. The Future for democratic Socialism*, London, Michael Joseph, 1987 ; David BLUNKETT & Bernard CRICK, *The Labour Party's Aims and Values : an unofficial Statement*, Spokesman Pamphlet n° 87, 1988.

idéologique »⁴³. Il y a donc quelque légitimité pour nombre de *thirdwayers* à vouloir renouer avec le radicalisme progressiste des premières années du XX^e siècle et, plus précisément, avec le *New Liberalism*.

Le *New Liberalism*⁴⁴ connaît ses premiers balbutiements théoriques à l'orée du XX^e siècle. Essentiellement théorisée par des individus issus du journalisme ou de l'université, cette pensée est, au sein du Parti libéral, portée par un nouveau personnel politique, diplômé d'« Oxbridge », proche de dirigeants ouvriers et souvent lié au monde de la « charité scientifique »⁴⁵. Cette relève, sociologiquement distincte de la caste de grands manufacturiers et d'aristocrates jusqu'alors à la tête de l'organisation partisane, entre à la Chambre des Communes en 1906, emmenée par Lloyd George et Winston Churchill. La doctrine qui fédère les « nouveaux libéraux » se construit essentiellement en réaction à un libéralisme plus classique. Elle dénonce en effet les carences du libéralisme gladstonien⁴⁶, hermétique à une question sociale dont les termes sont, à la même époque, clairement posés par l'enquête que Charles Booth réalise sur les conditions de vie et de travail du prolétariat londonien⁴⁷. Principalement influencés par la réflexion de T. H. Green, professeur de philosophie à Oxford, Leonard Hobhouse et John Hobson, entre autres⁴⁸, façonnent ainsi une doctrine cherchant à concilier réformisme social et valeurs libérales classiques⁴⁹. Elle se diffuse au travers de journaux dans lesquels les « nouveaux

⁴³ Eric HOBSBAWM, « Libéralisme et socialisme : le cas anglais », *Genèses*, octobre 1992, n° 9, p. 53.

⁴⁴ À la traduction littérale de *New Liberalism*, « Nouveau Libéralisme », sont parfois préférées celles de « Libéralisme social » ou de « Socialisme libéral ».

⁴⁵ Christian TOPALOV, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'Humanité », 1994, p. 100.

⁴⁶ Chef du Parti libéral à partir de 1865, William Gladstone occupa la fonction de Premier ministre à trois reprises durant la seconde moitié du XIX^e siècle (1868-1874 ; 1880-1885 ; 1892-1894).

⁴⁷ La situation dramatique que constate Booth, et dont il publie les résultats en 1907, ne fait que conforter les statistiques alarmantes établies quelques années auparavant lors du recrutement de troupes devant être engagées dans la « Guerre des Boers ».

⁴⁸ Nous renvoyons, pour plus de détails, à la riche étude de Michael FREEDEN, *The New Liberalism. An Ideology of social Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1978, 291 p.

⁴⁹ Les « nouveaux libéraux » n'étaient ainsi pas opposés à la propriété privée.

libéraux » disposent de relais (*Speaker* et *Nation*, principalement), ou par le biais d'une constellation de lieux d'échanges où se côtoient responsables politiques et intellectuels⁵⁰. Parce qu'il se construit sur la prise en compte de l'émergence de maux sociaux, le *New Liberalism* peut également se lire comme un moyen de contenir la « menace » électorale que représente, au début du XX^e siècle, un Parti travailliste en pleine construction. Les *New Liberals* investis en politique obtiennent ainsi, dès la fin de la première décennie du XX^e siècle, l'instauration de la limitation du temps de travail journalier des mineurs, ou encore, de la protection juridique des enfants (*Children's Act*). Ils posent également, au travers de l'adoption du *National Insurance Act* en 1911, les soubassements du *Welfare State* qu'achèvera d'édifier un autre libéral, William Beveridge, au cours des années 1940. Bien qu'il soit historiquement associé aux premières années du XX^e siècle, le « libéralisme social » garde par la suite une certaine influence au sein de la pensée progressiste britannique. Affaibli par les orientations collectivistes du *Labour* à partir de 1918, et par la progressive marginalisation électorale des libéraux, il habite cependant la réflexion de plusieurs théoriciens clefs du travaillisme dont la pensée est régulièrement invoquée par les *thirdwayers*. Il est ainsi prégnant dans le « socialisme éthique » dont l'historien de l'économie Richard Tawney⁵¹ trace les contours théoriques dans les années 1920 et 1930.

3. Le fort tropisme néo-démocrate

Si le néo-travaillisme et, par extension, la Troisième Voie peuvent, sur certains points, croiser différents éléments de l'histoire de la pensée progressiste britannique,

⁵⁰ Michael Freedden évoque ainsi le *Rainbow Circle*, que fréquentera Ramsay MacDonald, futur dirigeant travailliste, les *Ethical Societies*, les « déjeuners » organisés par le journal *Nation*, ou de petits groupes opérant « à la périphérie du Parti libéral », comme le *National Liberal Club* ou le *Settlement Movement*. (Michael FREEDEN, *The New Liberalism...*, *op. cit.*, p. 4).

⁵¹ Richard Tawney est également l'époux de la sœur de William Beveridge.

l'influence du projet néo-démocrate états-unien n'est pas à négliger. Le Parti travailliste et le Parti démocrate des années 1990 ont en effet beaucoup en commun. Ils n'ont, en premier lieu, connu que la défaite électorale au cours de la décennie précédente. Les candidats démocrates aux élections présidentielles échouent à incarner une alternative aux candidatures des républicains Ronald Reagan, en 1980 et 1984, et George Bush, en 1988. À l'instar du *Labour*, le « parti à l'âne » semble incapable, durant ces années, de s'imposer face à un adversaire prétendant représenter d'hégémoniques *'hard working families'*. C'est en réaction à cette situation, que naît, au milieu des années 1980, le *Democratic Leadership Council* (DLC). Constituée d'élus « centristes », cette organisation extérieure au parti entreprend d'« adapter » l'offre politique démocrate aux attentes des « classes moyennes »⁵². Suivant en cela un schéma simple mais efficace, ces « nouveaux démocrates » (*New Democrats*) s'attellent à « définir le problème, développer une alternative et trouver un moyen de l'implanter dans [le] parti »⁵³. Le diagnostic est pour le moins simple : le parti de Roosevelt et de Kennedy est devenu celui des « perdants » aux yeux d'une majorité d'Américains. Le remède prétend, quant à lui, à plus de complexité. Il prend corps dans une stratégie (la « triangulation ») consistant à occuper divers secteurs du « domaine principal » de l'adversaire républicain, tout en rassurant l'électorat démocrate traditionnel quant au maintien de certaines valeurs⁵⁴. S'appuyant sur une rhétorique étudiée, les membres du DLC recentrent le parti autour d'un discours dominé par « l'opportunité, la responsabilité, la communauté et l'internationalisme »⁵⁵. Le DLC,

⁵² Voir à ce sujet Kenneth S. BAER, *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000, pp. 65-275.

⁵³ Kenneth S. BAER, *op. cit.*, p. 267.

⁵⁴ Cette stratégie visant à emporter les suffrages des « classes moyennes » transparaît clairement dans le livre programme que Bill Clinton et Al Gore publient à la veille des présidentielles de 1992. Les deux néo-démocrates s'adressent en effet à *'the forgotten middle class - the people who work hard and play the rules [...]* *They paid higher taxes to a government that gave them little in return'* (Bill CLINTON & Al GORE, *Putting People first. How we can all change America*, New York, Times Books, 1991, p. 3).

⁵⁵ Kenneth S. BAER, *op. cit.*, p. 265.

engagé dans la recherche d'une « troisième voie »⁵⁶, inscrit son orientation idéologique dans une perspective « post-*New Deal* » que conforte l'accession de Bill Clinton à la présidence des États-Unis en 1992⁵⁷. Ce succès, deux ans avant que Tony Blair ne prenne la tête du *Labour Party*, sert de *référentiel* aux « modernisateurs » travaillistes ; cette situation alimentant au passage la thèse d'une « clintonisation » du *New Labour*⁵⁸. Les voyages trans-atlantiques de Blair et Brown entre 1991 et 1993⁵⁹, les liens de plusieurs de leurs conseillers avec certains universitaires proches des néo-démocrates puis de l'administration Clinton, ou le travail d'importation d'idées auquel se livrent des *think tanks* britanniques évoluant dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie renseignent évidemment sur les raisons de ces convergences doctrinales.

- III - FAIRE L'HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES DE LA TROISIÈME VOIE

Objet de curiosité pour les journalistes politiques européens à la fin des années 1990, la Troisième Voie a, en Grande-Bretagne, rapidement acquis le statut d'objet d'étude légitime en sciences sociales. L'une des principales pistes explorées par les chercheurs reste, encore aujourd'hui, celle des liens éventuels entre le néolibéralisme thatcherien et ce « nouveau centre gauche ». Stephen Driver et Luke Martell⁶⁰ ont ainsi interrogé la thèse séduisante du « digne héritier », et avancé qu'il était certainement plus juste de voir dans

⁵⁶ Les *New Democrats* réussissent notamment à imposer le terme même de « troisième voie » dans la plateforme du parti en 1992, quelques années avant que les néo-travaillistes ne s'en emparent.

⁵⁷ Bill Clinton est, avant 1992, *chairman* du *Democratic Leadership Council*.

⁵⁸ Voir, par exemple, Steven TELES, 'Can New Labour Dance the Clinton?', *American Prospect*, March-April 1997, pp. 49-56.

⁵⁹ Philip Gould, *spin doctor* néo-travailliste, évoque, dans son « histoire » de la « fabrication du *New Labour* », les liens que Patricia Hewitt, alors collaboratrice de Neil Kinnock, et lui-même établissent avec les *New Democrats* dès 1986. (Philip GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, pp. 161-182).

⁶⁰ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour. Politics after Thatcherism*, Cambridge, Polity Press, 1998, 210 p ; ainsi que *Blair's Britain*, Cambridge, Polity Press, 2002, 248 p.

le projet néo-travilliste une forme de « post-thatchérisme ». Parallèlement, une majorité de chercheurs a resserré son analyse sur le traitement de la question sociale par la Troisième Voie. Ruth Levitas, Alan Deacon ou Martin Powell⁶¹, entre autres, ont savamment déconstruit le discours social du *New Labour* et de ses alliés, tentant notamment d'en déceler les contradictions, les évolutions et les sources. Si une cohérence d'ensemble doit être reconnue à ces études, c'est vraisemblablement au niveau de la formulation de leur problématique globale qu'elle est à envisager. La plupart des monographies ou articles recensés se construisent en effet sur une même interrogation : Qu'est-ce que la Troisième Voie ? La question peut sembler vaste et peu précise. Elle l'est. Pour autant, c'est autour d'elle que nous entendons, à notre tour, fonder notre recherche. Rappelons-le, l'enjeu n'est pas ici de déterminer, à l'aune de modèles doctrinaux idéaux, si la Troisième est « de gauche » ou « de droite ». Il ne s'agit pas de reprendre les faits tels qu'ils se présentent, mais, au contraire, de s'intéresser à ce qui a présidé à la manière dont la Troisième Voie *s'est donnée à voir*. Cette démarche doit poser les jalons d'une définition de l'objet d'étude ; un objet d'étude dont nous n'interrogerons pas tant l'existence en soi que celles des formes que cette dernière peut prendre.

La science politique et la sociologie britanniques ont sillonné avec avidité la Troisième Voie depuis le milieu des années 1990. Prétendre apporter une nouvelle pierre à cet édifice pourrait trahir une certaine vanité. C'est néanmoins sur le terrain de la méthode que ce travail essaiera de se singulariser. Il s'agit en effet de définir l'objet « Troisième Voie » au travers de ce prisme particulier qu'est l'espace de théorisation. Né de la volonté

⁶¹ Voir notamment Ruth LEVITAS, 'The concept of social exclusion and the new durkheimian hegemony', *Critical Social Policy*, vol. 16, n° 1, issue n° 46, pp. 5-20, et *The inclusive society? Social exclusion and New Labour*, Basingtoke, MacMillan, 1998, 223 p ; Alan DEACON, "'Levelling the playing Field, Activating the Players": New Labour and "the cycle of disadvantage"', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 2, April 2003, pp. 123-137 ; Martin POWELL (ed.), *New Labour, New Welfare ? The third Way in British social Policy*, Bristol, The Policy Press, 1999, 351 p.

des « modernisateurs » de mobiliser le « monde des idées » autour de la production d'un nouveau projet politique, cet espace est par conséquent entièrement voué à la refondation doctrinale de la « gauche de gouvernement ». Tracée à grands traits, sa représentation graphique révélerait un tissu de relations variées, parcouru d'entrepreneurs d'idées divers, et de multiples lieux de recherche, d'échange et de sociabilité. Aidée de cet outil, notre première ambition sera de ne pas verser dans cette « mythologie de la cohérence » qu'a moquée Quentin Skinner⁶². L'enjeu est ici de contourner un biais présent dans une très large part de l'abondante littérature scientifique consacrée à la Troisième Voie. Il s'y manifeste en effet une même tendance rarement mise en défaut⁶³ ; celle consistant à conférer un aspect presque monolithique à cet objet. Le choix de l'espace de théorisation comme cadre d'analyse doit permettre d'éviter cet écueil. En effet, la vocation unique de cet espace n'en fait pas pour autant un lieu de neutralisation des antagonismes. Il reste marqué par des phénomènes de différenciation et de concurrence entre les individus et les institutions qui y évoluent. C'est ce jeu d'interdépendance qui crée des configurations sans cesse mouvantes de ce même espace⁶⁴. L'existence de fractures et de tensions doit, de ce fait, autoriser à remettre en cause la représentation d'une Troisième Voie totalement homogène. Peut-être plus encore, l'enjeu est-il de douter de la trop évidente mise en adéquation de la Troisième Voie et du néo-travaillisme, voire de la Troisième Voie et d'un éventuel « blairisme ». En posant que la Troisième Voie est le produit d'un espace ouvert à de multiples acteurs, nous considérons qu'elle est l'agrégation des nombreuses et différentes contributions de ces derniers. Elle devient alors une sorte d'« agenda

⁶² Quentin SKINNER, 'Meaning and Understanding in the History of Ideas', in James TULLY (ed.), *Meaning and Context. Quentin Skinner and its Critics*, Cambridge, Polity Press, 1988, p. 39.

⁶³ On prendra cependant soin de mettre à l'abri de cette critique les travaux, déjà évoqués, de Stephen Driver et Luke Martell.

⁶⁴ Sur la notion de « configuration », voir le classique ouvrage de Norbert ÉLIAS, *Was ist Soziologie ?*, Juventa Verlag, 1970 ; traduit de l'Allemand par Yasmin HOFFMANN, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, coll. « Agora », 1993, pp. 154-161.

maximal » duquel peuvent être extraits les éléments théoriques nécessaires à la constitution du « nouveau travaillisme ».

L'amorce de contextualisation qu'offre la prise en compte de l'espace de théorisation doit également conduire à dépasser une approche essentialiste. Cette dernière peut en effet se voir reprocher de faire des textes politiques des objets autonomes réputés « posséder en eux-mêmes leur clef de compréhension et d'intelligibilité »⁶⁵. Suivant en cela certains des enseignements des auteurs de l'École de Cambridge⁶⁶, il paraîtrait au contraire plus judicieux de restituer les catégories de perception et de compréhension de ces textes - ouvrages, articles, discours, etc. - en les replaçant dans leur « contexte de significations »⁶⁷. On se gardera néanmoins de les réduire de manière systématique et mécanique à de simples effets d'une réalité politique, historique ou sociale.

En outre, considérer la Troisième Voie dans son espace de théorisation, c'est essayer de comprendre comment naissent et se développent les idées politiques qui la constituent. Les textes qui portent ces idées devant être appréhendés comme « des actions humaines extrêmement complexes »⁶⁸, il conviendra, par exemple, de chercher à établir des correspondances entre ces supports et les positions ou profils sociologiques de leurs auteurs. On s'intéressera également au rôle de ceux que Frédérique Matonti, à la suite d'Howard Becker⁶⁹, appelle les « personnels de renfort », c'est-à-dire, ces « médiateurs »

⁶⁵ Yves DÉLOYE & Olivier IHL, « Quel traitement de la pensée politique peut apporter la sociologie historique ? », communication au colloque « Méthodes en histoire de la pensée politique » organisé par l'AFSP, Paris, 23-24 septembre 2004.

⁶⁶ Au-delà des ouvrages des différents auteurs rattachés à cette école, on renverra au texte désormais classique de Quentin SKINNER, 'Meaning and...', *op. cit.*, pp. 29-67.

⁶⁷ Jean-Fabien SPITZ, « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *Droits*, 1989, n° 10, p. 138.

⁶⁸ John DUNN, *Histoire de la théorie politique*, Paris, Mentha, coll. « Bibliothèque d'orientation », 1992, p. 21.

⁶⁹ Howard BECKER, *Arts World*, Berkley & Los Angeles, University of California Press, 1982 ; présentation par Pierre-Michel MENDER, traduit de l'Anglais (États-Unis) par Jeanne BOUNIORT, *Les Mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988, 379 p.

(journalistes, membres de revues, éditeurs, etc.) qui, « en participant activement à la diffusion et par conséquent aux “cadrages” de la réception d’un paradigme, contribuent de manière décisive à sa définition »⁷⁰. C’est en cela qu’en plus d’être *politique* et *intellectuelle*, notre histoire du « nouveau progressisme » britannique revendiquera une dimension sociale. On prendra cependant soin de se défier de toute objectivation excessive, souvent consubstantielle à ce type de démarche. En effet, elle transformerait alors sans effort ces textes et idées en simples « coquilles vides », dépourvues de chair théorique et ne servant qu’à masquer les stratégies de leurs promoteurs. Aussi gardera-t-on toujours à l’esprit l’avertissement de Bernard Lahire : « à trop se demander d’où l’autre parle, on finit par ne plus entendre ce qu’il dit »⁷¹.

Le choix de l’outil d’analyse arrêté, reste à en préciser le maniement. Il s’agit, concrètement, de déterminer ce que l’on place dans ce cadre qu’est l’espace de théorisation. Quels textes, quelles idées, quels acteurs doivent être pris en compte ? *Qui* « fait » la Troisième Voie, et à partir de *quand* et de *quoi* peut-on définir son *corpus* théorique ? On peut d’ores et déjà avancer quelques éléments de réponses à ces différentes questions. L’insertion des individus ou des institutions au sein de l’espace de théorisation sanctionne, en effet, le respect de différents principes : un principe d’*enrôlement* de certains individus par des acteurs évoluant déjà au sein de l’espace ; un principe d’*adoubement* par les « modernisateurs » que concrétise, par exemple, la captation assumée de certains concepts intellectuels par les néo-travailleurs ; un principe de *reconnaissance mutuelle* au sein de l’espace qui, à terme, souligne combien celui-ci « fait système ». Pleinement assimilés par les acteurs de l’espace, ces principes le sont

⁷⁰ Frédérique MATONTI, « La politisation du structuralisme. Une crise de théorie », *Raisons politiques*, n° 18, mai 2005, p. 52.

⁷¹ Bernard LAHIRE, « Objectivation sociologique, critique sociale et disqualification », *Mouvements*, novembre-décembre 2002, n° 24, p. 47.

également par d'autres individus évoluant dans le champ politique, des journalistes aux adversaires conservateurs. C'est notamment ce que confirme, à partir de 1995, l'utilisation diffuse du terme '*thirdwayers*'. Cette identification par des individus extérieurs à l'espace de théorisation contribue d'autant à *solidifier* les frontières, même mouvantes, de ce dernier. Par extension, la Troisième Voie se voit reconnaître un « effet-label » permettant, au-delà des dissemblances, de rassembler les écrits tournés vers la conception du projet néo-travailliste. L'intervention dans des « supports de visibilité » spécifiques ouvre, par exemple, les portes de l'espace de théorisation⁷².

- IV - ORGANISATION DE LA THÈSE

La première partie de cette thèse se concentre sur ce qui constitue notre cadre d'analyse : l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Cet espace rend compte, par sa seule existence, de la stratégie des « modernisateurs » travaillistes de ne pas limiter leur entreprise au seul ajustement de l'offre à la demande politiques. Ils affirment ainsi que le combat politique passe par la domination du marché des idées. Cette intuition les conduit à vouloir mobiliser le courant « progressiste » du « monde des idées », et c'est de cette mobilisation que naît l'espace de théorisation.

La deuxième partie porte sur le récit censé légitimer l'énonciation de la Troisième Voie. Les entrepreneurs de ce projet politique prétendent, en effet, dresser le constat d'un « monde en fuite permanente ». Ils affirment ainsi décrire le passage de la société industrielle à la « société du risque » ; un passage rendant caduques les catégories de pensée et de compréhension jusqu'alors en vigueur. La société du risque serait, selon l'un

⁷² Comme nous le vérifierons, la collaboration d'un universitaire à la production d'expertise d'un *think tank* réputé proche des « modernisateurs » facilite, le plus souvent, l'assimilation de son travail à la théorisation de la Troisième Voie. Il en va de même de la signature d'une tribune dans le *New Statesman*, hebdomadaire dont nombre de journalistes sont repérables dans la nébuleuse « modernisatrice ».

de ces auteurs, l'ombre portée d'une société industrielle se heurtant à ses limites. Structurée autour des processus de globalisation et d'évolution technico-économique, elle révèle en effet un ordre social sans repères, ne pouvant, dès lors, faire appel à une quelconque expérience passée. L'entrée dans la société du risque rend compte, plus fondamentalement, de l'interdépendance croissante d'individus de plus en plus autonomes mais aux prises avec de nouvelles formes d'incertitudes. On ajoutera, en filigrane, que s'ils se présentent en « enregistreurs de la réalité sociale », les penseurs mobilisés autour de la retranscription de ce « constat » se muent, le plus souvent, en autant de producteurs de normes.

La troisième et dernière partie traite de la manière dont la Troisième Voie aborde le *social*. Revendiquant le statut de « philosophie politique globale », elle consacre pourtant la majeure partie de son discours à la question sociale. La Troisième Voie entend tout d'abord repenser l'égalité, cherchant en cela à répondre à ceux de ces détracteurs qui l'accusent d'être une doctrine oublieuse de l'égalité, voire « anti-égalitariste ». On verra par la suite que si les *thirdwayers* dotent leur corps de valeurs d'une acception de l'égalité - l'égalité *réelle* des chances - censée attaquer les inégalités « à leurs racines », celle-ci est cependant empreinte d'une forte dimension morale. C'est en effet l'une des principales particularités de la Troisième Voie que de vouloir affirmer sa « compétence » sur le terrain de la morale. Enfin, nous verrons que les entrepreneurs du « nouveau progressisme » se concentrent également sur une problématique relativement classique, lorsqu'ils entendent repenser le rapport entre initiative publique et initiative privée au travers d'une rédéfinition des frontières du *Welfare*.

PREMIÈRE PARTIE

LA TROISIÈME VOIE EN DÉBAT

Chapitre premier : La nécessaire domination du marché des idées

Chapitre 2 : Dans l'espace de théorisation

Ce travail repose sur un pari méthodologique : considérer la Troisième Voie dans ce cadre particulier que serait son *espace de théorisation*. L'intérêt qu'offre cet outil est de permettre de rassembler des initiatives, des prises de positions ou encore des situations que l'on pourrait considérer comme indépendantes les unes des autres, mais que leur objet commun invite, à nos yeux, à l'agrégation. Ces éléments sont en effet tournés vers un même but : *penser* le projet politique de la gauche de gouvernement britannique. Rassembler ces éléments au sein d'un même espace, et, par là même, *solidifier* ce dernier, c'est également fédérer plusieurs « visibilitées ». À partir de 1994-1995, il semble ainsi évident pour nombre d'observateurs et d'acteurs du champ politique de considérer qu'il existe des « penseurs », des *think tanks*, des livres ou des idées « de » la Troisième Voie. L'espace de théorisation doit dès lors conduire à souligner combien ces éléments, visibles de tous, « font système ». En outre, il faut avancer que l'espace de théorisation n'est pas un champ, au sens où l'entendait Pierre Bourdieu, notamment parce qu'il ne dispose pas d'une forte autonomie. Néanmoins, comme le champ, il est bien un « espace structuré de

positions [...] dont les propriétés dépendent de leur situation dans [cet] espace et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants »⁷³. Créé par la volonté des « modernisateurs » travaillistes de mobiliser une partie des acteurs évoluant sur le marché des idées, cet espace reste pour une large part conditionné dans son existence à la position de ces mêmes « modernisateurs » dans le champ politique. Il est ainsi dépendant de l'exercice du pouvoir par les néo-travaillistes ou au moins, et c'est le cas entre 1994 et 1997, lié à la forte probabilité que se réalise ce « retour aux affaires ». La raison en est simple : l'espace de théorisation n'a d'autre finalité que de *produire* la Troisième Voie, et révèle donc son usage limité. Pour autant, cet espace n'est pas « domestiqué » par le *New Labour*. Il se signale en effet par l'expression de divergences doctrinales et de phénomènes de concurrence et de différenciation. Par conséquent, la Troisième Voie ne peut être simplement et mécaniquement réduite au néo-travaillisme. Elle est, d'une certaine manière, un « agenda maximal » devant permettre de nourrir la doctrine du « nouveau » Parti travailliste.

Définir le cadre dans lequel est pensée la Troisième Voie implique, dans un premier temps, de comprendre les raisons ayant conduit à sa constitution, et de déterminer à partir de quels supports et autour de *qui* et de *quoi* il se construit (**chapitre premier**). Passé cette étape, il convient de resserrer l'analyse sur les modalités de fonctionnement et les propriétés de cet espace (**chapitre 2**).

⁷³ Pierre BOURDIEU, « Quelques propriétés des champs », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1980, p. 113.

Chapitre premier

La nécessaire domination du marché des idées

*'The theorist's task is to engage in preparatory thinking which -
with a great deal of luck - might assist the work of those
whose political objectives have enough in common with his concerns.
It is not to develop policy'*

John GRAY⁷⁴,
Professeur de philosophie (*London School of Economics*)

Avant de pénétrer l'espace de théorisation, et d'essayer d'en saisir les propriétés et modes de fonctionnement, il est, à notre sens, nécessaire de comprendre ce qui justifie son existence, ne serait-ce qu'aux yeux de ceux qui y évoluent. L'un des axes de recherche sera de vérifier qu'il est, pour une large part, le produit d'une situation politique antérieure que pourrait résumer l'hégémonie des néo-libéraux sur le *marché des idées*⁷⁵ britannique au cours des années 1980 (I). Constatant cette situation, les « modernisateurs » retiennent que la domination politique ne peut simplement reposer sur la mise en adéquation de l'offre et de la demande politiques. Elle doit avant tout se construire et s'exercer sur le terrain des idées (II). L'appel à la mobilisation qui s'ensuit au sein du

⁷⁴ John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, p. 20.

⁷⁵ Le marché des idées se structure, à notre sens, autour de trois éléments : des produits (les idées que véhiculent les textes que nous étudierons), une offre (celle qu'émettent les divers entrepreneurs d'idées) et une demande (tant celle émanant du champ politique, et notamment des gouvernants, que celle induite par le développement, à partir des années 1960-1970, d'une population demandeuse de biens culturels. Cette situation se traduit, notamment, par l'importance dans l'espace public de revues intellectuelles « grand public », comme *Prospect*, ou d'hebdomadaires politiques et culturels comme le *New Statesman*). On pourra également renvoyer, sur cette relation entre « intellectuels », « biens intellectuels » et « marché », à l'ouvrage de François BOURRICAUD, *Le Bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980, 271 p.

courant « progressiste » du « monde des idées »⁷⁶ structure un espace de théorisation autour de la production d'un « nouveau progressisme » (III). Néanmoins, la relation créée entre le *New Labour* et les divers entrepreneurs d'idées engagés dans cet espace s'avère, à terme, plus ambivalente qu'il n'y paraît (IV).

- I - L'HÉGÉMONIE THATCHÉRIENNE

Le « thatchérisme » ne se réduit pas à l'ensemble des politiques menées en Grande-Bretagne sur près de trois décennies⁷⁷. C'est tout du moins l'idée qui, dès le milieu des années 1980, gagne une partie de la gauche - intellectuelle et politique - cherchant à interpréter l'incapacité des travaillistes à s'ériger en alternative crédible aux *tories*. Comme le remarquent progressivement certains intellectuels, le projet que porte alors la frange dirigeante des conservateurs révèle une stratégie de domination idéologique. Six mois à peine après l'entrée en fonction du premier gouvernement Thatcher, l'universitaire Stuart Hall note ainsi, dans un article de référence, que la force de ce nouveau pouvoir trouve principalement à s'expliquer par « le radicalisme de son engagement à briser le moule et pas simplement à retravailler les éléments des “philosophies” qui prévalaient jusqu'alors »⁷⁸. Cet ancien héraut de la *New Left*⁷⁹ des années 1960 croit ainsi comprendre

⁷⁶ Le terme « monde des idées », prisé de Tony Blair notamment, trahit une certaine imprécision. On y aura cependant recours car il permet de rendre compte en quelques mots de la diversité des individus et institutions que le *New Labour* entend fédérer au sein de l'espace de théorisation. C'est en effet le pluralisme du marché des idées qui est ici saisi. Le « monde des idées » renverra donc dans notre travail, à un ensemble hétérogène composé d'universitaires, de *think tanks*, d'intellectuels divers (essayistes, journalistes rompus aux règles du champ intellectuel, etc.), ainsi que de revues intellectuelles.

⁷⁷ Premier ministre à partir de 1979, Margaret Thatcher est contrainte à la démission par son propre parti en 1990.

⁷⁸ Stuart HALL, 'The Great moving Right Show', *Marxism Today*, December 1978 ; repris dans Stuart HALL, *The Hard Road to Renewal*, London, Verso, 1988, p. 44.

⁷⁹ La *New Left* est un mouvement d'intellectuels qui naît, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, en 1956, en réaction à l'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques. Dans le cas britannique, ce courant de la vie intellectuelle se définit par son opposition au stalinisme et au socialisme *fabian*. La *New Left* est également anti-capitaliste, anti-bureaucratique et anti-étatiste. Elle fonde, en outre, sa spécificité sur le fait qu'elle est, dans les années 1960, la première à porter sa réflexion sur l'émergence d'un agenda post-moderne où

que le projet des conservateurs n'a pas simplement pour vocation d'affirmer que ses options politiques sont les « meilleures »⁸⁰. Il vise avant tout à remplacer le « consensus » social, économique et politique hérité des premiers gouvernements d'après-guerre. Le thatchérisme ambitionnait de modifier de manière « radicale » la société britannique, et il a, aux dires mêmes de ses opposants, atteint ses objectifs.

L'emprise des idées associées au thatchérisme sur la société britannique⁸¹ se vérifie, notamment, dans la teneur du débat public des années 1980. Ces idées, et les croyances qu'elles véhiculent, s'y imposent en effet comme *ce qui est légitime*. Elles disqualifient donc, dans le même mouvement, tout ce qui serait susceptible de marquer une opposition même relative. Philip Gould, impliqué dans la « modernisation » du Parti travailliste dès la seconde moitié des années 1980, rappelle ainsi, non sans ironie, combien les conservateurs avaient su redéfinir certaines notions clefs du débat politique. La « propriété publique » semblait ainsi associée, dans l'esprit d'une majorité d'électeurs, aux privatisations menées par les gouvernements Thatcher. Ces mesures permettaient en effet à ces mêmes électeurs - donc au « public » - de devenir propriétaires⁸².

On peut, schématiquement, avancer deux explications à cette domination du néolibéralisme sur le marché britannique des idées. La première consiste à souligner le rôle du système d'action⁸³ s'étant très tôt constitué autour du pôle dirigeant du Parti

priment la qualité de vie, la culture, etc. Tout d'abord rassemblés autour de la revue *New Reasoner*, les membres de la *New Left* britannique, et notamment Stuart Hall, Edward Thompson et Bernard Williams, fondent la *New Left Review*, support au travers duquel ils s'attaquent tant au marxisme soviétique qu'à l'ouvriérisme du *Labour*. Associée à la campagne pour le désarmement nucléaire en 1963, la *New Left* réaffirme son rejet des structures partisans, mais connaît alors un rapide déclin. Elle sera ranimée à deux reprises, en 1968 et en 1979, et s'engagera notamment en faveur du féminisme.

⁸⁰ Stuart HALL & Martin JACQUES, *The Politics of Thatcherism*, London, Lawrence & Wishart, 1983, p. 29.

⁸¹ Par commodité, on qualifiera le plus souvent ces idées de « néolibérales ».

⁸² Philip GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, p. 48.

⁸³ On entend par « système d'action » ou « système de réseaux », l'« ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence » partageant « les mêmes intérêts, les mêmes valeurs, les mêmes

conservateur. La seconde interroge, quant à elle, l'influence qu'a pu avoir le retrait du débat politique opéré par une majorité d'intellectuels « progressistes » au début des années 1980.

1. Les thatchériens « en mouvement »

Le thatchérisme, en tant qu'idéologie⁸⁴, ne « naît » évidemment pas avec l'accession de sa principale représentante au poste de Premier ministre, en 1979. Cette version du néolibéralisme se constitue vraisemblablement lors de la première moitié des années 1970, alors que le Premier ministre conservateur John Heath se voit, au sein de son propre parti, reprocher de ne pas s'être doté d'un « mandat intellectuel clair »⁸⁵. En butte à l'opposition croissante des syndicats, la politique de retrait de l'État derrière laquelle se range le gouvernement Heath entre 1970 et 1972 est totalement redéfinie à la suite du premier choc pétrolier. Heath opte alors pour une politique de relance qui suscite aussitôt la désapprobation de l'aile la plus libérale du Parti conservateur. La victoire électorale des travaillistes, en 1974, scelle la fragilisation des « modérés » au sein du Parti *tory*. Émerge alors, au sein du groupe dirigeant conservateur, l'idée que l'avenir de l'organisation passe par l'abandon du soutien à un « consensus » socio-économique principalement façonné par la pensée keynésienne⁸⁶. Cette idée devient rapidement stratégie. Amorçant une prise

objectifs » (Jacques LAGROYE, avec Bastien FRANÇOIS & Frédéric SAWICKI, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, coll. « Amphi », 4^e édition, 2002, pp. 271-272).

⁸⁴ À la suite de Bernard Manin, on définira l'idéologie comme étant « une conception globale de l'ordre social et des valeurs qui doivent le fonder ». (Bernard MANIN, « Démocratie, pluralisme, libéralisme », in Alain BERGOUNIOUX & Bernard MANIN, *Le Régime social-démocrate*, Paris, PUF, coll. « Recherches politiques », 1989, p. 38).

⁸⁵ Michael PINTO-DUSHINSKY, 'Margaret Thatcher and Intellectuals', *Revue française de Civilisation britannique*, 1986, vol. 4, n° 1, p. 47.

⁸⁶ Comme le notent Jack Hayward et Rudolf Klein, ce consensus, qui se confond, en Grande-Bretagne, avec la période des « trente glorieuses », doit faire l'objet d'une « analyse plus fouillée ». Fantasmé tant par ses partisans que par ses détracteurs, il serait ainsi pris entre deux paradoxes conjoints : « Le premier renvoie au fait que les trois décennies de l'après-guerre ont été marquées par de rudes conflits entre les partis politiques sur toute une série de problèmes conduisant, au moment, de l'alternance, à de vigoureuses réorientations des politiques. Cependant, cette période peut aussi être caractérisée par une forme particulière de convergence

de pouvoir interne, elle est conduite par Margaret Thatcher et Keith Joseph, anciens ministres du gouvernement Heath. Cette stratégie s'appuie sur la constitution, à partir de 1975, d'un véritable système d'action, voué à l'éradication du modèle économique et social keynésien, et à son remplacement par un nouveau projet idéologique. Mettant en réseaux des éditorialistes influents et souvent multipositionnels⁸⁷, des universitaires⁸⁸, des revues⁸⁹ et des clubs⁹⁰ intellectuels, ce système d'action repose principalement sur l'activité de plusieurs *think tanks*. L'*Institute of Economic Affairs* (IEA), l'*Adam Smith Institute* (ASI), ou encore, le *Center for Policy Studies* (CPS) œuvrent ainsi à la consécration de la domination des idées néolibérales dans la Grande-Bretagne des années 1980⁹¹.

Comme le souligne Radhika Desai⁹², la relation entre ces *think tanks* et la politique des gouvernements Thatcher s'avère relativement complexe à déterminer⁹³. On peut

dans un grand nombre de domaines d'action : une sorte de retour à contrecœur au centre. Le second paradoxe résulte du constat que les gouvernements britanniques étaient tous des gouvernements forts, en ce sens que l'importance de leurs majorités parlementaires leur permettait de conduire leurs activités législatives avec beaucoup moins de difficultés que la plupart de leurs homologues en Europe et que, cependant, ces mêmes gouvernements ont manifesté des faiblesses quand il s'est agi de mettre en accord leurs pratiques et leurs politiques [...] La convergence, quand elle existait, était dans une large mesure imposée aux gouvernements par leur incapacité même à mettre en œuvre efficacement leur propre politique » (Jack HAYWARD & Rudolf KLEIN, « Grande-Bretagne : de la gestion publique à la gestion privée du déclin économique », in Bruno JOBERT (dir.), *Le Tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1994, pp. 90-91)

⁸⁷ On retiendra ainsi les noms de Samuel Brittan du *Financial Times*, Peter Jay du *Times*, Ronald Butt du *Sunday Times*, etc.

⁸⁸ Le sociologue Digby Anderson, les économistes Alan Walters et Patrick Minford, Peter Bauer, ou encore, Friedrich von Hayek figurent parmi ces universitaires.

⁸⁹ C'est le cas, par exemple, de la *Salisbury Review*, dans laquelle intervient le philosophe conservateur Roger Scruton.

⁹⁰ Le *Selsdon Group*, le *Salisbury Group*, le *Conservative Philosophy Club*, etc.

⁹¹ Pour une synthèse relativement précise sur ce type particulier d'entrepreneurs d'idées que sont les *think tanks*, nous renvoyons à l'ouvrage d'Andrew DENHAM & Mark GARNETT, *British think tanks and the climate of opinion*, London, UCL Press, 1998, pp. 3-24 ; ainsi qu'à Simon JAMES, 'The idea brokers: The impact of think tanks on British government', *Public Administration*, vol. 71, Winter 1993, pp. 491-506.

⁹² Radhika DESAI, 'Second-hand dealers in ideas: Think Tanks and thatcherite hegemony', *New Left Review*, n° 203, 1994, pp. 27-64.

⁹³ Margaret Thatcher est, en effet, dans les années 1970, à l'origine de la création du *Center for Policy Studies*, qu'elle dirige durant plusieurs années. De plus, devenue Premier ministre, elle ne cache pas son intérêt pour le travail des principaux *think tanks* proches des conservateurs. Diane Stone rapporte ainsi que, ne voulant pas dépendre de la bureaucratie, la dirigeante *tory* utilise régulièrement le travail du CPS,

cependant estimer que, davantage que les autres éléments du système d'action néolibéral britannique, les *think tanks* revêtent un double intérêt pour le pouvoir thatchérien. « Raffineurs, emballeurs et distributeurs d'idées »⁹⁴, ils ont notamment pour tâche de « tester » certaines idées dans le débat avant qu'elles ne soient captées par les *policy-makers*. En outre, à la différence des intellectuels, notamment, les *think tanks* néo-libéraux de la Grande-Bretagne des années 1980 se focalisent sur la *policy*. Ils se donnent ainsi à voir en alternative à une administration suspecte aux yeux d'un pouvoir thatchérien hostile à la bureaucratie⁹⁵. Dans un second temps, les *think tanks* tels que l'IEA, le CPS ou l'ASI participent activement à fixer les termes du débat public. Ils s'engagent en effet dans une « démonstration idéologique »⁹⁶, voire une « évangélisation »⁹⁷ du débat. Ils s'assurent à cet effet, et au travers de répertoires d'action divers⁹⁸, de l'intérêt des médias pour leur production éditoriale. À titre d'exemple, chaque publication d'un essai par l'*Institute of Economic Affairs* s'accompagne de la tenue de déjeuners (les *Hobart Lunches*) où se côtoient les signatures les plus influentes de la presse britannique. À cette forte visibilité médiatique, s'ajoute également le soutien symbolique que constitue, en 1974, l'attribution d'un Prix Nobel à l'économiste Friedrich von Hayek. Les publications de l'*Institute of Economic Affairs*, principal diffuseur des travaux de l'universitaire autrichien en Grande-

notamment, comme « source alternative de conseils » (Diane STONE, *Capturing the political imagination. Think tanks and policy process*, London, Frank Cass, 1996, p. 44). Keith Dixon avance, enfin, que Margaret Thatcher n'hésitait pas, à l'occasion, à faire photocopier certaines publications de l'*Adam Smith Institute* afin de les distribuer massivement aux responsables du Parti conservateur (Keith DIXON, *Les Évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'Agir Éditions, 1998, p. 82).

⁹⁴ Diane STONE, *Capturing...*, *op. cit.*, p. 143.

⁹⁵ Diane Stone rapporte ainsi que le *Bow Group*, *think tank* de moindre importance que l'IEA ou le CPS, demande au Premier ministre John Major de lui désigner les domaines où de nouvelles politiques seraient nécessaires, l'organisation se faisant fort de lui fournir rapidement les idées (Diane Stone, *Capturing...*, *op. cit.*, p. 48).

⁹⁶ Radhika DESAI, 'Second-hand...', *op. cit.*, p. 32.

⁹⁷ Andrew DENHAM & Mark GARNETT, 'The Nature and Impact of Think Tanks in Contemporary Britain', in Michael David KANDIAH & Anthony SELDON, *Ideas and Think Tanks in Contemporary Britain, Part I*, London, Frank Cass & Co, 1996, p. 47.

⁹⁸ Sur cette notion de « répertoire d'action », voir Charles TILLY, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Ma), Addison-Wesley, 1978, 349 p.

Bretagne, se voient ainsi consacrées, et font progressivement leur entrée dans les bibliothèques universitaires de Grande-Bretagne.

Cette situation de supériorité des *think tanks* sur le marché des idées britannique se traduit principalement par un déclassement de leurs principaux rivaux. Elle a également pour effet de modifier les critères d'accès à ce même espace.

2. Le retrait des intellectuels « progressistes »

Le Parti conservateur a longtemps été moqué comme le '*stupid party*'. Du reste, la domination de son courant néolibéral sur le marché des idées, au cours des années 1980, ne signifie pas pour autant qu'il ait subitement rallié à lui le « monde des idées » britannique. Radika Desai affirme, avec un sens certain de la provocation, qu'au-delà des *think tanks*, les principaux intellectuels inscrits dans le système d'action néolibéral ne formaient qu'un « petit groupe sectaire », marginalisé au sein du champ intellectuel et de l'espace universitaire⁹⁹. L'assertion est relativement excessive. En effet, certains, comme le parlementaire Leon Brittan, se chargent dès les années 1970 de maintenir un lien entre le *leader* conservateur et les universitaires. En outre, si ceux qui s'engagent aux côtés des *tories* ne se caractérisent pas tous par un fort capital académique, des exceptions notables existent. Alan Walters, par exemple, l'un des principaux conseillers économiques de Margaret Thatcher, enseigne à la *London School of Economics*, avant de rejoindre la *John Hopkins University*. De même, le Professeur John Gray, qui s'illustrera par la suite au sein des *thirdwayers*, « accompagne » durant de longues années les néolibéraux conservateurs tout en enseignant la philosophie à Oxford. Au sein du champ intellectuel, même le respecté *Times Literary Supplement* met, durant un temps, sa ligne éditoriale en phase

⁹⁹ Radhika DESAI, 'Second-hand...', *op. cit.*, p. 61

avec l'anti-marxisme néolibéral¹⁰⁰. Néanmoins, le propos péremptoire de Desai a cela d'intéressant qu'il permet de revenir sur la posture adoptée par les « intellectuels » dans le débat politique de cette époque. Cette décennie est en effet le théâtre, selon l'intellectuel marxiste Perry Anderson, d'une rupture entre les « hautes sphères de la culture » et la politique¹⁰¹.

Le courant dominant de la « classe intellectuelle » britannique, cette « aristocratie intellectuelle »¹⁰², se signale traditionnellement par son libéralisme modéré et réformiste ; ce qui n'exclut évidemment pas l'influence majeure d'individus revendiquant leur attachement au marxisme. Principalement marquée par le libéralisme social du début du XX^e siècle et le socialisme démocratique *fabian*, cette tradition a, au moins jusqu'au début des années 1930, entretenu des liens relativement étroits avec le Parti libéral. Le déclin électoral de ce dernier et l'apparition d'un courant « révisionniste » au sein du *Labour* persuadent certains de ces intellectuels de se rapprocher des travaillistes¹⁰³. Le Parti de gauche pense alors pouvoir revendiquer le titre de « parti de l'homme qui pense », par opposition au '*stupid party*' conservateur. La relation entre le Parti travailliste et les intellectuels reste cependant empreinte d'une méfiance réciproque. Volontiers « non intellectuel »¹⁰⁴, voire anti-intellectualiste, le Parti travailliste peine, jusqu'à la fin des années 1970, à définir clairement le rapport qu'il entend entretenir avec les acteurs du champ intellectuel. Si ces derniers acquièrent une place non négligeable dans la définition

¹⁰⁰ Perry ANDERSON, 'A Culture in Contraflow, I', *New Left Review*, n° 179, January-February 1990, p. 44.

¹⁰¹ C'est du moins le constat que croit pouvoir établir Perry Anderson, figure de la *New Left*, dans 'A Culture...', *op. cit.*, pp. 41-78.

¹⁰² Noel ANNAN, 'The intellectual Aristocracy', in J. H. PLUMB (ed.), *Studies in social History: A Tribute to G. M. Trevelyan*, London, Longmans, Green & Co, 1955, pp. 241-287.

¹⁰³ Voir à ce sujet l'utile historique que dresse Radhika DESAI, *Intellectuals and Socialism. 'Social Democrats' and the British Labour Party*, London, Lawrence & Wishart, 1994, 213 p ; ainsi que Bernard CRICK, 'Intellectuals and the British Labour Party', *Revue française de Civilisation britannique*, 1986, vol. 4, n° 1, pp. 7-23.

¹⁰⁴ Ton NAIRN, 'The Nature of the Labour Party, I', *New Left Review*, 27, September-October 1964, p. 38.

de la politique du parti lorsqu'il est dirigé par Hugh Gaitskell¹⁰⁵, il en va différemment à partir de 1970. Les organes internes de réflexion, investis par des universitaires, passent en effet de la fonction de « conseil » à celle de simple « consultation »¹⁰⁶. La rupture est consommée à la fin de la décennie. Le parti abrite alors un affrontement entre les « révisionnistes » et les représentants de la « gauche » travailliste. Cette période se solde par la prise de pouvoir interne des seconds, et par une dissidence donnant naissance au très centriste *Social Democratic Party* (SDP). Hostiles aux orientations que choisit le Parti travailliste à partir de 1979, et bien évidemment opposés à un Parti conservateur les accusant d'être une 'chattering class'¹⁰⁷, les principaux acteurs de l'*intelligentsia* « progressiste » choisissent, pour une minorité, de suivre le SDP¹⁰⁸, ou, pour la majorité, d'observer un certain retrait vis-à-vis du débat politique. Seuls quelques-uns s'engagent sur la voie de la contestation du thatchérisme en s'agrégeant autour de *Marxism Today*, revue du Parti communiste de Grande-Bretagne [Encadré 1].

Encadré 1 : *Marxism Today*, une troisième voie ?

Ce sont, le plus souvent, des individus proches du marxisme, ou directement issus de la *New Left* des années 1960, qui mènent la contestation intellectuelle du thatchérisme durant les années 1980. L'exemple le plus significatif est certainement celui du mouvement se créant autour de *Marxism Today*, revue du Parti communiste. Souvent considérée comme la « publication de gauche » la plus influente des années 1980¹⁰⁹, *Marxism Today* s'impose, selon l'un de ses rédacteurs, comme « l'organe théorique du révisionnisme travailliste »¹¹⁰ durant cette décennie. La « vision du

¹⁰⁵ À partir de la seconde moitié des années 1950, plusieurs intellectuels, et notamment des universitaires, intègrent en effet les diverses commissions de réflexion que compte le Parti travailliste.

¹⁰⁶ Radhika DESAI, *Intellectuals and...*, *op. cit.*

¹⁰⁷ L'expression, que l'on pourrait traduire par « classe de braillards », est de Margaret Thatcher.

¹⁰⁸ Le Professeur David Marquand fait partie de ces intellectuels ayant fait le choix de suivre le SDP. Il collabore également, lors des années qui suivent, à la revue *Marxism Today*, tribune la plus visible de la contestation intellectuelle du thatchérisme. Enfin, l'universitaire rejoint l'espace de théorisation de la Troisième Voie à partir de 1994-1995.

¹⁰⁹ Donald SASSOON, *One Hundred Years of Socialism. The West european Left in the Twentieth Century*, New York & London, I. B. Taurus, 1996, p. 693.

¹¹⁰ Michael RUSTIN, cité in Donald SASSOON, *One Hundred...*, *op. cit.*, p. 693.

monde » qui se construit dans le cadre de cette revue a en effet pour particularité de condamner tout autant le thatchérisme que l'« incapacité » du *Labour* à répondre aux évolutions sociologiques de la société. L'historien Eric Hobsbawm, le sociologue Stuart Hall, ou l'écrivain et journaliste Martin Jacques, entre autres, y dissèquent, avec une certaine admiration, le « radicalisme » du projet thatchérien et, à l'inverse, l'« atonie » de la gauche. Le principal problème de cette dernière, selon Hobsbawm, est de ne pas prendre la mesure des divisions gagnant la classe ouvrière. Les mutations du capitalisme durant le XX^e siècle ont, par le biais de la mécanisation croissante et des évolutions technologiques, permis une amélioration des conditions de vie des ouvriers. Ce phénomène a conduit ces derniers à épouser de nouvelles aspirations et a, de ce fait, rendu la classe ouvrière moins homogène et moins encline à voter systématiquement pour un candidat travailliste. La « marche en avant du *Labour* » en est, de ce fait, interrompue¹¹¹. Dès lors, le Parti travailliste doit, pour survivre, élargir sa base électorale à des gens qui « connaissent la date de séparation des Beatles et non celle du piquet de grève de Satley »¹¹². Cette analyse de la société britannique, empreinte de post-fordisme, jalonne l'activité éditoriale et conférencière des intellectuels gravitant autour de *Marxism Today* tout au long des années 1980. Elle est cependant mise en forme à la fin de la décennie, au travers de la rédaction du manifeste *New Times*. Fruit d'un séminaire organisé en mai 1988 par la revue, et consacré à l'« avenir de la gauche », *New Times*¹¹³ se donne pour ambition la « construction d'un nouveau monde » pour les années 1990¹¹⁴. Le « constat » établi à partir de 1979 demeure, mais le propos se veut plus offensif. La gauche y est accusée d'avoir « combattu le thatchérisme avec de vieilles idées et de vieilles pratiques ». La « nouvelle droite » a eu, au contraire, un « sens plus grand des changements de l'époque ». Elle a su, selon Charles Leadbeater, l'un des rédacteurs du projet, non pas s'aligner sur des groupes sociaux déjà existants, mais en créer de nouveaux et donner ainsi l'illusion d'être la représentante de la Grande-Bretagne¹¹⁵. Elle a, par conséquent, entamé une réelle modernisation, mais une « modernisation régressive »¹¹⁶, qui ne constitue qu'une voie parmi d'autres vers le futur. Si les écrits d'Eric Hobsbawm, figure révérencée de la gauche intellectuelle britannique, ont pu être utilisés par le leader Neil Kinnock dans le rapport de forces l'opposant à la « gauche » travailliste¹¹⁷, l'influence de *New Times* sur le parti est difficile à évaluer. À la mort de John Smith,

¹¹¹ Voir Eric HOBBSBAWM, 'The forward March of Labour Halted', in Eric HOBBSBAWM, *Politics for a rational Left. Political Writings 1977-1988*, London, Verso/*Marxism Today*, 1989, pp. 9-22.

¹¹² Eric HOBBSBAWM, cité in Geoffrey FOOTE, *The Labour Party's...*, *op. cit.*, p. 327.

¹¹³ Le texte du manifeste est repris dans Stuart HALL & Martin JACQUES (eds), *New Times. The changing Face of Politics in the 1990's*, London, Lawrence & Wishart, 1989, 463 p.

¹¹⁴ Stuart HALL & Martin JACQUES (eds), *New Times...*, *op. cit.*, p. 20.

¹¹⁵ Charles LEADBEATER, 'Thatcherism and progress', in Stuart HALL & Martin JACQUES (eds), *New Times...*, *op. cit.*, pp. 395-411.

¹¹⁶ Stuart HALL & Martin JACQUES (eds), *New Times...*, *op. cit.*, p. 32.

¹¹⁷ L'universitaire marxiste se félicite d'ailleurs de la captation de ses travaux par le leader travailliste. (Eric HOBBSBAWM, *Politics for...*, *op. cit.*, p. 3).

en 1994, Stuart Hall et Martin Jacques voient pourtant en Tony Blair le « candidat de *Marxism Today* » à la direction du parti. Ils le créditent en effet de vouloir porter un projet « de gauche » aux visées aussi hégémoniques que pouvaient l'être celles de son pendant néolibéral.

Le dialogue entre les auteurs de la revue, qui disparaît en 1991, et le *Labour* ne s'est pas directement instauré. Le début des années 1990 est cependant le théâtre de certaines reconversions. D'anciens animateurs de *Marxism Today* investissent en effet la nébuleuse « modernisatrice ». Geoff Mulgan et Charles Leadbeater occupent ainsi des postes de conseillers auprès de Gordon Brown, Peter Mandelson et Tony Blair. Après mai 1997, Geoff Mulgan intègre la *Policy Unit* de Downing Street. Il participe également à la mise en place de la *Social Exclusion Unit*, rattachée au Premier ministre, puis, avec Leadbeater, à celle de l'*Innovation and Performance Unit*. Par ailleurs, les universitaires et « sociaux-démocrates » David Held ou David Marquand, qui ont, à la fin des années 1980, également collaboré à *Marxism Today*, jouent, à partir du milieu des années 1990, un rôle notable dans la constitution et le fonctionnement de l'espace de théorisation de la Troisième Voie.

- II - 'PASSING THE TORCH'¹¹⁸

Le retrait politique qu'observent nombre d'intellectuels « progressistes » durant les années 1980 connaît une atténuation au début de la décennie suivante. Cette inflexion, en partie favorisée par le travail d'individus inscrits dans la nébuleuse « modernisatrice »¹¹⁹, est confortée par l'accession de Tony Blair à la tête du Parti travailliste, en 1994. La stratégie adoptée par les « modernisateurs » consiste alors à signifier au « monde des idées »¹²⁰ que le temps du « passage de relais » entre le projet conservateur et celui des « nouveaux » travaillistes est arrivé.

¹¹⁸ 'Passing the torch' est l'intitulé de l'une des premières grandes conférences rassemblant « modernisateurs », intellectuels et *think tanks* intéressés par la recherche d'une « troisième voie ».

¹¹⁹ Le *think tank* « travailliste » *Institute for Public Policy Research* met ainsi en place, au cours de la première moitié des années 1990, un groupe de réflexion, 'Back to basics', composé d'universitaires proches de la gauche. Ce groupe se voit chargé de fournir des fondations théoriques aux propositions d'une gauche ambitionnant de retrouver le pouvoir.

¹²⁰ Tony BLAIR, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 1.

1. Gagner la « bataille des idées »

Présenté par nombre de ses détracteurs comme « aussi dénué d'engagements idéologiques qu'il est possible de l'être pour un dirigeant politique »¹²¹, Tony Blair entreprend pourtant, dès 1994, de se tourner vers les individus évoluant sur le marché des idées. Il n'a en effet de cesse, durant les mois et les années qui suivent la prise de pouvoir des « modernisateurs » au sein du parti, d'en appeler à la constitution d'une « nouvelle coalition » entre les « intellectuels »¹²² et une organisation partisane ayant de nouveau vocation à gouverner. Il réaffirme ainsi la nécessité pour son parti de rétablir un lien entre « les idées des universitaires, penseurs et intellectuels » et « ce que le *Labour* est en train de faire »¹²³. Il souligne que la réflexion sur la refonte programmatique travailliste doit déborder le simple cadre de l'organisation partisane, voire, se traduire par son *externalisation*. Les multiples signaux que les « modernisateurs » envoient au champ intellectuel, à partir de 1994-1995, sont autant d'éléments constitutifs d'une « fenêtre d'opportunité ». L'enjeu est, en effet, de susciter des prises de position au sein de cet espace social, en persuadant certains de ses acteurs de leur capacité à influencer sur la refondation doctrinale du Parti travailliste. L'analyse du discours « modernisateur » révèle combien, plus généralement, ceux qui évoluent sur le marché des idées sont perçus comme des ressources susceptibles d'être mobilisées dans le combat politique. Il s'agit, comme le concède Tony Blair, de confier à ces individus la tâche de « changer le climat politique » ; un « climat politique » dont les termes ont été fixés durant plus d'une quinzaine d'années par les penseurs et *think tanks* thatchériens. Ce faisant, les « modernisateurs » considèrent que le « siècle des progressistes »¹²⁴ qu'ils veulent édifier ne peut se contenter de reposer

¹²¹ David MARQUAND, « Le Nouveau Travaillisme ou les ambiguïtés de la modernité », *Pouvoirs*, n° 93, 2000, p. 9.

¹²² Tony BLAIR, 'My Vision...', *op. cit.*, p. 16.

¹²³ Tony BLAIR, 'My Vision for...', *op. cit.*, p. 16.

¹²⁴ David GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, p. 391.

sur le simple ajustement de l'offre politique à la demande. Il nécessite que soit remportée la « bataille des idées »¹²⁵, et, par là même, qu'un projet hégémonique succède à un autre. Cette posture très offensive, ouvertement revendiquée dès 1994, justifie l'intérêt que certains intellectuels, proches de la défunte revue *Marxism Today*, accordent durant quelques mois au jeune chef de parti et à ses troupes.

2. Renouer avec le « monde des idées »

Dans un premier temps, l'appel que lancent les « modernisateurs » à la mobilisation du « monde des idées » impose que soient jetées des passerelles des premiers vers le second. Cette stratégie passe notamment par la création de *lieux transfrontaliers*¹²⁶. C'est en tant qu'application concrète de ce principe que peut par exemple se lire la création, en janvier 1993, de la revue *Renewal*¹²⁷. Explicitement pensée en interface des sphères politique et académique, *Renewal* est mise en place par le *Labour Co-ordinating Committee* (LCL), groupe de pression interne au parti et dont sont issus Tony Blair et un certain nombre de « modernisateurs »¹²⁸. Revendiquant malgré tout une certaine distance vis-à-vis de la direction du Parti travailliste puis du gouvernement, la revue se donne à voir comme un « lieu neutre ». Son comité éditorial compte dans ses rangs tant des promoteurs du « nouveau travaillisme » et des intellectuels « progressistes », que des intellectuels marxistes ou « radicaux »¹²⁹. La revue accueille en outre, dès sa création, des articles

¹²⁵ Tony BLAIR, 'My Vision for...', *op. cit.*, p. 16.

¹²⁶ Nous définirons les « lieux transfrontaliers » comme étant des espaces de sociabilités (revues, clubs, etc.) se trouvant aux confluents de différents champs et espaces sociaux.

¹²⁷ La création de cette revue fait suite à une quatrième défaite consécutive du *Labour* lors des élections générales.

¹²⁸ Le LCL s'est fortement mobilisé, à la fin des années 1980, pour imposer en interne les réformes voulues par Neil Kinnock.

¹²⁹ Le premier groupe compte ainsi dans ses rangs Tony Blair, Alan Milburn ou David Miliband. Le deuxième repose notamment sur Anthony Giddens et David Marquand. Quant aux membres du troisième, on retiendra les noms d'Ernesto Laclau, Bob Jessop ou Michael Rustin.

contestant le processus de « modernisation » de l’agenda politique travailliste. Cette mise en forme du débat, autour de thèmes présentés comme autant de balises vers la « modernité » (la globalisation, l’individualisme, le « nouveau capitalisme », etc.), vise ainsi à faire de la revue une plate-forme de la rénovation intellectuelle et doctrinale de la gauche britannique. S’y croisent en effet tant des articles d’universitaires, que ceux d’« experts », de chercheurs issus de *think tanks* ou de politiques. Enfin, c’est dans *Renewal* que Tony Blair fixe de manière explicite la feuille de route de la rénovation de la gauche de gouvernement, au travers d’un article au titre évocateur : ‘Why modernisation matters’¹³⁰.

À ce type d’initiative - la création d’un « lieu intellectuel transfrontalier » - s’ajoute également l’activisme de certains individus évoluant au sein de la nébuleuse « modernisatrice ». Cette dernière fait en partie reposer sur certains de ses membres, aux caractéristiques sociales particulières, son entreprise de ralliement du « monde des idées ». Souvent jeunes, diplômés des meilleures universités anglo-saxonnes (« Oxbridge », Ivy League, etc.), ayant parfois une amorce de carrière académique ou journalistique, ces individus font montre également d’une *multipositionnalité*¹³¹ certaine. Ils servent ainsi de relais entre les champs politique, médiatique et intellectuel. Geoff Mulgan et David Miliband figurent parmi ces médiateurs. Co-fondateur du *think tank Demos* en 1993, conseiller de Brown¹³² puis de Blair, Geoff Mulgan intervient, après mai 1997, dans différentes unités placées sous la responsabilité du Premier ministre (*policy unit, social exclusion unit, innovation unit, etc.*). *Lecturer* en communication durant quelques années,

¹³⁰ Tony Blair, ‘Why Modernisation matters’, *Renewal*, vol. 1, n° 4, 1993.

¹³¹ On renverra à la définition que Luc Boltanski donne de la « multipositionnalité » : Luc BOLTANSKI, « L’espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de Sociologie*, vol. 14, janvier-mars 1973, pp. 3-26.

¹³² Mulgan fut en effet l’un des collaborateurs de Brown lorsque ce dernier avait la charge du Commerce et de l’Industrie au sein du Cabinet fantôme travailliste.

il est également l'un des anciens collaborateurs de *Marxism Today*. Il dispose, à ce titre, de réseaux évidents dans le champ intellectuel, comme en témoigne notamment sa présence au sein du comité éditorial de *The Political Quarterly*. Mulgan coordonne également, depuis *Downing Street*, l'action des *think tanks* ralliés à l'aventure néo-travailliste. Paradoxalement, l'autre figure majeure de ce groupe d'individus essentiels à la nébuleuse « modernisatrice » se trouve être le fils de l'un des plus éminents historiens marxistes britanniques. Né en 1962, David Miliband est en effet le fils de Ralph Miliband, grand contempteur du mariage entre socialisme et parlementarisme. Diplômé d'Oxford avant de rejoindre la *Kennedy School of Government* d'Harvard, David Miliband intègre l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR) dès la fin des années 1980. Il y travaille notamment sous la direction de Patricia Hewitt, ancienne collaboratrice de Neil Kinnock et future ministre de Tony Blair. David Miliband devient, en 1992, secrétaire de la *Commission on Social Justice* que lance le *Labour* sous les auspices du *think tank*. Il quitte l'IPPR deux ans plus tard, afin de rejoindre le cercle de conseillers de Tony Blair, nouveau *leader* du Parti travailliste. David Miliband, dont le frère, Ed, est un proche conseiller de Gordon Brown, est l'un de ceux qui, dès la première moitié des années 1990, tente d'établir un contact entre le *New Labour* et le monde universitaire. Il est ainsi à l'origine d'un événement pouvant être considéré comme un moment précurseur de la constitution de l'espace de théorisation. Miliband organise en effet, en septembre 1993, la réunion de personnalités politiques (Michel Rocard, Gordon Brown, Margaret Hodge), d'universitaires (Anthony Giddens, Frances Fox Piven, David Held, Raymond Plant, etc.) et d'intellectuels divers (Perry Anderson, ancien responsable de la *New Left Review*, Robert Kuttner, rédacteur de *American Prospect*, etc.) autour d'un thème pour le moins ambitieux : « réinventer la gauche »¹³³. De même, c'est lui qui, au printemps 1996, assure

¹³³ Les actes de ce colloque, co-organisé par IPPR et le bureau londonien de la *Friedrich Ebert Stiftung*, sont publiés par Polity Press : David MILIBAND (ed.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, 260 p.

la rencontre de Tony Blair et de plusieurs dizaines d'universitaires au *King's College* de Londres. À la tête de la *Policy Unit* du 10 *Downing Street* après mai 1997, il est également l'initiateur du *think tank* « virtuel » *Nexus*. Son intérêt pour l'activité du champ intellectuel, et, plus spécifiquement, de l'espace académique, se vérifie également dans le travail d'intégration de certains concepts ou de certaines idées dans le discours qu'il façonne à l'attention du premier des néo-travailleurs. Il emprunte ainsi à l'économiste John Kay la notion de *stakeholding society*, ou, encore, celle de « capital social » aux travaux de Robert Putnam et de Francis Fukuyama. Élu à la Chambre des Communes en 2001, David Miliband devient ministre du Gouvernement local au printemps 2005.

Enfin, le rôle assumé par la *Fabian Society* dans l'effort de ralliement du « monde des idées » à la Troisième Voie ne saurait être passé sous silence. Ce rôle est, bien sûr, à mettre en relation avec la position de la *Fabian Society* dans le débat public. Gardienne du socialisme démocratique britannique¹³⁴, cette institution revendique une place tout aussi centrale dans l'espace de théorisation du « néo-progressisme ». Entre 1992 et 1997, la *Fabian Society* « agit en foyer du projet de modernisation de [Tony] Blair »¹³⁵ : elle fournit une « expertise », mobilise certains de ses directeurs de recherche autour de la rédaction des discours de campagne, et organise des colloques et séminaires confrontant politiques et intellectuels¹³⁶. Parallèlement, la *Fabian Society* s'érige, dès le début des années 1990,

¹³⁴ Fondée en 1884, la *Fabian Society* peut être considérée comme la « mère nourricière intellectuelle » du socialisme démocratique britannique. Opposés au marxisme, issus de la bourgeoisie intellectuelle et ouvertement réformistes, ses fondateurs lui assignèrent la tâche de faire « peu à peu » pénétrer le socialisme en Angleterre, notamment au travers de la mise en valeur dans le débat public d'une « expertise » intellectuelle. Pour plus de précisions, voir François BÉDARIDA, « Le socialisme en Grande-Bretagne de 1875 à 1914 », in Jacques DROZ, *Histoire générale du socialisme. 2/ de 1875 à 1918*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1997 [1974], pp. 362-368.

¹³⁵ Paul RICHARDS, 'The permanent Revolution of New Labour', in Anne CODDINGTON & Mark PERRYMAN, *The Modernisers' Dilemma. Radical Politics in the Age of Blair*, London, Lawrence & Wishart/Signes of the Times, 1998, p. 39.

¹³⁶ Des séminaires sur la « gouvernance » à l'attention des modernisateurs sont ainsi organisés au *Birkbeck College*. Ces réunions de travail sont placées sous le magistère de l'historien Ben Pimlott, spécialiste de l'histoire du mouvement travailliste.

en « caisse de résonance » du discours « modernisateur »¹³⁷. Elle offre en effet, *via* ses *fabian pamphlets*, une tribune de légitimation travailliste aux écrits de certaines figures de la nébuleuse « modernisatrice »¹³⁸.

- III - LE « MONDE DES IDÉES » MOBILISÉ : SUPPORTS ET ACTEURS

À l'appel émis par les « modernisateurs » répondent rapidement diverses prises de position au sein du champ intellectuel, et, plus largement, parmi la population d'individus et d'institutions peuplant le marché des idées. Cette mobilisation révèle progressivement l'existence de réseaux dont l'activité se resserre autour de la production intellectuelle de la Troisième Voie. Ces acteurs et supports font ainsi système autour de ce projet politique en formation, et contribuent, par conséquent, à l'émergence de son espace de théorisation.

1. Les « gourous de la Troisième Voie »¹³⁹ ?

Fortement appuyé par l'activisme de certains de ses éléments, l'appel de la nébuleuse « modernisatrice » rencontre rapidement un écho favorable au sein du courant « progressiste » du champ intellectuel. Il s'avère d'autant plus audible dans le débat public, qu'il semble même atteindre, durant quelques mois, les principaux pôles d'une gauche intellectuelle « critique ». D'anciens responsables de la revue *Marxism Today*,

¹³⁷ La *Fabian Society* est très présente au sein des gouvernements Blair, une majorité de ministres étant *fabian*. En outre, après mai 1997, le nombre de parlementaires appartenant à la *Fabian Society* est supérieur aux effectifs cumulés des groupes conservateur et libéral-démocrate.

¹³⁸ Les idées développées par les parlementaires « modernisateurs » Tony Blair, Gordon Brown, Denis MacShane, Chris Smith, ou encore, Tony Wright bénéficient à plusieurs reprises de la forte visibilité des *fabian pamphlets* dans les champs politique et médiatique.

¹³⁹ Le terme de « gourou » est fréquemment utilisé dans la presse, tant « conservatrice » que « progressiste », pour désigner les intellectuels jugés très proches des dirigeants politiques *tories* et travaillistes. Paradoxalement, ce titre pour le moins stigmatisant est repris en quatrième de couverture de l'essai d'Anthony Giddens, *The Third Way*, pour rendre compte de la proximité du sociologue et de Tony Blair.

rassemblés autour du sociologue Stuart Hall, y voient ainsi l'aboutissement de *New Times*, leur projet de rénovation de la gauche lancé à la fin des années 1980. Vraisemblablement sensibles à la « fenêtre d'opportunité » que semble ouvrir les nouveaux dirigeants travaillistes, ces intellectuels créent la revue *Soundings*, en 1995. Il est ainsi manifeste, dès le premier numéro, que la revue entend, comme *Marxism Today*, assumer un rôle moteur dans le débat politico-intellectuel alors en cours de (re)constitution¹⁴⁰. Si les mois qui suivent se signalent, selon les responsables de la revue, par la perte d'une « opportunité historique »¹⁴¹ de produire un projet « de gauche » aussi radical que le projet thatchérien, les rédacteurs de *Soundings* ne voient cependant pas d'autres alternatives que d'espérer une victoire du « nouveau » Parti travailliste. Après mai 1997, la revendication par *Soundings* d'une place prépondérante dans le débat public des idées se fonde surtout sur le « rappel » récurrent des « emprunts » de la Troisième Voie au projet *New Times*¹⁴².

C'est cependant au sein du courant dominant du champ intellectuel, le courant « progressiste », que se fait entendre la réponse la plus marquée à l'appel émis par les néo-travaillistes. Les années 1994 à 1997 donnent en effet lieu à une forte mobilisation de ces intellectuels aux côtés du *New Labour*. Cette mobilisation prend, tout d'abord, la forme de tribunes dans la presse « de gauche », tribunes dont les auteurs se félicitent de l'accession de Tony Blair à la tête du *Labour*. Anthony Giddens réalise ainsi, pour le *New Statesman*, un portrait relativement élogieux du jeune *leader* travailliste. Évaluant les perspectives s'offrant au nouveau chef de l'opposition, le sociologue lui fait crédit d'avoir défait avec

¹⁴⁰ En quatrième de couverture du premier numéro, publié à l'automne 1995, la revue est présentée comme devant « fournir une direction et une profondeur aux débats politiques, culturels et économiques britanniques ».

¹⁴¹ Stuart HALL & Doreen MASSEY, 'Questions which remains', *Soundings*, n° 5, Spring 1997, p. 7.

¹⁴² Michael Rustin révèle, dans un éditorial ouvrant la revue au printemps 1999, l'« amertume » des anciens membres de *Marxism Today*, convaincus d'avoir posé les jalons de la Troisième Voie, mais conscients de ne pas pouvoir intervenir directement sur son contenu. Le co-rédacteur de *Soundings*, issu de la *New Left* et proche de Stuart Hall, affirme pourtant la volonté de la revue de « continuer à proposer de nouveaux espaces de discussion, en se focalisant sur la Troisième Voie » (Michael RUSTIN, 'A Third Way with Teeth', *Soundings*, n° 11, Spring 1999, p. 12).

« bravoure » la gauche du parti¹⁴³. De manière encore plus tangible, des universitaires comme David Marquand, recteur du *Mansfield College* et ancien conseiller du Parti social-démocrate¹⁴⁴, ou John Gray, philosophe d'Oxford longtemps proche des conservateurs, entreprennent, dès 1995, d'avancer dans le débat public certaines propositions censées conforter le Parti travailliste dans son entreprise de rénovation programmatique. Parallèlement, se multiplient les séminaires et colloques mettant en présence des « modernisateurs » à qui l'on commence à prêter un destin ministériel (Gordon Brown, Jack Straw, David Blunkett), des membres de *think tanks* proches des néo-travaillistes (IPPR, *Demos*) et des intellectuels.

On peut considérer que c'est durant cette période, 1994-1997, que se constitue réellement l'espace de théorisation de la Troisième Voie ; cet espace où s'agrègent des contributions voulues ou perçues comme constitutives du *corpus* théorique du « nouveau progressisme ». La Troisième Voie commence en effet à se voir attribuer une sorte d'« effet-label ». Les journalistes politiques, certains conservateurs engagés dans le champ intellectuel et les intellectuels ralliés au *New Labour* recourent ainsi rapidement à la notion de '*thirdwayers*' ou de « penseurs de la Troisième Voie ». Quelques uns évoquent jusqu'à la présence de « gourous » autour de Tony Blair¹⁴⁵. S'ils comprennent dans leurs rangs quelques journalistes, comme Andrew Marr de l'*Independent* ou Will Hutton de l'*Observer*, les « penseurs de la Troisième Voie » sont pour l'essentiel issus de l'espace académique. Sans pour autant se livrer à l'exercice parfois périlleux de la typologie, il est cependant possible de dégager quelques traits saillants et communs à cet ensemble d'universitaires.

¹⁴³ Anthony GIDDENS, 'What's he up to', *The New Statesman & Society*, 24 February 1995, pp. 21-23.

¹⁴⁴ David Marquand a également été député travailliste dans les années 1970 avant de suivre la dissidence social-démocrate au début des années 1980.

¹⁴⁵ Voir notamment le travail de l'entrepreneur intellectuel et homme politique conservateur David Willets.

À la différence de leurs homologues thatchériens, les universitaires engagés dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie disposent le plus souvent d'un capital académique important. Ils appartiennent en outre au « courant dominant » de l'élite intellectuelle britannique, un courant dont on a déjà dit qu'il revendiquait traditionnellement son attachement à un progressisme empreint de libéralisme social ou de socialisme *fabian*. Ces individus enseignent ou ont enseigné, pour la plupart, dans des universités prestigieuses : la filière « Oxbridge » parfois¹⁴⁶, la *London School of Economics and political Science* souvent¹⁴⁷. Ces positions institutionnelles de haut rang s'accompagnent également d'une légitimité scientifique qu'atteste, par exemple, l'appartenance aux comités rédactionnels ou scientifiques de revues académiques de premier plan¹⁴⁸. Une autre des particularités de ces universitaires tient au fait qu'ils sont, pour un grand nombre, visibles dans l'espace public avant que ne se constitue l'espace de théorisation de la Troisième Voie. On peut même, pour certains, évoquer le statut de *public intellectuals*¹⁴⁹ tant ils semblent évoluer dans une temporalité proche de l'actualité politico-médiatique. Nombreux sont en effet ceux qui, bien avant 1994, se signalent dans les zones de chevauchement des champs intellectuel, politique et médiatique. Ils interviennent, par exemple, de manière régulière dans les colonnes de quotidiens ou d'hebdomadaires afin de livrer leur analyse savante de l'actualité politique. Cette immixtion dans le champ médiatique leur permet de reconvertir leurs travaux universitaires en biens intellectuels se donnant à voir comme autant d'éclairages sur les

¹⁴⁶ David Marquand, par exemple, est recteur du *Mansfield College*.

¹⁴⁷ Anthony Giddens dirige cet établissement au profil particulier de 1997 à 2004. On y retrouve également John Gray, qui le rejoint au milieu des années 1990 après avoir enseigné à Oxford, Julian Le Grand, David Held, Richard Layard, John Hills, etc.

¹⁴⁸ John Gray, par exemple, fait partie du comité de rédaction de *Social Philosophy & Policy*, aux côtés de Seymour Martin Lipset et de Robert Nozick. Anthony Giddens siège, quant à lui, dans celui de *Theory and Society*.

¹⁴⁹ Jugeant inutile la dimension très stigmatisante de la traduction souvent donnée de *public intellectual* (« intellectuel médiatique »), nous préférons conserver le terme anglo-saxon.

« maux » de la société contemporaine. C'est d'ailleurs cette capacité à diffuser leur réflexion au-delà de leur champ d'appartenance originelle qui fait de ces individus des « entrepreneurs intellectuels », au sens où aurait pu l'entendre Joseph Schumpeter. Enfin, quelques-uns, comme David Marquand, Raymond Plant ou Bernard Crick, complètent ce profil par un lien relativement fort avec le champ politique *via* l'exercice, passé ou présent, de mandats électoraux.

2. *Borner l'espace de théorisation*

Animé par l'activité intellectuelle de divers entrepreneurs d'idées, l'espace de théorisation a besoin, pour se *solidifier* et donc *exister*, de se déployer au travers de supports. C'est en effet par l'intermédiaire de ces derniers qu'il peut être alimenté en idées et réflexions, et se voir reconnaître des frontières, même mouvantes. Ces supports relèvent, à notre sens, de trois catégories : des revues, que nous qualifierons de « transfrontalières » du fait de leur position dans l'espace public ; des *think tanks*, à la fois acteurs et tribunes (au sein de l'espace de théorisation) ; certains titres de la presse quotidienne, hebdomadaire et mensuelle « de gauche » et de « centre gauche ». Enfin, à ces différents éléments de l'espace de théorisation, s'ajoute un acteur singulier dont on ne peut négliger le rôle majeur : la *London School of Political Science* (LSE).

2. 1. Les revues

Les revues assument un rôle important dans le débat qui se construit autour de la définition du « nouveau progressisme »¹⁵⁰. Certaines interviennent au sein même de l'espace de théorisation quand d'autres restent à ses frontières (qu'elles contribuent, par là

¹⁵⁰ Sur l'importance des revues dans les rapports de forces intellectuels, on renverra, pour le cas français, à Anna BOSCHETTI, *Sartre et les Temps modernes. Une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1985, 326 p.

même, à rendre visibles) et animent la contestation de ce projet de « renouveau du centre gauche ». Le premier groupe englobe des revues qui, certes, œuvrent par leur contenu à la formation de la Troisième Voie, mais doivent surtout être appréhendées comme autant d'ouvertures sur l'espace de théorisation. C'est en effet le plus souvent par ce type de canal qu'un individu peut accéder à cette zone de réflexion. L'accès à cet espace exige, bien évidemment, certaines ressources, mais la reconnaissance accordée par les comités de rédaction de ces revues est en général un préalable.

Il est, une nouvelle fois, délicat de chercher à élaborer une sorte d'idéal-type de la revue intellectuelle inscrite dans l'espace de théorisation. Néanmoins, de la *Fabian Review* à *The Political Quarterly*, en passant par le cas, certes particulier, de *Prospect*¹⁵¹, la plupart se caractérise par une dimension « transfrontalière » affirmée, voire revendiquée. Elles sont en effet, à l'instar de *Renewal*, aux confluents des champs politique et intellectuel, et, au sein même de ce dernier, souvent visibles dans l'espace académique. Elles tirent bien évidemment ce caractère transversal de la composition même de leur rédaction. Il suffit pour s'en convaincre de considérer le cas de *The Political Quarterly*. Fondée en 1930, cette dernière se propose alors d'établir « un pont entre, d'une part, les nouveaux savoirs [élaborés par] les facultés de sciences humaines de l'Université et, d'autre part, les intellectuels non-universitaires, les hauts fonctionnaires et les journalistes »¹⁵². Revendiquant depuis sa création son ancrage à gauche, la revue ouvre cependant ses pages

¹⁵¹ En apparence semblable à un *news magazine*, l'hebdomadaire *Prospect* prétend plus sûrement au statut de revue intellectuelle. Le « journaliste-intellectuel » Will Hutton le présente ainsi comme étant '*the best journalistic and intellectual monthly in fifty years*', tandis que le conservateur Chris Patten voit dans ce support '*a lively magazine of opinion and ideas that challenges readers to think for themselves*'. Constitué de courts essais rédigés par des intellectuels provenant d'horizons divers (Michael Ignatieff, Samuel Huntington, Stephen Hawking, Jacques Attali, etc.) et par des « tables rondes » aux participants prestigieux ('*Francis Fukuyama, Eric Hobsbawm, & Timothy Garton Ash on global order*', etc.), *Prospect* devient très rapidement une terre d'accueil pour le débat sur la Troisième Voie et voit, de ce fait, défiler dans ses pages les principaux *thirdwayers* (Tony Blair, Geoff Mulgan, Julian Le Grand, John Gray, etc.).

¹⁵² C'est ainsi que la présente l'un de ses anciens rédacteurs, Sir Bernard Crick, au cours d'un numéro croisé avec la revue française *Esprit* : Bernard CRICK, « *The Political Quarterly* : brève description », *Esprit*, juillet 2002, p. 92.

à l'ensemble du spectre politique britannique, à l'exception de « l'extrême gauche et de la droite conservatrice anti-européenne »¹⁵³. Cette inscription de *The Political Quarterly* au cœur du progressisme britannique explique traditionnellement la présence très marquée d'intellectuels proches du Parti travailliste (militants ou sympathisants) au sein de son comité éditorial¹⁵⁴. Cette forte présence tourne à l'avantage des « modernisateurs » à l'orée des années 1990. La rédaction est alors investie, dans un premier temps, par des éléments de la nébuleuse « modernisatrice » et, dans un second temps, par des intellectuels ayant, à partir de 1994-1995, rejoint l'espace de théorisation. C'est ainsi que Michael Jacobs, secrétaire général de la *Fabian Society*, les journalistes Will Hutton (*The Observer*), Polly Toynbee (*The Guardian*) et John Lloyd (*The New Statesman*), les conseillers « blairistes » Geoff Mulgan, Carey Oppenheim ou David Miliband, et les universitaires David Marquand, Tony Wright ou Andrew Gamble siègent, à un moment ou à un autre des années 1990 et début 2000, dans l'*editorial board* de la revue. Cette forte présence des *thirdwayers* au sein de sa direction tend à expliquer que la revue ait progressivement adopté une posture de « médiateur » de la théorisation du « nouveau progressisme ». En toute logique, elle permet aux « penseurs de la Troisième Voie » de s'exprimer et d'alimenter de leurs contributions la production de ce projet politique. Elle est un lieu privilégié pour introduire de nouvelles thématiques. C'est ainsi que ressurgit dans ses pages, à la fin des années 1990, la question des rapports jugés problématiques entre la gauche et la propriété privée. Des « experts » ou des universitaires occupant des positions de conseillers - officiels ou officieux - auprès de membres du gouvernement¹⁵⁵ réactivent,

¹⁵³ Bernard CRICK, « *The Political...* », *op. cit.*, p. 95.

¹⁵⁴ Ses rédacteurs sont très souvent membres du Parti travailliste.

¹⁵⁵ Gavin Kelly, Julian Le Grand, Andrew Gamble et Charles Leadbeater rédigent, pour le numéro d'octobre-décembre 1998, plusieurs articles consacrés aux rapports entre « propriété et citoyenneté » ou « propriété et politique sociale ».

dès 1998, cette problématique, et annoncent ainsi le débat qui prendra forme au cours du second mandat autour de l'*Asset-based Welfare*¹⁵⁶.

2. 2. Les think tanks : acteurs et supports de visibilité

La position des *think tanks* au sein de l'espace de théorisation s'avère plus complexe que celle des revues intellectuelles. Acteurs à part entière sur le marché britannique des idées, ils le sont, pour certains, tout autant dans le processus de production intellectuelle de la Troisième Voie. S'ajoute cependant à cette première fonction, somme toute classique, celle de tribunes dans l'espace de théorisation. À l'instar des revues intellectuelles, ces structures offrent en effet, aux yeux d'autres entrepreneurs d'idées, le moyen d'accéder et d'exister au cœur de l'espace.

De manière relativement cohérente, certains *think tanks* participent donc directement, *via* la mobilisation de leurs chercheurs, à la construction de la Troisième Voie. Cette situation est notamment rendue possible par les liens étroits existant entre certains de ces organismes et les « modernisateurs ». Outre les cas particuliers de l'*Institute for Public Policy Research* [Encadré 2] et de la *Fabian Society*, des organisations comme *Demos*, le *New Policy Institute*, ou encore, le *Foreign Policy Center*¹⁵⁷ bénéficient d'une forte visibilité au sein de l'espace de théorisation, et revendiquent explicitement l'influence de leur production éditoriale sur la manière dont est déterminée la politique des gouvernements néo-travaillistes¹⁵⁸. De manière encore plus

¹⁵⁶ Sur l'*Asset-based Welfare*, voir le chapitre 7. Il s'agit d'une politique visant à doter chaque individu d'un capital de manière à ce qu'il puisse disposer d'un patrimoine.

¹⁵⁷ Le *Foreign Policy Centre* est fondé en 1998 avec les soutiens de Tony Blair et Robin Cook, alors ministre des Affaires étrangères. Sa création permet notamment au gouvernement de contourner l'influent *Royal Institute of International Affairs* (communément appelé *Chatham House*), jugé trop critique vis-à-vis de la politique étrangère néo-travailliste. Le *Foreign Policy Centre* a eu pour directeurs des individus dont la proximité avec la nébuleuse « modernisatrice » est évidente : Liz Lloyd, qui transita par la *policy unit* du 10 *Downing Street*, Stephen Twigg, député travailliste, Andrew Hood, conseiller spécial des ministres Robin Cook et Geoff Hoon, ou Mark Leonard, ancien chercheur de *Demos* qui souffla l'idée de 'Rebranding Britain' à Tony Blair.

¹⁵⁸ La plupart des sites internet de ces *think tanks* contient une page où sont repris les articles de presse suggérant cette influence.

fine, la création de collections¹⁵⁹ ou le choix de certains thèmes de recherche servent à affirmer la place centrale que ces structures entendent assumer dans le cadre de la réflexion sur l'« avenir du progressisme ».

Parallèlement, les *think tanks* « affiliés » à la Troisième Voie¹⁶⁰ servent également de « supports de visibilité » à d'autres types d'entrepreneurs d'idées. Ils s'érigent en tribunes pour des intellectuels, et notamment des universitaires, désireux de diffuser leurs idées dans l'espace de théorisation. Cette situation rend finalement compte de la reconfiguration du marché des idées durant les années 1980. Les *think tanks* y ont en effet progressivement déclassé leurs concurrents directs qu'étaient les intellectuels. Ils ont ainsi imposé leur modèle de production éditoriale¹⁶¹ comme étant le plus légitime aux yeux d'une large part des acteurs du champ politique : des textes relativement courts et concis, mettant en avant des problèmes et les réponses jugées nécessaires d'y être apportées. Ce rapport de forces déséquilibré entre *think tanks* et intellectuels perdure. Il n'est d'ailleurs pas étranger à la tribune que publie David Goodhart dans les pages du *Financial Times* en septembre 2004¹⁶². Soulignant les liens de plus en plus apparents entre ces organisations et le monde de l'entreprise, au travers bien évidemment du financement des recherches, le directeur de la revue *Prospect* stigmatise une « pensée *tank* » accusée de manquer d'ambition intellectuelle du fait de sa propension à se focaliser sur de « micro-questions ». Si cette critique recueille l'adhésion d'autres intellectuels, il demeure néanmoins que les *think tanks* sont devenus, pour certains penseurs, le moyen le plus sûr de faire entendre

¹⁵⁹ La *Fabian Society*, par exemple, édite, à partir du début des années 1990, plusieurs *fabian pamphlets* dans des collections aux noms évocateurs : 'New Lefts', 'Second Term Thinking', etc.

¹⁶⁰ Cette affiliation est, le plus souvent, « mise en lumière » par d'autres acteurs du champ politique, comme les journalistes politiques ou les opposants conservateurs.

¹⁶¹ Diane Stone insiste sur le fait que les commissions parlementaires sont, à partir des années 1980, de plus en plus demandeuses de recherches menées par les *think tanks* (Diane Stone, *Capturing...*, *op. cit.*). Par ailleurs, John Lloyd rappo

¹⁶² David GOODHART, 'Think tanks get big by thinking smaller', *The Financial Times*, 29 September 2004, p. 21.

leurs voix dans le débat public des idées. Même des *public intellectuals* consacrés, comme Anthony Giddens¹⁶³ ou John Gray, n'hésitent pas à recourir à ce canal d'expression¹⁶⁴. Par extension, l'association à un *think tank* tend progressivement à être un moyen privilégié d'exister au sein du champ politique. Marginalisés au sein de leur parti, le conservateur John Redwood ou le travailliste Roy Hattersley participent ainsi, respectivement, à la création de *Conservative 2000* et de *Catalyst* dans les années 1990. De même, alors que son insertion au sein des cercles « modernisateurs » devient moins évidente après mai 1997, le journaliste Will Hutton prend la tête de l'*Industrial Society*, *think tank* fondé lors de la première partie du XX^e siècle.

Encadré 2 : IPPR, *think tank* néo-travailliste ?

La conviction que la bataille politique passe par la domination du marché des idées habite les dirigeants du *Labour* en 1994. Elle est également repérable, dès la fin des années 1980, dans la création de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR). Au lendemain de la défaite électorale de 1987, il devient en effet évident pour nombre de « modernisateurs » que le succès du thatchérisme réside pour partie dans le travail de diffusion idéologique qu'assurent « ses » *think tanks* au sein du débat public. La création de l'*Institute for Public Policy Research*, création qu'appuie le *leader* Neil Kinnock¹⁶⁵, marque cette volonté de venir concurrencer les porteurs de flamme du thatchérisme sur le marché des idées. Dirigé à sa création par James Cornford, professeur de Science politique à l'Université d'Edinburgh, l'IPPR entend œuvrer à la constitution d'une

¹⁶³ Le sociologue siège dans le conseil d'administration de l'*Institute for Public Policy Research*.

¹⁶⁴ Certains des ouvrages de John Gray (*Beyond the New Right, Enlightenment's Wake*, ou *Endgames*) ne font ainsi que reprendre des essais préalablement publiés par *Demos*, le *Centre for Policy Studies*, la *Social Market Foundation* ou l'*Institute of Economic Affairs*.

¹⁶⁵ L'idée de créer un *think tank* « de gauche », capable de jouer auprès du *Labour* le rôle assumé par l'IEA, le CPS ou l'ASI vis-à-vis du Parti conservateur, revient à Clive Hollick, propriétaire quelques années plus tard du *New Stateman*. Celui-ci enjoint Neil Kinnock, en 1987, de soutenir une telle entreprise. John Eatwell, conseiller économique du *leader* travailliste, et Hollick posent alors ensemble les fondements de ce *think tank* « indépendant » : ils réunissent un conseil d'administration, comprenant des « modernisateurs » et quelques universitaires, et partent à la recherche de bailleurs de fonds (voir Peter RUBEN, 'The Institute for Public Policy Research: Policy and Politics', in Michael David KANDIAH & Anthony SELDON, *Ideas and Think Tanks in Contemporary Britain, Part II*, London, Frank Cass & Co, 1996, p. 67).

« nouvelle communauté intellectuelle », « moderne et de gauche », capable d'intervenir dans l'espace politique¹⁶⁶. Se revendiquant « indépendant », le *think tank* entretient cependant des liens apparents avec les « modernisateurs » travaillistes. Au-delà de la vice-présidence occupée dès 1988 par Patricia Hewitt, ancienne collaboratrice de Neil Kinnock, l'IPPR accueille sous ses auspices la Commission sur la Justice Sociale, entre 1992 et 1994. Voulue par le *leader* travailliste John Smith, cette commission « indépendante » a pour tâche de trouver un équilibre « moderne » entre justice sociale et efficacité économique. Son rapport final, rendu en 1994, est rétrospectivement interprété par les acteurs et observateurs du champ politique comme l'ébauche de la Troisième Voie. En outre, à partir de cette période, l'IPPR apparaît de plus en plus comme l'un des éléments centraux de l'espace de théorisation en construction autour du projet politique néo-travailliste. Dan Corry, chercheur au sein du *think tank* et conseiller économique du *Labour* de 1989 à 1992¹⁶⁷, estime alors que l'IPPR est en train de « créer le climat intellectuel nécessaire au projet blairiste »¹⁶⁸. Considéré avant 1997 comme un '*civil service in waiting*', l'IPPR réussit à placer plusieurs de ses chercheurs dans les cercles du pouvoir après la victoire du *New Labour* : Patricia Hewitt devient ministre, David Miliband et James Purnell intègrent la *policy unit*, Dan Corry le ministère des Transports, etc. Le *think tank* est par ailleurs dirigé, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, par Matthew Taylor, ancien *director of policy* du Parti travailliste durant la campagne de 1997.

2. 3. La presse « progressiste »

Alimentée par moult essais, la théorisation de la Troisième Voie s'appuie également sur une intense activité au sein de certains titres de la presse britannique. Nombre de journalistes influents, de Will Hutton (*The Observer*) à Andrew Marr (*The Independent*), en passant par Polly Toynbee (*The Guardian*)¹⁶⁹, font montre, à divers moments et sous des formes variées, de leur intérêt pour le projet de « renouvellement du centre gauche ». Ils contribuent également à ouvrir les pages de leurs supports aux « modernisateurs » et à leurs alliés. Parmi les titres de cette presse « progressiste », le *New Statesman* s'affirme comme un lieu stratégique de l'espace de théorisation. Magazine hebdomadaire classé à

¹⁶⁶ Peter RUBEN, 'The Institute...', *op. cit.*, p. 66.

¹⁶⁷ Dan Corry, qui anime avec le journaliste Will Hutton la revue économique de l'IPPR, *New Economy*, devient conseiller au Département du Commerce et de l'Industrie après mai 1997.

¹⁶⁸ Dan CORRY, cité in Peter Ruben, 'The Institute...', *op. cit.*, p. 73.

¹⁶⁹ En 1996, les deux premiers sont même rangés parmi les « gourous de Blair » par le conservateur David Willets (Voir David WILLETS, *Blair's Gurus*, London, Center for Policy Studies, 1996).

gauche, le *New Statesman* constitue en effet un point de convergence privilégié des réseaux d'interconnaissance structurant l'espace de théorisation. D'une manière générale, ce support se signale par son intérêt pour le débat intellectuel, et notamment pour celui caractérisant la recherche en sciences sociales. C'est, par exemple, dans ses pages, en 1987, qu'est pour la première fois « décrypté » le phénomène de l'*underclass*¹⁷⁰, avant que ce dernier ne devienne une sorte de « mot-clef » de l'analyse de la question sociale britannique¹⁷¹. La Troisième Voie comme objet de réflexion présente donc un intérêt certain pour un organe de presse sensible à « l'air du temps » intellectuel et à la « vie des idées »¹⁷².

L'apport du *New Statesman* à l'espace de théorisation prend essentiellement deux formes. Le magazine s'affirme tout d'abord en lieu d'accueil du débat, et ce dès l'arrivée de Tony Blair à la tête du *Labour*. L'entreprise de disqualification du '*Old Labour*' trouve ainsi un relais dans les pages du *New Statesman*. Les « modernisateurs » multiplient les articles visant à affirmer leur « modernité ». Progressivement, plusieurs entrepreneurs d'idées sont invités à transformer les pages '*Essay*' ou '*Ideas*' du magazine en autant de contributions au débat sur la Troisième Voie¹⁷³. Au cours de l'hiver 1996-1997, alors que s'amorce la campagne officieuse des élections générales devant se tenir en mai, une rubrique consacrée aux possibles réformes du *Welfare* ('*New Ways of Welfare*') est instituée. Elle est monopolisée par des intervenants notoirement proches de la nébuleuse « modernisatrice » ou en passe de le devenir. Dès lors, on peut aisément, au fil des quelques semaines d'existence de cette série, isoler les grandes lignes du discours social

¹⁷⁰ Ralph DAHRENDORF, 'The Erosion of Citizenship and its Consequences for us all', *The New Statesman & Society*, 12 June 1987, pp. 12-15.

¹⁷¹ Voir le chapitre 6.

¹⁷² Le magazine comprend notamment une rubrique dans laquelle sont présentées les dernières publications des *think tanks*.

¹⁷³ Anthony Giddens, John Gray, Ulrich Beck, Charles Leadbeater, David Marquand, David Held, etc. interviennent régulièrement, depuis le début des années 1990, dans ces rubriques.

alors en formation au sein de l'espace de théorisation. Agrégées, les prises de position et contributions prenant pour cadre le *New Statesman* font de ce dernier un « support de visibilité » dans l'espace de théorisation, aux yeux tant des acteurs de cet espace que de ceux qui évoluent dans le champ politique. En outre, au-delà de l'intérêt que représente la Troisième Voie pour un magazine prétendant contribuer à la production du débat politico-intellectuel, les présences au sein de la rédaction de journalistes comme Ian Hargreaves¹⁷⁴ ou John Lloyd¹⁷⁵ renforcent cette situation.

Dans un second mouvement, le *New Statesman* contribue à rendre tangible l'espace de théorisation. En effet, le magazine s'attelle à de nombreuses reprises, essentiellement entre 1995 et 1998, à identifier les « penseurs de la Troisième Voie ». Le dossier principal du numéro publié le 7 février 1997 se propose ainsi de répondre à une question jugée cruciale : « Qui est le vrai gourou ? ». Un dessin représentant les ouvrages d'Anthony Giddens (*Beyond Left and Right*), du communautarien Amitai Etzioni (*The Spirit of Community*), du philosophe David Selbourne (*The Principle of Duty*), ou encore, les mémoires de Margaret Thatcher (*The Downing Street Years*) orne la couverture. Cet exemple, parmi d'autres, traduit la volonté de la rédaction de considérer que la Troisième Voie est une doctrine constituée, disposant de fondations théoriques. Il traduit également le fait qu'il est légitime de croire que la théorisation de la Troisième Voie mobilise la pensée d'individus clairement identifiables¹⁷⁶. Cette démarche d'identification passe, le

¹⁷⁴ Rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire, Ian Hargreaves est également le co-directeur, en 1998, d'un ouvrage publié par *Demos* et faisant de la Troisième Voie la « politique de demain ». On retrouve, dans les pages de ce document, les signatures de *thirdwayers* confirmés tels que Charles Leadbeater, Anthony Giddens, Tom Bentley ou Mark Leonard : Ian HARGREAVES & Ian CHRISTIE (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and Beyond*, London, Demos, 1998, 148 p.

¹⁷⁵ Proche de Tony Blair depuis le début des années 1980, le journaliste John Lloyd est l'auteur, en 2001, d'un opuscule publié par *Demos* et consacré aux rapports entre la social-démocratie et le mouvement anti-globalisation : John LLOYD, *The protest Ethic. How the anti-globalisation movement challenges social democracy*, London, Demos, 2001, 94 p.

¹⁷⁶ John Lloyd confirme d'ailleurs cette vision des choses lorsqu'il affirme : 'no government-in-preparation has been so explicit about its desire to involve the Academy and the intelligentsia' (John LLOYD, 'Falling out', *Prospect*, October 1999).

plus souvent, par l'emploi de catégories lexicales des plus explicites : « penseurs de la Troisième Voie », *'thirdwayers'*, « intellectuels néo-travaillistes », etc. Cette démarche participe, par là même, à l'octroi d'un « effet-label » à la Troisième Voie.

2. 4. *La London School of Economics (LSE)*

La page d'accueil du site internet de la *London School of Economics and political Science* (LSE) présente cette institution comme étant « une gardienne des sciences sociales » dont la vocation est « de mener les débats au sein des nouveaux domaines intellectuels de la société post-moderne »¹⁷⁷. Si la LSE s'affirme avant tout comme l'un des plus prestigieux établissements d'enseignement supérieur britannique¹⁷⁸, l'analyse, même rapide, de son histoire révèle, sinon sa politisation, tout au moins sa contribution régulière au débat politique britannique du XX^e siècle¹⁷⁹. Fondée à la fin du XIX^e siècle par Béatrice et Sidney Webb¹⁸⁰, la *London School of Economics* est initialement conçue pour contribuer activement à « l'amélioration du monde », sans pour autant s'ériger en institution partisane. L'École accueille, lors des premières années de son existence, un certain nombre d'universitaires engagés contre la politique des gouvernements conservateurs. Leonard Hobhouse, titulaire de la première chaire de Sociologie de Grande-Bretagne, fournit ainsi une contribution majeure à l'élaboration du « Nouveau Libéralisme » (*New Liberalism*). Les années qui suivent marquent le début de ce qui est d'ordinaire considéré comme le premier « âge d'or » de la LSE. Elle est en effet le théâtre

¹⁷⁷ <<http://www.lse.ac.uk>>

¹⁷⁸ Le *Higher Education Funding Council* la classe en effet régulièrement entre Cambridge et Oxford dans son classement des universités britanniques.

¹⁷⁹ Voir notamment : Ralf DAHRENDORF, *LSE. A History of the London School of Economics and political Science*, Oxford, Oxford University Press, 1995, 584 p.

¹⁸⁰ Béatrice Webb participa à l'enquête dirigée par Charles Booth sur les conditions de vie et le travail à Londres. Elle intégra, entre 1905 et 1909, la Commission royale sur les lois concernant les pauvres. Sidney Webb, haut fonctionnaire, fut conseiller régional de Londres entre 1892 et 1910, puis député travailliste entre 1922 et 1929. Tous deux furent fortement impliqués dans la création, puis l'animation de la *Fabian Society*.

des balbutiements théoriques devant aboutir à l'édification du *Welfare State*. L'économiste William Beveridge, qui participe à l'institution de l'assurance-chômage en 1911 et à l'établissement de la sécurité sociale en 1942, dirige l'École de 1919 à 1937. Le travailliste Clement Attlee, Premier ministre de 1945 à 1951, période consacrant la mise en place des institutions de l'État social, y enseigne de 1912 à 1915 et de 1919 à 1923. Après avoir été, durant les années 1960, un lieu privilégié de débats et d'études des mouvements sociaux, l'École s'engage, à partir de 1970, dans une nouvelle période de rayonnement intellectuel et de grande influence politique. Elle compte alors parmi ses enseignants de nombreux universitaires qui, à l'instar d'Alan Walters, contribuent à poser les jalons théoriques de la « contre-révolution » néolibérale emmenée par Margaret Thatcher¹⁸¹.

Lorsque Anthony Giddens accède à la tête de cette institution, en janvier 1997, celle-ci fait face, depuis plusieurs années, à une situation financière et intellectuelle délicate. Le sociologue, persuadé que l'École conserve un « rôle pivot » dans le développement des sciences sociales et dans le traitement des problèmes politiques et sociaux¹⁸², entend l'engager dans un « troisième âge d'or » en l'impliquant dans la conceptualisation de la Troisième Voie¹⁸³. L'inscription qui s'ensuit dans l'espace de théorisation prend différentes formes, et conduit l'établissement à apparaître, aux yeux de certains acteurs du champ politique, comme la « maison intellectuelle du *New Labour* »¹⁸⁴. Cette représentation est, par ailleurs, entretenue au sein même de la LSE¹⁸⁵, et se trouve

¹⁸¹ Par ailleurs, l'économiste « néolibéral » Friedrich von Hayek enseigne à la LSE des années 1920 aux années 1950.

¹⁸² Anthony GIDDENS, 'The Relevance of the social Sciences', *LSE Magazine*, 13 December 1999.

¹⁸³ Anthony GIDDENS (entretien), « La modernité », *Sciences humaines*, n° 84, juin 1998, p. 41.

¹⁸⁴ Richard BROOKS & Geraldine HACKETT, 'Portillo up for lead role at Royal Opera', *The Sunday Times*, 30 June 2002, p. 7.

¹⁸⁵ Le site internet de l'École contient notamment une page où figurent les noms - près d'une cinquantaine - de chercheurs et d'enseignants conseillant le gouvernement ou l'administration.

<http://www.lse.ac.uk/collections/pressAndInformationOffice/researchTeachingExcellence/Experts_Advise.htm>

renforcée, à partir de 1998, par la forte présence des « modernisateurs » ou de leurs alliés dans son conseil d'administration¹⁸⁶. Souhaitant s'inscrire dans la continuité de l'histoire de la LSE, Anthony Giddens entreprend, dès son élection, de constituer un pôle d'universitaires internationalement reconnus. Ces derniers partagent surtout une connaissance du champ politique, et interviendront directement, pour certains, dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Outre la présence au sein de l'École de John Hills, Julian Le Grand ou encore Stephen Layard, dont les liens avec les « modernisateurs » sont connus¹⁸⁷, on peut rappeler la création en 1997 d'une chaire de « pensée européenne » pour John Gray, ancien professeur de philosophie à Oxford longtemps proche des conservateurs avant de rejoindre les néo-travailleurs. Le sociologue munichois Ulrich Beck, concepteur de la « société du risque » et conseiller des *grünen*, ou les universitaires états-uniens Kenneth Sepsle, Oliver Hart et Richard Sennett, notoirement proches des *New Democrats*, rejoignent également la LSE à la demande de Giddens, souvent en tant que *visiting professor*¹⁸⁸. À ces individualités, s'ajoute également le rôle tenu par certains centres de recherche de l'École. Les travaux du *Centre for Study of Global Governance*¹⁸⁹ (CSGG), du *Centre for Economic Performance* (CEP) ou du *Centre for Analysis of Social Exclusion* (CASE) alimentent ainsi, volontairement ou non, le

¹⁸⁶ Cherie Booth-Blair, épouse du Premier ministre, le journaliste Will Hutton, les parlementaires Frank Judd, Margaret Hodge, Tessa Blackstone, ou encore Lord Bragg, bailleur de fonds du Parti travailliste, figurent ainsi au nombre des « gouverneurs » de l'École.

¹⁸⁷ John Hills, chercheur en sciences sociales, co-dirigera par la suite le *Centre for Analysis of Social Exclusion* (CASE) dont les études seront souvent réutilisées par les gouvernements néo-travailleurs. Il conseillera également à de nombreuses reprises le Trésor. Julian Le Grand, professeur de politique sociale, est également à la tête du CASE. Très actif au sein de l'espace de théorisation, il devient également après mai 1997, conseiller de Tony Blair sur les questions de santé. Enfin, Richard Layard, professeur d'économie, est, après la victoire du *New Labour*, l'un des principaux architectes du *welfare-to-work*, programme de « retour à l'emploi » mis en place en 1998.

¹⁸⁸ Bien qu'elle s'inscrive dans un registre particulier, on ne saurait omettre de signaler l'offre de chaire faite par Anthony Giddens, en décembre 2001, à son « ami » Bill Clinton, héraut originel de la Troisième Voie.

¹⁸⁹ En janvier 2002, le CSGG, auquel appartiennent des individus intervenant dans l'espace de théorisation (David Held, Mary Kaldor, etc.), organise avec *Demos* une conférence sur la « morale dans la politique globale ». Sont notamment présents, Tom Bentley, directeur de *Demos* et ancien conseiller du néo-travilliste David Blunkett, John Gray, ou encore, le diplomate Robert Cooper, conseiller de Tony Blair en matière de politique étrangère.

discours du gouvernement à de nombreuses reprises. La proximité avec le pouvoir et l'inscription dans l'espace de la théorisation sont peut-être plus tangibles dans le cas du CASE. Fondé quelques mois après la première victoire électorale des travaillistes¹⁹⁰ et co-dirigé par Julian Le Grand et John Hills, ce centre de recherche participe en effet de manière très active à définir ce qui constitue *le* principal problème social sur l'agenda de la Troisième Voie : l'exclusion sociale.

- IV - L'INTELLECTUEL « UTILE »

La stratégie mise en place par les « modernisateurs » en vue d'intégrer une partie du monde intellectuel dans l'effort de réflexion sur la Troisième Voie connaît une étape cruciale avec la création du *think tank* « virtuel » *Nexus*. L'épisode *Nexus* révèle, dans son échec, l'ambivalence de la relation instituée quelques années auparavant entre le *New Labour* et le « monde des idées ». Créé en 1996 par David Halpern, universitaire de Cambridge, et Neal Lawson, rédacteur-en-chef de *Renewal*, *Nexus* se donne, à l'origine, pour ambition de fournir un « espace au sein duquel les idées et les sujets empiriques peuvent être débattus loin de la pression électorale et médiatique ». À cet effet, il met en relation un nombre important d'intellectuels, de chercheurs issus de *think tanks* et d'universitaires, par le biais d'une *mailing-list* et d'un site internet. « Indépendant », *Nexus* bénéficie cependant dès sa création de liens avec le Parti travailliste et le Parti libéral-démocrate. Le *think tank* « sans murs » se rapproche néanmoins plus ouvertement des « modernisateurs » travaillistes à partir de 1997, alors que s'annonce la victoire électorale du *New Labour*. Sollicités par David Miliband, proche conseiller de Tony Blair, les animateurs de *Nexus* engagent leur structure dans une série de conférences et de

¹⁹⁰ Le lancement du CASE se fait par ailleurs en présence d'Harriet Harman, ministre de la Sécurité sociale dans le premier gouvernement néo-travailliste.

séminaires autour de la Troisième Voie. Cette orientation connaît une nouvelle étape au début de l'année 1998, à la suite de discussions entre David Miliband, devenu chef de la *policy unit* du 10 *Downing Street* en mai 1997, et David Halpern. Il est en effet décidé d'utiliser la *mailing-list* sur laquelle repose *Nexus* pour engager un débat sur « la nature de la Troisième Voie ». Le produit des discussions ainsi organisées doit, à terme, permettre d'alimenter la réflexion du Premier ministre¹⁹¹. Halpern et Miliband mobilisent à cet effet une quarantaine d'individus, pour la plupart issus du « monde des *think tanks* » ou de l'université. Ouverte par les contributions d'une quinzaine de personnes déjà engagées dans l'espace de théorisation¹⁹², la discussion donne lieu, entre le 25 janvier et le 12 février 1998, à la diffusion de près de 150 textes sur la liste électronique. Elle est relayée, dans les semaines qui suivent, par la tenue de plusieurs séminaires, dont l'un se tient au 10 *Downing Street*.

Si elle suscite un intérêt au sein des champs intellectuel et médiatique, l'expérience que représente *Nexus* révèle rapidement les limites et les attentes du dialogue entre le *New Labour* et les divers entrepreneurs d'idées sollicités. Après l'effervescence intellectuelle née de la tenue de plusieurs conférences thématiques au cours de l'année 1998 (« La Troisième Voie et l'économie », etc.), *Nexus* connaît en effet une lente mort virtuelle. Arguant d'un manque de fonds financiers, indispensables à la conduite de recherches empiriques, les animateurs du *think tank* abandonnent progressivement leurs fonctions. Cet échec donne cependant lieu à une autre interprétation, moins prosaïque. À partir de 1998, l'idée que le *New Labour* n'a plus besoin de « théoriciens » gagne le courant dominant (*mainstream*) de l'*intelligentsia*. Plusieurs des intellectuels engagés dans la

¹⁹¹ Voir la synthèse de ces débats : David HALPERN & David MIKOSZ (eds.), *The Third Way: Summary of the nexus on-line discussion*, London, Nexus, 1998, 17 p. (<<http://www.netnexus.org>>).

¹⁹² Gerald Holtham, directeur de l'IPPR, Michael Jacobs, secrétaire général de la *Fabian Society*, David Marquand, recteur du *Mansfield College* d'Oxford, Julian Le Grand, professeur de politique sociale à la *London School of Economics*, Paul Thompson, professeur de *management* à l'Université d'Edinburgh et rédacteur de la revue *Renewal*, etc.

réflexion sur la Troisième Voie depuis 1994 en concluent que les néo-travailleurs n'entendent plus « s'engager dans des discussions fondamentales »¹⁹³. Cette vision se voit d'ailleurs rapidement confortée par la visibilité, au sein des cénacles « modernisateurs », d'individus revendiquant tant le statut de « penseur » que celui d'expert *pragmatique*, capable de poser les fondations d'une *policy* quelconque. Cette figure de l'« homme double » qu'incarnerait l'entrepreneur d'idées « utile » au « nouveau progressisme » est d'ailleurs parfaitement restituée par Geoff Mulgan au cours d'un événement majeur du débat engagé autour de la Troisième Voie.

Le second semestre de l'année 1998 est marqué par les publications concomitantes des ouvrages de Tony Blair et Anthony Giddens sur la Troisième Voie. Il l'est également par la réunion, à l'initiative de Stuart Hall, d'une quarantaine d'intellectuels « critiques » ou « déçus » du « blairisme »¹⁹⁴. C'est au cours de ce rassemblement, auquel participent en grand nombre d'anciens collaborateurs de *Marxism Today* et, plus spécifiquement, ceux d'entre eux qui participèrent à l'aventure *New Times*, que s'affirme l'opposition entre deux visions de l'« intellectuel engagé ». Cette opposition prend forme au travers de la vive altercation opposant Stuart Hall et Eric Hobsbawm à Geoff Mulgan. Ce dernier, cofondateur de *Demos*, trace en effet le portrait de l'intellectuel « moderne » et, dans un mouvement inverse, stigmatise ceux qu'il dépeint en '*special intellectuals*', Hobsbawm et Hall en premier lieu. Ces derniers auraient pour particularité de ne voir la société que de l'« extérieur » et de « discuter des idées politiques de la même manière qu'on le ferait à propos d'architecture maya ou d'histoire médiévale »¹⁹⁵. L'influent conseiller de Tony Blair affirme regretter que :

¹⁹³ David MARQUAND, cité in John LLOYD, 'Falling out', *Prospect*, October 1999.

¹⁹⁴ En novembre 1998, un numéro spécial de la revue *Marxism Today*, disparue au début de la décennie, reprend les interventions entendues lors de ce colloque. Sa couverture est barrée d'un large bandeau frappé d'un explicite '*Blair wrong*'.

¹⁹⁵ Geoff MULGAN, 'On a Whinge and a Prayer', *Marxism Today*, November-December 1998, pp. 15-16.

« [...] peu d'intellectuels [soient] désormais activement impliqués dans la société, en tant que conseillers locaux, activistes [...] À l'opposé, le monde est vu au travers des livres, et au travers de livres sur des livres. [U]ne culture individualiste a pris forme, dans laquelle il est plus facile d'être cynique que de courir le risque [...] d'être [...] engagé. Le résultat est que, en dépit de l'existence de nombre de critiques éloquents, lorsque vous demandez [aux intellectuels] comment ils voudraient que les choses soient faites différemment, ils bégayent [...] et sont bientôt réduits au silence »¹⁹⁶.

Si l'on est loin du portrait sans nuance de l'« intellectuel de gauche » que Charles Leabeater trace en 1996 dans le *New Statesman*¹⁹⁷, il est cependant possible de dégager les principales caractéristiques distinguant, selon Mulgan, l'intellectuel « utile » de celui qui ne l'est pas. Le second se caractérise par son refus d'appartenir pleinement à la société dans laquelle il évolue. Il se voit accusé de méconnaître la « réalité », et de vivre dans un monde saturé de théories et d'abstraction. À l'opposé, l'intellectuel trouvant grâce aux yeux de Geoff Mulgan, a compris qu'il n'est plus « suffisant que les arguments soient intéressants ou éloquents : ils doivent être réalistes et pratiques »¹⁹⁸. Schématiquement, l'intellectuel attendu par les « modernisateurs » n'est pas étranger au modèle qu'Alex Callinicos moque lorsqu'il parle, à propos d'Anthony Giddens, de '*policy intellectual*'¹⁹⁹. Cet intellectuel type est un individu capable d'identifier des problèmes qu'il a, au préalable, conceptualisés, et d'y apporter une réponse sur un mode opératoire.

¹⁹⁶ '[...] few intellectuals are now actively involved in society, as councillors, activists [...]. Instead the world is viewed through books, and through books about books. [...] an individualised culture has taken shape in which it is easier to be cynical than to run the risks [...] of being [...] engaged. The result is that although there are eloquent critics, when you ask them how they would want things to be done differently, they stutter [...] and are soon reduced to silence' (Geoff MULGAN, 'On a Whinge...', *op. cit.*).

¹⁹⁷ Ce chercheur de *Demos*, et alors proche conseiller de Peter Mandelson, décrit en ces termes « l'intellectuel de gauche » : '*He cuts a solitary figure. Pale skin, hair slightly unkempt, his only concession to vanity is a leather jacket which he admits - in his weaker moments - makes him feel more revolutionary. He lives in a bedsit of theory and praxis. Early in the morning he sells Trotskyite newspapers at the factory gates; at night he shares a drink with the locals in the pub (although part of him would like to be in a parisian café deep in impassioned debate). In between he toils in his booklined garret fuelled by a diet of muesli, baked beans on toasts and typhoo tea, wondering when Simone de Beauvoir is going to move in downstairs*' (Charles LEADBEATER, 'Has New Labour got a brain?', *The New Statesman*, 30 August 1996, p. 24).

¹⁹⁸ Geoff MULGAN, 'On a Whinge...', *op. cit.*

¹⁹⁹ Alex CALLINICOS, 'Social theory put to the Test of Politics: Pierre Bourdieu and Anthony Giddens', *New Left Review*, n° 236, 1999, p. 96.

L'« intellectuel utile » est donc une sorte d'« homme double », capable de théoriser et de conceptualiser, tout en apportant une expertise concrète et pratique. C'est, par exemple, ce que semblent incarner Julian Le Grand, professeur de politique sociale à la *London School of Economics*²⁰⁰, Charles Leadbeater, essayiste et « expert » de la nouvelle économie²⁰¹, ou Carey Oppenheim, conseillère de Tony Blair après avoir enseigné à l'université et travaillé au sein du *Child Poverty Action Group* (CPAG)²⁰². C'est ce profil qui s'impose progressivement à la fin des années 1990 et au début de la décennie suivante. À titre d'exemple, le « sommet des dirigeants progressistes » organisé à Londres en juillet 2003 donne lieu à un long travail préparatoire mené dans le cadre de groupes thématiques. Or, l'animation de ces groupes, et des séminaires qu'ils organisent à la *London School of Economics*, est presque systématiquement monopolisée par des individus capables de convertir leurs savoir et savoir-faire sous forme d'expertise²⁰³. Ce sont les effets de la reconfiguration du marché des idées opérée au cours des années 1980 qui se font ici ressentir : l'essor et la domination de ce que ses opposants présentent comme étant la « pensée *tank* » ; une pensée n'opérant qu'en tant que spécialisation. Ce constat rejoint d'ailleurs les conclusions de Geoff Andrews. L'universitaire, proche de *Soundings*, considère qu'une telle reconfiguration impose, à terme, à la « vie intellectuelle » de se « professionnaliser »²⁰⁴. Partant, le travail intellectuel, reconverti en expertise, ne pourrait

²⁰⁰ Julian Le Grand se définit lui-même comme étant un « économiste avec des prétentions philosophiques ».

²⁰¹ Charles Leadbeater justifie cette expertise au travers de son expérience de conseiller auprès d'entreprises spécialisées dans la haute technologie.

²⁰² Le CPAG est un organisme indépendant de *lobbying* et de recherche sur la pauvreté infantile.

²⁰³ On trouve ainsi parmi ces individus Gøsta Esping-Andersen, sociologue et spécialiste des régimes de protection sociale David Halpern, universitaire, conseiller spécial de Tony Blair et ancien concepteur de *Nexus*, ou encore Tom Bentley, directeur de *Demos*.

²⁰⁴ Geoff ANDREWS, 'Shifting to the bright: In search of the intellectual life', in Anne CODDINGTON & Mark PERRYMAN, *The Moderniser's...*, *op. cit.*, p. 48.

Cette conclusion se voit confirmer par les propos tenus par le ministre néo-travailliste Calum MacDonald : '*I read Marquand and took a lot from him [...] but he doesn't tell me what to do as a scottish housing minister. For that I went to experts [...]*'. (Calum MACDONALD, cité in John LLOYD, 'Falling out', *op. cit.*).

prétendre à l'indépendance, et ferait de ses auteurs des '*insider intellectuals*'²⁰⁵, des entrepreneurs d'idées loyaux envers les formes de l'autorité et définitivement débarrassés de leurs penchants critiques.

Au-delà de la dénonciation d'une forme d'utilitarisme dans la stratégie du *New Labour*, c'est à terme la critique développée dès 1995 par les anciens membres de *Marxism Today* restés extérieurs aux cénacles « modernisateurs » qui gagne le courant progressiste du champ intellectuel britannique. Paradoxalement, cette critique s'étend jusqu'au « monde des *think tanks* ». Dans un article publié en 2000 dans *Prospect*, Matthew Taylor²⁰⁶, directeur de l'IPPR, regrette le « désenchantement idéologique » qu'inspirerait de manière grandissante le *New Labour*. En dépit de « nombreux débats », estime-t-il, le monde des idées n'a finalement pas « réussi à démêler les paradoxes [...] au cœur du *New Labour* »²⁰⁷. Le parti de gauche n'a pas compris, estime Taylor, que « le rôle du politique n'est pas seulement de changer de politique mais aussi de changer de climat politique ». À l'inverse du projet thatcherien, qui a persuadé l'électorat qu'il portait un

²⁰⁵ Geoff ANDREWS, 'Shifting to the...', *op. cit.*, p. 51.

²⁰⁶ L'article de Matthew Taylor, 'Blairite Blues', est publié dans *Prospect* en 2000. Il est repris dans la *Revue socialiste* : Matthew TAYLOR, « Le blues du blairiste », *La Revue socialiste*, n° 4, juillet 2000, pp. 116-123.

²⁰⁷ Matthew TAYLOR, « Le blues... », *op. cit.*, p. 121.

« projet novateur », la Troisième Voie se tiendrait en retrait de la controverse intellectuelle et doctrinale. C'est donc ce qui donnait sens à l'espace de théorisation - construire une philosophie hégémonique dans l'espace public - qui semble ainsi désavoué.

Chapitre 2

Dans l'espace de théorisation

'Ideas do not germinate in a vacuum'

Howard GLENNERSTER²⁰⁸,
Professeur de politique sociale (*London School of Economics*)

Structuré par des positions et parcouru de relations formelles et informelles, l'espace de théorisation est également doté de mécanismes de fonctionnement qui lui sont propres. Ceux-ci permettent notamment de réguler en son sein l'activité et la circulation des individus, des institutions et des idées. Ils permettent, par exemple, de conférer une cohérence d'ensemble à différents réseaux d'interconnaissance et, plus généralement, de renforcer l'idée que cet espace « fait système » **(I)**. Cette zone de réflexion saisit également des trajectoires individuelles. L'étude de ces dernières doit permettre de vérifier la pleine effectivité des mécanismes de fonctionnement évoqués plus haut. On s'intéressera donc au parcours d'Anthony Giddens, acteur le plus visible de la réflexion prenant corps autour de la Troisième Voie **(II)**.

²⁰⁸ Howard GLENNERSTER, *British Social Policy since 1945*, Oxford, Blackwell, 2000 [1995], p. 94.

- I - PROPRIÉTÉS ET MODES DE FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE DE THÉORISATION

1. Etre dans l'espace

Caractérisé par des frontières mouvantes, l'espace de théorisation de la Troisième Voie n'en est pas pour autant ouvert à tout vent. On peut à cet égard, même de manière relativement schématique, considérer que les individus y évoluant sont en général « autorisés » ou directement « recrutés » par ceux qui se trouvent déjà dans cet espace. En outre, il est évident que sa vocation unique - penser le projet politique de la « gauche de gouvernement » - constitue en soi une sorte de filtre. De fait, s'il n'est pas un lieu de neutralisation de la controverse, l'espace de théorisation ne représente *a priori* pas grand intérêt pour des entrepreneurs d'idées ayant fait le choix d'une posture résolument critique vis-à-vis des « modernisateurs ».

Le simple fait de *vouloir* théoriser la Troisième Voie ne donne donc pas automatiquement accès à cet espace. Certains canaux (revues, *think tanks*, hebdomadaires, etc.) y conduisent plus sûrement que d'autres. Surtout, l'inscription dans l'espace, c'est-à-dire la capacité à fournir une contribution légitime car reconnue comme telle par d'autres acteurs de cet espace ou du champ politique en général, sanctionne le respect de certains principes : un principe d'adoubement, voire d'enrôlement, ou un principe de reconnaissance mutuelle, les deux pouvant se compléter.

1. 1. Adoubement et enrôlement

Le moyen le plus sûr de ne pas rester aux portes de l'espace de théorisation est encore d'être invité à y entrer. On observe ainsi, lors des premiers mois qui suivent l'arrivée de Tony Blair à la tête du mouvement, l'apparition d'un principe d'adoubement tendant à souligner que l'espace de théorisation est un espace qui « recrute ». C'est, par exemple, ce que souligne Ian Hargreaves, rédacteur-en-chef du *New Statesman* et membre

de la nébuleuse « modernisatrice », lorsqu'il attribue à *Beyond Left and Right* d'Anthony Giddens le statut de « bible du blairisme » ; et ce alors que le sociologue n'a, à cette époque, pas encore de liens directs avec le *leader* néo-travailliste²⁰⁹. Ce principe d'adoubement est également observable dans la construction même de certains discours des dirigeants du *New Labour*. La multiplication de références aux travaux d'universitaires, le réemploi dans la rhétorique néo-travailliste de certains concepts en provenance du champ intellectuel sont autant de moyens de légitimer ce projet politique en lui attribuant des fondements théoriques. De manière très concrète, c'est, par exemple, cette logique qui semble guider l'intervention de Charles Leadbeater, conseiller de Peter Mandelson puis de Tony Blair, dans les pages du *New Statesman* en octobre 1996. Constatant la présence récurrente de l'idée de « société décente » dans les discours de Tony Blair, mais également sa faible conceptualisation, l'ancien journaliste propose de lier cette idée aux écrits de l'universitaire israélien Avishai Margalit, auteur de *The Decent Society*. Cette initiative, relativement arbitraire, se traduit cependant par le recrutement symbolique de la pensée du philosophe israélien dans l'espace de théorisation. Cet exemple, tout comme la sollicitation régulière de la pensée du philosophe Michael Walzer ou de l'économiste et Prix Nobel Amartya Sen, entre autres, par des acteurs de l'espace de théorisation, souligne également que le principe d'adoubement peut se muer en principe d'enrôlement d'individus étrangers au débat sur la Troisième Voie. Ces « *thirdwayers* malgré eux » voient ainsi leurs idées mobilisées et intégrées dans le socle théorique du « nouveau progressisme »²¹⁰. Aussi, Anthony Giddens peut-il légitimement, dans les pages de *The Third Way and its Critics* qu'il consacre à la question des inégalités, intégrer les

²⁰⁹ Giddens est cependant, dès cette période, c'est-à-dire au milieu des années 1990, lié à certains éléments de la nébuleuse « modernisatrice ». Il connaît ainsi David Miliband, conseiller de Blair, et appartient au conseil d'administration du *think tank* IPPR, proche du *Labour*.

²¹⁰ On notera cependant que cette stratégie peut connaître des échecs. Ainsi, le sociologue Richard Sennett nie-t-il à Tony Blair le droit d'évoquer dans ses discours la « culture du respect » que l'universitaire a théorisée dans son ouvrage *The Formation of Character in an Age of Inequality*. (Richard SENNETT, 'What our grannies taught us', *The Guardian*, 19 May 2005).

idées d'Amartya Sen dans le travail de codification de la Troisième Voie²¹¹. Cet enrôlement a également pour vertu d'affirmer que les débats caractérisant l'espace de théorisation ne fonctionnent pas en vase clos, mais recourent les grandes problématiques et les grands enjeux du débat politico-intellectuel international et contemporain.

1. 2. La reconnaissance mutuelle

L'espace de théorisation est construit sur un tissu de relations formelles et informelles. Il met ainsi en réseaux des institutions et des individus partageant, pour la plupart, les mêmes catégories de pensée et d'action. C'est notamment à ce titre que l'on peut considérer qu'il « fait système », et ce en dépit de frontières parfois floues. Cette mise en réseaux se trouve en outre renforcée par l'existence d'un principe de reconnaissance mutuelle, décliné de manières diverses et variées. On est ainsi *dans* l'espace de théorisation de la Troisième Voie lorsque nos pairs nous y perçoivent également.

La première manifestation de cette reconnaissance mutuelle passe, de manière relativement cohérente et évidente, par l'octroi du statut de *thirdwayer*. Utilisé par les observateurs extérieurs à l'espace afin d'identifier de manière presque rationalisée ceux qui s'y trouvent, le terme fait également florès en son sein. L'enjeu est ainsi, d'une certaine manière, d'attester de la force théorique de la Troisième Voie en affirmant qu'elle est portée par un groupe identifiable d'entrepreneurs d'idées²¹². C'est dans cette logique que peut également être appréciée la bibliographie commentée qu'Anthony Giddens place à la fin de *The Third Way and its Critics*²¹³. Cette énumération d'ouvrages et d'articles prend sens dans la distinction qu'elle opère explicitement entre les textes « critiques » et

²¹¹ Anthony GIDDENS, *The Third Way and its Critics*, Cambridge, Polity Press, 2000, pp. 87-88 et p. 130.

²¹² Bombardé « sociologue préféré », voire « gourou » de Tony Blair, Anthony Giddens s'inscrit dans cette logique lorsqu'il évoque à son tour l'existence de « penseurs de la Troisième Voie » (*Third Way thinkers*). Voir Anthony GIDDENS, 'Neoprogessivism...', *op. cit.*, p. 9.

²¹³ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, pp. 169-180.

ceux qui, aux yeux d'Anthony Giddens, renforcent les fondations théoriques du projet néo-travailliste²¹⁴. La démarche peut être plus implicite, mais tout aussi efficace, lorsqu'elle prend la forme, par exemple, des « remerciements » ouvrant les essais associés à la « Troisième Voie »²¹⁵. Elle transparait également sans mal dans le travail de citation réciproque ou d'emprunts entre acteurs de l'espace. Les réseaux d'interconnaissance qui se donnent ainsi à voir participent à la représentation d'un espace de théorisation faisant système autour de son objet, et, partant, concourent tant à sa *délimitation* qu'à sa *solidification*.

2. Un espace différencié et concurrentiel

L'espace de théorisation n'a qu'une seule et unique raison d'être : produire la Troisième Voie, et, par conséquent, doter la « gauche de gouvernement » britannique d'un projet politique. Le lien qui se manifeste entre cette zone de réflexion et le *New Labour* n'induit pas pour autant que la première soit totalement « pacifiée » par le second, et dénuée de rapports de forces. L'espace de théorisation n'échappe pas non plus à la formation de courants en son sein. Il empêche ainsi la Troisième Voie de se résumer à un *continuum* théorique, régulier et sans aspérités. Au contraire, le système fonctionne peut-être d'autant mieux qu'il est marqué par des phénomènes de *différenciation* et de *concurrence*.

²¹⁴ Le sociologue fait ainsi référence aux essais de Charles Leadbeater, chercheur de *Demos* et conseiller de Peter Mandelson et de Tony Blair, ou encore, à ceux de Ian Hargreaves et Ian Christie.

²¹⁵ Dans *Beyond Left and Right* (1994), Anthony Giddens remercie, entre autres, David Held, dont l'expertise sur la mondialisation sera par la suite utile aux *thirdwayers*, Ulrich Beck, concepteur de la « société du risque », ou encore, David Miliband. Quelques années plus tard, Geoff Mulgan, John Gray et Julian Le Grand seront également remerciés dans les premières pages de *The Third Way* (1998). À la même époque, John Gray fait de même avec Anthony Giddens et Will Hutton, journaliste et concepteur de la *Stakeholding society*, dans *False Dawn* (1998). Enfin, dernier exemple de cette construction d'un système, Will Hutton reconnaît sa dette intellectuelle envers Miliband et Giddens dans *The State We're in* (1995).

La différenciation caractérisant l'espace où se construit la Troisième Voie confine, sous certains aspects, à une quasi-division du travail de théorisation. Observable dans les rapports entre les différentes catégories d'acteurs (intellectuels/*think tanks* par exemple), cette répartition des tâches, pensée ou non, est peut-être plus pertinente au sein même de ces catégories. L'exemple des *think tanks* est, en ce sens, particulièrement parlant. En situation de quasi-monopole sur le marché des idées sous les gouvernements conservateurs des années 1980 et du début des années 1990²¹⁶, les *think tanks* conservent ce primat après l'arrivée au pouvoir des néo-travailleurs. Seule différence, l'influence conjointe de l'*Adam Smith Institute*, de l'*Institute of Economic Affairs* ou du *Center for Policy Studies* dans l'espace public s'efface progressivement devant la montée en puissance de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), de *Demos* ou encore du *Foreign Policy Center* (FPC) à partir du milieu des années 1990, c'est-à-dire à mesure que le Parti néo-travailleurs se rapproche du pouvoir²¹⁷. Présents en nombre dans l'espace de théorisation²¹⁸, ces producteurs d'expertise ne s'engagent pourtant pas systématiquement dans des logiques concurrentielles. C'est, plus sûrement, l'idée de spécialisation, voire de « spécialisations complémentaires », qui s'affirme au travers des efforts déployés par certains pour se singulariser. Ainsi, de manière très significative, Jane Franklin, chercheuse à l'*Institute for Public Policy Research*, qualifie l'approche politique choisie par son organisation de

²¹⁶ Voir le chapitre 1.

²¹⁷ Cette situation ne signifie pas pour autant que les *think tanks* liés aux conservateurs aient été totalement déclassés par cette nouvelle génération. Ainsi, la *Social Market Foundation*, insérée dans le système d'action néolibéral mais moins marquée idéologiquement que d'autres organismes, se dote d'un président proche des « modernisateurs » à partir de 1995, et conserve une place importante dans le débat public. De même, l'*Institute of Economic Affairs* (IEA), entre autres, reste, du fait d'une forte visibilité dans le champ médiatique, un passage obligé pour des « penseurs » néo-travailleurs désireux de voir leurs idées le plus largement diffusées. Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* à partir de mai 1997, en est ainsi l'invité régulier.

²¹⁸ Aux noms de *Demos*, de l'IPPR ou du FPC, peuvent également être ajoutés ceux du *Policy Network*, particulièrement proche des « blairistes », du *John Smith Institute*, dont les liens avec les partisans de Gordon Brown sont avérés, ou encore, du *New Local Government*, très impliqué dans la réflexion sur la politique de *devolution* que mènent les gouvernements néo-travailleurs.

« libérale démocrate »²¹⁹. La relation entre l'individu et la société serait perçue par le *think tank* sous l'angle de « la primauté des droits et responsabilités individuels dans le contexte d'une société démocratique et pluraliste ». De ce fait, ajoute Jane Franklin, l'IPPR se situe « entre deux sphères » : la « droite néolibérale » et la « gauche traditionnelle »²²⁰. Au-delà d'une réutilisation de l'argument principal sur lequel s'auto-définit la Troisième Voie, cette présentation permet surtout à la chercheuse de distinguer la réflexion de son organisation de celle « popularisée par [le sociologue communautarien] Amitai Etzioni »²²¹. Or, les idées du sociologue états-unien font l'objet, depuis le milieu des années 1990, d'un important travail d'importation et de diffusion dans l'espace public britannique ; un travail qu'assure *Demos*. Il y a certes dans le propos de Jane Franklin une tentative de déclasser *Demos*, Etzioni étant implicitement associé à la « gauche traditionnelle ». Mais, plus que cela, c'est l'accent mis sur la distinction et la spécialisation qui frappe. Selon toute vraisemblance, cette ébauche de cohabitation entre « libéraux » et « communautariens » dans l'espace de théorisation ne peut que renforcer le caractère différencié de ce dernier et, par là même, signifier qu'il recouvre un large spectre idéologique. Cette situation est d'ailleurs perçue comme telle par *Demos*. En plus d'avoir ouvertement opté pour une orientation « communautarienne », le *think tank* revendique obstinément une dimension trans-partisane qui, selon ses dirigeants, ferait de lui le seul *think tank* réellement « post-moderne ». Créé par Geoff Mulgan et le journaliste et essayiste Martin Jacques en 1993, *Demos* entend en effet se situer à l'extérieur des oppositions et des clivages politiques « traditionnels ». Cette volonté d'occuper une « niche » en matière de recherche le pousse, par exemple, à ne pas traiter directement des

²¹⁹ Jane FRANKLIN, 'Social Policy in Perspective', in Jane FRANKLIN (ed.), *Social Policy and Social Justice. The IPPR Reader*, Cambridge, Polity Press (published in association with the IPPR), 1998, p. 3.

²²⁰ Jane FRANKLIN, 'Social Policy...', *op. cit.*, p. 3.

²²¹ Jane FRANKLIN, 'Social Policy...', *op. cit.*, p. 4.

sujets relevant de l'économie ; sujets traditionnellement construits autour du « conflit partisan »²²².

Traversé par des processus de différenciation, l'espace de théorisation l'est également par des logiques concurrentielles. Ce type de situation se vérifie essentiellement au niveau des actes de codification ou de conceptualisation. La mobilisation autour de la définition de la « communauté », thème structurant pour la Troisième Voie, en fournit une illustration des plus significatives. Cherchant à rivaliser avec les conservateurs sur le terrain de la morale et du civisme, les « modernisateurs » tentent, à partir de 1994-1995, d'y affirmer leur « compétence » en marquant leur attachement aux « valeurs » de la communauté. Ce choix peut s'avérer d'autant plus stratégique qu'il permet, dans un contexte de délitement croissant du lien social, de disqualifier des *tories* longtemps obnubilés par l'individualisme. La communauté devient, de fait, un enjeu de mobilisation théorique au cœur de l'espace de théorisation. Divers courants, au sein de ce dernier, avancent ainsi leur propre définition, et cherchent à l'imposer dans le discours néo-travailliste et, plus généralement, dans le *corpus* de la Troisième Voie. Cette lutte symbolique autour de la définition légitime de la communauté met aux prises trois courants distincts. Le premier, très bien représenté au sein des dirigeants « modernisateurs », peut être rattaché à un socialisme chrétien particulièrement prégnant dans la pensée travailliste des XIX^e et XX^e siècles²²³. Ce socialisme est traditionnellement associé, au sein du *Labour*, à l'immuable courant des « réformateurs moraux »²²⁴,

²²² Andrew DENHAM & Mark GARNET, *British think tanks...*, *op. cit.*, p. 185.

²²³ L'étude réalisée par Chris Bryant, et préfacée par Gordon Brown, s'avère, sur ce sujet, très précieuse : Chris BRYANT, *Possible Dreams. A Personal History of British Christian Socialists*, London, Sidney & Auckland, Hodder & Stoughton, 1996, 333 p.

²²⁴ Voir notamment sur ce courant, Peter CLARKE, *Liberals and Social Democrats*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, 344 p.

marginalisé durant les années 1960 et 1970 par son pendant « hédoniste »²²⁵, mais réhabilité à mesure que le débat public s'engage, à partir de la fin des années 1980, dans un processus de moralisation. Le second courant repose sur des individus adoptant une posture de « passeurs » ou de « médiateurs » au sein de l'espace de théorisation. Principalement rassemblés autour du *think tank* « post-moderne » *Demos*, ils contribuent en effet à diffuser les écrits de « penseurs communautariens » états-uniens, tels Amitai Etzioni ou William Galston. *Demos* publie ainsi, dès 1995, certains écrits du premier, dont la proximité avec les néo-démocrates de Bill Clinton et Al Gore est notoire. Le sociologue états-unien est également invité à participer à plusieurs conférences consacrées au « renouveau de la communauté et du civisme »²²⁶. Ce courant communautarien s'avère d'autant plus présent au sein du débat public et de l'espace de théorisation qu'il bénéficie de l'intérêt d'un nombre important d'éditorialistes et de journalistes politiques, tant « progressistes »²²⁷ que « conservateurs ». À ces deux premiers courants mobilisés autour d'une conception très *morale* de la communauté, s'ajoute un troisième dont la particularité est qu'il se constitue essentiellement en réaction à l'activité des deux premiers. Incarné, entre autres, par les universitaires Anthony Giddens et John Gray, ce courant conteste la lecture de la communauté qu'offrent socialistes chrétiens et, surtout, penseurs communautariens. La focalisation sur les seconds est d'autant plus cohérente que les protagonistes des deux camps s'inscrivent dans le champ intellectuel, à la différence des « nouveaux » socialistes chrétiens, essentiellement représentés dans la sphère politique. Gray et Giddens concèdent, dans un premier temps, l'intérêt politique accompagnant l'argument communautaire. Ils avancent cependant le potentiel « autoritaire » que peut

²²⁵ David MARQUAND, 'Moralist and Hedonist', in David MARQUAND & Anthony SELDON (eds.), *The Ideas that Shaped post War Britain*, London, Fontana Press, 1995, pp. 5-28.

²²⁶ Geoff Mulgan, co-fondateur de *Demos* et conseiller de Tony Blair, est impliqué, à la même époque, dans la rencontre entre le sociologue états-unien et le *leader* néo-travailleiste.

²²⁷ À partir de 1995, les éditoriaux de Mélanie Philips dans l'*Observer*, hebdomadaire « de centre gauche », font ainsi régulièrement écho aux idées développées par les communautariens nord-américains.

revêtir un discours construit autour de la seule communauté. Le sociologue et le philosophe affirment en effet la nécessité de prendre en compte l'émergence d'un « nouvel individualisme »²²⁸. Le travail dans lequel s'engagent les deux professeurs de la *London School of Economics* consiste finalement moins à définir la communauté qu'à disqualifier les interprétations concurrentes dans l'espace de théorisation. Cette localisation du débat est d'ailleurs clairement affirmée dans le choix des supports arrêté par les deux universitaires. Anthony Giddens opte pour une tribune dans le *New Statesman*²²⁹, « support de visibilité » par excellence dans l'espace de théorisation²³⁰. L'article de John Gray est, quant à lui, publié dans la revue *Renewal*, proche des « modernisateurs »²³¹. Le ton normatif adopté par les deux hommes est clairement revendiqué et transparaît sans mal, notamment, dans le titre choisi par John Gray : 'What Community is not'. De manière relativement cohérente, c'est sur le terrain de la « modernité » que Giddens et Gray tentent de légitimer leur définition de la communauté, et de déclasser celle avancée par les communautariens. Cette dernière est ainsi décrite comme « dangereuse », car renvoyant les individus vers une « société du face-à-face » depuis longtemps engloutie²³². Au contraire, une définition « moderne » de la communauté doit intégrer le besoin croissant d'autonomie qu'exprimeraient les individus peuplant les sociétés contemporaines.

3. Un espace de reconversion

Caractérisé par l'intervention de divers entrepreneurs d'idées, l'espace de théorisation permet la reconversion de multiples savoirs. Au travers des articles qu'il signe

²²⁸ Voir le chapitre 4.

²²⁹ Anthony GIDDENS, 'What's left for Labour', *The New Statesman*, 30 September 1994, pp. 37-39.

²³⁰ Voir le chapitre 1.

²³¹ Cet article, publié dans *Renewal* lors de l'été 1996, est repris en 1997 dans John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, pp. 76-97.

²³² John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, p. 80.

dans le *New Statesman*, un universitaire comme Anthony Giddens, par exemple, adapte ses travaux universitaires aux contraintes des champs médiatique et politique. C'est ainsi que le sociologue est amené à retravailler son étude de la modernité, entamée durant les années 1980, afin de l'ajuster à une demande exigeant avant tout une « expertise ». À ces pratiques somme toute classiques, vient s'ajouter une autre forme de reconversion : celle de courants de l'histoire de la pensée progressiste jusqu'alors marginalisés au sein du Parti travailliste.

L'affrontement entre la « gauche » et la « droite » du *Labour*, dans les années 1980, a conduit à la réhabilitation de certains pans du patrimoine « progressiste » d'avant-guerre²³³, du socialisme éthique et chrétien à l'idéalisme en passant par le libéralisme social²³⁴. Ce mouvement se renforce à mesure que se construit l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Concurrencé par des philosophies plus contemporaines, comme la pensée communautarienne, le socialisme chrétien, par exemple, fait en effet figure de source théorique légitime du « nouveau progressisme ». Cette situation doit beaucoup à l'activisme au sein de l'espace de théorisation d'individus comme le parlementaire Frank Field, classé, en 1996, parmi les huit *Blair's Gurus*²³⁵. Qualifié par l'idéologue conservateur Keith Joseph de « pire ennemi des *tories* [tant il] traite les idées liées au libéralisme de marché de façon sérieuse »²³⁶, Frank Field occupe une place pour le moins complexe au sein du champ politique britannique. Ses prises de position, souvent

²³³ Voir l'introduction.

²³⁴ Une étude menée par des journalistes du *New Statesman* souligne que les auteurs associés à ces divers courants de pensée connaissent un progressif retour en grâce au sein du Parti travailliste au cours des trois dernières décennies du XX^e siècle. En 1962, Richard Tawney, figure du socialisme éthique des années 1920-1930, est ainsi classé en 6^e position parmi les influences reconnues par les parlementaires travaillistes, derrière Shaw, Wells, Cole, Marx et la Bible. En 1994, il occupe le deuxième rang, derrière Tressell. (Steve PLATT & Julia GALLAGHER, 'From Bevan to the Bible', *The New Statesman & Society*, 30 September 1994, pp. 22-24.

²³⁵ David WILLETS, *Blair's Gurus*, *op. cit.*

²³⁶ Cité par Nigel ASHFORD, *New Labour's hidden Agenda : Tony Blair's Plan to Privatise Health and Welfare*, Londres, Libertarian Alliance, 1997, Political Notes n° 136, p. 10.

éloignées de l'orthodoxie partisane²³⁷, placent ce député issu d'une famille ouvrière et conservatrice dans une posture de quasi-*outsider* vis-à-vis du *Labour*²³⁸. Field est cependant chargé par Tony Blair, au lendemain de la victoire électorale de 1997, de « penser l'impensable » en matière de réforme de la protection sociale²³⁹. Cette réforme passe, à ses yeux, par un retour à « l'idéalisme originel du *Welfare* »²⁴⁰, c'est-à-dire par l'adoption d'une vision « chrétienne de l'Humanité »²⁴¹.

La nomination de Field au poste de ministre de la Réforme du *Welfare* consacre, avant tout, une expertise reconnue. Auteur en 1989 d'un remarquable *Losing out. The Emergence of the Britain's Underclass*²⁴², l'élus de Birkenhead est le *Chairman* du *Social Security Select Committee* de la Chambre des Communes de 1990 à 1997. Il a, auparavant, - durant les années 1970 -, dirigé le *Child Poverty Action Group*, puis la *Low Pay Unit*, deux organismes indépendants de *lobbying* et de recherche, fortement visibles dans le champ politique et dotés d'une légitimité incontestée en matière de *social issues*. Durant sa courte expérience ministérielle, et en dépit de l'hostilité de Gordon Brown, Frank Field est l'un des principaux producteurs du discours social du gouvernement. Responsable du ministère le plus concerné en la matière, il occupe ainsi de droit une place majeure dans le processus de conceptualisation de la Troisième Voie. Toutefois, l'autorité que Field peut

²³⁷ Il propose notamment à la fin des années 1980, au travers d'un discours mobilisant le souvenir des *friendly societies*, de privatiser en partie le système des retraites. Il s'attire alors les foudres tant de la gauche que de la droite travaillistes.

²³⁸ Une position qu'il revendique lorsqu'il affirme, en 2001, avoir occupé l'essentiel de ses années de parlementaire à contester la posture du Parti travailliste tout en proposant ce qu'une « authentique politique sociale travailliste doit être ». (Frank FIELD, *Making Welfare work. Reconstructing Welfare for the Millenium*, Londres, Transactions Publishers, 2001 [première édition : 1995], p. 1).

²³⁹ Le choix opéré par Tony Blair revêt très certainement une dimension stratégique. En jouant sur l'inimitié existant entre Frank Field et Gordon Brown, son rival dans la conquête du *leadership* néo-travailliste, le Premier ministre tient en effet une question aussi centrale que celle du *Welfare* relativement à distance de l'influence du Chancelier de l'Échiquier.

²⁴⁰ Frank FIELD, *Making...*, *op. cit.*, p. 6.

²⁴¹ Frank FIELD, *Making...*, *op. cit.*, p. 8.

²⁴² Frank FIELD, *Losing out. The Emergence of the Britain's Underclass*, Cambridge, Blackwell, 1989, 200 p.

tirer de sa position institutionnelle après mai 1997, et qui fait contrepoids à sa « marginalité » au sein du *Labour*, n'explique pas à elle seule la force du socialisme chrétien au sein de l'espace de théorisation. Elle est en effet secondée par un activisme multimensionnel mis en œuvre depuis les années 1980, et accentuant la visibilité et l'influence de Field et de ses idées dans les champs politique, intellectuel²⁴³ et médiatique. La posture de « franc-tireur » qu'adopte Field attise la curiosité de certaines rédactions de quotidiens et lui permet donc de disposer de tribunes régulières dans la presse. En outre, ses orientations politiques singulières lui ouvrent tout autant les portes des médias « progressistes » (*The Guardian*, *The New Statesman*, etc.) que de leurs pendants « conservateurs » (*Times*, *Financial Times*, *Sunday Times*, etc.). Cette situation se vérifie également auprès des *think tanks*, intéressés par sa connaissance « experte » de la question sociale²⁴⁴. Surtout, Frank Field réussit à imposer sa lecture du socialisme chrétien au sein de l'espace de théorisation en la présentant comme une ressource. Dans un premier temps, ce socialisme offre, en effet, une filiation progressiste à la Troisième Voie ; une filiation lui conférant une légitimité opposable aux critiques l'assimilant au néolibéralisme. Dans un second temps, la forte dimension morale de cette conception du socialisme intègre le dispositif d'ajustement de la Troisième Voie à la moralisation du débat public s'opérant au début des années 1990. Cette dimension participe donc de la construction d'une compétence néo-travailleuse mobilisable sur le terrain stratégique de la morale²⁴⁵.

²⁴³ Frank Field est ainsi l'un des rares politiques à intervenir dans la revue intellectuelle *The Political Quarterly*. Il est également proche de certains chercheurs en sciences sociales, comme David Piachaud, de la *London School of Economics*, avec lequel il, par le passé, signé un article à vocation scientifique et consacré aux « trappes à pauvreté ».

²⁴⁴ Field est ainsi le seul parlementaire appelé à discuter avec les théoriciens états-unis de la « dépendance sociale » que sont Lawrence Mead et Charles Murray lors de leurs visites en Grande-Bretagne, à l'invitation du *think tank* conservateur *Institute of Economic Affairs*.

²⁴⁵ Voir le chapitre 6.

Ces phénomènes relativement évidents et visibles de concurrence, de différenciation et de reconversion au sein de l'espace de théorisation doivent, selon toute vraisemblance, permettre de douter d'une représentation homogène de la Troisième Voie. On peut dès lors réaffirmer que la Troisième Voie n'est pas simplement le néo-travaillisme, c'est-à-dire cet ensemble d'analyses, de croyances et de pratiques mis en avant par les dirigeants du *New Labour*. Le néo-travaillisme ne fait, en effet, qu'agréger certains des éléments théoriques produits par l'espace de théorisation.

- II - UNE TRAJECTOIRE DANS L'ESPACE DE THÉORISATION : ANTHONY GIDDENS

Des divers intellectuels engagés dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie, Anthony Giddens est sans conteste celui qui bénéficie de la plus forte visibilité. Cette dernière alimente et se nourrit de l'association très forte que certains observateurs de la politique britannique établissent entre le sociologue et Tony Blair. Ce statut d'« universitaire préféré du Premier ministre » rend compte de propriétés et de ressources très variées. Titulaire de la première chaire de sociologie de Cambridge puis directeur de la *London School of Economics*, traduit dans vingt-deux langues²⁴⁶, Anthony Giddens se pare, au début des années 1990, de tous les attributs de l'universitaire consacré. Son profil le tient donc à distance de la figure de l'« hérétique »²⁴⁷, souvent observée au sein des cercles intellectuels thatchériens. L'enjeu n'est pas ici de mesurer, ou, plus modestement, de vérifier, l'influence du sociologue sur le discours et la pratique gouvernementale du *New Labour*. Il est plus sûrement, en retraçant les parcours académique et médiatico-politique d'Anthony Giddens, de comprendre par quel processus cet universitaire reconnu

²⁴⁶ L'étude du *Social Sciences Citation Index* permet en outre de constater que Giddens est l'un des trois sociologues les plus cités au monde.

²⁴⁷ Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1984, 302 p.

devient, à partir du début des années 1990, un *public intellectual*²⁴⁸, fortement ancré dans le débat politique britannique, puis dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie.

1. « *Simplement le meilleur philosophe social anglais de notre temps* »²⁴⁹

1. 1. Naissance d'une vocation.

Dans un entretien accordé en 1998 à Christopher Pierson, Anthony Giddens, alors directeur de la prestigieuse *London School of Economics and political Science* (LSE), avoue avoir éprouvé, tout au long de son adolescence, un fort désir d'échapper à ses origines²⁵⁰. Il naît en 1938, à Edmonton, ville « défavorisée et quelconque » du Nord de Londres²⁵¹. Son père, employé de la société des transports londoniens, et sa mère, femme au foyer, n'ont, de son propre aveu, que peu de goût pour la culture. Il grandit donc dans un environnement où les livres sont pratiquement absents et où la décision de poursuivre des études supérieures ne suscite aucun encouragement familial particulier²⁵². Au terme d'études générales qu'il qualifie lui-même de médiocres, et marquées par une opposition aux « valeurs orthodoxes de l'école »²⁵³, Anthony Giddens entreprend, vraisemblablement sans motivation excessive, de poursuivre ses études à l'Université de Hull. Le département de philosophie de cette dernière ne pouvant l'accueillir pour des raisons d'effectifs, il suit

²⁴⁸ Le sociologue figure ainsi dans le classement des 100 *public intellectuals* à stature internationale qu'élaborent le mensuel *Prospect* et la revue *Foreign Policy*. Il y côtoie notamment Francis Fukuyama, Amartya Sen, Jean Baudrillard, Julian Kristeva, Jürgen Habermas, Naomi Klein, Umberto Eco, ou encore, Antonio Negri.

²⁴⁹ Richard Sennet, sociologue à l'Université de New York et à la *London School of Economics*, à propos d'Anthony Giddens.

²⁵⁰ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *Conversations with Anthony Giddens. Making Sense of modernity*, Cambridge, Polity Press, 1998, 234 p.

²⁵¹ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*, p. 28.

²⁵² Rita CACCAMO, 'The Transition to late modern Society: A Conversation with Anthony Giddens', *International Sociology*, March 1998, vol. 13, n° 1, p. 118.

²⁵³ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*, p. 32.

les cours du sociologue Peter Worsley. L'intérêt d'Anthony Giddens pour la sociologie doit vraisemblablement beaucoup à la richesse de ces enseignements, empreints d'anthropologie et de psychologie, et à la personnalité même de Worsley, enseignant charismatique dont l'engagement socialiste influença nombre d'étudiants. Encouragé par Peter Worsley, Anthony Giddens décide, en 1961, de rejoindre les rangs de la *London School of Economic and Political Science* afin d'y entreprendre, sous la direction de David Lockwood et Asher Tropp, la rédaction d'une thèse sur le sport dans la société anglaise contemporaine. Ce sujet en marge des canons de la recherche doctorale des années 1960, suscite l'incrédulité d'un Lockwood ayant un moment espéré que Giddens se consacrerait à une étude des classes moyennes. Peu enclin à entamer une carrière universitaire, Anthony Giddens suit pourtant les conseils d'Asher Tropp, et obtient un poste d'enseignant à l'Université de Leicester. C'est au sein de cette université, dont le département de Sociologie compte dans ses rangs Ilya Neustadt et Norbert Elias, qu'il fixe définitivement l'orientation de sa carrière. Durant trois ans, Anthony Giddens se voit chargé des enseignements théoriques et des cours relatifs au développement de la société industrielle. Il assure également le cours de troisième année de psychologie sociale des institutions, essayant à cette occasion de rompre avec le style « orthodoxe » de la psychologie sociale nord-américaine²⁵⁴. L'aisance intellectuelle et les qualités pédagogiques dont Giddens fait preuve impressionnent vraisemblablement ses étudiants. Ce détail est d'importance car, si l'Université de Leicester ne jouit pas du prestige entourant celles de Cambridge, Londres ou Oxford, elle se révèle être, durant les années 1960 et 1970, la principale « pépinière » de la sociologie britannique²⁵⁵.

1. 2. Production scientifique

²⁵⁴ Rita CACCAMO, *op. cit.*, p. 122.

²⁵⁵ Dennis SMITH, 'Anthony Giddens and the liberal tradition', *British Journal of Sociology*, December 1998, vol. 49, n° 4, p. 669.

Lecturer à l'Université de Californie (UCLA) entre 1967 et 1968, après avoir enseigné un an à l'Université Simon Fraser de Vancouver, Anthony Giddens est témoin de la radicalisation politique des campus états-uniens. S'il s'avoue être impressionné par ce phénomène, il entreprend pourtant, en réaction au développement des études sociologiques consacrées à ce mouvement, d'orienter ses recherches vers une nouvelle interprétation de la pensée sociologique classique. Il s'engage notamment dans la relecture des écrits de Karl Marx, Max Weber, Emile Durkheim et Georg Simmel. La parution en 1971 de l'ouvrage *Capitalism and modern social theory*²⁵⁶, celles, en 1972, d'études consacrées à Max Weber²⁵⁷ et Emile Durkheim, puis sa critique du matérialisme historique de Karl Marx (*A contemporary critic of historical materialism*²⁵⁸), consacrent Anthony Giddens comme le principal spécialiste britannique des théories sociologiques classiques²⁵⁹. En dépit du fort courant empiriste régnant alors sur la sociologie britannique, les travaux d'Anthony Giddens attirent progressivement de jeunes chercheurs vers ce champ de recherche jusqu'alors délaissé par les scientifiques anglo-saxons.

La parution en 1976 de *New Rules of sociological method*²⁶⁰, confirme l'importance croissante d'Anthony Giddens au sein de l'espace académique britannique. Stewart Clegg estime en effet que si l'intérêt suscité par les précédents travaux d'Anthony Giddens se justifiait par la singularité de leur objet d'étude, celui de *New Rules of sociological method* l'est en grande partie par le statut progressivement acquis par le sociologue²⁶¹. La

²⁵⁶ Anthony GIDDENS, *Capitalism and modern social theory. An analysis of the writings of Marx, Durkheim and Max Weber*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 261 p.

²⁵⁷ Anthony GIDDENS, *Politics and sociology in the thought of Max Weber*, London, MacMillan, 1972, 64 p.

²⁵⁸ Anthony GIDDENS, *A contemporary critic of historical materialism. Vol. 1. Power, property and the State*, London, MacMillan, 1981.

²⁵⁹ Stewart CLEGG, 'How to Become an internationally famous British social Theorist', *Sociological Review*, 1992, vol. 40, p. 578.

²⁶⁰ Anthony GIDDENS, *New rules of sociological method. A positive critic of interpretative sociologies*, London, Hutchinson, 1976.

²⁶¹ Stewart CLEGG, *op. cit.*, p. 582.

réception de l'ouvrage par la communauté scientifique nord-américaine, condition nécessaire à toute revendication durable d'influence et d'autorité au sein du monde universitaire britannique, renforce ce statut. Il en va de même de sa présence, à partir de 1979, au sein du comité de rédaction de la revue interdisciplinaire *Theory and Society*.

Alors que la sociologie connaît en Grande-Bretagne une remise en cause à partir des années 1970, Anthony Giddens enrichit ses travaux en empruntant certaines notions à la psychologie, l'anthropologie, l'histoire et la géographie. Cette diversité de connaissances lui permet, grâce à la création ou à l'actualisation de concepts (la « distanciation », le rapport espace-temps, la « régionalisation », etc.), d'élaborer sa « Théorie de la structuration », et de prétendre ainsi à une refondation de la théorie sociale alors sous la domination de l'école fonctionnaliste. Cette étape dans la production intellectuelle d'Anthony Giddens confère une nouvelle dimension à sa légitimité scientifique. Ses travaux sont, en effet, progressivement adaptés aux exigences de leurs matières respectives par des chercheurs en histoire, en théologie et en gestion. De même, si la force d'une idée se mesure à l'intérêt qu'elle suscite, voire à l'opposition qu'elle rencontre, la Théorie de la structuration peut être considérée comme une contribution importante à la Sociologie. Nombre d'articles et d'ouvrages lui sont consacrés à la fin des années 1980 et au début des années 1990, une majorité d'entre eux lui reprochant cependant de ne pas suffisamment mettre en relation les aspects théoriques et la recherche empirique. Ce type de critique reflète d'ailleurs la teneur générale des remarques adressées au travail de Giddens. Bien qu'il reconnaisse au sociologue son statut de « principal interprète de la théorie sociale moderne »²⁶², Ian Craib regrette toutefois sa trop grande propension à préférer « les affirmations aux argumentations »²⁶³. Il présente également Giddens comme

²⁶² Ian CRAIB, *Anthony Giddens*, Londres, Routledge, 1992, p. 5.

²⁶³ Ian CRAIB, *op. cit.*, p. 183.

« une abeille volant de théorie en théorie »²⁶⁴ ; ce que semble confirmer Stjepan Mestrovic, enseignant à l'Université A&M du Texas, lorsqu'il évoque le manque de clarté, voire le caractère évasif, de certains développements théoriques²⁶⁵. Plus grave, certains de ses pairs accusent Anthony Giddens d'avoir bâti sa carrière scientifique sur un travail continu de synthèse des connaissances issues des études d'autres chercheurs en sciences sociales²⁶⁶. Néanmoins, de telles controverses ne contrarient pas le succès croissant de ses ouvrages. Son manuel de sociologie, qui a déjà fait l'objet de trois éditions depuis 1992, se vend à plus de 170 000 exemplaires durant les trois années qui suivent sa parution²⁶⁷. Ce manuel, dans lequel la Théorie de la structuration occupe une place importante, assure, selon Stewart Clegg, l'enrôlement d'une « légion de jeunes chercheurs et enseignants » vers le mode d'analyse *giddensien*²⁶⁸. La publication d'une édition spéciale destinée au marché nord-américain permet, dès lors, d'envisager le statut de Giddens, sinon comme celui d'une « star de la Sociologie »²⁶⁹, tout du moins, comme révélateur du magistère qu'il exerce sur les sciences sociales anglo-saxonnes²⁷⁰. C'est ce que tend d'ailleurs à confirmer la publication, en 1998, de *Conversations with Anthony Giddens*, série d'entretiens recueillis par l'universitaire Christopher Pierson²⁷¹. Parfois « tactique » et « promotionnel »²⁷², ce type d'exercice, au cours duquel un universitaire influent revient

²⁶⁴ Ian CRAIB, *op. cit.*, p. 4.

²⁶⁵ Stjepan MESTROVIC, *Anthony Giddens, the last Modernist*, Londres, Routledge, 1998, p. 176.

²⁶⁶ Voir notamment l'introduction générale de l'ouvrage de Christopher BRYANT & David JARY, *Anthony Giddens. Critical Assessments, volume I*, Londres, Routledge, 1997, pp. 18-25.

²⁶⁷ Ce chiffre a même doublé entre 1995 et 1999, période au cours de laquelle Anthony Giddens s'affirme dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie.

²⁶⁸ Stewart CLEGG, *op. cit.*, p. 597.

²⁶⁹ David JARY & Julia JARY, 'The transformations of Anthony Giddens', *Theory, Culture and Society*, 1995, vol. 12, n° 2, p. 141.

²⁷⁰ La fin des années 1990 a ainsi donné lieu à la publication par des universitaires américains d'ouvrages consacrés aux travaux de Giddens. Nous citerons, entre autres, l'essai très critique de Stjepan Mestrovic, professeur de Sociologie à l'Université A&M du Texas. (Stjepan G. MESTROVIC, *op. cit.*).

²⁷¹ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*

²⁷² Yves DEZALAY & Bryant GARTH, « Le "Washington consensus". Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, mars 1998, n° 121-122, p. 5.

sur ses parcours académique et scientifique, tend en effet à en consacrer l'autorité au sein de sa discipline.

1. 3. L'acquisition de positions d'autorité

Parallèlement à l'élaboration d'une prolifique contribution scientifique, Anthony Giddens conforte sa position au sein de l'espace universitaire britannique en accédant à certaines positions génératrices d'autorité et de pouvoir symbolique. Entre 1978 et 1984, il coordonne l'élaboration de plus d'une dizaine d'ouvrages universitaires chez Macmillan, et dirige la prestigieuse collection *Sociological Series* chez Hutchinson. En 1984, il fonde, avec les universitaires David Held et John Thompson, les éditions Polity Press. Bénéficiant du soutien logistique des éditions Blackwell, l'ambition des trois sociologues est alors de jouer le rôle de passeurs entre la recherche anglo-saxonne en sciences sociales et son pendant continental. Polity Press s'affirme en effet rapidement comme l'éditeur de référence en matière de sciences sociales, accueillant un grand nombre d'universitaires anglo-saxons consacrés (Julian Le Grand, Alex Callinicos, Brian Barry, Mary Kaldor, etc.), et assurant l'essentiel des traductions de sociologues et philosophes continentaux (les Allemands Jürgen Habermas et Ulrich Beck, l'Italien Norberto Bobbio, les Français Pierre Bourdieu, Claude Lefort et Alain Touraine, le Polonais Zygmunt Bauman, etc.). Polity Press participe également à la visibilité de l'espace de théorisation et, plus largement, à celle du débat autour de la Troisième Voie : la maison d'édition accorde, depuis le milieu des années 1990, une place conséquente aux débats relatifs aux réformes socio-économiques et à la redéfinition d'une gauche européenne. Elle abrite ainsi les principaux

contributeurs à la réflexion sur le « néo-progressisme »²⁷³, mais également leurs principaux contradicteurs²⁷⁴.

Parallèlement à l'influence sur les sciences sociales que lui confère Polity Press, Anthony Giddens conforte également sa position institutionnelle au sein de l'espace universitaire britannique. Outre son entrée, en 1984, à la *British sociological Association*, position productrice de prestige académique, c'est à Cambridge qu'il acquiert progressivement des positions de pouvoir. *Lecturer* à partir de 1969, il est élu à la chaire de sociologie en 1985. Cette consécration, dont Giddens reconnaît tirer une influence conséquente au sein de l'université²⁷⁵, lui permet notamment, en 1987, de créer et de devenir le doyen de la première faculté de sociologie de Cambridge. Cet événement s'avère d'autant plus significatif qu'il s'agit de la première création d'une faculté dans cette université depuis la seconde guerre mondiale. À cela s'ajoute également le fait, aux dires de Giddens, que la sociologie a longtemps été considérée comme « dangereuse » par l'administration de cette institution. Il est cependant nécessaire de signaler que les seize années qui précèdent l'élection d'Anthony Giddens à la chaire de Sociologie sont marquées par neuf échecs. Le sociologue y voit la preuve d'un défaut de « socialisation » face à une institution dont les corps enseignant et étudiant sont principalement issus de l'élite sociale britannique²⁷⁶.

²⁷³ Outre les ouvrages de différents universitaires engagés dans l'espace de théorisation, on peut également évoquer la publication de l'essai politique de Bobo Hombach, ancien conseiller du Chancelier Schröder et co-rédacteur du *Manifeste Blair/Schröder* en 1999 : Bobo HOMBACH, *A New Awakening. The Politics of the New Centre in Germany*, Cambridge, Polity Press, 2000.

²⁷⁴ Polity Press a notamment publié l'ouvrage d'Alex CALLINICOS, *Against the Third Way. An anti-capitalist Critic*, Cambridge, Polity Press, 2001, 152 p.

²⁷⁵ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*, p. 45.

²⁷⁶ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*, p. 46.

On ajoutera que cet « aveu » s'inscrit dans la « présentation de soi » à laquelle recourt Anthony Giddens. Le sociologue revendique volontiers, et à plusieurs reprises, un certain décalage avec les normes dominantes des différents espaces sociaux dans lesquels il est amené à évoluer. L'historien des idées John Dunn rapporte ainsi le plaisir certain éprouvé par son confrère à avoir été confondu avec un portier lors d'un cocktail organisé à Cambridge.

2. Se rendre visible dans le champ politique

2. 1. S'ériger en expert au sein de l'espace public

La sociologie est, selon Anthony Giddens, la science de la modernité. Elle peut, de ce fait, s'immiscer dans la vie de chacun. Tout sociologue professionnel, censé détenir un savoir expert sur la vie sociale, s'expose donc le plus souvent à la concurrence des « praticiens profanes éclairés de la discipline » que sont, notamment, les journalistes²⁷⁷. Anthony Giddens ne s'offusque pas de cette contestation d'un savoir dont il estime qu'il a vocation à sortir du carcan universitaire et à se diffuser au sein de l'espace public. Estimant vain de vouloir maintenir la science en vase-clos, Giddens confie, en 1998, son désir d'élargir son lectorat au-delà des cercles universitaires²⁷⁸. Ses interventions, depuis le début des années 1990, dans l'hebdomadaire de « centre-gauche » *The New Statesman & Society* confirment cette orientation, et ne manquent d'ailleurs pas de susciter des critiques parmi ses pairs²⁷⁹. Ce début d'inscription dans le champ médiatique permet à Anthony Giddens d'exposer en quelques pages, dès 1993, les conclusions de ses récents travaux sur la modernité et, par là même, de jeter les bases théoriques de *Beyond left and right*²⁸⁰. Un an plus tard, parallèlement à la sortie de cet ouvrage, Anthony Giddens signe une série de trois articles dans la partie *Ideas* du magazine²⁸¹. Il invite ainsi le Parti travailliste à

²⁷⁷ Anthony GIDDENS, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990 ; traduit de l'Anglais par Olivier MEYER, *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, coll. « Théories sociales contemporaines », 1994, p. 49.

²⁷⁸ Rita CACCAMO, *op. cit.*, p. 131.

²⁷⁹ David JARY & Christopher BRYANT, 'General introduction', in David JARY & Christopher BRYANT, *op. cit.*, p. 21.

²⁸⁰ Anthony GIDDENS, 'Dare to Dare, Conserve and Repair', *The New Statesman & Society*, 29 October 1993, pp. 18-20.

²⁸¹ Anthony GIDDENS, 'What's left for labour', *The New Statesman & Society*, 30 September 1994, pp. 37-39 ; Anthony GIDDENS, 'Agenda change', *The New Statesman & Society*, 7 October 1994, pp. 23-25 ; Anthony GIDDENS, 'Out of the red', *The New Statesman & Society*, 14 October 1994, pp. 22-25.

« revitaliser le débat politique » en prenant acte de la nouvelle configuration des sociétés modernes²⁸².

Ce statut d'observateur savant de l'espace politique est également conforté par de nombreuses tribunes dans le *Guardian* et l'*Observer*. Le sociologue de Cambridge y entreprend, sur fond d'analyse des changements sociaux contemporains, de disséquer la fin de règne du Parti conservateur. Enfin, Anthony Giddens est l'invité, en 1999, de l'émission de radio de la BBC, *The Reith Lectures*²⁸³. En dépit d'un contexte particulier²⁸⁴, ce choix de l'institution radiophonique britannique confirme néanmoins la qualité de *public intellectual* du sociologue. Ce statut est par ailleurs mis en relief par certains articles de presse où est évoqué jusqu'au goût de Giddens pour les voitures de sport et le football. Les cinq émissions retransmises par la BBC confortent aussi la perception par le public de la compétence que Giddens se forge progressivement dans les médias. Au travers d'une synthèse de la recherche en sciences sociales la plus transposable dans le débat public²⁸⁵, l'universitaire livre une analyse de ces traits saillants des sociétés contemporaines que sont la globalisation, le risque et l'émergence d'un nouveau type d'individualisme.

2. 2. La nomination à la direction de la London School of Economics : production d'une « attente de rôle »

Il serait certainement hasardeux de n'expliquer la position d'Anthony Giddens au sein de l'espace politique que par son statut de directeur de la LSE. *Beyond Left and Right*, ouvrage cité comme référence par les blairistes, est publié en 1994, soit près de trois ans

²⁸² Anthony GIDDENS, 'What's left for labour?', *op. cit.*, p. 38.

²⁸³ La BBC convie chaque année un scientifique reconnu à tenir une série de conférences sur un thème relevant de sa spécialité.

²⁸⁴ Lorsque Giddens participe à cette série d'émissions, il est déjà l'auteur, depuis l'automne 1998, de *The Third Way*, essai ayant connu un succès rapide du fait de son inscription dans le débat politico-médiatique.

²⁸⁵ Anthony Giddens reconnaît ainsi certains emprunts théoriques à Ulrich Beck (la « société du risque »), Michael Kaus (le « libéralisme civique » et la reconquête de l'espace public qu'il induit) ou encore Ronald Ingelhardt (l'émergence de valeurs post-matérialistes en Occident).

avant la nomination de son auteur à la tête de l'établissement londonien. Il est néanmoins indéniable que la LSE - dont Giddens entend renforcer le rôle de pont entre Westminster, la City et les intellectuels²⁸⁶ - se situe aux confluent des différents espaces du champ du pouvoir. La lecture des notices relatives aux anciens directeurs de l'École dans l'édition anglaise du *Who's who* permet de vérifier en partie cette hypothèse. Le sociologue Ralf Dahrendorf, qui siège à la Chambre des Lords, fut député allemand du FDP et commissaire européen avant de diriger l'École de 1974 à 1984. L'économiste Indraprasad Patel, directeur de 1984 à 1989, avait jusqu'alors, parallèlement à sa carrière universitaire, occupé des postes à responsabilités au sein du Fonds Monétaire International (FMI) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), puis dirigé la *Reserve Bank of India*. De même, à l'automne 2002, ce sont les noms de Kenneth Clarke, Chancelier de l'Echiquier sous John Major, et de Robert Reich, secrétaire au Travail durant le premier mandat présidentiel de Bill Clinton, qui reviennent le plus souvent dans la presse dès lors qu'est évoquée la succession d'Anthony Giddens. C'est finalement Howard Davies, conseiller au *Foreign Office* et au Trésor dans les années 1980 et vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1995 à 1997, qui est choisi en décembre 2002 par le comité de sélection de la LSE. Le poste de directeur de la *London School of Economics* a donc pour caractéristique, non pas de marginaliser son détenteur au sein de l'espace universitaire - le directeur est en effet élu par un comité composé pour moitié d'universitaires consacrés -, mais de tolérer qu'il s'inscrive au plus près des frontières que cet espace partage avec les sphères économique, administrative et politique. Il est dès lors cohérent qu'en 1998, Anthony Giddens figure, selon le *Sunday Times*, parmi les trente personnalités les plus influentes et puissantes de Grande-Bretagne²⁸⁷.

²⁸⁶ Anthony GIDDENS, cité in Robert S. BOYNTON, 'The two Tonys', *The New Yorker*, 6 October 1997, p. 69.

²⁸⁷ Cherry NORTON, 'Meet the real power in the land', *The Sunday Times*, 18 October 1998, p. 9

3. L'intégration dans la « nouvelle classe travailliste »

Une étude rendue publique en février 2000 par le *Centre for Policy Studies*, *think tank* proche des milieux conservateurs, affirme alors l'émergence, au sein de la société britannique, d'une « nouvelle classe » toute acquise au « blairisme »²⁸⁸. Regroupant des artistes, des sportifs, des intellectuels, des avocats, ou encore des financiers influents de la *City*, cette « élite » néo-travailliste marque, par sa formation et sa mise en évidence, la victoire de la 'cool Britannia', louée par Tony Blair, sur l'ancien *establishment*. L'article du *Guardian* reprenant les résultats de cette étude place Anthony Giddens parmi les « figures clefs » de cette « nouvelle classe », preuve, s'il en était besoin, de la forte visibilité du sociologue au cœur de l'univers politique.

3. 1. Anthony Giddens et les gardiens du « blairisme »

Si Anthony Giddens réalise dès 1995, pour le *New Statesman*, un portrait de celui qui prend alors la succession de John Smith à la tête du parti travailliste²⁸⁹, la rencontre entre les deux hommes est pourtant postérieure à l'arrivée de Tony Blair au *10 Downing Street*. Elle a en effet lieu en novembre 1997, lors d'une session de réflexion à laquelle est également conviée Hillary Clinton. Jusqu'à cette date, les liens entre les « blairistes » et Anthony Giddens ne sont que rarement mis en avant par la presse ou les autres acteurs de la vie politique britannique. Dans un document publié en 1996 par le *think tank* conservateur *Centre for policy studies*, David Willets ne juge ainsi pas nécessaire de faire figurer l'auteur de *Beyond Left and Right* parmi les principales influences du *New*

²⁸⁸ Lucy WARD, 'New Breed of Labour Elite Riles Think Tank', *The Guardian*, 25 February 2000.

²⁸⁹ Dans cet article, Anthony Giddens refuse de juger des qualités de *leader* de Tony Blair. Ce dernier dirige alors le parti depuis moins de six mois. Le sociologue se contente d'évaluer les perspectives s'offrant au chef de l'opposition. Il se félicite néanmoins de la « bravoure » dont a fait preuve Blair face à la gauche du parti travailliste. (Anthony GIDDENS, 'What's he up to?', *The New Statesman & Society*, 24 February 1995, pp. 21-23).

*Labour*²⁹⁰. Le *Guardian* omet également de le faire apparaître dans sa série de reportages consacrée, en février 1996, au '*Blair's new establishment*', ce « réseau de la rose rouge » regroupant les « gens utiles » (*useful people*) à la victoire annoncée des travaillistes²⁹¹. Le journaliste John Rentoul fait de même dans la riche biographie qu'il consacre à Tony Blair un an auparavant²⁹². Pourtant, auditionné par la Commission sur la Justice sociale²⁹³, le sociologue est, dès la première moitié des années 1990, en relation avec certains acteurs de la « modernisation » du Parti travailliste. Il participe, entre autres, en novembre 1992, au colloque *Reinventing the Left*, présidé par David Miliband et organisé par l'*Institute for Public Policy Research*. La communication d'Anthony Giddens fournit le chapitre d'ouverture au livre reprenant les actes de ce colloque²⁹⁴. Dans l'introduction, David Miliband estime que ces quelques pages signées par le sociologue constituent « les fondations du travail analytique poursuivi à travers ce livre »²⁹⁵. L'essentiel de l'intervention de Giddens est en outre reprise, lors des jours qui suivent le colloque, dans un éditorial de l'*Observer* signé par Will Hutton, rédacteur de l'hebdomadaire et personnage influent du débat politique britannique²⁹⁶.

²⁹⁰ Dans cet ouvrage particulièrement critique, Willets recense « huit théoriciens » majeurs de Tony Blair et de ses partisans : les journalistes Will Hutton, Andrew Marr et Simon Jenkins, les universitaires David Marquand, John Gray et John Kay, et les travaillistes Peter Mandelson et Frank Field. (David WILLETS, *Blair's Gurus, op. cit.*)

²⁹¹ *Guardian* 2, 5 February 1996, p. 2.

²⁹² John RENTOUL, *Tony Blair*, London, Little, Brown & Co, 1995, 472 p.

²⁹³ Cette commission est mise en place en 1992 par John Smith, prédécesseur de Tony Blair à la tête du *Labour*.

²⁹⁴ On notera que c'est Polity Press, maison d'éditions co-fondée par Giddens, qui publie ces actes.

²⁹⁵ David MILIBAND, 'Introduction', in David MILIBAND (ed.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, p. 5.

²⁹⁶ *The State we're in*, ouvrage publié par Will Hutton en 1995, donna lieu à un débat politique important autour de la notion de *stakeholding society* (« société de partenaires »). Cette notion influença, pendant quelques mois, le discours des néo-travaillistes.

La place relativement faible que les journalistes politiques accordent, dans un premier temps, à Giddens dans les cénacles « modernisateurs » peut néanmoins se justifier. Si son influence est parfois évoquée par les rédactions du *Times* ou du *Guardian*, le sociologue anglais apparaît, jusqu'en 1997, en retrait par rapport à d'autres intellectuels qui, tels David Marquand, John Gray ou Will Hutton, bénéficient de tribunes régulières - voire hebdomadaires pour les deux derniers - dans les quotidiens et magazines britanniques. Ils parviennent, *via* cette présence médiatique, à souligner la spécificité de leurs apports respectifs au projet « blairiste » (les réformes constitutionnelles pour David Marquand, la *stakeholding society* pour Will Hutton et John Kay, l'analyse de l'échec du thatchérisme pour Gray, etc.). Cette visibilité permet aux journalistes d'essayer de mesurer, avec une précision toute relative, les influences respectives de ces individus sur le discours du *leader* néo-travailliste. Ces intellectuels n'hésitent pas, par ailleurs, à accepter le rôle influent que leur attribue cette même presse. En juillet 1996, Will Hutton et John Gray posent ainsi ensemble pour les besoins d'une photographie devant illustrer un article du *Guardian* consacré aux « penseurs du *Labour* »²⁹⁷.

L'équilibre s'inverse en 1997, à mesure que certains intellectuels, bien qu'intéressés par l'entreprise de refondation de la gauche, se montrent de plus en plus critiques envers un Tony Blair dont ils craignent qu'il ne soit finalement pas aussi « radical » que Margaret Thatcher. Porteur d'une spécialisation plus générale, Anthony Giddens, dont le soutien au chef de l'opposition se fait de plus en plus explicite²⁹⁸, s'affirme dès lors progressivement au sein du débat politique comme le principal théoricien du « blairisme ». La rédaction du *New Statesman*, s'interrogeant sur les sources de ce « nouveau centre gauche », place *Beyond Left and Right* en couverture de son numéro du 7 février 1997 (aux côtés de *The*

²⁹⁷ Michael WHITE, 'Tory challenges Blair's Gurus', *The Guardian*, 8 July 1996, p. 4

²⁹⁸ Ainsi, quelques jours après s'être livré à une critique favorable du programme travailliste dans les colonnes du *New Statesman*, Giddens signe avec quatre autres universitaires, à la veille des élections générales, un appel à un changement de gouvernement ('Academics opt for change on May 1', *The Times*, 28 April 1997, p. 21).

Spirit of community du sociologue communautarien Amitai Etzioni et de *Principle of duty* du philosophe David Selbourne). Ian Hargreaves, rédacteur en chef de cet hebdomadaire et membre du conseil d'administration de *Demos*, présente l'ouvrage de Giddens comme étant « le texte du blairisme »²⁹⁹. Les mois qui suivent ne font que confirmer cette perception. On assiste en effet à un usage généralisé, dans la presse britannique, des termes de « gourou » ou d'« intellectuel préféré de Tony Blair » dès lors qu'il s'agit de présenter Anthony Giddens. Ce mouvement se retrouve également dans la presse internationale, le *New Yorker*, entre autres, consacrant huit pages à cet « autre Tony » du débat politique britannique dans l'un de ses numéros de l'automne 1998³⁰⁰. Cette reconnaissance souligne que, dès cette période, Anthony Giddens *existe* dans l'espace politique. Il y produit, ou se voit attribuer, des effets, ne serait-ce que lorsque des journalistes politiques commencent à mettre en relation ses concepts de '*positive welfare State*' ou de '*social investment State*' avec certaines réformes sociales menées par le gouvernement néo-travailliste.

3. 2. Anthony Giddens, conseiller du Prince ?

Si elle semble désormais évidente à l'ensemble de la presse britannique, il n'est pourtant pas aisé de définir avec précision la relation qu'entretiennent Anthony Giddens et Tony Blair. Le rôle de l'universitaire auprès du jeune chef de parti peut-il, en effet, être réduit à celui de « conseiller du Prince » ? Interrogé à ce sujet en juin 1998, Anthony Giddens se déclare assez satisfait d'être considéré comme « le sociologue de Tony Blair », statut lui permettant de « jouer un rôle dans la restructuration de la politique à la fin du XX^e siècle ». Il affirme pourtant ne pas vouloir se situer « au niveau de la politique

²⁹⁹ Ian HARGREAVES, cité in Robert S. BOYNTON, *op. cit.*, p. 66.

³⁰⁰ Robert S. BOYNTON, *op. cit.*

politicienne »³⁰¹, et, par là même, ne pas trop « personnaliser [ses] liens avec [le Premier ministre britannique], ni trop lier [son] sort au sien »³⁰². Le sociologue intègre néanmoins, dans les mois qui suivent le retour au pouvoir des travaillistes, un groupe d'experts et d'intellectuels se réunissant régulièrement au 10 *Downing Street* afin d'alimenter la réflexion du Premier ministre. En 1998, Anthony Giddens accompagne également Tony Blair à Washington. Ce voyage donne lieu à la réunion, dans les salons de la Maison Blanche puis à New York³⁰³, des partisans britanniques et nord-américains de la Troisième Voie. Anthony Giddens signe, la même année, un article dans l'une des publications de *Demos*³⁰⁴, *think tank* « indépendant » mais dont les figures de proue sont notoirement proches de Tony Blair. Il y développe sa conception de la « nécessaire refondation » de l'État-providence et laisse, à cette occasion, transparaître le style plus pragmatique et moins scientifique adopté, quelques mois plus tard, lors de la rédaction de *The Third Way*.

Dans un article paru en 1999 dans *The Political Quarterly*, Alan Finlayson établit un parallèle entre le livre d'Anthony Giddens, *The Third way. The Renewal of Social Democracy*, et *Le Prince* de Nicolas Machiavel³⁰⁵. La comparaison peut sembler excessive, mais elle résume pourtant l'ambition traversant l'ouvrage du sociologue anglais. Cet essai, dont la couverture vert électrique contraste avec la sobriété des précédents ouvrages de l'universitaire, est présenté comme « une contribution au débat

³⁰¹ Anthony GIDDENS (entretien), « Radical chic », Paris, *Les Inrockuptibles*, n° 101, semaine du 23 au 29 mars 1997, p. 18

³⁰² Anthony GIDDENS (entretien), « La modernité », *op. cit.* p. 41.

³⁰³ Un séminaire censé poser les jalons d'une « Internationale centriste » est également organisé à cette occasion. Sont présents, outre Tony Blair et Bill Clinton, Romano Prodi, alors Président du Conseil italien, et Petar Stoyanov, Président de la République bulgare.

³⁰⁴ Anthony GIDDENS, 'Equality and the social Investment State', in Ian HARGREAVES et Ian CHRISTIE (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, London, Demos, 1998, pp. 25-39.

³⁰⁵ Alan FINLAYSON, 'Third Way Theory', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 3, juillet-septembre 1999, p. 275.

[...] sur la politique social-démocrate »³⁰⁶. Loin d'être un ouvrage au contenu purement analytique, *The Third Way* s'apparente en effet à une sorte de guide du bon gouvernement, conscient des tourments et enjeux traversant la société contemporaine³⁰⁷.

Les caractéristiques de *The Third Way* peuvent également renseigner sur les raisons de l'insertion de son auteur dans l'entourage du Premier ministre. Parce que son propos se donne à voir comme réaliste et pragmatique, caractéristiques indispensables à toute réflexion intellectuelle « politiquement utile » selon le *thirdwayer* Geoff Mulgan, Anthony Giddens se tient en effet à distance de la figure de l'intellectuel réprouvée par les « blairistes ». C'est certainement dans la continuité de cette logique que doit être en partie considéré l'apport du sociologue à la réflexion sur la Troisième Voie. Si son savoir peut constituer une ressource importante, il en va tout autant de son savoir-faire. Peut-être involontairement, l'un des conseillers de Tony Blair se montre relativement éclairant lorsqu'il avance que le sociologue « est doté d'un sens aigu des idées dans le changement politique » lui permettant « de définir certaines questions ». En effet, sans sous-estimer ou surévaluer les apports de Giddens à la Troisième Voie, il est cependant manifeste que celui-ci fait bénéficier le projet néo-travailleuse de ses efforts en matière de conceptualisation. Le remplacement d'une logique de l'industrialisation par une logique de la globalisation, remplacement sur lequel s'appuie l'analyse du sociologue et se justifie la Troisième Voie, est déjà présent dans le projet politique *New Times* lancé par les intellectuels de *Marxism Today* à la fin des années 1980. De même, dès 1993, soit un an avant la publication de *Beyond Left and Right*, Tony Blair décrit explicitement, mais de manière peu formalisée, ce que serait un projet politique s'inscrivant au-delà des

³⁰⁶ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.* p. vii.

³⁰⁷ Ce que semble reconnaître Anthony Giddens lors d'un entretien accordé à la revue *Construire*. Il présente ainsi son essai comme « une tentative pour donner un cadre à la politique de la "troisième voie" qui est en train d'émerger. Un cadre à la fois intellectuellement cohérent et aux implications politiques concrètes » (Anthony GIDDENS (entretien), « La troisième voie réinvente la démocratie pour le XXI^e siècle », *Construire*, n° 26, 29 septembre 1999.).

« échecs » néo-libéraux et sociaux-démocrates³⁰⁸. Or, l'une des caractéristiques d'Anthony Giddens réside, justement, dans sa propension à formaliser et à fondre dans un même *corpus* sa réflexion et certains thèmes souvent issus des sciences sociales (la « société du risque », le « nouveau cosmopolitisme », le « libéralisme civique », etc.). Ainsi, ses écrits ont, notamment, pour propriété d'offrir une cohérence d'ensemble à la Troisième Voie.

3. 3. Vers une nécessaire émancipation ?

S'il voit en Tony Blair un « *leader* politique intéressant »³⁰⁹, Anthony Giddens dit considérer son travail de théorisation de la Troisième voie dans une perspective plus large que le seul cadre britannique. La localisation en Grande-Bretagne de la phase de conceptualisation ne résultant, selon lui, que d'une discussion politique rendue plus libre par l'expérience du *thatcherisme*, il estime sa théorie transposable à d'autres sociétés. Les louanges de Fernando Cardoso, Président du Brésil, et de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, en quatrième de couverture de *The Third Way and its Critics*, témoignent de cette volonté d'émancipation³¹⁰. La posture adoptée par Anthony Giddens dans ce petit livre est également significative. Le sociologue entreprend en effet de répondre, non pas aux critiques formulées à son égard ou à l'encontre de Tony Blair, mais à celles adressées aux « sociaux-démocrates modernisateurs », aux « sociaux-démocrates de la Troisième Voie ». Cet exercice de théorisation s'inscrit en outre dans un double registre : une intégration assumée – sinon revendiquée – dans la sphère politique, d'une part, et la volonté de rappeler son statut d'universitaire de premier plan par le biais d'une

³⁰⁸ Tony BLAIR, 'Why modernisation...', *op. cit.*

³⁰⁹ Anthony GIDDENS, 'The Third Way's charm', *Newsweek*, 28 September 1998.

³¹⁰ Romano Prodi se déclare reconnaissant à Giddens de fournir « les indices vitaux » d'une réflexion sur « la démocratie et le développement économique ». Quant à celui qui est alors Président du géant sud-américain, sociologue de formation, il se félicite du caractère « mondial » du débat sur la Troisième Voie, et estime que *The Third Way and its critics* marque un « développement majeur dans l'évolution de la gauche ».

On rappellera que la quatrième de couverture de l'ouvrage précédent d'Anthony Giddens, *The Third Way*, reprenait les commentaires de Will Hutton et Ian Hargreaves, respectivement rédacteurs en chef de *The Observer* et *The Guardian*.

confrontation intellectuelle avec des confrères dotés d'un prestige académique international³¹¹.

The Third Way and its Critics révèle donc le désir de Giddens d'apparaître comme le théoricien des partisans de la Troisième Voie ('*thirdwayers*'). Ces derniers comprennent alors aussi bien les travaillistes britanniques que les partisans du Hollandais Wim Kok, ou les *New Democrats* de Bill Clinton et Al Gore. Le *New Labour* n'est donc, pour Giddens, qu'un pionnier, s'inspirant d'arguments « plus ou moins applicables au monde entier »³¹². C'est ainsi pratiquement en qualité d'ambassadeur de la Troisième Voie qu'il est convié, en mars 1999, à présenter l'édition germanique de *The Third Way* dans les locaux de la représentation fédérale de la Basse-Saxe, *land* du Chancelier Schröder. Anthony Giddens est également reçu, en juin 2000, par Ricardo Lagos, président du Chili, afin de s'entretenir des options offertes par ce « nouveau progressisme ». Enfin, lors du « Sommet des modernisateurs » se tenant en novembre 1999 à Florence, le quotidien italien *La Repubblica* lui accorde, au même titre qu'à Lionel Jospin et Bill Clinton, une page pour exposer sa vision d'une « gauche moderne ».

À cette volonté d'internationaliser le débat³¹³, s'ajoutent également quelques commentaires tendant à démarquer Giddens de certaines orientations des gouvernements travaillistes britanniques. Il n'hésite pas, par exemple, à exprimer publiquement des réserves quant à ce qu'il qualifie de « fondamentalisme moral » des travaillistes dans leur lutte contre les « comportements anti-sociaux ». Par ailleurs, plusieurs supports médiatiques, qu'ils soient proches des conservateurs ou des travaillistes, ne manquent pas

³¹¹ Les travaux d'Amartya Sen et les critiques, entre autres, de Stephen Lukes et Ralf Dahrendorf jalonnent cet essai.

³¹² Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *op. cit.*, p. 186.

³¹³ Cette volonté est d'ailleurs palpable dans l'ouvrage qu'il dirige en 2001 : Anthony GIDDENS, *The Global Third Way Debate*, Cambridge, Polity Press, 2001, 431 p.

Ce livre permet notamment à Giddens, au travers d'un recueil d'articles plus que de contributions, d'« enrôler » dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie plusieurs intellectuels de stature internationale, dont Ronald Dworkin.

de souligner ses divergences avec le gouvernement, notamment en matière de questions dites « sociétales », Anthony Giddens adoptant, d'une manière générale, des postures plus politiquement libérales que celles des « blairistes ». Ce décalage, qui ne fait d'ailleurs que rappeler la classique distinction entre éthique de conviction et éthique de responsabilité, ne doit pas être trop rapidement interprété comme une prise de distance radicale vis-à-vis des néo-travailleurs. En février 2000, le directeur de la LSE prend ainsi fait et cause, dans les pages du *Guardian*, pour les orientations budgétaires arrêtées par le Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown³¹⁴. De même, il accorde, à plusieurs reprises au printemps 2001, un *satisfecit* au bilan du premier mandat Blair et, tout en fixant un plan de route au Premier ministre nouvellement reconduit, rappelle qu'il demeure un « partisan du gouvernement »³¹⁵. Cette fidélité est d'ailleurs « rétribuée », au début des années 2000, par un anoblissement conduisant le nouveau Baron Giddens of Southgate in the London Borough of Enfield sur les bancs travaillistes de la Chambre des Lords. Il serait donc plus juste de voir dans cette recherche d'équilibre un moyen pour Anthony Giddens de rappeler que son insertion dans le débat public précède l'accession de Tony Blair à la tête du *Labour*. Certes, le nom d'Anthony Giddens demeure attaché à la Troisième Voie pour nombre d'observateurs du champ politique. L'ancien directeur de la *London School of Economics* a néanmoins su, au fil de ses diverses interventions dans l'espace public, s'ériger en expert de l'« ère globale » et de ses enjeux. Il est ainsi invité par la rédaction du *Guardian*, au même titre que vingt-deux autres « personnalités éminentes », à s'exprimer sur l'état du monde un mois après les événements du 11 septembre 2001³¹⁶. Désormais, c'est donc plus dans son rôle de « penseur du global »³¹⁷ que de « gourou de

³¹⁴ Anthony GIDDENS, 'A Third Way budget', *The Guardian*, 29 February 2000.

³¹⁵ Anthony GIDDENS (entretien avec Brigitte Adés), *Politique Internationale*, n° 92, été 2001, p. 149.

³¹⁶ 'Has the world changed?', *The Guardian*, 11 October 2001.

³¹⁷ Le *think tank Policy-network* le présente, sur son site internet, comme le « défenseur de tout ce qui est global » (www.policy-network.org).

Tony Blair », que Giddens est appelé à intervenir, tant au sein de l'espace de théorisation que sur des sujets où n'est requis que son statut de « star universitaire »³¹⁸.

Ces différents processus de médiatisation ne sont cependant pas sans coût en termes de légitimité scientifique. Les tribunes du sociologue dans la presse quotidienne et hebdomadaire de « centre gauche » avaient, dès le début des années 1990, suscité quelques critiques au sein de l'espace académique. De plus, si Giddens reste un auteur prolifique, son dernier ouvrage scientifique, *The Transformation of intimacy*, a été publié en 1992. *The New Egalitarianism*³¹⁹, dernier livre en date, parachève ainsi (momentanément ?) une liste de plus d'une demi-douzaine d'essais politiques ou de vulgarisation scientifique entamée en 1994 avec *Beyond Left and Right*. David Miller, chercheur au *Stirling Media Research Institute*, croit dès lors pertinent de présenter Anthony Giddens comme le « champion par excellence [de ces] grands théoriciens », adeptes des « théories exotiques », dont le manque d'intérêt pour la recherche empirique fait qu'ils représentent « si peu une menace qu'il[s] [sont] le[s] bienvenu[s] à *Downing Street* »³²⁰. Ces critiques ne semblent cependant pas atteindre le directeur de la LSE qui estime que « la réflexion politique a besoin de bons apports intellectuels ». À l'instar de Marx, qui « analysait ce qui arrivait au XIX^e siècle et produisait une réponse politique », les intellectuels contemporains doivent, selon lui, s'impliquer plus fortement dans le débat, les idées étant peu susceptibles de jaillir des « masses »³²¹. Il n'est dès lors pas surprenant que Giddens présente le texte de Max Weber, '*Politics as a vocation*', comme sa principale source d'inspiration. L'œuvre et la vie du sociologue allemand constituent,

³¹⁸ Ce terme est utilisé par Yves Dezalay et Bryant Garth au sujet des intellectuels néo-libéraux des années 1980 (Yves DEZALAY & Bryant GARTH, *op.cit.*, p. 5).

³¹⁹ Anthony GIDDENS & Patrick DIAMOND (eds.), *The New Egalitarianism*, Cambridge, Polity Press, 2005.

³²⁰ David MILLER, cité in John CRACE, 'Unreal world', *The Guardian*, 27 March 2001.

³²¹ Anthony GIDDENS (with Guy LODGE), 'The fabian interview', *Fabian Review*, Summer 2000.

aux yeux de l'Anglais, l'équilibre idéal entre « activisme politique » et « excellence universitaire »³²².

L'inscription d'Anthony Giddens dans l'espace de théorisation répond donc à une évolution régulière et cohérente ayant vu le sociologue anglais affirmer l'utilité de son savoir académique dans les sphères médiatique et politique. Cette conversion de ressources scientifiques se réalise d'autant mieux qu'elle s'opère sur la base d'une spécialisation pour le moins vaste : les évolutions sociales, politiques et culturelles des sociétés inscrites dans la globalisation. C'est cette caractéristique qui lui permettrait, selon son confrère de la LSE Julian Le Grand³²³, d'exister au sein du marché des idées, face à une « pensée *tank* » focalisée sur des points plus techniques et précis. La « connaissance du global » qu'apporte le sociologue au sein de l'espace de théorisation rend également plus évidente la relation qu'il entretient avec une nébuleuse « modernisatrice » prétendant adapter l'ensemble du paradigme social-démocrate aux divers bouleversements contemporains. *Public intellectual*, extérieur au Parti et doté d'un prestige académique, Anthony Giddens peut ainsi se muer en « passeur », voire en « caisse de résonance », en portant au cœur de l'espace public les idées qu'il partage avec le *New Labour*.

³²² Anthony GIDDENS, cité in *The Guardian Higher* (supplément au *Guardian*), 14 January 1997, p. ii.

³²³ Julian LE GRAND, cité in John CRACE, *op. cit.*

DEUXIÈME PARTIE

DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE À LA SOCIÉTÉ DU RISQUE

Chapitre 3 : « Un monde en fuite permanente »

Chapitre 4 : La déstabilisation de la société industrielle

On pourrait dire, schématiquement, que la Troisième Voie se construit sur l'idée d'un décalage, dont la principale conséquence serait, pour reprendre les termes d'Anthony Giddens, de nous avoir « pris par surprise »³²⁴ en bouculant nos repères. Une part importante de la littérature de ce « nouveau radicalisme » tend ainsi à souligner une inadéquation entre des systèmes et des doctrines, d'une part, et l'époque contemporaine, d'autre part. De ce décalage qu'ils présentent comme une *réalité*, les entrepreneurs de la Troisième Voie tirent un récit, censé fournir un cadre légitime à l'énonciation d'un « progressisme » renouvelé. Ce récit, qui prétend au statut de simple analyse, voire de constat, ne manque cependant pas de verser, à de nombreuses reprises, dans le normatif et l'exhortation. Grossièrement résumé dans le '*new, new, everything is new !*' que Tony Blair assène à un parterre de sociaux-démocrates européens quelques semaines après la victoire de 1997³²⁵, il dessine en effet les contours d'un monde rendu opportunément

³²⁴ Anthony GIDDENS, 'Affluence, Poverty and the Idea of a Post-Scarcity Society', *Development and Change*, April 1996, vol. 27, n° 2, p. 367.

³²⁵ Tony Blair, *Speech to the Party of European Socialists' Congress*, Malmö (Sweden), 6 June 1997.

inaccessible aux catégories intellectuelles façonnées par les pensées politiques antérieures à la Troisième Voie³²⁶. La « nouveauté » que ne sauraient saisir la social-démocratie « traditionnelle » et le néolibéralisme résiderait principalement dans le sinueux et complexe passage de la société industrielle à la « société du risque ». Cette dernière désigne, selon son principal théoricien, le sociologue Ulrich Beck :

« [...] une phase de développement de la société moderne au cours de laquelle les risques individuels, économiques, politiques et sociaux tendent de manière croissante à échapper aux institutions de la société industrielle qui contrôlent et protègent »³²⁷.

Cette accélération et cette radicalisation de la dynamique portant l'ère moderne sont, selon les *thirdwayers*, les résultats les plus tangibles du processus de globalisation touchant la planète depuis la fin du second conflit mondial (**chapitre 3**). Déstabilisé, l'ordre social l'est d'autant plus qu'il se voit opposer des faits sociaux irréductibles aux expériences passées, de l'émergence d'un « nouvel » individualisme à la perte de sens de la tradition et de la nature (**chapitre 4**).

³²⁶ Anthony Giddens croit ainsi pouvoir affirmer, en 2003, que les penseurs de la Troisième Voie ont été les premiers à mobiliser les thèmes de la « globalisation », de la « diversité culturelle » ou de la « technologie ». Le sociologue confirme ainsi, de manière rétrospective, que c'est sur le terrain de la « modernité » que le « nouveau progressisme » entend, dès ses balbutiements théoriques, déclasser les doctrines et projets politiques l'ayant précédé. (Anthony GIDDENS, 'Neoprogressivism...', *op. cit.*, p. 24).

³²⁷ Ulrich BECK, 'The Reinvention of Politics: Towards a Theory of Reflexive Modernization', in Ulrich BECK, Anthony GIDDENS & Scott LASH, *Reflexive Modernization: Politics, Traditions and Aesthetics in the modern social Order*, Cambridge, Polity Press, 1994, p. 5.

Chapitre 3

« Un monde en fuite permanente »

'The system must change because the world has changed'

Tony BLAIR³²⁸

*'We change the rules of football or cricket to improve the quality of the game;
we can change the rules by which capitalism is played too'*

Will HUTTON³²⁹

La Troisième Voie postule un certain nombre de ruptures. Des ruptures rendues nécessaires, selon ses entrepreneurs, par l'évolution même des sociétés contemporaines et, plus généralement, par les mutations caractérisant notre époque. Partant, ce « nouveau radicalisme » pourrait *a priori* prétendre à la post-modernité. Nombre de penseurs de la Troisième Voie suggèrent cependant que le cadre de la modernité, même reconfiguré, demeure pertinent.

On peut, dans un premier temps, constater que la modernité n'est pas tant une époque qu'un « type de société et de civilisation »³³⁰. Elle est également, comme le souligne Yves Bonny, une « manière fondamentalement nouvelle de structurer et d'orienter significativement et normativement l'ensemble des rapports sociaux qui se développe progressivement à partir de la Renaissance en Europe de l'Ouest »³³¹. On peut ainsi, à grands traits, définir la modernité comme une ère s'ouvrant sur l'émergence de la Raison, le développement du capitalisme, ou encore, l'apparition de l'État-nation. Au-delà

³²⁸ Tony BLAIR, *Leading the Way. A new Vision for local Government*, London, IPPR, 1998, p. iv.

³²⁹ Will HUTTON, 'Rejoinder', in Will HUTTON, *Stakeholding and its Critics*, London, IEA, 1997, p. 92.

³³⁰ Yves BONNY, *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou post-modernité ?*, Paris, Armand Colin, coll. « U Sociologie », 2004, p. 30.

³³¹ Yves BONNY, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 30.

de ces quelques premiers éléments, le concept de modernité révèle une certaine « porosité », qui, logiquement, lui confère la « capacité [de] rendre compte d'un nombre fort éparpillé de phénomènes [...] ainsi que d'un nombre non moins élevé de polémiques »³³².

Le récit de la modernité est cependant remis en cause, à partir des années 1970. Constatant l'échec des Lumières, le mouvement post-moderne conteste l'idée « moderne » de synthèse et d'unité. Il propose *a contrario* la vision d'une humanité évoluant dans une ère débarrassée de ces « grands récits d'émancipation »³³³ empreints d'évolutionnisme et de croyance dans le progrès. Se trouve ainsi rejeté tout ce qui permettait à l'individu de se situer dans une « histoire dont le devenir est porteur de sens »³³⁴. La croyance en un projet cohérent d'évolution n'aurait plus lieu d'être, et s'évanouirait devant l'essor de la fragmentation. La fragmentation touche tout autant l'identité - puisque les projets de vie des individus ne peuvent plus s'ancrer dans les « univers solides de significations »³³⁵ -, que la société en soi, au travers notamment du multiculturalisme, voire de la *tribalisation*. Le monde serait par conséquent entré dans un âge post-industriel, traversé de crises irrémédiables affectant les « anciennes » institutions, et dont les mouvements sociaux constitueraient les ultimes acteurs politiques.

S'ils concèdent aux post-modernes l'échec du projet des Lumières, les principaux penseurs de la Troisième Voie réfutent cependant, pour la plupart, l'idée selon laquelle le monde serait entré dans la post-modernité. Les critiques de la modernité ne comprennent pas, selon Ulrich Beck ou Anthony Giddens, qu'elle n'est pas linéaire ou monolithique. Elle se signale avant tout par sa discontinuité. En outre, la thèse de la post-modernité est battue en brèche, selon Giddens, par le fait que les sources de la modernité - « l'expansion

³³² Danilo MARTUCELLI, *Les Sociologies de la modernité*, Paris, Folio, coll. « Essais », 1999, p. 9.

³³³ Jean-François LYOTARD, *L'Inhumain. Causeries sur le temps*, Paris, Galilée, 1988, p. 34.

³³⁴ Anthony GIDDENS, *Les Conséquences...*, *op. cit.*, p. 12.

³³⁵ Danilo MARTUCELLI, *Les Sociologies...*, *op. cit.*, p. 559.

du capitalisme, les effets modificatifs de la science et de la technologie, l'expansion de la démocratie de masse »³³⁶ - demeurent et continuent d'orienter l'évolution des sociétés industrielles. Ces sources de dynamisme se sont pourtant récemment « radicalisées », donnant par là même naissance à de nouvelles potentialités. S'il y a eu rupture, ce n'est donc pas avec *la* modernité mais avec *une* modernité. La plupart des sociétés contemporaines seraient ainsi passées, au cours des cinquante dernières années, d'une « modernité simple » et « linéaire » à une « modernité avancée » (*late modernity*). Alors que la première prenait corps dans les révolutions industrielles et alliait croissance, prospérité et amélioration de la qualité de vie, la seconde est marquée par une remise en question systématique de ses fondements et par l'apparition de nouvelles limites et tensions.

Le débat entre « modernité radicalisée », « modernité avancée » et « post-modernité » peut sembler secondaire. Même s'ils ne sont pas avalisés par l'ensemble des *thirdwayers*, le choix des deux premiers termes est pourtant révélateur de ce que la Troisième Voie entend démontrer. Sous couvert de la simple description d'éléments clefs de la « réalité contemporaine » - la globalisation (I), l'interdépendance des êtres (II) et l'émergence d'un « nouveau capitalisme » (III) - les entrepreneurs d'idées « néo-progressistes » travaillent essentiellement à construire la représentation d'un monde en pleine accélération mais n'interdisant pas l'énonciation de ce « nouveau projet d'évolution » que pourrait être la Troisième Voie.

³³⁶ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *Conversations with...*, *op. cit.*, pp. 116-117.

- I - UN MONDE GLOBALISÉ

Il existerait, à en croire Anthony Giddens, peu de termes aussi fréquemment employés et aussi mal conceptualisés que celui de « globalisation ». Le constat semble d'ailleurs partagé par certains contempteurs de la Troisième Voie. Marquée par une forte plasticité, la notion même de « globalisation » permettrait notamment de légitimer sans effort le recours au discours « TINA » (*'There Is No Alternative'*). L'explication de la globalisation en soi serait ainsi devenue « une force politique aidant à créer les réalités institutionnelles qu'elle aurait simplement décrites »³³⁷. Ce phénomène « moderne » doit pourtant, à en croire Anthony Giddens, être « pris au sérieux »³³⁸. Sa définition devient en effet rapidement un enjeu de mobilisation, tant au sein de l'espace de théorisation que dans le cadre plus général du débat politico-intellectuel se construisant autour du « renouveau » du centre gauche britannique.

Présentée comme la « force motrice derrière les idées associées à la Troisième Voie »³³⁹, la globalisation est certainement la pièce centrale du récit sur lequel se construit le projet néo-travailleuse. Elle est celle qui doit lui conférer une cohérence certaine, voire une forme de légitimité. La définition élaborée par les partisans du « néo-progressisme » doit par conséquent apparaître comme un argument d'autorité, directement opposable aux principales critiques essuyées par ce même projet. C'est en effet sur ce niveau de théorisation que se concentre une partie de l'effort de contestation fourni par les opposants à la Troisième Voie.

³³⁷ Frances FOX PIVEN, 'Is it global Economics or neo-laissez faire?', *New Left Review*, 1995, vol. 213, p. 108.

³³⁸ *'Taking globalization seriously'* est en effet l'intitulé de l'un des chapitres de l'essai d'Anthony GIDDENS, *The Third Way and its Critics*.

³³⁹ Tony BLAIR, 1999, cité in Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left, Right...', *op. cit.*, p. 150.

1. Définir la globalisation

Dans un essai aux thèses particulièrement commentées et discutées, Paul Hirst et Grahame Thompson avancent, en 1996, que la globalisation, sur laquelle repose une partie conséquente des discours intellectuels et politiques des années 1990, n'existe pas³⁴⁰. Le commerce international contemporain se résumerait, selon ces auteurs, à un ensemble d'échanges régionaux quantitativement moindre que les flux commerciaux observés un siècle auparavant au sein d'une économie mondiale déjà libéralisée et ouverte. Cette thèse, portée par deux intellectuels se situant « à la gauche » du Parti travailliste³⁴¹, réactive l'idée que la globalisation est avant tout un instrument idéologique.

La réflexion de Hirst et Thompson sert opportunément de contre-exemple aux penseurs de la Troisième Voie en charge de définir la globalisation. Ces penseurs avancent, dans un premier temps, que le niveau actuel des échanges commerciaux est supérieur à celui du XIX^e siècle, et concerne des biens et services plus variés. Surtout, l'actuelle économie mondiale est dotée d'un mécanisme inexistant un siècle auparavant : les marchés financiers, capables de réagir en quelques secondes à une information et d'en répercuter les effets aux quatre coins du globe tout aussi rapidement. Néanmoins, l'intérêt de l'argumentaire que développent les promoteurs de la Troisième Voie ne tient pas à cette simple réfutation des arguments de Hirst et Thompson. La démonstration à laquelle se livrent ces deux auteurs n'est, pour les *thirdwayers*, pas recevable car incomplète. Là où les deux auteurs, présentés comme des « sceptiques de la vieille gauche », ne voient dans la globalisation que l'*artefact* d'une « idéologie portée par les partisans du libre marché »³⁴², et l'assimilent, par conséquent, à une internationalisation de l'économie, les

³⁴⁰ Paul HIRST & Grahame THOMPSON, *Globalization in Question. The international Economy and the Possibilities of Governance*, Cambridge, Polity Press, 1996, 227 p.

³⁴¹ Grahame Thompson est un collaborateur de la revue « radicale » *Soundings*. Quant à Paul Hirst, décédé au début des années 2000, il se présentait lui-même comme un « marxiste althusérien ».

³⁴² Anthony GIDDENS, *Runaway...*, *op. cit.*, p. 9.

entrepreneurs de la Troisième Voie l'appréhendent comme un ensemble de processus plus complexes. La globalisation est ainsi un phénomène certes économique, mais également politique, technologique et culturel. Sa complexité se mesure également au fait qu'elle se manifeste tant au niveau mondial (ce qui en fait un '*in there phenomenon*') que local, dans la vie quotidienne de chacun ('*in here phenomenon*'). Ni « bonne », ni « mauvaise », productrice de richesses et de fractures diverses, la globalisation décrite par les penseurs de la Troisième Voie a donc des incidences en différents points de la société. Elle se rapproche ainsi de la notion de *fait social total* tel que l'entendaient Émile Durkheim ou Marcel Mauss³⁴³.

Anthony Giddens, dont le travail sur la modernité lui a permis de s'ériger en « penseur du global » au sein de l'espace public britannique³⁴⁴, considère que la globalisation prend naissance avec la mise en orbite du premier satellite, au cours des années 1960³⁴⁵. Cet évènement amorce en effet une modification des conceptions du temps et de l'espace au sein de la population mondiale. Les individus peuvent désormais, quelle que soit leur localisation géographique, avoir l'impression de vivre dans un « temps global » et standardisé. Dans une même logique, la notion de distance perd de son sens en se voyant privée d'une part de son objectivité. Les relations sociales peuvent dès lors s'extraire des contextes locaux d'interaction. Au « face-à-face » traditionnel s'ajoute, de ce fait, la possibilité d'établir des relations sociales au-delà des contraintes physiques. L'une des conclusions que Giddens croit pouvoir tirer de cette analyse est qu'elle infirme l'idée d'une « occidentalisation » du monde sous l'effet de la globalisation. Toutes les cultures nationales connaîtraient le même sort : extraites de leurs contextes originels, elles

³⁴³ Sur cette notion de « fait social total », voir notamment Émile DURKHEIM, *De la division du travail social*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 1986 [1893], 416 p.

³⁴⁴ Voir le chapitre 2.

³⁴⁵ Will HUTTON & Anthony GIDDENS, 'In Conversation', in Will HUTTON & Anthony GIDDENS (eds.), *On the Edge. Living with global Capitalism*, London, Jonathan Cape, 2000, p. 1.

rejailliraient dans le global, loin des catégories mentales de l'Occident ou de ce qui ne relève pas de l'*Occidental*³⁴⁶.

La définition première de la globalisation que livre Anthony Giddens est celle retenue par l'ensemble des penseurs de la Troisième Voie. On peut ajouter qu'elle se pare d'autant plus facilement d'une autorité symbolique que, ayant été produite par un universitaire au travers d'une réflexion prétendant à la *scientificité*, elle ne peut *a priori* être contestée que par d'autres arguments scientifiques. La neutralisation de toute contradiction sur un plan purement politique devient plus aisée. On peut également voir dans cet effort de théorisation un exemple intéressant d'« expertise instituante »³⁴⁷ tant le discours produit par Giddens sur la globalisation dépasse la description des faits pour mieux définir de manière presque définitive, et au travers de normes et de valeurs, ce qu'il est censé décrire. Enfin, le fait que le sociologue se soit astreint, au sein de l'espace de théorisation, à ce travail de définition n'est pas sans influence sur sa position au sein même de cet espace. Cet acte de codification, indispensable à la légitimation de la Troisième Voie, s'inscrit en cela dans une « économie des échanges linguistiques » propre aux univers académique et intellectuel³⁴⁸, et confère une autorité des plus évidentes au sociologue.

³⁴⁶ Joseph D. LEWANDOWSKI, 'Disembedded Democracy? Globalization and the "Third Way"', *European Journal of Social Theory*, 2003, vol. 6, n° 1, p. 118.

³⁴⁷ Robert CASTEL, « L'expert mandaté et l'expert instituant », in CRESAL, *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, Actes de la table ronde des 14-15 mars 1985, Saint-Étienne, Éditions du CRESAL, 1985, p. 92.

³⁴⁸ Voir à ce sujet le travail de relecture des travaux de Ferdinand Saussure par Pierre Bourdieu dans *Ce que Parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, 234 p.

2. La globalisation et la « communauté cosmopolite »

On peut trouver dans l'analyse à laquelle se livrent les penseurs de la Troisième Voie une forte propension à l'agrégation de « banalités »³⁴⁹. Leur propos, relativement convenu mais tendant à relativiser la dimension économique de la globalisation, peut par ailleurs laisser le champ libre à certaines interprétations. Il peut ainsi être perçu comme un moyen de ne pas trop se confronter à la question du « turbo-capitalisme »³⁵⁰ contemporain et, par là même, au rapport critique que cette question doit générer au cœur de tout projet se réclamant de la social-démocratie³⁵¹. Cette description de la globalisation fait cependant sens dès lors qu'est clairement posée la principale interprétation que les *thirdwayers* tirent de ce phénomène. La globalisation s'apparente en effet à une « action à distance »³⁵². Par conséquent, nous dit Anthony Giddens,

« Ma décision d'acheter un vêtement particulier, par exemple, ou un type de nourriture spécifique, a de multiples implications globales. Cela n'affecte pas seulement l'existence de quelqu'un vivant de l'autre côté de la planète, mais peut contribuer à un processus de déclin environnemental qui a en soi des conséquences potentielles pour l'ensemble de l'humanité. »³⁵³

C'est certainement au cœur de cet exemple que se situe, pour les penseurs de la Troisième Voie, la singularité de leur analyse. Est en effet suggéré en quelques mots le fait que la globalisation ne peut être réduite à une simple *internationalisation*. Sa complexité la conduit bien au-delà. Elle trouve une traduction adéquate dans l'idée d'interdépendance

³⁴⁹ Zacki LAÏDI, « Qu'est-ce que la troisième voie ? », Paris, *Esprit*, mars-avril 1999, n° 251, p. 44.

³⁵⁰ Pour reprendre le titre de l'essai de Edward LUTTWAK, *Le turbo-capitalisme : les gagnants et les perdants de l'économie globale*, Paris, Odile Jacob, 1999, 343 p.

³⁵¹ Nous considérerons que le travail de légitimation de la social-démocratie s'est traditionnellement construit au travers du rappel de ce rapport critique (voir notamment Alain BERGOUNIOUX & Bernard MANIN, *Le Régime social-démocrate*, Paris, PUF, coll. « Recherches politiques », 1989, 189 p.).

³⁵² Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 4.

³⁵³ 'My decision to purchase a particular item of clothing, for example, or a specific type of foodstuff, has manifold global implications. It not only affects the livelihood of someone living on the other side of the world but may contribute to a process of ecological decay which itself has potential consequences for the whole of humanity' (Anthony GIDDENS, 'Living in a post-traditional Society', in Ulrich BECK, Anthony GIDDENS & Scott LASH, *Reflexive Modernization...*, *op. cit.*, pp. 57-58).

ou, pour reprendre un terme de Geoff Mulgan, de « connexité »³⁵⁴. Le monde globalisé apparaît dès lors comme une vaste « communauté cosmopolite » au sein de laquelle évoluent des êtres interdépendants. Cette « communauté cosmopolite » est notamment au centre du discours que Tony Blair prononce à Chicago en avril 1999³⁵⁵, discours au travers duquel il entend justifier la « guerre juste » que l'OTAN mène alors au Kosovo. Cette intervention militaire, dont il sait qu'elle est moralement peu contestable car faisant suite aux « défaillances » de l'Occident face aux drames rwandais ou bosniaque, offre au Premier ministre britannique l'opportunité de développer sa « doctrine de la communauté internationale » :

« Il y a vingt ans, nous ne serions pas allés combattre au Kosovo. Nous lui aurions tourné le dos. Le fait que nous soyons engagés est le résultat d'un vaste ensemble de changements - la fin de la Guerre froide ; l'évolution technologique ; la propagation de la démocratie. Mais c'est plus que cela. Je crois que le monde a changé d'une manière plus fondamentale. La globalisation a transformé nos économies [...]. Mais la globalisation n'est pas qu'économique. C'est également un phénomène politique et de sécurité. Nous vivons dans un monde où l'isolationnisme a cessé d'avoir une raison d'être [...]. Nous sommes tous internationalistes désormais, que nous le voulions ou non. Nous ne pouvons refuser de participer aux marchés globaux si nous voulons prospérer. Nous ne pouvons ignorer les nouvelles idées politiques dans d'autres pays si nous voulons innover. Nous ne pouvons tourner le dos aux conflits et à la violation des Droits de l'Homme dans d'autres pays si nous voulons demeurer en sécurité. »³⁵⁶

³⁵⁴ Geoff MULGAN, *Connexity. Responsibility, Freedom, Business and Power in the new Century*, London, Vintage, 1998, voir plus spécifiquement les pages 19 à 34, au travers desquelles le fondateur de *Demos*, et proche conseiller de Tony Blair, développe son analyse de l'« Âge de la connexité ».

³⁵⁵ Tony BLAIR, 'Doctrine...', *op. cit.*

³⁵⁶ 'Twenty years ago we would not have been fighting in Kosovo. We would have turned our backs on it. The fact that we are engaged is the result of a wide range of changes - the end of the Cold War; changing technology; the spread of democracy. But it is bigger than that. I believe the world has changed in a more fundamental way. Globalisation has transformed our economies [...] But globalisation is not just economic. It is also a political and security phenomenon. We live in a world where isolationism has ceased to have a reason to exist [...] We are all internationalists now, whether we like it or not. We cannot refuse to participate in global markets if we want to prosper. We cannot ignore new political ideas in other countries if we want to innovate. We cannot turn our backs on conflicts and the violation of human rights within other countries if we want still to be secure' (Tony BLAIR, 'Doctrine...', *op. cit.*).

L'argument d'une inéluctabilité de la globalisation du monde se trouve bien évidemment conforté par ce type de discours. La globalisation est donc un « fait »³⁵⁷, dénué d'alternative. S'y opposer ou y résister, ajoute Ulrich Beck au lendemain du 11 septembre 2001, ne peut conduire qu'à l'accélération de cette réalité³⁵⁸. En frappant New York et Washington, le « terrorisme international » a en effet, sans le vouloir, engagé le monde dans une nouvelle phase de ce phénomène d'interdépendance ; une phase de globalisation de la politique, *via* l'émergence ou le renforcement de réseaux de coopération transnationale entre les États de la « communauté cosmopolite ».

- II - 'WE ARE ALL INTERNATIONALISTS NOW'³⁵⁹

Plus que l'accélération du processus d'intégration de l'économie mondiale, la globalisation doit donc être entendue comme un phénomène plus large de mise en interdépendance mondiale des institutions et des individus. Ce « constat » sert en partie de socle à la notion de « cosmopolitisme », récurrente dans la littérature de la Troisième Voie. Prisée par Anthony Giddens, cette notion doit certainement beaucoup à la réflexion de David Held. Professeur de Science politique à la *London School of Economics*³⁶⁰, David Held fonde principalement son analyse sur ce qu'il décrit comme un « effet paradoxal » de la globalisation. Cette dernière conduit, sous certains aspects, à l'affaiblissement de la

³⁵⁷ Tony BLAIR, 'The Power of the World Community', in Mark LEONARD, *Re-Ordering the World*, London, The Foreign Policy Center, 2002, p. 124.

³⁵⁸ Ulrich BECK, 'The Fight for a Cosmopolitan Future', *The New Statesman*, 5 November 2001, pp. 21-23.

³⁵⁹ Tony BLAIR, 'Doctrine...', *op. cit.*

³⁶⁰ Cofondateur en 1984, avec Anthony Giddens et John Thompson, des éditions Polity Press, David Held est également, quelques années plus tard, engagé dans l'aventure *New Times*, aux côtés de Stuart Hall et Martin Jacques, mais également d'individus qui, tels Geoff Mulgan ou Charles Leadbeater, seront au centre des cercles « blairistes » dans les années 1990. David Held se concentre, dès le début de cette même décennie, sur l'émergence d'un « ordre global cosmopolite » aux potentialités politiques et démocratiques en pleine évolution. Il devient ainsi l'une des principales figures d'un courant « transnational » au sein de sa discipline universitaire.

démocratie, de la transparence et de la responsabilité au sein de l'État-nation. Elle donne cependant lieu, sous d'autres aspects, à l'émergence d'alternatives politiques à d'autres niveaux que celui de la nation. La démocratie peut dès lors devenir, selon David Held, une réalité « transnationale », « cosmopolite »³⁶¹. Une nouvelle fois, sous couvert de l'analyse objective, c'est la thèse d'un décalage entre la « réalité » des faits et les pratiques des différents systèmes économiques, politiques et sociaux en vigueur qui est avancée.

1. L'État-nation et l'ordre global cosmopolite

Si elle redéfinit les relations internationales, l'émergence de la démocratie cosmopolite ne sonne pas la fin inexorable de l'État-nation. La position des *thirdwayers* est ainsi relativement bien résumée dans les propos d'Anthony Giddens lorsqu'il affirme que les « États-nations demeurent les agents les plus importants sur la scène internationale »³⁶². Si les résultats financiers de multinationales peuvent être supérieurs au niveau du Produit Intérieur Brut (PIB) de certains pays, l'État-nation, dans son acception générique, conserve une puissance incomparable. Il la tire de sa capacité à contrôler son territoire ou de l'existence d'une force militaire à sa seule disposition. Cette institution ne s'est pas, contrairement à ce qu'ont pu affirmer certains auteurs « hyperglobalistes », dissout dans l'ébranlement global de la fin du XX^e siècle³⁶³.

La position des États sur la scène internationale doit cependant être réévaluée. L'importance des entreprises globalisées ainsi que celle d'organisations non-

³⁶¹ Voir notamment David HELD, *Models of Democracy*, 2^d Edition, Cambridge, Polity Press, 1996, pp. 353-360 ; *Political Theory and the modern State. Essays on State, Power and Democracy*, Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1989, 265 p ; ainsi que 'Democracy, the Nation-State and the global System', in David HELD, *Political Theory Today*, Stanford (Cal.), Stanford University Press, 1991, pp. 197-235.

³⁶² Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 122.

³⁶³ Voir notamment l'analyse radicale de Kenichi OHMAE, *The End of the Nation States. The Rise of the regional Economies*, London, Harper Collins, 1995 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Michel LE SEAC'H, *De l'État-nation aux État-régions*, Paris, Dunod, 1996, 214 p.

gouvernementales donnant vie à une société civile cosmopolite même embryonnaire incitent à définir avec précision le rôle et l'importance de chacun. À cela s'ajoute un autre facteur, mis en lumière par David Held, et confortant la situation d'interdépendance mondiale déjà évoquée :

« La mondialisation économique n'intervient pas dans un système politique immobile : celui-ci connaît, lui aussi, des changements de forme et de fond. L'une des caractéristiques de cette évolution est la naissance d'une "politique planétaire". Un événement survenu en un point du globe peut très vite avoir des ramifications dans le monde entier. Une activité politique centrée sur un espace infra-étatique donné - ville ou région - se trouvera souvent prise dans des réseaux beaucoup plus larges d'interaction. »³⁶⁴

La « politique planétaire » conduit donc à déconsidérer le clivage entre le « territorial » et le « non-territorial ». Pour David Held, elle retirerait ainsi une partie de sa substance à l'idée même d'« étranger ». Dès lors, les rivalités entre puissances, les affrontements guerriers ou les échanges commerciaux entre États, c'est-à-dire les éléments qui traditionnellement donnaient forme à la « politique étrangère » des États-nations, n'ont plus la même résonance. Poursuivant ce raisonnement, Tony Blair annonce la fin de la frontière entre politique intérieure et politique internationale. Désormais,

« [...] s'attaquer au terrorisme aux États-Unis, c'est composer avec les difficultés [...] dans les montagnes d'Afghanistan ; apporter la sécurité économique à une seule ville dans le Nord de l'Angleterre, c'est s'adresser à la machinerie internationale de la finance globale. »³⁶⁵

Le modèle westphalien, né au sortir de la guerre de trente ans, en 1648, n'est, par conséquent, plus opérant³⁶⁶. Il est en outre dépassé par l'émergence de nouveaux

³⁶⁴ David HELD, *Global Covenant. The Social Democratic Alternative to the Washington Consensus*, Cambridge, Polity Press, 2004 ; traduit de l'Anglais par Rachel BOUYSSOU, *Un Nouveau contrat mondial. Pour une gouvernance social-démocrate*, Paris, Les Presses de Sciences po, coll. « Nouveaux débats », 2005, p. 137.

³⁶⁵ '[...] tackling terrorism in the USA means dealing with issues [...] in the mountains of Afghanistan; bringing economic security to just one town in northern England means addressing the international machinery of global finance' (Tony BLAIR, 'The Power...', *op. cit.*, p. 120).

³⁶⁶ C'est ce qu'affirme sans ambages le diplomate Robert Cooper, conseiller de Tony Blair en matière de politique étrangère. À la tête du *Cabinet's Defence and Overseas Secretariat* puis, après les événements du 11 septembre 2001, représentant spécial du gouvernement britannique en Afghanistan, Robert Cooper

problèmes, relevant essentiellement de registres sociaux et environnementaux, et méconnaissant la notion de frontière : la pollution, le terrorisme international, le développement d'épidémies à des échelles régionales, etc. Ces problèmes induisent de repenser la pertinence des liens inter-étatiques comme seuls et uniques moyens d'action. D'autres acteurs - les ONG, les mouvements sociaux mondiaux ou les multinationales, entre autres - ont droit au chapitre sur de telles questions. Ils le peuvent d'autant plus qu'ils ont, pour certains, su concurrencer le pouvoir des États en leur opposant un *soft power*. Faite de négociations, de pressions ou de diffusions d'informations, cette forme de pouvoir a pour dessein de soumettre au débat la prise de décisions relatives à de grands problèmes internationaux. Les campagnes internationales menées en faveur de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres depuis le début des années 2000, ou, quelques années auparavant, pour l'adoption de normes environnementales lors du Sommet de Rio traduisent ainsi la naissance progressive d'une « société civile cosmopolite »³⁶⁷.

Désormais partenaires, les composantes de la société civile cosmopolite et les États participent, selon Held, Giddens ou Beck, à l'exercice d'une gouvernance mondiale fonctionnant sur différents plans et à partir de multiples centres. Cette gouvernance peut ainsi nécessiter l'intervention d'institutions ou d'organismes étatiques, non-étatiques, inter-étatiques, supra-étatiques, infra-étatiques ou locaux, et donner naissance à des réseaux de « politiques publiques mondiales »³⁶⁸. La gouvernance mondiale ainsi esquissée nourrit une critique qui, on le verra par la suite, est régulièrement adressée à la Troisième

affirme également que la principale menace du XXI^e siècle réside dans les armes de destruction massive aux mains du terrorisme international. Voir Robert COOPER, *The Breaking of Nations. Order and Chaos in the Twenty-First Century*, Atlantic Books, 2003 ; traduit de l'Anglais par Philippe ROUARD, *La Fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, Paris, Denoël, 2004, 210 p.

³⁶⁷ Ulrich Beck ajoute à ces exemples celui du « consommateur politique », capable de combattre le « capital transnational » en refusant d'acheter certains produits pour des raisons éthiques ou politiques (Ulrich BECK, *Macht und Gegenmacht im globalen Zeitalter*, Frankfurt, Suhrkamp, 2002 ; traduit de l'Allemand par Aurélie DUTHOO, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003, p. 434).

³⁶⁸ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, pp. 150-151.

Voie ; celle d'une tentative de dépolitisation. Pour l'universitaire Chantal Mouffe³⁶⁹, le système de gouvernance ainsi proposé rendrait compte avec acuité de l'« ambition » des « nouveaux progressistes ». Il n'y aurait en effet qu'une seule issue à cette reconfiguration des relations internationales : une lente négociation entre associations, institutions gouvernementales et groupes d'intérêts, dont la principale impulsion serait de résumer la politique à la simple résolution de problèmes techniques divers³⁷⁰. Au-delà de ces polémiques, on peut cependant ajouter que le constat dressé par les promoteurs de la Troisième Voie a deux autres conséquences majeures : une relecture de la souveraineté, d'une part, et la nécessité d'édifier - ou de conforter - une « démocratie cosmopolite », d'autre part.

2. De la citoyenneté mondiale

Si, comme l'avancent de nombreux *thirdwayers*, l'État-nation n'est pas balayé par la globalisation, son emprise politique sur la scène internationale est cependant à relativiser. Partant, ce sont également ses prétentions en matière de souveraineté qui doivent être reconsidérées, voire, pour Anthony Giddens, « radicalement réorganisées »³⁷¹. La représentation classique d'une souveraineté se déployant à l'intérieur de frontières étatiques n'a plus grand sens au sein de la gouvernance mondiale. Elle n'est plus adaptée à

³⁶⁹ L'universitaire Chantal Mouffe est notamment l'auteur en 1985, avec Ernesto Laclau, du remarquable *Hegemony and socialist strategy: Towards a radical democratic Politics*. Les auteurs, proches du post-structuralisme et engagés dans une contestation du « Marxisme essentialiste orthodoxe », y défendent l'idée de la constitution, au sein d'une démocratie « plurielle et radicale », d'un pôle d'intellectuels « radicaux et démocrates », sensibles aux identités portées par les « nouveaux mouvements sociaux » et aux problématiques liées à la sexualité, aux genres, à l'ethnicité ou à l'environnement. Les idées développées dans *Hegemony...* vont connaître un réel succès et entraîner dans le sillage de Mouffe et Laclau de jeunes philosophes, souvent rassemblés sous le terme générique d'Essex School. (Voir Jules TOWNSEND, 'Laclau and Mouffe's hegemonic Project: the Story so far', *Political Studies*, vol . 52, n° 2, June 2004, pp. 269-288).

³⁷⁰ Chantal MOUFFE, 'Cosmopolitan Democracy or multipolar World Order?', *Soundings*, n° 28, Winter 1998, p. 67.

³⁷¹ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 123.

la prise en charge de questions et de maux de plus en plus transversaux. La globalisation a ainsi, selon la formule de David Held, produit un « décrochement » de la relation traditionnellement établie entre la souveraineté, la territorialité et le pouvoir politique³⁷². Le recours souhaité par ce même David Held, lorsque cela s'impose, au principe de subsidiarité marque, en ce sens, un affaiblissement de la souveraineté étatique. Il ne s'agit cependant pas d'opposer droit international et droit national, et d'accorder, à terme, un avantage certain au premier sur le second. La gouvernance en construction ne doit pas conduire à l'existence d'une institution en surplomb des autres. Les problèmes environnementaux fournissent un exemple concret de cet impératif. Les industries polluantes, entre autres risques et menaces modernes, peuvent faire l'objet d'une régulation et d'un contrôle locaux. Ce contrôle peut, par la suite, être complété à un niveau régional en fonction de standards transnationaux. Enfin, une évaluation internationale - ou globale - peut être réalisée à l'aune de l'impact de ces sources de pollution sur l'existence de populations vivant dans d'autres pays³⁷³. Il n'y a donc pas concurrence entre les différents niveaux de pouvoirs, mais collaboration et complémentarité. Ce dernier élément conduit logiquement à s'interroger sur ce que les penseurs de la Troisième Voie *ont à dire* de l'Union Européenne. La *question européenne* n'a jamais constitué en soi un point central du débat au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie, en dépit des efforts répétés de certains, David Marquand ou Will Hutton notamment. Elle le devient cependant dès lors qu'elle intègre la thématique du cosmopolitisme. L'Union Européenne (UE) est alors perçue par certains penseurs du « nouveau progressisme » comme le parfait « prototype »³⁷⁴ de la gouvernance cosmopolite, quand bien même elle continuerait de souffrir d'une certaine carence démocratique³⁷⁵. Dans un document publié quelques

³⁷² David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 156.

³⁷³ David HELD, 'How to Rule the World', *The New Statesman*, 29 August 1997, pp. 28-30.

³⁷⁴ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 130.

³⁷⁵ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 142.

semaines après l'appel de Joshka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères, à un engagement ferme en faveur du fédéralisme européen, Anthony Giddens affirme que la question ne se situe pas à ce niveau³⁷⁶. Il ne s'agit pas, pour le sociologue, de déterminer qui, du fédéralisme ou de l'« État minimal de marché », offre le plus de perspective à l'évolution européenne. Ce qui doit primer, c'est l'idée que l'UE est « une expérience de gouvernement transnational » dont doit bénéficier le reste du monde. Elle est en effet la meilleure réponse actuelle à la globalisation ; une globalisation dont elle a compris les contraintes, puisqu'elle s'adresse tant aux États membres qu'à leurs régions, mais également les vertus. Le Parlement européen doit ainsi, pour David Held, servir de référence à la nécessaire constitution d'instances régionales de représentation à travers le monde. De plus, les organes de justice de l'Union demeurent, aux yeux d'Anthony Giddens, les outils les plus probants pour promouvoir le « régime cosmopolite global »³⁷⁷ dans lequel doit s'accomplir la redéfinition de la souveraineté.

La souveraineté à plusieurs niveaux doit conduire, nous l'avons vu, à reconsidérer la souveraineté étatique dans ce qu'elle a de plus classique. Elle doit, logiquement, contraindre à faire de même avec l'idée de citoyenneté. Les individus étant désormais « interconnectés » - « Tous internationalistes », pour reprendre les termes de Tony Blair -, et leur existence concernée par des décisions prises hors du simple cadre national, ils peuvent prétendre à une « citoyenneté mondiale ». Plus précisément, la citoyenneté des individus s'exprime désormais au sein de tous les espaces où sont prises des décisions touchant à leurs « intérêts vitaux »³⁷⁸. Des « opportunités de citoyenneté » peuvent ainsi

³⁷⁶ Anthony GIDDENS, 'A Third Way for the European Union', in Mark LEONARD, *The Future Shape of Europe*, London, Foreign Policy Center, 2001.

www.lse.ac.uk/collections/globaldimensions/globalisation/aThirdWayforTheEuropeanUnion/Default.htm

³⁷⁷ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 161.

³⁷⁸ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 197.

être dégagées tant aux niveaux local, national, régional que global. La citoyenneté mondiale - c'est-à-dire l'agrégation de ces différents niveaux - consiste donc, pour reprendre les termes de Jürgen Habermas, dont la réflexion guide David Held, en un « *continuum* »³⁷⁹ civique.

3. Protéger le cosmopolitisme

La définition que David Held donne de la citoyenneté mondiale ouvre, par ailleurs, d'autres champs de compréhension du cosmopolitisme. Cette citoyenneté est :

« [...] construite sur les droits et les devoirs fondamentaux de tous les êtres humains [Elle] garantit l'autonomie de chaque homme et reconnaît la capacité des hommes à se gouverner de manière autonome à tous les niveaux des affaires humaines »³⁸⁰.

Cette citoyenneté, nous dit ce héraut de l'École transnationaliste, est, dans ses multiples formes, ancrée « dans des règles et principes généraux clairs et bien établis »³⁸¹. Ce sont donc ces « règles et principes généraux » qu'il convient de présenter. David Held se montre à ce sujet très explicite : ces règles et principes s'agrègent dans un « patrimoine commun de l'Humanité », un ensemble de normes cosmopolites et, par là même, universelles, constituant la *matrice* de la démocratie cosmopolite. Même si elle sollicite l'« universalisme », la réflexion de David Held nourrit une critique prompte à ne voir dans le « globalisme démocratique » qu'un ethnocentrisme ou, pire, un impérialisme occidental drapé dans un humanisme convenu. Sans totalement recouper l'appel de Robert Cooper à

³⁷⁹ « Seule une citoyenneté démocratique qui ne s'enferme pas dans le particularisme peut ouvrir la voie à une *citoyenneté mondiale* [...]. La citoyenneté étatique et la citoyenneté mondiale forment un *continuum* dont on commence déjà à voir les linéaments » (Jürgen HABERMAS, *Between Facts and Norms: Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1996, cité in David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 198).

³⁸⁰ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 198.

³⁸¹ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 199.

un « nouvel impérialisme, [...] compatible avec les droits de l'Homme et les valeurs cosmopolites »³⁸², David Held, tout comme Tony Blair ou Mark Leonard³⁸³, ne cherche cependant pas à nier la dimension explicitement libéral-démocrate de son travail théorique. Pour autant, affirme-t-il, si ces valeurs sont nées en Occident avec la modernité, leur caractère « fondamental » fait qu'elles sont désormais intégrées et respectées en tout point du globe³⁸⁴. On trouve ainsi, au premier rang des valeurs sur lesquelles doit reposer l'ordre global, celles traditionnellement associées à la démocratie dans sa plus large acception. Le système démocratique est ainsi clairement défini comme reposant principalement sur des élections pluralistes et disputées³⁸⁵. Le non-respect de cette « valeur » permet dès lors de tracer d'une main ferme la ligne séparant le cosmopolitisme de ses adversaires que sont le nationalisme et l'autoritarisme. L'autre valeur clef sur laquelle peut s'appuyer la démocratie cosmopolite est le respect des Droits de l'Homme et, notamment, celui de l'égalité des êtres. Le libéralisme politique qui parcourt de toute évidence ces valeurs « universelles » est pleinement assumé et justifié par David Held. Le « droit constitutionnel mondial » doit en effet se voir assigner pour principal dessein de « borner le pouvoir et la liberté d'action de l'État » au profit de l'autonomie de

³⁸² Robert COOPER, 'Why we still need Empires', *The Observer*, 7 April 2002. Robert Cooper estime que les « États post-modernes » que sont les démocraties occidentales sont cernés par des états défaillants où règnent le chaos et le désordre, et qui, par conséquent, menacent l'humanité. La mission de l'Occident est donc de diffuser l'ordre, la liberté et la stabilité qui le caractérisent, par la force si nécessaire. Ce « nouvel impérialisme » n'est donc pas justifié par des raisons économiques et matérielles, mais par un souci de stabilité profitable à tous.

³⁸³ Mark Leonard, directeur du *Foreign Policy Center* suggère que « Francis Fukuyama a raison d'affirmer que nous avons atteint la fin de l'Histoire, dans la mesure où il n'y a pas d'alternative cohérente à la démocratie libérale » (Mark LEONARD, 'The Contours of a World Community', in Mark LEONARD, *Re-Ordering...*, *op. cit.*, p. xvi).

³⁸⁴ Et le politiste de paraphraser le théoricien du droit Bruce Ackerman : 'There is no nation without a woman who yearns for equal rights, no society without a man who denies the need for deference and no developing country without a person who does not wish for the minimum means of subsistence so that they may go about their everyday lives' (David HELD, 'Violence, Law and Justice in the global Age', in Mark Leonard, *Re-Ordering...*, *op. cit.*, p. 64).

³⁸⁵ On renverra, pour s'en convaincre, au texte de Jack Straw, ministre des Affaires étrangères, relatif au devenir de l'Afghanistan au lendemain de l'intervention militaire menée au nom de la « communauté internationale » : Jack STRAW, 'Order out of Chaos: The Challenge of failed State', in Mark LEONARD, *Re-Ordering...*, *op. cit.*, pp. 98-103.

l'individu. Ce dernier, citoyen multiple, est donc désormais placé au centre d'un « ordre libéral international » en formation³⁸⁶.

L'ordre libéral international doit être porté par des institutions redessinées³⁸⁷ ou créées *ex nihilo*³⁸⁸. En outre, le fait pour un état de menacer cet ordre a des conséquences sur l'effectivité de sa souveraineté. Tout État contrevenant aux règles et aux valeurs de l'ordre libéral international s'expose en effet, dans un premier temps, à l'ingérence des institutions gardiennes de la démocratie cosmopolite. Ces institutions peuvent ainsi être amenées à constater, qualifier et condamner l'atteinte au droit de la démocratie mondiale. L'Organisation des Nations Unies demeure la première de ces institutions aux yeux de nombreux penseurs de la Troisième Voie, et ce en dépit des insuffisances qu'ils lui attribuent. La Troisième Voie rejoint donc sur ce point un débat initié à la fin des années 1980 par Bernard Kouchner ou Mario Bettati, débat structuré autour des modalités d'exercice d'un éventuel « droit d'ingérence »³⁸⁹.

La réponse de la démocratie mondiale à ses ennemis peut cependant aller plus loin. Son droit recoupe alors celui de la guerre. Au nom du respect des valeurs sur lesquelles repose l'ordre libéral international, l'intervention militaire « préventive » devient légitime. Elle est même présentée comme « l'application musclée du droit international »³⁹⁰. Tony Blair fait sien ce raisonnement lorsqu'il justifie, en 2001, l'intervention alliée s'annonçant en Afghanistan, au lendemain des attentats du 11 septembre. Si la « communauté

³⁸⁶ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 209.

³⁸⁷ Anthony Giddens, David Held ou Tony Blair en appellent, par exemple, à l'émergence d'un conseil de sécurité onusien pleinement effectif face aux menaces pesant sur la démocratie cosmopolite.

³⁸⁸ Les créations d'une cour pénale internationale permanente n'ayant pas à se conformer à l'accord particulier de chaque État, d'une cour internationale des droits de l'Homme, ou d'une seconde chambre au sein de l'ONU, en charge de la représentation des parlements des états membres.

³⁸⁹ Voir notamment Mario BETTATI & Bernard KOUCHNER, *Le devoir d'ingérence. Peut-on les laisser mourir ?*, Paris, Denoël, 1987 ; et Mario BETTATI, « Le droit d'ingérence : sens et portée », *Le Débat*, novembre-décembre 1991, n° 67, pp. 4-15.

³⁹⁰ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 239.

mondiale », dont il a exposé la doctrine deux ans auparavant, peut faire preuve de « compassion », elle doit également affirmer avec une même détermination sa capacité à user de la force³⁹¹. Le libéralisme ne doit ainsi pas s'interdire d'être « rude » (*'rough'*)³⁹² avec ce qui le menace.

L'activation de ce dispositif de protection de l'ordre cosmopolite trouve, on l'a dit, sa première application concrète dans l'intervention « alliée » au Kosovo. Cette opération militaire ne laisse cependant pas d'interroger. Dépourvus d'un mandat de l'ONU, les alliés pouvaient-ils légitimement se réclamer de l'ordre libéral international comme l'affirme Tony Blair ? Ils le pouvaient, et ce pour une raison qui mérite d'être mise en avant tant elle renseigne, à notre sens, sur ce qu'est vraiment ce « nouvel ordre global » aux yeux de ses partisans. Les troupes occidentales, qui se sont déployées sur le territoire Kosovar et ont, par là même, déchu la Serbie de Milosevic de sa souveraineté, opéraient sans mandat international explicite. Privée de base légale, cette intervention disposait cependant d'un autre fondement, tout aussi puissant que le droit : la légitimité morale. Cette substitution d'une légitimité à une autre est en effet rendue possible par la conciliation que le droit de la démocratie cosmopolite réalise entre le juridique et la morale³⁹³. Cette substitution est, ici, d'autant plus aisée à justifier que le conflit au Kosovo fait suite à différents événements particulièrement contestés et critiqués : l'engagement des « alliés » lors la première guerre du Golfe et l'incurie occidentale en Bosnie et au Rwanda. Or, c'est justement sur le terrain de la morale que s'étaient construites la plupart de ces critiques.

³⁹¹ Tony BLAIR, *Speech at the Labour Party Conference*, 2 October 2001.

³⁹² Anthony GIDDENS, in Anthony GIDDENS & Ralf DAHRENDORF, (entretien organisé par Frédéric Michel), « Nous récupérerons les valeurs de l'Occident », octobre 2001, <<http://www.policy-network.org>>.

³⁹³ David Held ne dit pas autre chose lorsqu'il évoque l'existence d'un « pont jeté entre la morale et le droit ». (David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 220).

Ce recours à la morale et l'horizon qu'il dessine sont, par ailleurs, explicitement décryptés par Anthony Giddens. La guerre du Kosovo ne se résume pas, selon lui, en la simple opposition d'un seul État face à une coalition d'autres États. Pour le sociologue, le conflit met aux prises un « nationalisme territorial dépassé » et un interventionnisme, « nouveau » et « éthique », sous la bannière duquel s'unit la communauté internationale³⁹⁴. Il est dès lors, pour paraphraser Mary Kaldor³⁹⁵, professeure à la LSE, des guerres anciennes et des guerres nouvelles. Les premières se faisaient pour des territoires. Les secondes, « justes » et marquées par la globalisation, se font et se feront pour des valeurs³⁹⁶.

L'épisode Kosovar ainsi justifié, se pose logiquement la question du bien-fondé de l'intervention en Irak. Cette dernière doit, si l'on en croit le Premier ministre britannique, être comprise comme une réaction au caractère despotique - et donc *anti-cosmopolite* - du régime de Saddam Hussein. David Held s'oppose pourtant à cette lecture. Il ne peut, pour ce théoricien du cosmopolitisme, être établi de parallèle entre l'Irak et le Kosovo. Si, dans les deux cas, un État a prétendu défier les règles et valeurs qui fondent l'ordre libéral international, la différence se situe, pour l'universitaire, dans le mode opératoire adopté par les « défenseurs » de la démocratie. L'épuration ethnique menée par les Serbes nécessitait de passer au plus vite à la phase militaire d'affirmation des valeurs cosmopolites. À l'opposé, la menace présumée que le pouvoir irakien faisait peser sur la

³⁹⁴ Anthony GIDDENS, *Runaway...*, *op. cit.*, p. 18.

³⁹⁵ Mary KALDOR, *New and old Wars*, Cambridge, Polity Press, 1999.

³⁹⁶ Une intervention militaire comme celle déployée au Kosovo, symbole de la « guerre juste » pour Tony Blair, doit être décidée après la prise en compte de cinq considérations : *'First, are we sure of our case ? War is an imperfect instrument for righting humanitarian distress ; but armed force is sometimes the only mean of dealing with dictators. Second, have we exhausted all diplomatic options ? We should always give peace every chance, as we have in the case of Kosovo. Third, on the basis of a practical assessment of the situation, are there military operations we can sensibly and prudently undertake ? Fourth, are we prepared for the long term ? In the past we talked too much of exit strategies. But having made a commitment we cannot simply walk away once the fight is over ; better to stay with moderate numbers of troops than return for repeat performance with larger numbers. And finally, do we have national interests involved ? The mass expulsion of ethnic Albanians from Kosovo demanded the notice of the rest of the world'* (Tony BLAIR, 'Doctrine...', *op. cit.*).

sécurité de la communauté internationale impliquait, en raison de son caractère très hypothétique, que se poursuivent, sous l'égide de l'ONU, les négociations diplomatiques. On notera néanmoins que la critique de David Held, rare penseur de la Troisième Voie à s'être exprimé sur le sujet, ne s'adresse en fait qu'à l'administration Bush³⁹⁷. Le politiste semble ainsi, indirectement, se refuser à confondre totalement les positions des néo-conservateurs états-unis et du gouvernement Blair. Deux éléments peuvent être avancés pour éclairer ce choix. Le premier tient certainement à la volonté dont a fait montre le Premier ministre britannique d'aboutir à l'adoption d'une résolution des Nations Unies avant tout engagement de troupes militaires en Irak. Cette attitude, finalement vaine, permet vraisemblablement de préserver un lien, même ténu, entre les principes guidant le cosmopolitisme et le choix final de l'option militaire britannique. Le second élément de réponse est peut-être à chercher dans le camp des néo-conservateurs nord-américains. Si certains d'entre eux n'hésitent pas à considérer Tony Blair comme l'un des leurs³⁹⁸, le discours que prononce le penseur néo-conservateur Charles Krauthammer en février 2004 s'avère bien plus nuancé. Invité par le puissant *think tank* états-unien *American Enterprise Institute* à s'exprimer lors de la *Irving Kristol Lecture*, Krauthammer oppose en effet le « réalisme démocratique » auquel il adhère, et auquel les néo-conservateurs devraient selon lui également se rallier, au « globalisme démocratique » que caractériserait notamment la vision du monde de Tony Blair³⁹⁹. Il reproche à la seconde « école » son « universalisme, son engagement sans fin envers la liberté, et sa vocation à porter le drapeau de la démocratie partout » où elle le peut. La différence majeure entre le « réalisme démocratique » et le « globalisme démocratique » réside par conséquent dans le

³⁹⁷ Voir l'introduction de David HELD, *Un nouveau...*, *op. cit.*

³⁹⁸ L'économiste « néo-conservateur » Irwin Stelzer fait figurer l'un des discours de Tony Blair dans l'anthologie du néo-conservatisme qu'il publie en 2005, aux côtés de textes de Robert Kagan, Irving et William Kristol, Robert Perle, etc. : Irwin STELZER, *The Neocon Reader*, New York, Grove Press, 2005.

³⁹⁹ Charles KRAUTHAMMER, *Irving Kristol Lecture*, Washington, IEA, 10 February 2004.

fait que, pour le premier, seul un enjeu stratégique doit justifier une intervention militaire. Contrairement à ceux du « globalisme démocratique », les partisans du « réalisme démocratique » estiment ainsi qu'une considération humanitaire - l'oppression ou la destruction d'une population - ne justifie pas à elle seule l'action des démocraties.

- III - FACE AU CAPITALISME GLOBALISÉ

Énumérant, dans *The Third Way and its Critics*, les principaux procès instruits contre le « nouveau radicalisme », Anthony Giddens relève que la critique la plus souvent formée par ceux qu'il associe à la « gauche la plus traditionnelle » suggère l'acceptation par les *thirdwayers* du cadre néolibéral des marchés⁴⁰⁰. Le rejet des politiques macro-économiques keynésiennes⁴⁰¹, le choix de se conformer, au contraire, à une certaine orthodoxie budgétaire et financière⁴⁰², ou le recours à un discours vantant les qualités « pluralistes » et « novatrices » des marchés peuvent *a priori* laisser peu de place au doute quant aux orientations des néo-travailleurs⁴⁰³. Elles confèrent en effet de forts accents monétaristes au parti « de gauche ». Ces positions semblent également tout aussi assumées au sein de la partie du « monde des idées » mobilisée pour « penser la Troisième Voie ». Avançant le récent recul de la pauvreté dans les économies des « tigres asiatiques »,

⁴⁰⁰ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 22.

⁴⁰¹ On rappellera toutefois que si la *policy review* que le Parti travailliste mène entre 1987 et 1991 conduit à contester officiellement le keynésianisme, son abandon est largement amorcé par le gouvernement Callaghan, en 1976, sous l'impulsion du FMI.

⁴⁰² Outre l'engagement préélectoral pris par le *New Labour*, en 1997, de ne pas dépasser le niveau de dépenses fixé par le dernier gouvernement conservateur, les néo-travailleurs ont également accordé son indépendance à la Banque nationale britannique.

⁴⁰³ On ajoutera que depuis son départ de la présidence de la *Federal Bank* en début d'année 2006, Alan Greenspan est devenu un conseiller officiel du Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown.

Anthony Giddens affirme ainsi vouloir « résister à l'idée que l'expansion de l'économie globale produit partout de plus grandes inégalités »⁴⁰⁴.

Peut-on pour autant considérer que la question du rapport critique au capitalisme, essentielle à la définition que les sociaux-démocrates ont traditionnellement donnée de leur doctrine, est abandonnée par la Troisième Voie ? La réponse à cette question s'avère relativement complexe. Elle permet en effet de rappeler le caractère poreux et mouvant de l'espace de théorisation en y instituant une ligne de démarcation. Cette dernière, parfois fluctuante, conduit à distinguer deux courants. Le premier estime nécessaire une forme de régulation de cet « animal différent » qu'est le capitalisme de *l'après-1989* (un capitalisme sans « ennemi »). Le second ne croit, pour sa part, qu'en une adaptation aux nouvelles contraintes et exigences accompagnant ce système économique. Il se dégage en outre de certains écrits la volonté de dépasser cette conflictualité pour mieux explorer l'« autre versant du capitalisme ».

1. Adapter le capitalisme

La visibilité médiatique croissante du mouvement « altermondialiste », ou l'évidence des excès répétés de la globalisation économique en divers points du globe peuvent éclairer le renforcement, à la fin des années 1990, de la réflexion des *thirdwayers* sur l'attitude à adopter face au « nouveau capitalisme » mondial. Différents acteurs de l'espace de théorisation s'attellent alors à « répondre » aux critiques et attentes altermondialistes, et à conférer à la Troisième Voie une posture « responsable » vis-à-vis du capitalisme global⁴⁰⁵. La volonté de réguler le capitalisme et ses principaux instruments

⁴⁰⁴ Anthony GIDDENS in 'Anthony Giddens and Will Hutton in Conversation', in Anthony GIDDENS, & Will HUTTON (eds.), *On the Edge. Living with global Capitalism*, London, Jonathan Cape, 2000, p. 16.

⁴⁰⁵ L'un des exemples les plus significatifs reste la publication par *Demos* de l'essai de John Lloyd. Considérant comme pertinentes certaines questions soulevées par les altermondialistes, ce journaliste et proche de Tony Blair entreprend cependant de souligner que la gauche gouvernementale, parce qu'elle accepte l'exercice du pouvoir, demeure la seule apte à prendre en charge les problèmes globaux (John

que sont les marchés mondiaux est cependant présente au sein de l'espace de théorisation dès sa constitution, c'est-à-dire bien avant les événements de Seattle en 1999. On en trouve ainsi trace, en 1994, dans la tentative d'Anthony Giddens de dessiner les contours du « futur de la politique radicale »⁴⁰⁶ :

« Si la force d'opposition du socialisme s'est émoussée, un système capitaliste doit-il régner sans être contesté ? Je ne le pense pas. Des marchés capitalistes non contrôlés conservent nombre des conséquences néfastes signalées par Marx, dont la prédominance d'un culte de la croissance, la *marchandisation* universelle et la polarisation économique. »⁴⁰⁷

John Gray, pourtant proche des néo-libéraux thatchériens dans les années 1980, se montre tout aussi réservé quant à cet « imprudent pari » qui consiste à supposer que la « poursuite des profits » résoudra à terme les « vastes dangers » que le « *laisser-faire* global » fait peser sur l'« équilibre écologique général » ou sur le sort des « travailleurs »⁴⁰⁸. Si, d'une manière générale, les *thirdwayers* tendent à percevoir le « nouveau capitalisme » comme une source inégalée de richesse et d'innovation, nombreux sont donc ceux entendant favoriser une « politique d'intervention dans la vie économique »⁴⁰⁹.

Radicalement transformé par sa globalisation et par l'effondrement du communisme, le capitalisme déploie plus que jamais ses effets aux niveaux international, national et local. Sa régulation doit, de fait, suivre ce mouvement et s'y adapter. Au-delà du soutien

LLOYD, *The Protest Ethic. How the anti-globalisation Movement Challenges Social Democracy*, London, Demos, 2001, 94 p).

⁴⁰⁶ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*

⁴⁰⁷ 'If the oppositional force of socialism has been blunted, must a capitalist system reign unchallenged? I don't think so. Unchecked capitalistic markets still have many of the damaging consequences to which Marx pointed, including the dominance of a growth ethic, universal commodification and economic polarization.' (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 11).

⁴⁰⁸ John GRAY, *False dawn. The Delusions of global Capitalism*, London, Granta Books, 1999, pp. 199-200.

⁴⁰⁹ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 134.

Voir également l'analyse et l'argumentation d'un autre « économiste » de la Troisième Voie, John KAY, *The Truth about Markets*, London, Allen Lane, 2003.

symbolique et mesuré qu'Anthony Giddens apporte à la création d'une taxe internationale s'inspirant de la « taxe Tobin »⁴¹⁰, la discussion autour de la régulation du capitalisme prend essentiellement deux formes. La première, soutenue par un courant transnationaliste, pose les jalons théoriques d'une vaste gouvernance économique globale. La seconde, essentiellement pensée par des individus revendiquant, pour certains, leur lien avec le keynésianisme, s'inscrit plus nettement dans le cadre national britannique.

1. 1. Une régulation social-démocrate globale

Les propositions dessinant les contours de cette « nouvelle » régulation reposant sur des « principes sociaux-démocrates »⁴¹¹ tendent autant vers un contrôle du capitalisme que vers le soutien à la « prospérité et [au] développement »⁴¹². Une nouvelle fois, ces propositions ne consistent pas en une critique en soi du capitalisme et du libre-échange. David Held note ainsi que le second demeure, « en principe, un excellent objectif pour les progressistes »⁴¹³. S'appuyant sur la « littérature grise » de la Banque mondiale, ce politiste de la *London School of Economics*, avance que l'abolition des barrières douanières réduirait la pauvreté mondiale d'un quart en une dizaine d'années. L'évolution « progressiste » qu'il propose n'entend donc pas rompre totalement avec le '*Washington consensus*', cet ensemble de croyances et de principes économiques ayant cours au sein des organisations économiques occidentales et des institutions financières internationales. Néanmoins,

« Si quelques éléments de cette orthodoxie se retrouvent à juste titre dans un programme social-démocrate, celui-ci se distingue en ce que, tout en étant

⁴¹⁰ Le sociologue se détache ici nettement de la position adoptée par la direction du *New Labour*. En début d'année 2000, plus d'une vingtaine d'eurodéputés néo-travaillistes s'abstiennent en effet, sur injonction du *10 Downing Street*, de voter une résolution demandant à la Commission européenne d'étudier la faisabilité d'une telle taxe. L'enjeu réside, pour le gouvernement britannique, dans la préservation des paradis fiscaux que constituent les îles anglo-normandes. (Voir Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, pp. 150-151).

⁴¹¹ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, pp. 113-135.

⁴¹² David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 110.

⁴¹³ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 117.

fermement favorable au marché, il insiste sur un cadre de valeurs partagées et de pratiques institutionnelles communes qui assurent un équilibre entre marché libre, gouvernement fort, protection sociale et redistribution au niveau mondial. Un programme économique de progrès doit doser la libéralisation des marchés pour qu'elle reste compatible avec les politiques de réduction de la pauvreté et protection immédiate des plus vulnérables. Au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest. »⁴¹⁴

Sur le plan de l'ingénierie institutionnelle, David Held et Anthony Giddens, notamment, notent que les institutions incarnant cette « orthodoxie », de l'OCDE au FMI en passant par la Banque mondiale, sont avant tout les créatures du second conflit mondial ou de la guerre froide. Elles n'auraient, de ce fait, pas su s'adapter aux changements ayant marqué les deux ou trois dernières décennies. Leur avenir passe dès lors par une refonte ou un démantèlement. Les propositions des deux universitaires de la LSE rejoignent une contestation de plus en plus généralisée des modalités de fonctionnement des institutions de Bretton Woods. Cette contestation a en outre dépassée les clivages idéologiques à la suite, notamment, de la crise financière asiatique des années 1990. Néanmoins, les contributions de Giddens et Held s'avèrent peu formalisées. S'appuyant sur les principes de « transparence » et de « démocratie » devant structurer la « société cosmopolite » émergente, David Held propose tout au plus l'intégration effective des pays en voie de développement dans les instances de décision des institutions financières globales. Il se montre par contre plus qu'évasif quant aux politiques de régulation que pourraient mener ces mêmes institutions ; des institutions - le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce - que Giddens espère voir fusionner, sans pour autant justifier l'intérêt et l'enjeu d'une telle réforme.

David Held et Anthony Giddens s'entendent également sur le rôle que peuvent jouer les multinationales. Ces dernières se voient ainsi transformées en actrices à part entière de la gouvernance économique globale que les deux fondateurs des éditions Polity Press

⁴¹⁴ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, pp. 114-115.

appellent de leurs vœux. David Held met ainsi l'accent sur un approfondissement de l'engagement des multinationales dans le « Pacte mondial » proposé par les Nations Unies. Elles doivent, par le biais du respect de certaines « bonnes pratiques », être des ambassadrices de principes universels : le respect de la protection des droits de l'Homme, le respect de la liberté d'association des travailleurs, l'élimination du travail forcé, le respect de l'environnement, etc.⁴¹⁵.

1. 2. Une « économie de partenaires »

Parallèlement à l'esquisse de cette gouvernance économique globale, la réflexion quant à la régulation du capitalisme est marquée par les discussions autour du concept de *stakeholding*, concept dont les prétentions sont autant d'ordre économique que social ou politique. Le concept de *stakeholding* émerge dans le débat public britannique au milieu des années 1990, au travers des écrits de l'économiste John Kay et, plus sûrement, de ceux du journaliste Will Hutton [Encadré 3]. Rédacteur de l'hebdomadaire de « centre gauche » *The Observer*, Hutton développe au travers de ses tribunes dominicales et, surtout, dans l'essai *The State we're in*, l'idée d'une « société de partenaires » (*stakeholders society*) qu'il oppose naturellement à la « société d'actionnaires » (*shareholders society*). Prolongeant, sans toutefois la revendiquer, une critique développée par une partie de la *New Left* au début des années 1960, Hutton défend, au fil de ces quelque 300 pages, une thèse pour le moins radicale : les dysfonctionnements du système économique et financier et les problèmes sociaux britanniques ne sont que le résultat de la nature « semi-moderne » de l'État britannique. Cet État se signale avant tout par sa propension, selon Hutton, à conforter la suprématie des élites - notamment celles liées à la *City* - et à exclure du « jeu » une part de plus en plus conséquente de la population, celle qui, par exemple, ne vote pas pour le parti majoritaire à Westminster. La solution, avancée par Hutton dans le

⁴¹⁵ David HELD, *Un Nouveau...*, *op. cit.*, p. 132-133.

dernier chapitre de son essai, réside dès lors dans le *stakeholding*. L'idée est *a priori* simple : chaque individu doit acquérir le statut de « partenaire », tant au sein de la société qu'au cœur de son entreprise. Appliqué à l'économie, le *stakeholding* doit permettre, selon Hutton, d'aboutir à un « capitalisme socialement inclusif et économiquement productif »⁴¹⁶. L'exercice d'une certaine « responsabilité sociale » doit donc se substituer à la propension des entreprises britanniques à préférer la recherche d'importants retours sur investissements. Le *stakeholder capitalism* ne peut en effet reposer que sur des entreprises agissant en tant qu'« organisations sociales ». Cela implique, de la part de ces dernières, un engagement fort en faveur de la confiance et du dialogue internes. En contrepartie, les individus en contact plus ou moins direct avec les entreprises - des dirigeants aux employés, en passant par les actionnaires, les consommateurs ou les fournisseurs - doivent prendre conscience de leur qualité de partenaires. Le capitalisme doit ainsi, répétons-le, devenir « inclusif ». Les propriétaires sont appelés, par conséquent, à s'assurer de l'utilisation « responsable » des biens dont disposent leurs entreprises. Une telle démarche ne manque pas d'être perçue par la droite comme une atteinte à la propriété privée, renforçant d'autant l'entreprise des conservateurs d'assimiler le *stakeholding* au « corporatisme des années 1970 »⁴¹⁷ ou au socialisme. Will Hutton, qui se réclame d'un « réformisme libéral », adopte alors une posture civique en avançant que la propriété, qu'il ne saurait remettre en cause, doit s'accompagner du respect de certains devoirs et de certaines responsabilités envers la société. Il ne s'agit pas non plus, pour Will Hutton

⁴¹⁶ Will HUTTON, 'Rejoinder', *op. cit.*, p. 92.

⁴¹⁷ Le *stakeholding* est ainsi dépeint par certains proches de John Major comme un retour au « corporatisme socialiste ». D'autres conservateurs y voient, au contraire, la récupération par la gauche des efforts déployés par les gouvernements Thatcher pour développer la culture d'entreprise et la propriété individuelle. Voir notamment la critique que développe l'universitaire et collaboratrice du *think tank* conservateur *Institute of Economic Affairs*, Elaine STERNBERG, 'Stakeholder Theory: The defective State it's in', in Will Hutton, *Stakeholding and its...*, *op. cit.*, pp. 70-85.

comme pour John Kay⁴¹⁸, de remettre en cause le système capitaliste mais de le réformer en profondeur. Influencé par la pensée de Keynes et par le capitalisme rhénan⁴¹⁹, le *stakeholder capitalism* que propose Hutton peut ainsi se résumer, comme le suggère Paul Hirst⁴²⁰, en l'application de principes démocratiques à l'économie.

Entre 1995 et 1997, le concept de *stakeholding* définit presque à lui seul les termes du débat économique au sein de l'espace de théorisation, et, plus généralement, au sein du débat public britannique⁴²¹. Le contexte d'énonciation du *stakeholding* peut apporter certains éclaircissements sur l'origine de cet engouement. Sur un plan international, il surgit au cours d'une période qui voit progressivement onze des quinze gouvernements européens échoir à la social-démocratie. Cette conjoncture politique rend compte, selon toute logique, du discrédit et de la contestation frappant alors les idées néolibérales en Europe. De même, le capitalisme *actionnarial* qui a succédé, quelques années auparavant, au capitalisme *managérial* et fordiste⁴²², fait l'objet de critiques récurrentes que renforcent les spéculations boursières des premières années de la « nouvelle économie ». Sur le plan

⁴¹⁸ L'économiste John Kay est notamment l'auteur, en 1993, de *The Foundations of Corporate Success* dont l'influence sur *The State We're In* est reconnue par Will Hutton. Il dirige en outre, jusqu'à la fin des années 1990, la *Oxford's Business School*.

⁴¹⁹ Le capitalisme connaîtrait, selon certains auteurs, trois déclinaisons bien distinctes : le capitalisme anglo-saxon, le capitalisme japonais et le capitalisme rhénan, ce dernier caractérisant, comme son nom l'indique, l'économie sociale de marché en vigueur en Allemagne de l'Ouest lors de la seconde moitié du XX^e siècle. Ce type de capitalisme privilégie l'idée d'investissement et tend à favoriser le partenariat entre capital et travail. Le capitalisme anglo-saxon se structure quant à lui essentiellement autour du marché, favorisant la compétition, l'initiative, la flexibilité et l'individualisme. Il met implicitement en opposition capital et travail. À l'opposé, le capitalisme japonais vise à atteindre certains gains via la coopération dans un environnement marqué par la compétition. Il accorde un intérêt certain au capital humain (*via* le développement de hautes qualifications et compétences). Surtout, il préfère les relations sur le long terme et la continuité aux seules exigences du marché.

⁴²⁰ Paul HIRST, 'From the Economic to the Political', in Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE, *Stakeholder...*, *op. cit.*, p. 63.

⁴²¹ Preuve de cette diffusion du terme dans le débat public, le groupe de rock Radiohead affirme ainsi, en 1997, que son album *OK Computer* est directement influencé par le *stakeholding*.

⁴²² Ce capitalisme *managérial* n'est autre que le système économique ayant prévalu durant la majeure partie du XX^e siècle et reposant sur l'idée d'un partage entre des avancées sociales et la recherche du profit économique.

intérieur, le *stakeholding* bénéficie de l'influence de Will Hutton dans les champs politique et médiatique.

L'intérêt pour cette idée politique donne lieu, comme le notent Stephen Driver et Luke Martell, à l'émergence de deux interprétations différentes : le *corporate stakeholding* et l'*individual stakeholding*⁴²³. Les divergences qui se font jour entre ces deux modèles renseignent sur les raisons de la perte d'influence progressive du *stakeholding* dans le débat politico-économique à partir de 1997. La première interprétation est principalement soutenue, en des termes parfois sensiblement différents, par des individus souvent sensibles au keynésianisme ou se présentant ouvertement comme « sociaux-démocrates ». Will Hutton, David Marquand, ou certains syndicalistes comme Jack Dromey, entendent en effet mettre l'accent sur les obligations des dirigeants d'entreprises envers l'ensemble de leurs « partenaires », et, plus généralement, envers le reste de la société. Cette approche avance en outre que le développement de la « culture *stakeholder* » dans l'économie britannique doit, pour être efficace, recevoir l'appui du législateur. S'ils s'opposent à la dernière option, les dirigeants néo-travaillistes épousent la première pendant un temps. Dans le discours qu'il prononce en janvier 1996 à Singapour, discours pour la rédaction duquel Will Hutton a été consulté, Tony Blair affirme ainsi que :

« Les compagnies qui réussissent investissent, traitent leurs employés équitablement, les valorisent comme des ressources non seulement de la production, mais également des processus d'innovation [...]. Nous ne pouvons garantir législativement qu'une entreprise se conduira de manière à favoriser la confiance et les engagements sur le long terme. Mais il est sûrement temps de passer d'un *ethos* où l'entreprise ne fait que véhiculer le capital [...] à une vision de l'entreprise comme communauté ou partenariat, où chaque employé à un intérêt, et où les responsabilités de l'entreprise sont plus clairement délimitées. »⁴²⁴

⁴²³ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour. Politics after Thatcherism*, Cambridge, Polity Press, 1998, pp. 52-58.

⁴²⁴ 'Successful companies invest, treat their employees fairly, value them as a resource not just of production but of creative innovation [...] We cannot by legislation guarantee that a company behave in a

Tony Blair adopte cependant, dans ce même discours, une autre position que résume la notion d'*individual stakeholding*. Une *stakeholder economy* devient ainsi, pour le *leader* travailliste, une « économie dans laquelle l'opportunité est accessible à tous, où l'avancement se fait au mérite »⁴²⁵. Le *stakeholding* ainsi défini ne prétend dès lors plus réformer le capitalisme britannique et ses entreprises. Il se tourne, plus sûrement, vers la question de l'insertion de l'individu dans une économie globalisée. Le point de départ de cette approche consiste à affirmer que la puissance publique ne saurait à présent contrôler un capitalisme globalisé, d'où l'impossibilité de légiférer pour soutenir le *stakeholding*. Le phénomène d'interdépendance structurant l'économie mondiale contemporaine interdirait une gestion keynésienne de la demande ; une demande désormais influencée par des facteurs dépassant le cadre national. Le gouvernement doit, par conséquent, concentrer ses efforts sur des questions annexes à celle de la régulation directe du capitalisme. Il doit, par exemple, se préoccuper de lutter contre l'inflation ou l'augmentation des dépenses publiques, de manière à fournir un cadre « économiquement sain » au fonctionnement des marchés. Le « manifeste » que signent, en juin 1999, le Premier ministre britannique Tony Blair et le Chancelier allemand Gerhard Schröder ne dit pas autre chose :

« La libre concurrence sur le marché des biens et la liberté des échanges sont indispensables pour stimuler la productivité et la croissance. C'est pourquoi l'existence d'un cadre permettant aux forces du marché de remplir correctement leur rôle est indispensable à la réussite économique et constitue une condition préalable d'une politique de l'emploi plus efficace. »⁴²⁶

Ceci implique, toujours selon Tony Blair et Gerhard Schröder, que :

way conducive to trust and long term commitment. But it is surely time to assess how we shift the emphasis in corporate ethos - from the company being a mere vehicle for the capital market - [...] towards a vision of the company as a community or partnership in which each employee has stake, and where the company's responsibilities are more clearly delineated.' (Tony BLAIR, *Speech to the Singapore Business Community*, Singapore, 8 January 1996).

⁴²⁵ Tony BLAIR, *Speech to the Singapore...*, *op. cit.*

⁴²⁶ Tony BLAIR & Gerhard SCHRÖDER, *Europe: The Third Way/Die Neue Mitte*, 19 June 1999 ; repris dans *Blair-Schröder. Le texte du "manifeste"*. *Les analyses critiques*, Paris, Fondation Jean Jaurès, coll. « Les notes de la FJJ », n° 13, août 1999, p. 25.

« Le financement du déficit public par l'emprunt ne peut être utilisé pour pallier des faiblesses structurelles de l'économie qui entravent l'augmentation de la croissance et de l'emploi. Les sociaux-démocrates ne doivent pas tolérer un niveau de dette publique trop élevé [...]. Mais surtout, les fonds affectés au service d'une dette publique élevée ne peuvent servir à d'autres priorités, notamment à l'effort d'investissement dans l'éducation, la formation [...] ». ⁴²⁷

L'État doit donc surtout prendre en charge la gestion du capital humain en améliorant les compétences et qualifications individuelles. Cette approche est très explicitement résumée par Alistair Darling lors d'une conférence consacrée au *stakeholder capitalism* : « Le travail du gouvernement est de maintenir un cadre économique et social donnant l'opportunité de réussir » ⁴²⁸. Comme le suggèrent Stephen Driver et Luke Martell, le *stakeholding* derrière lequel se retrouvent les « modernisateurs » se détache immanquablement de sa racine rhénane pour mieux épouser une vision purement anglo-saxonne du capitalisme ⁴²⁹. Il ne demeure du concept imaginé par Will Hutton ou John Kay que la préoccupation d'inclusion de tous les individus. C'est d'ailleurs cet élément qui permet d'expliquer que la notion de *stakeholding* se soit effacée devant celle de « communauté » à partir de 1997. C'est également ce qui justifie, dès 1998, les critiques de Will Hutton à l'encontre du choix « blairiste » de limiter ses prétentions à la simple adaptation de chacun aux nouvelles exigences et contraintes du capitalisme et des marchés ⁴³⁰.

Encadré 3: Will Hutton, le *New Labour* et la *Stakeholding Society*

La notion de *stakeholding* émerge dans le débat politique et, plus largement, dans le débat public britannique au cours de la première moitié des années 1990, favorisée en cela par le travail du journaliste Will Hutton. Ancien rédacteur des pages économiques du *Guardian* après avoir été correspondant économique de la BBC 2 dans les années 1980, cet ancien courtier de la *City* est, à

⁴²⁷ Blair-Schröder. *Le texte...*, *op. cit.*, p. 33.

⁴²⁸ Alistair DARLING, 'A political Perspective', in Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE, *Stakeholder...*, *op. cit.*, p. 11.

⁴²⁹ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour...*, *op. cit.*, pp. 55-58.

⁴³⁰ Voir, par exemple, Will HUTTON, *The Stakeholder Society*, Cambridge, Polity Press, 1998.

partir de 1995, rédacteur de l'hebdomadaire « de centre gauche » *The Observer*. Il y publie une tribune où se mêlent son intérêt pour les questions économiques nationales et internationales, et son goût pour le débat politique et intellectuel. En 1995, Will Hutton publie *The State we're in*, ouvrage qu'il présente comme étant un « livre d'économie politique » s'inscrivant dans une tradition où figureraient les œuvres des économistes et théoriciens Keynes, Polanyi, Shonfield, Galbraith, Reich, Thurow et Friedman⁴³¹. Vendu en quelques mois à plus de 235 000 exemplaires, *The State we're in* devient très rapidement un phénomène médiatique. « [P]resque tout »⁴³², du capitalisme à l'Europe, en passant par la société, ne semble pouvoir exister qu' accolé à l'adjectif 'stakeholding'. Ce succès tient, en partie, à la notoriété de Will Hutton, considéré par l'intellectuel conservateur Anthony Seldon comme l'un des rares « commentateurs » ayant une « réelle influence » en Grande-Bretagne⁴³³. Cet engouement peut également s'expliquer par le contexte particulier dans lequel est publié *The State we're in*. Cette critique de l'hégémonie de la City, de l'« archaïsme » des institutions politiques nationales, ou encore, de l'accroissement de la précarité et des inégalités économiques est servie par les scandales divers caractérisant la fin de règne des conservateurs. Elle accompagne également la remise en question, même relative, d'un 'Washington consensus' achoppant, en différents points du globe, sur des crises et excès financiers à répétitions. Peut-être plus sûrement, l'intérêt pour cet essai trouve-t-il à s'expliquer par le fait que sa sortie coïncide avec la mise en marche électorale d'un *New Labour* à la recherche, de l'aveu même de l'un de ses *spin doctors*, d'une 'defining idea'⁴³⁴ susceptible de valoriser son programme. Les concepts de *stakeholding society* et de *stakeholding economy* prennent ainsi place dans le discours de campagne de Tony Blair. Will Hutton, proche des milieux « modernisateurs », conseille en outre le *leader* travailliste lors de la rédaction du « Discours de Singapour », prononcé en janvier 1996. Néanmoins, les différences quant à la définition du *stakeholding* retenue par les deux hommes entérinent son abandon progressif, mais partiel⁴³⁵, par le *New Labour*. Moins inséré dans les cercles « modernisateurs » à partir de 1998, Will Hutton prend la tête de l'*Industrial Society, think tank* dont il entend consacrer l'activité à la recherche de nouvelles pistes de gestion de la globalisation économique.

⁴³¹ Will HUTTON, *The State we're in*, London, Jonathan Cape, 1995, p.xi.

⁴³² Gavin Kelly, Dominic Kelly et Andrew Gamble constatent ainsi, en conclusion de *Stakeholder Capitalism*, qu'après avoir dû être « social » quelques années auparavant, « presque tout » doit désormais avoir une « dimension stakeholding » (Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE, 'Conclusion', in Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE (eds.), *Stakeholder Capitalism*, London, MacMillan/PERC, 1997, p. 238.).

⁴³³ Anthony SELDON, 'Ideas are not enough', in David MARQUAND & Anthony SELDON, *The Ideas that shaped Post-War Britain*, London, Fontana Press, 1996, p. 271.

⁴³⁴ Philip GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, p. 254.

⁴³⁵ Le terme resurgit ponctuellement pour qualifier certaines politiques néo-travaillistes.

2. S'adapter au capitalisme

Les velléités régulatrices que porte le *stakeholding* au milieu des années 1990 s'évanouissent au cours de la campagne électorale de 1997, à mesure que celui-ci, accusé de « dirigisme », semble menacer l'image 'pro-business' que le *New Labour* revendique⁴³⁶. La position des néo-travailleurs quant à l'attitude à adopter face à des marchés de plus en plus réactifs et à un capital à l'impressionnante mobilité s'avère en effet relativement explicite. Tony Blair, entre autres, avance ainsi la faible - voire inexistante - marge de manœuvre de gouvernements engagés dans une relation de dépendance structurelle vis-à-vis des marchés mondiaux. Le *leader* travailliste résume en une phrase, longuement discutée par ses détracteurs⁴³⁷, ce qu'il estime être la nouvelle règle économique : « si les marchés n'aiment pas vos politiques, ils vous punissent »⁴³⁸. Le Premier ministre met ainsi en garde contre « toute tentation d'utiliser le gouvernement pour essayer de se protéger contre l'assaut de la globalisation en "fermant la porte" »⁴³⁹. Il serait désormais inutile de vouloir « protéger la force de travail par la régulation, une société par des subventions ou une industrie par des tarifs douaniers »⁴⁴⁰. Reprenant l'idée d'un monde de plus en plus caractérisé par l'interdépendance des individus qui le peuplent et par l'intégration croissante de son économie, le *leader* néo-travalliste insiste également sur le fait :

⁴³⁶ Parti de « l'ordre et de la loi », de « l'individu » et de la « communauté », le *New Labour* est en effet, aux dires de ses principaux dirigeants, le « parti du *business* ».

⁴³⁷ C'est notamment sur ce point que se sont concentrées les critiques adressées par les socialistes français aux néo-travailleurs britanniques, les premiers avançant que les marchés ne pouvaient être qu'encadrés. Sur cette opposition, nous renverrons à Lionel JOSPIN, *Le Socialisme moderne*, Paris, Fondation Jean Jaurès, coll. « Les notes de la Fondation Jean Jaurès », n° 15, mars 2000, 116 p.

⁴³⁸ Tony BLAIR, 'Doctrine...', *op. cit.*

⁴³⁹ Tony BLAIR, *Speech at the Labour Party Conference*, Brighton, 27 September 2005.

⁴⁴⁰ Tony BLAIR, *Speech at the Labour Party Conference*, Brighton, 27 September 2005.

« [...] qu'il n'est plus possible pour [une nation] de supporter des déficits budgétaires ou des régimes fiscaux en contradiction flagrante avec ceux des autres principaux pays industrialisés. Une des exigences pesant sur notre système fiscal sera d'attirer au Royaume-Uni des entrepreneurs étrangers ». ⁴⁴¹

L'abandon de la pensée keynésienne, amorcé sous le gouvernement Callaghan dans les années 1970⁴⁴² et symboliquement souligné par la marginalisation des travaillistes keynésiens au sortir de la *policy review*, est par là même pleinement entériné. Les outils et réflexes sur lesquels cette pensée économique s'est appuyée durant plusieurs décennies ne seraient en effet pas adaptés à la spécificité d'une économie globale « interdépendante », « post-industrielle » et « post-fordiste ». Toute tentative de gestion de la demande est dès lors présentée comme un « retour en arrière » que les « marchés ne permettraient pas »⁴⁴³. À l'opposé, comme croit nécessaire de le rappeler Tony Blair lors du Congrès Travailliste de l'automne 2005, ce qui « fonctionne » dans une « époque de globalisation rapide », c'est une « économie libérale, ouverte et constamment prête à changer pour demeurer compétitive ». La raison en est simple pour le *leader* du *New Labour* : « Le nouveau monde récompense ceux qui s'ouvrent à lui »⁴⁴⁴.

En toute logique, cette « nécessaire » ouverture au système économique contemporain et à ses contraintes conduit les *thirdwayers* à reconsidérer ce qu'est l'emploi mais, également, à se pencher sur la nouvelle *condition salariale*. Dans un texte important car exposant en partie la nouvelle conception de l'égalité à laquelle se rallie la Troisième Voie, Gordon Brown croit pouvoir dévoiler la nouvelle condition du salarié type. Elle se

⁴⁴¹ 'The growing integration of the world economy [...] means that it is not possible for [a nation] to sustain budget deficits or tax regimes that are widely out of line with the other major industrial countries. One of the requirements of our tax structure is to attract enterprise into the UK from overseas' (Tony Blair, *New Britain...*, *op. cit.*, pp. 89-90).

⁴⁴² À la suite de la crise que traverse la livre, en 1976, le gouvernement travailliste est contraint de contracter un emprunt auprès du Fonds monétaire international. Ce dernier impose, en contrepartie, des conditions très strictes, mettant à mal le « consensus keynésien » né de l'après-guerre.

⁴⁴³ John GRAY, 1997, cité in Keith DIXON, *Un digne héritier. Blair et le thatchérisme*, Paris, Raisons d'agir Éditions, 2000, p. 64.

⁴⁴⁴ Tony Blair, *Speech at the Labour Party Conference*, 27 September 2005.

signale avant tout par le développement croissant du temps partiel et par l'abandon de « l'emploi à vie »⁴⁴⁵. La description du passage d'une économie industrielle, massive et peu différenciée, à une économie de la connaissance et de l'information renforce, en outre, la dimension « post-fordiste » de la nouvelle condition salariale. L'explication des mutations contemporaines du capitalisme par le biais du post-fordisme n'est pas l'apanage de la Troisième Voie. Cette approche est en effet au centre du projet *New Times* que porte, à la fin des années 1980, un groupe d'intellectuels rassemblé autour de la revue *Marxism Today*. Or, plusieurs de ces individus intègrent la nébuleuse « modernisatrice » dans les années qui suivent, et occupent ainsi des places centrales dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie. L'un d'eux, Charles Leadbeater [Encadré 4], décrit de manière détaillée, en 1999, ce qu'est le « travailleur » de la « nouvelle économie », lui-même, en l'occurrence :

« Je ne travaille pas pour une entreprise ou une université. Je ne suis ni un consultant d'affaires, ni un fonctionnaire. Mon emploi n'a ni intitulé, ni description. Je n'ai pas de bureau [...] et je n'appartiens pas à un groupe professionnel clairement défini. Quand les gens me demandent "Que faites-vous ?", j'ai du mal à trouver une réponse claire et concise. Je travaille chez moi, écrivant parfois des livres, parfois des rapports, souvent pour un *think tank*, parfois pour le gouvernement ou pour une entreprise. Mon père a eu une carrière continue et prévisible [...]. À l'opposé, bien que je n'ai pas encore quarante ans, j'ai déjà eu plusieurs mini-carrières, à la télévision ou dans des quotidiens. Maintenant, je suis l'un de ces travailleurs *portfolio* [décrits] par Charles Handy, armés d'un ordinateur portable, d'un modem et de quelques contacts. Peter Drucker a baptisé les gens comme moi, "travailleurs de la connaissance". Dit d'une autre manière, je vis de mon intelligence. »⁴⁴⁶

⁴⁴⁵ Gordon Brown écrit ainsi : '*Rather than assuming a uniform and predictable life-cycle of education followed by work and retirement, the welfare state must be shaped to the increasingly flexible nature of people's lives. The atypical worker - part-time with flexible hours and breaks for education, training and family responsibilities - has become increasingly typical office [...]'* (Gordon BROWN, *Fair is efficient. A socialist agenda for fairness*, London, Fabian Society, Fabian Pamphlet 563, 1994, p. 22).

⁴⁴⁶ '*I do not work for a company or a university. I am neither a business consultant nor a civil servant. I have no job title nor job description, no office [...] and I do not belong to a clearly defined occupational group. When people ask me, "What do you do?", I find it hard to come up with a clear, concise answer. I work from home, sometimes writing books, sometimes reports, often for a think-tank, sometimes for the government or a company. My father had a steady, predictable career [...] In contrast, although I am not yet 40, I have already had several mini-careers, in television and newspapers. Now I am one of Charles Handy's portfolio workers, armed with a laptop, a modem and some contacts. Peter Drucker christened*

Encadré 4 : Charles Leadbeater, des « Temps nouveaux » à la Troisième Voie

Charles Leadbeater, qui se présente sur son site internet⁴⁴⁷ comme étant un « écrivain indépendant » et le conseiller de plusieurs entreprises de pointe dans le domaine de « l'innovation, de l'entrepreneuriat et de l'économie de la connaissance »⁴⁴⁸, est un ancien journaliste⁴⁴⁹. Il est également, tout comme Geoff Mulgan, l'un des principaux rédacteurs, à la fin des années 1980, de *New Times*, manifeste politico-intellectuel au post-fordisme revendiqué. En 1996, Charles Leadbeater quitte le monde de la presse et rejoint l'équipe de chercheurs de *Demos*, *think tank* co-fondé par Geoff Mulgan. Il rédige alors plusieurs documents, essentiellement consacrés aux formes « modernes » de l'entrepreneuriat (social et civique). Ces documents et rapports prennent en outre pour toile de fond l'analyse de l'une des formes les plus abouties du « capitalisme du XXI^e siècle », l'économie de la connaissance. Productrice de biens immatériels, s'appuyant sur les nouvelles technologies et les compétences les plus développées, cette « nouvelle économie », « globalisée et numérique »⁴⁵⁰, devient ainsi l'objet de l'expertise de Charles Leadbeater. Il intègre, après mai 1997, la *policy unit* de Tony Blair, et conseille également Peter Mandelson, alors ministre du Commerce et de l'Industrie. Il rédige entre 1998 et 2001 plusieurs *white papers* gouvernementaux consacrés à cette « économie sans poids ». Le statut d'expert de Leadbeater, statut lui conférant une autorité d'intervention au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie, repose essentiellement sur la *multipositionnalité* de cette ancienne figure de *Marxism Today* : chercheur au sein de *Demos*, auteur de quelques essais⁴⁵¹, il collabore en outre de manière régulière au *New Statesman*.

La conclusion que l'on peut, sans grande peine, tirer de la description du « nouveau travailleur » par cet ancien journaliste et conseiller des gouvernements Blair, est que l'individu est désormais seul face au marché du travail et, plus globalement, face au capitalisme. Les gouvernements doivent préparer leurs citoyens aux contraintes et exigences de la « nouvelle économie », notamment au travers de politiques sociales aux

people such as me "knowledge workers". Put it another way: I live on my wits.' (Charles LEADBEATER, 'Towards the Knowledge Society', *The New Statesman*, 7 December 1999, p. 25).

⁴⁴⁷ <www.charlesleadbeater.net>

⁴⁴⁸ Leadbeater aurait conseillé les dirigeants de Microsoft et Ericsson, notamment.

⁴⁴⁹ Il a ainsi connu les rédactions du *Financial Times* et de l'*Independent*.

⁴⁵⁰ Charles LEADBEATER, 'A series of mini accidents', *The New Statesman*, 15 July 2002, pp. 52-54.

⁴⁵¹ Charles LEADBEATER, *Up the down Escalator. Why the global Pessimists are wrong*, London, Viking, 2002.

contours redéfinis⁴⁵². Si les néo-travailleurs et nombre de leurs « alliés » mettent en avant la versatilité et l'indépendance du capital, ils demeurent cependant convaincus que celui-ci se déplace vers les zones du globe où se concentrent les qualifications et les compétences. L'influence de ce « constat » sur une partie importante de la pensée économique « néo-progressiste » souligne la prégnance, dès le début des années 1990, des « nouvelles théories de la croissance » états-uniennes dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie, ou, peut-être plus sûrement, dans les cercles « modernisateurs ».

Nombre des « nouveaux théoriciens de la croissance », enseignant le plus souvent dans les principales universités de la Côte Est des États-Unis, sont en effet, à la fin des années 1980, associés plus ou moins directement à la reconfiguration doctrinale que les néo-démocrates entendent imposer à leur parti. Les liens divers que les « modernisateurs » travaillistes tissent avec leurs homologues démocrates, et la présence à Harvard ou au *Massachusetts Institute of Technology* de certains conseillers de Tony Blair ou de Gordon Brown à la même époque, éclairent l'influence d'économistes comme Robert Reich, Larry Summers ou Larry Katz sur les idées économiques du *New Labour*⁴⁵³. Le premier de ces trois universitaires, Robert Reich, est ainsi l'auteur d'un ouvrage dont les thèses bénéficient d'une certaine visibilité dans le débat public britannique⁴⁵⁴. Ministre du Travail de la première administration Clinton, Robert Reich constate en effet, dans *The Work of Nations*⁴⁵⁵, l'émergence d'un vaste marché des compétences et des qualifications dépassant le seul cadre des États-nations. Une minorité d'individus peut, au sein des pays développés, trouver sa place sur ce marché. Le reste de la population active, moins qualifié, est, quant à lui, soumis à la concurrence croissante de travailleurs vivant dans des

⁴⁵² Voir la troisième partie.

⁴⁵³ Voir, pour plus de précisions, le chapitre 5.

⁴⁵⁴ Robert Reich a ainsi eu l'occasion, depuis le milieu des années 1990, de promouvoir ses idées par le biais de plusieurs tribunes dans le *New Statesman*.

⁴⁵⁵ Robert REICH, *The Work of Nations*, New York, Alfred A. Knopf, 1991 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Daniel TEMAM, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993, 336 p.

pays en voie de développement. Le rôle de l'État est, par conséquent, de renoncer aux politiques traditionnelles de soutien aux « champions industriels nationaux ». Il se doit désormais de concentrer son effort sur le développement des compétences de tous les citoyens, et, par extension, sur leur « employabilité ». Passé cette étape d'adaptation aux contraintes de l'économie globale, les individus pourront en effet se présenter individuellement sur le marché mondial afin d'y faire valoir ces mêmes compétences. Ils seront alors à même de tirer profit de leur « flexibilité »⁴⁵⁶, c'est-à-dire de leur capacité à s'adapter de manière continue à de nouvelles configurations professionnelles.

Cette lecture de l'économie contemporaine alimente à peu de frais une critique associant la Troisième Voie et les travaux de Robert Reich, entre autres, à une « littérature *business school* de la globalisation »⁴⁵⁷. L'*individu-travailleur* qui y est décrit semble, en effet, évoluer dans ce que Philip Cerny présente comme le '*competition state*' : un État dont les politiques sont conditionnées par une unique stratégie de '*marketisation*' visant à rendre le territoire national attractif aux yeux des investisseurs nationaux et internationaux⁴⁵⁸.

La critique adressée aux *thirdwayers* s'engageant derrière cette approche est d'autant plus aisée que ceux-ci développent le plus souvent un discours louant les opportunités que peut receler une économie valorisant la connaissance et la prise de risques. Le sociologue Ralf Dahrendorf voit dans cette posture un trait caractéristique de la Troisième Voie. Figure de la gauche intellectuelle libérale et prédécesseur d'Anthony Giddens à la tête de la *London School of Economics*⁴⁵⁹, Ralf Dahrendorf reproche en effet

⁴⁵⁶ Voir Denis MACSHANE & Chris BREWSTER, *Making Flexibility Work*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 595, 2000, 30 p.

⁴⁵⁷ Colin HAY & Matthew WATSON, 'The Discourse of Globalisation and the Logic of no Alternative : Rendering the Contingent necessary in the political Economy of New Labour', *Policy & Politics*, July 2003, vol. 31, n° 3, p. 291.

⁴⁵⁸ Philip G. CERNY, 'Globalisation and the changing Logic of collective Action', *International Organization*, 1995, p. 595-625.

⁴⁵⁹ Ralf Dahrendorf siège également sur les bancs libéraux-démocrates à la Chambre des Lords.

à la Troisième Voie cette trop forte propension à souligner les effets « positifs » de la globalisation, et notamment de la globalisation économique. Cet optimisme - la « globalisation plus » - est disséqué par le sociologue dans un article de la revue *Foreign Affairs*, repris par la suite, comme contribution au débat, par le *New Statesman*. La « globalisation plus » à laquelle s'arrimeraient les *thirdwayers* conduirait ainsi à :

« [...] accepter les impératifs des marchés globaux mais en y ajoutant certains éléments clés du bien-être social. [C]e sens de l'opportunité, positif et orienté vers l'avenir, rend la Troisième Voie séduisante aux yeux de ceux qui ne se sentent pas menacés, notamment la nouvelle "classe globale" d'individus espérant tirer profit des modifications intervenues dans les forces de production »⁴⁶⁰.

De manière peu voilée, Ralf Dahrendorf critique la volonté des *thirdwayers* de ne concevoir l'individu que libre de toute contrainte. C'est, à notre sens, ce que confirmait le choix de Charles Leadbeater de résumer le salariat contemporain aux seuls travailleurs indépendants de la « nouvelle économie ». Poursuivant son portrait du travailleur évoluant dans l'« économie du savoir », Leadbeater continue de vouloir battre en brèche le « pessimisme global ». Le succès de la Troisième Voie passe, selon lui, par la pleine compréhension des opportunités offertes par ce « nouveau capitalisme » qu'il résume en une « nouvelle économie, globalisée, numérique et portée par la connaissance »⁴⁶¹. Ces opportunités sont rendues possibles par un renversement du rapport capital/travail au bénéfice du second. L'évolution ainsi opérée permettrait notamment au « nouveau capitalisme » de dépasser les limites auxquelles se heurte son prédécesseur. La « nouvelle économie » promeut ainsi, selon Leadbeater, la responsabilité sociale des entreprises, à la différence de l'économie industrielle. Par exemple, avance Leadbeater, les entreprises de

⁴⁶⁰ « [...] accepting the needs of global markets but adding key elements of social well-being. [...] the positive, future-oriented sense of opportunity makes the Third Way attractive to those who do not feel threatened, including the new "global class" of people who hope to benefit from changed forces of production' (Ralf DAHRENDORF, 'The Third Way and Liberty', *Foreign Affairs*, September-October 1999, vol. 78, n° 5, pp. 14-15).

⁴⁶¹ Voir notamment le plaidoyer qu'il publie dans le *New Statesman* : Charles LEADBEATER, 'A Hole at the Heart of the Third Way', *The New Statesman*, 8 May 1998, pp. 32-33.

l'économie de la connaissance sont indirectement contraintes par leurs salariés d'adopter une certaine « éthique » de fonctionnement. Principalement « jeunes, brillants, mobiles et intelligents », ces salariés seraient, plus que les autres, peu enclins à travailler pour une compagnie à la réputation sociale médiocre. À cette pression sociale exercée par les salariés sur les sociétés de la « nouvelle économie » s'ajoute également un développement sans précédent, aux dires de Leadbeater, de l'autonomie individuelle dans le travail. La « nouvelle économie » donne naissance à ce que cet ancien journaliste assimile à un '*collaborative individualism*'. L'ambition de Leadbeater est ainsi de souligner que le « nouveau capitalisme » n'a finalement pas d'effets destructeurs sur les relations sociales. Les femmes et les hommes engagés dans ce nouveau système économique acquièrent, en raison du caractère non-figé et peu structuré de leur condition professionnelle, une emprise accrue sur leur existence. Ils deviennent ainsi maîtres de leur temps, peuvent plus aisément trouver un équilibre entre leur activité professionnelle et leurs loisirs, etc.⁴⁶². Leadbeater estime, à ce sujet, que l'entreprise de la « nouvelle économie » doit aider à la recherche de cet équilibre si elle veut pouvoir conserver la confiance de ses salariés. Cette structure n'aurait, par exemple, pas d'autres choix que de favoriser l'épanouissement familial de ses salariés au travers de politiques spécifiques (aménagement du temps de travail, développement des crèches au sein des entreprises, etc.)⁴⁶³. Cette nouvelle autonomie professionnelle, quasiment garantie par l'entreprise, favoriserait ainsi la sociabilité des individus en leur permettant de renforcer leurs réseaux sociaux⁴⁶⁴.

⁴⁶² On notera, par ailleurs, que cet équilibre est au centre de plusieurs séminaires organisés, à partir de 2000, au 10 *Downing Street*.

⁴⁶³ Charles LEADBEATER, 'The personalised Company', 4 February 2001, <<http://www.policy-network.org>>.

⁴⁶⁴ Leadbeater ajoute à cette analyse, mais de manière moins précise, d'autres éléments de réflexion. Il attribue ainsi des vertus écologiques à la « nouvelle économie ». Cette dernière se construit en effet sur une technologie « propre ». L'utilisation de la communication électronique permet, par exemple, de réduire l'utilisation de papier et, de ce fait, de combattre la déforestation. De même, des sociétés comme Napster, en permettant le téléchargement de documents musicaux, réduirait d'autant la production industrielle (et donc polluante) de disques laser ou de cassettes audio.

Il y a *a priori* peu d'éléments novateurs dans cette description du « travailleur de la connaissance » à laquelle se livre Charles Leadbeater. Elle ne semble pas se distinguer d'un « discours Silicon Valley »⁴⁶⁵ vantant les vertus d'un modèle économique où le salarié, clef de voûte du système, s'épanouit tout en atteignant des niveaux de productivité inégalés. Le raisonnement de l'ancien collaborateur de *Marxism Today* devient cependant moins orthodoxe lorsqu'il pousse l'analyse post-fordiste dans ses derniers retranchements. En effet, mettant en perspective son analyse, Charles Leadbeater en vient paradoxalement, comme le souligne Geoff Andrews⁴⁶⁶, à parer sa réflexion de reflets marxistes. Les institutions capitalistes s'engageant dans la « nouvelle économie » sont promises à des mutations irréversibles. La « force de travail de demain » exigera de plus en plus, comme on l'aura compris, de pouvoir « se gérer elle-même »⁴⁶⁷. L'entreprise est donc appelée, si l'on suit la logique de Leadbeater, à perdre de sa substance originelle. Elle se résumera, à terme, en une « coalition de travailleurs de la connaissance s'auto-employant »⁴⁶⁸. C'est donc l'extinction de principes fondateurs du capitalisme que Charles Leadbeater semble ici annoncer.

L'analyse de la « nouvelle économie » et de la « nouvelle forme de travail » qu'elle induirait conforte l'idée chère aux *thirdwayers* selon laquelle la globalisation ne se réduit pas au seul développement du commerce international, mais renvoie tout autant à l'accélération du progrès technologique. Comme semble par ailleurs le suggérer Leadbeater, elle se traduit également par une tertiarisation accrue de la société.

⁴⁶⁵ La Silicon Valley est un endroit que Leadbeater connaît bien, et auquel il a consacré une partie de ses écrits.

⁴⁶⁶ Geoff ANDREWS, 'Lest old Acquaintance Be Forgot', *Soundings*, Autumn 2001, pp. 9-15.

⁴⁶⁷ Charles LEADBEATER, 'The personalised Company', 4 February 2001, <<http://www.policy-network.org>>.

⁴⁶⁸ Charles LEADBEATER, 'The core of the personalised Company', 4 February 2001, disponible sur le site internet de *Policy- Network*.

Néanmoins, Leadbeater, notamment, paraît occulter l'effet socialement polarisant⁴⁶⁹, voire ségrégateur, qu'engendre la combinaison de ces différents éléments. De manière plus générale, la démonstration à laquelle il se livre semble surtout avoir pour dessein de dépasser - ou de contourner - la question de la régulation du capitalisme globalisé. Cette option semble également, d'une certaine manière, être privilégiée par Anthony Giddens lorsque le sociologue appelle à se tourner vers l'« autre versant du capitalisme ».

3. Sur « l'autre versant du capitalisme »

Parallèlement aux développements d'une analyse post-fordiste, certains entrepreneurs de la Troisième Voie tentent d'adjoindre une dimension post-matérialiste à ce projet politique, et, partant, s'essayent à reformuler à leur tour la question de la régulation du capitalisme. C'est une nouvelle fois Anthony Giddens qui, au sein de cet espace de théorisation, en offre la forme la plus aboutie et la plus conceptualisée, au travers de sa description de la « société de post-rareté » (*post-scarcity society*). Cette société tire sa spécificité de l'« éthique » inédite sur laquelle elle se fonde. Cette « éthique » doit ainsi permettre de protéger les individus contre les excès engendrés par une idéologie de la croissance économique. L'influence de cette dernière est telle, selon Giddens, que les « mécanismes de développement économique se sont substitués à l'épanouissement personnel et à la volonté de vivre heureux ensemble »⁴⁷⁰. Le culte de la croissance et de l'accumulation, le « productivisme », est, selon l'ancien directeur de la *London School of Economics*, devenu l'un des principaux moteurs du mode de vie occidentale. Il rencontrerait cependant ses limites de manière de plus en plus concrète ;

⁴⁶⁹ Voir notamment, au sujet des effets que peut avoir la tertiarisation de la société, l'ouvrage de Saskia SASSEN, *The Global City*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1991 ; traduit de l'Anglais par Denis-Armand CANAL, *La Ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Paris, Descartes, 1996, 530 p.

⁴⁷⁰ Anthony GIDDENS, *Beyond left...*, *op. cit.*, p. 247.

des limites que trahiraient, entre autres, la menace qu'il fait peser sur l'environnement ou le malaise croissant gagnant le monde du travail. Le système que soutient cette idéologie « productiviste » devient dès lors « contre-productif »⁴⁷¹. L'auteur de *Beyond Left and Right* entrevoit cependant une solution. Il affirme ainsi qu'une alternative au « productivisme », la « post-rareté », se dessine progressivement au sein des sociétés industrielles et doit être saisie par le « nouveau radicalisme » :

« Un ordre de la post-rareté [...] commence à émerger là où la croissance économique continue devient nuisible ou manifestement contre-productive ; et là où l'*ethos* du productivisme commence à être largement remis en question [...]. »⁴⁷²

La « post-rareté » ne renvoie ni à la société d'abondance imaginée par les socialistes utopiques du XIX^e siècle, ni aux écrits du jeune Marx. Anthony Giddens ne conçoit pas comme envisageable une société de profusion où la notion de pénurie appartiendrait au passé. La « post-rareté » ne s'érige pas non plus en immuable adversaire du capitalisme. Elle pose simplement comme nécessaire cette « remise en question » des rapports que les individus entretiennent à la consommation et à la production. L'analyse d'Anthony Giddens semble donc prendre appui, au moins dans son amorce, sur une critique presque « classiquement » social-démocrate. Elle prétend cependant à la singularité en se proposant d'explorer « l'autre versant du capitalisme » (*'the other side of capitalism'*)⁴⁷³, cet espace où se s'élaborent la société et l'économie de « post-rareté ».

L'alternative qu'offre l'ordre de la post-rareté serait, à en croire Anthony Giddens, porteuse d'une tout autre vision du monde que celle prévalant actuellement dans les sociétés industrielles. Cette vision peut, certes, sembler empreinte d'utopie, mais, nous dit

⁴⁷¹ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 102

⁴⁷² 'A post-scarcity order [...] starts to emerge where continuous economic growth becomes harmful or manifestly counterproductive; and where the ethos of productivism begins to be widely called into question [...].' (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 163)

⁴⁷³ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 12.

le sociologue, d'une utopie réalisable : un « réalisme utopique » (*utopian realism*). La « post-rareté », dont les fins sont le « bonheur, la sécurité et le respect de soi », relève du domaine du réel car elle ne ferait que traduire l'existence de comportements observables depuis quelques années au sein des sociétés occidentales⁴⁷⁴. La « post-rareté » d'Anthony Giddens a, en effet, partie liée avec les valeurs post-matérialistes mises en évidence par Ronald Inglehart. Le politiste états-unien a ainsi isolé, au terme d'une enquête mondiale, un processus quasi-uniforme de mutation des systèmes de valeurs. Aux valeurs matérialistes (l'accès à la propriété, l'élévation du niveau de vie, *etc.*) se substitueraient, au sein des populations étudiées, et sous l'effet de transformations économiques et technologiques ayant permis la satisfaction de besoins élémentaires, des valeurs « post-matérialistes » tels que la réalisation de soi ou le respect de l'environnement⁴⁷⁵. Ce « post-matérialisme », qui accompagne l'émergence d'un « nouvel individualisme »⁴⁷⁶, fait donc de la « post-rareté » une alternative des plus tangibles au « productivisme » actuel. Sa pleine réalisation repose sur l'assimilation par la Troisième Voie d'un « conservatisme philosophique ». C'est à ce conservatisme que la « nouvelle droite » aurait, selon John Gray, renoncé en embrassant le néolibéralisme⁴⁷⁷.

Le « conservatisme philosophique » se fonde sur une logique de « conservation, de réparation, de solidarité et de protection ». Si l'emploi du terme « conservatisme » prête,

⁴⁷⁴ Le concept de « réalisme utopique », très présent - voire central - dans l'essai *Beyond Left and Right*, est défini et justifié comme suit par Anthony Giddens : 'Utopian realism [...] is the characteristic outlook of a critical theory without guarantees. "Realism" because such a critical theory, such a radical politics, has to grasp actual social processes to suggest ideas and strategies which have some purchase; "utopianism" because in a social universe more and more pervaded by social reflexivity, in which possible futures are constantly not just balanced against the present but actively help constitute it, models of what could be the case can directly affect what comes to be the case.' (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, pp. 249-250).

⁴⁷⁵ Voir Ronald INGLEHART, *La Transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, coll. « Politique comparée », 1993, pp. 81-128 ; ainsi que *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economics and Political Change in 43 Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1997.

⁴⁷⁶ Voir le chapitre 4.

⁴⁷⁷ Voir notamment l'introduction de John GRAY, *Beyond the New Right: Markets, government and the common environment*, London & New York, Routledge, 1993, 195 p.

en toute logique, le flanc à la critique « de gauche » de la Troisième Voie, Anthony Giddens le relie cependant opportunément à un concept relativement consensuel : le « développement durable ». Apparu au cours des années 1980 dans les conclusions du *Rapport Brundtland* sur l'environnement⁴⁷⁸, le concept de développement durable renvoie à la capacité des générations actuelles à lier développement économique et protection de l'environnement, et à s'assurer que leurs besoins ne compromettent pas ceux des générations futures. Il souligne surtout que les incertitudes ne peuvent trouver de solutions dans une sorte de fuite en avant vers toujours plus de croissance. Pour Anthony Giddens, le progrès technologique, la productivité économique et la création de richesses sont indispensables à l'évolution des sociétés. Ils ne justifient néanmoins aucune surenchère ('*more of the same*'), sauf à vouloir mépriser le présent et l'avenir. Le conservatisme philosophique conduit également le « sociologue préféré de Tony Blair » à contester l'une des formes du « productivisme » à laquelle s'est rallié le *New Labour* et certains de ses « alliés » : la place centrale accordée au travail dans l'existence individuelle et dans le fonctionnement de la société. S'il reconnaît l'importance du travail dans la structuration des identités, Anthony Giddens refuse cependant que celui-ci soit érigé en unique vecteur de l'accomplissement individuel. Il en vient ainsi à se prononcer en faveur d'une réduction du temps de travail, seul moyen pour les individus de s'ouvrir à d'autres activités sociales et, par là même, d'« intensifier les plaisirs de la vie »⁴⁷⁹.

Sans pour autant adhérer aux thèses de Jeremy Rifkin sur la « fin du travail », l'ancien directeur de la *London School of Economics* estime que la nécessaire reconsidération de la place du travail dans la société implique de rompre avec une

⁴⁷⁸ Publié en 1987 par une commission internationale dirigée par l'ancienne Première ministre de Norvège, ce rapport souligne la nécessité d'aboutir à un cercle vertueux entre développement et durabilité. La mise en place de cette commission s'inscrit dans la continuité du travail des Nations Unies entamé lors de la première conférence sur l'environnement, en 1972 à Stockholm. Ce rassemblement sous l'égide de l'ONU avait conduit à une critique forte du productivisme.

⁴⁷⁹ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, p. 183.

représentation « uniforme » du cycle de la vie active. Favorable à des sorties ponctuelles du marché du travail destinées à un épanouissement personnel, Anthony Giddens juge également indispensable de reconsidérer l'idée même de retraite. C'est, selon lui, aux individus de tirer profit de la flexibilité du marché du travail et, par conséquent, de décider par eux-mêmes de la date de leur sortie de cet univers.

Cette immixtion du « nouveau progressisme » dans le post-matérialisme est certainement moins surprenante qu'il n'y paraît. Les positionnements « inattendus » sont en effet souvent des procédés itératifs prisés des acteurs du champ intellectuel. Pour autant, elle pose inévitablement question sur un plan purement politique. Les diverses valeurs auxquelles Anthony Giddens, entre autres, entend arrimer la Troisième Voie sont-elles si étrangères au socialisme européen ou à la gauche occidentale de ces trois ou quatre dernières décennies ? Ces valeurs, données à voir comme des remparts au productivisme, diffèrent des valeurs traditionnellement associées à une classe ouvrière sur laquelle se sont le plus souvent - mais pas toujours - construits les partis socialistes et sociaux-démocrates. Or, comme a pu le montrer Gérard Grunberg, les valeurs post-matérialistes ont, pour certaines, été progressivement captées par ces partis à mesure qu'ils perdaient leurs seules attaches ouvrières pour mieux devenir des *partis de la classe moyenne*⁴⁸⁰. Ces valeurs s'agrègent ainsi dans un « libéralisme culturel » qui peut éclairer les combats de ces organisations pour « les droits des femmes, l'abolition de la peine de mort, la légalisation de l'avortement ou [...] contre la discrimination sociale »⁴⁸¹. Ce mouvement saisit de manière cohérente les aspirations de populations ayant, d'une manière générale, connu une élévation de leur niveau de vie et, par conséquent, la satisfaction des besoins les plus

⁴⁸⁰ Gérard GRUNBERG, 'Socialism and Liberalism', in René CUPÉRUS & Johannes KANDEL (eds.), *European social democracy. Transformation in progress*, Amsterdam, Wiardi Beckman Stichting/Friedrich Ebert Stiftung, 1998, pp. 63-64.

⁴⁸¹ Gérard GRUNBERG, 'Socialism and...', *op. cit.*, p. 64.

élémentaires en biens matériels. Cette forme de « post-matérialisme » est cependant loin d'avoir définitivement et intégralement recomposé les positions doctrinales de la gauche et du centre gauche en Occident. On peut en effet ajouter avec Marc Lazar que les années 1990 ont, malgré tout, été marquées, dans les pays européens, par un « grand retour des conflits traditionnels et matérialistes qui se manifeste par des exigences de sécurité de l'emploi et de politique sociale »⁴⁸². Ces conflits semblent, par là même, pouvoir être rattachés à cette « politique émancipatrice » et conflictuelle dont Giddens juge pourtant qu'elle n'est plus suffisamment pertinente pour définir le « progressisme du XXI^e siècle ».

⁴⁸² *La social-démocratie dans l'Union européenne. Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar*, Paris, Fondation Jean Jaurès, notes de la Fondation Jean Jaurès, n° 6, décembre 1997, p. 12.

Chapitre 4

La déstabilisation de la société industrielle

La globalisation bouleverse et déstabilise les États, promet de nouveaux acteurs sur la scène internationale et y reconfigure ainsi la gestion du pouvoir. Elle vient également, dans un même mouvement, toucher au plus près l'individu en s'immiscant dans les relations sociales ou dans les actes quotidiens les plus communs. Les entrepreneurs de la Troisième Voie mobilisés autour de la thématique de la globalisation ajoutent également un fait dont les implications s'avèrent, à terme, déterminantes pour légitimer leur projet politique. La globalisation apparaît en effet, dans les travaux d'Anthony Giddens et d'Ulrich Beck notamment, comme le moteur d'un processus de *détraditionalisation* des sociétés de la « modernité avancée ». L'hypothèse d'une remise en question des traditions n'est, *a priori*, pas nouvelle. Elle parcourt les sciences sociales depuis que Max Weber en a isolé les termes. Le « désenchantement du monde » décrit par le sociologue allemand au cours de la première partie du XX^e siècle est cependant, pour ces penseurs de la Troisième Voie, sans commune mesure avec le phénomène observable depuis quelques décennies. Longuement ausculté par les *thirdwayers*, celui-ci a pour principal effet de *durcir* le « constat » d'un monde sans repères (I). De ce « constat », les « penseurs de la Troisième » croient également pouvoir déduire l'émergence d'une nouvelle forme d'individualisme, opportunément opposable à l'« individualisme de marché » thatchérien en ce qu'elle concilierait l'émancipation des hommes et leur attachement au *tout* social (II). Enfin, entendant ainsi clore le « récit » sur lequel doit se construire leur projet politique, les entrepreneurs de la Troisième Voie en viennent à décrire l'émergence d'un

nouveau type de risque, fruit de l'émancipation progressive de l'homme de ce qui, jusqu'alors, conditionnait son existence (III).

- I - LA RADICALISATION DU « DÉSENCHANTEMENT DU MONDE »

1. Le Paradoxe de la modernité

Une définition succincte de la modernité conduirait certainement à l'opposer de manière radicale à la notion même de tradition. Le siècle des Lumières, siècle dans lequel l'ère moderne plonge ses racines, annonçait, en principe, une rupture avec une époque méconnaissant la Raison et dont l'horizon d'action demeurait fixé par des rituels. Les premiers temps de la modernité désavouèrent pourtant cet augure. Eric Hobsbawm et Terence Ranger ont ainsi bien montré combien la période de « modernité simple » pouvait s'analyser comme une phase d'« invention de la tradition »⁴⁸³. Ce processus devait en effet, selon les deux historiens, donner matière à légitimer l'ordre social naissant en lui fournissant une culture et un passé fédérateurs. Les premiers modernes entreprirent ainsi la construction, ou la redécouverte, de « totems » qui, telles la nation ou la religion, furent érigés en vecteurs de certitude au sein des sociétés. Les penseurs de la Troisième Voie, comme Anthony Giddens ou Ulrich Beck, livrent une lecture relativement similaire de ce processus⁴⁸⁴. Le premier estime ainsi que :

⁴⁸³ Eric HOBBSBAWM & Terence RANGER, *The Invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 322 p.

⁴⁸⁴ Anthony Giddens donne une illustration particulièrement significative de cette invention des traditions. Ainsi, le port du *kilt* par les *highlanders* écossais, qu'une légende, savamment entretenue par un ensemble de manifestations folkloriques, voudrait lier à un glorieux passé guerrier, ne trouve son origine que dans les contraintes matérielles des premières heures de la révolution industrielle. Le *kilt* court fut inventé au XVIII^e siècle par un industriel anglais afin de permettre aux habitants des Highlands, paysans pour la plupart, de s'adapter aux contraintes des usines. (Anthony GIDDENS, *Runaway...*, *op. cit.*, p. 36-37).

« Durant la majeure partie de son histoire, la modernité a récréé de la tradition tout autant qu'elle l'a dissoute. Dans les sociétés occidentales, la persistance et la recréation de la tradition a été centrale du point de vue de la légitimation du pouvoir, et a permis à l'État de s'imposer à des "sujets" relativement passifs. »⁴⁸⁵

La tradition, telle que l'interprètent ces universitaires, dépasse cependant les seuls systèmes de croyances. Elle englobe plus généralement tous les cadres contribuant à reproduire le monde social et à en déterminer le contenu. Elle imprègne de ce fait l'« architecture de la société industrielle », s'immisçant dans le « schéma des classes, de la "cellule familiale restreinte" et du "travail salarié", dans la "science", le "progrès", la "démocratie" »⁴⁸⁶, ou encore, dans les rapports entre les sexes. Cette prégnance de la tradition sécurise les individus, puisqu'elle les isole de l'*inconnu*, et structure leur identité. La tradition conserve ainsi, à l'instar de ce que l'on pouvait observer lors de l'ère pré-moderne, son statut de vérité incontestable et incontestée. Elle est, durant la « première modernité », placée entre les mains de gardiens, seules autorités jugées aptes à l'interpréter. Le cas de la science est, à ce titre, des plus révélateurs. Présentée comme un moyen de battre en brèche les fondements traditionnalistes de l'ère pré-moderne en s'appuyant sur la Raison, la science gagne à son tour un statut comparable à celui de la tradition. Elle est imposée par ses acteurs à des « profanes » censés accepter sans conditions le discours l'accompagnant.

⁴⁸⁵ 'For most of its history, modernity has rebuilt tradition as it has dissolved it. Within Western societies, the persistence and recreation of tradition was central to the legitimation of power, to the sense in which the state was able to impose itself upon relatively passive "subjects".' (Anthony GIDDENS, 'Living in a...', *op. cit.*, p. 56).

⁴⁸⁶ Ulrich BECK, *Risikogesellschaft*, Frankfurt, Suhrkamp Verlag, 1986 ; traduit de l'Allemand par Laure BERNARDI, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, coll. « Alto », 2001, p. 29.

2. Les traditions et le dialogue cosmopolite

La « première modernité » ne marque donc pas la disparition des traditions. C'est, en cela, selon Ulrich Beck, qu'elle n'est finalement qu'une époque « *semi-moderne* »⁴⁸⁷. La « seconde modernité » - ou « modernité avancée » - opère quant à elle un changement radical que concrétise l'émergence d'un « ordre social post-traditionnel »⁴⁸⁸. Cela ne signifie pas pour autant, comme l'affirme Anthony Giddens, que la tradition ait totalement disparu. Plus sûrement, elle change de statut en se voyant contrainte de se justifier, d'accepter d'être remise en cause, discutée, comparée à d'autres discours. Ce phénomène est un effet direct de la globalisation. L'*interconnection* du monde, qui permet notamment de dépasser la notion de distance, place les individus dans une même arène cosmopolite. Selon toute logique, elle fait de même avec les traditions. Elle fragilise ainsi leur autorité exclusive sur un espace en les obligeant à exister en présence d'autres qu'elles et, par là même, à justifier de leur utilité. On pourrait objecter que les guerres de religions qui ravagèrent l'Europe bien avant l'« âge global » pouvaient déjà être analysées comme la confrontation de deux interprétations divergentes de la « vérité ». Or, l'intérêt de la démonstration des entrepreneurs de la Troisième Voie réside dans le fait que la globalisation ne conduit pas seulement à un dialogue entre traditions. Elle les confronte également à des styles de vie de plus en plus diversifiés. Si l'on s'en tient à l'exemple particulier de la religion, le christianisme n'a pas uniquement à cohabiter avec le protestantisme ou l'islam. Il se trouve également confronté aux choix de modes vie reflétant, par exemple, l'influence du bouddhisme ou de toute autre spiritualité ne revendiquant pas systématiquement un caractère religieux.

⁴⁸⁷ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 29.

⁴⁸⁸ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 5.

Il est pourtant des cas où la tradition continue de vouloir subsister de manière traditionnelle (*'tradition in a traditional way'*), c'est-à-dire volontairement à l'écart des autres traditions et modes de vie. Ce refus du dialogue doit être, selon Anthony Giddens, considéré comme la marque du fondamentalisme, adversaire privilégié du cosmopolitisme. Qu'il soit religieux, ethnique ou sexuel, ce phénomène traduit la réaction de « gardiens » face à la perte d'une influence qu'ils croyaient immuable. Loin d'être un archaïsme, le fondamentalisme, parce qu'il est une réponse au cosmopolitisme, est donc également l'un des « fils de la globalisation »⁴⁸⁹. Il n'hésite pas à utiliser à ses fins certains aspects de la modernité avancée. Or, le cosmopolitisme ne doit pas être faible face à ses ennemis. Non content de défendre ses valeurs, il se doit de les affirmer et peut, par conséquent, être légitimement amené à combattre le fondamentalisme afin de l'éradiquer⁴⁹⁰.

3. La fin de la nature

3. 1. La nature et la société

Intimement liée à la tradition, la nature a également vu son statut remis en cause sous l'effet de la radicalisation de la modernité. Jusqu'à une période récente, l'Homme a toujours considéré son environnement comme une source de mystères, voire de craintes. Tour à tour liée aux dieux, démons ou esprits, la nature renvoyait en effet à la non-humanité, à un monde physique extérieur à l'initiative et à l'activité humaines. L'essor quasi-universel de la technologie et de la science, et la perte de sens des traditions ont altéré ce statut en rendant possibles certaines interrogations et interventions au cœur de la

⁴⁸⁹ Anthony GIDDENS, *Runaway...*, *op. cit.*, p. 49.

⁴⁹⁰ Voir le chapitre précédant.

nature. Le constat d'une « sociétisation de la nature »⁴⁹¹, tel qu'il apparaît dans les écrits de Giddens ou de Beck, ne signifie pourtant pas que le monde physique ait totalement disparu. Néanmoins, chacun de ses aspects est définitivement marqué du sceau de l'activité humaine. Sous l'effet conjoint de l'industrialisation et de l'évolution technique et économique, la nature est devenue un « équipement *interne* du monde civilisé »⁴⁹².

Cette emprise de l'homme sur la nature s'avère ambivalente. Elle peut, sous certaines conditions, lui permettre de dépasser certaines limites contraignantes. L'individu a ainsi longtemps considéré son enveloppe charnelle comme une chose allant de soi, extérieure à sa volonté. Le développement de la procréation artificielle, la découverte du génome humain ou la possibilité de retarder le vieillissement vont cependant à l'encontre du rapport que l'Homme entretenait traditionnellement au monde physique. Parallèlement à ces évolutions, l'influence humaine sur la nature revêt des aspects bien moins positifs et émancipateurs.

3. 2. *La question environnementale*

Après avoir craint la force de la nature durant des millénaires, l'Homme semble avoir pris le pas sur son environnement physique. Cette domination a néanmoins un prix des plus paradoxaux : l'Homme en est réduit à redouter les effets de sa conduite sur un environnement désormais sous son contrôle. L'emprise qu'il exerce sur son écosystème donne ainsi lieu à des situations dramatiques. L'une des plus négatives tient certainement aux dérèglements et aux actions destructrices qu'il impose à la nature : l'effet de serre peut, par exemple et selon toutes vraisemblances, trouver son origine dans une mauvaise gestion des politiques énergétiques mises en place tout au long du XX^e siècle. La thématique de la fin de la nature croise donc ici, en toute logique, la question

⁴⁹¹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 146.

⁴⁹² Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 146.

environnementale, cette dernière structurant en grande partie le concept de « société du risque ».

Mise en exergue par Ulrich Beck⁴⁹³, John Gray ou Anthony Giddens, la question environnementale conduit à la constitution, au sein de l'espace de théorisation, d'une coalition regroupant divers individus désirant placer l'environnement sur l'agenda politique de la Troisième Voie. Outre les universitaires déjà évoqués, le secrétaire général de la *Fabian Society* Michael Jacobs⁴⁹⁴ ou Stephen Tindale⁴⁹⁵ entendent également souligner la nécessité d'incorporer l'écologie dans le programme du « néo-progressisme ». Stephen Tindale se montre d'ailleurs ambitieux et précis quant à la manière dont doit être conduite cette évolution. Le Parti travailliste n'étant plus le parti d'une classe ouvrière organisée, affirme-t-il, il doit devenir un « parti vert »⁴⁹⁶. Le *Labour* doit abandonner l'approche productiviste qui l'a toujours caractérisé afin de mieux prendre conscience du fait que la « protection de l'environnement concerne désormais tous les aspects de la vie que nous partageons »⁴⁹⁷.

La question environnementale n'apparaît évidemment pas au sein de la gauche britannique du seul fait de la constitution de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. En effet, si certains membres de la coalition « verte » regrettent que le « *New Labour* ne

⁴⁹³ Ce dernier est par ailleurs très proche des *grünen* allemands.

⁴⁹⁴ Économiste, Michael Jacobs siège au sein de la *Environment Policy Commission* du Parti travailliste, avant de rejoindre la *Fabian Society* au milieu des années 1990. Il publie, lors de son mandat de secrétaire général du *think tank*, un essai (*Environmental Modernisation*) qu'Anthony Giddens saluera comme étant « l'une des meilleures discussions sur le sujet ». Jacobs y affirme que l'« environnementalisme peut être développé dans le cadre de la Troisième Voie ».

⁴⁹⁵ Stephen Tindale, qui dirige la *Green Alliance*, a été chercheur au sein de l'*Institute for Public Policy Research* durant quelques années. Il a également été membre de la commission chargée au sein du Parti travailliste de réfléchir sur les questions environnementales (*Environment Policy Commission*), et était conseiller de John Smith sur ces mêmes thématiques.

⁴⁹⁶ Stephen TINDALE, 'A green unpleasant stand', *The New Statesman & Society*, 20 January 1995, pp. 29-30.

⁴⁹⁷ Stephen TINDALE, 'A green...', *op. cit.*, p. 29.

soit pas vraiment à son aise avec l'agenda environnemental »⁴⁹⁸, cette thématique est pourtant présente dès la fin des années 1990 au sein des cercles « modernisateurs » travaillistes. En réaction à la tentative des thatchériens de capter cette problématique et, surtout, aux bons résultats des écologistes britanniques lors des élections européennes de juin 1989, le Parti travailliste de Neil Kinnock entend faire de l'« environnement » une priorité électorale. Eric Shaw rapporte ainsi qu'au lendemain du scrutin européen, un document interne rédigé par le « modernisateur » Peter Mandelson enjoint le *Labour* à redéfinir sa stratégie en direction d'un électorat écologiste « jeune, issu de la classe moyenne, bien informé, habitant le sud [conservateur] de l'Angleterre, à l'origine proche de l'Alliance⁴⁹⁹ et majoritairement féminin »⁵⁰⁰. Cet intérêt pour l'écologie et son potentiel électoral s'évapore néanmoins au cours des deux ou trois années qui suivent. La question environnementale revient cependant au premier plan au travers de l'activité convergente de différents acteurs de l'espace de théorisation : le *think tank* IPPR et ceux que l'on présentera comme les « théoriciens du risque ».

L'*Institute for Public Policy Research*, créé à la fin des années 1980 pour concurrencer des *think tanks* conservateurs hégémoniques sur le marché britannique des idées, participe activement à l'insertion de la question environnementale dans la réflexion néo-travailliste. Stephen Tindale, conseiller de John Smith sur cette thématique et secrétaire de la Commission travailliste sur l'Environnement au début des années 1990⁵⁰¹, intègre le *think tank* « de centre gauche » au milieu des années 1990. Il y rédige plusieurs documents insistant sur la nécessaire instauration d'une « éco-taxe ». Ces publications,

⁴⁹⁸ Michael JACOBS, *Environmental Modernisation. The New Labour Agenda*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 591, 1999, p. 4.

⁴⁹⁹ L'Alliance était constituée du Parti libéral et du Parti social-démocrate, ce dernier étant né de la dissidence de dirigeants situés à la droite du *Labour* à la fin des années 1970. L'Alliance donnera par la suite naissance au Parti libéral-démocrate.

⁵⁰⁰ Eric SHAW, *The Labour Party since 1979...*, *op. cit.*, p. 133.

⁵⁰¹ Stephen Tindale participe en outre activement à la rédaction du manifeste que le Parti travailliste publie sur l'environnement en 1994 : LABOUR PARTY, *In Trust of Tomorrow*, London, Labour Party, 1994.

entre autres, conduisent l'*Institute for Public Policy Research* à intégrer un programme de recherche européen sur ce même thème. Le *think tank* organise parallèlement des séminaires consacrés à la conciliation de l'imposition et des préoccupations environnementales, où se côtoient « modernisateurs », hauts fonctionnaires, représentants d'associations écologistes et figures du « monde de l'entreprise ». L'expertise qu'affirme le *think tank* à ces diverses occasions explique certainement que Gordon Brown, alors en charge de l'économie au sein du Cabinet fantôme travailliste, sollicite la réflexion de Stephen Tindale dans la perspective d'une arrivée prochaine au pouvoir⁵⁰². Le principe de l'éco-taxe trouve alors sa place dans le discours des « modernisateurs ». Il connaît, en 1999, une application concrète au travers de l'introduction par le Trésor du *Climate Change Levy*, taxe touchant les utilisateurs industriels de gaz et de charbon⁵⁰³.

À ce travail de théorisation et de promotion qu'assurent l'IPPR et, dans une moindre mesure, la *Fabian Society* par la voix de son secrétaire général, s'ajoute également la réflexion des « théoriciens du risque » que sont Anthony Giddens et Ulrich Beck. La publication par Polity Press de *Beyond Left and Right* en 1994, et celle, deux années auparavant, de la traduction anglaise de *The Risk Society*, introduisent dans le débat politico-intellectuel une approche de la question environnementale prétendant à la « modernité ». La mauvaise gestion par les conservateurs des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) rend encore plus audibles les appels de ces universitaires à appréhender de manière politique les problèmes environnementaux. La nature ayant « intégré » la société, les maux de l'une éclairent ceux de l'autre et réciproquement. Il est ainsi, selon Beck, impossible, dans le cadre de la modernité radicalisée, de :

⁵⁰² Adrian SMITH, 'Policy Transfer in the Development of UK Climate Policy', *Policy & Politics*, vol. 32, n° 1, January 2004, pp. 82-83.

⁵⁰³ Le 8 novembre 1999, le WWF, *Greenpeace*, *Friends of Earth* et la *Green Alliance* (que dirige Tindale) publient, à l'occasion de la mise en place de cette taxe, une pleine page dans le *New Statesman* dans laquelle ils remercient le Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown de cette initiative.

« [...] comprendre la société et tous les systèmes partiels - économie, politique, famille, culture - indépendamment de la nature. Les problèmes d'environnement ne sont *pas* des problèmes qui se jouent dans les « environs », ce sont incontestablement - dans leur genèse comme dans leur forme - des problèmes *sociaux*, des *problèmes de l'homme*, qui touchent à son histoire, à ses conditions de vie, à son rapport au monde et à la réalité, à son organisation économique, culturelle et politique »⁵⁰⁴.

Un projet politique se réclamant de la « modernité » et du « radicalisme » doit donc incorporer les préoccupations écologiques dans son effort de réflexion et d'énonciation. Devenant ainsi *total*, ce projet aurait alors tout loisir de revendiquer le monopole au sein du champ des doctrines politiques. Anthony Giddens affirme ainsi que les préoccupations liées à l'environnement ne peuvent être « déléguées » aux seuls partis écologistes ou aux « philosophies environmentalistes »⁵⁰⁵. Parce qu'ils traduisent avec précision les dangers d'une croissance ayant rencontré ses limites, les problèmes environnementaux impliquent le recours au « conservatisme philosophique » auquel le sociologue croit nécessaire d'arrimer la Troisième Voie. Il est donc difficile d'affirmer, comme le fait pourtant l'universitaire et travailliste Colin Crouch, que l'auteur de *The Third Way* place les « dégâts environnementaux » et « désastres naturels » au-delà des conséquences du « capitalisme global dérégulé »⁵⁰⁶.

Le dispositif théorique construit autour de la globalisation et des fins concomitantes de la nature et d'une certaine conception de la tradition ne constitue pas une fin en soi. Il est en effet mobilisé par certains « penseurs » de la Troisième Voie pour éclairer l'une des tensions œuvrant au cœur de ce projet politique : l'émergence d'un « nouvel individualisme ».

⁵⁰⁴ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 148.

⁵⁰⁵ Anthony Giddens consacre ainsi plusieurs pages de *Beyond Left and Right* à disqualifier la pensée environmentaliste ou la *deep ecology*, accusées ne pas comprendre que la « nature n'est plus la nature ». (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, pp. 202-212).

⁵⁰⁶ Colin CROUCH, 'The Parabola...', *op. cit.*, p. 71.

- II - L'INDIVIDUALISME RENOUVELÉ

Comme le notent avec justesse Stephen Driver et Luke Martell⁵⁰⁷, la prise en compte de la croissance de l'individualisme occupe une place importante dans le travail de conceptualisation de la Troisième Voie. Elle dessine cependant une ligne de fracture au sein de l'espace de théorisation, entre « moralistes sociaux » et « post-traditionnalistes »⁵⁰⁸. Les premiers, auxquels appartiendrait Tony Blair, perçoivent l'individualisme contemporain comme le résultat tant de la « permissivité » de la gauche des années 1960 et 1970 que du néolibéralisme thatcherien des années 1980. Les effets de ce phénomène social se font principalement sentir dans la crise du modèle nucléaire de la famille, l'émergence de l'incivisme ou, plus généralement, la généralisation de l'égoïsme et le déclin de la morale. Il s'agit donc, pour les « moralistes sociaux », de tempérer cet individualisme qu'ils savent incoercible au travers d'un travail de réhabilitation des valeurs de la communauté, et notamment de la responsabilité individuelle et du sens du devoir⁵⁰⁹. Le constat est bien différent pour les « post-traditionnalistes » comme Anthony Giddens, Ulrich Beck et, dans une certaine mesure, John Gray et Geoff Mulgan. Il l'est d'autant plus que le « nouvel individualisme » que dissèquent ces auteurs revêt à leurs yeux une dimension relativement positive. Leur analyse s'avère en outre plus riche que celle des « moralistes sociaux ». Elle s'inscrit, par ailleurs, avec plus de facilité et de cohérence dans la logique guidant le récit sur lequel est censé se construire la Troisième Voie.

Pour les « post-traditionnalistes », la globalisation, en plaçant notamment les individus et les institutions dans une situation d'interdépendance, fait de la période

⁵⁰⁷ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left, Right and the Third Way', *Policy & Politics*, vol. 28, n° 2, p. 157.

⁵⁰⁸ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left...', *op. cit.*, p. 157.

⁵⁰⁹ Cet aspect des idées politiques constituant la Troisième Voie sera abordé dans la troisième partie.

moderne actuelle une ère *post-traditionnelle*. Partant, elle contribue dans une très large mesure à rendre caduque une certaine vision de la nature. La remise en cause des statuts respectifs de la tradition et de la nature a, on l'a vu, un impact décisif sur la société. Elle s'attaque en effet à tout ce que l'homme tenait pour des vérités incontestables et incontestées, et qui, jusqu'à « l'âge global », conditionnait son existence. Par conséquent, l'individu que dépeint une part importante de la littérature de la Troisième Voie est un être débarrassé de carcans séculaires et uniformisant, libre d'adopter les conduites et les styles de vie qu'il désire. « Les gens sont [désormais] invités », selon Ulrich Beck, « à se constituer en tant qu'individus »⁵¹⁰.

Cette autonomie vis-à-vis de certains cadres ne signifie cependant pas que l'individu évolue dans un vide social. L'individualisation de la société fait peser sur chacun des membres de cette dernière une pression se traduisant par une quasi-obligation de décider de son existence et de prendre des initiatives. Comme le résume Ulrich Beck, l'individu « n'a plus d'autre choix que de faire des choix ». Il doit marquer son individualité, répondre à une « exigence sociale de décision »⁵¹¹. Il y a donc, même si elle n'est pas systématiquement mise en lumière, une ambivalence au cœur de cet individualisme. Il favorise certes un processus d'émancipation, mais génère également une forme particulière de pression sociale.

1. Phénoménologie du « Nouvel Individualisme »

1. 1. « Le Nouvel Individualisme n'est pas un thatchérisme »⁵¹²

⁵¹⁰ Ulrich BECK, 'The Cosmopolitan...', *op. cit.*, p. 28.

⁵¹¹ Yves BONNY, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 195.

⁵¹² Ulrich BECK, 'The Cosmopolitan...', *op. cit.*, p. 28.

Le « Nouvel Individualisme », concept central d'une Troisième Voie se présentant également en philosophie de la « communauté »⁵¹³, est souvent présenté comme le fruit de la réflexion livrée par Ulrich Beck dans *La Société du risque*, une réflexion régulièrement sollicitée par Anthony Giddens dans ses principaux essais politiques. La référence à un individualisme « progressiste » est pourtant déjà présente dans *New Times*, première réponse que la gauche intellectuelle britannique oppose au néolibéralisme dans les années 1980. En 1988, Charles Leadbeater, l'un des rédacteurs du Manifeste *New Times*, en appelle ainsi à un « individualisme socialiste », capable de s'opposer à l'« individualisme consumériste » des thatchériens tout en intégrant l'autonomisation croissante des femmes et des hommes de la fin du XX^e siècle⁵¹⁴. L'ambition est semblable chez Beck et Giddens. Une différence se fait pourtant jours entre les propos de Charles Leadbeater, d'une part, et ceux des deux sociologues, d'autre part. À l'exhortation du premier succède en effet la mise en avant d'une certaine scientificité par les seconds. Il s'agit simplement, à en croire Beck et Giddens, de prendre acte d'une réalité sociologique à laquelle on ne peut s'opposer. Le « Nouvel Individualisme » décrit par ces « théoriciens du risque » paraît irrésistible et dénué d'alternative. Il est, en grande partie, un produit direct de la globalisation ; non de celle des marchés mais de l'ère post-traditionnelle qu'elle a engendrée. Le « Nouvel Individualisme » révèle ainsi l'émancipation croissante des individus vis-à-vis de tout ce qui conditionnait jusqu'alors leur existence ; la tradition et la nature, en premier lieu. Ce faisant, nous dit Beck, les « gens sont appelés à se constituer en tant qu'individus »⁵¹⁵. Ils sont désormais libres de déterminer leur style de vie ou l'orientation qu'ils désirent donner à leur existence dans « l'espace laissé derrière elles par

⁵¹³ Voir la troisième Partie.

⁵¹⁴ Charles LEADBEATER, 'Power to the Person', in Andrew GAMBLE & Stuart HALL, *New Times...*, *op. cit.*, pp. 137-149.

⁵¹⁵ Ulrich BECK, 'The Cosmopolitan...', *op. cit.*, p. 28.

les anciennes autorités »⁵¹⁶. Pour autant, affirme Ulrich Beck, l'essor de cette autonomie individuelle n'engendre pas de l'égoïsme. C'est en cela que le « Nouvel Individualisme » ne saurait être confondu avec son pendant néolibéral. Il ne se réduit pas au consumérisme ou à la recherche d'une maximisation des seuls intérêts individuels. Il ne renvoie pas non plus à l'atomisation et à l'isolement des êtres. Bien au contraire, il traduit le besoin des individus de produire ensemble leur propre « biographie »⁵¹⁷ et ne rend, par là même, pas caduque l'idée de solidarité. En n'ayant « d'autre choix que de faire des choix », l'individu définit ce qu'il est en tenant compte des autres. Cette interaction se cristallise, selon Giddens, autour de la notion de « confiance active » (*active trust*). À la différence des sociétés pré-modernes et des premières heures de la société industrielle, les rapports entre individus ne sont plus déterminés par des rôles préétablis masquant l'identité individuelle. La « confiance active » induit un fort engagement personnel envers l'autre et crée, de ce fait, les conditions favorables à un sentiment réciproque de sécurité. L'analyse de la famille entreprise par Anthony Giddens est, à ce titre, révélatrice de cette évolution. La disparition de la famille « traditionnelle », envisagée en tant qu'unité économique animée par une sexualité dominée par les enjeux de la reproduction, s'est principalement accomplie à travers l'apparition de nouvelles conduites de vie. Ces dernières annoncent une « démocratie des émotions » : la famille n'étant plus une institution aux contours dessinés par la tradition, ses membres ont l'opportunité d'entretenir des « relations pures »⁵¹⁸, fondées sur une « communication émotionnelle ». Le respect et l'obéissance aux parents doivent désormais impliquer une part de négociation et de dialogue entre les membres de la famille. La conséquence logique d'une telle situation est la création d'une forme d'égalité entre les individus constituant cette « nouvelle » famille.

⁵¹⁶ Ulrich BECK, 'Living your own Life in a Runaway World: Individualisation, Globalisation and Politics', in Anthony GIDDENS & Will HUTTON (eds.), *On the Edge...*, *op. cit.*, p. 165.

⁵¹⁷ Ulrich BECK, 'The Reinvention...', *op. cit.*, p. 13.

⁵¹⁸ Anthony GIDDENS, *Runaway...*, *op. cit.*, p. 61.

Les penseurs « post-traditionnalistes » croient également pouvoir affirmer, sur le fondement de leur analyse, que, loin de révéler une « décadence morale »⁵¹⁹, le nouvel individualisme augure une forte sensibilité des jeunes générations à certaines préoccupations morales. Autonomes mais insérés dans le tissu social, ils se tournent ainsi vers des valeurs post-matérialistes relatives au bien commun, les droits de l'Homme ou la protection de l'environnement par exemple. L'analyse que proposent des penseurs comme Anthony Giddens ou Ulrich Beck permet ainsi d'opérer l'équilibre sur lequel la Troisième Voie entend se construire en grande partie. Ces auteurs tentent en effet de concilier le besoin croissant d'autonomie qu'expriment les individus et les contraintes d'une communauté à laquelle chacun est, comme se plaît à l'affirmer Tony Blair, immanquablement rattaché.

1. 2. L'individualisme et l'État social

Le nouvel individualisme, enfant de la globalisation, est également, selon Giddens et Beck, le produit d'une « poussée sociale de l'individualisation »⁵²⁰ que favorisent les dispositifs de l'État social. Par là même, il continue de ne pouvoir être simplement compris comme un produit du néolibéralisme. Les deux auteurs estiment que le *Welfare State*, finalisé au sortir de la seconde guerre mondiale, a apporté aux individus un cadre sécurisant qui leur a permis de se désengager des :

« [...] conditions traditionnelles des classes et [des] réseaux familiaux d'entraide pour être renvoyés à eux-mêmes et à leur destin individuel sur le marché du travail, avec tous les risques, toutes les chances et toutes les contradictions que cela représente »⁵²¹.

⁵¹⁹ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 35.

⁵²⁰ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 158.

⁵²¹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 158.

Sous couvert d'une idéologie et de politiques tendant plus ou moins vers une forme de collectivisme, l'État social a *institutionnalisé* l'individualisme au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Il a fourni à l'individu, plus qu'aux familles et aux groupes, un ensemble de garanties et de droits dont ce dernier jouit du « berceau à la tombe » (*'from cradle to grave'*). Le constat dressé un siècle auparavant par Émile Durkheim, pour qui « l'individualisme a marché au même pas que l'étatisme »⁵²², se voit ainsi confirmé. Les dernières décennies du XX^e siècle ont en effet été marquées par ce qui a pu être interprété comme une « indexation » de la croissance de l'État social sur les progrès de l'individualisme : « moins l'individu peut s'appuyer sur ses proches, plus il doit s'adresser à la puissance protectrice de l'Etat »⁵²³. Comme a pu l'avancer, dans un tout autre contexte, Marcel Gauchet :

« L'État-providence classique, en même temps qu'il procède au compromis de classe, produit des effets d'individualisme formidables. Quant on procure aux individus ce parachute extraordinaire qu'est l'assurance d'assistance, on les autorise, dans toutes les situations de l'existence, à s'affranchir de toutes les communautés, de toutes les appartenances possibles, à commencer par les solidarités élémentaires de voisinage ; s'il y a la Sécurité sociale, je n'ai pas besoin de mon voisin de palier pour m'aider. »⁵²⁴

2. Une « nouvelle » forme de politique ?

Les dissensions entre « post-traditionnalistes » et « moralistes sociaux » ne se limitent pas à la seule interprétation de l'individualisme contemporain. Elles trouvent également à s'exprimer dès lors que les premiers évoquent l'idée d'une « réinvention » de la politique à l'aune de l'ère post-traditionnelle.

⁵²² Émile DURKHEIM, cité in Pierre ROSANVALLON, *La Nouvelle Question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 216.

⁵²³ Pierre ROSANVALLON, *La Nouvelle...*, op. cit., p. 216.

⁵²⁴ Marcel GAUCHET, « La société d'insécurité : les effets sociaux de l'individualisme de masse », in Jacques DONZELOT (dir.), *Face à l'exclusion : le modèle français*, Paris, Éditions Esprit, 1991, p. 170.

2. 1. De nouvelles préoccupations

Puisant en cela dans le principal registre de justification de la Troisième Voie, Beck et Giddens, notamment, affirment l'émergence de nouvelles thématiques politiques. Plus exactement, l'essor de la société post-traditionnelle s'accompagnerait d'un mouvement de politisation de certaines questions et certains domaines jusqu'alors perçus comme apolitiques. La consécration du post-matérialisme et la reconfiguration du rapport humain à la nature, par exemple, donnent naissance à de nouvelles aspirations et à de nouvelles attentes en termes de qualité de vie, de démocratisation de la vie quotidienne, d'environnement ou de sécurité. Ces aspirations sont, par conséquent, le plus souvent en rapport direct avec la sphère privée dans laquelle évoluent les individus. Considérant que c'est au sein de cette sphère que se construisent un certain nombre d'enjeux politiques contemporains, Anthony Giddens propose la mise en place de ce qu'il présente comme étant la « politique de vie » (*'life politics'*⁵²⁵). Cette nouvelle conception de la politique agrège, selon le sociologue, les « engagements radicaux visant à rendre possible une vie pleine et satisfaisante pour tous »⁵²⁶. Moderne, elle s'oppose logiquement, toujours selon Giddens, à une plus traditionnelle « politique émancipatrice » qui, elle, englobe les « engagements radicaux concernant la libération de la servitude et de l'inégalité ». Surtout, la « politique de vie » peut se réclamer de la « modernité avancée » car elle se concentre sur la seule question qu'il semble désormais légitime de se poser, aux yeux de Giddens : « comment vivre après les fins de la nature et de la tradition ? ».

Ulrich Beck se montre plus radical dans son analyse et dans la conclusion qu'il en tire. Il affirme ainsi que ces nouvelles thématiques et aspirations retirent toute pertinence à la sphère politique *orthodoxe*. Les institutions évoluant dans cet espace n'auraient en effet plus aucune emprise sur ce qui relève désormais du politique. À l'inverse, les contours de

⁵²⁵ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, pp. 14-15.

⁵²⁶ Anthony GIDDENS, *Les Conséquences...*, *op. cit.*, p. 162.

la société contemporaine se dessinent, pour l'auteur de *La Société du risque*, au cœur de nouveaux forums : la sphère judiciaire, les médias, l'initiative citoyenne, les nouveaux mouvements sociaux ou la sphère privée⁵²⁷. Il n'y a de ce fait, contrairement à certaines thèses contemporaines, pas de « stagnation politique » mais une réinvention « par le bas »⁵²⁸, loin de ces acteurs traditionnels que sont les partis ou les syndicats :

« L'impression de stagnation "politique" est trompeuse. Elle résulte de ce que l'on réduit le politique à ce qui est *étiqueté* comme tel, aux activités du *système politique*. Il suffit d'élargir la perspective pour s'apercevoir que la société nage au milieu d'un océan de transformations qui [...] méritent sans aucun doute le qualificatif de "révolutionnaire". Or, cette mutation sociale s'effectue sous la forme du *non-politique*. À cet égard, le malaise dans la politique n'est pas seulement un malaise dans la politique même, il n'est que le produit d'un *rapport déséquilibré* entre la toute-puissance de la pratique officielle qui se donne des airs politiques et devient impuissante, et une transformation très large de la société qui arrive à petits pas, en se soustrayant à la décision *mais de façon irrésistible* et apolitique. [O]n n'attend plus que les contours d'une autre société se dessinent à partir des débats parlementaires ou des décisions de l'exécutif, mais plutôt de l'application de la microélectronique, de la technologie nucléaire et de la génétique humaine [...]. [D]ésormais le potentiel de modelage de la société a quitté le système politique pour s'installer du côté du système sub-politique de la modernisation scientico-technico-économique. On observe une inversion précaire du politique et du non-politique. *Le politique devient apolitique, et ce qui était apolitique devient politique.* »⁵²⁹

Cette « requalification des activités sociales »⁵³⁰ décrite par Ulrich Beck débouche sur une situation d'autant plus « précaire » qu'à l'en croire,

« Les institutions politiques deviennent les administrations d'une évolution qu'elles n'ont pas planifiée, et sur laquelle elles ne peuvent intervenir, mais dont elles doivent pourtant répondre. D'un autre côté, les décisions prises dans l'économie et la science sont chargées d'un contenu politique effectif que leurs acteurs ne peuvent en aucun cas légitimer. »⁵³¹

⁵²⁷ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, pp. 420-493.

⁵²⁸ Ulrich BECK, 'The Reinvention...', *op. cit.*, p. 23.

⁵²⁹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, pp. 403-405.

⁵³⁰ Jacques LAGROYE, « Les processus de politisation », in Jacques LAGROYE (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003, p. 361.

⁵³¹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 406.

Anthony Giddens tente, d'une certaine manière, d'apporter une réponse aux implications de cette « précarité ». Cette réponse ne peut prendre corps, répète Giddens, que dans le ralliement de la Troisième Voie et, plus généralement, de la social-démocratie européenne, au concept de « politique de vie ». C'est donc à une révolution culturelle que le sociologue entend exposer le « progressisme ». Ce dernier doit se défaire d'un *ethos* productiviste. Anthony Giddens prétend ainsi dénoncer la propension de la social-démocratie à ne se résumer, le plus souvent, qu'à un *économisme*⁵³². La « gauche de gouvernement » doit par conséquent s'ouvrir au post-matérialisme, un post-matérialisme dont les valeurs seraient déjà présentes au sein de l'électorat.

Le glissement des enjeux et débats hors des cadres traditionnels conduit Anthony Giddens à pousser un peu plus loin sa réflexion. Il trace ainsi les grandes lignes d'un élargissement du champ démocratique.

2. 2. La « démocratie dialogique », ébauche d'une théorie de la démocratie ?

La lecture qu'Anthony Giddens effectue des évolutions précédemment évoquées s'avère moins pessimiste pour le système politique « classique » que celle de son confrère Ulrich Beck. Le sociologue anglais, qui reste persuadé de la nécessité et de la possibilité d'adapter les institutions politiques à la reconfiguration actuelle de la politique, offre une solution qui se veut ambitieuse. Elle ne prétend en effet rien moins qu'à une extension du champ démocratique. Il s'agit, pour reprendre les propres mots d'Anthony Giddens, de « démocratiser la démocratie »⁵³³. Il serait, pour cela, nécessaire d'intégrer pleinement

⁵³² Cette critique s'est déjà faite entendre au cœur de la social-démocratie européenne. On se souviendra ainsi qu'en 1998, l'ancien Premier ministre français Michel Rocard regrettait que les sociaux-démocrates aient été « victimes de cette anthropologie réductrice ». Quelques années plus tard, un autre Premier ministre français, Lionel Jospin, affirme que la « social-démocratie ne saurait se limiter à un néo-keynésianisme [mais] doit avancer sur le terrain large de la modernité ». (Voir respectivement *Quelle Gauche pour le XXI^e siècle ?*, Paris, Actes du colloque organisé par l'Action pour le Renouveau Socialiste, le 10 octobre 1998, p. 24, et Lionel JOSPIN, *Le Socialisme moderne*, Paris, Fondation Jean Jaurès, notes de la FJJ, n° 15, mars 2000, p. 34).

⁵³³ Anthony GIDDENS, 'Brave new World: The new Context of Politics', in David MILIBAND (ed.), *Reinventing...*, op. cit., p. 33.

dans le jeu politique ces acteurs singuliers, car non « orthodoxes », que sont les nouveaux mouvements féministes, écologistes, etc. La parole des experts doit également être soumise aux interrogations du plus grand nombre, de manière à ce que chacun puisse se saisir des questions intéressant l'orientation de la société. Ce mouvement doit se faire, toujours selon l'ancien directeur de la *London School of Economics*, au travers de la mise en place d'une « démocratie dialogique », seule capable de créer les conditions d'un dialogue permanent au sein de la société. Cependant, Giddens ne s'attarde pas outre mesure sur les éventuels et tangibles mécanismes de fonctionnement de cette « démocratie dialogique ». En outre, le dialogue n'apparaît paradoxalement pas, à ses yeux, comme une panacée. Le sociologue n'en attend pas qu'il débouche inmanquablement sur une solution ou un consensus. L'ambition de Giddens n'est pas là. Il conçoit avant tout la démocratie dialogique comme un moyen de favoriser l'émergence de la tolérance entre les parties. La confiance, la compréhension et la reconnaissance pourront de ce fait s'installer entre les institutions politiques traditionnelles et les individus, mais également dans les rapports entre individus autonomes. Chacun est ainsi appelé à débattre au sein de l'espace public, à émettre ses différences d'interprétation et de conception. Cette extension du domaine démocratique ne laisse cependant d'interroger. Il semble en effet présupposer l'égal accès de tous, c'est-à-dire, par exemple, de « Rupert Murdoch, propriétaire de la moitié des quotidiens britanniques, [du] docker en grève de Liverpool, [de] l'infirmière, [de] l'instituteur ou [de] la famille monoparentale », aux mêmes canaux d'expression⁵³⁴. Ressurgit donc ici la thèse selon laquelle la Troisième Voie n'aurait pour autre ambition que de *dépolitiser* la politique. Plus généralement, le concept de démocratie dialogique avancé par Anthony Giddens doit être, à notre sens, rapproché de la conception de l'égalité à laquelle se rallient la majorité des *thirdwayers*. Celle-ci se décline en une

⁵³⁴ Philippe MARLIÈRE, « Le *London consensus*. À propos d'Anthony Giddens et de la troisième voie », *Mouvements*, n° 3, mars-avril 1999, p. 149.

égalité *réelle* des chances devant conduire à une égalité de statut⁵³⁵. L'égalité de statut se vérifie, schématiquement, dans l'appartenance au *tout* social, sans que soient réellement prises en compte les contraintes liées aux inégalités matérielles. Or, c'est ce vers quoi semble tendre implicitement cette démocratie dialogique en considérant comme acquise l'égalité de tous au sein de l'espace public.

2. 3. Le « post-traditionnalisme » à l'épreuve du concret

On comprend aisément que l'analyse à laquelle se livrent les « post-traditionnalistes », et plus particulièrement l'ébauche d'une nouvelle théorie de la démocratie par Anthony Giddens, puisse singulariser ces auteurs au sein de l'espace de théorisation. Les idées ainsi développées sont, *a priori*, difficilement endossables par les dirigeants d'un parti politique « classique », fussent-ils « modernisateurs ». Comme le remarquent Stephen Driver et Luke Martell, les questions dont les gouvernements néo-travailleurs entendent quant à eux se saisir ne semblent pas dépasser les frontières économiques et sociales conventionnelles⁵³⁶. De même, « les programmes de démocratisation du *New Labour* concernent le gouvernement et ne vont pas *au-delà* du gouvernement »⁵³⁷. *A priori*, les réformes tendant à une dévolution du pouvoir central vers le niveau local ou à la mise en place de partenariats entre « acteurs de la société civile » (les « représentants » de communauté, les associations, etc.) et autorités politiques locales ne prennent pas pour cadre la « politique de vie » (*life politics*). Elles ne semblent donc pas en mesure de répondre aux aspirations de mouvements sociaux contemporains que Beck comme Giddens jugent pourtant en phase avec les attentes de l'électorat.

Pour pertinent qu'il soit en 1999, le constat dressé par Driver et Martell mériterait peut-être d'être désormais nuancé. Dans une perspective trahissant sans doute un certain

⁵³⁵ Voir les chapitres 5 et 6.

⁵³⁶ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left, Right...', *op. cit.*, p. 157.

⁵³⁷ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left, Right...', *op. cit.*, p. 157.

opportunisme politique, Gordon Brown⁵³⁸ réagit en effet, à l'automne 2005, à la mobilisation '*Make Poverty History*' de l'été précédent. Cette campagne, visant à imposer aux membres du G8 l'effacement de la dette des pays les plus pauvres, doit, selon le Chancelier de l'Échiquier, être appréhendée comme le premier acte du « consensus progressiste » auquel il entend associer le troisième mandat du *New Labour*. La mobilisation autour de *Make Poverty History* confirmerait en effet la vivacité de l'activisme politique. Loin de traduire un désintérêt des électeurs pour la politique, le fort taux d'abstention constaté lors des élections générales du printemps 2005 doit au contraire inciter les « organisations politiques traditionnelles »⁵³⁹ que sont les partis à fournir un effort particulier. Elles doivent ainsi, toujours selon Gordon Brown, accéder à un nouveau pallier de leur évolution en décidant de s'adresser aux associations, mouvements et groupes divers dans lesquels s'engagent désormais les citoyens : des regroupements à l'assise locale, focalisés sur des « préoccupations globales »⁵⁴⁰ car intéressant la vie quotidienne sous tous ses aspects.

- III - DANS LA SOCIÉTÉ DU RISQUE

Le risque, tel qu'il est présenté dans la littérature de la Troisième Voie, est certainement l'élément le plus saillant de la radicalisation de la modernité. Il est la pierre angulaire de la société contemporaine. Ulrich Beck croit ainsi pouvoir parler de « société du risque », dans l'ouvrage pionnier qu'il publie en Allemagne, en 1986⁵⁴¹. Le concept même de « risque » apparaît, en Grande-Bretagne, quelques années plus tard, au début des

⁵³⁸ Gordon BROWN (interviewed by Robert PHILPOT & Mark DAY), *Progress*, September-October 2005.

⁵³⁹ Gordon BROWN (interviewed by Robert PHILPOT & Mark DAY), *op. cit.*

⁵⁴⁰ Gordon BROWN (interviewed by Robert PHILPOT & Mark DAY), *op. cit.*

⁵⁴¹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*

années 1990. Il est notamment observable dans les écrits d'individus évoluant dans le sillage ou au cœur même de la nébuleuse « modernisatrice » travailliste. Il est ainsi présent dans l'analyse de la politique « moderne » à laquelle se livre Geoff Mulgan, ou dans celle que le philosophe John Gray publie régulièrement dans le *Guardian*. Il est surtout latent dans les travaux scientifiques que Giddens publie en 1990-1992, et omniprésent dans ses premiers essais politiques, à partir de 1993-1994⁵⁴². L'universitaire anglais est certainement celui qui contribue le plus, à partir de ces années, à faire du « risque » un élément central du débat intellectuel et politique britannique. Polity Press, la maison d'éditions qu'il a fondée, permet en effet la diffusion du travail de Beck⁵⁴³. En outre, du fait des caractéristiques de cette maison d'éditions, cette diffusion s'opère au-delà du seul espace académique. Devenu directeur de la *London School of Economics*, Anthony Giddens offre également au sociologue munichois un poste de professeur invité, rendant ainsi plus facile et évidente l'intervention de ce dernier dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie⁵⁴⁴. Enfin, celui qui devient progressivement « l'universitaire préféré de Tony Blair » se réapproprie et retravaille les thèses de Beck dans les tribunes qu'il signe, dès 1993, dans le *Guardian* ou le *New Statesman*. Il contribue, par là même, à les rendre visibles dans le débat public, et participe à ce mouvement faisant progressivement du risque la mesure de toute chose dans les discussions politico-intellectuelles de la fin des années 1990⁵⁴⁵.

⁵⁴² Outre *Beyond Left and Right*, publié en 1994, on pense également à la contribution qu'il fournit au livre que dirige David Miliband : Anthony GIDDENS, 'Brave new ...', *op. cit.*

⁵⁴³ La traduction anglaise de *Risikogesellschaft*, en 1992, est cependant le fait de la maison d'éditions Sage.

⁵⁴⁴ Ulrich Beck signe en effet durant cette période des tribunes dans le *New Statesman* et participe également à des conférences organisées par des *think tanks* proches des néo-travaillistes.

⁵⁴⁵ On ajoutera que Anthony Giddens et Ulrich Beck sont au centre d'une conférence organisée à Londres, en mars 1996, par l'*Institute for Public Policy Research*. Elle donnera lieu à la publication, par ce même *think tank* et Polity Press, d'un volume regroupant les principales communications : Jane FRANKLIN (ed.), *The Politics of Risk Society*, Cambridge, Polity Press (in association with the IPPR), 1998, 135 p.

1. Du « risque externe » au « risque fabriqué »

1. 1 Le paradoxe de la Société du risque

Tenter de définir de manière fine ce qu'est la société du risque implique tout d'abord de signaler qu'elle repose sur un paradoxe. La société du risque n'est rien d'autre que la société industrielle touchant à ses limites. Les risques sont en effet produits par un processus de modernisation et de progrès que les hommes ne peuvent plus contrôler. Le dépassement de la tradition et la domination sans retour de la nature ont rendu possible l'émancipation de la société industrielle et de ceux qui la composent. Ces phénomènes ont cependant, au travers d'un « effet *boomerang* », sapé les fondations de cette même société. Le progrès technologique et économique, longtemps pensé comme un moyen pour l'Homme de maîtriser son existence, le place au contraire sous la menace d'un nouveau type de risque. L'exemple le plus significatif de cette menace demeure, dans *La Société du risque*, le risque environnemental, élément symptomatique d'un monde où *la nature n'est plus la nature*.

Révisée par Ulrich Beck et retravaillée par Anthony Giddens, la notion de risque prend progressivement l'allure d'une catégorie plus large, englobant, au-delà des tornades et de la « maladie de la vache folle », un ensemble varié de menaces « modernes » pesant sur l'existence humaine. Anthony Giddens interprète ainsi la faillite de la prestigieuse institution bancaire Barings, au milieu des années 1990⁵⁴⁶, non comme le résultat de l'inconscience de quelques-uns, mais comme l'incapacité des individus à dominer la technologie moderne structurant la nouvelle économie⁵⁴⁷. La disparition de l'établissement

⁵⁴⁶ La déroute financière de la Barings fait suite aux investissements inconsidérés de l'un de ses courtiers, Nick Leason.

⁵⁴⁷ Anthony GIDDENS, « La société du risque : Le contexte politique britannique », *Risques*, n° 32, octobre-décembre 1997, p. 41.

financier permet, par conséquent, de donner corps au risque que peut désormais représenter toute confrontation à un système technologique quel qu'il soit.

Polymorphe, le risque est donc, pour *ses* théoriciens que sont Anthony Giddens ou Ulrich Beck, un élément de la vie quotidienne des individus. On pourrait objecter que cette situation n'est, *a priori*, pas nouvelle, et que de tout temps les hommes ont eu à faire face à l'incertitude. La particularité du risque contemporain réside cependant, selon ces auteurs, dans le fait qu'il est intégré dans la dynamique d'évolution de la société. Si les femmes et les hommes du Moyen Âge, de la Renaissance ou de la « première modernité » évoluaient dans des sociétés traversées de périls de toutes sortes, ils considéraient néanmoins les risques comme extérieurs à leur existence et à leur activité (*external risks*). Ils en localisaient ainsi l'origine dans la volonté divine, le destin ou la providence. C'est cette extériorité qui justifia notamment, au début du XX^e siècle, l'essor du principe assurantiel. En outre, des risques externes comme la maladie, l'accident ou la perte d'un emploi renvoient à des événements qui, s'ils demeurent inattendus, n'en constituent pas moins, notamment en raison de leur fréquence, une réalité prévisible. Le risque structurant la société contemporaine est de tout autre nature. La société du risque rompt avec cette idée d'anticipation. L'incertitude s'avère en effet liée au développement humain. C'est en cela que le nouveau risque doit être considéré comme « fabriqué » (*manufactured risk*), produit par l'Homme. Il rend ainsi compte d'une époque de plus en plus marquée par la pénétration de la science et de la technologie dans des domaines jusqu'alors inconnus, et ne renvoie, de ce fait, à aucune expérience passée.

1. 2. Le ré-enchantement du risque

La Société du risque n'est donc pas plus dangereuse que celles qui l'ont précédée. L'imprévisibilité qui caractérise son évolution peut même donner lieu à une lecture optimiste. La dimension positive accolée à la société du risque est particulièrement prégnante dans l'analyse que livre Anthony Giddens. Bien qu'il puisse prendre la forme

de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl ou de la crise financière asiatique de la fin des années 1990, le risque tel que décrit par le sociologue anglais est à « double face », « janusien »⁵⁴⁸. Il est en effet, pour reprendre les termes de l'ancien directeur de la LSE, le mécanisme énergétique de nos vies et se trouve au cœur des nouveaux dilemmes auxquels nous faisons face⁵⁴⁹. Plus concrètement, le risque fabriqué peut être une source de motivation ou d'innovation économique et scientifique. L'individu est donc appelé, selon Giddens, à adopter une attitude plus affirmée et engagée envers les incertitudes traversant les sociétés contemporaines. Il doit, à cet effet, accepter l'intrusion du risque dans les moindres recoins de la vie quotidienne et développer une nouvelle rationalité, radicalement tournée vers l'avenir et les potentialités qu'il recèle. Les succès financiers caractérisant le « nouveau capitalisme » sont l'une des illustrations les plus concrètes de cette nouvelle rationalité. Fruit de l'esprit d'initiative, ils peuvent, sous l'effet de quelques décisions aventureuses, s'évanouir ou connaître une croissance exponentielle. Cette gestion active des risques peut même, toujours selon le sociologue, être à l'origine d'une certaine forme de liberté. Anthony Giddens constate, par exemple, que les demandes de divorces enregistrées dans les démocraties occidentales ces dernières années sont de plus en plus le fait de femmes, désireuses de mener une nouvelle vie. Les craintes et réticences liées aux convenances et à la dépendance économique se seraient, en grande partie, estompées⁵⁵⁰.

Ce que suggère Giddens au travers de cette démonstration, c'est la nécessité de construire, sur la dynamique de la société du risque, une '*society of responsible risk*

⁵⁴⁸ Jean-Gustave PADIOLEAU, « La société du risque, une chance pour la démocratie », *Le Débat*, n° 109, mars-avril 2000, p. 40.

⁵⁴⁹ Anthony GIDDENS & Christopher PIERSON, *Conversations with...*, *op. cit.*, p. 193.

⁵⁵⁰ Le sociologue prend cependant soin de tempérer son enthousiasme en concédant que ce dernier exemple demeure malgré tout conditionné au niveau social des individus. Les implications économiques et financières des divorces sont toujours marquées par une forte inégalité : « certaines femmes voient leur pouvoir d'achat chuter après un divorce tandis que d'autres réussissent à mener une vie plus confortable qu'auparavant » (Anthony GIDDENS, « La société du... », *op. cit.*, p. 45).

*takers*⁵⁵¹. Cette orientation peut aisément être mise en résonance avec le discours des « nouveaux sociaux-démocrates ». Elle semble, par exemple, particulièrement en phase avec la volonté d'édification d'une société qui « célèbre les mérites des chefs d'entreprise performants au même titre que ceux des artistes ou des footballeurs - et qui apprécie la créativité sous toutes ses formes »⁵⁵². La valorisation de la prise de risque, voire, comme l'écrit Giddens, l'acquisition d'une « culture du risque », sert surtout de socle au discours de la réforme de l'État social derrière lequel avance la Troisième Voie. Elle s'offre en contre-exemple idéal d'un *Welfare State* présenté comme trop rigide. Il va de soi que l'adoption de ce discours et de cette stratégie nourrit quelques soupçons. Le risque est dès lors, tout comme la globalisation, perçu par les contempteurs du « nouveau progressisme » comme un pilier essentiel du fameux « discours TINA » (*there is no alternative*). Son utilisation peinerait à masquer un simple opportunisme politique.

2. Le risque, notion opportuniste ?

Principal marqueur de la « modernité avancée », le risque occupe une place centrale dans le *corpus* théorique de la Troisième Voie. On peut cependant constater, à la suite d'Yves Bonny⁵⁵³, les implications que recouvre l'« extension sémantique » caractérisant désormais cette notion. Censé, dans un premier temps, rendre compte des effets de l'évolution économique et technologique, le risque semble désormais devenir le seul prisme au travers duquel peut-être analysée la société. Il assemble dans un étrange amalgame les différentes dimensions et transformations structurelles du *tout* social. En mettant sur un même pied d'égalité les risques industriels et scientifiques et l'insécurité

⁵⁵¹ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 100.

⁵⁵² Blair-Schröder. *Le texte...*, *op. cit.*, p. 22.

⁵⁵³ Yves BONY, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 196.

sociale, la notion peut perdre de sa pertinence et finir par ne « plus rien vouloir dire »⁵⁵⁴. Il est donc peut être légitime de penser avec Robert Castel qu'est ainsi ouverte la voie d'une « quasi-métaphysique du risque »⁵⁵⁵ ; une métaphysique, voire une « idéologie », dont le dessein pourrait être, toujours selon le sociologue français, d'« occulter la spécificité des problèmes qui se posent aujourd'hui et la recherche des responsabilités à l'origine de ces dommages que l'on présente souvent comme inéluctables »⁵⁵⁶.

L'inéluctabilité du « nouveau » risque, c'est-à-dire du risque fabriqué, porte donc en elle de nombreuses interrogations auxquelles semblent répondre plusieurs penseurs de la Troisième Voie : n'étant plus prévisible et revêtant, le plus souvent, la forme de catastrophes majeures (Tchernobyl, l'encéphalopathie spongiforme bovine, etc.), le risque manufacturé mettrait à mal le principe *assurantiel* sur lequel se sont fondés nombre d'États sociaux. Le cadre qu'offraient l'assurance et la protection sociales semble en effet débordé, inapte à contenir ce type singulier d'incertitude. Les projets de développement de l'assurance sociale privée mis en place depuis 1997 par les gouvernements néo-travaillistes confortent cette analyse⁵⁵⁷.

C'est en outre en réaction à ce constat que se développe une autre critique majeure adressée à la société du risque. La remise en cause du système *assurantiel*, associée à la description de l'individualisation croissante de la société, tend à remettre en cause l'idée de solidarité. Certains intellectuels, souvent proches du marxisme, reprochent ainsi à Anthony Giddens et Ulrich Beck d'utiliser la notion de risque pour mieux enterrer la dimension *classiste* de la société industrielle. Si cette posture semble être assumée par le

⁵⁵⁴ Yves BONY, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 196.

⁵⁵⁵ Robert CASTEL, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2003, p. 63.

⁵⁵⁶ Robert CASTEL, *L'Insécurité...*, *op. cit.*, p. 63.

⁵⁵⁷ Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* entre mai 1997 et juillet 1998, est l'un des parangons de cette privatisation. Revendiquant un attachement à une certaine tradition du progressisme britannique, il propose de soutenir l'émergence d'un nouveau mutualisme, capable de suppléer l'État dans ses missions d'assurance et de protection sociales.

premier, il en va différemment du second. Le sociologue munichois se montre en effet relativement mal à l'aise dès lors qu'il s'agit de décrypter la constitution de la société contemporaine. S'il considère que la société industrielle a perdu de sa substance originelle et ne peut plus être analysée en termes de classe, Ulrich Beck concède cependant que la « répartition et l'augmentation des risques [...] recourent partiellement l'inégalité [traditionnelle] de couches et de classes » traditionnelle⁵⁵⁸. Toutefois, ajoute-t-il, elles donnent lieu à une « logique de répartition fondamentalement différente » : les « nouveaux risques » recèlent ce que Beck appelle un « effet *boomerang* qui déborde la société de classes »⁵⁵⁹. Si, dans un premier temps, « les richesses s'accumulent en haut [et] les risques en bas »⁵⁶⁰, Beck avance cependant l'idée que puisse apparaître à terme une certaine forme d'égalité devant le risque. La démonstration de l'universitaire allemand s'avère relativement simple et peu empirique. Certes, écrit-il,

« Les risques de contamination, de radiation et d'intoxication liées à l'accomplissement d'un travail dans les entreprises industrielles sont répartis de façon inégale en fonction des métiers. »⁵⁶¹

De même,

« [...] le prolétariat de la société mondiale du risque habite au pied des cheminées d'usine, à côté des raffineries et des usines chimiques des centres industriels du Tiers-Monde »⁵⁶².

Néanmoins, ajoute Ulrich Beck, le processus de globalisation du monde moderne conduit à ce que « les risques finissent toujours, tôt ou tard, par atteindre ceux qui les produisent ou en profitent »⁵⁶³. Les « *situations de risques ne sont [dès lors plus] des*

⁵⁵⁸ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 41.

⁵⁵⁹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 41.

⁵⁶⁰ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 63.

⁵⁶¹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 63.

⁵⁶² Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 75.

⁵⁶³ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 67.

situations de classes »⁵⁶⁴, chacun étant appelé à être exposé aux mêmes incertitudes que son voisin. La menace devient globale et, dans un mouvement que Beck qualifie de « démocratique », abolit les dernières zones de non-exposition. On peut en effet penser avec Beck que les nuages de radioactivité, les tornades ou les ouragans ne connaissent pas de frontières (qu'elles soient géographiques ou sociales). Est-ce pour autant à dire que la baraque en tôle d'une *favela* offre les mêmes garanties face au risque qu'une villa de milliardaire sur les Îles Moustiques ? Non, selon toute vraisemblance. Le risque, même « fabriqué », conserve par conséquent une dimension sociale fortement marquée. Il ne permet pas d'éluder la question de l'inégalité, et, plus précisément, de l'inégalité matérielle. Ce constat permet ainsi à certains analystes critiques du « nouveau progressisme » d'avancer que le degré d'exposition aux risques - considérés ici dans leur diversité - constitue une variable pertinente mais oubliée des penseurs de la Troisième Voie. Pourtant, sa prise en compte permettrait à terme, selon eux, de superposer société du risque et société de classes.

Le récit qu'élaborent les « penseurs de la Troisième Voie » est donc celui d'un monde traversé de changements et de mutations ne renvoyant à aucune expérience acquise ; des changements et des mutations qui, surtout, tendraient à disqualifier les catégories de compréhension et de pensée ayant précédé le travail des *thirdwayers*. De ce fait, même si l'espace de théorisation s'avère, à de nombreuses reprises, divisé par certains actes de définition, de codification ou d'interprétation, l'ambition commune de ses acteurs demeure, à terme, de rendre légitime la détermination d'un nouveau projet politique. On peut cependant remarquer que l'analyse à laquelle prétendent les entrepreneurs de la

⁵⁶⁴ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 72.

Troisième Voie est souvent rattrapée par un discours pour le moins *prescriptif*. D'enregistreur d'une réalité sociologique, *le* théoricien de la Troisième Voie se mue alors en producteur d'une « vision du monde ». C'est sur le fondement de cette dernière que la Troisième Voie se tourne vers ce qui se révèle le plus souvent être le miroir d'une société et contribue, de ce fait, à distribuer les marqueurs partisans : la question sociale.

TROISIÈME PARTIE

UNE TROISIÈME VOIE AU CŒUR DE LA QUESTION SOCIALE ?

Chapitre 5 : À la recherche du « mot-en-e »

Chapitre 6 : Question sociale et question morale

Chapitre 7 : Les frontières changeantes du *Welfare*

Des différentes tensions nées de l'énonciation de la Troisième Voie, c'est très certainement autour de son approche de la question sociale que se sont cristallisées les critiques les plus importantes. « Aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture »⁵⁶⁵, la question sociale - ou, plus précisément, son traitement - contribue à distribuer les marqueurs partisans. L'approche du *social* adoptée par les entrepreneurs de la Troisième Voie aurait ainsi contribué à l'émergence d'une lecture *disqualifiante* de ce « nouveau radicalisme » comme projet politique de centre gauche. Cette lecture se nourrit de la volonté affichée des *thirdwayers* de rompre avec l'acception classique d'un État social coupable, à leurs yeux, d'être associé par une partie de l'électorat « à la fraude, à l'abus, à la paresse, à la culture de la dépendance, [et] à l'irresponsabilité sociale [...] »⁵⁶⁶. En s'éloignant des

⁵⁶⁵ Robert CASTEL, *Les Métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard, 1995, p. 18.

⁵⁶⁶ Tony BLAIR, 'Beveridge revisited', in Robert WALKER (ed.), *Ending Child Poverty*, Policy Press, 1999, cité in Paul SPICKER, *Poverty and Welfare State. Dispelling the Myths*, Londres, Catalyst, 2002, p. 28.

positions traditionnelles - ou perçues comme telles - du *Old Labour*, La nébuleuse « modernisatrice » et ses alliés auraient donc « volé les habits de la droite » et « ouvertement défendu le noyau de la révolution thatchérienne »⁵⁶⁷.

Arc-bouté sur l'argument de la « modernisation », le « discours de la réforme » élaboré au sein de l'espace de théorisation postule avant tout la nécessité de s'adapter aux bouleversements rencontrés par les sociétés contemporaines. Alistair Darling, secrétaire au Travail et aux retraites, avance ainsi que :

« La structure de l'économie a changé, les modèles industriels et les conditions de travail sont très différents, et le marché du travail a eu besoin de s'adapter en conséquence. Les vies des gens et leurs attentes se sont transformées [...] Il y a eu de profonds changements économiques et sociaux depuis 1948. Mais le *Welfare State* a échoué à suivre le rythme. La réforme est de ce fait essentielle. »⁵⁶⁸

Les partisans de la Troisième Voie ne font en outre pas mystère de la catégorie précise d'individus à laquelle s'adresse ce discours. Il est en effet pensé comme une réponse aux attentes de « classes moyennes » dont les contours particulièrement imprécis les rendent électoralement hégémoniques. La Troisième Voie semble par conséquent entériner le constat selon lequel cette population n'apporterait plus un soutien inconditionnel à un État social qu'elle porte pourtant financièrement. Cette situation ne révélerait pas « un égoïsme rampant »⁵⁶⁹, mais l'essor d'un « rapport utilitariste » à l'État social : la volonté de ne plus avoir à « payer pour les autres »⁵⁷⁰. Le *Welfare State* ne peut dès lors, selon une majorité de « néo-progressistes », continuer de reposer sur

⁵⁶⁷ Francis FUKUYAMA, 'Is there a worldwide conservative Crack-up?', *The Weekly Standard*, 25 August-1 September 1997, p. 18-19.

⁵⁶⁸ 'The structure of the economy has changed, industrial patterns and working conditions are very different and the labour market has needed to adapt accordingly. People's lives and their expectations have been transformed [...] there have been profound economic and social changes since 1948. But the Welfare State has failed to keep pace. Reform is therefore essential.' (Alistair DARLING, cité in Alan FINLAYSON, *Making Sense of New Labour*, London, Lawrence & Wishart, 2003, p. 79).

⁵⁶⁹ Samuel BOWLES & Herbert GINTIS, 'Is Equality passé? Homo reciprocans and the future of egalitarian Politics', *The Boston Review*, December 1998-January 1999.

⁵⁷⁰ Patrick HASSENTEUFEL, « L'État-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté », *L'Année sociologique*, 1996, vol. 46, n° 1, p. 148.

l'« altruisme ». Chacun - contributeurs et bénéficiaires - doit se voir reconnaître un intérêt à « faire société » autour de cette institution. Les acteurs de l'espace de théorisation de la Troisième Voie s'engagent dès lors dans un travail de reconfiguration de la *matrice principielle* de l'État social. Ils en viennent ainsi, au travers d'une redéfinition de ce qu'est une « société juste », à esquisser les nouveaux contours de l'égalité (**chapitre 5**), et à affirmer ce qu'implique, d'un point de vue moral, l'appartenance à la société (**chapitre 6**). Enfin, cette réflexion les conduit à interroger la pertinence des frontières « traditionnelles » du *Welfare* (**chapitre 7**).

Chapitre 5

À la recherche du « mot-en-E »

*'There is no future for the "egalitarianism at all costs"
that absorbed leftists for so long'*

Anthony GIDDENS⁵⁷¹

Eric Hobsbawm a rappelé combien, au travers de ces « grands textes du réformisme de l'âge d'or »⁵⁷² que furent *The future of Socialism* d'Anthony Crosland, *La Société d'abondance* de John K. Galbraith, ou *Au-delà de l'État-providence* de Gunnar Myrdal, toute une génération d'auteurs a pensé, entre 1955 et 1960, avoir « résolu pour de bon les problèmes de la société occidentale »⁵⁷³. Cette génération estimait en effet que la croissance économique qui triomphait alors effacerait les inégalités et, par là même, les décennies d'affrontements autour la notion même d'égalité. La suite lui aura donné tort. La Grande-Bretagne de 1997, année de l'arrivée au pouvoir des néo-travailleurs, se signale en effet principalement par le niveau de ses inégalités de revenus et de richesse. Paradoxalement, le terme même d'égalité ne monopolise pas la rhétorique de la Troisième Voie lors de ses premières années de théorisation. Cette réticence à simplement prononcer le « mot-en-e », pour reprendre la formule ironique de certains journalistes politiques, trouverait à s'expliquer par l'efficace travail de sape entrepris pendant dix-huit années par le pouvoir précédent. Ce dernier n'a ainsi eu de cesse de présenter l'égalité comme une

⁵⁷¹ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 85.

⁵⁷² Eric HOBBSAWM, *The Age of Extremes: The short twentieth Century, 1914-1991*, London, Joseph, 1994 ; traduit de l'Anglais par Pierre-Emmanuel DAUZAT, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle. 1914-1991*, Paris, *Le Monde Diplomatique*/Editions Complexe, 1999, p. 377.

⁵⁷³ Eric HOBBSAWM, *L'Âge des...*, *op. cit.*, p. 377.

notion totalitaire et amoral, et d'arguer *a contrario* d'un « droit à l'inégalité ». Au-delà d'une quelconque gêne à défendre une valeur *dé légitimée*, c'est l'effort des partisans de la Troisième Voie à rompre avec elle et ce qu'elle induit qui ne laisse d'interroger. Semblant ainsi confirmer combien l'égalité peut être un « idéal mûr pour la trahison »⁵⁷⁴, la Troisième Voie s'est en effet attelée à l'associer à la « vieille gauche », et à contester la pertinence de la redistribution matérielle qu'elle impliquait traditionnellement. Nombreux sont dès lors ceux qui estiment, à l'instar de Stephen Driver et Luke Martell, que la mort de John Smith et l'arrivée de Tony Blair à la tête du *Labour* marquent la fin du « parti de la redistribution »⁵⁷⁵. En 1998, le « modernisateur » David Blunkett croit ainsi pouvoir affirmer qu'aucun gouvernement « entrant dans le XXI^e siècle ne peut espérer créer une société égalitaire simplement en prenant à certains groupes pour redistribuer à d'autres »⁵⁷⁶. Le débat engendré, notamment au sein de la gauche, par de telles orientations doctrinales (I) conduit, pour partie, certains entrepreneurs de la Troisième Voie à avancer une conception de l'égalité qu'ils estiment en phase avec les contraintes que ferait naître la « modernité avancée » (II). Cette redéfinition de la « carte travailliste » de l'égalité se heurte cependant à des critiques se focalisant tant sur des questions d'ambition que de faisabilité (III).

⁵⁷⁴ Michael WALZER, *Spheres of Justice. A Defense of Pluralism and Equality*, New York, Basic Books, 1983 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Pascal ENGEL, *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 1997, p. 13.

⁵⁷⁵ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour...*, *op. cit.*, p. 40.

⁵⁷⁶ David BLUNKETT, 1998, cité in Peter KELLNER, 'Equality of Access', in Dick LEONARD, *Crosland and New Labour*, Basingstoke, MacMillan/Fabian Society, 1999, p. 15.

- I - « CONTRE LA TROISIÈME VOIE »⁵⁷⁷

« [L]e critère utilisé le plus couramment pour distinguer la droite de la gauche », écrivait le philosophe italien Norberto Bobbio en 1994, « est l'attitude qu'adoptent les hommes vivant en société face à l'idéal d'égalité qui est [...] une des fins ultimes qu'ils se proposent d'atteindre et pour lesquelles ils sont prêts à se battre »⁵⁷⁸. « Lorsque l'on attribue à la gauche une sensibilité plus forte à la réduction des inégalités », prenait cependant soin d'ajouter l'universitaire turinois, « cela ne veut pas dire qu'elle prétende éliminer toutes les inégalités ou que la droite veuille les conserver toutes, mais tout au plus que la première est plus égalitaire et la seconde plus inégalitaire »⁵⁷⁹. Cet avertissement entendu, force est pourtant de constater que la poursuite de l'égalité demeure, ne serait-ce que sur le plan des représentations, un marqueur essentiel de la gauche. Il est dès lors cohérent et légitime que les opposants à la Troisième Voie se situant « à gauche » de l'échiquier politique aient porté la contradiction sur ce terrain hautement symbolique et susceptible de disqualifier ce « progressisme radical ». L'émergence d'une critique affirmant l'abandon de l'idéal égalitaire par le parti de gauche britannique coïncide avec l'accession de Tony Blair à la tête du *Labour*. S'il est possible d'en distinguer les prémices dans les réactions d'une partie de la gauche intellectuelle à l'*aggiornamento* dans lequel s'engage l'organisation politique à la fin des années 1980, c'est en effet plus sûrement la réception du travail de la Commission sur la Justice Sociale qui doit servir de repère⁵⁸⁰.

⁵⁷⁷ Nous nous permettons de reprendre ici le titre de l'ouvrage d'Alex CALLINICOS, *Against the Third Way. An anti-capitalist Critic*, Cambridge, Polity Press, 2001, 152 p.

⁵⁷⁸ Norberto BOBBIO, *Dresta e sinistra : ragioni e significati di una distinzione politica*, Roma, Donzelli, 1994 ; traduit de l'Italien par Sophie GHERARDI et Jean-Luc POUTHIER, *Droite et Gauche. Essai sur une distinction politique*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 117.

⁵⁷⁹ Norberto BOBBIO, *Droite...*, *op. cit.*, p. 125.

⁵⁸⁰ Parallèlement aux travaux de cette Commission, sont également rendus publics ceux de deux autres instances *ad hoc* s'intéressant à des problématiques voisines. La *Commission on Wealth Creation and Social Cohesion in a Free Society*, présidée par le sociologue Ralf Dahrendorf, est mise en place par le *leader* du Parti libéral-démocrate, Paddy Ashdown. Elle comprend dans ses rangs des membres de la Commission

Durant deux années, la Commission, mise en place par le *leader* John Smith au lendemain de la défaite électorale de 1992, mène une réflexion sur l'évolution de l'État social. Présidée par Sir Gordon Borrie, elle devait, à l'origine, signifier un temps de pause dans le processus de « modernisation » du *Labour*. En exportant la réflexion, et par là même le débat, hors de la structure partisane, Smith entendait en effet ramener un calme, même relatif, au sein d'une organisation fortement traumatisée par son incapacité à enrayer une spirale de la défaite entamée treize ans auparavant. Présentée comme « indépendante » vis-à-vis du Parti, cette institution reste cependant, pour un grand nombre d'agents du champ politique britannique, associée au courant « modernisateur ». La raison principale tient à la forte visibilité en son sein de certains membres de cette nébuleuse : Patricia Hewitt, future ministre des gouvernements Blair en assure la vice-présidence ; elle est secondée par David Miliband, conseiller de Blair à partir de 1994 puis membre de la *policy unit* de *Downing Street* après mai 1997⁵⁸¹. C'est en outre à Tony Blair, nouvellement élu chef de l'opposition après le décès de John Smith, qu'elle rend ses conclusions en 1994⁵⁸². Ces facteurs confèrent donc aux travaux de la Commission, à tort ou à raison, le statut de premier exercice « officiel » de formalisation des termes de la Troisième Voie.

Borrie et rend son rapport en 1995. De même, la *Joseph Rowntree Foundation*, institution spécialisée dans l'étude de la pauvreté, charge l'une de ses commissions internes de se pencher sur l'évolution des revenus et de la richesse en Grande-Bretagne. Cette recherche donne également lieu à un rapport en 1995 : *Inquiry into Income and Wealth*, York, Joseph Rowntree Foundation, 1995.

⁵⁸¹ Fils du marxiste et éminent historien Ralph Miliband, David Miliband intègre IPPR à sa création, en 1988. Il dirige la *policy unit* de *Downing Street* de 1997 à 2001, avant d'être élu à la Chambre des Communes. Il est nommé ministre des Communautés et du Gouvernement local en mai 2005.

⁵⁸² Lorsque lui est remis le rapport final, Tony Blair affirme que ce document est important car significatif du « degré avec lequel le centre gauche va dominer le débat d'idées dans le champ politique britannique ». (Tony BLAIR, 'Social justice', London, 24 October 1994, in Tony BLAIR, *New Britain. My Vision of a Young Country*, London, Fourth Estate, 19.96, p. 141.).

1. « Des stratégies pour le renouveau national »⁵⁸³

Constituée d'universitaires consacrés issus de la philosophie (le Professeur Bernard Williams, notamment) ou des sciences sociales (les Professeurs Ruth Lister et David Marquand), et de représentants du « monde associatif », la Commission sur la Justice Sociale voit sa réflexion alimentée par les contributions écrites et les auditions de plusieurs dizaines d'universitaires et de chercheurs. Certains d'entre eux seront par la suite ostensiblement associés au projet politique des néo-travailleurs⁵⁸⁴. La production de la Commission prend la forme de deux pré-rapports (*The Justice Gap* et *Social Justice in a changing World*) et d'un rapport final⁵⁸⁵ aux thèses pour le moins radicales. Les « pierres d'angle de l'État social de Beveridge - le plein emploi, la famille nucléaire et l'expertise des hommes de Withehall - [seraient] sous tension [du fait] d'une révolution économique des qualifications, de la technologie et de la compétition »⁵⁸⁶. Il ne serait, par conséquent, ni concevable, ni souhaitable d'engager la Grande-Bretagne dans la recherche d'une sorte d'âge d'or qu'incarnerait le consensus socio-économique pré-thatchérien. Les problèmes que traversent le pays ne sont en effet, selon les rédacteurs des rapports, « pas simplement le produit des erreurs des conservateurs »⁵⁸⁷. Le « déclin » de la Grande-Bretagne a pour origine la volonté de la gauche et de la droite de considérer comme immuables la « sécurité » et la « stabilité » des années 1950 et 1960. Aucune n'a su prendre la mesure des « révolutions » économique, politique et sociale des années 1970. Les divisions sociales et les faiblesses économiques étant de plus en plus marquées, le « renouveau » de la Grande-Bretagne passerait essentiellement par une redéfinition de la justice sociale.

⁵⁸³ THE COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice. Strategies for National Renewal*, London, Vintage/IPPR, 1994, 418 p

⁵⁸⁴ Anthony Giddens, Julian Le Grand, Richard Layard, Andrew Glyn, John Hills, David Piachaud, entre autres, figurent ainsi parmi les personnalités scientifiques entendues par la Commission entre 1992 et 1994.

⁵⁸⁵ THE COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice...., op. cit.*

⁵⁸⁶ Gordon BORRIE, 'A choice of society', *The House Magazine*, 31 January 1994.

⁵⁸⁷ THE COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice...., op. cit.*, p. 62.

Cette dernière ne doit plus être uniquement pensée comme « un idéal moral, mais [aussi comme] une nécessité économique ». Surtout, elle se décompose désormais en quatre principes. La fondation d'une « société libre et juste » réside, tout d'abord, dans la reconnaissance de l'égalité de valeur des citoyens. Les mêmes citoyens doivent en outre être rendus capables de satisfaire leurs besoins de base en termes de revenu, de logement, d'éducation, de nutrition et de santé. Troisièmement, le respect de soi et l'autonomie personnelle dépendent de la diffusion la plus large possible d'opportunités et de chances. Enfin, et ce afin de réaliser la première condition de la justice sociale, il est nécessaire de reconnaître que les inégalités ne sont pas nécessairement injustes (« Un médecin qualifié doit être mieux payé qu'un étudiant en médecine »⁵⁸⁸, par exemple). Les inégalités « injustifiées » doivent en revanche être réduites, et, si possible, éliminées.

De ces quatre piliers d'une justice sociale *réexaminée*, ce sont certainement les deux derniers qui vont susciter le plus de controverses. Parallèlement à une médiation du débat *via* les tribunes de quotidiens et hebdomadaires « de gauche » dans les jours et semaines qui suivent la publication du rapport⁵⁸⁹, une mobilisation académique et scientifique prend corps dans des revues servant de passerelles entre l'espace académique et le champ politique (*New Left Review*, *Fabian Review*, *The Political Quarterly*, etc.). À la différence d'un court « point de vue » publié dans le *Guardian* ou le *New Statesman*, l'enjeu est ici, pour des chercheurs ou universitaires notoirement proches de la gauche, voire du Parti travailliste, de souligner sur un plan quasi-scientifique les faiblesses et contradictions du rapport Borrie. La plupart des articles recensés revendiquent ainsi le statut d'« évaluation »⁵⁹⁰ et prétendent dès lors à une certaine objectivité. L'autre caractéristique

⁵⁸⁸ THE COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice...*, *op. cit.*, p. 18.

⁵⁸⁹ Voir notamment l'article critique de John Pilger dans l'hebdomadaire de gauche *The New Statesman* (John PILGER, 'Emily wouldn't like it', *The New Statesman & Society*, 7 July 1995) et les réponses que lui adressèrent deux responsables du *think tank* IPPR, James McCormick et Carey Oppenheim, dans ce même magazine, le 21 juillet 1995.

⁵⁹⁰ On renverra notamment à l'article relativement favorable de Stuart WHITE, 'Rethinking the Strategy of Equality: An Assessment of the Report of the Commission on Social Justice', *The Political Quarterly*, vol.

de ces productions tient au fait que, compte tenu des délais éditoriaux des revues les accueillant, certaines font le lien entre la période où est rendu public le rapport - soit quelques semaines après l'accession de Tony Blair à la tête du *Labour* - et celle où le *leader* travailliste énonce explicitement les fondements de la Troisième voie. L'exemple le plus significatif de ces critiques est certainement, parce qu'il sert par la suite de *référént* à la lecture *disqualifiante* de la Troisième Voie⁵⁹¹, le court article du philosophe canadien Gerald Allan Cohen, publié à l'automne 1994 par la *New Left Review*⁵⁹².

Gerald Allan Cohen, éminent professeur de théorie politique à Oxford et fondateur du *September Group*⁵⁹³, est, lorsqu'il rédige cet article, membre de '*Back to Basics*', groupe de réflexion se penchant sur les liens entre théorie et *policy*. '*Back to basics*' se réunit en outre sous les auspices de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), *think tank* encadrant et publiant également les travaux de la Commission sur la Justice sociale. L'ambition de Gerald Cohen, figure emblématique du marxisme analytique⁵⁹⁴, se dessine

66, n° 3, 1995, pp. 205-210 ; et à celui, fortement critique, de Peter TOWNSEND, 'Persuasion and Conformity: An Assessment of the Borrie Report on Social Justice', *New Left Review*, I, n° 213, September-October 1995, pp. 137-150. Stuart White, alors enseignant au MIT, assumera par la suite la double posture d'observateur et de contributeur au débat sur la Troisième Voie. Le sociologue Peter Townsend est, quant à lui, l'une des figures les plus marquantes de la sociologie britannique de la seconde moitié du XX^e siècle. Doté d'une forte légitimité scientifique, assise sur ses travaux fondateurs en matière d'analyse de la pauvreté et de l'exclusion sociale, il est également vice-président de la *Fabian Society*.

⁵⁹¹ *A contrario*, les universitaires proches de la Commission développent, pour certains, une logique comparable lorsqu'ils présentent les détracteurs de la CSJ comme figés dans une posture passéiste et hostile à toute évolution. On citera, à titre d'exemple, le cas de Christopher Pierson, auditionné par la Commission en tant que spécialiste du *Welfare*. Revenant sur la nature des critiques essuyées par le rapport, il estime que celui-ci « a fait face à ce mélange de cynisme lassant [...] et de remèdes de charlatans qui semble accueillir toute tentative profonde de réforme sociale. Il s'est vu [...] accusé d'être à la fois trop audacieux et trop timide » (Christopher PIERSON, 'Doing social justice: the Case of the Borrie Commission', *Contemporary Political Studies*, 1995, vol. 2, n° 2, p. 240).

⁵⁹² Gerald Allan COHEN, 'Back to Socialist Basics', *New Left Review*, I, n° 207, September-October 1994 pp. 3-16.

Il est à noter que cet article a fait l'objet d'une nouvelle publication dans l'ouvrage, publié en 1997 par IPPR et regroupant les contributions des membres de '*Back to basics*' : Jane FRANKLIN (ed.), *Equality*, London, IPPR, 1997, 315 p.

⁵⁹³ Le *September Group*, fondé par Gerald A. Cohen et le politiste norvégien John Elster, réunit à New York, chaque mois de septembre, des philosophes et des économistes intéressés par les questions relatives à la justice sociale. Joe Roemer et Philippe Van Parijs, entre autres, comptent, ou ont compté, parmi les membres de ce cercle de réflexion.

⁵⁹⁴ Le marxisme analytique se fonde, selon Philip Van Parijs et Christian Arnsperger, sur un « double projet ». Il prétend, d'une part, « puiser dans la tradition marxiste un certain nombre d'idées centrales,

clairement au fil des quelques pages de ce numéro de la *New Left Review*. Il en appelle ainsi à un retour aux fondamentaux socialistes, en réaction au travail d'une Commission dont il estime que les orientations qu'elle définit trahissent l'héritage travailliste, et ne sauraient être rejetées par un « libéral-démocrate » ou un « conservateur progressiste »⁵⁹⁵. Ces orientations révèlent avant tout une instance moins préoccupée par les principes que par le succès électoral⁵⁹⁶. L'universitaire d'Oxford souligne également l'absence, dans ce document, d'une définition stricte de ce que doit être l'égalité. Toute réflexion sur l'égalité doit en effet, selon Cohen, définir celle-ci comme présupposant que le niveau d'agrément et de fardeau dans la vie d'une personne doit être approximativement comparable à celui que peut connaître tout autre personne⁵⁹⁷. Cohen dénonce également le sens à peine caché de la distinction opérée par la Commission entre *levellers* et *investors*. Les premiers, qu'elle critique, entendent atteindre la justice sociale par le seul recours à l'imposition et aux dépenses sociales⁵⁹⁸. Les seconds, soutenus par la Commission, optent pour l'investissement dans le capital humain, et allieraient dès lors « éthique de la communauté et dynamique de l'économie de marché »⁵⁹⁹. Cohen suggère que le soutien apporté aux *investors* révèle l'abandon de la redistribution des revenus comme fin en soi. Cet abandon entraînerait, dans un mouvement plus ample, celui de l'égalité de résultats comme principe majeur du combat pour la justice sociale. Les traditionnels engagements égalitaristes du *Labour* s'en trouveraient de fait hypothéqués.

susceptibles d'éclairer la réalité présente ou de guider l'action future ». Il entend, d'autre part, « leur appliquer l'outillage intellectuel hérité, par exemple, de la philosophie analytique ou de l'économie mathématique, y compris pour expliciter, préciser, développer et infléchir la dimension éthique de cette tradition marxiste ». (Christian ARNSPERGER & Philippe VAN PARIJS, *Ethique économique et sociale*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2^e édition, 2003 [2000], p. 45)

⁵⁹⁵ Gerald Allan COHEN, 'Back to...', *op.cit.*, p. 8.

⁵⁹⁶ Gerald Allan COHEN, 'Back to...', *op.cit.*, p. 9.

⁵⁹⁷ '[...] *the amount of amenity and burden in one person's life should be roughly comparable to that in any other's*' (Gerald Allan COHEN, 'Back to...', *op. cit.*, p. 11).

⁵⁹⁸ COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice...*, *op. cit.*, p. 96

⁵⁹⁹ COMMISSION ON SOCIAL JUSTICE, *Social Justice...*, *op. cit.*, p. 104.

2. Naissance d'une lecture disqualifiante

La sévère critique ébauchée par Cohen est d'autant plus intéressante qu'elle annonce le mouvement de contestation de la Troisième Voie alors en train de se constituer au sein du champ intellectuel. Elle est ainsi très proche de celle développée par un courant hétéroclite au sein duquel se côtoient des intellectuels issus de la *New Left* de la fin des années 1960 et de jeunes universitaires ou journalistes partisans d'une gauche « radicale » et entendant constituer une '*academic of dissent*'⁶⁰⁰. Cette critique semble, le plus souvent, concevoir la justice sociale comme réalisée par la seule égalité de résultats. Majoritairement influencés par le marxisme ou l'un de ses avatars, les individus qui la portent s'opposent logiquement à ce qui constitue le quatrième principe de justice énoncé par la Commission, principe en vertu duquel certaines inégalités peuvent être considérées comme « justes ». Ils voient également dans l'égalité des chances - présente dans le troisième principe et reformulée par la suite par Gordon Brown - au mieux, une « absence de réflexion systématique sur l'égalité »⁶⁰¹, au pire, une préjudiciable concession au néolibéralisme. La lecture disqualifiante de la Troisième Voie qui trouve ici à se développer se nourrit en outre du discours de certains des principaux acteurs de l'espace de théorisation du « nouveau progressisme ». Le *thirdwayer* Julian Le Grand⁶⁰² estime ainsi, dans un article publié en mars 1998 dans le *New Statesman*, que la Troisième Voie n'est pas égalitaire, contrairement au projet social-démocrate « traditionnel »⁶⁰³. De simple constat, cette analyse doit devenir principe pour le philosophe John Gray dans la définition qu'il donne de l'« après social-démocratie »⁶⁰⁴. Partisan d'un projet politique capable de se

⁶⁰⁰ On pense ici au collectif de jeunes intellectuels de *Signs of the Times*. Ces derniers, et certains membres de la *New Left*, se retrouvent autour de la revue *Soundings* dirigée par Stuart Hall.

⁶⁰¹ Alex CALLINICOS, *Equality*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 41.

⁶⁰² Julian Le Grand est professeur de Politique sociale à la LSE et conseiller officiel du Premier ministre en matière de santé.

⁶⁰³ Julian LE GRAND, 'The Third Way begins with Cora', *The New Statesman*, 6 March 1998, pp. 26-27.

⁶⁰⁴ John GRAY, *After Social...*, *op. cit.*

montrer aussi radical que put l'être le thachérisme avant son « échec », John Gray en appelle à un rejet de l'engagement égalitariste et à l'abandon de la croyance en une forme universelle de justice sociale. Il regrette par ailleurs, en 1997, qu'en dépit d'efforts conséquents, le *New Labour* continue de « s'incliner devant des idéaux égalitaires auxquels il ne croit plus vraiment »⁶⁰⁵. Il est également possible de rappeler - pour ce que cela revêt de symbolique - que dans son essai politique majeur, *Beyond Left and Right*, Anthony Giddens ne consacre à l'égalité aucun des chapitres de cette esquisse du « futur de la politique radicale ». Tout au plus la notion est-elle rapidement abordée dans la dernière sous-partie du chapitre '*Positive Welfare, Poverty and Life Values*'⁶⁰⁶. Un tel choix prête bien évidemment le flanc à la critique et permet à Alan Carlin, entre autres, de considérer que « le sociologue de Tony Blair » ignore tout simplement « le débat sur les caractéristiques de la justice sociale », lui préférant un « traitement de l'égalité extrêmement confus et incertain »⁶⁰⁷.

Parallèlement à cette critique très radicale de la Troisième Voie, une autre se fait jour. Elle est portée par des individus divers mais souvent proches du progressisme caractérisant le « courant dominant de l'*intelligentsia* »⁶⁰⁸ britannique. Cette critique suggère que l'adoption par le *New Labour* d'un discours où prédomine l'idée de cohésion sociale, si elle n'indique pas l'abandon de la justice sociale, marque cependant une rupture avec l'agenda égalitariste travailliste. Ancienne directrice du *Child Poverty Action Group*, organisme traditionnellement favorable à la redistribution fiscale, et conseillère du jeune parlementaire Gordon Brown au début des années 1980, la sociologue Ruth Lister rassemble en octobre 1997, à quelques jours du premier congrès d'un Parti travailliste

⁶⁰⁵ John GRAY, 'Goodbye to Rawls', *Prospect*, November 1997.

⁶⁰⁶ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, pp. 174-197.

⁶⁰⁷ Alan CARLING, 'New Labour's Polity', *Imprints*, n° 3, 1999, pp. 233-234.

⁶⁰⁸ Sur cette tradition, voir notamment Radhika DESAI, *Intellectuals and...*, *op. cit.*

revenu au pouvoir, une cinquantaine de « professeurs de politique sociale et de sociologie » autour d'une lettre ouverte au gouvernement⁶⁰⁹. Cette tribune publiée par le *Financial Times*, et signée par ceux que l'on désigne par la suite sous l'acronyme 'FT 54', prend la forme d'un rappel à l'ordre à l'adresse du *New Labour*. Attribuant aux néo-travaillistes le mérite d'attirer l'attention de l'« opinion publique » sur le phénomène de l'exclusion sociale, et concédant que la redistribution n'est pas « la seule route vers une société égalitaire », ses auteurs reprochent cependant aux travaillistes d'avoir irrémédiablement tourné le dos aux mécanismes redistributifs. Ces universitaires rejettent ainsi l'antinomie affirmée par Gordon Brown entre augmentation des dépenses sociales et nécessité d'attaquer les maux sociaux « à leurs racines ». Cette intrusion dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie - intrusion couverte par les principaux organes de la presse nationale - suscite une réaction particulièrement vive de Frank Field. Ministre de la Réforme du *Welfare* et, à ce titre, principal producteur du discours social néo-travailliste, Field semble le plus autorisé à répondre au collectif « au nom du gouvernement »⁶¹⁰. Recourant à un registre pour le moins classique, Frank Field entreprend dans un premier temps de disqualifier ses interlocuteurs en niant toute légitimité à leurs propos. Il affirme ainsi que le gouvernement n'a pas à se justifier devant « ceux qui se rendent coupables de naïveté et de cynisme » en proposant de « bricoler avec les niveaux d'allocations ». Le ministre avance enfin que le pouvoir néo-travailliste entend « aider les gens dans le

⁶⁰⁹ Ruth LISTER & Robert MOORE, 'Government must reconsider its strategy for more equal society', *The Financial Times*, 1st October 1997, p. 20. Cette lettre ouverte est notamment signée par Peter Alcock, spécialiste des questions de pauvreté, Eithne McLaughlin, qui fut membre de la *Commission on Social Justice*, David Piachaud, membre de la *policy unit* du temps des gouvernements Wilson et Callaghan, Hilary Land, spécialiste de politique sociale ayant collaboré à la *Central Policy review Staff* des *Cabinets Offices* de Callaghan et Thatcher, Nicholas Deakin, conseiller au ministère de la Santé, ou encore David Donnison, qui dirigea la *Supplementary Benefits Commission* sous les gouvernements travaillistes et conservateurs. Ruth Lister affirme que nombre de signataires sont membres du *Labour* ou sympathisants (Nicholas TIMMINS, 'Experts put case for income distribution', *The Financial Times*, 1st October 1997, p.14). On ajoutera que Ruth Lister participe, en mars 1999, à la rédaction du discours que Tony Blair prononce lors de la *Beveridge Lecture*. C'est au cours de ce discours que le Premier ministre engage son gouvernement dans un programme d'éradication de la pauvreté infantile.

⁶¹⁰ Field publie en outre à la même époque un recueil de discours et d'essais dévoilant ses ambitions quant à la « réforme du *Welfare* » (Frank FIELD, *Reforming Welfare*, London, Social Market Foundation, 1997).

besoin, mais ne le fera pas en altérant simplement les analyses sélectives des statistiques de la redistribution des revenus »⁶¹¹. Selon Field, la politique sociale doit désormais passer par une autre forme de distribution - celle des *opportunities*⁶¹² -, elle-même révélatrice d'une nouvelle forme d'égalité⁶¹³.

- II - « UNE ÉGALITÉ SANS LARMES ? »⁶¹⁴

Des controverses ayant accompagné l'énonciation du projet politique qu'est censée incarner la Troisième Voie, celle relative à l'égalité et à sa place au cœur de ce « nouveau progressisme » demeure à ce jour la plus nourrie. L'essentiel des attaques a porté sur l'abandon présumé de l'idéal égalitaire par les partisans de la Troisième Voie. Peu présent dans *New Labour because Britain Deserves better*, manifeste électoral du Parti travailliste en 1997, le terme même d'égalité n'est cependant pas totalement absent de l'espace de théorisation. Anthony Giddens, s'appropriant la logique développée par Norberto Bobbio, estime ainsi qu'au-delà du dépassement du clivage gauche-droite dans ce qu'il a de plus classique, dépassement auquel prétend la Troisième Voie, toute refondation du « centre gauche » se doit d'être structurée autour de la notion d'égalité. Une telle démarche affirme *a contrario* qu'un discours « de gauche » exprimant un désintérêt pour l'égalité se révélerait à terme intenable.

⁶¹¹ Frank FIELD, *Speech at the University of Warwick*, London, 21 October 2001.

⁶¹² Une nouvelle politique distributive qu'incarnerait, selon Field, la mise en place du *welfare to work*, programme de retour à l'emploi financé par un impôt sur les bénéfices des entreprises privatisées.

⁶¹³ On ajoutera que Ruth Lister accuse à son tour Frank Field de « naïveté et de cynisme » mais prend soin d'affirmer que les principaux signataires de la lettre ouverte publiée dans le *Financial Times* soutiennent, en dépit de certaines réserves, le programme gouvernemental du *welfare to work* (voir Nicholas TIMMINS, 'Minister hit at over benefits', *Financial Times*, 23 October 1997, p. 9).

⁶¹⁴ Alex CALLINICOS, *Equality*, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 103.

Cet enracinement finalement revendiqué de la Troisième Voie à gauche de l'échiquier politique, et cet engagement envers *une* égalité révéleront des lignes de fracture parmi les penseurs de ce projet politique. Cependant, le postulat en vertu duquel l'idéal égalitaire doit être *a priori* associé à la gauche renseigne finalement peu. Il ne prend sens que si est spécifié « l'espace d'évaluation »⁶¹⁵ dans lequel cette valeur doit être considérée et recherchée. En effet, le clivage entre la gauche et la droite ne se dessine finalement pas tant autour de l'égalité en soi qu'au travers de ses spécifications concurrentes⁶¹⁶. Le seul préalable légitime à tout exercice théorique tient dès lors, comme a pu le démontrer Amartya Sen, en une question simple : « L'égalité de quoi ? »⁶¹⁷. La question est d'autant plus importante dans le cas présent que la réponse devant y être apportée n'aurait, à en croire Nicholas Ellison⁶¹⁸, jamais fait l'objet d'un consensus au sein du Parti travailliste.

1. La « nouvelle carte travailliste de l'égalité »⁶¹⁹

C'est principalement Gordon Brown qui entreprend de fixer les paramètres de l'acception de l'égalité retenue pour définir la Troisième Voie. Le travail d'énonciation qu'il entreprend à partir de 1994 - au travers, notamment, d'un *fabian pamphlet*⁶²⁰, « filière de légitimation » travailliste par excellence - se fait en partie en réaction à certaines attaques. Les critiques explicitement « de gauche » se voient, lorsqu'elles ne sont pas

⁶¹⁵ Amartya SEN, *Inequality Reexamined*, Oxford, Clarendon Press, 1992 ; traduit de l'Anglais par Paul CHEMLA, *Repenser l'inégalité*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 42.

⁶¹⁶ La droite libertarienne, par exemple, milite également pour une certaine conception de l'égalité, celle de libertés et de droits précis.

⁶¹⁷ Amartya SEN, *Repenser...*, *op. cit.*, p. 9.

⁶¹⁸ Nicholas ELLISON, *Egalitarian Thought and Labour Politics. Retreating Visions*, London, Routledge/LSE, 1994, 310 p.

⁶¹⁹ Carey OPPENHEIM, 'The post-conservative Welfare State: A Framework for the Decade ahead', University of Sheffield, *PERC Paper 9*, 1997.

⁶²⁰ Gordon BROWN, *Fair is...*, *op. cit.*

ignorées, opposées un discours les associant au « discrédit » du travaillisme durant les années 1980. Il en va cependant autrement de celles émises par des individus s'étant souvent signalés par leur opposition au « radicalisme » travailliste des années Thatcher. Ceux-ci peuvent en effet apparaître comme des concurrents dans le cadre de la définition d'un travaillisme « de centre gauche ». Roy Hattersley est ainsi, dans un premier temps, l'un de ces interlocuteurs légitimes⁶²¹. Vice-*leader* de Neil Kinnock et figure de la « droite » travailliste à la même époque, Roy Hattersley s'est doté, depuis le début des années 1980, d'une image de « penseur du travaillisme » que peut essentiellement expliquer sa *mutlipositionnalité* : auteur d'ouvrages sur la pensée socialiste et progressiste, il est à l'origine de la création, en 1998, du *think tank* « de gauche » *Catalyst*, et collabore régulièrement au *Guardian*. C'est justement dans les pages du quotidien, au travers de tribunes interposées, que se construit en partie une controverse théorique entre Roy Hattersley et Gordon Brown. Elle culmine cependant au cours de la *Anthony Crosland Memorial Lecture* que le second prononce en février 1997⁶²². L'événement est des plus symboliques. Ministre dans les années 1960-1970, Anthony Crosland est considéré comme l'un des principaux penseurs sociaux-démocrates du XX^e siècle. Il est surtout la figure emblématique d'un « révisionnisme » britannique, empreint de socialisme éthique et de libéralisme social, dont Roy Hattersley a toujours revendiqué l'héritage. En plaçant sa réflexion dans la continuité de celle d'Anthony Crosland, Gordon Brown conteste implicitement cette filiation et pose, au nom de la Troisième Voie, une option sur le patrimoine progressiste britannique. C'est au cours de cette stratégique *lecture* que Brown avance une définition de l'égalité qu'il ne fera que confirmer ou compléter par la suite.

1. 1. Égalité des chances versus égalité de résultats

⁶²¹ On notera cependant que, face à l'opposition croissante de Roy Hattersley, les « modernisateurs » vont finalement choisir, au prix d'évidents raccourcis historiques et intellectuels, de renvoyer dos-à-dos l'ancien vice-*leader* et la '*loony left*' des années 1980.

⁶²² Gordon BROWN, *The Anthony Crosland Memorial Lecture*, 13 February 1997.

L'égalité derrière laquelle doit se ranger la Troisième Voie n'est pas l'égalité de résultats, cette égalité qui, si l'on se souvient de la position de Cohen, aurait longtemps caractérisé la gauche. Ce rejet de l'égalité de résultats est assumé sans équivoque par Gordon Brown et se justifie,

« [...] non parce que [cette conception de l'égalité] est trop radicale, mais parce que ce n'est ni désirable ni faisable [...]. Les résultats prédéterminés et imposés [...] par une autorité centrale et décidés sans prise en compte du travail, des efforts ou de la contribution à la communauté ne sont pas un rêve socialiste mais le cauchemar que certains font du socialisme [...]. Cela nie toute humanité »⁶²³.

L'égalité choisie par la Troisième Voie se veut donc différente. Elle postule avant tout l'égalité de valeur des êtres. Cette dernière implique que chacun se voit reconnaître le droit de disposer d'une chance égale et continue de se réaliser pleinement⁶²⁴. Un tel droit se situerait par conséquent à l'opposé de « l'égalité d'Hattersley » (l'égalité de résultats), coupable de « forcer les gens à être ce qu'ils ne sont pas »⁶²⁵. Cette égalité justifierait dès lors la conduite d'une politique de « redistribution des possibilités »⁶²⁶, ou « politique du potentiel »⁶²⁷ :

« Le socialisme a toujours été plus ambitieux dans ses aspirations que la suppression de la pauvreté, du chômage et de la misère, tâches qui doivent encore être complétées et ne pouvant [...] être accomplies sans une réorientation majeure de la société. À la racine, notre objectif est que les individus aient l'opportunité de réaliser tout leur potentiel - que les individus soient rendus capables de combler le fossé entre ce qu'ils sont et ce qu'ils peuvent potentiellement devenir. L'argument qui nous distingue est que la force de la société est essentielle non seulement pour éradiquer tous les intérêts retranchés et les accumulations de pouvoir qui

⁶²³ '[...] not because it is too radical, but because it is neither desirable nor feasible [...] pre-determined results imposed [...] by a central authority and decided irrespective of work, effort or contribution to the community, it is not a socialist dream but other's people nightmare of socialism [...] It denies humanity' (Gordon BROWN, 'Equality - Then and now', *op. cit.*, p. 42).

⁶²⁴ Gordon BROWN, 'Why Labour is still loyal to the Poor', *The Guardian*, 2 August 1997, p. 19.

⁶²⁵ Gordon BROWN, 'In the Real World', *The Guardian*, 2 August 1996, p. 15.

⁶²⁶ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op.cit.*, p. 101.

⁶²⁷ Gordon BROWN, 'The Politics of Potential: A New Agenda for Labour' in David MILIBAND (ed.), *Reinventing...*, *op. cit.*, pp. 113-122.

retiennent les gens mais également, de manière positive, pour promouvoir la réalisation du potentiel. »⁶²⁸

De cette affirmation découle dès lors que l'essence de l'égalité réside, selon le Chancelier de l'Echiquier, dans l'« égalité des chances », traduction française plus ou moins heureuse de l'anglo-saxonne *equality of opportunity*. L'*opportunity* peut être comprise, pour reprendre la courte et éclairante définition qu'en donne Alan Goldman dans un contexte différent, comme « une chance d'atteindre un certain objectif ou un certain avantage [(benefit)] »⁶²⁹. Plus précisément, elle est « l'absence de certains obstacles à la réalisation de certains objectifs ou avantages »⁶³⁰. Appliquée au contexte social contemporain, elle traduit essentiellement la chance d'atteindre des positions économiquement ou socialement désirables.

1. 2. Une égalité trop consensuelle ?

Le choix de l'égalité des chances par une majorité de *thirdwayers* peut souffrir de son caractère par trop consensuel. Analysant en 1992 les documents électoraux des partis travailliste, conservateur et libéral-démocrate, Andrew Gamble observait ainsi que « la réalisation d'une pleine égalité des chances pour tous les citoyens [constituait] l'horizon de l'imagination politique »⁶³¹. Les singularités partisans ne reposaient en effet que sur le degré d'égalité et non sur la nature de celle-ci. Polysémique et présente dans de nombreux discours et projets politiques⁶³², l'égalité des chances peut donc apparaître, pour reprendre

⁶²⁸ Gordon BROWN, 'The Politics of Potential...', *op. cit.*, p. 113.

⁶²⁹ Alan H. GOLDMAN, 'The Justification of Equal Opportunity', *Social Philosophy & Politics*, vol. 5, n° 1, 1987, p. 88.

⁶³⁰ Alan H. GOLDMAN, 'The Justification...', *op. cit.* p. 88.

⁶³¹ Andrew GAMBLE, *Party programmes 1992*, document non publié cité in Andrew GLYN & David MILIBAND, 'Introduction', in Andrew GLYN & David MILIBAND (eds.), *Paying for inequalities. The Economic Costs of Social Injustice*, London, IPPR/Rivers Oram Press, 1994, p. 5.

⁶³² Le collectif *Compass*, constitué en novembre 2003 par différents intellectuels déçus par le néo-travaillisme et désireux de replacer l'égalité au cœur de la « gauche démocratique », n'en défend pas moins ce même type d'égalité. Voir notamment *Compass Statement*, London, Compass, 2003, 20 p (disponible sur le site internet de Compass : www.compassonline.co.uk).

l'expression de Caroline Daniel, comme « l'équivalent rhétorique de la musique d'ascenseur », « doucereux et sans réelle signification »⁶³³. À trop vouloir assimiler le problème de la justice sociale à une course à handicaps où chacun doit se présenter sur la ligne de départ avec les mêmes chances d'échouer ou de l'emporter, elle prend en outre le risque de caractériser « une pensée molle [s'offrant] à peu de frais une bonne conscience »⁶³⁴. L'acceptation qu'avance Brown menace de fait de se confondre avec une simple égalité des chances libérale⁶³⁵ ou une « égalisation des probabilités » quelconque⁶³⁶. Elle se veut pourtant plus exigeante et ambitieuse. On ajoutera, avant d'entrer plus en détails dans l'analyse de cette égalité, que la volonté de structurer, plus ou moins ouvertement, la pensée de la Troisième Voie autour d'une certaine forme d'égalité ne manque pas de diviser au sein même de l'espace de théorisation. Le « libéral-communautarien », ou « post-libéral »⁶³⁷, John Gray rejette, on l'a dit, toute velléité égalitariste, coupable à ses yeux de marquer un retour vers un « archaïsme » social-démocrate. Le philosophe de la LSE croit en revanche plus pertinent de construire un nouveau projet politique autour de la notion de « bien être ». Quoi qu'il en soit, la posture de principe adoptée par ce théoricien, longtemps proche des conservateurs et convaincu que la Troisième Voie ne peut se situer qu'*au-delà* des clivages politiques « classiques »,

⁶³³ Caroline DANIEL, 'Socialists and Equality', in Jane FRANKLIN (ed.), *Equality, op. cit.*, p. 24.

⁶³⁴ Jean-Pierre DUPUY, « Les inégalités justes selon John Rawls », in Joëlle AFFICHARD & Jean-Baptiste de FOUCAULD, *Justice sociale et inégalités*, Paris, Editions Esprit, coll. « Société », 1992, p. 190.

⁶³⁵ Margaret Thatcher estimait ainsi en 1977 que « l'égalité des chances est bien plus désirable [...] que la poursuite de l'égalité. L'*opportunity* ne signifie rien à moins d'y inclure le droit d'être inégaux - la liberté d'être différent [...]. Laissons nos enfants grandir - certains seront plus grands que d'autres s'ils ont cela en eux » (Margaret THATCHER, citée in Frank FIELD, *Losing out. The Making of Britain's Underclass*, Oxford, Blackwell, 1989, p. 67).

⁶³⁶ La meilleure illustration de cette vision minimaliste de l'égalité des chances, ou égalisation des probabilités, réside dans « l'exemple de la loterie » développé par Philippe Van Parijs. Il suffirait ainsi de collecter toute la richesse matérielle détenue par une population afin d'en faire cent parts égales. Serait alors organisée de manière récurrente une grande loterie à laquelle chacun des individus composant cette population aurait la même probabilité de gagner l'un des cent gros lots. L'égalité des chances serait certes scrupuleusement respectée, mais il n'y aurait au final que cent gagnants. La société demeurerait donc fortement inégalitaire (Philippe VAN PARIJS, in *L'Idée socialiste aujourd'hui*, Paris, Fondation Jean Jaurès/Plon, 2001, p. 66).

⁶³⁷ John GRAY, *Post-liberalism. Studies in political thought*, New York and London, Routledge, 1993, 351 p.

conforte le constat dressé par Anthony Giddens dans *The Third Way* : l'égalité serait toujours porteuse d'une frontière entre la gauche et la droite.

2. Une égalité réelle des chances

On l'a dit, l'égalité de la Troisième Voie doit permettre de réaliser le potentiel qui est en nous. La réalisation de ce potentiel, qui bien évidemment varie selon les individus, prend corps dans la capacité de chacun à faire des choix quant à la manière de mener son existence. Tous les individus doivent donc, quelle que soit leur condition, disposer de cette capacité. Or, son égale distribution repose sur la garantie que chacun puisse accéder à ces biens préventifs et « stratégiques »⁶³⁸, les *opportunity goods*, que sont, entre autres, la formation, l'éducation⁶³⁹, la culture, le pouvoir politique ou une certaine forme de propriété. C'est donc cette garantie d'accès qui permet de lever les « obstacles » évoqués par Goldman. C'est elle qui, surtout, conduit les partisans de la Troisième Voie à qualifier de *réelle* leur conception de l'égalité des chances. *Réelle*, puisqu'elle trouve à s'exercer à plusieurs reprises durant le cycle de vie et permet ainsi d'apporter des corrections à certains aléas ou certaines erreurs d'orientation individuelle⁶⁴⁰. *Réelle*, également, parce que la diversité de ces biens doit permettre de ne pas favoriser un seul et même type d'intelligence ou de talent⁶⁴¹. *Réelle*, enfin et surtout, car, au travers des *opportunity goods*, c'est aux racines supposées de l'inégalité que l'égalité ainsi repensée est censée s'attaquer. Par conséquent, l'égalité réelle des chances ne doit pas se confondre avec une simple

⁶³⁸ Laurent BOUVET, « Qu'est-ce... », *op. cit.*, p. 43.

⁶³⁹ Au cours de la campagne électorale de 1997, Tony Blair prétendait pouvoir résumer le programme des néo-travaillistes en trois mots : « Education, éducation, éducation ».

⁶⁴⁰ « Les gens ne doivent pas être passés par pertes et profits à sept, onze ou quatorze ans, ou à n'importe quel moment de leur vie » (Gordon BROWN, 'Equality - then and now', *op. cit.*, p. 40).

⁶⁴¹ Il y a un « déni de croyance en l'égalité des chances si nous assumons qu'il n'y a qu'un seul type d'intelligence, seulement un moment où il doit être affirmé et seulement une seule chance de réussir » (Gordon BROWN, 'Equality - then and now', *op. cit.*, p. 40).

compensation de l'inégale redistribution des biens assurée par le marché. Or, c'est, selon les *thirdwayers*, ce que ferait l'égalité de résultats au travers de la redistribution fiscale.

2. 1. Investir pour prévenir

La volonté d'éradiquer les inégalités à leurs racines doit être portée, selon Anthony Giddens, par un « État-investisseur social » (*social investment State*) dont le sociologue trace notamment les contours théoriques dans un ouvrage publié par le *think tank Demos*⁶⁴². Le concept d'État-investisseur social⁶⁴³ s'inscrit dans la recherche d'un '*positive Welfare*'. Le *positive Welfare*, écrit Giddens, s'oppose au modèle *beveridgien*, censé répondre, au sortir du second conflit mondial, aux « cinq géants » qu'étaient la misère, la maladie, le besoin, l'ignorance et l'oisiveté⁶⁴⁴. Le *positive Welfare* se construit, au contraire, autour de notions « actives » et « positives » telles que l'autonomie, l'initiative, l'éducation et, surtout, la « gestion active » des risques. L'État social adapté à ces nouvelles ambitions peut dès lors, à l'opposé de son prédécesseur, intervenir en amont des problèmes en agissant sur les dotations initiales des individus. Il ne doit ainsi plus être confondu avec un « réparateur du social »⁶⁴⁵, simple machine à indemniser. Cette orientation suggère deux conclusions intermédiaires. Elle souligne, d'une part, que l'enjeu est désormais de sécuriser, au travers d'une forme de prévention, les trajectoires des individus tout au long de leur existence et non plus de « protéger des situations acquises »⁶⁴⁶. Elle confirme, d'autre part, la volonté des *thirdwayers* de se démarquer des présupposés de fonctionnement de l'État social fordiste : c'est l'enfant, et non plus le

⁶⁴² Anthony GIDDENS, 'Equality and the social investment State', in Ian HARGREAVES & Ian CHRISTIE, *Tomorrow's politics, op. cit.*, pp. 25-39. Ces pages constitueront, quelques mois plus tard, un chapitre de *The Third Way*.

⁶⁴³ Ce concept est en général considéré par certains observateurs du champ politique britannique comme la contribution la plus tangible du sociologue au projet néo-travailleiste.

⁶⁴⁴ William BEVERIDGE, *Social Insurance and allied services*, London, HMSO, Cmd. 6404, 1942, p. 6.

⁶⁴⁵ Marc SADOUD, « L'individu et le citoyen », *Pouvoirs*, n° 94, 2000, p. 9.

⁶⁴⁶ Jérôme GAUTIER, « Quelle Troisième Voie ? Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale », *Document de travail CEE*, n° 30, septembre 2003, p. 17.

'*male bread-winner*', qui se trouve au centre de la politique sociale⁶⁴⁷. L'enfant doit bénéficier en priorité des « investissements »⁶⁴⁸. Cette priorité transparaît dans le rôle assigné à l'éducation et à l'école. Elle transparaît également dans la volonté du gouvernement, au début de l'année 1999, d'éradiquer la pauvreté infantile au travers d'un arsenal de mesures privilégiant les crédits d'impôt en direction des ménages avec enfants, l'accroissement du nombre de places en crèche, etc.⁶⁴⁹.

2. 2. *Égalité et équité*

On peut ajouter que c'est assez logiquement sur le terrain de l'équité que se déploie en fait l'égalité réelle des chances. En se fixant comme objectif essentiel de remédier aux inégalités liées aux disparités de dotations initiales, elle tend en effet à s'adresser davantage à certains individus plutôt qu'à d'autres. Elle favorise ainsi une forme certaine de sélectivité sociale⁶⁵⁰. À titre d'exemple, la réforme des services publics engagée par le gouvernement au début des années 2000 revendique explicitement ce choix :

« L'expérience montre que l'équité ne résulte pas du fait de donner à chacun le même et uniforme service. Les individus ne partent pas avec les mêmes opportunités. Il est donc essentiel qu'un soutien spécifique soit apporté à ceux qui sont particulièrement désavantagés. Cela ne renseigne pas seulement sur la manière dont nous distribuons les ressources [...] mais également sur la nature des services offerts aux différentes personnes. »⁶⁵¹

⁶⁴⁷ Bruno JOBERT, « Une Troisième Voie très britannique. Giddens et l'État-providence », *Revue française de Sociologie*, vol. 43, n° 2, avril-juin 2002, pp. 407-422.

⁶⁴⁸ Ce que confirmera l'analyse, dans le chapitre 7, de la politique de l'*Asset-based Welfare*.

⁶⁴⁹ Le gouvernement s'est imposé un calendrier quant à cet objectif : le nombre d'enfants pauvres doit avoir diminué de moitié d'ici 2010, et totalement disparu en 2020.

⁶⁵⁰ Cette sélectivité sociale est renforcée par l'emploi par le gouvernement néo-travailleiste, comme par ses prédécesseurs, de la mise sous condition de ressources d'un nombre croissant de prestations sociales (*means-tested benefits*).

⁶⁵¹ 'Experience shows that equity does not result from giving everyone the same uniform service. Individuals do not start off with the same opportunities, so it is essential that specific support is provided for those who are particularly disadvantaged. This does not just mean how we distribute resources [...] but also in the nature of the services offered to different people' (OFFICE OF PUBLIC SERVICES REFORM, *Putting People at the Heart of public Services*, London, OPSR, 2005, p. 6)

L'affirmation que les individus n'ont pas naturellement les mêmes perspectives, les mêmes « possibilités », est tout aussi prégnante dans le recours par le gouvernement néo-travailliste à un universalisme qualifié de « progressif ». Cet universalisme permet en effet à l'État social de garantir l'accès universel à certaines politiques sociales, tout en tenant compte de la situation de chacun lorsqu'il s'agit de déterminer le volume de la prestation. Dans le cas précis du *Child Trust Fund*, dispositif visant à doter d'un capital financier tout nouveau né britannique⁶⁵², l'« universalisme progressif » se traduit par le versement à chaque enfant d'une somme sur un compte d'épargne ouvert par l'État. Le versement, répété ponctuellement jusqu'à la majorité des bénéficiaires, est plus élevé pour les enfants issus de familles défavorisées.

3. Le choix et le juste

3. 1. L'individu et l'égalité

La position de principe adoptée par les tenants de la Troisième Voie ne constitue pas, selon Stuart White, une mise en retrait des aspirations égalitaristes de la gauche. Elle serait au contraire d'une efficacité redoutable contre des inégalités considérées comme injustes car résultant de facteurs que l'individu ne contrôle pas : des inégalités de dotations initiales transmises par la famille, la bonne fortune ou les « hasards de la vie »⁶⁵³. Ces inégalités s'avèrent d'autant plus injustes qu'elles obèrent la capacité de certains de faire des choix et, par conséquent, de se réaliser. L'approche induite par l'égalité réelle des chances s'accorderait dès lors aux exigences des égalitaristes sur ce que doivent être les principes structurant une *société juste*⁶⁵⁴. Stuart White la résume ainsi :

⁶⁵² Le *Child Trust Fund* relève de l'*Asset-based Welfare* (Voir le Chapitre 7).

⁶⁵³ Stuart WHITE, 'What do Egalitarians want?', in Jane FRANKLIN (ed.), *Equality*, op. cit., p. 60.

⁶⁵⁴ Un tel postulat fait notamment écho à la communication que Ronald Dworkin prononce lors du Sommet sur la « Gouvernance progressiste » qui se tient à Florence en 1999 : *'The general theory of equality that we*

« Les philosophes de l'égalité croient que les inégalités de revenus et de capacités sont injustes lorsqu'elles sont le résultat de la malchance [...] plutôt que de différents choix faits dans un contexte d'égale *opportunity* (lorsque l'*opportunity* est comprise comme dépendant, non seulement des héritages sociaux, mais également des capacités naturelles). Ainsi, si Smith est riche et Jones pauvre simplement parce que Smith a eu la chance d'avoir des parents riches dont il a hérité la fortune, alors que Jones est né de parents pauvres n'ayant rien eu à lui léguer, alors l'inégalité matérielle entre Smith et Jones est injuste, et il y a lieu, de prime abord, de la corriger. D'un autre côté, si Brown et Green sont dotés de manière égale par la nature et leurs héritages familiaux, et que Brown se retrouve avec un revenu plus élevé simplement parce qu'elle a choisi d'exercer ses dons dans une occupation plus rémunératrice, une occupation qui était également ouverte à Green, alors l'inégalité matérielle en résultant n'est pas injuste, et il n'y a pas lieu (sur le fondement de la justice) de la corriger. »⁶⁵⁵

Ce sont donc les notions de choix personnel et de dotations individuelles initiales qui servent de frontières entre l'inégalité juste et l'inégalité injuste⁶⁵⁶. Ce faisant, est confirmé le fait que c'est l'individu, plutôt que le groupe ou la classe, qui constitue *le* sujet social de la Troisième Voie. Cette dernière rejoint dès lors une approche de plus en plus présente dans le débat occidental sur la question sociale, celle de l'« individualisation du social »⁶⁵⁷. L'État social est par conséquent appelé à s'adapter à la « nature de plus en plus

need would respect respect both both those principles. The first principle demands that people's fate be, so far as government can achieve this, insensitive to who they are - their backgrounds, gender, race or particular sets of skills and handicaps. The second principle demands that their fate be, again so far as government can achieve this, sensitive to the choices they have made. I make no assumption that people choose their convictions or preferences, or their personality more generally, any more than they choose their race or physical or mental abilities. But I do suppose [...] that we are ethically responsible for the consequences of the choices we make out of those convictions or preferences or personality.' (Ronald DWORKIN, 'Does Equality Matter?', in Anthony GIDDENS (ed.), *The Global...*, *op. cit.*, p. 177).

⁶⁵⁵ Stuart WHITE, 'Rethinking the Strategy of Equality...', *op. cit.*, pp. 206-207.

⁶⁵⁶ Le poids du choix personnel dans la détermination de ce qui est juste ou ne l'est pas demande cependant, selon certains penseurs de la Troisième Voie, à être relativisé. S'ils concèdent que les coûts liés au « choix » doivent être assumés par les individus lorsqu'ils optent pour certains styles de vie, et non systématiquement supportés par le reste de la société, White et Halpern estiment que cette règle peut connaître des aménagements. Ces aménagements sont alors justifiés par ce que les deux universitaires appellent la « responsabilité partagée » (*partitioned responsibility*). Franck Vandembroucke s'inscrit dans cette logique lorsqu'il affirme que certaines conséquences de choix individuels peuvent être si dramatiques que l'État doit en corriger les effets. Ainsi, un chirurgien appelé à soigner deux accidentés de la route ne va pas chercher à savoir qui est le responsable de l'accident. C'est dès lors la « compassion » - un « complément » de la justice - qui doit primer (voir Stuart WHITE & David HALPERN, 'The Principle of partitioned Responsibility: A Basis for a fair and efficient tax-benefit System?', *Nexus paper*, 1999, <www.netnexus.org/library/papers/white.htm> ; et Frank VANDENBROUCKE, 'Active Welfare', *Policy Network*, n° 1, Spring 2001, p. 146).

⁶⁵⁷ Cette mise en avant de l'hétérogénéité des parcours et des profils socio-professionnels sous-tend la tâche fixée par le gouvernement néo-travailliste aux *job centers*. Ces structures, qui dépendent d'une agence du ministère du Travail, doivent faciliter le retour des chômeurs sur le marché du travail au travers, entre autres,

flexible de la vie des gens »⁶⁵⁸, à prendre en compte des « situations et des trajectoires individuelles »⁶⁵⁹ pour fonder ses politiques, et ce au détriment d'un « classique » universalisme social-démocrate.

3. 2. *L'État social et l'égalité réelle des chances*

Le fait d'établir un lien entre la réussite de l'égalité réelle des chances et les attitudes individuelles fait-il de la première l'héritière de l'égalité libérale ? Ici encore, l'effort de théorisation fourni par les *thirdwayers* invite *a priori* à répondre par la négative. Bombardé « investisseur social », l'État se voit en effet assigner un rôle clef dans la pleine réalisation de cette égalité. Il a pour tâche de fournir des opportunités au travers, on l'a vu, de la garantie d'accès à l'éducation, à la formation et, d'une manière générale, aux qualifications et compétences. Rappelant l'aphorisme selon lequel il vaut mieux apprendre à celui qui a faim à pêcher plutôt que de simplement le nourrir, la Troisième Voie aurait ainsi pour dessein de permettre à chacun d'être « équipé » (*'fitted'*) pour faire face aux mutations de la société contemporaine, et, plus précisément, au capitalisme globalisé⁶⁶⁰. Tony Blair rappelle, lors du Congrès travailliste de 2005, que l'« objectif n'est pas de résister à la globalisation mais de s'y adapter »⁶⁶¹. Cette logique justifierait ainsi le nouveau type de redistribution vers lequel tend la Troisième Voie : une redistribution initiale d'*opportunities*, « réduisant le besoin d'une redistribution [de revenus] ultérieure »⁶⁶²: On ajoutera enfin que, parce qu'elle requiert des individus qu'ils saisissent

de l'élaboration d'un plan d'action individuel et d'un suivi permanent et personnalisé du « client » - le chômeur - par son « conseiller ».

⁶⁵⁸ Gordon BROWN, *Fair is...*, *op. cit.*, p. 22.

⁶⁵⁹ Pierre ROSANVALLON, *La Nouvelle Question...*, *op. cit.*, p. 199.

⁶⁶⁰ Gordon Brown avance que le rôle du gouvernement est '*by expanding educational, employment and economic opportunity, and by encouraging stronger communities - to enable and empower people to make globalisation work for their families and their future*' (Gordon BROWN, 'Budget Statement', *House of Commons Hansard*, 15 July 2002)

⁶⁶¹ Tony Blair, *Speech at the Labour Party Conference 2005*, *op. cit.*

⁶⁶² Stuart WHITE, 'What do Egalitarians Want ?', in Jane Franklin, *Equality*, *op. cit.*, p. 70.

les opportunités qui leur sont données, l'égalité réelle des chances semble rencontrer l'approche « dynamique » que Giddens juge nécessaire à toute réflexion « moderne » sur l'égalité. Par le biais de la redistribution d'*opportunities*, les individus voient leur capacité de prendre des décisions et de faire des choix, et par là même d'agir en individus libres et maîtres de leurs destins, améliorée. En outre, ce type d'égalité peut, au premier abord, contribuer au dépassement de la classique mise en opposition de l'égalité et de la liberté. L'égalité réelle des chances cherche ainsi à favoriser une liberté *positive*, une liberté d'action⁶⁶³. Elle prétend de ce fait apporter une réponse aux contraintes engendrées par l'émergence du « nouvel individualisme » puisqu'elle entend fournir à chacun les moyens d'être « l'auteur de sa propre biographie »⁶⁶⁴.

4. L'économique et le social

L'égalité réelle des chances doit contribuer au développement de l'aptitude à exercer un contrôle sur son existence. Cette aptitude se vérifie principalement au travers de la capacité à faire des choix. Il semblerait légitime de trouver *a priori* une certaine complexité à une égalité qui, par opposition à une égalité de résultats accusée de vouloir uniformiser les situations, ne se résumerait plus en la recherche d'un dénominateur commun mais prétendrait reconnaître l'existence de besoins et de styles de vie différents. Ce respect affiché de la diversité ne saurait pourtant masquer le fait que c'est l'inégale distribution des capacités individuelles à répondre aux exigences du marché du travail qui mobilise la réflexion d'une majorité d'entrepreneurs de la Troisième Voie.

⁶⁶³ Comme se plaît à le souligner Tony Blair, ce lien entre égalité et liberté n'est pas sans rappeler la définition de la liberté privilégiée par le « socialiste éthique » Richard Tawney dans l'ouvrage *Social Democracy in Britain* : 'Freedom means the utmost possible development of the capacities of every human being, and the deliberate organisation of Society for the attainment of that objective' (cité in Tony Blair, *New Britain...*, *op. cit.*, p. 307).

⁶⁶⁴ Ulrich BECK, 'The Cosmopolitan Manifesto', *The New Statesman*, 20 March 1998, p. 28.

4. 1. La réconciliation de l'économique et du social ?

La finalité économique de l'égalité réelle des chances semble donc primer, les *opportunity goods* revêtant le plus souvent la forme de « biens et dotations productifs que les gens peuvent apporter en premier lieu sur le marché (qualifications, etc.) »⁶⁶⁵. Les créations de l'Université de l'Industrie⁶⁶⁶ et des éphémères *Individual Learning Accounts*⁶⁶⁷, entre autres, rendent compte de cette démarche qui consiste, au final, à orienter le développement du potentiel humain vers le développement de l'*employabilité*. Cette focalisation, bien que critiquée⁶⁶⁸, n'est pas sans une certaine cohérence. Elle pose en effet comme primordial le rôle du travail dans la construction de l'estime de soi. Elle fait également sienne le constat selon lequel des trois sphères dans lesquelles se réalisait traditionnellement l'insertion sociale des individus, le monde du travail, la famille et les réseaux de sociabilité, la première demeure la plus accessible à l'action publique. Enfin, comme tentera de le démontrer l'analyse du *Welfare-to-Work*, elle affirme que le travail est l'accès principal à une citoyenneté désormais conditionnée⁶⁶⁹.

⁶⁶⁵ Stuart WHITE, cité in David HALPERN & David MIKOSZ (eds.), *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 11.

⁶⁶⁶ L'Université pour l'Industrie (*University for Industry*) est un programme de formation continue dont la particularité est qu'il repose uniquement sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cette université « virtuelle » a été mise en place par les néo-travaillistes dans le but revendiqué d'« améliorer l'employabilité des individus ».

⁶⁶⁷ Les *Individual Learning Accounts*, conceptualisés par la Commission sur la Justice Sociale et mis en place par le premier gouvernement néo-travailliste, s'apparentaient à des comptes individuels destinés à financer des projets de formation continue. Les pouvoirs publics s'engageaient à verser 242 euros lors de l'ouverture d'un compte, ce dernier étant par la suite alimenté par des contributions non imposables de l'employé et de l'employeur. Ce dispositif ayant donné lieu à de nombreuses fraudes, il a été abandonné en 2001.

⁶⁶⁸ On trouve trace de ces critiques, au sein même des rangs des *thirdwayers*, dans les écrits du philosophe John Gray. Opposé à une vision universelle et « rawlsienne » de la justice sociale, ce « communautarien libéral », longtemps proche des conservateurs, fait preuve d'une certaine méfiance envers l'égalité des chances néo-travailliste. Elle exclut, selon lui, ce qui doit être au centre d'une conception moderne de la justice sociale : la satisfaction des besoins humains de base, laquelle doit permettre d'atteindre le « bien-être ». John Gray considère ainsi qu'un certain nombre d'individus ne peut atteindre le bien-être par une simple redistribution des biens et dotations productifs. Un sexagénaire, handicapé et tirant ses ressources d'une aide au revenu n'a pas, par exemple, besoin de « meilleures opportunités d'entrée sur le marché du travail ». De même, une femme souffrant d'un cancer du sein peut certes trouver une satisfaction dans son travail, mais a, avant tout, besoin d'un suivi médical de qualité. Si ces deux individus peuvent trouver à s'épanouir dans une société accordant une certaine valeur à l'égalité des chances, ils ne le pourront dans celle ne se concentrant que sur cet idéal et ne s'engageant dès lors pas à répondre à leurs besoins. (Voir notamment John GRAY, 'Goodbye to Rawls', *op. cit.*).

⁶⁶⁹ Voir le chapitre suivant.

Le fait que les principaux *opportunity goods* sur lesquels se focalise le discours de la Troisième Voie soient indéfectiblement liés au marché du travail souligne également, et peut-être avant tout, que la principale ambition de cette « nouvelle » social-démocratie est d'effacer tout clivage entre le social et l'économique, à la différence, selon Anthony Giddens, des « moitiés de philosophies » qu'étaient le « vieux travaillisme et le thatchérisme »⁶⁷⁰. Et Tony Blair de résumer ainsi cette démarche :

« Notre première priorité pour l'investissement est l'éducation. La raison en est simple. Au XXI^e siècle, alors que nous forgerons une nouvelle politique progressiste du centre gauche, la bataille entre le social et l'économique prendra fin [...]. L'éducation [représente un intérêt] critique pour les deux »⁶⁷¹.

Gordon Brown est tout aussi explicite lorsqu'il avance que l'éducation et la formation ne peuvent être traitées à la « périphérie de la question économique », l'éducation étant « la fondation d'une économie moderne qui réussit »⁶⁷².

4. 2. La Troisième Voie et la Nouvelle Théorie de la Croissance

Cette mise en avant du capital humain n'est pas sans rappeler l'existence d'un fort tropisme états-unien au sein du *New Labour*. Elle résulte pour partie, comme nous l'avons déjà dit, de l'influence des travaux d'économistes nord-américains associés à la « Nouvelle Théorie de la croissance » (ou « Théorie néo-classique de la croissance endogène »⁶⁷³), influence préalablement revendiquée par la constellation néo-démocrate⁶⁷⁴.

⁶⁷⁰ 'One could say that the two pre-existing philosophies - the old left and thatcherism - were "half theories". Old Labour was strong on social justice, but was never successful in fostering a dynamic and competitive economy. Thatcherism was strong on competitiveness, but had virtually no account of social justice at all. New Labour must seek to reconcile the two, recognizing the difficult trade-offs that have to be confronted' (Anthony GIDDENS, *Where now for...*, op. cit., pp. 22-23).

⁶⁷¹ Tony BLAIR, 'The Learning Habits', *Speech at the Romanes Lectures*, Oxford, 2 December 1999.

⁶⁷² Gordon BROWN, *Fair is ...*, op. cit., p. 21.

⁶⁷³ Désireux d'inscrire ses idées dans l'un des principaux courants de la pensée économique contemporaine, Gordon Brown évoque même, en septembre 1994, une inédite '*post neo-classical endogenous Growth Theory*', s'attirant ainsi les railleries d'une partie de la presse et du Parti conservateur.

⁶⁷⁴ Al From, fondateur du *Democratic Leadership Council*, principale organisation à l'origine de la formation d'un courant « modernisateur » et centriste au sein du Parti démocrate états-unien, revendique

L'importation de cette pensée - l'une des plus critiquées mais également des plus légitimes parmi les diverses composantes de la pensée économique contemporaine⁶⁷⁵ - est en outre favorisée par la conjoncture particulière que connaît le Parti travailliste à partir de la fin des années 1980. Engagé dans une *policy review* entre 1987 et 1992, le *Labour* place essentiellement son effort dans une ultime remise en cause du keynésianisme⁶⁷⁶. L'approximation doctrinale qui ressort de cette période facilite alors le processus d'importation théorique qu'entreprennent certains éléments de la nébuleuse « modernisatrice ». Des individus, proches de Blair et de Brown, et formés à Harvard ou au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), assument en effet, dans les cercles « modernisateurs », les rôles de « passeurs » de cette théorie « post-keynésienne » qu'est la « Nouvelle Théorie de la Croissance ». Outre les cas de Geoff Mulgan ou de David et Ed Miliband, conseillers de Blair et Brown à partir de 1994, l'exemple le plus emblématique de ce travail est certainement celui d'Ed Balls, conseiller économique spécial de Gordon Brown entre 1994 et 2004 [Voir Encadré 5]. *Kennedy Scholar* à Harvard⁶⁷⁷ à la fin des années 1980, Ed Balls a en effet entrepris un *post-graduate degree* sous la co-direction des économistes Lawrence Katz et Lawrence Summers. « Étudiant extraordinaire » selon Katz⁶⁷⁸, Balls travaille, durant ce séjour à Harvard, à l'analyse du chômage britannique. Il rencontre également à cette occasion Robert Reich, auteur, en 1991, d'un ouvrage⁶⁷⁹ qui contribue à disséminer les « fondamentaux » de la « Nouvelle

explicitement l'importance de cette théorie dans la production d'une nouvelle politique économique démocrate.

⁶⁷⁵ Nombre de ses partisans occupent en effet des positions institutionnelles importantes à Harvard ou au MIT, tout en étant proches des plus hautes sphères des pouvoirs politique et administratif.

⁶⁷⁶ Les premiers coups de boutoir avaient été portés en 1976 par un gouvernement Callaghan fortement contraint par le FMI.

⁶⁷⁷ David Miliband a également été *Kennedy Scholar*.

⁶⁷⁸ Lawrence Katz, cité in Caroline DANIEL, 'The Man who Went straight for Goal (and Used his Elbows)', *The New Statesman*, 1st November 1996, p. 24.

⁶⁷⁹ Robert REICH, *L'Économie...*, *op. cit.*

Théorie de la Croissance endogène » dans le débat public états-unien. De retour en Grande-Bretagne, où il intègre la rédaction du *Financial Times*, Ed Balls se rapproche des *leaders* « modernisateurs ». Il organise alors des rencontres entre ces derniers et ses anciens professeurs⁶⁸⁰, appelés, entre temps, à occuper des postes clefs au sein de la première administration Clinton : Reich en est le ministre du Travail, Katz est le *Chief Economist* de ce même ministère, et Summers assume la fonction de Secrétaire-adjoint au Trésor.

Encadré 5 : Ed Balls

Fréquemment présenté par le *Guardian* comme la « personne non élue la plus puissante de Grande-Bretagne » après mai 1997, Ed Balls assure plus la fonction de « bras droit » de Gordon Brown que de simple « conseiller spécial ». S'exprimant en 1996 sur la pensée économique du futur Chancelier de l'Échiquier, le conservateur Michael Heseltine croit même pouvoir affirmer que « ce n'est pas celle de Brown [mais] de Balls » (*'Not Brown's. It's Balls'*). Désigné candidat travailliste dans la circonscription de Normanton, dans le Yorkshire, en vue des élections générales de 2005, Ed Balls quitte ses fonctions au Trésor en 2004 pour celles de *research fellow* au sein du très « brownien » *John Smith Institute*, *think tank* spécialisé, depuis sa création en 1997, dans l'analyse des liens entre égalité et *policy*. Balls est élu député en mai 2005, mais refuse d'intégrer le *Cabinet* en arguant de son manque d'expérience.

Alors que la Théorie classique de la croissance, exposée dans les années 1950 par l'économiste et prix Nobel Robert Solow, faisait du changement technologique la variable exogène clef de la croissance⁶⁸¹, la « Nouvelle Théorie » se concentre sur le capital humain, qu'elle présente comme endogène à la croissance. Un tel postulat justifie de fait,

⁶⁸⁰ Anthony Seldon rapporte notamment une formule de Larry Summers censée livrer, lors de ces entretiens avec Brown et Blair, l'essence de la « Nouvelle Théorie de la croissance » : *'Not the invisible hand, not the heavy hand, but the helping hand'*. (Anthony SELDON, *Blair*, 2^d édition, London, The Free Press, 2005 [2004], p. 126).

⁶⁸¹ Pour plus de précisions, se reporter, notamment, à Jean ARROUS, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Economie », 1999, pp. 57-71.

aux yeux des *thirdwayers*, de mettre en place un « socialisme de l'offre »⁶⁸² (*'Supply Side Socialism'*), et de brocarder tout ce qui, de près ou de loin, s'apparenterait à une « classique » gestion social-démocrate et keynésienne de la demande. Ce repositionnement théorique est justifié de manière relativement simple et concise. Prétendant une nouvelle fois la « nécessaire modernisation » de la Grande-Bretagne face à un « monde qui change », les penseurs de la Troisième Voie fixent le cap vers l'« âge de la réussite »⁶⁸³. Tony Blair prend ainsi des accents rousseauistes lorsqu'il regrette que, dans la Grande-Bretagne que les conservateurs ont gouvernée durant dix-huit ans, les « gens sont nés avec du talent et partout ils sont dans les fers »⁶⁸⁴. À l'instar des autres grandes nations industrialisées dont la compétitivité est désormais contestée sur le terrain du coût des matières premières ou de la main d'œuvre, la Grande-Bretagne doit relever les « défis » de l'économie de la connaissance. Elle est par conséquent contrainte de redéfinir ses stratégies en développant certains avantages encore exclusifs. La connaissance, les hautes qualifications et la créativité figurent au premier rang de ces avantages et nécessitent la détermination d'un « agenda fondé sur l'*empowerment* des individus *via* l'éducation, l'apprentissage et la qualification »⁶⁸⁵. C'est donc en cela, selon Gordon Brown, que l'égalité des chances se justifie tant d'un point de vue « éthique » qu'« économique » : la justice sociale et l'efficacité économique deviennent donc les deux faces d'une même pièce⁶⁸⁶. La première est garantie par l'égale possibilité d'accéder aux

⁶⁸² Voir notamment Noel THOMPSON, 'Supply Side Socialism: The Political Economy of New Labour', *New Left Review*, I, 216, mars-avril 1996, pp. 37-55 et Dan CORRY, 'Macroeconomic Policy and Stakeholder Capitalism', in Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE, *Stakeholder Capitalism*, London, MacMillan/PERC, 1997, pp. 185-202.

⁶⁸³ Tony BLAIR, *Speech to the Labour Party Conference*, October 1996.

⁶⁸⁴ 'People are born with talent and everywhere it is in chains' (Tony BLAIR, 1999, cité in Alan FINLAYSON, *Making Sense...*, *op. cit.*, p. 83).

⁶⁸⁵ Stephen BYERS, 'The Importance of People and Knowledge - Towards a New Industry Policy for the 21st Century', *Speech at the London Business School*, 21st July 1999.

⁶⁸⁶ David Morrison révèle, à partir d'un *corpus* de cent documents exposant le « discours public » du Parti travailliste entre 1993 et 2000, que 83 % de ces textes établissent un lien, même implicite, entre « justice sociale » et « efficacité économique » (David MORRISON, 'New Labour, Citizenship and the Discourse of

opportunity goods. La seconde se voit assurée par le fait que cette même égalité prépare les individus à répondre aux impératifs de fonctionnement et de rationalisation du système économique⁶⁸⁷. Une telle démarche alimente cependant tensions et contradictions au cœur même de la Troisième Voie. Comme le souligne Raymond Plant, le volontarisme politique qu'affiche le gouvernement néo-travailliste ne réussit pas à masquer le fait qu'améliorer, même de manière égalitaire, les qualifications de chacun sur le marché (du travail, notamment) revient à terme à considérer ce même marché comme juge final de la valeur des individus⁶⁸⁸. Alan Finlayson se montre encore plus critique en affirmant que se dessine ici le profil du « sujet idéal » aux yeux de la Troisième Voie : « un individu réflexif se percevant lui-même comme une forme de capital à transformer, épurer et investir »⁶⁸⁹. Ce faisant, le rapport critique au marché, rapport cher à la social-démocratie, semble une nouvelle fois s'évanouir.

- III - LIMITES ET INSUFFISANCES D'UNE NOTION

L'égalité réelle des chances apparaît donc, pour les partisans de la Troisième Voie, comme la réponse la plus appropriée aux évolutions et exigences des sociétés contemporaines. Sa conceptualisation remplirait les critères de « l'examen minutieux »⁶⁹⁰

the Third Way', Paper presented at the Conference *The Third Way and beyond*, University of Sussex, 2 November 2000, p. 11).

⁶⁸⁷ On ajoutera que ces principes sont au cœur du processus de « modernisation » du modèle social européen décidé en 2000, lors du Sommet de Lisbonne. Le parallèle entre l'agenda social de la Grande-Bretagne néo-travailliste et celui de l'Union Européenne n'est pas totalement fortuit, l'influence du ministre « modernisateur » Peter Mandelson s'étant particulièrement fait sentir lors des travaux précédant ce rendez-vous des chefs d'États et de gouvernements européens.

⁶⁸⁸ Cité in Stephen DRIVER, 'Where Does Welfare Reform Leave the Third Way ?', Paper presented at the Conference *The Third Way and beyond*, University of Sussex, 2 November 2000.

⁶⁸⁹ Alan FINLAYSON, *Making Sense...*, *op. cit.*, p. 166.

⁶⁹⁰ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 100.

de la question de l'égalité appelé de ses vœux par Anthony Giddens. Elle n'est cependant pas exempte de toute critique, même aux yeux du sociologue.

1. L'impasse méritocratique

Au début de l'année 2001, alors que s'annonce le second mandat du *New Labour*, Tony Blair assigne un objectif précis à l'égalité des chances. Celle-ci doit en effet poser les jalons d'une méritocratie présentée tant comme un élément essentiel de la *société bonne* que comme la réponse la plus appropriée à une « économie de la connaissance » dépendante des talents et compétences :

« La mission de tout second mandat doit être celle-là : briser les barrières qui retiennent les gens, créer une réelle mobilité vers le haut, une société ouverte et vraiment fondée sur le mérite et l'égalité de valeur de chacun [...]. Ouvrir l'économie et la société au mérite et au talent est l'agenda radical du second mandat. »⁶⁹¹

Parce qu'elle offre à chacun la possibilité de se réaliser pleinement, l'égalité réelle des chances doit, par conséquent, conduire à récompenser l'effort individuel et le mérite. Cette vision optimiste de la société, puisque rien n'y est considéré comme figé ou irrémédiable, légitime donc la réussite individuelle en la renvoyant aux talents et aux dons et non plus au principe héréditaire. L'acquisition remplaçant l'attribution sur une base méritocratique⁶⁹², ne demeurent par conséquent ni droit exclusif, ni distinction inaccessible ou position réservée. Cette situation, sous couvert d'une recherche d'égalité entre les individus, tend pourtant à les distinguer et constitue, classiquement, la première source de controverse autour de la notion de mérite.

⁶⁹¹ 'The mission of any second term must be this: to break down the barriers that hold people back, to create real upward mobility, a society that is open and genuinely based on merit and the equal worth of all [...] Opening up the economy and society to merit and talent is the radical second term agenda' (Tony BLAIR, février 2001, cité in Philip COLLINS, 'A story of justice', *Prospect*, May 2001, p. 29).

⁶⁹² Talcott PARSON, cité in Yves POIRMEUR, « Le double jeu de la notion d'égalité des chances », in Geneviève KOUBI & Gilles GUGLIELMI, *L'Égalité des chances. Analyses, évolutions et perspectives*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2000, p. 95.

La question du mérite et de ses rapports avec la justice sociale n'est évidemment pas propre au débat sur la Troisième Voie. Rejetée par John Rawls dans *A Theory of Justice* tant la distribution des talents s'apparente selon lui à une sorte de loterie génétique ne justifiant aucune récompense⁶⁹³, la méritocratie a, bien avant les années 1990, hanté le débat public britannique. Dans un essai rédigé à la fin des années 1950, *The Rise of the Meritocracy*⁶⁹⁴, le sociologue Michael Young se livre à une critique des principes méritocratiques de distribution, les jugeant oublieux de toute solidarité. Il en conclut notamment que l'égalité des chances et la méritocratie n'aboutissent à terme qu'à diviser la société en deux catégories d'individus : ceux capables de saisir leur chance et ceux ne le pouvant pas. La classe constituée par la seconde population prendrait alors les traits d'une « classe inférieure sans précédent dans l'histoire : ni esclave, ni opprimée, ni exploitée mais se maintenant là où ses propres efforts (ou absence d'efforts) l'auraient amenée »⁶⁹⁵. C'est dans la continuité de cette critique que s'inscrit Anthony Giddens.

Estimant nécessaire de favoriser l'égalité des chances, notamment par rapport à une égalité des résultats qui aurait montré ses limites et ses zones d'ombre, l'ancien directeur de la *London School of Economics* ne nie pas toute vertu à des principes méritocratiques susceptibles de favoriser le sens de la « responsabilité individuelle ». Ces mêmes principes ne doivent cependant pas définir de manière exhaustive l'égalité, notamment parce que, comme le soulignait Young près de quarante ans auparavant, ils peuvent être à l'origine de fortes inégalités et, par suite, menacer la cohésion sociale. Une « société radicalement

⁶⁹³ John RAWLS, *A Theory of Justice*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press, 1971 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Catherine AUDARD, *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 1987, pp. 134-137 et pp. 348-353.

⁶⁹⁴ Michael YOUNG, *The Rise of the Meritocracy*, London, Thames and Hudson, 1958 ; traduit de l'Anglais par Maurice LUCIANI, *La Méritocratie. Mai 2033*, Paris, S.E.D.E.I.S, 1969, 251 p. On notera que cet ouvrage sert de référence récurrente aux détracteurs de la Troisième Voie.

⁶⁹⁵ Michael Walzer, à propos de l'ouvrage de Michael Young (Michael WALZER, « Exclusion, injustice et État démocratique », in Joëlle AFFICHARD & Jean-Baptiste de FOUCAULD (dir), *Pluralisme et équité. La justice sociale dans les démocraties*, Paris, Editions Esprit, coll. « Société », 1995, p. 33).

méritocratique »⁶⁹⁶ récompenserait en effet de manière disproportionnée une minorité dont les talents n'excèderaient pas de beaucoup ceux du plus grand nombre, et ce en vertu du principe du « tout-au-gagnant » (*The winner-takes-all principle*). La principale conséquence d'une telle situation ne se ferait pas attendre puisque l'on assisterait *a contrario* à une mobilité sociale vers le bas de ceux - nombreux - contraints de céder leur place dans l'échelle sociale pour les besoins d'ascension de quelques-uns. Apparaîtrait alors, aux antipodes de la nouvelle aristocratie méritocratique, une « classe d'intouchables » gagnée par le sentiment que ses propres incapacités rendent sa déchéance juste et acceptable⁶⁹⁷. Les inégalités s'en trouveraient, par conséquent, légitimées⁶⁹⁸. Comme le souligne également la sociologue Ruth Levitas, ces inégalités reposeraient sur l'affirmation que la valeur de certains est supérieure à celle des autres⁶⁹⁹. L'engagement de la Troisième Voie en faveur de l'égalité de valeur des individus en serait d'autant contredit.

À ce premier constat s'ajouterait l'incapacité de la méritocratie à neutraliser les transferts d'avantages d'une génération à l'autre. L'*immobilité sociale* ainsi consacrée se construit bien évidemment au mépris de toute idée de mérite, et permet à Anthony Giddens d'estimer que :

« [...] une société pleinement méritocratique n'est pas seulement irréalisable ; elle est une contradiction en soi. [...] une société méritocratique peut être hautement inégale en terme de niveau de résultats. Dans un tel ordre social, les privilégiés se feront un devoir de conférer leurs avantages à leurs enfants - détruisant par là même la méritocratie. Après tout, même dans les sociétés de type soviétique, relativement égalitaires, où la richesse ne pouvait garantir l'avenir des enfants, les

⁶⁹⁶ Anthony GIDDENS, *The Third Way*, *op. cit.*, p. 100.

⁶⁹⁷ Anthony GIDDENS, *The Third Way*, *op. cit.*, p. 102.

⁶⁹⁸ Ce que confirme par ailleurs Michael Walzer : « Si chacun a pu avoir sa chance, le fait d'échouer dans toutes les sphères n'est plus considéré comme le résultat ou le signe visible d'une oppression ou d'une injustice. » (Michael WALZER, « Exclusion... », *op. cit.*, p. 35).

⁶⁹⁹ Ruth LEVITAS, 'Shuffling back to Equality', *Soundings*, Spring 2004, Issue 26, p. 70.

groupes privilégiés étaient en mesure de transmettre leurs avantages à leur progéniture »⁷⁰⁰.

Dans un même ordre d'idée, l'ancien directeur de la *London School of Economics* ne conteste pas la pertinence de l'investissement néo-travailliste dans l'éducation, étape fondamentale de la construction d'une société méritocratique. L'éducation demeure en effet l'une des premières conditions de la « redistribution des possibilités » et du « développement du potentiel humain ». Toutefois, l'idée selon laquelle « l'éducation entraînerait directement une réduction des inégalités doit être accueillie avec un certain scepticisme »⁷⁰¹. Les doutes du sociologue peuvent être étayés par la somme de recherches tendant à montrer combien l'éducation ne fait souvent que refléter, voire renforcer, des inégalités sociales préexistantes⁷⁰². L'égalité des chances se voit, par là même, reprocher de ne pas intervenir suffisamment tôt dans le cycle de vie, et de s'écraser sur le mur des inégalités de dotations initiales, ce qu'est pourtant supposée éviter l'égalité réelle des chances.

2. « Forte » ou « faible » méritocratie ?

La tempérance qu'Anthony Giddens veut appliquer à la passion méritocratique de certains néo-travaillistes se retrouve chez d'autres acteurs de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Elle s'y propage et se renforce dès les premiers mois du second mandat

⁷⁰⁰ '[...] a fully meritocratic society is not only unrealizable; it is a self-contradictory idea. [...] a meritocratic society is likely to be highly unequal on the level of outcome. In such a social order, the privileged are bound to be able to confer advantages on their children - thus destroying meritocracy. After all, in the relatively egalitarian Soviet-style societies, where wealth couldn't secure the advancement of children, privileged groups were able to transmit advantages to their offspring' (Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 102). Persévérant dans cette logique, Anthony Giddens considère que l'impôt sur les successions doit être notablement accru.

⁷⁰¹ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p.

⁷⁰² On notera, en complément, que plus de la moitié des places dans les grandes universités anglaises est occupée par les 7 % d'individus issus du système scolaire privé.

du *New Labour*, alors que la Grande-Bretagne paraît s'installer dans un cycle de croissance économique stable.

Conseillère de Tony Blair et ancienne chercheuse du *Child Poverty Action Group*⁷⁰³, Carey Oppenheim invite ainsi la gauche à dépasser l'idéal méritocratique et à forger une conception de la « société bonne ou juste » susceptible de s'opposer à une production continue d'inégalités de revenus⁷⁰⁴. C'est à un travail de légitimation de la redistribution fiscale que travaille ici Carey Oppenheim. Dans une certaine mesure, Anthony Giddens abonde dans ce sens. Même « éculé »⁷⁰⁵, écrit-il, le principe d'une redistribution minimale demeure nécessaire pour enrayer les effets inégalitaires de l'égalité des chances. La « recette "prendre aux riches pour donner aux pauvres" », ajoute-t-il, « doit demeurer une pierre angulaire de la politique de centre gauche »⁷⁰⁶.

Ces prises de position au sein de l'espace de théorisation prennent un relief particulier dès lors qu'elles sont rapprochées de la joute doctrinale, déjà évoquée, entre Lord Roy Hattersley et Gordon Brown. Comparant l'égalité des chances à une course d'obstacles, le premier avance que l'égalité de résultats prend *a contrario* corps dans la croyance que l'on « ne peut pas dire à ceux qui ne terminent pas la course qu'ils ont une chance alors [même] qu'ils échouent, mais que l'on devrait leur donner une impulsion pour continuer de courir »⁷⁰⁷. L'égalité des chances n'en est pas pour autant totalement condamnable pour Hattersley. Elle ne prend néanmoins sens et, surtout, n'est pleinement légitime que construite sur l'égalité de résultats et les mécanismes de redistribution fiscale qu'induit cette dernière. Ainsi, l'accession effective d'une famille, dont le père est au

⁷⁰³ Le *Child Poverty Action Group* a pris explicitement position, depuis l'arrivée au pouvoir des néo-travailleurs, pour le maintien d'une redistribution fiscale comme principal moyen d'action de l'État social.

⁷⁰⁴ Carey OPPENHEIM, 'Enabling Participation? New Labour's Welfare-to-Work Policies', London, 14 June 2001 (disponible sur le site du Policy Network : <<http://www.policy-network.org>>).

⁷⁰⁵ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p.

⁷⁰⁶ Anthony GIDDENS, 'The global Third Way Debate', *Policy Network*, n° 1, Summer 2001, p. 110.

⁷⁰⁷ Roy HATTERSLEY, *Choose Freedom*, 1987, cité in Caroline DANIEL, *op. cit.*, p. 23.

chômage et la mère malade, à une égalité réelle des chances ne modifierait en rien sa situation. Quand bien même elle serait constitutive d'une « idéologie extrême »⁷⁰⁸, la redistribution fiscale reste par conséquent indispensable à toute volonté de diminuer les souffrances, vêtir et nourrir les enfants et permettre un accès au système de santé. Répondant à la critique développée par Gordon Brown, qui associe égalité de résultats et uniformisation des conditions, Roy Hattersley affirme également que la diversité, si chère à la rhétorique néo-travailleuse, n'est envisageable que dans une « société évitant les grandes inégalités de revenus et de richesses »⁷⁰⁹. En outre, s'insurge Hattersley, l'égalité de résultats n'est en rien une notion liberticide et désincitative. Elle l'est d'autant moins que la liberté reste conditionnée par le champ d'action que l'égalité de résultats offre à des individus jusqu'alors entravés par la pauvreté.

Cette opposition frontale entre Gordon Brown et Roy Hattersley n'est pas anecdotique car elle prend corps au sein d'une même famille de pensée travailleuse. Si, institutionnellement, Roy Hattersley assume la posture de la dissidence vis-à-vis de la direction du *New Labour*⁷¹⁰, de fortes proximités idéologiques caractérisent les convictions de ces deux figures du travailisme contemporain. Tout comme Gordon Brown, Roy Hattersley entend revendiquer l'héritage du socialiste éthique Richard Henry Tawney. Pour Hattersley, l'entreprise de filiation tire notamment sa légitimité de ce que Tawney, partisan d'une égalité des chances qu'il érigeait en « paratonnerre » du système social, ne manquait cependant pas d'en souligner les limites :

« Dans la mesure où les capacités de certains sont stérilisées ou annulées par leur environnement social alors que les capacités d'autres sont favorisées ou encouragées par l'environnement, l'égalité des chances devient une invention élégante mais de faible portée. Elle quitte le monde de la réalité pour celui des

⁷⁰⁸ Roy HATTERSLEY, 'Balance Off Power', *The Guardian*, 25 July 1996, p. 9.

⁷⁰⁹ Roy HATTERSLEY, 'Why Labour Is Wrong on Income Tax', *The Guardian*, 6 August 1997, p. 15.

⁷¹⁰ Une dissidence entamée dès le Congrès de Brighton en octobre 1995 et pleinement consommée, moins de deux ans plus tard, au travers d'une tribune dans le *Guardian* : 'Why I'm no longer loyal to Labour', *The Guardian*, 26 July 1997, p. 21.

péroraions [...]. L'existence des opportunités par lesquelles les individus peuvent s'élever socialement et aller de l'avant [n'ôte pas] aux contrastes économiques ce qu'ils peuvent avoir de néfaste socialement et de désagréable personnellement [...]. Comme si les opportunités que le talent a de s'élever pouvaient être rendues égales dans une société où les conditions de vie qui entourent ce talent sont elles-mêmes inégales dès la naissance ! »⁷¹¹

L'égalité des chances, telle qu'elle est avancée par les principaux penseurs de la Troisième Voie et, plus précisément, par la direction du Parti travailliste, prend donc le risque de s'abîmer dans l'impasse méritocratique. C'est en s'appuyant sur ce postulat que Philip Collins⁷¹² croit pouvoir affirmer que les « blairistes » n'offrent qu'une « version faible » de la méritocratie⁷¹³ ? Cette critique émanant du « centre » du spectre politique croise paradoxalement celle des opposants « de gauche » à la Troisième Voie. Elle renvoie au fait que la méritocratie proposée par Tony Blair sous-tend une approche très « états-unienne » de l'ordre social. Schématiquement, la méritocratie ainsi posée consiste en effet en une simple valorisation de l'ascension dans une hiérarchie sociale fortement inégalitaire. Il semble pourtant que la position du *New Labour* ait progressivement évolué depuis 1997, marquant en cela une prise de conscience, même restreinte, des travers dénoncés de l'égalité des chances et de la méritocratie. Cette évolution se vérifie tout d'abord sur le plan rhétorique et, paradoxalement, dans les propos mêmes de Tony Blair lorsqu'il concède que si « la méritocratie n'est pas mauvaise », elle n'est pas pour autant « suffisante »⁷¹⁴. On peut penser que cet aveu - devancé par les craintes de Gordon Brown

⁷¹¹ Richard Henry TAWNEY, *Equality*, *op. cit.*

⁷¹² Philip Collins dirige le *think tank* « trans-partisan » *Social Market Foundation*. Ses liens avec les « modernisateurs » sont cependant avérés. Il a ainsi été l'un des collaborateurs de Frank Field, et appartient également aux *Demon Eyes*, l'équipe de football du *New Labour*.

⁷¹³ « [Une vision] qui reconnaît que la méritocratie doit coexister avec une large répartition des revenus et que les gens seront capables de transmettre des avantages à leurs enfants ». À l'opposé, « la version forte veut réduire le fossé des revenus et en finir avec certaines opportunités de transmissions d'avantages » (Philip COLLINS, 'A story of...', *op. cit.*, p. 32)

⁷¹⁴ Cité in Philip COLLINS, 'A story of...', *op. cit.*, p. 30.

quant à la possible création d'une « élite arrogante »⁷¹⁵ - conduit concrètement au recours de plus en plus fréquent à l'équité ; notamment, on l'a vu, au travers de l'« universalisme progressif »⁷¹⁶. Les recherches menées par John Hills⁷¹⁷, et réutilisées par le Trésor en 1999, conforte le néo-travailleurs dans ce léger revirement de principe. Le co-directeur du *Centre for Analysis of Social Exclusion* de la LSE démontre en effet que les chances des individus sont, plus que par leurs talents et efforts, déterminées par la condition sociale de leurs parents⁷¹⁸. Cette prise en compte de facteurs structurels dans l'analyse de la réussite ou de l'échec individuels amoindrit l'attrait de la méritocratie. Elle conduit le Trésor britannique à travailler sur la transmission des inégalités d'une génération à l'autre dès la fin du premier mandat néo-travailleurs. Cette réflexion expliquera, pour partie, l'intérêt suscité par le principe sur lequel se fonde l'*Asset-based Welfare* : la lutte contre les inégalités de richesse et de patrimoine plutôt que de revenus⁷¹⁹.

Dans une même logique, la condamnation de la redistribution fiscale à laquelle se livrent les *thirdwayers* est, dans les faits, relativisée par l'émergence de ce que Ruth Lister décrit comme une '*redistribution by Stealth*'⁷²⁰. Le financement du *Welfare-to-Work* par la taxation des bénéfices réalisés par les entreprises privatisées (*windfall tax*), ou les divers crédits d'impôts mis en place par le gouvernement (*Childcare tax credit*, *Income tax credit*, etc.) illustrent en effet cette situation de « redistribution à la dérobée » durant le

⁷¹⁵ Cité in Peter KELLNER, 'Equality of Access', in Dick LEONARD, *op. cit.*, p. 163.

⁷¹⁶ La recherche de l'équité est également présentée comme support à la réforme des droits universitaires. Ceux-ci connaissent en effet une croissance importante - décidée par les néo-travailleurs - qu'est censée compenser une hausse toute aussi massive du nombre de bourses allouées aux étudiants les moins favorisés.

⁷¹⁷ John HILLS (ed.), *Persistent Poverty and Lifetime Inequality: The Evidence*, London, HM Treasury Occasional Paper 10, HMSO, 1999.

⁷¹⁸ John Hills développe notamment ces idées lors d'un *workshop* organisé par le Trésor en novembre 1998. (Alan DEACON, "'Levelling the playing Field, Activating the Players': New Labour and 'the Cycle of Disadvantage'", *Policy & Politics*, vol. 31, n° 2, April 2003, p. 124).

⁷¹⁹ Voir le chapitre 7.

⁷²⁰ Ruth LISTER, 'Investing in the Citizen-Workers of the Future : New Labour's Third Way in Welfare Reform', paper for the Annual Meeting of the American Political Science Association, Boston, August 2002, for a panel entitled : *Redesigning Welfare Regimes. The Building Blocks of a New Architecture* (<<http://www.fas.umontreal.ca/pol/cohesionsociale>>).

premier mandat. Au début du second, le travail de la *Commission on Taxation and Citizenship* contribue, en outre, à légitimer de nouveau dans le débat public les notions d'impôt et de dépense sociale. Favorablement accueilli par les éditorialistes politiques de la presse « de gauche » - Will Hutton en tête -, le rapport de cette commission⁷²¹, établie par la *Fabian Society* et présidée par l'universitaire et parlementaire travailliste Raymond Plant, relance l'idée qu'imposition et citoyenneté ont partie liée. Ce document est par ailleurs rendu public dans un contexte particulier. La fin des années 1990 voit, d'une part, la contestation parlementaire de la politique sociale du gouvernement dépasser le simple cadre de l'aile « gauche » du groupe travailliste aux Communes⁷²². Elle est marquée, d'autre part, par la demande de plus en plus pressante de l'électorat d'enrayer le déficit d'investissement caractérisant les services publics. Ces éléments peuvent, en partie, éclairer l'augmentation notable des dépenses sociales constatée à partir du second mandat ; augmentation relativisant d'autant le discours « modernisateur » faisant, au milieu des années 1990, des dépenses sociales des « dépenses d'échec ».

La réhabilitation, même relative, de la redistribution s'accompagne, au début du troisième mandat néo-travailliste, d'une mobilisation explicite autour de l'égalité au sein de l'espace de théorisation. Plus présente dans le discours du gouvernement, l'égalité est, en 2005, au centre de deux ouvrages collectifs bénéficiant d'une forte visibilité dans l'espace public britannique : *The New Egalitarianism* que co-dirigent Anthony Giddens et Patrick Diamond⁷²³, conseiller du Premier ministre, et *Social Justice: Building a Fairer Britain* de Nick Pearce et Will Paxton de l'*Institute for Public Policy Research*⁷²⁴. Ces

⁷²¹ COMMISSION ON TAXATION AND CITIZENSHIP, *Paying for Progress. A new Politics of Tax and Spending*, London, Fabian Society, 2000.

⁷²² Ce mouvement est observable dès la fin d'année 1998, lors de l'annonce par le gouvernement de « coupes » dans les allocations allouées aux parents isolés.

⁷²³ Anthony GIDDENS & Patrick DIAMOND (eds.), *The New Egalitarianism*, London, Polity Press, 2005.

⁷²⁴ Nick PEARCE & Will PAXTON (eds.), *Social Justice: Building a Fairer Britain*, London, Politico's, 2005.

essais se donnent pour ambition de réaffirmer la place primordiale de l'égalité dans tout projet « de gauche ». Leur publication, dans les mois qui suivent la troisième victoire consécutive des néo-travailleurs, peut également se lire comme une volonté d'influer sur un agenda gouvernemental bousculé par la réforme des services public entreprise au début des années 2000, d'une part, et la guerre en Irak, d'autre part.

L'une des ambitions partagée par les deux ouvrages est, même implicitement, de présenter comme peu pertinente, voire incohérente, l'opposition entre égalité de résultats et égalité réelle des chances. Si, la seconde a été, pour partie, théorisée dans le but de déclasser la première, il semble cependant que les termes du débat aient été trop hâtivement posés. D'une part, ces deux conceptions de l'égalité semblent avant tout, selon les auteurs précités, se distinguer par leurs fonctions réciproques. Pour la plupart des partisans de l'égalité de résultats, cette dernière constitue une *fin* en soi. Plus simplement, sa recherche doit conduire à la pleine réalisation de la justice sociale. L'enjeu semble être tout autre pour les *thirdwayers* rassemblés autour de l'égalité réelle des chances. Les positions de Brown, Blair ou Giddens, entre autres, sont relativement lisibles sur ce point. L'égalité réelle des chances n'est *qu'*un moyen d'atteindre ce qui, selon eux, consacre la réalisation de la justice sociale : l'insertion la plus appropriée de chacun dans la société. En effet, pour les « néo-progressistes », le développement de soi que permet l'égalité réelle des chances offre à l'individu un intérêt (*stake*) dans l'activité sociale. D'autre part, et c'est ce que semble avoir compris Roy Hattersley et que développent Giddens et Diamond⁷²⁵, l'opposition entre les deux égalités est d'autant plus inintelligible que ces deux dernières peuvent être amenées à se compléter. La recherche, même à *minima*, de l'égalité de résultats devient une condition de la pleine fonctionnalité de l'égalité réelle des chances en ce qu'elle permet de sortir de l'« impasse méritocratique ».

⁷²⁵ Voir notamment Anthony GIDDENS & Patrick DIAMOND, 'The New Egalitarianism: economic inequality in the UK', ainsi que Gøsta ESPING-ANDERSEN, 'Inequality of incomes and opportunities', in Anthony GIDDENS & Patrick DIAMOND (eds.), *The New Egalitarianism*, *op. cit.*

Chapitre 6

Question sociale et question morale

'If you make the effort, then we will help you'

Alistair DARLING,
Secrétaire au Travail et aux Retraites, 2001

*'But we refuse to pay benefit to those who refuse to work. Why ?
Because the welfare that works is welfare
that helps people to help themselves'*

Tony BLAIR⁷²⁶

L'égalité *réelle* des chances doit conduire les individus à réaliser leur potentiel. Ainsi conçue, elle glisse dès lors du statut de *fin* en soi à celui de *moyen*. La « redistribution des possibilités » qu'elle induit se veut en effet le plus sûr chemin vers ce que Tony Blair assimile à « l'essence de la justice sociale » : l'extension à tous d'un intérêt (*a stake*) dans l'activité de la société⁷²⁷. Découle alors de l'existence de cet intérêt un sentiment d'appartenance à cette « même équipe », cette '*One Nation*' ou « société de partenaires » dont l'évocation parcourt la littérature de la Troisième Voie. L'égalité fait donc, plus que jamais, sens dans le *tout* social ; un tout social qui, pour les *thirdwayers*, prend essentiellement corps dans la notion de « communauté » :

« La croyance centrale du Parti travailliste repose dans la cohésion sociale [...] Le principe de base est la solidarité, le fait que les gens puissent obtenir bien plus en agissant ensemble qu'en agissant seuls. [T]out cela est bien représenté par l'idée de communauté [...]. »⁷²⁸

⁷²⁶ Tony BLAIR, *Speech at the Labour Party Conference*, 2 October 2001.

⁷²⁷ Tony BLAIR, 'My vision...', *op. cit.*, p. 5.

⁷²⁸ '*The central belief of the Labour Party is in social cohesion [...] The basic principle is solidarity, that people achieve much more by acting together than by acting alone. I think that all this is best represented by*

Omniprésent dans le projet politique du « nouveau centre gauche », le langage de la communauté fait progressivement l'objet, en réaction à la montée de l'individualisme et de la fragmentation sociale, de tentatives d'appropriation de part et d'autre du champ politique⁷²⁹. Opportunément opposable à la vision socialement désincarnée du marché, la communauté s'impose comme la « nouvelle territorialisation de la pensée politique »⁷³⁰ des années 1990 en prétendant progressivement organiser « l'administration de l'individu et de l'existence collective »⁷³¹.

L'utilisation de cette rhétorique par les « modernisateurs » travaillistes n'en demeure pas moins empreinte d'une certaine ambiguïté. Si la communauté peut, à première vue, se définir comme un espace social au sein duquel l'individu est amené à se construire, cette approche ne renseigne pas totalement sur les frontières mêmes de la notion. Les différents promoteurs de la Troisième Voie donnent ainsi, tour à tour, une dimension nationale, locale ou internationale à la communauté. Elle se confond avec la Grande-Bretagne, la famille, le voisinage, les associations ethniques ou sociales, ou, le plus souvent, renvoie à la société civile. À notre sens, ce manque de clarté tient au fait qu'avant d'être un « cadre » dans lequel s'insèrent des individus, la communauté traduit, pour la Troisième Voie, une manière de concevoir l'être dans son environnement. Elle affirme l'existence d'une interdépendance tant sociale que morale entre les individus, une interdépendance pouvant se déployer dans les différents espaces déjà évoqués, et devant donner naissance à

the idea of community [...] (Tony BLAIR, 13 March 1995, cité in Brian BRIVATI & Richard HEFFERNAN (eds.), *The Labour Party. A Centenary History*, Basingtoke, MacMillan, 2000, p. 314).

⁷²⁹ Nombre de conservateurs entendent ainsi contester aux néo-travaillistes le monopole de la communauté. C'est le cas notamment de David Willets, parlementaire, ancien membre de la *policy unit* de Margaret Thatcher et collaborateur du *Center for Policy Studies* puis de la *Social Market Foundation*. David Green, directeur de la *Health & Welfare Unit* du *think tank* pro-conservateur *Institute of Economic Affairs* mais également ancien *labour councilor*, s'inscrit dans cette même démarche, après avoir milité pour le « retour » de la « communauté » au travers de publications évoquant l'histoire du mutualisme ouvrier.

⁷³⁰ Nikolas ROSE, 'Inventiveness in Politics', *Economy and Society*, vol. 28, n° 3, August 1999, p. 475.

⁷³¹ Nikolas ROSE, 'The Death of the Social? Re-figuring the Territory of Government', *Economy and Society*, vol. 25, n° 3, August 1996, p. 331.

la *société bonne* qu'incarnerait la « société cohésive » (I). C'est au travers de la réflexion sur cet idéal de société que la Troisième Voie reconsidère également les termes de la citoyenneté. Cette dernière se structure désormais, selon les « néo-progressistes », autour d'un impératif civique : le citoyen est ainsi un individu assumant ses devoirs et responsabilités envers la société. Ce parti pris tend à affirmer que la légitimité politique s'acquiert, dans la Grande-Bretagne des années 1990, tant sur le terrain de la « compétence économique » que sur celui de la morale (II). C'est, enfin, dans cette logique qu'est défini le « nouveau problème social » : l'exclusion sociale, pendant négatif de la société inclusive (III).

- I - LA SOCIÉTÉ COHÉSIVE COMME IDÉAL

« Etres sociaux » avant toute chose, les individus ne sont pas, pour Tony Blair notamment,

« [...] des acteurs économiques séparés, en compétition sur le marché de la vie [mais] les citoyens d'une communauté [les rendant] plus forts en tant qu'équipe qu'en tant qu'addition de joueurs égoïstes »⁷³².

On peut considérer, à l'instar de Sylvie Mesure et Alain Renaut, que vouloir « poser des limites à la dynamique de l'individualisme libéral conçu comme dissolvant l'existence d'un véritable monde commun ne constitue pas, par soi-même, un programme philosophique profondément original »⁷³³. Néanmoins, l'accent mis sur la communauté par la Troisième Voie - et sur l'interdépendance qui lui est consubstantielle - traduit un parti

⁷³² '[...] people are not separate economic actors competing in the marketplace of life. They are citizens of a community. We are social beings, nurtured in families and communities, and human only because we develop the moral power of personal responsibility for ourselves and each other. Britain is stronger as a team than as a collection of selfish players' (Tony BLAIR, cité in Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour...*, op. cit., p. 28).

⁷³³ Sylvie MESURE & Alain RENAUT, *Alter Ego. Les Paradoxes de l'identité démocratique*, Paris, Aubier, coll. « Alto », 1999, p. 101.

pris politique non dénué de sens. Il lui permet de se distinguer de la posture idéologique adoptée par la composante néolibérale du Parti conservateur et résumée par le désormais fameux *'there is no such thing as society'* asséné par Margaret Thatcher en 1987⁷³⁴. Cette rhétorique de la communauté se donne ainsi à voir en anti-thèse de l'individualisme de marché, dans une société britannique de plus en plus marquée par la crainte de la segmentation et du délitement social. Le discours de la communauté constitue ainsi le pendant positif de celui mettant en avant la faillite des institutions « fordistes » dans la « société du risque »⁷³⁵. La communauté prend en effet une dimension protectrice très marquée dans les écrits, entre autres, de John Gray⁷³⁶ ou Ulrich Beck⁷³⁷. Le discours auquel elle donne forme entend également s'inscrire en rupture avec celui d'une gauche « individualiste », « captivée par l'élégance et le pouvoir de *Theory of Justice* du Professeur John Rawls »⁷³⁸. En posant que la société (ou la communauté) doit avoir pour fondement un accord substantiel sur le bien, la Troisième Voie s'insère au cœur du débat ayant mobilisé la philosophie politique occidentale depuis le début des années 1980.

1. Le retour de la communauté

Sacrifiée, selon David Marquand⁷³⁹, par les travaillistes, des années 1960 à 1980, sur les autels successifs de l'égalité et de la liberté, la communauté réintègre le discours « officiel » du *Labour* alors que le courant « modernisateur » y assied définitivement son

⁷³⁴ Margaret Thatcher avait ainsi affirmé que « la société n'existe pas ». Elle ajoutait que *'there are individual men and women, and there are families [...]* It's our duty to look after ourselves and then, also, to look after our neighbour' (cité in Brian LUND, "'Ask not what Community Can Do for you' : Obligations, New Labour and Welfare Reform', *Critical Social Policy*, vol. 19, 4, 1999, p. 449).

⁷³⁵ Voir la deuxième partie.

⁷³⁶ Voir notamment John GRAY, *Endgames*, *op. cit.*

⁷³⁷ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, pp. 89-90.

⁷³⁸ Tony BLAIR, 'Faith in the City - Ten years on', *Speech in Southwark Cathedral*, 29 January 1996.

⁷³⁹ David MARQUAND, 'Community and the Left', in Giles RADICE, *What Needs...*, *op. cit.*, p. 65.

pouvoir. Elle est par la suite rapidement rangée parmi les principales « valeurs »⁷⁴⁰ de la Troisième Voie. Cette mise en avant de la communauté serait, pour l'universitaire et parlementaire travailliste Raymond Plant, le « meilleur exemple de ce que [Tony] Blair veut dire lorsqu'il parle d'atteindre en profondeur les valeurs de la gauche pour fournir un socle à ses idées »⁷⁴¹. Tony Blair ne manque pas, en effet, d'affirmer, dans un ouvrage où se croisent, en 1996, les contributions des principaux entrepreneurs politiques et intellectuels du « nouveau progressisme », que,

« Ce qui est arrivé au Parti travailliste à la fin des années 1970 et au début des années 1980, c'est que son temple intellectuel a été bouleversé et capturé par une génération de politiques et d'universitaires qui pensaient que les valeurs et concepts comme la communauté sont trop faibles pour guider le parti. »⁷⁴²

Central, entre autres, dans le corporatisme des *friendly societies* à la fin du XVIII^e siècle, dans le socialisme chrétien du XIX^e siècle ou le socialisme libéral de la première partie du XX^e siècle, le recours à l'idéal communautaire permet en effet de légitimer une nouvelle fois la filiation de la Troisième Voie à l'histoire du progressisme britannique. Il offre alors l'avantage de contrecarrer la critique assimilant néo-travaillisme et néolibéralisme. La communauté peut ainsi incarner la « croyance la plus élémentaire de la gauche » que les individus dépendent les uns des autres⁷⁴³. Plus précisément, c'est la notion de « confiance » (*'trust'*) qui donne sens à la communauté, c'est-à-dire la « reconnaissance d'un dessein mutuel pour lequel [les individus travaillent] ensemble et

⁷⁴⁰ Si l'on s'en tient à *The Third Way. New Politics for the new Century*, le *fabian pamphlet* que Tony Blair publie en novembre 1998, la communauté figure parmi les quatre valeurs « essentielles à une société juste », au même titre que l'« *opportunity* pour tous », la « responsabilité » et l'« égale valeur » des individus (Tony BLAIR, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 3).

⁷⁴¹ Raymond PLANT, 'Ideology', in Anthony SELDON, *The Blair Effect*, London, Little Brown, 2001, p. 564.

⁷⁴² Tony BLAIR, 'My Vision for Britain', in Giles RADICE, *What Needs...*, *op. cit.*, p. 5.

⁷⁴³ Tony BLAIR, *10th Arnold Goodman Charity Lecture*, London, 8 July 1993 (repris dans Tony Blair, *New Britain...*, *op. cit.*, p. 221).

dont [ils bénéficient] tous »⁷⁴⁴. C'est cette « Grande-Bretagne de voisins » et non d' « étrangers »⁷⁴⁵ que décrit ainsi Gordon Brown :

« Les gens ne vivent pas dans l'isolement. Les gens ne vivent pas dans les marchés. Les gens vivent dans des communautés. Je conçois la Grande-Bretagne comme une communauté de citoyens ayant des besoins communs, des intérêts mutuels, des objectifs partagés [...] et, plus que tout, des destinées liées. »⁷⁴⁶

L'utilisation des notions de « confiance » ou d'« objectifs partagés » par les partisans de la Troisième Voie sous-tend ce qui peut être considéré comme le « mot-clef de la politique de la communauté »⁷⁴⁷ : le capital social. Ce concept apparaît dans le discours du centre gauche britannique à la suite de la publication des travaux de la Commission sur la Justice Sociale, et mobilise la réflexion de nombre d'acteurs de l'espace de théorisation de la Troisième Voie dès le milieu des années 1990⁷⁴⁸. Le capital social devient ainsi un moyen d'expliquer certains maux sociaux, comme l'exclusion, et incarne, dans un mouvement inverse, l'un des principaux facteurs de cohésion sociale. Revendiquant ici l'influence du politiste Robert Putnam [voir Encadré 6] et de l'intellectuel néo-conservateur Francis Fukuyama⁷⁴⁹, les « nouveaux sociaux-démocrates » définissent le capital social comme la cristallisation, au sein d'un groupe ou d'une société, des valeurs partagées, normes de réciprocité, obligations mutuelles et attentes qui caractérisent les relations sociales entre des individus et permettent leur coopération. De

⁷⁴⁴ Tony BLAIR, *New Britain...*, *op. cit.*, p. 292.

⁷⁴⁵ Gordon BROWN, *Speech at the NCVO Annual Conference*, London, 9 February 2000.

⁷⁴⁶ Gordon BROWN, 1992, cité in Geoffrey FOOTE, *The Labour Party's...*, *op. cit.*, p. 343.

⁷⁴⁷ Christine EVERINGHAM, *Social Justice and the Politics of Community*, Aldershot, Ashgate, 2003, p. 19.

⁷⁴⁸ Voir, notamment, Simon SRETZER, 'A new political Economy: the Importance of social Capital', in Anthony GIDDENS (ed.), *The Global...*, *op. cit.*, pp. 290-299.

⁷⁴⁹ Outre les références récurrentes aux travaux des deux universitaires dans les discours des principaux entrepreneurs politiques de la Troisième Voie, le *spin doctor* Philip Gould rappelle que, cherchant un « concept unifiant » pour le programme du *New Labour*, David Miliband et lui-même trouvèrent dans les écrits de Putnam et Fukuyama matière à unifier 'the belief that efficiency and society are complementary' (Philip GOULD, *The Unfinished...*, *op. cit.*, p. 254).

cette coopération naît le sens de l'intérêt commun, le capital social permettant « l'agrégation des préférences individuelles autour de résultats collectifs »⁷⁵⁰. Parce qu'il s'appuie essentiellement sur la confiance - cette « reconnaissance d'un objet mutuel auquel nous travaillons et dont nous profitons tous »⁷⁵¹ -, le capital social se pare également d'atours démocratiques en rendant la discussion entre les êtres plus aisée. Ce renforcement des échanges sociaux se vérifie également au sein du marché et participe, par conséquent, à la croissance économique. Le capital social concilie donc les préoccupations de l'individu et l'intérêt de la société. Ce n'est en effet, selon Tony Blair, que par la coopération, le travail commun au sein d'une « communauté de gens », que les intérêts individuels peuvent progresser⁷⁵². À l'inverse, aucune société ne peut « prospérer économiquement ou socialement sans que tous ses membres ne prospèrent » également⁷⁵³. C'est ce lien, cette articulation entre l'individu et la communauté, qui rend compte du fait que, si le *New Labour* est le « parti de la communauté », il entend également, sous peine de ne faire de cette notion qu'un « élément de nostalgie », être le « parti de l'individu »⁷⁵⁴. Il doit, par conséquent, dépasser les tensions éventuelles entre un être moderne de plus en plus enclin à revendiquer son autonomie et le groupe auquel il se rattache immanquablement. L'enjeu de cette conciliation est de souligner la « modernité » de la communauté telle que la conçoit la Troisième Voie et, par là même, de la distinguer, comme l'admet Anthony Giddens⁷⁵⁵, d'une conception traditionnelle, conservatrice et oppressive. S'accordant aux exigences du « nouvel individualisme » disséqué par Anthony

⁷⁵⁰ Desmond KING & Mark WICKHAM JONES, 'Social Capital, British Social Democracy and New Labour', *Democratization*, vol. 6, n° 4, Winter 1999, p. 184.

⁷⁵¹ Tony BLAIR, *Speech at the Singapore...*, *op. cit.*

⁷⁵² Tony BLAIR, 'Faith in the City...', *op. cit.*

⁷⁵³ Tony BLAIR, *New Britain...*, *op. cit.*, p. x.

⁷⁵⁴ Tony BLAIR, *New Britain...*, *op. cit.*, pp. 36-38.

⁷⁵⁵ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 126.

Giddens et Ulrich Beck⁷⁵⁶, la communauté se doit de reconnaître « l'importance de l'expérimentation et de la diversité »⁷⁵⁷. Elle se donne alors à voir en espace d'épanouissement, de réalisation de soi et d'affirmation des choix de « styles de vie » :

« Une idée moderne de la communauté [...] est celle qui approuve et nourrit le choix individuel et l'autonomie personnelle, et reconnaît l'irréductible pluralisme de la société moderne. »⁷⁵⁸

En outre, les interactions que la communauté permet, et qui, à leur tour, vont générer de « nouvelles solidarités »⁷⁵⁹, donnent aux individus les moyens de produire leur « propre biographie »⁷⁶⁰. Elles consolident, par conséquent, leur autonomie. En dépit d'une « modernité » affirmée, cette recherche d'un équilibre entre individu et société est déjà présente dans le *New Liberalism* de la fin du XIX^e siècle. Elle est ainsi au cœur de la pensée de Thomas Hill Green (1836-1882), précurseur de ce libéralisme social⁷⁶¹. Pour Green, le bien final ne peut être réalisé que dans « une société de personnes qui, tout en conservant leur individualité, trouvent leur perfection quand leurs qualités sont intégrées comme parts du tout social »⁷⁶². Cette recherche est, de même, omniprésente chez un autre *new liberal*, John A. Hobson, pour qui, tout comme pour Blair, la relation entre l'individu et la société est empreinte de réflexivité : la société doit encourager et générer le développement des capacités individuelles, ces dernières participant en retour au bien commun.

⁷⁵⁶ Voir la deuxième partie.

⁷⁵⁷ Tony WRIGHT, *Why Vote Labour*, London, Penguin Books, 1997, p. 78.

⁷⁵⁸ Tony BLAIR, 1999, cité in Steve BUCKLER & David P. DOLOWITZ, 'New Labour's Ideology: A Reply to Michael Freedon', *The Political Quarterly*, vol. 71, n° 1, January-March 2000, p. 104.

⁷⁵⁹ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 126.

⁷⁶⁰ Ulrich BECK, 'The Reinvention of Politics...', *op. cit.*, p. 13.

⁷⁶¹ Professeur de philosophie à Oxford, T.H. Green compte parmi ses élèves Leonard Hobhouse, auteur au début du XX^e siècle de *Liberalism*, écrit de référence des *New Liberals*.

⁷⁶² Thomas Hill GREEN, cité in Samuel H. BEER, 'New Labour: Old Liberalism', in Stuart WHITE (ed.), *New Labour. The progressive Future ?*, Basingstoke, Palgrave, 2001, p. 29.

Encadré 6 : Robert Putnam et le capital social

Si la notion de capital social a été, selon Putnam⁷⁶³, réinventée au moins six fois au cours du XX^e siècle, le directeur du *Center for International Affairs* d'Harvard est néanmoins celui qui en aura fait « l'idée fixe des *policy makers* »⁷⁶⁴. Dans la continuité de recherches menées à la fin des années 1980 sur les liens existant entre l'engagement civique et le fonctionnement des différents gouvernements régionaux italiens⁷⁶⁵, Robert Putnam s'intéresse au « déclin » du capital social et, par voie de conséquence, à celui de l'action collective aux États-Unis⁷⁶⁶. Il affirme ainsi que cette situation ne peut conduire qu'à un affaiblissement de la démocratie, couplé à un accroissement des inégalités sociales. Auteur, notamment, d'un article remarqué dans *The American Prospect*⁷⁶⁷, revue intellectuelle proche des démocrates, le politiste voit sa réflexion reprise progressivement au sein de l'espace politique états-unien puis britannique. Elle inspire ainsi directement le Discours sur l'État de l'Union prononcé par Bill Clinton en 1995. En 1997, James MacCormick, alors directeur de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), estime également que « l'importance du capital social a gagné l'attention des universitaires et des politiques du centre gauche britannique grâce au travail de Robert Putnam »⁷⁶⁸. Maintes fois cité dans les discours de Tony Blair, l'universitaire rencontre le Premier ministre britannique après mai 1997. Il est en outre un invité régulier des *think tanks* proches du pouvoir néo-travailliste.

2. La communauté et la « société sans classes »

Permettant à la Troisième Voie de revendiquer tant la modernité qu'un lien avec une certaine tradition progressiste, la communauté marque également une rupture nette avec une lecture *classiste* de la société. Cette lecture n'est tout d'abord, à en croire Ulrich Beck,

⁷⁶³ Robert PUTNAM (ed.), *Democracies in Flux. The Evolution of Social Capital in contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

⁷⁶⁴ Gordon JOHNSTON & Janie PERCY-SMITH, 'In Search of social Capital', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 3, July 2003, p. 329.

⁷⁶⁵ Robert PUTNAM, Robert LEONARDI & Raffaella NANETTI, *Making Democracy Work. Civic Traditions in modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1990, 258 p.

⁷⁶⁶ Robert PUTNAM, *Bowling alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Shuster, 2000.

⁷⁶⁷ Robert PUTNAM, 'The prosperous Community : social Capital and public Life', *The American Prospect*, vol. 13, 1993, pp. 35-36.

⁷⁶⁸ James MACCORMICK, 'Mapping the stakeholder society', in Gavin KELLY, Dominic KELLY & Andrew GAMBLE, *Stakeholder...*, *op. cit.*, p. 118

plus possible. L'accentuation de l'individualisation et les risques liés à la modernité avancée ont « vidé de son contenu la structure interne de la société industrielle »⁷⁶⁹. Ils ont ainsi rendu peu opérante la notion de classe sociale. Elle n'est, de plus, pas souhaitable dans la mesure où, selon, Tony Blair, chacun doit être une part de la '*One Nation, One Community*'⁷⁷⁰. Toute référence à une quelconque affiliation de classe peut, en outre, suggérer une société bloquée et, par suite, apparaître comme une négation de la méritocratie. Comme le remarquent Stephen Driver et Luke Martell⁷⁷¹, l'un des sens traditionnels que la gauche pouvait donner à l'appartenance communautaire en l'assimilant à l'appartenance à la classe ouvrière est par là même dépassé. Cette approche revêt dès lors un intérêt stratégique certain en ce qu'elle semble donner des gages à « une partie de l'électorat conservateur, soucieux avant tout de l'unité sociale du pays »⁷⁷². Elle tend, de fait, à se résumer en la recherche d'un unanimisme social que révélerait notamment le recours fréquent du discours néo-travailliste à l'homogénéisante expression '*the people*'⁷⁷³. Elle peut en cela se voir accuser de faire écho au projet de « société sans classes » ('*Classless Society*') formulé au début des années 1990 par le prédécesseur de Tony Blair au 10 *Downing Street*, le conservateur John Major⁷⁷⁴. Certains intellectuels « radicaux » ne manquent pas, par conséquent, d'y voir la principale implication de ce qui fut à l'origine le premier mot d'ordre de la conceptualisation de la Troisième Voie :

⁷⁶⁹ Ulrich BECK, *La Société...*, *op. cit.*, p. 157.

⁷⁷⁰ Tony BLAIR, 'Faith in...', *op. cit.*

⁷⁷¹ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour...*, *op. cit.*, pp. 30-31.

⁷⁷² Laurent BOUVET, « Tony Blair est-il exportable ? », *Politique internationale*, n° 80, été 1998, p. 312.

⁷⁷³ Gordon HUGUES & Adrian LITTLE, 'The Contradictions of New Labour's communitarianism', *Imprints*, vol. 4, n° 1, Summer 1999, pp. 37-62.

⁷⁷⁴ Le parallèle est d'autant plus aisé que John Major ancre sa conception de la *Classless Society* dans le développement de l'égalité des chances. Cette égalité des chances semble cependant moins exigeante en termes d'intervention étatique que son pendant néo-travailliste. L'ancien Premier ministre affirme ainsi : « Mon travail n'est pas de dire aux gens : "voilà ce que vous voulez, sur une assiette". Mon travail est de fournir les échelles puis de dire : "découvrez votre but et essayez de l'atteindre". Voilà ce que j'entends par société sans classes : l'opportunité pour tout le monde » (Cité in Andrew ADONIS & Stephen POLLARD, *A Class Act. The Myth of Britain's Classless Society*, London, Penguin Books, 1997, p. 3).

refuser le clivage classique entre gauche et droite. Dans un article publié par la revue *Soundings*, revue dirigée par d'anciens animateurs de *Marxism Today* et ouvertement hostile à la Troisième Voie, l'universitaire Chantal Mouffe fustige la « politique sans adversaire » qu'incarnerait le projet politique des *thirdwayers*. Ainsi, la conception de la question sociale qu'esquisse la valorisation de la communauté et de l'inclusion impliquerait que :

« [...] nous vivons dans une société qui n'est plus structurée par la division sociale. Les relations de pouvoir et leur rôle constitutif dans la société sont négligés. Les conflits qu'elles induisent sont réduits à une simple compétition d'intérêts pouvant être harmonisés par l'intermédiaire du dialogue »⁷⁷⁵.

Chantal Mouffe relaie ici la critique développée par Stuart Hall⁷⁷⁶ à l'encontre d'un projet néo-travailleuse coupable de tendre vers une dépolitisation générale que résumerait l'appel lancé par Tony Blair aux « travailleurs et [aux] patrons » à « oublier le passé », tous étant désormais « du même côté, dans la même équipe : la Grande-Bretagne unie »⁷⁷⁷. La recherche d'une absence de conflictualité est en effet revendiquée par les partisans de la Troisième Voie. Elle est au centre, par exemple, de la volonté d'Anthony Giddens de ne plus limiter l'horizon de la gauche à la « politique émancipatrice » (*'emancipatory politics'*). Le sociologue définit ce type de politique comme un engagement contre l'exploitation, les servitudes et les inégalités et, par voie de conséquence, en faveur de la « justice, de l'égalité et de la participation »⁷⁷⁸. La politique émancipatrice s'inscrit donc

⁷⁷⁵ '[...] that we live in a society which is no longer structured by social division. Relations of power and their constitutive role in society are disregarded; the conflicts that they entail are reduced to a simple competition between interests which can be harmonised through dialogue' (Chantal MOUFFE, 'The Radical Centre: A Politics without Adversary', *Soundings*, 9, Summer 1998, p. 13).

⁷⁷⁶ Pionnier des *cultural studies*, le sociologue Stuart Hall est l'une des principales figures de la *New Left* des années 1960-1970. Membre de la revue *Marxism Today*, il est l'instigateur du projet *New Times* dont l'ambition était, à la fin des années 1980, de fonder un projet socialiste aussi hégémonique qu'avait pu l'être le thatchérisme. Stuart Hall est, depuis le milieu des années 1990, à la tête de la revue « radicale » *Soundings*.

⁷⁷⁷ Tony BLAIR, cité in Ruth LEVITAS, *The Inclusive Society. Social Exclusion and New Labour*, Basingtoke, MacMillan, 1998, p. 114.

⁷⁷⁸ Anthony GIDDENS, *Modernity and Self-Identity. Self and Identity in the late modern Age*, Stanford, Stanford University Press, 1991, p. 212.

dans un ordre social structuré par divers rapports de forces et de domination. Schématiquement, elle pourrait être décrite comme une lutte contre ces « hasards de la vie » qui, par exemple, font que certains êtres naissent ouvriers au XIX^e siècle ou noirs dans l’Afrique du Sud de l’apartheid⁷⁷⁹. Consubstantielle aux combats menés par les progressistes durant les XIX^e et XX^e siècles, la politique émancipatrice verrait désormais sa pertinence remise en question par l’émergence de la « politique de vie » (*‘life politics’*)⁷⁸⁰. Aux yeux des opposants à la Troisième Voie, ce type de parti pris conduit à réduire la politique à un simple « processus d’harmonisation au travers duquel [les individus surmonteraient leurs] différences »⁷⁸¹. Colin Crouch, universitaire et ancien *chairman* de la *Fabian Society*, y voit l’empreinte d’un « lieu commun », particulièrement vivace « au sein de l’élite politique contemporaine », postulant que les « classes n’existent plus »⁷⁸². Par conséquent, les « problèmes de la vie active qui jouaient un rôle central dans la politique de classe ne sont plus importants »⁷⁸³. Le *thirdwayer* Geoff Mulgan peut ainsi fixer à la politique l’unique objectif de « résoudre les grands conflits d’intérêts [et] de fournir un sens stable d’appartenance »⁷⁸⁴. Ce faisant, la Troisième Voie laisserait entendre que les « intérêts [du magnat de la presse Rupert] Murdoch, de la Formule 1 ou des riches entreprises transnationales peuvent être conciliés avec ceux des chômeurs, des mères célibataires et des handicapés »⁷⁸⁵, l’essentiel étant d’être « inclus », membre de la

⁷⁷⁹ ‘*Emancipation means freedom, or rather freedoms of various kinds: freedom from tradition, from the shackles of the past; freedom from arbitrary power; and freedom from the constraints of material poverty or deprivation. Emancipatory politics is a politics of life chances. It is about enhancing autonomy of action*’ (Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, p. 90).

⁷⁸⁰ Voir la seconde partie.

⁷⁸¹ Adrian LITTLE, *The Politics of Community. Theory & Practice*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2002, p. 142.

⁷⁸² Colin CROUCH, ‘The Parabola of Working Class Politics’, in Andrew GAMBLE & Tony WRIGHT, *The New Social...*, *op. cit.*, p. 71.

⁷⁸³ Colin CROUCH, ‘The Parabola...’, *op. cit.*, p. 71.

⁷⁸⁴ Geoff MULGAN, *Life after Politics. New Thinking for the Twentieth Century*, London, Fontana Press, 1997, p. x.

⁷⁸⁵ Chantal MOUFFE, ‘The Radical Centre...’, *op. cit.*, p. 19.

communauté. Se trouvent ainsi renforcées les interrogations quant à la manière dont la Troisième Voie appréhende les inégalités. Le recours à la communauté et, plus précisément, la prééminence conférée à la cohésion sociale sur tout autre préoccupation semblent entériner l'impuissance de la politique face aux inégalités matérielles⁷⁸⁶. Une telle orientation suscite certaines questions en termes de positionnement « social-démocrate ». Pour Anthony Giddens⁷⁸⁷, la protection des plus vulnérables est au centre de l'agenda de la Troisième Voie. Néanmoins, le simple fait de poser la cohésion sociale comme supérieure au recul des inégalités - au moins matérielles - tend à privilégier la *position absolue* des plus faibles dans la société (approche compatible avec le maintien des inégalités), et non leur *position relative* (approche traduisant une volonté de réduire les inégalités). Au sein même de la nébuleuse « modernisatrice », nombreux sont pourtant ceux qui estiment que la question de savoir s'il faut améliorer l'une ou l'autre de ces positions trace la « ligne de partage historique entre la social-démocratie et le néolibéralisme »⁷⁸⁸. On se gardera de trancher, mais l'on peut néanmoins noter que l'option prise par la Troisième Voie traverse la réflexion de la majeure partie du « centre gauche » britannique des années 1990. Lord Ralf Dahrendorf, président de la *Commission on Wealth Creation and Social Cohesion in a Free Society* du Parti libéral-démocrate⁷⁸⁹, écrit ainsi, dans le rapport qu'il rend en juillet 1995, que les « inégalités peuvent être

⁷⁸⁶ Geoff Mulgan affirme d'ailleurs explicitement cette impuissance : 'You can see earning dispersal rising rights around the world ; you can see new parts of society where there is a winner takes all characteristic at the very, very top, people working in a global fashion, or music, or consultancy, or law where the very best can reap huge returns, far greater than was ever the case in the past. And because of the way the market's structured, there's not a great deal that national governments can do to contain some of those inequalities' (Geoff MULGAN, 1999, cité in Christine EVERINGHAM, *Social...*, *op. cit.*, p. 29).

⁷⁸⁷ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 66.

⁷⁸⁸ Raymond PLANT, 'Crosland, Equality and New Labour', in Dick LEONARD, *op. cit.*, p. 32.

⁷⁸⁹ Cette commission compte dans ses rangs des membres de la nébuleuse « modernisatrice » travailliste. On citera ainsi les noms de David Marquand, Recteur du *Mansfield College* (Oxford) et figure emblématique des jeunes parlementaires révisionnistes des années 1970, de Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* de mai 1997 à juillet 1998, ou encore de Will Hutton, journaliste de l'*Observer* à l'origine de la popularisation du concept de *stakeholding Society*. On ajoutera, enfin, que ces trois individus sont, par la suite, rangés par David Willets parmi les huit « gourous de Blair » (David WILLETS, *Blairs'Gurus...*, *op. cit.*).

acceptables à partir du moment où les citoyens sont à bord »⁷⁹⁰. La question est dès lors de savoir ce que signifie le fait d'« être à bord ».

3. Vers une autre égalité ?

L'égalité réelle des chances a pour ultime dessein de permettre aux individus de s'insérer dans le *tout* social, d'être inclus. L'inclusion n'est cependant effective que si les individus se réunissent autour de « valeurs socialement partagées » et contribuent ainsi à la constitution de ce que Tony Blair présente comme la « nouvelle moralité sociale »⁷⁹¹. Cette dernière induit le partage d'un même sens de la vie en commun et de la « fraternité »⁷⁹². Se dessinent alors les contours d'une « communauté de semblables » au sein de laquelle chacun jouit d'une place sociale que lui confère l'« égale valeur » (*'equal worth'*) des êtres⁷⁹³. L'appartenance à la communauté justifie et est justifiée par l'existence de cette égalité de valeur. Cette égalité tend à ce que chacun, éludant le poids des inégalités matérielles, considère l'autre comme un partenaire égal car doté du même statut, celui de membre de la communauté. Anthony Giddens ne dit d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il écrit, en 1998 dans *The Third Way*, que « l'égalité de la nouvelle politique est l'inclusion »⁷⁹⁴. L'égalité sociale, ou égalité de statut, qui prend ainsi corps incarne, selon Tony Blair, la « vraie égalité »⁷⁹⁵. Le *leader* néo-travailliste se montrant peu disert sur le contenu théorique de cette égalité, on peut se reporter aux interrogations que se pose le

⁷⁹⁰ Ralph DAHRENDORF, cité in Ruth LEVITAS, *The Inclusive Society...*, *op. cit.*, pp. 43-47.

⁷⁹¹ Tony BLAIR, cité in Stephen DRIVER & Luke MARTELL, *New Labour...*, *op. cit.*, p. 119.

⁷⁹² Tony BLAIR, 'I have Learned the Limits of Government', *The Independent*, 20 May 2002.

⁷⁹³ Une « égale valeur » dont on se souvient qu'elle constitue le postulat de départ de la réflexion de Gordon Brown sur l'égalité.

⁷⁹⁴ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 102 (nous soulignons).

⁷⁹⁵ Tony BLAIR, cité in Eric SHAW, 'Left abandoned? New Labour in Power', *Parliamentary Affairs*, vol. 56, n° 1, January 2003, p. 8.

philosophe David Miller⁷⁹⁶. Réfléchissant au « type d'égalité que la gauche doit poursuivre », David Miller pose comme nécessaire la recherche de cette « troisième égalité » qu'incarne, à distance de l'égalité des chances et de l'égalité de résultats, l'égalité sociale. Il la définit comme fondant « l'idée d'une société dans laquelle les gens traitent les autres comme des égaux et, ensemble, forment une communauté sans divisions de classes »⁷⁹⁷. Cela ne signifie cependant pas que :

« [...] chaque membre de la société regarde les autres comme ayant une importance égale dans chaque sphère d'activité où ils s'engagent : certains seront considérés comme meilleurs footballeurs, meilleurs architectes, etc. Mais ces jugements spécifiques ne se cristalliseront pas globalement dans l'échelle sociale de telle manière que nous puissions assigner des places aux gens dans la hiérarchie sociale. Les inégalités spécifiques - de revenus, etc. - ne doivent pas empêcher la compréhension mutuelle et la sympathie »⁷⁹⁸.

L'égalité sociale peut ainsi être comprise comme l'aboutissement logique d'une égalité réelle des chances prétendant révéler la valeur des individus en leur offrant la possibilité de trouver leur place dans la société. Ce faisant, la question de l'égalité opère un déplacement. Elle s'extrait du cadre de la justice distributive pour mieux s'inscrire dans celui des relations sociales.

4. L'égalité sociale dans l'histoire de la pensée travailliste

La mise en avant de l'égalité sociale n'est pas isolée au sein de l'histoire de la pensée travailliste. Elle ressurgit en effet régulièrement au cours du XX^e siècle, dans les écrits d'auteurs souvent proches de la tradition « révisionniste » ou du socialisme éthique

⁷⁹⁶ David Miller appartient, tout comme Gerald A. Cohen, au groupe '*Back to Basics*' mis en place par le *think tank* IPPR.

David MILLER, 'What Kind of Equality Should the Left Pursue?', in Caroline DANIEL, *Equality*, *op. cit.*, pp. 83-99.

⁷⁹⁷ David MILLER, 'What Kind of...', *op. cit.*, p. 83.

⁷⁹⁸ David MILLER, 'What Kind of...', *op. cit.*, p. 92-93.

et chrétien. L'inscription de nombre de *thirdwayers* dans cette continuité peut certainement se lire comme un effet direct de la lutte qui, opposant la « gauche » à la « droite » du *Labour* dans les années 1980, avait conduit la seconde à réhabiliter un pan entier de l'histoire de la pensée « progressiste »⁷⁹⁹. Deux auteurs en particulier peuvent être rattachés à cet ensemble de traditions : l'historien de l'économie Richard Tawney et l'économiste Thomas Marshall.

4. 1. Richard Tawney (1880-1962)

La lecture du classique *Equality* de Richard Tawney, auteur dont la pensée est régulièrement sollicitée au sein de l'espace de théorisation, s'avère éclairante. Répondant, dans les années 1930, aux critiques arguant de l'inefficacité d'une redistribution des revenus de « quelques riches » vers les « nombreux pauvres », l'intellectuel socialiste reconnaissait qu'un tel mécanisme ne constituait pas une fin en soi⁸⁰⁰. La solution la plus satisfaisante résidait dans l'élaboration d'une culture commune et d'une doctrine fondée sur l'égalité de valeur de chacun⁸⁰¹. Ainsi, le but vers lequel doit tendre le socialisme théorisé par l'économiste anglais n'est pas tant « une vie décente qu'une vie *commune* décente »⁸⁰². Par conséquent, « le plus repoussant » n'est pas que « quelqu'un puisse gagner plus d'argent que d'autres » car dès lors que se crée une « communauté d'environnement, de tradition et d'habitudes de vie communes [...], les détails comptables sont ignorés ou oubliés »⁸⁰³. Pour Tawney, la société égalitaire ainsi définie ne devait pas simplement aboutir à la fin de la misère, comme l'ambitionnaient alors les penseurs *fabian*. Elle devait

⁷⁹⁹ Voir l'introduction.

⁸⁰⁰ « Si l'Himalaya était nivelée, la surface du globe ne s'élèverait pas de plus de quelques pouces » (Richard TAWNEY, *Equality*, *op. cit.*, p. 120).

⁸⁰¹ Andrew WRIGHT, 'Tawneyism revisited: Equality, Welfare and Socialism', in Ben PIMLOTT (ed.), *Fabian Essays in socialist Thought*, London, Heinemann, 1984, p. 87.

⁸⁰² C'est nous qui soulignons. On renverra, par ailleurs, au travail d'Amy Gutmann sur l'égalité dans la pensée politique de Richard Tawney : Amy GUTMANN, *Liberal Equality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, pp. 78-86.

⁸⁰³ Richard TAWNEY, *Equality*, *op. cit.*, p. 113.

conduire à l'abolition des distinctions sociales fondées sur la classe, et par là même engendrer un ordre social unifié.

4. 2. *Thomas Humphrey Marshall (1893-1982)*

Une telle démarche est également au cœur du travail d'un autre penseur majeur du travaillisme britannique du XX^e siècle, le sociologue et économiste Thomas Humphrey Marshall. Professeur à la *London School of Economics* durant l'une des principales phases de rayonnement intellectuel de cette dernière, T. H. Marshall affirme ainsi que :

« Ce qui compte, c'est qu'il y ait un enrichissement général de la substance concrète de la vie civilisée, une réduction générale du risque et de l'insécurité, une égalisation entre les plus et les moins fortunés à tous les niveaux - entre celui qui est en bonne santé et le malade, entre l'employé et le chômeur, le vieux et l'actif, le célibataire et le père d'une famille nombreuse. L'égalisation n'est pas tant entre les classes qu'entre les individus à l'intérieur d'une population qui est maintenant traitée comme si elle ne formait qu'une seule classe. L'égalité de statut est plus importante que l'égalité de revenus. »⁸⁰⁴

Le « statut » que les individus doivent se voir reconnaître de manière égale est celui de citoyen. La citoyenneté est en effet, selon Marshall, porteuse d'une « égalité implicite » qui « sape la dimension inégalitaire du système de classes » ; une égalité consubstantielle au sentiment d'appartenance à la communauté. L'égalité sociale permettrait donc de résoudre tant la question de l'égalité en soi que celle de la citoyenneté. C'est ce que semblent également avancer les entrepreneurs de la Troisième Voie. La valorisation de ce type d'égalité appelle cependant une remarque. Comme le souligne David Miller, un individu ne peut prétendre à cette égale citoyenneté lorsqu'il vit dans un carton sur les

⁸⁰⁴ 'What matters is that there is a general enrichment of the concrete substance of civilized life, a general reduction of risk and insecurity, an equalization between the more and the less fortunate at all levels - between the healthy and the sick, the employed and the unemployed, the old and the active, the bachelor and the father of a large family. Equalization is not so much between classes as between individuals within a population which is now treated for the purpose as though it were one class. Equality of status is more important than equality of income' (extrait de la conférence 'Citizenship and social Class', donnée en 1950 et reprise dans Thomas H. MARSHALL, *Class, Citizenship and Social Development*, Garden City, Anchor Books, 1965, p. 113).

bords de la Tamise⁸⁰⁵. C'est donc une nouvelle fois la question des inégalités matérielles qui ressurgit et va obliger la Troisième Voie à justifier son concept de « communauté de citoyens responsables ».

- II - UNE COMMUNAUTÉ DE CITOYENS RESPONSABLES

« Démodée »⁸⁰⁶ dans les années 1970 et durant la majeure partie de la décennie suivante, la citoyenneté apparaît cependant comme « une échappatoire idéologique pour la droite et la gauche [de la fin des années 1980] »⁸⁰⁷. La première y voit le moyen, au travers du concept de « citoyenneté active » (*active citizenship*) développé par Douglas Hurd et John Patten, de pallier les limites d'un discours thatchérien où seul importe le marché⁸⁰⁸. La seconde trouve, quant à elle, dans cette notion, matière à dénoncer le centralisme *tory* et l'érosion de la démocratie locale qu'il induit. Elle lui permet surtout de réagir à l'offensive idéologique des néo-libéraux contre le *Welfare State*. Il n'est en outre pas improbable, comme le suggère Ruth Levitas⁸⁰⁹, que la notion de citoyenneté ait offert une solution de repli stratégique à une gauche n'osant plus défendre une égalité disqualifiée par les conservateurs.

⁸⁰⁵ David MILLER, 'What Kind of...?', *op. cit.*, p. 94.

⁸⁰⁶ David HELD, 'Between State and Civil Society : Citizenship', in Geoff ANDREWS (ed.), *Citizenship*, London, Lawrence & Wishart, 1991, p. 19.

⁸⁰⁷ Geoff ANDREWS, 'Introduction', in Geoff ANDREWS (ed.), *Citizenship*, *op. cit.*, p. 12.

⁸⁰⁸ Douglas Hurd prend cependant soin de préciser que cette « citoyenneté active », qui prend forme dans une valorisation du bénévolat et des dons individuels aux organismes de charité, est le « complément essentiel à la culture d'entreprise » (cité in Hartley DEAN, *Welfare, Law & Citizenship*, London, Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf, 1996, p. 16).

⁸⁰⁹ Ruth LEVITAS, *The Inclusive...*, *op. cit.*, p. 12.

1. La dimension sociale de la citoyenneté

La réflexion qui prend corps dans le débat public dès la fin des années 1980 porte essentiellement sur la nature des droits qu'englobe la citoyenneté⁸¹⁰. Parallèlement à diverses initiatives au sein de l'espace intellectuel⁸¹¹, plusieurs organisations dotées d'une réelle visibilité dans le débat public des idées et souvent proches de la gauche consacrent ainsi une partie de leur production éditoriale à la dimension sociale de la citoyenneté⁸¹². Cette entreprise se fonde et se justifie essentiellement par la mise en avant des écrits de Thomas Humphrey Marshall, longtemps titulaire de la prestigieuse *Martin White Chair* de la London School of Economics⁸¹³. L'usage de la pensée de Marshall, tenu pour être l'un des principaux théoriciens sociaux-démocrates britanniques du XX^e siècle, est d'autant plus opérant que celle-ci est considérée comme l'une des composantes théoriques du consensus socio-économique des années 1950-1960. La sociologue Ruth Lister, présidente du *Child Poverty Action Group*, affirme ainsi que le travail scientifique de Marshall est à l'origine du « paradigme intellectuel de la pensée d'après-guerre sur la citoyenneté en Grande-Bretagne »⁸¹⁴.

⁸¹⁰ Ruth LISTER, 'Vocabularies of Citizenship and Gender : The UK', *Critical Social Policy*, vol. 18, 3, 1998, p. 319.

⁸¹¹ Le *New Statesman and Society* ouvre ainsi ses pages, en 1988, soit trois siècles après la *Glorious Revolution*, au collectif *Charter 88* et à sa revendication d'une reconnaissance de droits civils et politiques constitutionnels, seuls garants d'une réelle « citoyenneté démocratique ». La revue *Marxism Today* organise, quant à elle, deux événements réunissant divers intellectuels autour du thème de la citoyenneté. Sont ainsi présents des individus que l'on retrouvera par la suite dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie (Geoff Mulgan, David Selbourne, Anne Philips, Raymond Plant, Paul Hirst, David Held, etc.).

⁸¹² On pense notamment à la *Fabian Society*, publiant en 1988, le *Citizenship, Rights and Socialism* de Raymond Plant, mais aussi au *Child Poverty Action Group*, groupe de recherches et de *lobbying* sur la pauvreté et l'exclusion sociale, qui choisit, en 1990, de célébrer ses vingt-cinq ans d'existence en éditant l'ouvrage de la sociologue Ruth Lister, *The Exclusive Society: Citizenship and the Poor*. Enfin, on retiendra que le *think tank* pro-travailliste *Institute for Public Policy Research* fait de même avec le recueil dirigé par Anna Coote, *The Welfare of Citizens*.

⁸¹³ Marshall enseigne dans cette institution de 1925 à 1956.

⁸¹⁴ Ruth LISTER, 'Vocabularies...', *op. cit.*, p. 309.

T.H. Marshall postule, au cours de ses fameuses conférences ‘Citizenship and social Class’ données en 1949, que la citoyenneté des démocraties libérales occidentales est le fruit d’un processus évolutif. Elle se déclinerait ainsi en trois strates. La première est caractérisée par la reconnaissance d’une égalité des droits civils au XVIII^e siècle. La seconde, réalisée au cours du siècle suivant, résulte du même phénomène appliqué aux droits politiques. Ces deux phases fondent l’idée moderne du droit en faisant des individus des citoyens juridiquement égaux. Le XX^e siècle parachève cette œuvre. Cette « société d’égaux » se heurte en effet à la difficulté politique de prendre en compte l’existence des inégalités sociales. Le cadre juridique libéral est ainsi contraint de consacrer des droits sociaux afin de « répondre au besoin de réduire dans la pauvreté le risque d’une dépendance qui [se serait opposée] à la réalisation du citoyen autonome »⁸¹⁵. Les droits sociaux s’avèrent ainsi indispensables à la pleine réalisation des droits civils et politiques. Partant, la thèse de Marshall consiste à soutenir que ces trois dimensions de la citoyenneté ont une même valeur. S’il ne vient à l’esprit de personne de contester le caractère irrévocable et irréfragable des droits civils et politiques, il doit par conséquent en être de même des droits sociaux. Ces derniers sont donc, réserve faite de l’acquittement des devoirs généraux de la citoyenneté, non-conditionnés.

2. Le « discours des devoirs »

Les tenants de la thèse développée par Marshall se heurtent, au début des années 1990, à une opposition pour le moins inattendue. Les critiques se réclamant du néolibéralisme ou d’un libéralisme classique « rénové », par essence réfractaire à la reconnaissance des droits sociaux, confortent un rapport de forces classique au sein du

⁸¹⁵ Giovanna PROCACCI, « Exclus ou citoyens ? Les pauvres devant les sciences sociales », *Archives européennes de Sociologie*, XXXVII, n° 2, 1996, p. 325.

débat public. Il en va différemment d'une contestation émanant des rangs mêmes de la gauche. La thèse que porte cette contestation est relativement simple : la théorie marshallienne ayant justifié la formation du *Welfare State*, la crise que traverserait le second retirerait toute légitimité à la première. Plus précisément, la critique se construit en affirmant l'existence d'un « malaise » croissant au cœur de la citoyenneté ; un malaise que caractériseraient la montée de l'incivisme et le délitement du lien social. La conception de la citoyenneté théorisée par Marshall, dominante depuis l'après-guerre, est présentée comme bancal car ne reposant que sur l'octroi sans conditions de droits. Elle maintiendrait de fait le citoyen dans une condition de passivité⁸¹⁶, d'égoïsme et de désintérêt pour le bien commun. L'ambition latente de ce discours critique est de présenter comme inadapté à la modernité un consensus auquel aurait œuvré la gauche des années 1950 et 1960. Cette thèse est présente dans le champ intellectuel dès le début des années 1990, à un moment où le Parti conservateur opte parallèlement pour un retour aux valeurs victorienne ('*back to basics*'). Elle est portée par des individus qui, bien qu'ils ne soient pas notoirement proches du Parti travailliste, vont, par un *effet d'entraînement*, intégrer progressivement l'espace de théorisation de la Troisième Voie.

2. 1. Roche, Selbourne et les 'dutileless rights'

Dans un essai publié en 1992, Maurice Roche⁸¹⁷ attribue à la prolifération de droits non-conditionnés ('*dutileless rights*') une responsabilité dans le déclin du civisme. Il enjoint dès lors la gauche à reconsidérer son approche de la citoyenneté :

« Les partisans d'une approche progressiste de la politique de la citoyenneté sociale auront besoin de repenser l'absolue priorité qu'ils donnent traditionnellement aux droits sociaux dans le débat idéologique. Ils auront besoin

⁸¹⁶ Cette lecture de la théorie marshallienne - lecture adoptée tant par la droite que par les « modernisateurs » travaillistes - fait montre d'une certaine partialité. Le sociologue évoque, en effet, explicitement la figure du « bon citoyen » à qui l'État social octroie certes des droits, mais qui, en contrepartie, se doit de témoigner de sa « loyauté » en assumant ses devoirs et obligations (voir Thomas H. MARSHALL, *Class...., op. cit.*).

⁸¹⁷ Maurice ROCHE, *Rethinking Citizenship. Welfare, Ideology and Change in Modern Society*, Cambridge: Polity Press, 1992.

de reconsidérer les prétentions idéologiques et morales de la responsabilité personnelle, des obligations parentales et écologiques [...]. La politique de la citoyenneté a, pendant des années, formulé ses objectifs, mené ses batailles et trouvé son expression dans le discours des droits. En cette fin de XX^e siècle, il lui est également indispensable d'être capable de parler, d'agir et de se comprendre au travers du langage de la responsabilité personnelle des citoyens et de l'obligation sociale, par le discours des devoirs autant que des droits. »⁸¹⁸

David Selbourne⁸¹⁹, *reader* au *Ruskin College* d'Oxford avant d'être nommé à l'Académie de Savignano en Italie, dresse un constat similaire, deux ans plus tard, dans *The Principle of Duty*. Dans cet ouvrage qui se veut plus texte savant qu'essai politique et ne cite jamais directement Marshall⁸²⁰, Selbourne entend « promouvoir le principe du devoir comme reconstitution de l'ordre civil »⁸²¹. Dénonçant à son tour la « consécration » continue du « droit-exempt-de-devoir », il suggère que les droits sociaux ne peuvent être considérés comme des « droits absolus »⁸²² :

« C'est dans la politique de satisfaction-de-la-demande qu'une politique du droit-exempt-de-devoir revêt sa forme la plus vile, une forme corrompue par les doctrines de non-respect du mérite, où tout le monde revendique des droits au même titre. Sous l'emprise de cette forme corrompue, lorsque l'ordre civil doit remplir ses obligations envers le citoyen [...] et qu'il se trouve face au besoin réel, une politique de préoccupation consumériste engage et le citoyen et l'ordre civil ; elle compromet alors l'accomplissement de l'obligation et se confond avec lui. L'ordre civil finit par percevoir et traiter le citoyen, dans sa servitude, non pas comme un citoyen mais comme un consommateur, un client défini par une collection de besoins ; le citoyen, intériorisant cette perception de lui-même, perd le sens de ses devoirs envers lui-même, ses semblables et l'ordre civil, jusqu'à n'éprouver aucune honte ou perte de l'honneur [...]. Dans l'indignité de la politique de la satisfaction-de-la-demande, un tel manquement s'est trouvé constamment légitimé, quoique de façon fausse et factice ; la "gauche", par

⁸¹⁸ '[S]upporters of a progressive approach to the politics of social citizenship will need to rethink the absolute priority they have traditionally given to social rights in ideological debate. They will need to reconsider the moral and ideological claims of personal responsibility, of parental and ecological obligations [...] The politics of citizenship has for generations formulated its goals, fought its battles and found its voice in the discourse of rights. In the late 20th Century it also needs to be able to speak, to act and to understand itself in the language of citizens personal responsibility and social obligation, in the discourse of duties as well as of rights' (Maurice ROCHE, *Rethinking...., op. cit.*, p. 246)

⁸¹⁹ David SELBOURNE, *The Principle of Duty*, London, Sinclair-Stevenson, 1994 ; traduit de l'Anglais par Marie-José MINASSIAN, *Le Principe du devoir*, Paris, Éditions de l'Éclat, 1997, 290 p.

⁸²⁰ Aristote, Platon, Epictète, Cicéron, Deutéronome, More, Hobbes, Kant et Rousseau, entre autres, sont les principales références de ce texte.

⁸²¹ David SELBOURNE, *Le Principe...., op. cit.*, p. 12.

⁸²² David SELBOURNE, *Le Principe...., op. cit.*, p. 75.

exemple, soutenait sans discrimination toutes les revendications au droit-providence, qu'elles aient quelque lien avec des besoins réels ou non ; le plus souvent ces revendications se réclamaient des "droits sociaux du citoyen" [...] Cependant la réalité effective du droit n'entraîne pas de droits absolus [...] Comme citoyen individuel, le fait d'avoir droit aux prestations publiques de l'ordre civil [...] peut présenter un bien éthique dans de nombreux cas. Mais ces prestations servent au mieux à atténuer les accidents du hasard et les handicaps qui peuvent arriver à tous [...] Le droit à une telle protection demeure contingent. Parler de "droit social" à propos d'une telle protection ne peut en aucun cas modifier son statut contingent. De fait les droits sociaux n'ont rien de commun avec les droits politiques, qui sont les droits du citoyen [...] Cette confusion [entre droits sociaux et droits du citoyen] a par conséquent contribué à miner un peu plus [...] le sens que le citoyen doit avoir de sa co-responsabilité envers l'ordre civil. »⁸²³

S'il estime que l'expression « principe de devoir » peut sonner « aux oreilles des vieux socialistes avec le timbre de la "réaction" », Selbourne prétend fournir les clefs d'un « ajustement à la nature changeante de la "question sociale" »⁸²⁴. Celui-ci passe par l'adoption d'un nouveau principe de gouvernement, censé renforcer le sens du devoir des individus : le « social-isme »⁸²⁵.

2. 2. « Pas de droits sans responsabilités »

Les thèses de Selbourne et Roche font rapidement l'objet d'un travail de diffusion dans l'espace public - travail assumé par plusieurs éditorialistes et journalistes politiques de la presse légitime britannique⁸²⁶ - qui vise à les présenter comme bousculant les « idées reçues » et une gauche institutionnelle atone face à la « crise » du *Welfare State*. Les

⁸²³ David SELBOURNE, *Le Principe...*, *op. cit.*, pp. 75-76.

⁸²⁴ David SELBOURNE, *Le Principe...*, *op. cit.*, p. 51.

⁸²⁵ Le trait d'union est censé, selon Tony Blair, marquer son propre attachement à l'idée de solidarité, « la valeur fondamentale de la gauche ». (Tony BLAIR [entretien], « Analysez les idées, pas les étiquettes et vous ne verrez pas de différence », *Libération*, 22 novembre 1999, p. 3).

⁸²⁶ Un éditorialiste du *Times* écrit ainsi au sujet de l'essai de Selbourne que « la valeur de ce livre est de créer un débat plutôt qu'un consensus. Il devrait encourager les hommes politiques, les universitaires et les journalistes à recourir à son langage, à pénétrer le terrain philosophique qu'il explore et qui fut longtemps, fort longtemps délaissé. C'est un terrain sur lequel une nouvelle et vivifiante manière de "faire de la politique" pourrait désormais se former » (Ce texte est repris en quatrième de couverture de l'édition française de *The Principle of Duty*). L'édition originale reprend également les commentaires élogieux de Martin Kettle (*The Guardian*) pour qui ce livre est '*one of the most powerful books [he has] ever read*', ou de Tom Nairn, figure de la *New Left* des années 1960, qui estime, suggérant ainsi le caractère polémique de l'ouvrage, qu'il s'agit d'un '*superbly pugilistic account of our times*'.

termes et concepts mêmes des deux auteurs sont, parallèlement, explicitement réutilisés par certains « modernisateurs ». Lors d'une conférence organisée par le *think tank* « virtuel » NEXUS, en charge de « penser la Troisième Voie », Jack Straw construit son intervention sur l'ouvrage de Roche et se réapproprie la critique des '*dutiless rights*'. Tony Blair fait de même, au cours de divers entretiens accordés à des quotidiens, avec la notion de « social-isme » qu'il prend soin, à la manière de Selbourne, de présenter comme une « politique du social » et non comme une « idéologie »⁸²⁷. Au-delà des emprunts lexicaux, une réelle convergence sur le fond se fait jour entre ces ouvrages et le discours de la Troisième Voie. Les écrits de Roche et Selbourne rencontrent la volonté des « modernisateurs » d'ériger une société du « donnant-donnant » ('*something-for-something society*'⁸²⁸) au sein de laquelle droits et devoirs vont « main dans la main ». La Troisième Voie entend ainsi poser comme seule légitime une citoyenneté traduisant un réel engagement envers la société ou la communauté. La citoyenneté ne concrétise dès lors plus un statut mais un accomplissement⁸²⁹, ou une pratique⁸³⁰. Elle fixe ainsi des critères à sa pleine acquisition. C'est le respect de ces critères qui doit permettre la jouissance des droits qu'elle agrège. Si les *thirdwayers* n'extraient pas les droits sociaux du corps juridique de la citoyenneté, ils remettent cependant en cause leur inconditionnalité⁸³¹. La

⁸²⁷ Dans un numéro de février 1997, la rédaction du *New Statesman* présente *The Principle of Duty* comme l'une des sources théoriques de la Troisième Voie, au même titre que *Beyond Left and Right* d'Anthony Giddens.

⁸²⁸ Tony Blair, 'The Rights We Enjoy, the Duties We Owe', London, *The Spectator Lecture*, 22 March 1995.

⁸²⁹ Raymond PLANT, 'The Third Way', *Working Paper 5/98*, Friedrich-Ebert-Stiftung/European Policy Forum, September 1998, p. 7.

⁸³⁰ David MARQUAND, 'Civic Republicans and liberal Individualists: The Case of Britain', *Archives européennes de Sociologie*, vol. XXXII, n° 2, pp. 329-344.

⁸³¹ Le *green paper* que le *Department for Social Security* publie en 1998 afin d'exposer les axes de sa réforme du *welfare* continue de placer sur un même pied d'égalité droits politiques, civiques et sociaux (DSS, *New Ambitions for our Country: A new Contract for Welfare*, London, Stationery Office, Cm 3805, 1998). Cependant, lorsqu'il évoque l'inclusion dans *The Third Way*, Anthony Giddens renvoie, comme nous l'avons précédemment dit, à « la citoyenneté, aux droits civils et politiques et aux obligations que tous les membres de la communauté doivent avoir [...] ». Les droits sociaux ne sont pas évoqués.

citoyenneté, et plus particulièrement sa dimension sociale, repose désormais sur un nouveau contrat social. La société, c'est-à-dire la communauté nationale, fournissant une certaine forme de protection et de garantie des droits, ses membres ont, en vertu d'un principe de « réciprocité »⁸³², une dette envers elle et leurs semblables. Par conséquent, les droits dont jouissent les individus ne reflètent que leurs devoirs envers le *groupe*⁸³³. Être un citoyen « moderne et responsable »⁸³⁴ dépasse donc les simples faits de détenir un passeport britannique »⁸³⁵, de « payer des impôts ou d'obéir à la loi »⁸³⁶. Plus qu'un équilibre entre droits, d'une part, et devoirs et responsabilités, d'autre part, il s'agit plus exactement de conditionner l'octroi des premiers au respect des seconds. C'est ce « principe de conditionnalité »⁸³⁷ que Giddens résume au travers d'une formule pour le moins péremptoire : '*no rights without responsibilities*'⁸³⁸. Il s'ensuit, comme l'affirme Alistair Darling⁸³⁹ devant la Chambre des Communes en mai 2002, qu'il n'y a « pas de droit inconditionnel aux allocations »⁸⁴⁰. La citoyenneté devient donc, d'une certaine manière, discriminante. Étant conditionnée, elle exclut en effet de la jouissance de ses droits ceux qui ne respectent pas les devoirs qui lui sont désormais attachés.

⁸³² Stuart WHITE, 'Social Rights and the Social Contract - Political Theory and the New Welfare Politics', *The British Journal of Political Science*, vol. 30, 3, July 2000, pp. 507-532.

⁸³³ Voir notamment Tony BLAIR, 'The Rights We...', *op. cit.*

⁸³⁴ Tony BLAIR, 5 septembre 1999, cité in Ruth LISTER, 'Investing in...', *op. cit.*, p. 1.

⁸³⁵ Tony BLAIR, cité in Ruth LISTER, 'Vocabularies of...', *op. cit.*, p. 312.

⁸³⁶ Tony BLAIR, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 12.

⁸³⁷ Alan DEACON, 'Justifying Workfare : The historical Context of the Workfare Debates', in Michael White (ed.), *Unemployment and public Policy in changing labour Market*, London, Policy Studies Institute, 1994.

⁸³⁸ Anthony GIDDENS, *The Third Way...*, *op. cit.*, p. 65.

⁸³⁹ Alistair Darling était alors Secrétaire au Travail et aux Retraites.

⁸⁴⁰ Alistair DARLING, cité in Ruth LISTER, 'Investing in...', *op. cit.*, p. 3.

3. *Le renfort communautarien*

L'affirmation d'une relation de cause à effet entre les engagements idéologiques de la gauche des années 1960 et 1970 et les maux des sociétés contemporaines peut être observée dans d'autres démocraties libérales que la Grande-Bretagne des années 1990. Elle constitue cependant un rouage essentiel de la légitimation du discours social de la Troisième Voie. Celui-ci se voit renforcé, dès le milieu de la décennie, par l'importation d'un argumentaire développé par un courant de pensée né aux États-Unis quelques années plus tôt : la pensée communautarienne. C'est néanmoins d'un '*low communitarianism*'⁸⁴¹ dont il est ici question, par opposition au '*high communitarianism*' de Michael Sandel ou Charles Taylor, plus enraciné philosophiquement. Le discours de William Galston, de Mary-Ann Glandon et, surtout, d'Amitai Etzioni s'impose ainsi dans le débat public britannique. Certains éditorialistes « de gauche » prédisent alors que cette « philosophie va influencer la Grande-Bretagne [des années 1990] comme la théorie rawlsienne l'avait fait dans les années 1980 »⁸⁴².

C'est Elaine Kamark, conseillère spéciale de Bill Clinton, qui initie Gordon Brown et Tony Blair aux idées d'un Amitai Etzioni alors solidement inséré dans les cercles néo-démocrates [Voir Encadré 7]. Le sociologue états-unien se rend au 10 *Downing Street* en juin 1997, quelques jours après la victoire néo-travailleuse. Il est également, cette même année, professeur invité à la *London School of Economics* (LSE). Néanmoins, le travail d'importation de cette pensée en Grande-Bretagne est essentiellement le fait du *think tank Demos* et de son co-fondateur Geoff Mulgan. *Demos* invite notamment Etzioni à participer, en 1995, à des conférences faisant suite à la publication, par le *think tank*, de

⁸⁴¹ Daragh MINOGUE, 'Etzioni's Communitarianism: Old (Communion) Wine in new Bottles', *Politics*, vol. 13, n° 3, 1997, p. 35.

⁸⁴² Paul ANDERSON & Kevin DAVEY, 'Import Duties', *The New Statesman & Society*, 3 March 1995, p. 18.

The Parenting Deficit, l'un des chapitres de son essai *The Spirit of Community*. Les écrits d'Etzioni sont alors largement commentés par les presses « progressiste » et « conservatrice », et rapidement perçus comme une influence majeure des néo-travailleurs⁸⁴³. *The Parenting Deficit* est par ailleurs repris, en 1996, dans un ouvrage que dirige Geoff Mulgan et que son sous-titre présente comme une « nouvelle réflexion pour le XXI^e siècle »⁸⁴⁴. L'intérêt du *think tank* britannique pour la philosophie communautarienne ne doit, selon toute vraisemblance, rien au hasard. Il peut certainement s'expliquer par le fait que ce courant de pensée semble, dans les années 1993-1995, avoir « fait ses preuves ». Le discours communautarien, qui a structuré la rhétorique des *New Democrats* dès la fin des années 1980, est en effet présenté comme l'une des clefs du succès électoral de Bill Clinton en 1992.

Encadré 7: Amitai Etzioni et les communautariens états-uniens

Amitai Etzioni revient, dans les premières pages de *The Spirit of Community*, sur la constitution, au début des années 1990 et à l'instigation de William Galston et de lui-même, d'un groupe d'une quinzaine d'universitaires et de chercheurs, conservateurs et libéraux, décidés à définir la « nouvelle carte politique ». À la publication d'un bulletin trimestriel, *The Responsive Community*, au contenu régulièrement repris par la presse nationale, s'ajoute, en 1991, la rédaction d'une « plate-forme communautarienne » soutenue par plusieurs *congressmen*, comme les démocrates Al Gore, Bill Bradley et Patrick Moynihan, ou les républicains Dave Durenberger et Alan Simpson⁸⁴⁵. On ajoutera que William Galston, professeur à l'Université du Maryland et *deputy assistant for domestic policy* de Bill Clinton durant son premier mandat, participe, en 1996, à l'élaboration de *The New Progressive Declaration*⁸⁴⁶. Cette déclaration visant à « définir une nouvelle politique

⁸⁴³ La pensée d'Amitai Etzioni est classée parmi les principales influences du néo-travailleurs dans le numéro du *New Statesman* du 3 mars 1995. Par ailleurs, la revue *Soundings* consacre deux articles de son premier numéro, à l'automne 1995, à une interprétation du néo-travailleurs à l'aune de la pensée communautarienne. Enfin, en 1996, l'éditorialiste des pages « Economie » du *Guardian* bombarde Etzioni « gourou » de Tony Blair (Richard THOMAS, 'Little Comfort for Poor in Blair's Blanket approach', *The Guardian*, 15 avril 1996, p. 11).

⁸⁴⁴ Geoff MULGAN, *Life after...*, *op. cit.*, 439 p.

⁸⁴⁵ Amitai ETZIONI, *The Spirit of Community. Rights, Responsibilities, and the communitarian Agenda*, New York, Crown, 1993, pp. 16-19

⁸⁴⁶ THE PROGRESSIVE FOUNDATION, *The New Progressive Declaration. A political Philosophy for the Information Age*, Washington, Progressive Foundation, July 1996.

progressiste pour l'Amérique du XXI^e siècle » est portée par les principales institutions du système d'action néo-démocrate : la *Progressive Foundation*, le *Progressive Policy Institute* et le *Democratic Leadership Council*.

Plus préoccupés par l'élaboration d'un projet orientant l'action politique que par une discussion purement conceptuelle, ces auteurs communautariens apparaissent, dans les États-Unis de la fin des années 1980, comme les principaux idéologues d'un courant démocrate « centriste » engagé dans une remise en cause du *liberalism* des années 1960. Souvent très proches, par la suite, de l'Administration Clinton, ces « communautariens prescriptifs »⁸⁴⁷ reprochent à la gauche héritière du *New Deal*, mais également aux « individualistes radicaux » de droite, d'avoir trop violemment remis en cause les « traditions morales, les valeurs sociales et les institutions » de la « société établie » des années 1960. Ces deux courants politiques antagonistes se trouvent ainsi unis dans la paternité d'un individualisme destructeur du lien social et de la responsabilité individuelle. Ils sont, par là même, accusés d'avoir engendré un état de « confusion morale et d'anarchie sociale »⁸⁴⁸. Le salut de la société - la « communauté des communautés » - passe dès lors par la reconstruction des « fondations morales de l'Amérique »⁸⁴⁹ au travers de la restauration de la communauté. À la différence de la Troisième Voie, la philosophie communautarienne offre une définition de la communauté qui, bien que peu précise, s'avère cependant univoque et stable. Une communauté, écrit ainsi Etzioni, est :

« [...] un groupe d'individus qui partagent des liens affectifs s'entrecroisant et une culture morale. En posant cette définition, j'entends clairement indiquer que les communautés [...] sont distinctes de simples groupes d'intérêts en ce qu'elles

⁸⁴⁷ Eunice GOES, 'The Third Way and the Politics of Community', Draft paper, *The Third Way and Beyond Conference*, University of Sussex, 2 November 2000, p. 2.

⁸⁴⁸ Amitai ETZIONI, *The Spirit...*, *op. cit.*, p. 12.

⁸⁴⁹ Amitai ETZIONI, *The Spirit...*, *op. cit.*, p. 256.

répondent à un large ensemble de besoins humains. Les gens qui [...] partagent une histoire, une identité et un destin, [forment] une communauté. »⁸⁵⁰

Essentiellement construite sur la famille, le voisinage ou les associations et écoles de quartier, la communauté a pour principale vertu de faire entendre sa « voix morale ». Cette dernière, sorte d'agrégation de valeurs partagées, régule la conduite des individus au sein du groupe. Elle légitime, par conséquent, le contrôle social. Implicitement pensée comme supérieure à la loi⁸⁵¹, la « voix morale » est ainsi présentée comme pouvant décourager les comportements hostiles à la communauté (notamment par l'exercice du *community policing*) ou le non-respect par les individus de leurs responsabilités parentales.

Le « discours des devoirs » qui caractérise la Troisième Voie agrège donc différentes rhétoriques fortement visibles dans le débat public des idées dès la première moitié des années 1990. Il permet sur un plan théorique d'avancer une conception de la citoyenneté prétendant être plus exigeante que celle longtemps soutenue par le '*Old Labour*'. C'est donc ce dernier qui se voit une nouvelle fois accusé de « permissivité ». Sur un plan plus opératoire, le « discours des devoirs » offre l'opportunité à la Troisième Voie de venir concurrencer la droite britannique sur le terrain de la morale. À la fin des années 1980, le système d'action conservateur travaille en effet à la *moralisation* radicale de la question sociale. Ce processus est en outre donné à voir comme légitime par des acteurs influents du champ politique, et notamment par certains éditorialistes de la presse « de gauche ». Le centre gauche est donc contraint de s'ajuster à cette moralisation du débat lorsqu'il se concentre sur ce qui constitue le problème social contemporain.

⁸⁵⁰ 'A community is a group of people who share criss-crossing affective bonds and a moral culture. By asserting this definition, I mean to indicate clearly that communities [...] are distinct from mere interest groups, in that they address a broad band of human needs. People who [...] share a history, identity and fate, a community.' (Amitai ETZIONI, 'Banding together', *Times Literary Supplement*, 14 July 2000, p. 9).

⁸⁵¹ Etzioni affirme en effet que : ' [...] for a society to be communitarian, much of the social conduct must be "regulated" by reliance on the moral voice rather than on the law, and the scope of the law itself must be limited largely to that which is supported by the moral voice' (Amitai ETZIONI, *The Golden Rule. Community and Morality in a democratic Society*, New York, Basic Books, 1996, p. 139).

- III - LE PROBLÈME SOCIAL SELON LA TROISIÈME VOIE

En qualifiant le « nouvel ordre social » qu'elle entend édifier d'« inclusif », la Troisième Voie fixe, par un simple *effet de contraste*, la nature du problème social auquel elle doit s'attaquer. À l'instar de nombreuses démocraties occidentales, la Grande-Bretagne connaît au cours des années 1980 l'apparition de phénomènes de segmentation sociale au travers, notamment, de la constitution d'espaces géographiques paupérisés et enclavés. Cette configuration du social est saisie par la notion d'exclusion sociale.

1. L'exclusion sociale, une notion polysémique

La notion d'exclusion sociale apparaît dans le débat public britannique à la fin des années 1970, alors que s'annoncent le retour au pouvoir des conservateurs et la montée en puissance de la pensée néolibérale sur le marché des idées⁸⁵². L'exclusion sociale est notamment au centre de l'un des ouvrages ayant le plus durablement marqué les sciences sociales britanniques de l'après-guerre : *Poverty in the United Kingdom*, du sociologue Peter Townsend⁸⁵³. L'universitaire avance en effet, dans cette somme de plus de 1 200 pages publiée en 1979, que la pauvreté ne peut plus être simplement comprise en des termes matériels et statiques. Le recours à la notion d'exclusion élargit ainsi l'analyse scientifique en y intégrant une *multidimensionnalité* : matériellement démunis, les individus concernés sont également dans une position de retrait par rapport aux « modèles dominants d'existence, de coutume et d'activité »⁸⁵⁴. Cette approche « dynamique », car

⁸⁵² La notion d'« exclusion sociale » aurait été élaborée au cours des années 1960 en France. Voir à ce sujet Serge PAUGAM, « La Constitution d'un paradigme », in Serge PAUGAM (dir.), *L'Exclusion. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1996, p. pp. 7-19.

⁸⁵³ Peter TOWNSEND, *Poverty in the United Kingdom: A Survey of Household Resources and Standards of Living*, Berkley, University of California Press, 1979, 1216 p.

⁸⁵⁴ « *Poverty can be defined objectively and applied consistently only in terms of the concept of relative deprivation. That is the theme of this book. The term is understood objectively rather than subjectively. Individuals, families and groups in the population can be said to be in poverty when they lack the resources to obtain the types of diet, participate in the activities and have the living conditions and amenities which*

englobant tant la condition des individus que ses causes et implications diverses, conforte le besoin de considérer la pauvreté en des termes relatifs et non absolus : la pauvreté y est décrite comme étant inextricablement liée aux inégalités. Elle justifie, de ce fait, une redistribution substantielle des revenus et un développement des services publics. Les résultats des études menées par ce chercheur, également membre de la *Fabian Society*, ont d'autant plus de résonance dans le débat public que Townsend est l'un des fondateurs et le *chairman* du *Child Poverty Action Group* (CPAG)⁸⁵⁵. Créé en 1965, le CPAG a pour ambition de rendre publique l'incidence de la pauvreté infantile sur la société. Mêlant *lobbying* et recherche, il acquiert, à partir des années 1970, une réelle visibilité dans le champ politique⁸⁵⁶. Mobilisant des chercheurs et universitaires à l'expertise consacrée, il se voit en outre reconnaître, dans le débat public, une légitimité incontestée en matière de *social issues*. Dès le début des années 1980, la production éditoriale du CPAG⁸⁵⁷ façonne un « discours de l'exclusion sociale » et le diffuse dans l'espace public. Ce discours prend progressivement la forme d'un « discours de la redistribution »⁸⁵⁸, le CPAG militant pour une conception extensive de la citoyenneté sociale.

Le discours sur l'exclusion sociale prend cependant une orientation différente à l'orée des années 1990, sous l'influence notamment de la « littérature grise » de l'OCDE

are customary, or are at least widely encouraged or approved, in the societies to which they belong. Their resources are so seriously below those commanded by the average individual or family that they are, in effect, excluded from ordinary living patterns, customs and activities' (Peter TOWNSEND, *Poverty in...*, *op. cit.*, p. 31).

⁸⁵⁵ À cela s'ajoute également le fait non négligeable que Townsend est l'auteur, avec Brian Abel-Smith, de *The poor and the poorest*, ouvrage qui, en 1969, conduit la Grande-Bretagne à « redécouvrir » l'existence de la pauvreté en dépit de la croissance économique. Townsend et Abel-Smith suggèrent que la pauvreté englobe les individus les moins favorisés d'une société, quels que soient les *standards* de vie de cette société. Par conséquent, il existe toujours une population pauvre, même dans les sociétés les plus riches. (Brian ABEL-SMITH & Peter TOWNSEND, *The Poor and the Poorest*, London, Bell, 1969)

⁸⁵⁶ Le CPAG en vient même à concurrencer symboliquement, sur le terrain de l'incarnation des idéaux « de gauche », un Parti travailliste en proie à une hémorragie militante.

⁸⁵⁷ En plus de la publication régulière d'ouvrages faisant état des recherches menées par ses propres chercheurs ou des scientifiques extérieurs, le CPAG édite également la revue *Poverty* qui peut, à l'occasion, accueillir les articles d'hommes politiques.

⁸⁵⁸ Ruth LEVITAS, « Pauvreté, exclusion sociale et redistribution : le cas britannique », *Raisons politiques*, n° 6, mai 2002, p. 8.

ou de l'Union Européenne⁸⁵⁹. Il s'agit alors de considérer le problème social sous l'unique angle d'une défaillance ou d'une inadaptation économique. L'exclusion devient ainsi le « paradigme sociétal »⁸⁶⁰ dominant du débat sur la question sociale occidentale ; celui à partir duquel la « société prend conscience d'elle-même et de ses dysfonctionnements »⁸⁶¹.

La thématique de l'exclusion sociale est cependant captée, dès la seconde moitié des années 1980, par un système d'action conservateur revendiquant une approche essentiellement morale du problème. On trouve, par exemple, trace de ce troisième discours dans les propos de John Moore⁸⁶² contre le « lobby de la pauvreté » et ces « gens agissant de manière bizarre » car englués dans « une culture de la dépendance »⁸⁶³. Ce discours semble progressivement phagocyter celui d'un centre gauche n'hésitant pas à évoquer les « parasites » ('*scroungers*') ou à marquer son empathie pour le « ressentiment d'administrés qui, chaque semaine, se voient prélever vingt livres pour garder trois millions d'individus au chômage »⁸⁶⁴.

2. La moralisation du débat public

2. 1. La « panique morale »

⁸⁵⁹ Voir COMMISSION EUROPÉENNE, *Growth, Competitiveness, Employment: The Challenge and Ways forward into the 21st Century*, Bruxelles, 1994.

⁸⁶⁰ Nous reprenons ici la définition que François-Xavier Merrien donne à la notion de « paradigmes sociétaux » : des « constructions sociales du monde à fortes connotations éthiques, idéologiques, religieuses, économiques ou politiques » (François-Xavier MERRIEN, « Les politiques publiques, entre paradigmes et controverses », in CRESAL, *Les Raisons de l'action publique. Entre expertise et débat*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1993, p. 95).

⁸⁶¹ Serge PAUGAM, « La Constitution... », *op. cit.*, p. 7.

⁸⁶² John Moore était ministre de la Sécurité sociale dans l'un des derniers gouvernements Thatcher.

⁸⁶³ John MOORE, cité in Alan DEACON, 'The Dilemmas of Welfare: Titmuss, Murray and Mead', in Simon GREEN & Richard WHITING (eds.), *The Boundaries of the State in modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 191.

⁸⁶⁴ Tony BLAIR, cité in Desmond KING & Mark WICKHAM-JONES, 'From Clinton to Blair: The democratic (Party) Origins of Welfare to Work', *The Political Quarterly*, January-March 1999, vol. 70, n° 11, p. 68.

« Veulent-elles être mariées à l'homme ou à l'État ? ». C'est sur cette interrogation pour le moins explicite que le *Sunday Times* ouvre, en juillet 1993, le long article qu'il consacre aux mères isolées⁸⁶⁵. Le dessin de presse qui accompagne l'article renseigne sur la réponse qu'entend apporter le journaliste : une femme, enceinte et vêtue d'une robe de mariée, tient par le bras un homme dont le visage disparaît derrière les mots « prestations sociales ». Plusieurs enfants suivent le couple. Loin d'être anecdotique, cet article souligne au contraire la stigmatisation de certaines populations - ici, les familles monoparentales - par un pan entier de la presse britannique du début des années 1990. Fortes du pouvoir que leur confèrent leurs millions de lecteurs quotidiens⁸⁶⁶, les presses *tabloïd* et conservatrice revendiquent un rôle de « militante de la morale » dès la fin des années 1980. Ce mouvement se radicalise à partir de 1993, à la suite de divers événements dramatiques⁸⁶⁷. Abondamment traités par cette presse, ces derniers sont présentés comme les preuves irréfutables de la menace que feraient peser sur la société l'irresponsabilité et l'amoralité de mères isolées et de « familles du *Welfare* » entravées par l'alcool et la violence. Ces quotidiens et hebdomadaires produisent et alimentent ainsi un climat de « panique morale » dans l'espace public⁸⁶⁸. « Entrepreneurs de morale »⁸⁶⁹ revendiqués - le *Daily Mail*, notamment, se targue d'imposer son « agenda moral » au législateur -, ces supports médiatiques se trouvent renforcés dans leur posture par un processus croissant de

⁸⁶⁵ Michael JONES, 'Wedded to Welfare', *The Sunday Times*, 11 July 1993, pp. 11-13

⁸⁶⁶ À titre d'exemples, le *Sun* vend quatre millions d'exemplaires quotidiens au milieu des années 1990, tandis que l'hebdomadaire *News of the World* approche les cinq millions d'unités par numéro.

⁸⁶⁷ On retiendra parmi ces événements le meurtre de James Bulger, deux ans, par deux enfants de dix ans, le massacre d'écoliers à Dunblane par un drogué et pervers sexuel, ou le meurtre à l'arme blanche d'un directeur d'école par l'un de ses élèves.

⁸⁶⁸ Voir notamment Kenneth THOMSON, *Moral Panics*, London, Routledge, 1998, pp. 27-28.

⁸⁶⁹ Howard Becker distingue, au sein des « entrepreneurs de morale », ceux qui « créent les normes » et ceux qui « les font appliquer ». (Howard S. BECKER, *Outsiders*, The Free Press, 1963 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par J.-P. BRIAND et J.-M. CHAPOULIE, *Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1995 [1^e édition : 1985], pp. 171-188).

tabloïdisation de la presse légitime⁸⁷⁰. Observable tant à droite (*The Times*⁸⁷¹) qu'à gauche (*The Independent, The Guardian*), ce phénomène se traduit essentiellement par un recours fréquent au sensationnalisme éditorial. Ces pratiques de dramatisation prétendent consacrer un sentiment dominant au sein de l'« opinion publique ». Le caractère très normatif du discours moralisateur produit par certains journalistes⁸⁷² est en effet masqué par le fait que ces derniers se présentent en porte-parole de la 'conventional wisdom', sorte de « sens commun » détenu par l'« Anglais moyen », quotidiennement confronté au délitement moral de la société. C'est ainsi que certaines enquêtes d'opinion menées à la même époque rendent compte de la montée d'un sentiment « anti-Welfare » au sein de la population. L'analyse des données issues des *British Social Attitudes Surveys* de 1993 et 1994 met en avant un rejet croissant du *Welfare State* et l'émergence d'un soupçon envers ses principaux bénéficiaires. S'appuyant en partie sur ces éléments, la « coalition morale »⁸⁷³ stigmatise, au nom de la « croyance populaire », le « déclin » des valeurs familiales et de la discipline morale. Ce déclin n'aurait qu'une source : la « permissivité » libérale des années 1960.

2. 2. La « nouvelle droite » britannique et le New Welfare Consensus

⁸⁷⁰ Si ce phénomène est particulièrement saillant dans la presse écrite, il est également observable dans l'audiovisuel. Ruth Levitas rapporte ainsi que, dans un documentaire télévisé datant de 1993, le commentateur politique John Cole décrit la « culture du virement bancaire » ('*giro culture*') comme une « culture endémique du non travail et de la dépendance aux allocations » caractérisée par une « spirale descendante de paresse, de crime et d'érosion de l'éthique du travail ». (Cité in Ruth LEVITAS, *The Inclusive...*, *op. cit.*, p. 15).

⁸⁷¹ Dans le cas du *Times*, ce mouvement trouve peut-être à s'expliquer par son intégration dans le groupe de presse de Rupert Murdoch, groupe au sein duquel figure notamment *The Sun*.

⁸⁷² L'emballement de la presse est tel qu'un éditorialiste de *The Observer* met en garde, en 1996, contre les dangers de cette « croisade morale » entreprise par la presse et la classe politique conservatrices. Il souligne en outre que les « dynamiques du déclin social ne sont, elles, pas prises en compte » par ces nouveaux croisés. (*The Observer*, 27 October 1996, cité in Kenneth THOMSON, *Moral...*, *op. cit.*, p. 2).

⁸⁷³ Le terme de « coalition morale » se justifie, à notre sens, par le fait que les différents éditorialistes ou journalistes engagés dans cette croisade « font système », notamment en se citant réciproquement. Ils concourent de ce fait à valider la représentation sociale qu'ils produisent ensemble.

Cette stigmatisation qu'avaliserait l'opinion n'est finalement que l'ombre portée d'un mouvement entamé au milieu des années 1980 par le système d'action néolibéral construit autour du gouvernement Thatcher. Ce groupe d'individus et d'institutions entend alors substituer une nouvelle approche de la protection sociale au consensus socio-économique qui prévaut depuis la fin du second conflit mondial. Cette entreprise s'appuie essentiellement sur l'importation du *New Welfare Consensus*. Ce dernier, élaboré par des chercheurs et des experts proches de la droite états-unienne dès le milieu des années 1970, est érigé en modèle après l'accession de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis en 1980. Principalement théorisé par Lawrence Mead et Charles Murray [Voir Encadré 8], le *New Welfare Consensus* se justifierait par la « faillite » des politiques sociales de la *Great Society* des années 1960. La « Guerre contre la pauvreté » menée par les *liberals* n'aurait conduit qu'à la création d'une classe d'individus socialement dépendants, l'*underclass*.

Encadré 8: Lawrence Mead, Charles Murray et le *New Welfare Consensus*

Autoproclamés « vrais philosophes du *Welfare State* »⁸⁷⁴, Charles Murray et Lawrence Mead ont permis à la droite états-unienne des années 1980 de réclamer une primauté intellectuelle longtemps captée par la gauche. Chercheur au *Manhattan Institute* puis à l'*American Enterprise Institute*⁸⁷⁵ pour l'un, professeur à la *New York University* pour l'autre, Murray et Mead convergent vers une dénonciation du *welfarism* « déresponsabilisant » hérité des années 1960 et des maux qu'il induit (déclin de la structure familiale, délinquance, fraude, attitude réfractaire vis-à-vis du travail, etc.). S'ils s'accordent sur l'idée que le problème est plus moral qu'économique, les deux auteurs divergent cependant sur la solution à apporter à ces maux sociaux. Charles Murray rejette en effet l'idée de « culture de la pauvreté ». Le problème résulte, selon lui, de la capacité des membres de l'*underclass* à maximiser leur qualité de vie face à des incitations « perverses » inhérentes au *Welfare*. La seule solution est, par conséquent, de supprimer ce dernier. Persuadé que les individus

⁸⁷⁴ L'expression est de l'universitaire Lawrence Mead. Elle lui permet d'opposer ses recherches et celles, notamment, de Charles Murray et George Gilder, présentées comme « empiriques », aux travaux de « théorie formelle » de John Rawls (Lawrence MEAD, *The New Politics of Poverty. The nonworking Poor in America*, New York: Basic Books, 1992, p. 239).

⁸⁷⁵ Charles Murray est également diplômé d'Harvard et titulaire d'une *PhD* soutenue au MIT.

ne vivent pas dans la pauvreté par choix mais par manque de motivation, Mead entend au contraire conférer à l'État un rôle plus paternaliste. Celui-ci doit assumer une « fonction de socialisation »⁸⁷⁶ en faisant du retour forcé au travail la seule sortie possible du « chaos social ». C'est en grande partie l'argumentaire développé par Mead durant la seconde moitié des années 1980 qui justifie l'idée de *Workfare* ; idée retravaillée par l'administration Clinton à partir de 1992.

En efficaces '*second hand dealers in ideas*'⁸⁷⁷, les *think tanks* proches du pouvoir *tory*⁸⁷⁸ assurent un rôle de passeurs entre le débat états-unien et le débat britannique. Ils facilitent, au travers de leur production éditoriale notamment, la circulation du *New Welfare Consensus* dans l'espace public⁸⁷⁹. Ces organismes multiplient les publications présentant l'expérience américaine de lutte contre la dépendance et, surtout, les enseignements que doit en tirer la Grande-Bretagne⁸⁸⁰. Parallèlement à ce premier travail d'importation des idées, les acteurs états-uniens de la « lutte » contre la dépendance sociale sont également invités à intervenir dans des conférences couvertes tant par la

⁸⁷⁶ Lawrence MEAD, *Beyond Entitlement. The Social Obligations of Citizenship*, New York, Free Press, 1986, p. 87.

⁸⁷⁷ Un '*second-hand dealer in ideas*' a pour caractéristiques, selon l'économiste néolibéral Friedrich von Hayek, de n'être ni un « penseur original ni expert dans un champ particulier de la pensée [...] il n'a pas besoin d'avoir un savoir particulier ni même d'être particulièrement intelligent pour jouer son rôle d'intermédiaire dans la propagation des idées. Ce qui le qualifie pour cette tâche, c'est le nombre de sujets sur lesquels il peut rapidement parler et écrire, et une position ou des habitudes au travers desquelles il est informé des nouvelles idées plus tôt que ceux s'adressant à lui ». (Cité in Diane STONE, *Capturing...*, op. cit., p. 131).

⁸⁷⁸ L'*Institute of Economic Affairs* (IEA), le *Center for Policy Studies* (CPS) et l'*Adam Smith Institute* (ASI), principalement.

⁸⁷⁹ Les liens existant entre *think tanks* britanniques et états-uniens facilitent bien évidemment cette importation : le CPS est ainsi notoirement proche de l'*Heritage Foundation* et du *Cato Institute*, alors que l'IEA et le *Manhattan Institute* partagent le même fondateur en la personne d'Anthony Fischer.

⁸⁸⁰ Ce mouvement, entamé dans les années 1980, est encore plus perceptible au cours des années 1990. Outre les publications des très néo-libéraux ASI et IEA, on citera celles de la plus modérée *Social Market Foundation* : *Existing the Underclass: Policy towards America's urban Poor* de Andrew Cooper et Catherine Moylan en 1993, *The Age of Entitlements* de David Willets en 1993, *Welfare to Work: The America Works Experience* de Roderick Nye en 1996, ou encore *Lessons from Wisconsin's Welfare Reform* de Jean Rogers en 1997. On ajoutera également que les opérations de *sélection* et d'*adaptation* des idées états-uniennes par ces *think tanks* sont facilitées par la relative minceur du « décalage structural » entre les contextes états-unien et britannique. Les intérêts des deux systèmes d'action néo-libéraux (édification d'une hégémonie idéologique passant essentiellement par une remise en cause radicale des systèmes de protection sociale) et la conjoncture sociale des deux pays (accentuation de l'exclusion sociale, montée du crime et déclin de la structure familiale traditionnelle) convergent (Sur les notions de « sélection » des idées, d'« adaptation » et de « décalage structural », voir Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n° 145, décembre 2002, p. 6).

presse conservatrice que par les quotidiens « de gauche » et de « centre gauche ». Le politiste new-yorkais Lawrence Mead est ainsi l'hôte de l'*Institute of Economic Affairs* (IEA) en 1995. Sont encore plus révélatrices de ce dispositif d'importation du *New Welfare Consensus*, les venues de Charles Murray en Grande-Bretagne en 1989 et en 1993, à l'invitation de l'IEA et du *Sunday Times*. Le chercheur, que ses hôtes présentent comme « l'un des analystes sociaux les plus respectés en Amérique », publie, durant ces deux séjours, plusieurs articles dans l'hebdomadaire conservateur et participe à des rencontres organisées par la *Health & Welfare Unit* du *think tank*. Arrivant en Grande-Bretagne, selon ses propres termes, « comme un visiteur venant d'une zone malade pour voir la maladie se propager »⁸⁸¹, il est appelé à confirmer, en 1989, « l'émergence de l'*underclass* britannique », puis à constater, en 1993, que la « crise est désormais profonde »⁸⁸². S'appuyant sur des observations de « terrain »⁸⁸³, Murray développe sa description d'un individu rationnel sachant maximiser l'aide « perverse » de l'État social. Il n'hésite pas, à cet effet, à recourir à un vocabulaire médical (« plaie », « maladie », « contamination », etc.), dont on peut estimer, comme Howard Becker, qu'il vise avant tout à signifier que la « source du problème est à l'intérieur de l'individu »⁸⁸⁴. Ces divers séminaires et conférences auxquels prennent part les théoriciens états-uniens de la « dépendance sociale » tendent en outre à conforter les prétentions scientifiques du *New Welfare Consensus*. Murray et Mead voient en effet la contradiction leur être portée par les principaux experts britanniques de la protection sociale ; des experts, souvent proches

⁸⁸¹ Charles Murray, 'The Emerging Underclass', in Ruth LISTER (ed.), *Charles Murray and the Underclass. The developing Debate*, London, IEA/Sunday Times, 1996, p. 25.

⁸⁸² Les articles de Murray publiés dans le *Sunday Times* en 1990 et 1994 et les conférences qui ont suivi ont donné lieu à la publication par l'IEA de deux documents, *The Emergence of the British Underclass* et *The Crisis Deepens*, qui ont été par la suite rassemblés en un seul volume, dirigé par la sociologue Ruth Lister, observatrice et actrice critique et intéressée du débat sur la Troisième Voie : Ruth LISTER (ed.), *Charles Murray...*, *op. cit.*

⁸⁸³ Charles Murray se rend ainsi dans la circonscription de Birkenhead, l'une des plus pauvres d'Angleterre.

⁸⁸⁴ Howard Becker ajoute qu'une telle pratique discursive offre l'avantage de « voir le jugement lui-même comme une composante décisive du phénomène ». (Howard S. BECKER, *Outsiders*, *op. cit.*, p. 30).

des travaillistes, qui, tout en rejetant l'approche stigmatisante de leurs interlocuteurs, recourent pourtant le plus souvent au même vocabulaire, le cautionnant d'autant. Ils confortent ainsi une stratégie visant à présenter la « théorie de la dépendance sociale » comme *désidéologisée*.

La stratégie de dépolitisation de la « théorie de la dépendance sociale » est renforcée par la présence, parmi les interlocuteurs de Mead et Murray, du parlementaire travailliste Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* à partir de juin 1997. Il en va de même de l'invitation, en 2005, de Charles Murray par le *think tank* néo-travailliste IPPR. Ces « rapprochements » apparents entre la droite états-unienne et la gauche britannique ne manquent pas d'être invoqués pour interpréter les reflets moraux dont la Troisième Voie pare sa définition de l'exclusion sociale.

3. La Troisième Voie et l'exclusion sociale

La cohésion sociale étant érigée en idéal vers lequel tend la Troisième Voie, cette dernière redéfinit logiquement *le* problème social autour de la notion d'exclusion sociale. La définition de l'exclusion sociale devient progressivement un enjeu central de mobilisation au sein de l'espace de théorisation de ce « nouveau radicalisme ». De la création de la *Social Exclusion Unit*⁸⁸⁵ (SEU), en décembre 1997, à la mise en place, à la *London School of Economics*, du *Centre for Analysis of Social Exclusion*⁸⁸⁶ (CASE), tout concourt à renforcer l'idée que l'exclusion sociale est la priorité sur l'agenda politique

⁸⁸⁵ Placée sous la coordination de Geoff Mulgan, la *Social Exclusion Unit* est directement rattachée à l'*Economic and Domestic Affairs Secretariat* du *Cabinet Office*. Elle travaille en outre en étroite collaboration avec la *policy unit*.

⁸⁸⁶ Dirigé par le chercheur John Hills et l'universitaire Julian Le Grand, le centre de recherche est mis en place en novembre 1997, en présence de la ministre Harriet Harman. Ses études seront par la suite souvent réutilisées par les gouvernements Blair, et plusieurs de ses membres figurent parmi les proches conseillers du pouvoir néo-travailliste.

néo-travailliste et le point de convergence de la réflexion des principaux entrepreneurs intellectuels et politiques « associés » au projet du gouvernement. Le discours produit par ce système, essentiel à la compréhension du traitement de la question sociale par la Troisième Voie, s'avère relativement complexe. Il met en effet en relation deux autres discours. Ces derniers s'avèrent, à terme, complémentaires, mais s'ouvrent sur deux lectures distinctes de l'exclusion sociale. Le premier de ces discours se concentre sur l'interprétation de l'exclusion sociale en tant que situation ou position d'individus dans la société. Il se focalise donc sur la *non-inclusion*. Le second prend sens dans la description d'une population, l'*underclass*, censée incarner le phénomène de l'exclusion.

3. 1. Le discours de la « non-inclusion »

Il y a, dans le discours sur la « non-inclusion » que développent les partisans de la Troisième Voie, la volonté, déjà présente chez Townsend, de redéfinir le problème social au-delà d'une simple dimension matérielle. L'exclusion sociale renvoie ainsi, selon Tony Blair, « à plus de choses qu'au revenu [puisqu'elle] concerne les attentes, les réseaux et les chances dans la vie »⁸⁸⁷. Ce n'est donc pas une absence de ressources qui doit prévaloir dans la compréhension de ce phénomène, mais une impossibilité ou une incapacité à participer à ce que Peter Mandelson⁸⁸⁸ présente comme « la vie normale ». Un individu est dès lors considéré comme socialement exclu si :

« [...] (a) il [...] réside géographiquement au Royaume Uni mais, (b) pour des raisons qu'il [...] ne peut contrôler, est incapable de participer aux activités normales des citoyens [...], et (c) aimerait pourtant y participer. »⁸⁸⁹

⁸⁸⁷ Tony BLAIR, *Speech at the Launch of the Social Exclusion Unit*, December 1997.

⁸⁸⁸ Peter MANDELSON, *Labour's next Step: Tackling social Exclusion*, London, Fabian Pamphlet 581, September 1997, 9 p.

⁸⁸⁹ 'An individual is socially excluded if (a) he [...] is geographically resident in the United Kingdom but (b) for reasons beyond his [...] control, he [...] cannot participate in the normal activities of [...] citizens, and (c) he [...] would like to so participate' (Julian LE GRAND, cité in Brian BARRY, *Social exclusion, social isolation and the distribution of income*, London, LSE, CASE paper 12, August 1998, p. 4).

L'approche adoptée par les *thirdwayers* est, à ce niveau, encore relativement proche de celle choisie par Peter Townsend à la fin des années 1970. Elle se fonde en effet sur une lecture multidimensionnelle et interactionniste du phénomène. La situation de retrait des « exclus » vis-à-vis du « courant principal » (*mainstream*) de la société est comprise tant sur un plan économique, que politique, social ou culturel. Cette situation de rupture totale empêche les exclus de bénéficier des diverses opportunités qu'est censée offrir la société. Il rend par conséquent inévitable leur inadaptation aux exigences de la modernité. Les « exclus » sont dès lors, pour Geoff Mulgan, des « exilés de l'âge industriel »,

« [...] des gens qui ne peuvent pas suivre le cours de la globalisation. [...] ce sont des gens qui n'ont aucun capital social ; non seulement ils n'ont pas d'argent, [mais] ils n'ont aucune des qualifications dont vous avez besoin pour survivre dans une société post-industrielle »⁸⁹⁰.

Le recours à cette catégorie - la « non-inclusion » - autorise en outre la reconnaissance de causes structurelles à l'exclusion sociale, même si celles-ci sont évoquées à grands traits par les partisans de la Troisième Voie. Le discours des *thirdwayers* tend ainsi à décrire les exclus comme les victimes d'un processus récent de désindustrialisation et de destruction d'emplois non-qualifiés. Dans un article publié en janvier 1997 par le *New Statesman*, Frank Field présente ainsi la « genèse » de cette population :

« Durant les premières décennies d'après-guerre, il était possible de penser la société britannique comme un voyage en train. Le train avait des wagons de première, seconde, troisième, quatrième et cinquième classes et les différentes classes occupaient discrètement leur compartiment. Pourtant, les wagons étaient connectés par des passages communs et un niveau limité de mobilité entre ces wagons était à la fois possible et encouragé. Plus récemment, ce voyage en train vers le futur a changé de manière significative. Le dernier wagon contenant les plus pauvres s'est détaché et ses occupants se sont retrouvés en plan alors que le reste de la Grande-Bretagne continue d'avancer vers une destination toujours plus

⁸⁹⁰ 'The socially excluded are exiles from the industrial age: people who can't swim with the tide of globalization. You could say, to use the modern phrase, that they're people who don't have any social capital; not only do they have no money, they have none of the skills you need to survive in a post-industrial society' (Geoff MULGAN, 'Social exclusion', transcription d'une émission radiophonique de la BBC Australia du 7 février 1999).

riche [...] Une partie de [l'explication] doit se trouver dans l'évolution caractérisant le marché des emplois non-qualifiés. Toute société avancée commence à transférer une part croissante de ses dépenses de l'industrie vers les services. »⁸⁹¹

Frank Field ajoute, dans un registre relevant, il est vrai, de la stratégie partisane, que cette population paie surtout de ne pas avoir pu se conformer au « miracle thatchérien ». Elle a, au contraire, eu à subir les effets des coupes dans les dépenses sociales et l'hostilité généralisée du pouvoir envers les plus pauvres⁸⁹². Cette approche formalisée en des termes structurels se trouve en outre renforcée, à partir de 1999, lorsque le gouvernement se focalise sur la pauvreté infantile. Il construit alors, en partie, l'argumentaire justifiant sa politique sur l'idée d'une transmission intergénérationnelle des inégalités.

3. 2. *Le discours de l'underclass*

Resserrant son attention sur les caractéristiques de ceux qui composent la population des exclus et non plus simplement sur leur situation vis-à-vis du reste de la société, la Troisième Voie se concentre sur la nature des liens entre ces individus et l'État social. Pour prendre la mesure de cette approche, il est tout d'abord nécessaire de comprendre que, selon les *thirdwayers*, les « exclus », parce qu'ils vivent dans un monde parallèle, développent une « culture » qui leur est propre. Les normes ainsi que les valeurs sociales et morales qui prévalent dans le monde des « inclus » n'ont aucune prise sur cette culture « de plus en plus aliénante »⁸⁹³. Cette dernière se nourrit avant tout des divers problèmes

⁸⁹¹ 'In the early decades after the second world war it was possible to think the society like a train journey. The train had first, second, third, fourth and fifth-class and the different classes quietly occupied their appropriate compartments. Yet the carriages were connected by common passages, and a limited amount of mobility between them was both possible and encouraged. More recently this train journey into the future has changed in one significant respect. The last carriage, containing the poorest, has been decoupled and its occupant left stranded as the rest of Britain continues onwards to evermore affluent destination. [...] Part of the answer must be in the changed job market for the unskilled. Any advanced society begins to switch a growing proportion of its expenditure from manufacturing to services' (Frank FIELD, 'The underclass of 97', *The New Statesman*, 17 January 1997, p. 30).

⁸⁹² Cette thèse, également soutenue par John Gray qui considère l'*underclass* comme l'« artefact du thachérisme », est déjà présente dans *Losing out*, ouvrage que Frank Field publie en 1989.

⁸⁹³ Tony BLAIR, 'The 21st Century Welfare State', *Speech at the Social and Economic Policy Conference*, Amsterdam, 24 January 1997.

saturant l'espace dans lequel évoluent les « exclus »⁸⁹⁴. Elle donne, de fait, à cette population les traits d'une « communauté pathologique »⁸⁹⁵, l'*underclass*, se signalant par sa propension à développer des comportements qualifiés d'« anti-sociaux ».

La littérature de la Troisième Voie se montre relativement précise quant aux différents profils des individus constituant cette population. Elle tend en cela à « naturaliser » le problème social, de manière à le rendre plus évident⁸⁹⁶. L'*underclass* englobe ainsi principalement les mères isolées - souvent très jeunes -, les chômeurs de longue durée et de jeunes chômeurs sans qualifications, gagnés par la « culture *yob* »⁸⁹⁷. On notera par ailleurs que l'amalgame ainsi produit tranche avec la volonté des *thirdwayers* d'« individualiser » le social. Les traits anti-sociaux que la Troisième Voie attribue à l'*underclass* rendent compte de la menace qu'elle est censée faire peser sur la société. Cette menace peut résulter de « déviances » aussi diverses que le rejet des normes sociales dominantes - en premier lieu, le travail et la famille -, la fraude aux allocations délivrées par le *Welfare State*, la délinquance, le crime, etc. Délaissant les termes essentiellement socio-économiques sur lesquels se fondait l'analyse de la « non-inclusion », le discours de la Troisième Voie rejoint ici une interprétation morale et comportementaliste de la pauvreté. L'enjeu est par conséquent de relativiser le poids d'un

⁸⁹⁴ Le site internet de la *Social Exclusion Unit* fournit une liste de ces problèmes *interliés* : « le chômage, la faible qualification, les bas revenus, la pauvreté du logement, un environnement ayant un taux de criminalité élevé, une mauvaise santé, une situation de rupture familiale ». On notera également qu'au cours du discours qu'elle prononce à l'occasion du lancement du *Centre for Analysis of Social Exclusion*, la ministre Harriet Harman ne place pas la faiblesse des revenus parmi les caractéristiques de l'*underclass*. Elle ne parle que de '*low educational achievement, truancy, drug abuse, worklessness, poor health and poor housing*' (Harriet HARMAN, *Speech at the Launch of the Centre of Analysis of Social Exclusion*, London, 13 November 1997).

⁸⁹⁵ William WALTERS, *Unemployment and Government. Genealogies of the Social*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 125.

⁸⁹⁶ Rémi LENOIR, « Objet sociologique et problème social », in Patrick CHAMPAGNE, Rémi LENOIR, Dominique MERLLIÉ & Louis PINTO, *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1996, 2^e édition, p. 55.

⁸⁹⁷ Apparu dans la presse britannique au milieu des années 1990, le terme '*yob*' (« *caïd* ») renvoie à une valorisation extrême de la virilité et de la violence observable, notamment, chez les *supporters* de football.

déterminisme structurel ayant longtemps prévalu pour expliquer la pauvreté [Voir Encadré 9].

Encadré 9 : Le magistère intellectuel de Richard Titmuss

L'explication de la pauvreté par le biais du déterminisme structurel doit beaucoup aux travaux de l'universitaire Richard Titmuss. Titulaire de la Chaire d'Administration sociale de la prestigieuse *London School of Economics* entre 1950 et 1973, Richard Titmuss règne en effet de « manière incontestée sur la construction de la politique sociale » durant cette même période⁸⁹⁸. Empreinte d'universalisme, la pensée de Richard Titmuss ne conçoit la pauvreté qu'en des termes structurels, et rejette tout lien avec l'idée d'échec individuel. Les plus faibles étant les premières victimes d'une mauvaise organisation économique et industrielle, le *Welfare State* se doit d'institutionnaliser l'altruisme et de rendre inconditionnel l'accès aux droits sociaux⁸⁹⁹. Proche du *Labour Party* au lendemain du second conflit mondial, l'universitaire rayonne sur toute une génération de sociologues dont certains se rassemblent au sein du *Titmuss Group*. Celui-ci travaille essentiellement, à partir des années 1950, à influencer sur la politique du Parti travailliste. Ses membres investissent, à cet effet, certaines commissions thématiques internes chargées d'élaborer le corps de doctrine du *Labour*. Le *Titmuss Group* entend surtout paramétrer la réflexion nationale sur la protection sociale au travers d'un répertoire d'actions varié. En 1965, Peter Townsend participe ainsi activement à la création du *Child Poverty Action Group*, organisation destinée à rendre publique l'incidence de la pauvreté infantile sur la société. Dominantes dans le champ du pouvoir savant, la philosophie dégagée des travaux de Titmuss et les représentations qu'elle soutient le sont également au sein du champ du pouvoir politique et administratif. Elles servent en effet de socle commun aux politiques sociales menées durant trois décennies par les conservateurs et les travaillistes⁹⁰⁰. La pensée de Titmuss est dès lors l'une des premières cibles du système d'action thatchérien. Elle est, par la suite, fortement contestée par des « modernisateurs » qui

⁸⁹⁸ Hilary ROSE, 'Rereading Titmuss: The sexual Division of Welfare', *Journal of Social Policy*, 1981, vol. 10, n° 4, p. 484.

⁸⁹⁹ Ce dernier élément doit également beaucoup à la pensée de l'autre penseur social-démocrate de l'après-guerre, Thomas H. Marshall, auteur du classique *Citizenship and social Class* en 1950.

⁹⁰⁰ L'exemple le plus probant de cette domination fait suite au discours prononcé en 1972 par Keith Joseph, ministre de la Santé du gouvernement conservateur Heath. Joseph y soutient l'idée que la pauvreté est liée aux comportements individuels et se transmet de génération en génération en vertu d'un « cycle de la pauvreté ». Face au scandale suscité par cette prise de position, le ministère de la Santé met en place un groupe de chercheurs chargé de se pencher sur la persistance de la pauvreté en Grande-Bretagne. Dans le rapport qu'ils rendent en 1982, ces chercheurs rejettent la dimension comportementaliste soutenue par Joseph dix ans auparavant et, sans pour autant expliquer les causes de la pauvreté, s'inscrivent dans la logique d'analyse de Titmuss.

estiment qu'elle a « contribué à barrer la route du pouvoir aux travaillistes »⁹⁰¹, et a « pesé sur le débat politique avec une telle force » qu'elle a donné l'impression de placer celui-ci sous une « chape intellectuelle entravant tout mouvement »⁹⁰².

Cette approche entend déterminer dans un second temps les origines des troubles liés à l'*underclass*. Le diagnostic est ici sans appel tant il semble évident que la constitution de cette catégorie d'individus renvoie à l'action de l'État social. Le discours de la Troisième Voie emprunte de fait à la « thèse de l'effet pervers » mise en lumière par Albert O. Hirschman⁹⁰³. Délaissant les éléments structurels évoqués pour expliquer l'émergence de l'exclusion, le discours de la Troisième Voie tend alors à présenter l'*underclass* - c'est-à-dire la pérennisation et la dégénérescence de ce phénomène - comme le résultat des « dysfonctionnements » de l'État social. Cet ensemble d'institutions et de dispositifs aurait ainsi « sapé la responsabilité individuelle et l'initiative »⁹⁰⁴, révélant en cela sa dimension « anti-démocratique ». Le *Welfare State* se voit donc accusé de maintenir certaines catégories d'individus dans une forme de passivité et de « dépendance » vis-à-vis de ses mécanismes. Il pousse surtout ces individus à élaborer des stratégies de détournement de l'aide sociale⁹⁰⁵. Il convient dès lors de renverser cette tendance. Le *Welfare State* étant l'« agent le plus puissant pour changer les comportements »⁹⁰⁶, il doit se muer en instrument de régénération morale, de réhabilitation

⁹⁰¹ Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. 193.

⁹⁰² Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. 119.

⁹⁰³ Selon Albert O. Hirschman, la thèse de l'effet pervers consiste à suggérer que les « mesures destinées à faire avancer le corps social dans une certaine direction le feront effectivement bouger, mais dans le sens opposé » (Albert O. HIRSCHMAN, *The Rhetoric of Reaction: Perversity, Futility, Jeopardy*, Cambridge (Ma), The President and Fellows of Harvard, 1991 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Pierre ANDLER, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 1991, p. 28).

⁹⁰⁴ Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. 54.

⁹⁰⁵ Field défend ainsi l'idée que le principe de mise sous condition de ressources des allocations (*means testing*) favorise la fraude en ce qu'il contraint les ménages modestes à ne pas déclarer l'intégralité de leurs revenus afin de ne pas prendre le risque d'être inéligible aux allocations.

⁹⁰⁶ Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. x.

de l'*underclass*⁹⁰⁷. Le *green paper* sur la réforme du *Welfare* publié par le gouvernement en 1998 rend explicitement compte de cette volonté de « changer la culture des allocataires sociaux »⁹⁰⁸ : la réforme du système des allocations sociales doit conditionner le « type de comportement » que le gouvernement désire voir émerger⁹⁰⁹. Ce « comportement » doit être conforme à la « nouvelle » définition de la citoyenneté et, dès lors, se conformer au respect d'obligations morales envers la société. Comme le souligne, avec des accents foucauldien, Alan Finlayson⁹¹⁰, cette application concrète du « discours des devoirs » en souligne explicitement l'absence de « neutralité ». Ce discours prend en effet sens dans la constitution de « nouveaux sujets », « normalisés », aux comportements évalués par le pouvoir politique. Il devient dès lors possible de vérifier la pertinence du concept de « gouvernementalité » élaboré par Michel Foucault⁹¹¹ : il s'agit, pour les partisans de la Troisième Voie, de « structurer le champ d'action »⁹¹² des individus concernés en leur imposant des normes de participation censées les transformer en citoyens à part entière. C'est en cela, note l'intellectuel et « libéral de gauche » Ralf

⁹⁰⁷ Particulièrement présente dans les propos de Frank Field, ministre de la Réforme du *Welfare* de mai 1997 à juillet 1998, cette dimension connaît un essoufflement à la fin des années 1990, principalement sous l'influence de Gordon Brown. Elle réapparaît cependant dans les documents de la *Strategy Unit* et, plus particulièrement, dans ceux que rédige Geoff Mulgan (voir notamment David HALPERN, Clive BATES, Geoff MULGAN & Stephen ALDRIDGE, *Personal Responsibility and changing Behaviour: the State of Knowledge and its Implications for public Policy*, London, Strategy Unit, February 2004, 70 p.).

⁹⁰⁸ DEPARTMENT FOR SOCIAL SECURITY, *New Ambitions...*, *op. cit.*, p. 23.

⁹⁰⁹ Alistair DARLING, alors Secrétaire au Travail et aux Retraites, cité in Ruth LISTER, 'Investing in...', *op. cit.*, p. 3.

⁹¹⁰ Alan FINLAYSON, *Making Sense...*, *op. cit.*, p. 148.

⁹¹¹ Voir notamment Michel FOUCAULT, « La Gouvernementalité », *Actes*, 54, été 1986, et également la définition des plus éclairantes qu'en donne Pasquale Pasquino dans cette même revue. La gouvernementalité est ainsi définie comme « le concept de gouvernement entendu dans le sens très large de *conduite de vie* et plus exactement comme l'ensemble des procédures et des moyens déployés par les groupes et les organismes dirigeants pour s'assurer dans une société donnée la régulation de la conduite des autres » (Pasquale PASQUINO, « La problématique du gouvernement et de la véridiction », *Actes*, 54, été 1986, pp. 17-18).

⁹¹² Michel FOUCAULT, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », in Hubert DREYFUS & Paul RABINOW, *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984, p. 314.

Dahrendorf, que la Troisième Voie méconnaît ouvertement la « liberté » et les valeurs portées par la « société ouverte »⁹¹³.

Cet appel à une gestion des comportements pour remédier à la « perversité » de l'État social fait évidemment écho à certains fondamentaux de la rhétorique du *New Welfare Consensus*⁹¹⁴. Les tenants de la Troisième Voie s'efforcent cependant d'éviter toute association avec cette conception conservatrice du social. Frank Field tient ainsi à marquer sa différence au cours d'un débat l'opposant à Charles Murray. Tempérant les accents néo-victoriens de son discours, il affirme que s'il est « important de considérer l'attitude des pauvres [...], celle-ci ne donne pas, par elle-même, une compréhension adéquate des raisons de ce phénomène social » qu'est l'*underclass*⁹¹⁵. Des facteurs structurels, et donc hors de portée des individus, demeurent. Cette approche *mixte* du problème social - à la fois comportementale et structurale - n'est pas isolée au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Anthony Giddens critique vigoureusement le remède radical que propose Charles Murray. À la droite états-unienne suggérant de réduire à leur portion congrue les États sociaux, le sociologue anglais oppose que les « influences sociales créant l'*underclass* sont structurelles avant d'être culturelles »⁹¹⁶. Ce n'est que dans un second temps qu'elles peuvent engendrer une « démoralisation culturelle profonde ».

⁹¹³ Ralf Dahrendorf, 'The Third Way and...', *op. cit.*, p. 16.

⁹¹⁴ Murray explique, par exemple, que la « permissivité » et la « générosité » du *Welfare State* ont rendu « le sexe *fun* et les bébés attachants ». Il serait ainsi devenu « naturel pour les jeunes de vouloir goûter au sexe et [...] pour les filles de vouloir un bébé ». Il s'avèrerait en effet économiquement viable pour une femme seule d'élever un enfant. Les jeunes pères se trouveraient dès lors encouragés à rejeter les obligations de la paternité. Il est de ce fait indispensable, selon Murray, d'apposer de nouveau un stigmatisme sur les « naissances illégitimes ». (Charles MURRAY, 'The Emerging Underclass', in Ruth LISTER (ed.), *Charles Murray...*, *op. cit.*, pp. 23-53 et pp. 99-127).

⁹¹⁵ Frank FIELD, 'British Underclass: Countering the Growth', in Ruth LISTER (ed.), *Charles Murray...*, *op. cit.*, p. 54.

⁹¹⁶ Anthony GIDDENS, *Beyond Left...*, *op. cit.*, pp. 146-147.

Conservant cependant une dimension comportementaliste dans leur analyse de l'exclusion, les tenants de la Troisième Voie usent une nouvelle fois de renvois à la pensée progressiste britannique pour se légitimer⁹¹⁷. Les principes structurant le mouvement des *friendly societies*⁹¹⁸ ou le socialisme chrétien sont sollicités à de nombreuses reprises pour justifier cette insertion du jugement moral dans le social. La tradition socialiste chrétienne, notamment, postule que les individus, tous égaux entre eux du fait de leur relation à Dieu, demeurent, quelles que soient les circonstances, des agents moraux responsables. Ce courant du socialisme ne s'interdit pas, tout en prenant en compte certains facteurs structurels, de vouloir transformer les valeurs et la culture dans lesquelles vivent les individus et, par là même, de porter un jugement sur ces derniers. On soulignera enfin que les *New Liberals* entendaient également, au début du XX^e siècle, pallier les lacunes du libéralisme classique face à la montée du délabrement moral et matériel d'un groupe social clairement désigné (*'the Residuum'*, *'the moral weakenings'* ou *'the moral defectors'*). John Hobson, entre autres, considérait ainsi que la réforme sociale et les moyens mis en œuvre pour la concrétiser devaient tendre vers le renforcement du « caractère des individus »⁹¹⁹ et rendre ainsi effective une « transformation éthique » de la société. Tony Blair, Jack Straw ou Frank Field, socialistes chrétiens revendiqués, peuvent par conséquent s'affirmer progressistes, et ambitionner de travailler le « grain de la nature humaine » et, plus particulièrement, la « part d'ombre »⁹²⁰ de cette dernière. L'Homme

⁹¹⁷ Nous nous permettons de renvoyer à Jérôme TOURNADRE-PLANCQ, « 'Staying on benefits will no longer be an option'. Le *New Labour* et la "Théorie de la dépendance sociale" », in Antonin COHEN, Bernard LACROIX & Philippe RIUTORT, *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, PUF, 2006, pp. 249-266.

⁹¹⁸ Véritables sociétés dans la société britannique des XVIII^e, XIX^e et début du XX^e siècles, les *friendly societies* exerçaient sur leurs membres un contrôle social dont la principale manifestation tenait au refus d'indemniser la maladie à tout adhérent coupable d'ivrognerie, d'adultère, de fréquentation des prostituées ou de « sentiments déloyaux envers la société d'aide » (Voir Edward P. THOMPSON, *The Making of the English working Class*, New York, Vintage, 1963 ; traduit de l'Anglais par Gilles DAUVÉ, Mireille GOLASZEWSKI et Marie-Noëlle THIBAUT, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes études », 1988, 791 p.).

⁹¹⁹ John. A. HOBSON, 'The Ethics of Industrialism', cité in Michael Freedon, *The New...*, *op. cit.*, p. 74.

⁹²⁰ Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. 91.

étant une *'fallen creature'*, les « réformistes » peuvent légitimement être amenés à « façonner [sa nature] comme de la pâte à modeler »⁹²¹. Il est ainsi nécessaire, afin de parer au « chaos moral »⁹²², d'enseigner les « valeurs de ce qui est bien ou mal » à l'individu. Cette posture est source de nouvelles fractures au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Si le « libéral-communautarien » John Gray⁹²³ estime que l'État ne peut se montrer totalement « neutre » sur ce que doit être la « vie bonne », ce perfectionnisme ne doit se faire qu'au travers de quelques « engagements éthiques centraux » :

« Nous ne pouvons récupérer une culture commune “épaisse”, enracinée dans un consensus profond sur la moralité et l'histoire. Mais nous devons, si nous voulons éviter la balkanisation américaine, renforcer et développer une culture commune plus fine, quoique durable et résiliente, faite de conceptions partagées de l'équité et de la tolérance. »⁹²⁴

Le propos d'Anthony Giddens se veut encore plus péremptoire. Le sociologue dénonce le « fondamentalisme moral » de néo-travailleurs trop occupés à menacer d'expulsion les habitants de logements sociaux coupables de perturber leur voisinage, ou à remettre en question le versement d'allocations aux parents d'enfants manquant d'assiduité scolaire. Ce dernier exemple dévoile, par ailleurs, l'importance de la famille aux yeux de certains partisans de la Troisième Voie. Tony Blair, notamment, conçoit la fragilisation de la famille comme l'une des principales causes du « chaos social » dans lequel se meut l'*underclass* :

« Je ne doute pas que l'effondrement de la loi et de l'ordre est intimement lié à la dissolution d'un fort sens de la communauté. Et la décomposition de la communauté [...] est, à un degré crucial, conséquent à l'effondrement de la vie

⁹²¹ Frank FIELD, *The State of...*, *op. cit.*, p. 46.

⁹²² Tony BLAIR, cité in John RENTOUL, *Tony Blair*, London, Warner Books, 1995, p. 290.

⁹²³ John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, pp. 20-30.

⁹²⁴ 'We cannot recapture a "thick" common culture grounded in a deep consensus on morality and history; but we must, if we are to avoid American balkanization, strengthen and develop a thinner, yet durable and resilient, common culture of shared understandings of fairness and tolerance' (John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, pp. 19-20).

familiale. Si nous voulons plus qu'une discussion superficielle sur le crime et ses causes, nous ne pouvons ignorer l'importance de la famille. »⁹²⁵

La famille doit *a contrario* participer à la constitution de cet agent moral qu'est le citoyen. Cette unité sociale de base de la société doit, parce qu'elle est le cadre d'inculcation des codes moraux et de la discipline sociale, être l'objet de toute l'attention de l'État social. Ce dernier se doit de soutenir la « bonne parentalité »⁹²⁶ et la stabilité familiale :

« C'est au sein de la famille que nous apprenons qu'il existe une société. Et c'est sur les valeurs de [...] la famille que la société décente se construira [...] Les valeurs d'une société décente sont les valeurs d'une unité familiale forte ; c'est pourquoi l'objectif central de tout gouvernement que [conduit Tony Blair], et de tout ministère [...], doit être d'aider la vie de la famille et de la communauté. »⁹²⁷

Cette posture, qui se veut en phase avec la '*conventional wisdom*' déjà évoquée, est, au sein de l'espace de théorisation, assumée par un courant « néo-moraliste »⁹²⁸, s'opposant à un courant « post-traditionnel »⁹²⁹. À l'instar des communautariens ou conservateurs états-uniens, le premier voit dans le divorce ou la contestation du modèle de la famille nucléaire un signe évident de la déliquescence morale de la société. Le second, incarné notamment par Anthony Giddens, John Gray ou Ulrich Beck, interprète au contraire ces phénomènes comme des conséquences logiques et irréversibles d'une

⁹²⁵ 'I have no doubt that the breakdown of law and order is intimately linked to the break-up of a strong sense of community. And the break-up of community [...] is, to a crucial degree, consequent on the breakdown in family life. If we want anything more than a superficial discussion on crime and its causes, we cannot ignore the importance of family' (Tony BLAIR, 1993, cité in Gordon HUGUES & Adrian LITTLE, 'New Labour, communautarianism and the public sphere in the UK', *Paper for the 7th International Congress on basic Income*, Universiteit Van Amsterdam, Amsterdam, 10-12 September 1998).

⁹²⁶ La puissance publique peut notamment imposer aux parents « déficients » de suivre des cours de parentalité.

⁹²⁷ 'It is within family that we learn that there is such a thing as society. And it is upon the values of the [...] family that the Decent Society will be built [...] The values of a Decent Society are the values of a strong family unit, which is why a central objective of any government I lead, and any Department within it, must be helping family and community life' (Tony BLAIR, *Speech to CPU Conference, Cape Town, South Africa*, 14 October 1996).

⁹²⁸ Alan DEACON, 'CAVA and the moral Reordering of Welfare under New Labour', ESRC Research Group on Care, Values and the Future of the Welfare, *Workshop Paper n° 10*, 11 February 2000.

⁹²⁹ Stephen DRIVER & Luke MARTELL, 'Left, Right...', *op. cit.*, pp. 147-161.

modernité à laquelle il faut s'adapter⁹³⁰. Toute évocation d'une sorte d'« âge d'or » de la famille n'est donc que pure et vaine réaction. La série de tribunes que le philosophe John Gray publie dans le *Guardian* en 1995⁹³¹ constitue un exemple évident de cette rivalité autour de la définition de la famille dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Gray prend soin d'affirmer, dans un premier temps, que les questions relatives à la place de la famille dans la société intègrent le champ des « engagements éthiques centraux » que doit prendre la puissance publique, le gouvernement se devant d'avoir une vision de la « culture fine » d'obligations et de responsabilités que la vie de famille présuppose. Réagissant, dans un second temps, à la « vogue récente »⁹³² dont bénéficie la pensée communautarienne états-unienne, il reproche cependant au discours dominant de « développer un agenda fondamentaliste pour la restauration de la famille traditionnelle ». Or, la « forme traditionnelle de vie de famille » ainsi défendue n'est plus qu'une variété parmi celles que « notre société accepte désormais »⁹³³. En outre, ce discours n'interroge pas les causes du « déclin » de la famille nucléaire, et, notamment, l'impact de la précarisation de la situation économique de nombre de ménages.

3. 3. Vers un « amoindrissement » de la question sociale ?

La reformulation de la question sociale au travers de l'opposition inclusion/exclusion n'est pas dénuée d'effets implicites. Le principal d'entre eux réside dans ce que, dans un contexte différent, Robert Castel ou Pierre Rosanvallon pressentent comme un *épuiement* de la question sociale⁹³⁴. De manière évidente, cette opposition entretient en effet une représentation dualiste de la société. Cette dernière se trouve

⁹³⁰ Voir la Deuxième Partie.

⁹³¹ La plupart de ces chroniques sont reprises dans John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, 201 p.

⁹³² John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, p. 116.

⁹³³ John GRAY, *Endgames...*, *op. cit.*, p. 116.

⁹³⁴ Voir notamment Robert CASTEL, *L'Insécurité...*, *op. cit.*, et Pierre ROSANVALLON, *La Nouvelle...*, *op. cit.*, p. 88.

résumée en la simple cohabitation de deux sphères distinctes : celle des inclus et celle des exclus. Cette redéfinition du monde social est particulièrement prégnante dans l'utilisation, par Frank Field notamment, de l'opposition entre le « nous » des inclus et le « eux » des exclus. Les individus se trouvent, selon toute vraisemblance, « dedans » ou « dehors »⁹³⁵, dans la « lumière ou dans l'ombre »⁹³⁶. La représentation bipolaire de la société ainsi suggérée, dominante au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie, ne laisse donc pas de place aux « zones grises ». Elle rend « invisibles les liens profonds qui rattachent [la situation des plus pauvres] aux processus qui traversent la société tout entière »⁹³⁷. Le modèle de la « société 30/30/40 » échafaudé par Will Hutton en 1995 aura, par conséquent, fait long feu. Le journaliste et concepteur de la *Stakeholding Society* propose en effet, dans *The State We're in*⁹³⁸, une vision plus nuancée de l'ordre social. Il avance ainsi que 30 % de la population britannique sont constitués d'individus vivant hors du travail, rarement comptabilisés dans les chiffres du chômage et incapables de reprendre une activité. C'est vraisemblablement l'*underclass* qui est ici décrite. Des individus plus ou moins marginalisés ou précaires composent les autres 30 %. Il s'agit ici de femmes et d'hommes moins définis par leurs revenus que par leur relation au travail. Ils occupent ainsi des emplois précaires, peu protégés, parfois à temps partiel. Ils peuvent également bénéficier d'un emploi à temps plein, mais ont vu leurs conditions de travail décliner avec l'affaiblissement des syndicats et l'érosion du code du travail sous les gouvernements Thatcher et Major. Hutton estime ainsi que des salariés en apparence « privilégiés » comme le journaliste ou le *lecturer* peuvent intégrer cette classe intermédiaire. Enfin, les 40 % restants regroupent les « privilégiés » : ceux dont les revenus se sont accrus depuis

⁹³⁵ Alain TOURAINE, « Inégalité de la société industrielle, exclusion du marché », in Joëlle AFFICHARD & Jean-Baptiste de FOUCAULD (dir.), *Justice sociale...*, *op. cit.*, p. 157.

⁹³⁶ Alain TOURAINE, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux ou différents*, Paris, Fayard, 1997, p. 19.

⁹³⁷ Giovanna PROCACCI, « Exclus ou... », *op. cit.*, p. 332.

⁹³⁸ Will HUTTON, *The State We...*, *op. cit.*, p. 107.

1979, année du retour au pouvoir des conservateurs ou ceux, également, disposant d'un emploi à temps plein depuis plus de cinq ans. Will Hutton privilégie donc l'idée d'un *continuum* entre les situations d'inclusion et d'exclusion. Il adopte par là même une représentation relativement *unifiante* de la société puisque ce qui émerge en périphérie de la société en interroge le fonctionnement d'ensemble.

À l'opposé, la représentation dichotomique qu'offre le modèle des deux sphères retenu par la majorité des *thirdwayers* assimile l'exclusion à un état, une situation. Les maigres références à des causes structurelles ne suffisent pas à percevoir ce phénomène comme la « pointe extrême d'un *processus* déjà à l'œuvre avant que les gens ne basculent dans ces positions extrêmes »⁹³⁹. Elles suffisent d'autant moins qu'elles sont, *via* l'utilisation du discours de l'*underclass*, supplantées par une focalisation sur les symptômes. C'est d'ailleurs en cela que l'on peut déceler une complémentarité certaine entre les notions d'exclusion et d'*underclass*. Toutes deux se concentrent sur les populations les plus défavorisées et récuse de concert l'existence de classes sociales. Ce parti pris, contenu dans les deux notions, permet que s'opère un « déplacement de la question sociale » puisqu'il ne s'agit plus de faire classiquement reposer cette dernière sur la dynamique sociale induite par l'« affrontement entre classes dominées et classes dominantes au sein de l'appareil de production »⁹⁴⁰. Néanmoins, comme l'ont montré Luc Boltanski et Ève Chiapello⁹⁴¹, les risques de stigmatisation induits par une telle approche sont importants. *A contrario*, la notion de classe, surtout celle de prolétariat, permettait au moins, selon les deux chercheurs, de briser le lien entre la pauvreté et des « propriétés personnelles facilement transformables en facteurs de responsabilité individuelle ».

⁹³⁹ Robert CASTEL, « De l'exclusion comme état à la vulnérabilité comme processus », in Joëlle AFFICHARD & Jean-Baptiste de FOUCAULD, *Justice sociale...*, *op. cit.*, p. 136.

⁹⁴⁰ Jacques DONZELOT, « Le déplacement de la question sociale », *Sociétés & Représentations*, décembre 1997, n° 55, p. 87.

⁹⁴¹ Luc BOLTANSKI & Ève CHIAPELLO, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 1999, 843 p.

Un autre problème que pose le recours aux notions d'*underclass* et, peut-être plus encore, d'exclusion, est, une nouvelle fois, celui du rapport de la Troisième Voie à l'égalité. Comme nous avons pu le constater précédemment, cette valeur est présente dans le corps de doctrine d'une majorité de partisans de la Troisième Voie. L'égalité réelle des chances permet, selon ses promoteurs, d'aboutir à terme à une égalité sociale. Schématiquement, la première doit donc permettre à chacun de disposer d'un égal sentiment d'appartenance au *tout* social. Toutefois, l'égalité que promeut la Troisième Voie se heurte à de nombreuses limites et rend difficile une analyse fine de la société contemporaine. La question des inégalités *formelles* semble ainsi être délibérément éludée. En effet, l'assimilation proposée par Giddens de l'inclusion à l'égalité et, par voie de conséquence, de l'exclusion à l'inégalité, et non à un « degré d'inégalité », neutralise *a priori* toute réflexion sur *les* inégalités au sein de la sphère des inclus. Le *problème* étant relégué à ses marges, cet ordre social légitime qu'est le « monde des inclus » semble homogène, « pacifié », dénué de conflits et de rapports de forces. Plus encore, l'idée même qu'il puisse contenir de la pauvreté semble relever du domaine de l'impensé. Ce « monde » ne laisse ainsi pas prise à une remise en cause de ses règles de fonctionnement. On peut par conséquent, à la suite de Giovanna Procacci, poser l'hypothèse que le succès de la notion d'exclusion tient à la « neutralité qu'elle garde vis-à-vis de la société » en ne l'interrogeant pas sur les maux qui la traversent⁹⁴². En donnant ainsi le sentiment de *dépolitiser* le problème social, la Troisième Voie prend le risque d'épuiser la question sociale.

⁹⁴² Giovanna PROCACCI, « Exclue ou... », *op. cit.*, p. 332.

4. Le travail, « meilleure forme de Welfare »⁹⁴³

Le fait de redéfinir ou, plus exactement, de localiser le *problème social* aux marges de l'espace social impose logiquement de déterminer ce qui doit constituer un « portail » vers la société. Aux yeux de la plupart des *thirdwayers*, le travail assume ce rôle de « meilleure route pour sortir de la pauvreté »⁹⁴⁴ et constituerait à ce titre le principal gage de citoyenneté. Il générerait en effet un sentiment d'utilité sociale et favoriserait l'élévation morale. C'est donc autour du travail que doit être principalement repensé le *Welfare*.

La proposition centrale du manifeste électoral travailliste de 1997 prend corps dans la formulation d'une « nouvelle donne » sociale (*'New Deal'*) autour du travail. L'enjeu est en effet de promouvoir une « éthique du travail » au centre de la reconfiguration du *Welfare*. Cette entreprise passe, sur un plan pratique, par une politique d'activation de la protection sociale. C'est ainsi qu'est mis en place, dès 1998, le programme gouvernemental du *welfare-to-work*. Il se donne pour ambition de faire passer les individus sans emploi de « l'assistance au travail ». Réservé, dans un premier temps et de manière obligatoire, aux jeunes sans emploi⁹⁴⁵ et aux chômeurs de longue durée, le *welfare-to-work* est par la suite étendu aux mères célibataires, aux chômeurs de plus de cinquante ans et aux handicapés⁹⁴⁶.

⁹⁴³ Tony BLAIR, 'Will to win', *Speech at Aylesbury Estate*, 2 June 1997.

⁹⁴⁴ DEPARTMENT FOR SOCIAL SECURITY, *New Ambitions...*, *op. cit.*, p. 19.

⁹⁴⁵ Les individus ayant entre 18 et 24 ans et se trouvant au chômage se voient ainsi proposer, en 1998, le choix entre quatre options : la possibilité d'étudier ou de suivre une formation durant six mois dans le cadre d'un programme agréé ; un emploi subventionné dans une entreprise du secteur privé ; un emploi dans le secteur bénévole ; un emploi dans une organisation gouvernementale de protection de l'environnement. Tout refus entraîne la perte de 40 % du montant des allocations.

⁹⁴⁶ Cette extension progressive à d'autres populations se fonde sur la règle posée par Tony Blair : « Le travail pour ceux qui en sont capables ; la protection sociale pour les autres ». (Tony BLAIR, 'Foreword', in DEPARTMENT FOR SOCIAL SECURITY, *New Ambitions...*, *op. cit.*, p. 3).

4. 1. 'To work is to be'

Symbole du « pragmatisme dogmatique » des gouvernements Blair lors du premier mandat néo-travailliste, ce « retour au travail » n'en est pas pour autant dénué de fond théorique, voire idéologique. Il n'est tout d'abord pas incohérent en soi puisque s'inscrivant dans le cadre d'une « réconciliation » de l'économique et du social. Il rappelle ainsi que les États sociaux se sont essentiellement construits sur l'association du travail rémunéré et de la protection sociale. Cette valorisation du travail par la Troisième Voie offre en outre une nouvelle affirmation des fondations tant socio-économiques que morales de son discours social.

Le 'to work is to be' lancé comme un mot d'ordre par Will Hutton et John Kay dans les colonnes de l'*Observer* en octobre 1996⁹⁴⁷ renseigne sur les propriétés attribuées par nombre de *thirdwayers* au travail. « Pré-condition » à l'estime de soi, selon Jack Straw, le travail est tout d'abord présenté comme une source d'indépendance : il permet aux individus de « réaliser leurs aspirations »⁹⁴⁸. Ce faisant, ces mêmes individus trouvent leur place dans la société et acquièrent donc une utilité sociale ; ce que se voient *a contrario* refuser ceux qui, dépourvus de travail, apparaissent figés dans une posture de « surnuméraires ». Le travail se mue ainsi en une norme sociale des plus légitimes, à mille lieux d'un *Welfare* accusé de maintenir ses bénéficiaires dans la « dépendance »⁹⁴⁹. Il conduit les individus à intégrer les « valeurs » que la Troisième Voie entend favoriser : la responsabilité, l'effort, l'autonomie. Parce qu'il porte en lui ce « sens de l'ordre » faisant

⁹⁴⁷ Will HUTTON & John KAY, 'Only working together will save the economy', *The Observer*, 13 October 1996, p. 26.

⁹⁴⁸ Harriet HARMAN, *Speech at the Launch...*, *op. cit.*

⁹⁴⁹ Cette conception des choses a été réaffirmée en janvier 2006 lors de la présentation par John Hutton, ministre du Travail et des Retraites, d'un « livre vert » dont l'objectif central est, sur dix ans, de « remettre au travail » plus d'un million de personnes bénéficiant d'une allocation pour longue maladie ou handicap. On notera que ce plan a bénéficié du soutien du *Trade Union Congress*.

défaut à nombre de « jeunes hommes sans emploi »⁹⁵⁰, le travail participe également à l'élévation morale de l'individu. L'occupation d'une activité salariée constitue dès lors une « contribution positive à la société »⁹⁵¹. Le travail se trouve ainsi érigé en élément central de la « citoyenneté active » que promeut la Troisième Voie.

4. 2. *Les racines du welfare-to-work*

Si elle constitue l'un des principaux marqueurs de la Troisième Voie, cette politique d'activation de la protection sociale est observable dans nombre d'États occidentaux⁹⁵². Elle n'est, en outre, pas sans précédent en Grande-Bretagne. L'expérience néo-travailleuse prend en effet la suite de mesures mises en place par les conservateurs dès la seconde moitié des années 1980⁹⁵³ ; des mesures alors fermement condamnées par le *Labour*⁹⁵⁴.

L'influence du *workfare* états-unien sur le *welfare-to-work* néo-travailleuse est souvent avancée par les contradicteurs de la Troisième Voie⁹⁵⁵. La réalité s'avère, une nouvelle fois, plus nuancée. Comme le note Stephen Driver⁹⁵⁶, le spectre des stratégies de *welfare-to-work* demeure relativement étendu. Il recouvre, à notre sens, deux grands

⁹⁵⁰ Harriet HARMAN, *Speech at the Launch...*, *op. cit.*

⁹⁵¹ David BLUNKETT, alors secrétaire d'État à l'Éducation et à l'Emploi, 26 août 1997, cité in William WALTERS, *Unemployment...*, *op. cit.*, p. 130.

⁹⁵² Voir notamment Jean-Claude BARBIER, « Peut-on parler d'«activation» de la protection sociale en Europe ? », *Revue française de Sociologie*, avril-juin 2002, vol. 43, n° 2, pp. 307-322.

⁹⁵³ La chronologie de ce mouvement s'ouvre en effet en 1986 avec l'instauration du *restart program*. Ce dernier imposait aux personnes au chômage depuis plus de six mois de se rendre dans un *job centre* afin de fournir les preuves de leur recherche d'emploi. Elles s'exposaient dans le cas contraire à des sanctions. Sont par la suite introduits les *jobseeker's allowances* en vertu desquels il est désormais impossible pour un chômeur de refuser une proposition d'emploi à temps plein, quelles qu'en soient les conditions. Le dernier dispositif de l'ère conservatrice est le *Project Work Scheme*, en 1996. Il s'inscrit dans la continuité des deux précédents.

⁹⁵⁴ En 1988, l'*Executive Committee* du *Labour* adopte la « Charte contre le *Workfare* », et affirme son opposition à « l'humiliante » conditionnalité des allocations sociales à la recherche d'un emploi. (Voir Desmond KING & Mark WICKHAM-JONES, 'From Clinton to Blair: The democratic (Party) Origins of Welfare to Work', *The Political Quarterly*, vol ; 70, n° 1, January-March 1999, p. 62).

⁹⁵⁵ L'édition de 1988 du *Dorsey Dictionary of American Government and Politics* définit le *workfare* comme « tout programme public de *welfare* qui requiert des allocataires sociaux qu'ils travaillent, ou les enrôle dans des programmes formels de formation » (cité in Jamie Peck, 'Workfare: a geopolitical Etymology', *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 16, n° 2, p. 133).

⁹⁵⁶ Stephen DRIVER, 'Where does Welfare...', *op. cit.*

modèles. Le premier insiste sur le développement du capital humain en mettant l'accent sur l'éducation et la formation. Il est principalement incarné par l'expérience suédoise. Le second se structure autour du principe du *'work first'*. Il se fixe comme priorité absolue, quelles qu'en soient les conditions, le retour des allocataires sociaux vers le marché du travail⁹⁵⁷. Les politiques des administrations Reagan, Bush, voire Clinton⁹⁵⁸, aux États-Unis, et celles des *tories* en Grande-Bretagne⁹⁵⁹, peuvent schématiquement s'inscrire dans cette seconde catégorie. La particularité du *welfare-to-work* néo-travailliste et de son discours de légitimation est d'osciller entre les deux modèles. Le premier trait saillant du *welfare-to-work* est de poser un partage des responsabilités. Alors que, dans le discours et la politique des conservateurs, la responsabilité de la réinsertion par le travail ne reposait que sur l'allocataire⁹⁶⁰, la Troisième Voie entend attribuer un rôle à la puissance publique. En effet, si l'individu a le devoir de saisir les opportunités qui lui sont offertes - sous peine d'être sanctionné -, le gouvernement doit garantir l'existence de ces opportunités. Richard Layard, professeur d'Économie à la LSE et co-architecte du *welfare-to-work*, estime ainsi que le *Welfare* doit notamment « rendre tous les chômeurs plus attractifs pour les employeurs »⁹⁶¹. Le gouvernement doit, par conséquent, créer les conditions de leur retour vers « l'univers des gens employables »⁹⁶². Dans un autre registre, mais confirmant la part

⁹⁵⁷ Le principe du *'work first'* repose, d'une manière générale, sur une série de mesures « actives » telles que la recherche assistée d'un emploi, la participation au travail sur le court terme, la menace de retrait des allocations.

⁹⁵⁸ En 1987, alors gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton déclare ainsi : *'We believe that every welfare recipient should sign a contract with the State, making a personal commitment in return for benefits to pursue an individually developed path to independance'* (cité in Desmon KING & Mark WICKHAM-JONES, *'From Clinton...'*, *op. cit.*, pp. 64-65).

⁹⁵⁹ David Dolowitz rappelle notamment qu'entre novembre 1984 et novembre 1987, les différents ministres conservateurs de l'Emploi se sont rendus à six reprises aux États-Unis dans le seul but d'observer les modalités de fonctionnement des programmes de *workfare*. (David P. DOLOWITZ, *'British Employment Policy in the 1980s: Learning from the American Experience'*, *Governance*, vol. 10, n° 1, p. 31).

⁹⁶⁰ À la fin des années 1980, certains conservateurs enjoignent ainsi les chômeurs à « enfourcher leur vélo et à aller chercher du travail ».

⁹⁶¹ Richard LAYARD, *'Getting People Back to Work'*, *CentrePiece*, Autumn 1998, p. 27.

⁹⁶² Richard LAYARD, Cité in Alan DEACON, *'Public Welfare...'*, *op. cit.*

de « responsabilité » de l'État envers les chômeurs, l'*Institute for Public Policy Research* propose également, en 1996, la mise en place d'un programme gouvernemental de création de 500 000 emplois parapublics réservés aux individus au chômage depuis plus d'une année. Les deux auteurs de ce document évoquent notamment la possibilité que ces emplois permettent la fourniture de services dont la valeur publique, bien qu'avérée, aurait jusqu'alors été négligée⁹⁶³. Toutefois, les principales critiques adressées à ce type de proposition se fixent sur leur absence de réflexion quant à la question de la formation. C'est sur ce point - l'acquisition de compétences *via* la formation ou l'éducation - que la Troisième Voie se démarque progressivement du modèle des conservateurs britanniques et de celui élaboré par Lawrence Mead. Quand le théoricien du *workfare* états-unien estime que le chômage résulte du « défaitisme des pauvres »⁹⁶⁴, ceux de la Troisième Voie, s'ils s'intéressent au « comportement » des chômeurs, mettent également en avant la question des compétences dans une économie de plus en plus exigeante en la matière. De même, cette césure, constatée par Jamie Peck et Nikolas Theodore⁹⁶⁵, entre un *workfare* visant avant tout à réduire l'accès aux allocations et un *welfare-to-work* entendant plus sûrement faciliter les transitions vers le travail, peut être confirmée par la politique fiscale contenue dans le *New Deal*. La Troisième Voie prétend en effet rendre le travail plus « incitatif » au travers de crédits d'impôt en direction des ménages disposant des salaires les plus faibles. C'est également à cette logique que se rattache la préférence accordée au développement du *child care* (augmentation des places en crèches, etc.) au détriment des *child benefits* (allocations familiales). Cette entreprise fait écho à la nécessité de rendre le « travail payant » (*'making work pay'*). Une nouvelle fois, ce principe n'est pas l'apanage de la

⁹⁶³ Gerald HOLTHAM & Matthew MAYHEW, *Tackling long Term Unemployment*, London, IPPR, 1996.

⁹⁶⁴ Voir notamment Lawrence MEAD, *Beyond Entitlements...*, *op. cit.* ; Lawrence MEAD, 'From Welfare to Work: Lessons from America', in Alan DEACON (ed.), *From Welfare to Work: Lessons from America*, London, IEA Health and Welfare Unit, 1997, pp. 1-51.

⁹⁶⁵ Jamie PECK & Nikolas THEODORE, 'Beyond "employability"', *Cambridge Journal of Economics*, 2000, 24, p. 730.

Troisième Voie britannique. Il est explicitement affirmé dans un ouvrage que publie l'universitaire démocrate David Ellwood, en 1988. Celui qui deviendra par la suite l'un des membres clefs de la *Welfare Team* du président Clinton pose comme point de départ à toute réflexion le fait que « tout le monde hait [désormais] le *Welfare* »⁹⁶⁶. Il serait en outre acquis, tant dans les « sphères de décision libérale [que] conservatrice », qu'il est à présent « légitime de demander aux gens de remplir certaines obligations »⁹⁶⁷. Toutefois, et contrairement aux conservateurs comme Lawrence Mead, David Ellwood considère que la solution n'est pas de punir mais, au contraire, de récompenser ceux respectant « leurs devoirs ». Les idées d'Ellwood, et notamment celles consistant à rendre le « travail payant », sont principalement importées dans les cercles « modernisateurs » par Richard Layard ou John Philpott. Tous deux publient en effet, en 1991, un ouvrage de référence sur la gestion du chômage⁹⁶⁸. L'un des chapitres les plus conséquents de ce livre est consacré aux propositions de David Ellwood⁹⁶⁹. Ainsi, aidés par la diffusion de cet ouvrage, les deux auteurs britanniques imposent notamment la théorie des « énigmes de l'aide » (*helping conundrums*) dans le débat sur le chômage qui prend alors forme à gauche. Cette théorie, développée par David Ellwood, pose que l'octroi d'aides financières aux individus en âge de travailler peut conduire ces derniers à ne plus chercher d'emploi. La valorisation du travail passe, par conséquent, par la mise en place d'un crédit d'impôt en direction des ménages travaillant mais disposant de revenus modestes. De ce constat naît en Grande-Bretagne, après mai 1997, le *Working Family Tax Credit*, directement inspiré de l'*Earned Income Tax Credit* états-unien.

⁹⁶⁶ David ELLWOOD, *Poor Support. Poverty in the American Family*, New York, Basic Books, 1988, p. 4.

⁹⁶⁷ David ELLWOOD, *Poor Support...*, *op. cit.*, p. 226.

⁹⁶⁸ John Philpott dirige l'*Employment Policy Institute* à partir de 1987 - l'organisation est alors baptisée *Employment Institute*. Il est également, entre 1993 et 1996, conseiller de la Commission parlementaire en charge de l'emploi à la Chambre des Communes.

⁹⁶⁹ Richard LAYARD & John PHILPOTT, *Stopping unemployment*, London, Employment policy institute, 1991.

4. 3. Le « productivisme » de la Troisième Voie

L'opposition « inclusion/exclusion », socle de la nouvelle question sociale pour une majorité de *thirdwayers*, en cache donc une autre : « travail/manque de travail ». Plus que le travail *stricto sensu*, c'est sa forme rémunérée qui se voit ainsi parée de toutes les vertus, de l'émancipation au civisme. Le retour au travail, on l'a vu, est présenté comme la forme la plus aboutie et la plus épanouissante de *Welfare*. La Troisième Voie se rallie donc à une problématique très contemporaine, et observable dans d'autres démocraties occidentales que la Grande-Bretagne. Comme a pu le noter Philippe Askenazy, le problème, dans les économies des pays développés, ne serait plus « de [...] transformer [le travail], de l'organiser, d'en améliorer les conditions, mais d'abord d'*en avoir*, fût-ce au prix de lourdes concessions sur sa qualité, son intensité, sa pénibilité »⁹⁷⁰. Si les gouvernements Blair et certains de leurs « experts » entendent rendre le travail « payant »⁹⁷¹, la substance de ce même travail ne mobilise pas, ou peu, leur réflexion. La simple question de la précarité sur le marché de l'emploi ou au sein même de l'entreprise ne figure pas sur l'agenda néo-travailleiste. Certains, au sein de l'espace de théorisation, n'ont cependant pas manqué d'émettre des réserves vis-à-vis de ce déséquilibre qu'ils interprètent comme le signe du « productivisme » du *New Labour*. Anthony Giddens, entre autres, en a explicitement restitué les limites. Pour le sociologue, le principe de « l'emploi à tout prix » ne résout pas à lui seul le problème de l'exclusion. Les emplois mal payés étant rarement des emplois stables, les individus dont l'horizon se résume au '*MacJobs*' se trouvent en effet enfermés dans des cycles '*low pay, no pay*'. L'auteur de *The Third Way* suggère, en revanche, que :

⁹⁷⁰ Philippe ASKENAZY, *Les Désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme*, Paris, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2004, p. 5.

⁹⁷¹ En décembre 2002, dans un rapport conjoint, la *Joseph Rowntree Foundation* et le *New Policy Institute* révèlent cependant, que la moitié des individus considérés comme pauvres vit pourtant dans un foyer dont l'un des membres, au moins, est salarié. En outre, 5 % des ménages vivant sous le seuil de la pauvreté sont des ménages au sein desquels les deux adultes travaillent.

« [...] les décideurs politiques devraient porter davantage leur attention sur la manière dont les personnes font face à leur premier emploi. [...] Ces interventions se focaliseraient sur des aspects spécifiques des emplois mal payés. Par exemple, les employeurs devraient comprendre que des emplois mal payés peuvent se traduire par une faible productivité, et que ce sont des emplois de très médiocre qualité. Les emplois mal payés peuvent avoir pour effet de déqualifier les employés. Des soutiens garantis par l'État ou des plans d'incitation pourraient apporter une réponse à ces problèmes »⁹⁷².

Cette piste de réflexion - au final, peu empruntée - révèle cependant une autre ligne de fracture au sein de l'espace de théorisation.

4. 4. *La participation plurielle*

La valorisation du travail rémunéré nourrit un autre débat parmi les penseurs du « nouveau progressisme » britannique. Comme l'ont souligné certains acteurs ou observateurs de l'espace de théorisation, le travail non rémunéré mais « socialement utile » est éludé de la réflexion de nombre de tenants de la Troisième Voie. Il n'y a, notamment pour les principaux dirigeants néo-travaillistes, pas de doute sur le fait que l'occupation d'un emploi rémunéré est l'un des meilleurs gages d'appartenance à la société et, par conséquent, l'un des actes de citoyenneté les plus probants. La sociologue Ruth Levitas avance pourtant que le bénévolat ou les activités confinées à la sphère privée - l'éducation des enfants, par exemple - méritent tout autant ce statut. Ces actes nourrissent en effet la cohésion sociale⁹⁷³. Il serait donc nécessaire d'éviter de « hiérarchiser les formes de travail »⁹⁷⁴ en plaçant le travail salarié au sommet de cette même hiérarchie.

⁹⁷² '[...] policy-makers should place more emphasis on how people develop from their first job. [...] These interventions would need to focus upon specific features of low-paid jobs. For instance, to employers low-paid jobs might signal low productivity and hence "disposable labour". Some low-paid jobs might have the effect of deskilling people. Government-provided assistance or incentive schemes could help meet such problems' (Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 113).

⁹⁷³ Ruth LEVITAS, *The Inclusive...*, *op. cit.*, pp. 145-147.

⁹⁷⁴ Ruth LEVITAS, *The Inclusive...*, *op. cit.*, p. 147.

Ce débat, dont l'enjeu est finalement de définir ce qu'est une « contribution productive » à la communauté, connaît une intéressante extension au travers de la réactivation d'une idée déjà abordée par la Commission sur la Justice Sociale. Quelques acteurs de l'espace de théorisation tentent en effet d'introduire un élément particulier dans la discussion, à mesure qu'est étendu le dispositif du *welfare-to-work*. Ceux-ci interrogent les potentialités d'un revenu universel garanti (*citizen's income* ou *basic income*). Relativement marginalisée dans l'espace de théorisation, cette réflexion offre cependant une forme d'exutoire au débat relatif à la place du salariat. Elle assume en outre un post-fordisme auquel est *a priori* censée adhérer la Troisième Voie. Réfléchissant depuis de nombreuses années à la pertinence du revenu universel garanti, Stuart White admet que cette allocation inconditionnelle, indépendante de toute insertion dans la société salariale, réduirait le risque que les plus pauvres ne se livrent à des « commerces désespérés »⁹⁷⁵. Elle obligerait également les employeurs à rendre les emplois déplaisants plus attractifs. Elle revêt cependant un aspect rédhibitoire en ce qu'elle bouleverse l'équilibre de réciprocité entre droits et devoirs, argument déjà retenu par la Commission sur la Justice Sociale au début des années 1990. Stuart White et Carrey Oppenheim⁹⁷⁶ croient cependant possible d'éviter les écueils du revenu universel garanti tout en en conservant certaines vertus. L'universitaire d'Oxford et la conseillère de Tony Blair, s'inspirant de la réflexion des partisans du revenu universel, posent en effet les jalons théoriques d'un « revenu de participation ». Un tel dispositif social permettrait de contourner le productivisme néo-travailliste. Il offrirait cependant, dans un même mouvement, l'avantage d'affirmer une nouvelle fois que l'engagement actif envers la société demeure la norme sociale par excellence. Stuart White juge ce compromis d'autant plus légitime que certains individus

⁹⁷⁵ Stuart WHITE, 'Social Rights and...', *op. cit.*, p. 530.

⁹⁷⁶ Carey OPPENHEIM, 'Enabling Participation ? New Labour's Welfare-to-Work Policies', London, Policy Network, 14 June 2001.

ne seront jamais des « contributeurs économiques significatifs », en raison notamment de problèmes physiques ou psychologiques⁹⁷⁷. Une social-démocratie sensible au libéralisme politique doit également, toujours selon Stuart White⁹⁷⁸, accepter que certains individus optent pour un mode de vie dans lequel le « salariat conventionnel » n'est pas central. Il en va ainsi des *travellers*, ces jeunes gens hostiles à la société de consommation et parcourant les routes de Grande-Bretagne en quête de grands rassemblements culturels et musicaux. Il convient donc, afin de ne pas faire des *travellers*, entre autres, des « passagers clandestins », de réfléchir à une diversification des contributions. L'intérêt théorique d'une telle proposition est en outre renforcé, selon Carrey Oppenheim, par la propension avérée du marché du travail britannique à générer des emplois à temps partiel ou simplement précaires. Ce « revenu de participation » pourrait, notamment, être versé à des parents ayant choisi de s'occuper à plein temps de leurs enfants jusqu'à la scolarisation du plus jeune. Les parents pourraient, par la suite, conserver leur revenu en assurant d'autres activités bénéfiques pour la société mais étrangères au salariat.

En dépit de divergences au sein de son espace de théorisation, la Troisième Voie se veut donc morale. Cette prétention passe par la refonte de la citoyenneté autour du devoir moral d'engagement de l'individu envers le *tout* social. La citoyenneté devient, en outre, le nouveau cadre d'expérience de l'égalité. Inscrits dans la société, et donc citoyens, les individus se reconnaissent en effet mutuellement, et se voient reconnaître par la

⁹⁷⁷ Stuart WHITE, 'What Do Egalitarians...', *op. cit.*, pp. 59-82.

⁹⁷⁸ Stuart WHITE, 'The Economic Strategy of the "New Centre Left": A Contribution to the Nexus on-Line Discussion of the Economics of the Third Way', 19 July 1998, <www.netnexus.org>

« communauté », une même valeur et un même statut. Cette lecture du social alimente cependant la critique en ce qu'elle semble négliger la question des inégalités matérielles pour lui préférer celle d'une égalité plus formelle, aux « vertus » consensuelles supposées. Présente à différents moments de l'histoire de la pensée « progressiste » britannique, cette immixtion de la morale dans le social se mue en ressource lorsqu'elle permet à la Troisième Voie d'ajuster son discours à la moralisation du débat public observable dès le début des années 1990.

Cette nouvelle acception de la citoyenneté entend, dans un même mouvement, réconcilier l'économique et le social. Aussi le citoyen actif est-il un « citoyen-travailleur ». C'est en effet par le travail, et plus spécifiquement, par le travail rémunéré, que l'individu exprime son appartenance à la société. Outre le risque d'appauvrissement d'une question sociale réduite à la simple opposition inclusion/exclusion, et les risques de stigmatisation qu'elle induit, cette vision du monde social marque, peut-être plus sûrement, la transition d'un modèle social vers un autre. Elle semble révéler un déséquilibre dans le dialogue que la Troisième Voie entend recréer entre l'économique et le social. La supériorité concédée au premier sur le second annoncerait ainsi ce que Bob Jessop décrit comme le passage d'un « *Welfare State* keynésien » à un « *Workfare State* schumpéterien »⁹⁷⁹. Le premier tendait vers la recherche du plein emploi dans le cadre d'une économie nationale fermée. Il se déployait, par conséquent, autour d'une gestion de la demande et de l'accompagnement d'une consommation de masse au travers, notamment, de la généralisation de certains droits sociaux. Le « *Workfare State* schumpéterien » marque sa différence en se fixant comme objectif de promouvoir la compétitivité structurelle dans des économies ouvertes. Il entend y arriver en focalisant son action sur l'offre. Ce faisant, la puissance publique semble subordonner les politiques

⁹⁷⁹ Bob JESSOP, 'Towards a Schumpeterian Workfare State? Preliminary Remarks on Post-Fordist Political Economy', *Studies in Political Economy*, Summer 1993, n° 40, pp. 7-39.

sociales aux seules exigences de flexibilité et de compétitivité. Elle paraît, par là même, conforter l'idée qu'il est désormais nécessaire de préparer l'individu aux contraintes d'un marché peu contesté. Par extension, cette démarche conduit les *thirdwayers* à reconsidérer la distinction public/privé et, partant, à redéfinir les frontières du *Welfare*.

Chapitre 7

Les frontières changeantes du Welfare

‘We [must] challenge the status quo
and fundamentally redesign monolithic,
largely state provided and centrally managed public services.’

Peter MANDELSON⁹⁸⁰
Ancien ministre néo-travailliste
Chairman de *Progressive Governance*

Quel que soit, pour reprendre la formule de Gøsta Esping-Andersen⁹⁸¹, le « monde du *Welfare* » dans lequel il évolue, l’État s’est, durant une large part du XX^e siècle, érigé en acteur essentiel du traitement du social dans les démocraties libérales. Néanmoins, cela ne signifie pas, comme l’a démontré le chercheur suédois, que ce rôle puisse être résumé à l’exercice d’un monopole. Contrepoids au marché dans le « compromis social-démocrate »⁹⁸², l’État social apparaît pourtant souvent, dans la réflexion de la majeure partie du centre gauche de l’après-guerre, comme le meilleur garant du bien commun. Le

⁹⁸⁰ Peter MANDELSON, ‘Editorial’, *Progressive Politics*, vol. 2, n° 1, January 2003, p. 4.

⁹⁸¹ Gøsta ESPING-ANDERSEN, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 1990 ; traduit de l’Anglais par François-Xavier MERRIEN et al, *Les Trois Mondes de l’État-providence*, Paris, PUF, 1999, 310 p.

⁹⁸² On reprendra ici la définition que Bernard Manin donne de ce compromis. Si, d’un point de vue historique, cette définition ne se vérifie pas totalement dans l’ensemble des démocraties occidentales, elle constitue cependant une sorte d’idéal-type au travers duquel la social-démocratie a longtemps entendu se présenter. Ce compromis peut être synthétisé comme suit : « Un mouvement ouvrier puissant, fortement structuré et organisé autour d’un lien étroit entre partis et syndicats, acceptait le cadre global de l’économie de marché, c’est-à-dire tout à la fois le contrôle privé sur les investissements et l’allocation des ressources selon le critère du promis mais obtenait en échange certaines transformations du capitalisme. Les contreparties obtenues par le mouvement ouvrier se ramenaient à trois chefs essentiels : 1 / l’institution ou le renforcement de la protection sociale ; 2 / une réduction des inégalités par redistribution des revenus (au moyen de la fiscalité et des protections sociales) ; et 3 / une maîtrise des fluctuations économiques par une action contra-cyclique sur la demande (la politique keynésienne). (Bernard MANIN, « Le compromis de crise », in Alain BERGOUNIOUX & Bernard MANIN, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, coll ; « Recherches politiques », 1989, p. 139 ; on renverra également à un autre ouvrage des mêmes auteurs, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979).

social est alors pensé comme le terrain le plus à même de conforter cette intuition ; une intuition que fonde, dans l’imaginaire social-démocrate, l’opposition entre une puissance publique *forcément* vertueuse et une initiative privée *naturellement* étrangère au bien commun. Le processus de ‘*welfare backlash*’⁹⁸³ qui marque les années 1980 et 1990 renverse cette représentation. Alimentant et se nourrissant de l’affirmation d’une « crise » de l’État social fordiste, ce processus traduit surtout une offensive idéologique contre une institution accusée d’être inefficace, voire contre-productive, et ne devant donc se voir proposer d’autre voie que le retranchement. Particulièrement prégnante dans la Grande-Bretagne des « années Thatcher », cette entreprise se donne pour idéal le modèle de l’« État creux »⁹⁸⁴ (*Hollow State*). Elle prend corps dans divers mouvements menés de concert : une vague de privatisations touchant certains services publics, une libéralisation engendrant une fragmentation du *Welfare* entre plusieurs intervenants (privés et parapublics), une dérégulation du social *via* l’apparition de marchés internes dans certains services publics, et la renonciation à l’universalisme au profit d’une aide sociale ciblée et résiduelle. Comme le note néanmoins Colin Crouch, l’économie libre de marché que le néolibéralisme entend ainsi promouvoir n’existe pas à l’état de nature⁹⁸⁵. Le processus de retrait apparent de l’État social britannique masque un mouvement inverse de renforcement de la centralisation du pouvoir étatique, de manière à garantir un cadre optimal à la privatisation et à la *marchandisation* du *Welfare*. C’est donc à dessein que le pouvoir thatcherien porte l’essentiel de son effort sur l’effacement des pouvoirs locaux et des corps intermédiaires⁹⁸⁶.

⁹⁸³ François-Xavier MERRIEN, Raphaël PARCHET & Antoine KERNEN, *L’État social. Une perspective internationale*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 253.

⁹⁸⁴ Voir notamment Guy PETERS, ‘Managing the Hollow State’, in Hjell ELIASSEN & Jan KOIMAN, *Managing public organizations*, London, Sage, 1993.

⁹⁸⁵ Colin CROUCH, ‘The State and Innovations in Economic Governance’, in Andrew GAMBLE & Tony WRIGHT, *Restating the State*, Oxford, The Political Quarterly Publishing, 2004, p. 103.

⁹⁸⁶ Voir notamment Andrew GAMBLE, *The Free Economy and the strong State. The Politics of Thatcherism*, Basingstoke, MacMillan, 1988, 263 p.

Quelles qu'en soient les modalités de réalisation, l'entreprise de contestation de la primauté de l'État a entériné un « changement de style »⁹⁸⁷ dans le traitement du social ; un changement observable jusqu'au sein de la gauche. Cette dernière serait ainsi gagnée par un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis des catégories classiques de perception des rapports entre l'État et le marché⁹⁸⁸. Estimant que la démarcation entre public et privé est désormais floue et, par suite, peu pertinente, de nombreux entrepreneurs de la Troisième Voie s'engagent dans une relecture des contours du *Welfare*. Ses frontières deviennent ainsi poreuses lorsque le « nouveau progressisme » ouvre le champ du *Welfare* à de nouveaux intervenants en vue d'édifier une « gouvernance du social » (I). Elles le sont également lorsque l'État social est appelé à assimiler une « culture entrepreneuriale » provenant directement du secteur privé (II). Enfin, les frontières du *Welfare* s'avèrent évolutives lorsque la Troisième Voie prétend défricher de nouveaux territoires de la protection sociale, au travers notamment de la mise en place de l'*Asset-based Welfare* (III).

- I - DE NOUVEAUX ACTEURS : LE WELFARE AU-DELÀ DU WELFARE STATE

La contestation néolibérale de l'État social s'est construite sur un travail de délégitimation visant à en affirmer les « travers ». La Troisième Voie semble parfois emprunter ce chemin, notamment lorsqu'elle associe le *Welfare State* au développement de la « dépendance sociale »⁹⁸⁹. Cette méfiance affichée envers l'État est également perceptible dans le rôle que les « nouveaux sociaux-démocrates » veulent désormais lui voir jouer. Ainsi, l'État ne doit plus, selon Gordon Brown, être exclusivement appréhendé

⁹⁸⁷ Jack HAYWARD & Rudolf KLEIN, « Grande-Bretagne : de la gestion... », *op. cit.*, p. 104.

⁹⁸⁸ Voir, à titre d'exemple, l'introduction de Andrew GAMBLE & Tony WRIGHT, *Restating...*, *op. cit.*, pp. 1-10.

⁹⁸⁹ Voir le chapitre précédent.

comme un « propriétaire ou un employeur ». Il doit avant tout s'affirmer comme un « partenaire, un habilitateur, un catalyseur, un coordinateur »⁹⁹⁰. Sa tâche essentielle - permettre l'accès de chacun aux ressources nécessaires au développement individuel - n'implique dès lors plus qu'il assure directement et de manière systématique la diffusion de ces biens et services.

Cette prise de position des *thirdwayers* quant aux missions dévolues à l'État peut se lire comme une condamnation de l'interventionnisme associé au 'Old Labour'. Ce faisant, les « nouveaux progressistes » prétendent se détacher d'une conception de l'État - le 'Nanny State' - principalement influencée par le 'mid-century fabianism'. Accusée de « dirigisme » et de « paternalisme », cette conception serait parfaitement résumée par le mot désormais fameux de Douglas Jay : 'The men of Whitehall know best'⁹⁹¹. Forte de cette critique, la Troisième Voie juge légitime et nécessaire de permettre à d'autres acteurs que l'État d'intervenir dans la sphère du *Welfare* et d'y assurer la distribution de certains biens et services. Les *thirdwayers* espèrent ainsi poser les jalons d'une *gouvernance du social* en développant les partenariats autour de la protection sociale. C'est principalement au niveau local, niveau perçu comme le plus pertinent pour s'adapter aux contraintes du « nouvel individualisme », que les nouveaux praticiens du social doivent se recruter. Le mouvement de décentralisation⁹⁹² ainsi ébauché se fait en direction d'autorités publiques locales⁹⁹³, et, surtout, d'acteurs que la littérature de la Troisième Voie présente comme

⁹⁹⁰ Gordon BROWN, 'Foreword', in Colin CROUCH & David MARQUAND, *Reinventing collective Action*, Oxford, Blackwell/*The Political Quarterly*, 1995, p. 4.

⁹⁹¹ Concernant les critiques formulées à l'encontre de ce courant majeur de la pensée progressiste britannique, on pourra se reporter au document de David PIACHAUD, *What's wrong with Fabianism ?*, London, Fabian Society, Fabian Pamphlet 558, 1993, 19 p.

⁹⁹² Sur les fondements théoriques de ce mouvement de décentralisation, nous nous permettons de renvoyer à Jérôme TOURNADRE-PLANCQ, « De l'étatique au local. Le *New Labour*, l'individu et les valeurs de la communauté », *Revue française de Civilisation britannique*, vol. 13, n° 2, printemps 2005, pp. 9-19.

⁹⁹³ On notera que cette valorisation du *local* peut, en partie, être éclairée par la situation du Parti travailliste entre 1979 et 1997. Exclu de l'exercice du pouvoir central durant dix-huit années, le Parti travailliste s'est, par la force des choses, cantonné à celui du pouvoir local. Cette situation tend notamment à expliquer les fortes présence et influence d'élus locaux au sein du groupe parlementaire et du gouvernement Blair après mai 1997.

constituant la *société civile*. Ce « Nouveau Localisme » (*New Localism*) est défini par Gerry Stoker⁹⁹⁴ comme relevant :

« [d'] une stratégie visant à déléguer le pouvoir et les ressources loin du contrôle central, en direction des gestionnaires se trouvant sur la ligne de front, des structures locales démocratiques et des consommateurs et communautés locales, [le tout] à l'intérieur d'un cadre convenu de standards nationaux minimaux [...] »⁹⁹⁵

Le transfert de pouvoir et de responsabilités ainsi théorisé se drape dans un appel au « renouveau » de la société civile. De cet appel devrait naître une « nouvelle relation entre l'individu, les communautés et le gouvernement »⁹⁹⁶.

1. De la société civile à la société civique

Alors que le néolibéralisme thatcherien avait fait du marché un « partenaire » idéal, la Troisième Voie entend donc impliquer - au moins pour partie - la société civile dans la prise en charge du social. Celle-ci apparaît, pour les *thirdwayers*, comme l'enfant perdu de la politique de la seconde moitié du XX^e siècle. Elle aurait ainsi été ignorée par une gauche trop occupée à renforcer la puissance de l'État dans sa relation avec l'individu, et par une droite travaillant, pour sa part, à la sur-valorisation de ce dernier. Longtemps négligée, la société civile à laquelle font référence les *thirdwayers* englobe un vaste espace composite agrégeant tout ce qui ne relève pas de l'État ou du marché. Elle dépasse donc le simple cadre de la « société civile organisée » que composent « syndicats, associations

⁹⁹⁴ Professeur de Science politique à l'Université de Manchester, Gerry Stoker s'est spécialisé dans les questions de « gouvernance ». Il a, à ce titre, dirigé le programme de recherche ESRC sur la « gouvernance locale » entre 1992 et 1997. *Chairman* du *think tank New Local Government Network*, il est également conseiller de Nick Raynsford, ministre du Gouvernement local. En 2002, le gouvernement l'a placé à la tête d'un programme quinquennal d'évaluation des résultats du *Local Government Act* voté en 2000.

⁹⁹⁵ '[...] a strategy aimed at devolving power and resources away from central control and towards front-line managers, local democratic structures and local consumers and communities, within an agreed framework of national minimum standards [...]'. (Gerry STOCKER, 'New Localism, progressive Politics and Democracy', in Andrew GAMBLE & Tony WRIGHT, *Restating...*, *op. cit.*, p. 117).

⁹⁹⁶ Gordon BROWN, 'Civic Society in modern Britain', 17th *Arnold Goodman Charity Lecture*, 20 July 2000.

patronales et églises »⁹⁹⁷. Certains entrepreneurs de la Troisième Voie la donnent à voir comme un foisonnement de communautés locales, autour desquelles gravitent associations et organisations diverses. La société civile prend en outre souvent l'apparence d'un espace idyllique. Ian Hargreaves se plaît ainsi à la décrire comme un « endroit où les citoyens agissent ensemble librement pour consolider et exprimer leurs libertés, pour résoudre leurs problèmes, se rendre mutuellement service ou simplement jouir de la compagnie des autres »⁹⁹⁸.

Longtemps méprisée par la gauche « étatiste », la société civile aurait surtout besoin, affirment les *thirdwayers*, d'être « régénérée », après deux décennies d'assaut marchands et d'affaiblissement de la démocratie locale par le pouvoir conservateur. Elle doit par conséquent s'affirmer pour protéger l'individu d'un État trop puissant et d'un marché potentiellement déstabilisant. La société civile n'étant pas, comme le crurent les *tories*, un ordre spontané et naturellement harmonieux, son renouveau peut impliquer l'intervention du gouvernement. La puissance publique pourra alors être conduite à organiser la mobilisation des acteurs de la société civile autour du bien commun⁹⁹⁹. C'est donc au travers de l'argument civique que la Troisième Voie entend une nouvelle fois marquer sa spécificité.

S'aventurant derechef sur le terrain de l'ingénierie sociale, certains entrepreneurs de la Troisième Voie se mettent en quête de l'instrument le plus adapté à la refondation civique de la société civile. Dans un document publié par le *think tank Demos*, Charles

⁹⁹⁷ Bruno JOBERT, « La troisième voie : un impératif de civilisation ? », *La Revue française de Science politique*, avril 2003, vol. 53, n° 2, p. 309.

⁹⁹⁸ Ian HARGREAVES, 'A Step beyond Morris Dancing: The third Sector revival', in Ian HARGREAVES & Ian CHRISTIE (eds.), *Tomorrow's Politics...*, *op. cit.*, p. 69.

⁹⁹⁹ Une application concrète de ce discours peut notamment être trouvée dans la mise en place du *Neighbourhood Support Fund*. Il s'agit, au travers de ce programme gouvernemental, de soutenir financièrement, au cœur des zones les plus défavorisées de Grande-Bretagne, des projets organisés autour de réseaux d'organisations bénévoles, d'agents publics et de responsables locaux des « communautés », et visant à lutter contre l'exclusion sociale frappant certains adolescents.

Leadbeater¹⁰⁰⁰ suggère que le *club* serve de modèle aux institutions dont l'État doit encourager l'émergence au sein de la société civile. Une telle structure, peu hiérarchisée et productrice d'un fort sentiment d'appartenance, aurait pour principale vertu d'allier « citoyenneté » et « modernité ». Elle offre en effet, selon Leadbeater, un espace idéal de conciliation du sens de la réciprocité et du choix individuel. L'ambition que se donne la Troisième Voie, ici sous la plume de l'un de ses « experts », est des plus explicites. Il s'agit, quel que soit le cadre, de favoriser la participation active d'individus autonomes, et, par là même, de produire ce capital social si cher au « nouveau progressisme ». Ainsi reconfigurée, la société civile se mue, pour reprendre l'expression de Tony Blair, en « société civique forte »¹⁰⁰¹, au sein de laquelle chacun, parce qu'il en partage les valeurs communes, peut exprimer son « patriotisme civique »¹⁰⁰². Entendant aller au bout de cette réflexion, Charles Leadbeater entrevoit même un avenir proudhonien à la société civile ainsi repensée. Le chercheur du *think tank* communautarien, rejoint sur ce point par Gordon Brown¹⁰⁰³, évoque un fourmillement de « micro-communautés » potentiellement capables, à terme, de s'autogouverner (*'self-governing communities'*), et existant hors de l'emprise du marché ou de celle de l'État. L'État doit donc prendre acte de cette « réalité » en formation et n'aurait, de fait, d'autre possibilité que de déléguer une partie conséquente de son pouvoir et de ses prérogatives en matière de *Welfare*.

C'est en partie sur cette vision normée de la société que se construit, au sein de l'espace de théorisation, un « nouveau mutualisme », pensé comme l'aboutissement de l'exercice collectif d'une citoyenneté active.

¹⁰⁰⁰ Charles LEADBEATER, *Civic Spirit. The big Idea for a new political Area*, London, Demos, 1997, 36 p.

¹⁰⁰¹ Tony BLAIR, 'The Strong Society - Rights, Responsibilities and Reform', *Speech at Newport*, 30 May 2001.

¹⁰⁰² Gordon BROWN, *Speech at the NCVO Annual Conference*, 9 February 2000.

¹⁰⁰³ Gordon BROWN, *Speech at the NCVO...*, *op. cit.*

2. L'émergence d'un « nouveau mutualisme »

C'est à la défense d'une bien curieuse thèse que se livrent, en 1995, Geoff Mulgan et Charles Landry dans l'une des nombreuses publications de *Demos*. À trop lire Adam Smith sans chercher à le comprendre, les thatchériens et leurs adversaires auraient, selon ces deux auteurs, oublié qu'il existe une « autre main invisible »¹⁰⁰⁴ que celle cherchant la prospérité économique par l'intermédiaire du marché. Vectrice de la « générosité, de l'aide et de l'engagement moral »¹⁰⁰⁵, cette entité pousserait ainsi les individus à se rassembler autour d'un même projet. Dans une société où l'étatisme est « essoufflé » et la valorisation du marché « dévalorisée », l'avenir d'une gauche « moderne » passe inévitablement, selon Mulgan et Landry, par la compréhension des mécanismes d'activation de cette « autre main invisible ». Les deux chercheurs avancent ainsi, au nombre de ces mécanismes, la revalorisation du mutualisme.

2. 1. Retrouver le « socialisme sans État »

Récurrent dans les débats que traverse la gauche britannique à partir de la fin des années 1980, l'argument mutualiste fait l'objet de nombreux investissements théoriques au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie¹⁰⁰⁶. Surtout, il donne progressivement corps à un discours se proposant de réhabiliter un « socialisme coopératif », voire un « socialisme sans État ». Dès lors, et paradoxalement, la « modernité » que se propose d'incarner le « Nouveau Mutualisme » est légitimée par d'incessantes références à l'histoire du mouvement ouvrier. C'est ainsi la représentation d'un socialisme « par le bas », fortement enraciné dans la société civile, et profondément empreint de morale qui

¹⁰⁰⁴ Geoff MULGAN & Charles LANDRY, *The other invisible Hand. Remaking Charity for the 21st Century*, London, Demos, 1995, 112 p.

¹⁰⁰⁵ Geoff MULGAN & Charles LANDRY, *The other...*, *op. cit.*, p. 2.

¹⁰⁰⁶ Voir, en particulier, Ian HARGREAVES, *New Mutualism. In from the Cold. The Co-operative Revival and social Exclusion*, London, The Co-operative Press, 1999.

est sollicité ; un socialisme presque légitimiste car totalement immergé dans ce qui est implicitement présenté comme étant les « valeurs intemporelles » de la gauche. En 1994, les « modernisateurs » Stephen Pollard¹⁰⁰⁷, Peter Liddle et Bernard Thompson évoquent ainsi le souvenir de ce socialisme d'avant-guerre :

« Bien avant le temps de la planification étatique d'après-guerre, et même de la clause IV, les socialistes britanniques étaient reconnus pour leur identification aux principes de fraternité communautaire, de coopération mutualiste, de responsabilité individuelle et d'entraide. Les coopératives, les *friendly societies* et les syndicats formaient ensemble un réseau de *welfare* dédié à la fourniture [...] d'efficaces [...] services de santé et de protection sociale à leurs membres. »¹⁰⁰⁸

Si cette relecture du socialisme d'avant-guerre ne manque pas de verser dans une forme certaine d'idéalisation, elle renvoie cependant à des faits avérés. L'historien Edward Thompson¹⁰⁰⁹ a en effet rappelé, dans un ouvrage ayant désormais acquis le statut de classique, l'importance des « sociétés d'entraide » dans la constitution du mouvement ouvrier britannique. Ces associations corporatistes - les *friendly societies* et les *self-help groups* - regroupèrent plus de six millions et demi d'individus au début du XX^e siècle. Mêlant religion, politique et social, méthodisme, chartisme et owenisme, elles fournirent, dès le XVIII^e siècle, les moyens d'une « indépendance collective » à une classe ouvrière naissante en mutualisant les risques liés à la maladie, au chômage, et en fournissant divers services à leurs membres¹⁰¹⁰. Le système social autonome que ces organisations

¹⁰⁰⁷ Chercheur à la *Fabian Society* avant de rejoindre la *Social Market Foundation*, Stephen Pollard est surtout l'un des conseillers de Tony Blair en matière de santé avant que celui-ci n'accède au 10 *Downing Street*.

¹⁰⁰⁸ 'Long before the age of post-war State planning, and even Clause IV, British Socialists were popularly acclaimed for their identification with the principles of communitarian fraternity, mutual co-operation, individual responsibility and self-help. Co-operative, friendly societies and trade-unions all formed an increasingly successful welfare network dedicated to the provision of [...] efficient [...] health and welfare services for their members.' (Stephen POLLARD, Peter LIDDLE & Bernard THOMPSON, 'Towards a more co-operative Society: Ideas on the Future of the British Labour Movement and Independent Healthcare', *Independent Healthcare*, 1994, p. 1).

¹⁰⁰⁹ Edward P. THOMPSON, *La Formation...*, *op. cit.*

¹⁰¹⁰ Elles venaient, notamment, en aide aux veuves et orphelins de leurs membres et disposaient de leurs propres médecins.

mutualistes mirent en place fut cependant marginalisé par l'offre sociale étatique née du vote du *National Insurance Act* en 1911, puis de l'édification du *Welfare State* dans les années 1940. Le « socialisme coopératif » qu'elles incarnaient fut alors progressivement supplanté par un progressisme plus étatique. C'est pourtant vers le premier que Tony Blair, entre autres, fait assaut de références dès 1994 :

« L'Histoire des coopératives ouvrières, des *friendly societies* et des syndicats dont est issu le Parti travailliste est celle d'individus se rassemblant pour s'accomplir et pour améliorer le potentiel des gens à travers l'action collective. Nous avons besoin de recréer pour le XXI^e siècle la société civile à laquelle ces mouvements ont donné naissance. »¹⁰¹¹

L'évocation de ce « patrimoine oublié » dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie marque essentiellement l'aboutissement d'un travail de « réhabilitation » entamé à la fin des années 1980. Des individus gravitant dans la nébuleuse « modernisatrice » entreprennent en effet, alors que le Parti travailliste achève sa *policy review*, de rappeler l'importance du mouvement coopératif et mutualiste dans la constitution du travaillisme. Frank Field, qui deviendra ministre de la Réforme du *Welfare* après mai 1997, s'affirme rapidement comme l'une des principales figures de cette initiative. Conscient de sa marginalité au sein du *Labour*, du fait notamment de son opposition à une certaine orthodoxie partisane, Frank Field intervient directement dans le débat public en multipliant, notamment, les tribunes dans la presse légitime. Confortant sa posture de « franc-tireur », il y rappelle à l'ordre un Parti travailliste qu'il juge oublieux de ses racines. Il enjoint ainsi l'organisation partisane à revendiquer les valeurs de la coopération et à renoncer à des orientations étatiques délégitimées, selon lui, par le travail de sape des porteurs de flamme du néolibéralisme. Les ouvrages que le parlementaire publie par la suite, ouvrages annonçant une part importante du discours social néo-

¹⁰¹¹ 'The history of workers' cooperatives, the friendly societies and the unions from which the Labour Party sprang is one of individuals coming together for self-improvement and to improve people's potential through collective action. We need to recreate for the 21st century the civil society to which these movements gave birth.' (Tony BLAIR, cité in *The Guardian*, 25 May 1994).

travailleuse du premier mandat, font explicitement référence à l'expérience des *friendly societies* et au mutualisme. Jouant de ses diverses ressources et, plus spécifiquement, de sa multipositionnalité¹⁰¹², Field s'affirme, à partir de 1994, comme l'un des acteurs centraux de la reconversion, au sein de l'espace de théorisation, de ce pan entier de l'histoire du socialisme britannique.

Ce travail de réhabilitation mené par certains « modernisateurs » est paradoxalement conforté par un acteur tout aussi peu orthodoxe que peut l'être Field, mais extérieur au courant « modernisateur » : David Green. Ancien *labour councilor*, fortement influencé par le socialisme éthique, Green est cependant membre de l'*Institute of Economic Affairs* (IEA), *think tank* néolibéral dont il dirige la *Health and Welfare Unit*. Il est également l'auteur, depuis le début des années 1980, de plusieurs essais relatifs au mutualisme ouvrier et à ses possibles applications contemporaines¹⁰¹³ ; des essais dont la diffusion profite de la forte notoriété de l'IEA dans le champ médiatique. On peut enfin ajouter que David Green participe d'une certaine manière à renforcer l'importance de Frank Field, et donc de ses idées, dans l'espace de théorisation en lui permettant de nombreuses reprises de s'exprimer et de publier dans le cadre de l'IEA.

Les idées avancées par Field et Green, de plus en plus visibles sur le marché des idées à mesure que le *New Labour* se rapproche du pouvoir, s'inscrivent dans un seul et même registre : la critique de la « gauche étatiste ». Les deux hommes divergent cependant dans leurs ambitions respectives. Le premier vise à permettre aux « modernisateurs » de se détacher définitivement du *Old Labour*. Le second entend démontrer, sans recourir à une phraséologie néolibérale se dévaluant progressivement au cours des années 1990, que le travaillisme, qu'il soit « vieux » ou « moderne », est

¹⁰¹² Voir le chapitre 2.

¹⁰¹³ David Green est notamment l'auteur de *Mutual Aid or Welfare State* (1984), *Working Class Patients and the Medical Establishment: Self-Help in Britain from the Mid-Nineteenth Century to 1948* (1985), *Reinventing Civil Society* (1993). Il supervise également, en 1996, la réédition du classique *Self-Help* écrit par Samuel Smiles en 1859.

désormais une idéologie « bureaucratique »¹⁰¹⁴. En dépit des positions relativement marginales occupées par leurs auteurs dans leur camp politique respectif, l'ampleur de la réception des idées de Field et Green dans le champ politique résume la montée en puissance, tant à gauche qu'à droite, d'une intuition ; celle en vertu de laquelle il est désormais électoralement impossible de construire un projet politique sur la seule référence à l'État ou au marché.

À gauche, cette intuition est bien évidemment au cœur de la réflexion développée par certains éléments de la nébuleuse « modernisatrice ». Au-delà du retour en grâce du « socialisme sans État », son existence est décelable dès la seconde partie des années 1980, lorsque, contraint par le « succès » populaire des privatisations thatchériennes, le *Labour Party* préfère à l'idée de « propriété étatique » (*State Ownership*) celle de « propriété sociale » (*Social Ownership*)¹⁰¹⁵. Le « nouvel idéal » du parti de gauche devient alors :

« [...] une économie dans laquelle les entreprises appartiennent et sont gérées par leurs employés - ou sont appropriées par les consommateurs et les communautés locales - et servent de ce fait les plus larges intérêts de leurs consommateurs et de la communauté »¹⁰¹⁶.

Ces réorientations doctrinales, retravaillées et affinées par plusieurs entrepreneurs de la Troisième Voie¹⁰¹⁷, rencontrent une volonté de désengager l'État et la légitiment en des termes « progressistes ». Elles s'appuient en outre sur des valeurs chères à la « nouvelle

¹⁰¹⁴ La *Libertarian Alliance*, club de réflexion politique composé d'universitaires et d'intellectuels, développe également cette thèse à la même époque. L'enjeu est de démontrer que le *New Labour* est, contrairement à ce qu'il prétend, incapable de renouer avec ce socialisme « presque acceptable » qu'est le socialisme non étatiste.

¹⁰¹⁵ Voir notamment l'un des documents dans lesquels le Parti travailliste redéfinit son identité à la fin des années 1980 : LABOUR PARTY, *Meet the Challenge, Make the Change*, London, Labour Party, 1989.

¹⁰¹⁶ LABOUR PARTY, *Meet the...*, cité in Eric SHAW, *The Labour Party since 1979...*, op. cit., p. 87.

¹⁰¹⁷ David Blunkett, ministre durant les deux premières législatures néo-travaillistes et figure de proue des « modernisateurs », est ainsi l'un des principaux concepteurs, au milieu des années 1980, de cette idée de « propriété sociale ».

social-démocratie », comme le sens du devoir envers la communauté ou, plus généralement, l'engagement civique.

Concrètement, ce qui est donné à voir comme une « redéfinition des frontières entre l'État et la responsabilité individuelle »¹⁰¹⁸ est utilisé pour favoriser le développement du tiers secteur, cet espace ne relevant ni du secteur public ni du secteur privé. Le tiers secteur, qui regroupe essentiellement les mutuelles, les associations corporatistes ou bénévoles et autres organisations à but non lucratif, apparaît en effet comme l'héritier du mouvement coopératif ouvrier. Ce secteur et les valeurs qu'il véhicule offrent, dans la littérature de la Troisième Voie, une mise en pratique du discours sur la communauté : il semble cristalliser l'interdépendance sociale que soutient le « nouveau progressisme », tout en préservant le souci d'autonomie croissant des individus. Frank Field, dans un document publié par l'IEA en 1996¹⁰¹⁹, propose ainsi de transformer la protection sociale en *Stakeholder Welfare*. Ce dernier doit être construit sur ce que le travailliste croit pouvoir présenter comme les « valeurs émergentes » de la société britannique contemporaine : la propriété et le contrôle. Les « électeurs », revendiquant la reconnaissance de leur « autonomie sociale croissante », souhaitent désormais, selon Frank Field, bénéficier de prestations sociales personnalisées. Ils peuvent, pour cela, recourir à la libre association. L'État doit donc assumer son nouveau rôle d'*enabler* en leur donnant les moyens de constituer leurs propres institutions de protection sociale, aux marges de la sphère étatique. Devenu ministre de la Réforme du *Welfare* après la victoire de mai 1997, Frank Field poursuit sa réflexion en proposant de remplacer le système des retraites par un dispositif dualiste : bénéficiaires d'un régime minimal garanti par l'État, les individus seraient parallèlement obligés d'épargner au sein de mutuelles ou de sociétés

¹⁰¹⁸ Frank FIELD, 'The Welfare and the Third Way', *Speech at the Victoria and Albert Museum*, 24 September 1997.

¹⁰¹⁹ Frank FIELD, *Stakeholder Welfare*, London, IEA, 1996.

privées placées sous leur contrôle direct. Les plus pauvres n'ayant pas la possibilité d'accéder à ce niveau de capitalisation, leurs contributions seraient remplacées par des subventions étatiques.

2. 2. Une contestation du syndicalisme ?

Le regain d'intérêt pour le mutualisme ne s'arrête pas à une simple valorisation des racines longtemps oubliées du travaillisme. Il peut également être interprété comme l'amorce de contestation d'un syndicalisme jugé inapte à répondre aux nouvelles aspirations des salariés. La diversification de la vie salariale, son imprévisibilité, le développement du *self-employment*, la fluidité croissante du marché du travail ou l'individualisation de la relation employeur-employé sont autant d'arguments avancés par une majorité de *thirdwayers* pour affirmer le caractère inopérant des structures syndicales « classiques ». Essentiellement présentes dans les secteurs industriel et public, les organisations syndicales ne toucheraient pas les populations les plus jeunes et celles évoluant dans des milieux professionnels marqués par une flexibilité importante, comme le tertiaire ou les petites entreprises. Des chercheurs de *Demos* dessinent, à partir des principes mutualistes, les contours d'une nouvelle structure capable de s'adresser à ces millions de salariés, l'*employee mutual*. Développé en 1996 par Geoff Mulgan, conseiller de Tony Blair, et Tom Bentley, par la suite conseiller du ministre David Blunkett, ce concept est repris par Stephen Martin et Charles Leadbeater¹⁰²⁰ en 1999. L'*employee mutual* est une structure locale devant aider les gens à « trouver du travail, améliorer leurs qualifications et gérer leur vie active »¹⁰²¹. Elle accueille donc en son sein tant des salariés que des chômeurs. Présentée comme offrant un cadre à l'exercice de la démocratie participative, l'*employee mutual* est contrôlée par ses membres. Elle leur fournit des

¹⁰²⁰ Charles LEADBEATER & Stephen MARTIN, *The Employee Mutual. Combining Flexibility with Security in the new World of Work*, London, Demos, 1999, 74 p.

¹⁰²¹ Charles LEADBEATER & Stephen MARTIN, *The Employee...*, *op. cit.*, p. 9.

prestations en matière de formation, de *childcare* et, surtout, de recherche d'emploi. La particularité de cette organisation tient à la volonté de ses concepteurs de la placer en relation directe avec les employeurs. Elle vend en effet les « services » de ses adhérents aux dirigeants d'entreprises et assure à ces derniers la main d'œuvre la plus adaptée aux emplois proposés. Elle s'engage, enfin, à limiter au minimum toute vacance de poste en cas d'empêchement d'un salarié.

Si elle n'est pas explicitement présentée comme une concurrente directe du syndicat, l'*employee mutual* tend, par sa seule évocation, à signifier l'impasse dans laquelle se trouverait la représentation syndicale. Elle se construit en effet en contre-modèle du « monolithisme » reproché à cette dernière par les entrepreneurs de la Troisième Voie. L'*employee mutual* résume surtout les pistes de reconversion que ces mêmes individus assignent aux syndicats. Affaiblis par les gouvernements conservateurs dans les années 1980, les syndicats apparaissent en outre, dans la littérature de la Troisième Voie, comme des vestiges de l'ère fordiste¹⁰²². Ils n'auraient de ce fait pas d'autre alternative que de changer¹⁰²³. Or, le renouveau du mutualisme que le « nouveau progressisme » entend soutenir peut opportunément constituer une échappatoire. Affirmant, dans un document publié par la *Fabian Society*, le décalage croissant entre le syndicat contemporain et les nouvelles aspirations du salariat, Philip Basset et Alan Cave¹⁰²⁴ avaient déjà, dès 1993, suggéré que le premier devienne le fer de lance du mutualisme. Une telle reconversion serait d'autant plus cohérente, rappelaient ces auteurs *fabian*, que les syndicats sont les héritiers directs des *friendly societies*. Las de la posture « idéologique » des organisations syndicales, leurs adhérents réclameraient avant tout qu'elles s'orientent vers la fourniture

¹⁰²² D'un point de vue simplement statistique, l'affaiblissement des syndicats à partir des « années Thatcher » est en effet patent. Le nombre de syndiqués aurait, entre 1979 et 1999, baissé de près de 40 %.

¹⁰²³ Peter MANDELSON & Roger LIDDLE, *The Blair....*, *op. cit.*, p. 226.

¹⁰²⁴ Philip BASSET & Alan CAVE, *All for One: The Future of the Unions*, London, Fabian Society, Fabian Pamphlet 559, 1993.

de services en matière de santé, d'assurance, de gestion de fonds de retraite ou, encore, de conseil. Mulgan, Bentley, Martin et Leadbeater ne feront donc, quelques années plus tard, qu'endosser cette analyse en décrivant l'*employee mutual*.

Il n'est pas acquis que ces « propositions », développées tout au long des années 1990, soient totalement exemptes d'arrière-pensées. L'avenir syndical dessiné par certains entrepreneurs de la Troisième Voie doit être mis en relation avec le repositionnement des travaillistes entamé durant les années 1980. En restreignant le champ d'action des syndicats à la sphère sociale, la Troisième Voie les détourne fort logiquement d'une activité politique où ils ont pu, par le passé, gêner les ambitions électorales de la « gauche gouvernementale » britannique. La grève engagée par le *National Union of Mineworkers* en 1984 s'est en effet soldée, au bout de douze mois, par un échec en termes de revendications et par une scission, à la demande des mineurs non-grévistes. Fortement hostile aux grèves ayant donné lieu, à la fin des années 1970, au *Winter of Discontent*¹⁰²⁵, l'« opinion publique » s'oppose en majorité à ce nouveau mouvement. Ce rejet des syndicats par ce qui constituerait une majorité d'électeurs oblige dès lors le Parti travailliste de Kinnock à prendre ses distances vis-à-vis de ceux qui lui ont donné naissance un siècle plus tôt. Tony Blair « officialisera » cet état de fait quelques années plus tard en affirmant devant le *Trade Union Congress* de 1999 que les syndicats ne devaient plus attendre « aucune faveur » mais un « traitement équitable » de la part d'un gouvernement travailliste¹⁰²⁶.

À ces hypothèses, Nigel Ashford ajoute que les évolutions voulues par les *thirdwayers* peuvent être appréhendées comme autant de moyens de battre en brèche l'opposition des syndicats à la privatisation de certaines parties du *Welfare*. Elles

¹⁰²⁵ Au cours de l'année 1979, la confédération syndicale TUC (*Trade Union Congress*) et le gouvernement Callaghan entrent dans un conflit qui se solde, durant l'hiver, par une multiplication des grèves et par la paralysie du pays.

¹⁰²⁶ Cet éloignement progressif ne traduit pas la seule volonté des « modernisateurs ». Il est également revendiqué par John Monks, secrétaire général du TUC durant les années 1990.

permettent en effet de persuader les premiers qu'ils seront à terme les principaux bénéficiaires des secondes.

Intéressée par un mutualisme qui sied à son discours sur la communauté, la Troisième Voie révèle également ses orientations individualistes en se tournant, dans le cadre de la rénovation de la société civile et de la gestion du *Welfare*, vers un nouvel acteur : l'entrepreneur social.

3. L'entrepreneur social ou le citoyen idéal

Incarnation du *leader* local idéal dans le domaine du *Welfare* et représentation ultime du citoyen que la Troisième Voie entend promouvoir¹⁰²⁷, l'entrepreneur social se situe aux frontières communes des secteurs public, privé et tiers, et en synthétise les valeurs respectives. Sens de l'intérêt général, opportunisme éclairé et esprit d'innovation, entre autres, alimentent ainsi l'« individualisme créatif »¹⁰²⁸ le caractérisant. Si l'entrepreneur social est une figure récurrente de l'imaginaire construit par l'espace de théorisation, c'est sans conteste Charles Leadbeater qui en fournit la description la plus aboutie.

Individualiste tout en se battant pour les intérêts de la communauté, charismatique, doté d'une expertise locale, briseur de règles et de conventions contraignantes, créateur d'alliances, l'entrepreneur social est donné à voir comme l'anti-thèse du *civil servant*¹⁰²⁹. Il porte ainsi en lui la critique d'un État social jugé trop bureaucratique pour générer des

¹⁰²⁷ Tony Blair promet, dès juin 1997, que le *New Labour* soutiendra 'the thousands of social entrepreneurs [...] who bring to social problems the same enterprise and imagination business entrepreneurs bring to wealth creation' (Tony BLAIR, 'Will to win', *op. cit.*).

¹⁰²⁸ Charles LEADBEATER, *Civic Spirit. The big Idea for a New Political Area*, London, Demos, 1997, p. 11.

¹⁰²⁹ Anna COOTE, 'The Helmsman and the Cattle Prod', in Andrew GAMBLE & Tony WRIGHT, *The New Social...*, *op. cit.*, p. 126.

relations fondées sur la confiance. L'autonomie et l'esprit d'initiative dont fait preuve l'entrepreneur social l'inscrivent en outre naturellement dans le mouvement amorcé par le « nouvel individualisme ». Ils le destinent par conséquent à devenir l'agent d'un « type moderne de *Welfare* du XXI^e siècle »¹⁰³⁰. L'entrepreneur social doit en cela répondre à des besoins locaux jusqu'alors non satisfaits par les dispositifs sociaux classiques. Ce praticien se signale en effet par sa capacité à mobiliser au niveau local des ressources non-exploitées ou sous-exploitées par l'État ou tout autre autorité. Charles Leadbeater insiste ainsi sur l'exemple du pasteur Andrew Mawson. Ce dernier réussit, dans les années 1980, à fédérer les habitants d'une zone défavorisée de l'Est londonien autour d'un projet de transformation de bâtiments délabrés appartenant à l'Église réformée. De ces locaux abandonnés émergent rapidement une *nursery*, une crèche, divers espaces artistiques et un centre de santé.

L'entrepreneur social est en outre au centre de ce que Leadbeater décrit comme le « cercle vertueux du capital social »¹⁰³¹. Le capital social est en effet la principale ressource dont est doté ce nouvel acteur du *Welfare* lorsqu'il s'attaque à l'exclusion, au crime ou aux diverses racines du « déclin communautaire ». Ce capital naît des différents réseaux et relations que l'entrepreneur social met en œuvre pour parvenir à ses fins. Il est progressivement investi dans la mise en place de nouveaux services locaux, la reconquête de certains lieux publics, etc. Ces investissements, autour desquels se regroupent les individus que mobilise l'entrepreneur social, vont, d'une certaine manière, produire des dividendes en ravivant la collaboration et les liens sociaux au sein de la communauté. Cette recomposition du tissu social permet, à son tour, de mettre en place de nouveaux projets communautaires et, de ce fait, de fédérer des individus autour de mêmes valeurs partagées.

¹⁰³⁰ Charles LEADBEATER, *The Rise of the social Entrepreneur*, London, Demos, 2001 [1997], p. 8.

¹⁰³¹ Charles LEADBEATER, *The Rise of...*, *op. cit.*, p. 67.

4. « Dépasser les clivages public/privé »

« [I]l n'est plus possible ou nécessaire comme ce fut le cas auparavant de tracer des lignes de séparation entre public et privé [...] À la place du dogme conservateur selon lequel le public est mauvais et le privé bon, nous offrons un cadre pour les services publics et privés accordant la priorité aux gens. »¹⁰³²

Cette profession de foi prononcée par Neil Kinnock en 1989 peut surprendre, venant d'un parti qui, six ans auparavant, s'est engagé, en cas de victoire électorale, à réintégrer les entreprises privées dans le giron de l'État. Le propos du *leader* travailliste traduit pourtant « l'introduction graduelle » dans la doctrine progressiste de l'« acceptation que les mécanismes du marché peuvent avoir leur place dans le *Welfare* »¹⁰³³. Une telle démarche n'est cependant pas propre au cas britannique, la « réévaluation du marché et de l'entreprise privée [ayant] été générale »¹⁰³⁴ au sein des « gauches de gouvernement » européennes durant les années 1980 et au début de la décennie suivante. Néanmoins, pour ce qui concerne le *Labour*, cette évolution est en partie contrainte par le succès auprès de l'électorat britannique des privatisations entreprises par les gouvernements Thatcher. L'idée, chère à la Troisième Voie, selon laquelle les « frontières entre public et privé ne sont plus clairement définies »¹⁰³⁵ ne serait donc que l'aboutissement d'un processus d'ajustement à la demande politique. Plus encore, en considérant comme légitime l'idée de partenariats public/privé (*Public Private Partnerships - PPP*), le *New Labour* se rallie à un concept formalisé par les conservateurs dans les années 1980 pour les besoins de la « réforme » de l'État social : l'« Initiative financière privée » (*Private Finance Initiative -*

¹⁰³² [...] it is no longer possible or as necessary as it used to be to draw strict dividing lines between "public" and "private" [...] Instead of the conservatives' dogma that public must be bad, private good, we offer a new framework for public and private services which put people first' (Neil KINNOCK, 1989, cité in Tania BURCHARDT & John HILLS, 'Public expenditure and the public/private mix', in John POWELL (ed.), *New Labour...*, op. cit., p. 41).

¹⁰³³ Tania BURCHARDT & John HILLS, 'Public expenditure...', op. cit., p. 40.

¹⁰³⁴ Alain BERGOUNIOUX & Gérard GRUNBERG, *L'Utopie...*, op. cit., p. 326.

¹⁰³⁵ Voir notamment John KAY, 'The Embedded Market', in Anthony GIDDENS, *The Progressive...*, op. cit., pp. 35-53.

PFI). Ces ponts lancés entre public et privé alimentent de ce fait la thèse d'une conversion du « centre gauche » britannique aux présupposés du libéralisme, voire du néolibéralisme. On prendra cependant soin de remarquer, à la suite de Luc Rouban¹⁰³⁶, que le fait de chercher à brouiller les frontières entre public et privé n'emprunte en définitif que très peu à la pensée libérale puisque cette dernière affirme au contraire la « séparation stricte entre ce qui relève du public et ce qui relève du privé ».

Le principe du partenariat public-privé que promeut le pouvoir néo-travailliste dès 1997 s'avère relativement simple. Il consiste à autoriser des sociétés privées à concevoir, construire, et financer des infrastructures dans le domaine de la santé, des transports publics, de l'enseignement, etc. Ces infrastructures sont par la suite, et durant une période allant de vingt à trente années, gérées par ces mêmes sociétés avant de devenir propriétés de l'État. Durant ce laps de temps, les entreprises privées perçoivent un financement public, le plus souvent calculé au *prorata* de leurs performances. La justification d'un tel procédé est double. Le PPP serait ainsi un remède au sous-investissement chronique qu'ont pu connaître les services publics sous les différents gouvernements conservateurs¹⁰³⁷. L'intérêt est ici, pour un *New Labour* qui entend ne pas renouer avec l'image de 'tax-and-spend party' du *Old Labour*, de ne pas avoir à financer de tels investissements par l'impôt. Second avantage avancé par les « modernisateurs », le *Public Private Partnership* offrirait également un « meilleur rapport qualité-prix » aux usagers, en raison de la « compétitivité » des entreprises sélectionnées, et ce, tout en « sauvegardant l'intérêt public »¹⁰³⁸. C'est justement sur cette mise en avant de l'intérêt

¹⁰³⁶ Luc ROUBAN, « Les États occidentaux d'une gouvernementalité à l'autre », *Critique internationale*, n° 1, automne 1998, pp. 131-149.

¹⁰³⁷ L'investissement net dans le secteur public représente 0,5 % du PIB en 1988-1989. Il s'élève à 2,1 % pour la période 1992-1993, et retombe à 0,4 % en 1998 (Jonathan RUTHERFORD, 'PFI: The only Show in Town', *Soundings*, n° 24, Autumn 2003, p. 42).

¹⁰³⁸ John PRESCOTT, 2000, cité in Philippe MARLIÈRE, *La Troisième Voie dans l'impasse*, Paris, Éditions Syllepse, 2003, p. 101.

public que les néo-travailleurs et certains acteurs de l'espace de théorisation estiment pouvoir distinguer leur projet de l'expérience thatchérienne. Dans un discours considéré par nombre d'observateurs du champ politique britannique comme livrant l'essence de sa pensée économique, Gordon Brown fixe en effet les conditions de réalisation d'un équilibre entre l'État et le marché autour du bien commun¹⁰³⁹. Les marchés, nous dit Brown, peuvent servir l'intérêt public. À cette assertion que pourrait endosser un conservateur, Brown prend cependant soin d'ajouter que le financement des services publics dans lesquels les entreprises privées interviennent doit demeurer sous le contrôle de la puissance publique. Il ne s'agit pas, pour Brown, de reconnaître toutes les vertus à l'initiative privée. L'enjeu est, plus sûrement, de tirer parti, au bénéfice de l'intérêt public, de ce qu'il présente comme des avantages inhérents au marché, et au premier rang desquels figurent l'innovation, le choix et la souplesse d'intervention. Dès lors, lorsque l'initiative privée devance l'État au « test de l'intérêt public »¹⁰⁴⁰, le gouvernement doit s'assurer que la première pourra s'exercer dans les meilleures conditions. L'autre point de désaccord avec les conservateurs, selon le Chancelier de l'Échiquier, réside dans les limites devant être fixées au marché dans les services publics. Il est en effet des domaines où, estime-t-il, la morale et le pragmatisme empêchent toute intervention du secteur privé. Pour ce qui concerne, par exemple, la santé, si certaines activités routinières peuvent donner lieu à des partenariats plus ou moins avancés avec des agents privés, il n'en va pas de même d'actes plus complexes où le respect scrupuleux des standards cliniques nationaux et de l'équité prime. La position de Brown a ceci d'intéressant qu'elle tente, à terme, de réintroduire la question des « valeurs » dans un débat que seuls le « pragmatisme » et l'« efficacité » semblaient devoir réguler. Cette démarche croise celle

¹⁰³⁹ Gordon BROWN, 'A modern Agenda for Prosperity and social Reform', *Speech to the Social Market Foundation*, London, Cass Business School, 3 February 2003.

¹⁰⁴⁰ Gordon BROWN, 'A Modern Agenda...', *op. cit.*

adoptée deux ans plus tôt par Michael Jacobs, alors secrétaire général de la *Fabian Society*. Interpellant le gouvernement sur les « défaillances » des PPP¹⁰⁴¹, le responsable du *think tank* avance ainsi que si l'on peut, au nom d'un certain pragmatisme, privilégier le financement privé du *Welfare* au détriment du financement public, il ne faut cependant pas oublier qu'une telle option induit, en fait, un véritable « choix de civilisation »¹⁰⁴². On ne peut de ce fait, selon Jacobs, faire l'économie d'un maintien de la distinction entre l'initiative publique et l'initiative privée : l'éventuelle porosité de cette frontière n'évade pas le fait que l'intervention publique tend à répondre aux besoins des usagers quand son pendant privé ne s'intéresse qu'au pouvoir d'achat du « client ».

Les termes du débat ne sont pas définitivement arrêtés au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. Cet état de fait conforte d'ailleurs la complexité de ce même débat. En effet, l'intervention d'acteurs non-étatiques dans le *Welfare* traduit-elle pour autant un désengagement de l'État social, voire son « démantèlement » ? La thèse séduit à gauche, tant elle transforme sans effort le « nouveau progressisme » britannique en avatar brillant du néolibéralisme. La réponse apportée à une telle interrogation révèle plus de nuance. Si, de fait, le recours à la notion de partenariat transfère une part de la responsabilité étatique vers des entités non-étatiques, il est cependant manifeste que l'État conserve le rôle primordial de régulateur du social. Il détient en effet un monopole de désignation des nouveaux intervenants. C'est également à lui que revient la tâche de légitimer ces derniers dans leurs nouveaux statuts. Il devient alors l'unique centre de gravité d'une « gouvernance de la gouvernance »¹⁰⁴³. Ses « partenaires », qu'ils soient

¹⁰⁴¹ Au cours du premier mandat néo-travilliste, de nombreux projets financés par le secteur privé ont connu de graves dysfonctionnements (infrastructures de mauvaise qualité, médiocres conditions d'hygiène et de sécurité, etc.), ou ont été accusés de répondre avant tout aux exigences financières de la partie privée. À de nombreuses reprises, l'État a, par ailleurs, été appelé à apporter son aide à des entreprises finalement incapables d'assumer seules la construction de certaines infrastructures.

¹⁰⁴² Michael JACOBS, 'Don't just act, talk !', *The New Stateman*, 2 July 2001, p. 30.

¹⁰⁴³ Kanishka JAYASURIYA, 'The new regulatory State and relational Capacity', *Policy & Politics*, Vol. 32, n° 4, p. 490.

entrepreneurs sociaux, groupes mutualistes ou société privée, s'apparentent alors à des satellites gravitant dans son orbite. Janet Newman peut ainsi suggérer que cette « privatisation du social » par l'intermédiaire du partenariat a paradoxalement pour principal effet de faciliter l'imposition des valeurs étatiques :

« La diffusion d'un discours officiel et légitime du partenariat a la capacité de rassembler des partenaires locaux - des groupes communautaires aux entreprises - dans une relation plus directe avec le gouvernement et de les impliquer dans le soutien et la réalisation de l'agenda gouvernemental [...] Du point de vue des secteurs communautaire et bénévole, les partenariats peuvent représenter des "liaisons dangereuses", impliquant un processus d'intégration des valeurs du partenaire dominant. »¹⁰⁴⁴

Dans un contexte différent, Vivien Schmidt¹⁰⁴⁵ a également montré comment le fait, pour l'État, de reporter certaines de ses fonctions et missions vers d'autres acteurs ne traduisait pas une perte de pouvoir ou le choix d'une « non-ingérence ». Ce mouvement, relativement trompeur, doit en effet se lire comme le passage du « faire » au « faire faire », ou au « faire avec ». L'État continue ainsi de fixer le cap, d'imposer à ses partenaires des directives et, surtout, d'exiger d'eux qu'ils lui rendent des comptes sur leur activité déléguée.

Enfin, approfondissant cette mise à nu des stratégies étatiques, Alan Finlayson¹⁰⁴⁶ croit saisir les subtilités du projet néo-travailliste. Les partenariats public-privé, par exemple, n'ont pas simplement pour dessein, remarque Finlayson, d'attirer les capitaux privés. Ils ne sauraient non plus être réduits, pourrions-nous ajouter, à la simple mise en abyme d'un « pragmatisme dogmatique » que résumerait le fameux *'What matter is what*

¹⁰⁴⁴ 'The spread of an official and legitimated discourse of partnership has the capacity to draw local stakeholders, from community groups to business organisations, into a more direct relationship with government's agenda [...] From the perspective of the voluntary and community sectors, partnerships may represent "dangerous liaisons", implying a process of incorporation into the values of the dominant partner.' (Janet NEWMAN, *Modernising Governance*, London, Sage, 2001, pp. 125-126).

¹⁰⁴⁵ Vivien SCHMIDT, « L'État, l'économie et la protection sociale aux États-Unis et en Europe », *Critique internationale*, avril-juin 2005, n° 27, pp. 83-107.

¹⁰⁴⁶ Alan FINLAYSON, *Making Sense...*, *op. cit.*, p. 97.

works' de Tony Blair. La confiance dont les entourent les « nouveaux progressistes » traduirait plus sûrement, note Finalyson, la volonté d'importer au sein du secteur public des pratiques, des valeurs et une culture issues du secteur privé. C'est ce que semblent également souligner les louanges adressées aux « qualités *managériales* » de l'entrepreneur social ou à la capacité d'adaptation et de réaction du tiers secteur.

- II - DE NOUVELLES MÉTHODES : L'ÉTAT ENTREPRENEURIAL

Le débat sur le *Welfare State* s'est essentiellement cristallisé autour de la dénonciation par certains des « défaillances » et « effets pervers » de cette institution. Ce débat a pourtant, au cours des derniers mois du premier mandat néo-travailliste, intégré un autre élément dont l'importance a crû à mesure que la campagne des élections générales de 2001 se précisait. Les problèmes et carences caractérisant le système de santé (le *National Health Service*) ou encore, ceux frappant régulièrement un réseau ferroviaire morcelé par les privatisations des gouvernements conservateurs ont, en effet, placé la question de la dégradation des services publics sur l'agenda politique. L'attitude alors adoptée par le *New Labour* pour répondre à ces questions a, comme on l'a vu, souvent emprunté le chemin du partenariat avec des acteurs privés ; mais pas seulement. Les néo-travaillistes, et, plus généralement, les *thirdwayers*, ont également pensé trouver une solution dans l'adoption de nouvelles pratiques et de nouveaux savoir-faire. Les services publics doivent ainsi, tout comme les individus, s'adapter aux changements sociaux engendrés par la « modernité avancée » : l'« archaïsme » caractérisant les services de l'État social concernerait, selon les partisans de la Troisième Voie, tant les méthodes de fonctionnement que l'offre *stricto sensu* caractérisant ces services. D'une manière peut-être plus générale, c'est le rapport, présenté comme difficile, entre l'État social et

l'individualisme contemporain qui légitime le cap fixé par les « nouveaux sociaux-démocrates » vers un « État entrepreneurial ».

1. De la « culture du rationnement » à celle du consommateur

1. 1. Choix et Welfare

Le plus important des changements sociaux contemporains réside donc dans l'émergence d'une nouvelle forme d'individualisme et, par conséquent, dans l'accentuation de la différenciation au sein des sociétés contemporaines. Ce phénomène, dont on a pu précédemment voir qu'il conditionnait notamment la redéfinition de l'égalité par les *thirdwayers*, poserait des limites infranchissables à l'État social fordiste et keynésien. Il fait en effet naître chez les individus une diversité de besoins et d'attentes à laquelle ne répondrait pas, pour des raisons culturelles et structurelles, l'offre de services d'un État social conçu au sortir du second conflit mondial :

« Les défis et demandes en matière de services publics sont aujourd'hui très différents de ceux des années d'après-guerre. La culture de rationnement qui a survécu après la guerre, en traitant chacun de la même manière, a souvent négligé les différents besoins et aspirations individuels [...] L'amélioration des standards de vie, une société plus diverse et une culture continuellement plus forte du consommateur ont [...] généré des attentes d'un plus grand choix [...]. »¹⁰⁴⁷

Le « nouvel individualisme » a fait de l'usager un individu *double*, tant citoyen que consommateur informé et exigeant. Or, c'est l'existence du second que refuseraient de prendre en compte les « nostalgiques » du *Old Labour*. À en croire les partisans de la Troisième Voie, le *Welfare* « classique » s'est développé autour du modèle du '*one size*

¹⁰⁴⁷ 'The challenges and demands on today's public services are very different from those post-war years. The rationing culture which survived after the war, in treating everyone the same, often overlooked individuals' different needs and aspirations [...] Rising living standards, a more diverse society and a steadily stronger consumer culture have [...] brought expectations of greater choice [...].' (OFFICE OF THE PUBLIC SERVICE REFORM, *Reforming our Public Services. Principles into practice*, London, OPSR, 2002, p. 8).

*fits all*¹⁰⁴⁸, donnant par conséquent un aspect « monolithique »¹⁰⁴⁹ à son offre de services. Il ne peut donc s'ajuster à un « âge du consommateur »¹⁰⁵⁰, où prime avant tout la notion de « choix ». Sans se départir d'un universalisme que garantit la fixation de normes nationales, le *Welfare State* doit dès lors reconnaître l'existence d'un phénomène d'« individualisation du social »¹⁰⁵¹ qu'entérinerait l'intégration de services personnalisés dans ses différents dispositifs sociaux. Dans un article publié dans la revue du *Policy Network*, *think tank* proche du pouvoir néo-travailleuse, Frank Vandebroucke¹⁰⁵² esquisse ainsi les contours d'un État social « intelligemment actif » car construit autour d'une « approche sur mesure » (*'tailor-made approach'*) de la politique sociale ; une approche sensible aux singularités des individus, de leurs trajectoires et de leurs besoins¹⁰⁵³. Elle se construit en opposition à ce que Julian Le Grand¹⁰⁵⁴ présente comme étant l'approche « social-démocrate » ayant jusqu'alors prévalu en Grande-Bretagne. Cette seconde approche, unanimement récusée par les partisans de la Troisième Voie, réduirait le *Welfare* à l'inégale relation entre le « chevalier » (*knight*) de Whitehall et un usager rendu au rôle de simple « pion » (*pawn*). Le second devrait ainsi accepter que ses besoins en matière de protection sociale soient déterminés et arrêtés par le premier. On attendrait traditionnellement de lui qu'il fasse la queue dans les hôpitaux, consulte des médecins

¹⁰⁴⁸ OFFICE OF THE PUBLIC REFORM, *Reforming...*, *op. cit.*, p. 13.

¹⁰⁴⁹ Alan MILBURN, *Speech at the Annual Social Services Conference*, Cardiff, 16 October 2002.

¹⁰⁵⁰ Alan MILBURN, *Speech at the Annual Social...*, *op. cit.*

¹⁰⁵¹ Voir le chapitre 5.

¹⁰⁵² Frank Vandebroucke est alors ministre belge des Retraites et de la Sécurité sociale. Il a, par le passé, été ministre des Affaires étrangères et chef du groupe socialiste au sein du Parlement belge, et intervient dans l'espace de théorisation de la Troisième Voie dès le milieu des années 1990, notamment au travers d'une collaboration avec le *think tank* travailleuse IPPR. Ses écrits traduisent cette double posture, à la fois politique et académique. Titulaire d'une *PhD* en Economie soutenue au cours des années 1990 à Oxford, il s'intéresse aux aspects philosophiques de la question sociale, faisant notamment appel aux travaux de théoriciens comme Rawls ou Roemer, mais fait également usage de la modélisation économique.

¹⁰⁵³ Frank VANDENBROUCKE, 'Active Welfare', *Policy Network*, n° 1, Summer 2001, pp. 137-146.

¹⁰⁵⁴ Julian LE GRAND, 'Knights, Knaves and Pawns? Human Behaviour and social Policy', *Journal of Social Policy*, April 1997, vol. 26, n° 2, pp. 149-169.

surmenés et occupés à d'autres choses, ou accepte que les enseignants sachent mieux que lui ce qui est bon pour ses enfants. Une fois encore, l'adversaire idéologique est explicitement désigné. La confrontation déséquilibrée entre l'agent du *Welfare State*, agissant dans l'intérêt général et se drapant dans une expertise incontestable, et l'usager, « victime » passive d'un système trop puissant, serait la créature de toute une génération de responsables et de penseurs travaillistes, Richard Titmuss en tête. Déjà accusée de laxisme¹⁰⁵⁵, la gauche des années 1960-1970 se voit donc désormais reprocher son manque d'intérêt pour le pluralisme et les besoins des administrés.

1. 2. Les vertus égalitaristes du choix

Pierre angulaire de la refondation du service public, le choix accède également au rang de « valeur » social-démocrate par excellence en se voyant paré de reflets égalitaristes par les penseurs de la Troisième Voie. *A contrario*, comme l'a souligné John Clarke¹⁰⁵⁶, le discours de la réforme tenu par ces mêmes individus tend à faire des services publics « classiques » des producteurs d'inégalités. La démonstration est des plus simples. Leur « uniformité » les rendant peu attractifs, les services publics ne peuvent s'assurer du soutien des plus riches. Ces derniers préfèrent se tourner vers un secteur privé disposant d'une offre plus diversifiée. Par conséquent, seule l'introduction du choix dans les services publics peut permettre d'inverser cette tendance et d'éviter que ne perdure un « système à deux étages » (*'a two-tier system'*) : le premier, privé, est efficace et réservé aux plus riches ; le second, public, est déficitaire et s'adresse à ceux qui de toute façon ne peuvent faire autrement que s'en remettre à lui. Présenté comme une sorte de « produit d'appel » en direction des populations les plus favorisées - celles qui ont la possibilité

¹⁰⁵⁵ Voir le chapitre 6.

¹⁰⁵⁶ John CLARKE, 'Consumerism and the remaking of State-citizen Relationships', Paper prepared for *ESPAnet Conference*, Oxford, 9-11 September 2004, p. 13.

financière de se passer de l'État¹⁰⁵⁷ -, le choix permettrait donc de préserver la solidarité. Néanmoins, la diversification de l'offre dans les services publics ne sert pas seulement à retenir les élites sociales dans le secteur public. Elle œuvre également, dans l'imaginaire de la Troisième Voie, à renforcer « l'attachement des classes moyennes à un service collectif »¹⁰⁵⁸ que celles-ci financent en grande partie. Ce qui se voit donc ici réaffirmer, c'est l'intuition selon laquelle il serait désormais impensable de faire reposer l'État social sur le seul *altruisme* de ceux qui le portent financièrement. Il est, au contraire, indispensable de convaincre les « classes moyennes », principales contributrices au financement du *Welfare State*, qu'elles y ont un intérêt certain. L'amélioration, tant quantitative que qualitative, de l'offre de services publics serait le premier des arguments opposables au scepticisme de ces populations¹⁰⁵⁹.

2. La Troisième Voie et le New Public Management

Essentiellement structuré autour de la notion de choix, le discours de la réforme du service public auquel recourent certains entrepreneurs de la Troisième Voie prend inévitablement des accents consuméristes. Cette orientation ne manque pas d'être dénoncée au sein même de l'espace de théorisation¹⁰⁶⁰. De manière très tangible également, certains observateurs de la Troisième Voie établissent un lien entre l'entreprise de « rénovation » du service public prônée par ses partisans et les orientations

¹⁰⁵⁷ Stephen BYERS, 'Public service reform', *Speech at the Social Market Foundation*, 28 May 2003.

¹⁰⁵⁸ Tony BLAIR, « Comment réformer... », *op. cit.*, p. 20.

¹⁰⁵⁹ Les britanniques ont, depuis le 2 janvier 2006, la possibilité de choisir entre quatre hôpitaux, qu'ils soient publics ou privés, pour recevoir des soins. La seule contrainte réside dans le fait que le coût du traitement ne doit pas excéder celui pratiqué dans le secteur public. La liberté de choix devrait être totale à partir de 2008. En outre, il est désormais acquis que le budget des hôpitaux dépendra, à partir de cette date, du nombre de patients traités et non de celui des actes pratiqués.

¹⁰⁶⁰ Voir notamment David MARQUAND, *The Decline of the Public. The Hollowing-out of Citizenship*, Cambridge, Polity Press, 2004, 168 p.

« managériales » des conservateurs. Ainsi, John Clarke¹⁰⁶¹ souligne que la posture consumériste induite par la valorisation du choix de l'utilisateur et, par là même, l'idée que ce dernier doit désormais être la « force motrice de l'amélioration »¹⁰⁶² des services publics, peut, en certains points et de manière plus ou moins implicite, emprunter à la Théorie du choix rationnel. La réforme du service public doit en effet, si l'on suit les tenants de la « modernisation », conduire à sa reconstruction autour du « point de vue de l'utilisateur »¹⁰⁶³. Cette option sous-entend *a contrario* que les difficultés d'adaptation de l'État social à la modernité peuvent être, pour partie, liées à l'attitude de « ceux qui fournissent les services »¹⁰⁶⁴ : les fonctionnaires. Tony Blair ne peut d'ailleurs se montrer plus explicite lorsqu'il affirme que « trop souvent le gouvernement et les employeurs considèrent que le dévouement des fonctionnaires va de soi [alors qu'il] est devenu difficile d'appliquer partout cette philosophie »¹⁰⁶⁵. Aussi le Premier ministre propose-t-il de « renouveler de l'intérieur l'esprit du service public » en entamant une « modernisation des personnels » jugée « indispensable »¹⁰⁶⁶. Une nouvelle fois, le remède choisi en dit long sur les présupposés du diagnostic. C'est en effet par le canal de la rémunération et, plus exactement, par l'introduction progressive du salaire au mérite que doit s'amorcer la « révolution » du *civil service*.

Cette suspicion vis-à-vis des fonctionnaires semble emprunter à un discours déjà employé par les thatchériens dans leur entreprise de *déligitimation* de l'État social. Il

¹⁰⁶¹ Voir notamment John CLARKE, 'Constructing Citizen-Consumers: Emptying the Social, Governing the Social or Contesting the Social', Paper presented at the Conference on *Contemporary Governance and the Question of the Social*, University of Alberta (Canada), 11-13 June 2004, et également John CLARKE, 'Consumerism...', *op. cit.*

¹⁰⁶² Tony BLAIR, June 2004, cité in John CLARKE, 'Consumerism and ...', *op. cit.*

¹⁰⁶³ CABINET OFFICE, *Agenda for modernising public Services*, cité in Alan FINLAYSON, *Making sense...*, *op. cit.*, p. 90.

¹⁰⁶⁴ Tony BLAIR, 2002, cité in John CLARKE, 'Consumerism and...', *op. cit.*, p. 15.

¹⁰⁶⁵ Tony BLAIR, « Comment réformer... », *op. cit.*, p. 19.

¹⁰⁶⁶ Tony BLAIR, « Comment réformer... », *op. cit.*, p. 19.

consistait alors, reprenant en cela les principes de la Théorie du choix rationnel, à considérer que, n'étant pas soumis aux règles du profit et de la compétitivité, les fonctionnaires privilégiaient la maximisation de leur propre intérêt au détriment de celui des usagers. Ces conclusions servirent de socles aux méthodes de gestion publique introduites dans l'administration britannique au cours des années 1980, et communément associées au *New Public Management* (NPM)¹⁰⁶⁷. L'idéologie gouvernant le NPM va, bien évidemment, au-delà de la seule méfiance envers les fonctionnaires. Elle prétend en effet au « bon gouvernement » et se diffuse, au cours des années 1980, dans la plupart des démocraties occidentales. Si l'ouvrage d'Osborne et Gaebler¹⁰⁶⁸, *Reinventing Government*, publié en 1992, est souvent considéré comme le premier réel essai de popularisation des idées liées au NPM, les gouvernements *tory* adoptent cependant certains traits de ce système de croyances et de représentations dès 1988, au travers du *Next Step programme*. Ce dernier, façonné par l'*Efficiency Unit*, conforte une stratégie d'évitement de la fonction publique. Il donne lieu, dès son adoption, à une dévolution contractuelle de services administratifs, des ministères vers des structures autonomes¹⁰⁶⁹. Plus globalement, le *New Public Management* valorise, au nom de l'efficacité et du contrôle des coûts, le recours

¹⁰⁶⁷ L'application de méthodes « managériales » au sein du *Civil Service* est notamment portée, à partir du début des années 1980, par l'*Efficiency unit*, organe directement rattaché au Premier ministre. Cette unité élabore une stratégie visant à rendre « efficace » le *Civil Service*. Elle propose ainsi le démembrement de ce dernier en plusieurs agences réduites au rôle de prestataires de services pour le gouvernement, et devant répondre à des objectifs précis d'efficacité en contrepartie d'une liberté de gestion.

¹⁰⁶⁸ David OSBORNE & Terry GAEBLER, *Reinventing Government. How the entrepreneurial spirit is transforming the public sector*, Reading (Ma), Addison-Wesley, 1992, 405 p.

¹⁰⁶⁹ Paul du Gay rappelle qu'en 1991, John Smith, alors Chancelier de l'Échiquier dans le *Shadow Cabinet* travailliste, affirme sans ambiguïté le soutien de son parti au *Next Step Programme* : 'Any government will want a Civil Service which is as effective and efficient as possible [...] Next Step provides the flexibility to enable the Civil Service to respond both to change in what a government wants and to changes in Government' (John SMITH, cité in Paul DU GAY, 'Entrepreneurial Governance: the anti-bureaucrats', in John CLARKE, Sharon GEWIRTZ & Eugene MCLAUGHLIN, *New Managerialism, New Welfare?*, London, Sage, 2000, p. 75).

croissant à la contractualisation des services, le développement des marchés ou quasi-marchés au sein de ces mêmes services ou, plus simplement, leur totale privatisation¹⁰⁷⁰.

Même s'il est avancé aux noms du « pragmatisme » et de l'« efficacité », le NPM reste donc associé, au moins dans ses premiers développements, à l'idéologie et aux politiques de gouvernements représentatifs de la « Nouvelle Droite » des années 1980. Le fait qu'Anthony Giddens, sur certains points, puisse associer la Troisième Voie à ces méthodes¹⁰⁷¹ pose une nouvelle fois question au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie, ou à ses frontières. La dénonciation de cette posture est le fait d'individus prétendant le plus souvent incarner une « approche social-démocrate » de la *réforme*. Des intellectuels, comme Will Hutton ou David Marquand, cherchent, par exemple, à démontrer le caractère illusoire du concept de « citoyen-consommateur » proliférant dans certains textes de la Troisième Voie et directement issu des dispositifs discursifs liés au NPM. La relation entre les deux visages de cette figure idéale de l'utilisateur trahirait un déséquilibre certain, le consommateur prenant immanquablement le pas sur le citoyen. Plus que la satisfaction d'un individu de plus en plus exigeant quant à la qualité du produit qui lui est soumis, en l'occurrence les services publics, l'ambition d'une telle construction théorique serait avant tout, pour ses contempteurs, de promouvoir une culture entrepreneuriale au sein du service public. Or, la recherche de cette culture, que résume

¹⁰⁷⁰ Mary Langan définit le *New Public Management* au travers de quatre principes : 'First, austerity: the *New Public Management* is committed to cost control and financial transparency. The creation of organizational sub-units with budgetary autonomy is a key device for rationing scarce resources. Secondly, market forces: the introduction of the purchaser/provider split and the formation of an internal market in welfare, in which state providers were obliged to compete with the voluntary and private sectors, was the major innovation [...] Thirdly, the decentralization of managerial authority means making a distinction between strategic management (challenging the old order, removing middle management, imposing a commercial outlook) and operational management (managing budgets, ensuring collaboration with other agencies, utilizing information technology). Finally, the need to satisfy consumer demands for greater accountability in public services has led to a concern to define standards of performance and to establish mechanisms for consulting and involving services users, carers and the public' (Mary LANGAN, 'Social services: managing the Third Way', in John CLARKE, Sharon GEWIRTZ & Eugene MCLAUGHLIN, *New Managerialism...*, *op. cit.*, p. 159).

¹⁰⁷¹ Anthony GIDDENS, 'Neoprogessivism...', *op. cit.*, p. 2-24.

celle d'une « nouvelle économie mixte », conduirait inexorablement à une dénaturation du service public.

3. La Nouvelle économie mixte

3. 1. 'There is no alternative'

La notion d'économie mixte a, par le passé, recouvert deux modèles d'organisation qu'Anthony Giddens résume comme suit :

« L'une impliquait une séparation entre l'État et le secteur privé, mais avec un nombre important d'industries entre les mains du secteur public. L'autre était et est le marché social. Dans chacune d'elles, les marchés étaient largement subordonnés à l'État. »¹⁰⁷²

La première version, associée au passé par le sociologue, ne correspondrait pas aux catégories intellectuelles de la gauche « moderne ». La seconde acception a, quant à elle, tôt fait de se voir purement et simplement opposer les défaillances de son application la plus concrète, l'économie sociale de marché allemande. Anthony Giddens suggère donc la mise en place d'un modèle alternatif. La « nouvelle économie mixte » qu'il décrit se fonde, tout en prenant soin de consacrer la primauté de l'intérêt public, sur la recherche d'une « synergie entre les secteurs public et privé »¹⁰⁷³. Réapparaît donc une nouvelle fois l'idée que la recherche de frontières clairement définies entre le public et le privé ne peut être qu'une « erreur ». La « synergie » évoquée par l'auteur de *The Third Way* peut conduire, comme nous l'avons précédemment vu, à l'implication dans le *Welfare* d'acteurs extérieurs au secteur public. Elle peut également, et c'est ce qui nous intéresse ici, prendre la forme du développement, au sein des institutions étatiques en charge du social, d'une culture empreinte de certaines valeurs issues du secteur privé. Cette option a, dans un premier temps, des implications sur le plan des représentations. Clarke et

¹⁰⁷² Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 99.

¹⁰⁷³ Anthony GIDDENS, *The Third...*, *op. cit.*, p. 100.

Newman insistent ainsi sur la substitution croissante des terminologies '*leaders*', '*strategists*', '*contractors*', '*business managers*', ou '*purchasers*' à celles de '*public servants*', '*administrators*' et '*practitioners*' pour désigner les agents du service public¹⁰⁷⁴. Ce mouvement induit, dans un second temps, de transformer ces mêmes agents en acteurs individuels « libres » car débarrassés des hiérarchies, et rangés sous la bannière du « nouvel esprit entrepreneurial »¹⁰⁷⁵ que Tony Blair appelle de ses vœux. Les *thirdwayers* ne manquent d'ailleurs pas d'exemples et d'arguments pour légitimer cet aspect de la réforme et, d'une manière plus générale, pour favoriser l'idée qu'*il n'y a pas d'autre alternative*. Indispensable à la sauvegarde de l'intérêt général, cet aspect de la « modernisation » est en effet présenté comme le seul rempart aux privatisations « néolibérales ». Cette logique guide, par exemple, Anthony Giddens lorsqu'il appuie son argumentaire sur l'exemple du service postal états-unien (*US Post Service - USPS*)¹⁰⁷⁶. Déficitaire durant deux décennies et ne répondant que partiellement à sa mission, l'USPS connaît, à partir du milieu des années 1990, un redressement inespéré. Cette situation est le fruit, selon l'ancien directeur de la *London School of Economics*, d'une restructuration ayant conduit à fixer à des agents rendus plus autonomes certains objectifs en liaison avec les besoins des usagers.

3. 2. *Un discours performatif ?*

Lorsqu'elle continue d'être pensée comme opérante, la distinction entre public et privé reste marquée par le déséquilibre dans l'imaginaire d'une majorité de *thirdwayers*. Le secteur privé semble seul paré des valeurs et qualités les plus adaptées à la modernité. L'État apparaît, *a contrario*, empesé et entravé par sa bureaucratie. Cette vision des choses

¹⁰⁷⁴ John CLARKE & Janet NEWMAN, *The Managerial State*, London, Sage, 1997, p. 92.

¹⁰⁷⁵ Tony BLAIR, 'Foreword' in DEPARTMENT OF TRADE AND INDUSTRY, *Our Competitive Future: Building the Knowledge driven Economy*, Cm 4176, London, Stationery Office, 1998, p. 5.

¹⁰⁷⁶ Anthony GIDDENS, *The Third Way and...*, *op. cit.*, p. 59.

n'est, rappelons le, pas l'apanage de la Troisième Voie. Elle s'inscrit dans un ensemble de représentations et de croyances que partagent certaines élites politiques et administratives de nombreux États occidentaux depuis plusieurs années. Il s'ensuit que la « simple invocation de l'intérêt général n'est plus à elle seule suffisante [à la légitimation de l'action de l'État] ; encore faut-il [désormais] que l'administration apporte la preuve de son efficacité »¹⁰⁷⁷. Symptomatique d'une vision idéalisant la « performance », cette appréciation du fonctionnement et de l'action de l'État tend à faire glisser l'administration d'une « légitimité *extrinsèque*, découlant de son appartenance à l'État », à une « légitimation *intrinsèque*, fondée sur l'analyse concrète de son action »¹⁰⁷⁸. L'appareil d'État n'a ainsi d'autre possibilité que d'être « efficace ». Or, cette efficacité semble inextricablement conditionnée par la recherche de la flexibilité :

« Il est nécessaire de briser la rigidité de structures qui peut saper l'enthousiasme des [fonctionnaires] les plus dévoués [...] Les *managers* ont besoin de la flexibilité [...] afin d'être plus à même de personnaliser le service. »¹⁰⁷⁹

Cette flexibilité s'applique ainsi à des structures susceptibles de s'adapter aux besoins exprimés au niveau local. Elle s'applique également aux résultats que doivent atteindre les fonctionnaires et, sans que cela soit clairement précisé, aux évolutions de carrières de ces mêmes fonctionnaires. En contrepartie, mais toujours dans une logique de flexibilité, les agents doivent voir leurs « performances » individuelles récompensées *via* le système du '*performance related pay*' (PRP), déjà présent dans certains secteurs de la fonction publique à partir des années 1980, et étendu à d'autres par les gouvernements

¹⁰⁷⁷ Jacques CHEVALLIER, *L'État post-moderne*, Paris, L.G.D.J., coll. « Droit et société », n° 35, 2004 [1^e édition : 2003], p. 64.

¹⁰⁷⁸ Jacques CHEVALLIER, *L'État post-moderne...*, *op. cit.*, p. 64.

¹⁰⁷⁹ '*There is a need to break down the rigidity of structures which can sap the enthusiasm of even the most committed [...] Managers need the flexibility to change [...] so that they are best able to customise service*' (OFFICE OF THE PUBLIC REFORM, *Reforming...*, *op. cit.*, p. 19).

néo-travailleurs¹⁰⁸⁰. La représentation de l'agent du *Welfare State* que sous-tend ce type de mesure ne fait cependant pas l'objet d'un consensus au sein de l'espace de théorisation de la Troisième Voie. En voulant prendre le contre-pied du modèle en vigueur durant les trois décennies ayant suivi la fin du second conflit mondial, les néo-travailleurs n'éviteraient pas la caricature, selon Julian Le Grand. Sous-entendre qu'il faut désormais considérer que les fonctionnaires sont des « filous » et non des « chevaliers »¹⁰⁸¹, et ce afin de maximiser l'action de l'État et de ses services, relèverait du non-sens. Pour Le Grand, il est plus pertinent, car plus réaliste, de considérer que la fonction publique comprend aussi bien des « filous » que des « chevaliers ». Or, une telle hypothèse met au jour les limites du discours tenu par les néo-travailleurs. Certes, dans un premier temps, la stratégie du salaire lié aux performances peut sembler « profitable » : les « chevaliers » seront, *a priori*, peu touchés dans leur motivation alors que les « filous » trouveront un intérêt certain à accomplir leur devoir envers la communauté. Néanmoins, l'universitaire et conseiller de Tony Blair souligne que cette lecture peut être facilement renversée. En effet, un médecin, qui s'est toujours conduit en « chevalier » et voit, sous le régime du salaire au mérite, ses revenus augmenter, est en droit de se demander s'il ne s'est pas « vendu » à perte sous l'ancien système. Julian Le Grand en conclut dès lors que si cette stratégie liant salaires et résultats peut avoir des effets positifs en termes de productivité et de performance, elle prend également le risque de transformer les « chevaliers » en « filous ». La dimension morale et éthique à laquelle prétend la Troisième Voie s'en trouverait, de fait, sévèrement remise en cause.

¹⁰⁸⁰ Voir Barbara WAINE, 'Managing performance through pay', in John CLARKE, Sharon GEWIRTZ & Eugene MCLAUGHLIN, *New managerialism...*, *op. cit.*, pp. 236-249.

¹⁰⁸¹ Voir Julian LE GRAND, 'Knights, Knaves....', *op. cit.* ; et également, du même auteur, 'Ownership and social Policy', *The Political Quarterly*, October-December 1998, vol. 69, n° 4, pp. 415-421.

Enfin, à la souplesse de gestion qui caractériserait la « nouvelle économie mixte » doit s'ajouter - comme un contrepoids aux défaillances supposées de la culture du *civil service* - un impératif de transparence (*'accountability'*). Ce dernier doit conduire la fonction publique à rendre des comptes aux contribuables. C'est ainsi que peut être interprété l'engagement pris par Alistair Darling, ministre de la Sécurité sociale, de soumettre l'action du gouvernement contre la pauvreté à un audit annuel à partir de 1999¹⁰⁸². Ce nouveau type de contrôle de l'action publique parachèverait l'assimilation par le secteur public des éléments les plus « vertueux » de la culture de son homologue privé. Les implications d'un tel impératif de transparence confortent d'autant la recherche d'un processus élaboré d'acculturation. En effet, comme l'a montré Jacques Chevallier, l'évaluation de l'action publique peut, d'une manière générale, être appréhendée comme « l'équivalent fonctionnel du marché »¹⁰⁸³.

- III - DE NOUVEAUX TERRITOIRES : L'ASSET-BASED WELFARE, « TROISIÈME PILIER DU WELFARE STATE »

Ostensiblement mobilisé autour de la question des services publics à la fin de son premier mandat, le *New Labour* consacre également une partie de la campagne électorale de 2001 à une autre *'big idea'* : l'*Asset-based Welfare*. Bénéficiant de l'activité convergente de plusieurs acteurs de l'espace de théorisation, cette nouvelle priorité sur l'agenda politique du parti de « centre gauche » se donne à voir comme le moyen le plus sûr de redistribuer la *fortune*. Elle est, en cela, rapidement présentée comme susceptible d'offrir un « troisième pilier »¹⁰⁸⁴ à l'État social, en complément de la fourniture des

¹⁰⁸² DEPARTMENT FOR SOCIAL SECURITY, *Opportunity for all: tackling poverty and social exclusion*, Cm 4445, London, The Stationery Office, 1999.

¹⁰⁸³ Jacques CHEVALLIER, *L'État post-moderne...*, *op. cit.*, p. 71.

¹⁰⁸⁴ Will PAXTON & Sue REAGAN, *Progressing Asset-based Policies in the United Kingdom*, Policy Library, 2001, 12 p.

services publics et des politiques fiscales de redistribution des revenus. L'*Asset-based Welfare* à ceci de particulier qu'il peut être compris comme la mise en forme la plus aboutie d'une pensée affirmant l'atténuation des distinctions public/privé. Il s'appuie, tout d'abord, sur le mécanisme de la capitalisation¹⁰⁸⁵. De même, fidèle aux principes que s'est fixée la Troisième Voie, il impose à l'individu d'être l'acteur de sa protection sociale. Enfin, et peut-être surtout, L'*Asset-based Welfare* conduit à reconsidérer la question des rapports entre la gauche et la propriété privée¹⁰⁸⁶. Longtemps perçus comme conflictuels, ces rapports sont présentés comme l'une des principales sources du décalage entre le Parti travailliste et l'électorat britannique durant les années 1980. Or, affirme notamment Gordon Brown, il existerait pourtant une différence entre une propriété privée ne faisant que reconduire les privilèges entre générations, et une autre, « progressiste », permettant aux gens de « se réaliser »¹⁰⁸⁷. L'*Asset-based Welfare* s'inscrirait dans la seconde catégorie.

1. Contexte de conceptualisation de l'*Asset-based Welfare*

L'*Asset-based Welfare* est très certainement l'élément de réflexion le plus saillant de l'espace de théorisation au début des années 2000. L'essor de ce concept permet en effet de réinscrire explicitement la question des inégalités sur l'agenda politique de la

¹⁰⁸⁵ On rappellera que les mécanismes de la capitalisation sont déjà très présents dans le système britannique des retraites.

¹⁰⁸⁶ On ajoutera que, parallèlement au débat sur l'*Asset-based Welfare*, John Hills, directeur du *Centre for Social Exclusion* de la *London School of Economics*, rédige en 2000, pour l'IPPR, un document préconisant de créer un sentiment de propriété chez les locataires de logements sociaux au travers de la valorisation du paiement des loyers (voir John HILLS, *Reinventing Social Housing Finance*, London, IPPR, 2000).

¹⁰⁸⁷ Gordon BROWN, 'Equality - Then...', *op. cit.*, p. 44.

On rappellera en outre que le « révisionniste » Anthony Crosland affirme, en 1962 dans *The Conservative Enemy*, que si la propriété est bien distribuée, une démocratie de propriétaires est un idéal socialiste. De même, quelques décennies plus tôt, le socialiste éthique Richard Tawney écrit, dans *The Acquisitive Society* (1920), que la propriété privée ne constitue pas en soi un problème dès lors qu'elle a pour fonction de profiter à la communauté.

Troisième Voie, et de répondre ainsi aux critiques de la « gauche ». Si l'idée est présente depuis plusieurs années au sein de la nébuleuse « modernisatrice »¹⁰⁸⁸, elle connaît une mise en valeur certaine à la suite d'une tribune de Robert Reich dans le *New Statesman*, en juin 1999¹⁰⁸⁹. Chantre des nouvelles théories états-uniennes de la croissance¹⁰⁹⁰, cet ancien ministre du Travail de Bill Clinton affirme pourtant, en substance, la nécessité pour les « progressistes » de ne pas limiter leur action aux seules politiques d'investissements dans le capital humain. Si elles constituent, selon lui, la « meilleure solution » au problème des inégalités, ces politiques ne s'avèrent efficaces que sur le long terme. La redistribution des revenus étant, quant à elle, « pratiquement impossible », la gauche doit explorer de nouvelles pistes afin de répondre rapidement aux attentes des plus défavorisés. Or, c'est désormais au niveau du patrimoine que « l'action se situe ». La croissance exponentielle des valeurs immobilières, des actions et des fonds de pension durant la décennie 1990 a, pour l'auteur de *The Work of Nations*, essentiellement profité aux « classes moyennes ». Néanmoins, l'absence, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, d'un efficace impôt sur les successions conduira inmanquablement les enfants de ces catégories sociales à hériter dans les prochaines années de « l'aubaine intergénérationnelle la plus importante de l'histoire de la civilisation moderne ». Une telle perspective pose inévitablement problème à des individus revendiquant leur attachement à l'égalité des chances et à la méritocratie. Le capital ainsi accumulé doit par conséquent être redistribué vers les millions d'individus exclus de cette phase de croissance capitaliste car financièrement incapables d'investir.

Support du texte de Reich, le *New Statesman*, par l'intermédiaire de sa rédaction, se saisit de la proposition formulée par l'universitaire états-unien. Dans les semaines qui

¹⁰⁸⁸ Elle est notamment esquissée dans certains articles de Stuart White ou de chercheurs de l'*Institute for Public Policy Research* dès 1997.

¹⁰⁸⁹ Robert REICH, 'Give £50,000 to every boy and girl', *The New Statesman*, 14 June 1999, pp. 15-16.

¹⁰⁹⁰ Voir le chapitre 5.

suivent l'intervention de l'économiste, la rédaction de l'hebdomadaire marque en effet son soutien à cet « égalitarisme des biens » et, surtout, sa volonté de mettre en forme le débat. Le *New Statesman* suggère ainsi la potentielle force sociale de cette idée en évoquant l'intérêt que commenceraient à lui accorder plusieurs ministres britanniques. La réflexion autour de l'*Asset-based Welfare* - puis sa promotion - s'établit alors rapidement, à mesure que des réflexes de coalition se font jour entre des institutions et des individus généralement rivaux au sein de l'espace de théorisation. Progressivement, cette coalition laisse place à la constitution de ce qui peut s'apparenter à une « communauté épistémique »¹⁰⁹¹.

1. 1. De l'inégalité de revenus à l'inégalité de richesse

Plus qu'une politique *stricto sensu*, l'*Asset-based Welfare* est avant tout une approche répondant à un constat. Les individus et institutions qui portent l'*Asset-based Welfare* estiment en effet que si l'« ère Thatcher » a contribué à une accentuation des inégalités de revenus au sein de la population, celle-ci est, à terme, moindre que la croissance des inégalités de richesse. En 1985, les 10 % des plus riches britanniques détiennent ainsi 49 % de la richesse individuelle. Cette proportion passe à 54 % en 1999. De même, entre 1988 et 1999, 1% des plus riches a vu sa part dans cette même richesse passer de 17 à 23 %¹⁰⁹². Selon les partisans de l'*Asset-based Welfare*, cette inégalité de patrimoine s'avère, plus que l'inégalité de revenus, dommageable en termes d'accès aux opportunités. Elle obère de ce fait l'égalité des chances. La solution est dès lors simple. La

¹⁰⁹¹ Peter Haas définit la communauté épistémique comme étant un « réseau d'experts » qui « articule les relations de cause à effet de problèmes complexes, aident les états à identifier leurs intérêts et proposent des politiques spécifiques ». Plus précisément, une communauté épistémique est un « canal au travers duquel de nouvelles idées circulent des sociétés vers les gouvernements, aussi bien que de pays en pays ». Ces idées sont en outre « transmises avec un ensemble de croyances causales et reflètent une vision politique particulière ». (Voir Peter M. HAAS, 'Epistemic Communities and international Policy Coordination', *International Organization*, Winter 1992, vol. 46, n° 1, pp. 1-35).

¹⁰⁹² Will PAXTON, *Wealth Distribution - The Evidence*, London, IPPR-Centre for Asset-based Welfare, September 2002, p. 1.

redistribution des revenus ne génère de résultats que sur le court terme en assurant simplement le maintien de la consommation. Une redistribution des actifs - ou des biens (*assets*) - s'avère plus satisfaisante car elle permettrait d'améliorer la situation des individus sur le long terme. Les '*assets*' peuvent être définis, selon Gavin Kelly et Andrew Gamble¹⁰⁹³, comme un stock de ressources accumulées sur plusieurs années et pouvant prendre la forme d'un compte d'épargne, d'un logement, de titres financiers ou des droits liés à la retraite. La richesse renvoie dès lors, selon ces deux chercheurs de l'IPPR, à la valeur nette des *assets* détenus par un individu ou un ménage. L'*Asset-based Welfare* consiste donc à doter les individus d'un capital financier susceptible de leur permettre de se constituer un patrimoine. Ce dernier doit, par la suite, les conduire à être les véritables acteurs de leur existence, et les convaincre, de ce fait, qu'ils ont un intérêt concret dans la marche de la société. Fondé sur la valorisation du patrimoine tant financier qu'immobilier, l'*Asset-based Welfare* est ainsi l'occasion de démontrer que la gauche n'est plus hostile à l'extension d'une propriété individuelle qui fit, au cours des années 1980, le « succès » du thatchérisme¹⁰⁹⁴. Dans un document publié par l'*Institute for Public Policy Research*, Stuart White peut ainsi emprunter à John Rawls son idéal de '*property owning democracy*', et l'adosser à l'*Asset-based Welfare* « britannique » alors en phase de théorisation. L'ambition commune à ces deux modèles ne serait, selon Stuart White, pas simplement :

« [...] d'assister ceux qui sont perdants en raison d'accident ou d'infortune (même si cela doit être fait), mais plutôt de mettre tous les citoyens en position de

¹⁰⁹³ Gavin KELLY & Andrew GAMBLE, 'Stakeholding and Individual Ownership Accounts', document de travail transmis à l'auteur par Will Paxton, Directeur du *Centre for Asset-based Welfare* (IPPR) en 2002.

¹⁰⁹⁴ En 1987, lors du congrès annuel de son parti, Margaret Thatcher expose les fondements de la « nation de propriétaires » et du « capitalisme populaire » que les *tories* entendent mettre en place : « Ce gouvernement conservateur mène une croisade pour rendre la propriété accessible à chaque famille sur notre territoire. Notre rêve est de faire en sorte que ce qui fut un jour le privilège de l'élite devienne l'expérience quotidienne des masses. Ce rêve est en train de devenir réalité. À la fin de notre troisième mandat, il y aura encore plus de familles possédant davantage, davantage et davantage encore d'actions, de retraites privées, d'épargne. » (Margaret THATCHER, citée in Anne DAVIE, « Une politique patrimoniale », in Monica CHARLOT (dir.), *L'Effet Thatcher*, Paris, Economica, coll. « Politique comparée », 1989, p. 11).

gérer leurs propres affaires et de prendre part à la coopération sociale en position de respect mutuel, dans des conditions convenablement égales. »¹⁰⁹⁵

En Grande-Bretagne, l'*Asset-based Welfare* doit, concrètement, prendre corps dans deux dispositifs que présente Tony Blair en avril 2001 : le *Child Trust Fund* (CTF) et le *Saving Gateway* (SG). Le *Saving Gateway* doit permettre de développer l'épargne chez les ménages disposant des revenus les plus faibles. Il prend ainsi la forme d'un compte sur lequel tout versement par le détenteur ou son employeur conduit l'État à faire une contribution de même valeur. À l'issue d'une période de trois ans, la somme ainsi capitalisée doit être investie dans un autre instrument d'épargne, dans le financement d'une formation, ou encore, dans un fonds de pension. Le caractère socialement sélectif de cette politique est justifié par le fait que les ménages concernés - les plus modestes - sont en général non imposés. Ils ne bénéficient pas, de ce fait, des avantages fiscaux touchant les outils de l'épargne. Or, selon les partisans de l'*Asset-based welfare*, ce sont ces populations qui ont le plus besoin de la sécurité que peut procurer l'épargne.

Le cas du *Child Trust Fund*, introduit dans le budget que Gordon Brown présente en 2003, est encore plus significatif des objectifs fixés à l'*Asset-based Welfare*. C'est en effet au travers de ce dispositif que ce « troisième pilier de la protection sociale » doit pouvoir se déployer au mieux. Il prend en compte le problème déjà évoqué des inégalités de dotations initiales. Il confirme en outre, une nouvelle fois, la substitution de l'enfant au *male bread winner* au cœur de la politique sociale pensée par la Troisième Voie. Le CTF est un fonds d'investissement financé par le Trésor devant permettre de doter chaque nouveau né britannique d'un compte d'épargne. Ce compte est abondé par l'État à la naissance de l'enfant. L'opération est renouvelée à trois reprises jusqu'à la majorité du

¹⁰⁹⁵ 'The idea is not simply to assist those who lose out through accident or misfortune (although this must be done), but instead to put all citizens in a position to manage their own affairs and to take part in social cooperation on a footing of mutual respect under appropriately equal conditions'. (John RAWLS, *Justice as Fairness. A Restatement*, Cambridge (Ma), Harvard University Press, 2001, cité in Stuart WHITE, 'Asset-based Egalitarianism', in Sue REAGAN, *Asset and progressive Welfare*, London, IPPR, 2001, p. 5).

détenteur du compte. Les parents et les proches de l'enfant sont, parallèlement, encouragés à faire de même. Aux termes de dix-huit années de capitalisation, le détenteur du compte peut accéder à la somme ainsi constituée et l'investir librement¹⁰⁹⁶. Cette dernière peut alors lui permettre de financer des études - et d'accumuler ainsi du capital humain -, de disposer d'un apport initial dans le cadre de l'acquisition d'un logement, de financer le lancement d'une activité professionnelle, etc.

1. 2. La « communauté épistémique » de l'Asset-based Welfare

La réflexion autour de l'*Asset-based Welfare* et la conceptualisation du *Child Trust Fund* et du *Saving Gateway* se manifestent essentiellement au sein de l'*Institute for Public Policy Research* et de la *Fabian Society*. La manière dont l'illustre « gardienne » du socialisme démocratique britannique et le *think tank* néo-travailliste se saisissent de cette idée - et lui donnent forme de proposition - rend compte de la posture que ces institutions ont alors décidée d'adopter au sein de l'espace de théorisation. L'enjeu est en effet, tout en marquant une certaine indépendance vis-à-vis du *New Labour*, de profiter de la fenêtre d'opportunité que représente un probable second mandat néo-travailliste pour mieux influencer sur l'agenda politique du parti « de gauche ».

En février 2000, la *Fabian Society* publie un court texte de Julian Le Grand et David Nissan¹⁰⁹⁷, dans une collection dont le titre, '*Second Term Thinking*', ne laisse aucun doute sur les ambitions de cette organisation affiliée au *Labour*. Universitaire et *thirdwayer* notoire pour le premier, chercheur associé à la *Commission on Taxation and Citizenship* de la *Fabian Society* pour le second, les auteurs développent l'idée d'une dotation de 10 000 livres sterling allouée par l'État aux adolescents, et destinée à se muer, à leur

¹⁰⁹⁶ Plusieurs promoteurs de l'*Asset-based Welfare* proposent, dans un premier temps, d'imposer certains investissements au titulaire du compte ou de faire approuver ses choix par un conseil composé de représentants de la « communauté » ou du secteur privé. En raison de problèmes de faisabilité, cette idée de contrainte est finalement abandonnée.

¹⁰⁹⁷ Julian LE GRAND & David NISSAN, *A Capital Idea. Start-Up Grants for Young People*, London, Fabian society, Fabian Report 49, 2000, 16 p.

majorité, en un « tremplin pour accumuler de la richesse »¹⁰⁹⁸. Reprise dans les colonnes de la presse « progressiste » et « conservatrice », la contribution de Le Grand et Nissan amorce également la constitution, au cœur de l'espace de théorisation, d'une coalition objective autour de l'*Asset-based Welfare*. Les deux auteurs *fabian* annoncent, dans la quinzaine de pages que compte leur essai, la publication à venir de travaux voisins réalisés au sein de l'*Institute for Public Policy Research*. Dans les mois qui suivent, Gavin Kelly et d'autres chercheurs du *think tank* néo-travailliste éditent en effet plusieurs documents ambitionnant de démontrer la faisabilité et l'efficacité de l'*Asset-based Welfare*¹⁰⁹⁹. La volonté de définir le « second souffle » du projet politique néo-travailliste est d'ailleurs peut-être plus prégnante dans l'effort fourni par l'IPPR. Le *think tank*, dont nombre de chercheurs ou anciens chercheurs occupent des positions stratégiques au sein de l'entourage du Premier ministre ou dans plusieurs ministères, dont celui du Trésor, met en place un « centre de recherche » en charge de formaliser, à l'attention du gouvernement, des outils relevant de cette nouvelle forme de *Welfare*. Le *Centre for Asset-based Welfare* réalise ainsi, entre 2001 et 2004, plusieurs documents où se mêlent théorie, données chiffrées et exemples pratiques.

À cette coalition que scelle symboliquement un entretien entre Julian Le Grand et David Kelly dans les pages du mensuel *Prospect*, s'ajoute progressivement la constitution d'une « communauté épistémique » de l'*Asset-based Welfare*. Les partisans britanniques de cette « nouvelle politique » établissent en effet des liens avec les protagonistes d'autres débats nationaux. Ils travaillent ainsi à mettre en forme la représentation d'une « communauté » d'entrepreneurs politiques et intellectuels à vocation internationale. C'est

¹⁰⁹⁸ Julian LE GRAND & David NISSAN, *A Capital...*, *op. cit.*, p. 3.

Cette proposition fait implicitement écho à la réflexion menée aux Etats-Unis, à la même période, par Bruce Ackerman et Anne Alstott. Les deux universitaires suggèrent en effet le versement d'une somme de 80 000 dollars à tout américain de 21 ans, diplômé du secondaire et bénéficiant d'un casier judiciaire vierge. (Voir Bruce ACKERMAN & Anne ALSTOTT, *The Stakeholding Society*, New Haven, Yale University Press, 1999).

¹⁰⁹⁹ Voir notamment Gavin KELLY & Rachel LISSAUER, *Ownership for all*, London, IPPR, 2000.

principalement vers les États-Unis que se tournent les Britanniques. L'expérience nord-américaine revêt, il est vrai, des propriétés non négligeables. Théorisée depuis de nombreuses années, elle bénéficie en outre d'applications politiques concrètes, tant au niveau fédéral qu'à celui des états fédérés. Outre la participation de Julian Le Grand ou Stuart White à la conférence *Real Utopia* organisée à l'Université du Wisconsin - conférence à laquelle participe également Bruce Ackerman¹¹⁰⁰ -, c'est l'IPPR qui se livre avec le plus d'assiduité à ce jeu de miroirs entre expériences britannique et états-unienne. Le *think tank* tisse en effet des liens avec le *Center for Social Development* (CSD) de l'Université Saint Louis de Washington. « Centre de recherche *leader* » en matière d'*Asset-based Welfare*, le CSD est dirigé par Michael Sherraden [Voir Encadré 10], dont le travail est à l'origine de la mise en place, dans certains États fédérés, des *Individual Development Accounts* (IDAs). Ces mêmes IDAs serviront par la suite de références au *Saving Gateway* britannique. Michael Sherraden est, dès 2000, invité à s'exprimer en Grande-Bretagne sur les « vertus préventives » de l'*Asset-based Welfare*. Intervenant dans des conférences co-organisées par son centre de recherche et par l'IPPR, Il rencontre plusieurs ministres britanniques, dont David Blunkett, alors en charge de l'Éducation. Il est, surtout, l'invité du 10 *Downing Street* en septembre 2002.

Comme le note Diane Stone, l'influence politique d'une communauté épistémique requiert des liens avec le parti au pouvoir, des « positions bureaucratiques ou politiques et des canaux réguliers de communication avec les dirigeants *via* des commissions ou des conseils scientifiques »¹¹⁰¹. Au-delà des positions privilégiées de Julian Le Grand et Gavin Kelly¹¹⁰², ou de la présence importante de chercheurs de l'IPPR au sein du Trésor, les

¹¹⁰⁰ Coauteur, à la fin des années 1990, d'un essai sur l'*Asset-based Welfare* : Bruce ACKERMAN & Anne ALSTOTT, *The Stakeholding...*, *op. cit.*

¹¹⁰¹ Diane STONE, *Capturing...*, *op. cit.*, p. 89.

¹¹⁰² Julian Le Grand est conseiller officiel de Tony Blair, et Gavin Kelly est membre de l'*Innovation Unit* du 10 *Downing Street*.

partisans de l'*Asset-based Welfare* multiplient les interventions dans les cénacles « modernisateurs ». Will Paxton, responsable du *Centre for Asset-based Welfare* de l'IPPR, publie ainsi un article dans *Progress*, revue des « progressistes travaillistes », longtemps très proche de Peter Mandelson¹¹⁰³. Dans un autre registre, mais confortant en cela leur posture d'« entrepreneurs de cause », Will Paxton et Matthew Taylor décident d'intervenir directement dans le débat public en juillet 2002. Constatant le désintérêt croissant du gouvernement pour l'*Asset-based Welfare* depuis les élections de 2001, les deux chercheurs de l'IPPR estiment que cette idée « novatrice et internationalement reconnue » est « en danger »¹¹⁰⁴. Ils enjoignent par conséquent les travaillistes à s'en saisir de nouveau et à dépasser le stade de la mise sur agenda.

Encadré 10 : Michael Sherraden

Directeur du *Center for Social Development* (CfSD) de l'Université Saint-Louis de Washington, Michael Sherraden se présente, dans un document disponible sur le site du CfSD¹¹⁰⁵, comme étant un '*policy entrepreneur*' et reprend la définition qu'en donne John Kingdon : les *policy entrepreneurs* « peuvent être à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement, être élus ou nommés, dans des groupes d'intérêts ou des organisations, mais leur caractéristique principale [...] est leur volonté d'investir leurs ressources - temps, énergie, réputation et parfois argent - dans l'espoir d'un retour futur »¹¹⁰⁶. Ce « retour futur » consisterait, pour Sherraden, en la mise en pratique par les *leaders* politiques états-uniens de sa réflexion sur l'*Asset-based Welfare*. À l'origine spécialiste des politiques pour la jeunesse et pour l'emploi, Sherraden entre en contact, à la fin des années 1980, avec le *Progressive Policy Institute* (PPI). En 1990, il rédige pour ce *think tank* néo-démocrate un premier document sur les *Individual Saving Accounts*¹¹⁰⁷, espérant, de son propre

¹¹⁰³ Elle a en effet été fondée par Derek Drapper, un ancien collaborateur de Peter Mandelson.

¹¹⁰⁴ Matthew TAYLOR & Will PAXTON, 'Give your baby a chance', *The New Statesman*, 15 July 2002, p. 32.

¹¹⁰⁵ Michael SHERRADEN, *From Research to Policy: Lessons from Individual Development Accounts*, Saint-Louis, Center for Social Development, 2000, 34 p.

¹¹⁰⁶ Sherraden utilise également la définition plus neutre fournie par le politiste Michael Minstrom, en vertu de laquelle les *policy entrepreneurs* sont des individus « qui cherchent à initier la dynamique d'un changement de politique » (Michael SHERRADEN, *From research...*, *op. cit.*, p. 20)

¹¹⁰⁷ Michael SHERRADEN, *Stakeholding: A new Direction in social Policy*, Washington, Progressive Policy Institute, 1990.

aveu, attirer l'attention des *policy-makers* nationaux¹¹⁰⁸. L'espoir se révèle pourtant vain, en dépit d'un article élogieux de Bruce Reed¹¹⁰⁹ dans la revue *The Mainstream Democrat*, proche des néo-démocrates. Parallèlement à cette première tentative d'intervention dans le champ politique, Sherraden se rapproche de la *Corporation for Enterprise Development* (CfED). Cet organisme mène, depuis sa création en 1979, des recherches sur les incitations à l'épargne et à la création de micro-entreprises au sein des « communautés » défavorisées. Michael Sherraden, qui en 1989 a commencé la rédaction de *Assets and the Poor*, se voit proposer de publier ses premiers chapitres dans la revue du CfED. Cette publication attire l'attention du journaliste William Raspberry qui, entre mars et mai 1990, publie dans le *Washington Post* trois articles sur les premiers travaux du chercheur. Sollicité par différents élus et hauts fonctionnaires à la suite de ces articles, le concepteur des IDAs entre plus particulièrement en contact avec Jack Kemp, secrétaire au Logement et au Développement Urbain de l'Administration Bush, et Bill Bradley, sénateur démocrate et futur candidat aux primaires de 1999. Michael Sherraden est ainsi appelé à participer, en tant qu'expert, à la rédaction des premières propositions législatives s'inspirant des IDAs. Le budget fédéral de 1992 reprend en outre certains éléments de ces propositions, tandis que l'Iowa - sous l'impulsion de la sénatrice démocrate Elaine Simoniak - et l'Oregon mettent en place les premiers programmes d'IDAs. La publication de *Assets and the Poor* en 1991, qu'accompagnent plusieurs chroniques dans des revues universitaires et un article dans la prestigieuse *New York Review of Books*, conforte la visibilité des idées de Sherraden dans le débat politique. Bill Clinton soutient ainsi le principe même des IDAs lors de sa première campagne présidentielle, et y fait référence lors de son Discours sur l'état de l'Union en 1999. George W. Bush fait de même lors de la campagne électorale des présidentielles en 2000.

2. Les « valeurs progressistes » de l'Asset-based Welfare

Revendiquant la « modernité », la focalisation sur les inégalités de distribution des richesses n'en est pas moins présentée comme l'étape contemporaine d'une réflexion entamée dès la publication de l'*Agrarian Justice* de Thomas Paine, en 1795¹¹¹⁰. Inscrivant

¹¹⁰⁸ Michael SHERRADEN, *From Research...*, *op. cit.*, p. 6.

¹¹⁰⁹ Bruce Reed sera par la suite l'un des membres de la *Welfare Team* de la première administration Clinton.

¹¹¹⁰ La figure de Thomas Paine est présente tant dans les écrits de Le Grand et Nissan que dans ceux des chercheurs de l'*Institute for Public Policy Research*. Cette volonté d'inscrire l'*Asset-based Welfare* dans la continuité de cette réflexion nous a été confirmée par Will Paxton, directeur de l'*Asset-based Welfare Centre* de l'IPPR.

sa réflexion dans une tradition relevant du républicanisme civique, le philosophe anglais, fait citoyen français par la Convention, affirme le droit de chaque individu à disposer d'une part de ce patrimoine universel qu'est la terre. Il propose de réaliser ce droit à travers la création d'un fonds alimenté par une taxe foncière, de manière à fournir à tous les citoyens une dotation en capital. Cette dernière est censée correspondre à la propriété foncière virtuelle dont chacun disposerait. Cette forme de redistribution fait par la suite l'objet d'autres propositions théoriques. Elle est discutée et reformulée régulièrement, tant par la gauche (de G. D. H. Cole et son « socialisme des ligues » au Nobel d'économie James Meade¹¹¹¹) que par la droite (Friedrich von Hayek, notamment, s'y intéressera). Cet intérêt trans-partisan éclaire certainement les raisons du consensus médiatico-politico-intellectuel ayant accompagné les premiers moments d'énonciation des principes guidant l'*Asset-based Welfare* en Grande-Bretagne. Il semble même qu'il faille y voir, pour reprendre les termes de l'un de ses promoteurs, la marque d'une « politique sans ennemis »¹¹¹². Le journaliste et intellectuel libéral Samuel Brittan, éditorialiste au *Financial Times*, y entrevoit les signes d'une « petite révolution », l'*Asset-based Welfare* devant, selon lui, participer à l'essor d'une « culture capitaliste » dont Margaret Thatcher avait plus que posé les jalons¹¹¹³. L'*Adam Smith Institute*, l'un des *think tanks* les plus influents de l'« ère Thatcher », revendique ainsi explicitement la paternité de l'*Asset-based Welfare* en le présentant comme l'héritier direct du *right to buy*. Consacré par le vote de l'*Housing Act* en 1980, le *right to buy* constituait en effet la première étape vers la « démocratie de petits propriétaires » qu'entendait mettre en place le système d'action

¹¹¹¹ On rappellera également que les radicaux anglais de la fin du XIX^e siècle se rassemblaient sous le slogan « Trois acres et une vache pour chaque homme ».

¹¹¹² Gavin KELLY, 'Nest Eggs', *The Independent*, 7 June 2000.

¹¹¹³ Samuel Brittan, proche des thatchériens durant les années 1980, voit l'héritage de Ricardo dans la volonté du gouvernement néo-travailliste de doter chaque nouveau né d'un capital. Regrettant cependant la faiblesse des moyens budgétaires mis en œuvre pour soutenir le *Child Trust Fund*, il élabore une proposition alternative : les sommes tirées de la vente des licences de téléphonie mobile par le gouvernement, et destinées à rembourser la dette publique, auraient dû être redistribuées à chaque citoyen. Cela aurait permis, selon le journaliste, de développer une sorte de culture participative et démocratique au cœur du capitalisme.

néolibéral¹¹¹⁴. En réaction à cette tentative de captation de l'*Asset-based Welfare* par la droite, ses partisans de « gauche » développent un argumentaire tendant à en souligner le caractère intrinsèquement progressiste. S'il concède à la droite thatchérienne un engagement en faveur de la diffusion du patrimoine dans la population, Will Paxton, responsable du *Centre for Asset-based Welfare*, suggère qu'à la différence du précédent néolibéral, le projet actuel renvoie à des valeurs « positives » et ne préfigure pas une déstabilisation du système de protection sociale.

2. 1. L'*Asset-based Welfare* et l'« universalisme progressif »

En permettant de doter chaque individu d'un patrimoine, l'*Asset-based Welfare* s'inscrirait dans la logique induite par la recherche de l'égalité réelle des chances que défend la Troisième Voie. Il assurerait à chacun un intérêt dans l'activité sociale et, par là même, une place au sein de la communauté nationale. C'est dans cette optique de consolidation du sentiment d'appartenance que se justifie également le recours à une certaine forme d'universalisme. Décrivant les mécanismes de ce qui deviendra plus tard le *Child Trust Fund*, Julian Le Grand et David Nissan, partisans d'un *Asset-based Welfare* universel, tempèrent cependant leur position en insistant sur ce qu'ils présentent comme l'« objection du Prince William »¹¹¹⁵. Cette dernière peut être résumée en une seule interrogation : les plus favorisés, comme le Prince William, ont-ils réellement besoin d'une telle dotation en capital ? Les deux auteurs répondent affirmativement à cette question. Aucun enfant britannique ne doit être mis à l'écart de cette politique, ne serait-ce que pour affermir les bases de la communauté nationale. Néanmoins, l'universalisme guidant l'*Asset-based Welfare* doit faire l'objet de certains aménagements. Il doit tenir

¹¹¹⁴ Ce « droit d'acheter » se serait traduit par l'accession à la propriété de plus d'un million et demi de locataires de logements sociaux.

¹¹¹⁵ Voir Julian LE GRAND & David NISSAN, *The Capital...*, *op. cit.*, p. 10, ainsi que Julian LE GRAND, 'Implementing Stakeholder Grants: the British Case', Paper presented at the *Real Utopias Conference* on 'Rethinking Redistribution: universal basic Income and Stakeholder Grants as Designs for a more egalitarian Capitalism', University of Wisconsin, 2-5 May 2002.

compte des différences de situations existant entre les individus. C'est cette idée que l'on retrouve dans la notion d'« universalisme progressif » adoptée par le gouvernement dans le cadre du *Child Trust Fund*. Respectant en cela l'équité dont la Troisième Voie habille l'égalité réelle des chances, l'universalisme progressif se traduit par le versement d'une somme plus élevée aux enfants issus des milieux les plus défavorisés. Il consacre par là même l'objectif d'égalisation des dotations initiales.

2. 2. *L'Asset-based Welfare et la morale*

L'Asset-based Welfare doit également être un facteur de « responsabilisation » pour ceux qui en bénéficient. Ses promoteurs estiment notamment que l'individu titulaire d'un compte abondé par le *Child Trust Fund* apprend, au travers de l'épargne, à planifier son futur en cherchant à réaliser les investissements les plus adéquats et raisonnés. Misant sur l'influence « positive » de l'épargne sur le comportement des individus, les partisans de *L'Asset-based Welfare* avancent que l'enfant - puis l'adolescent -, conscient de l'accumulation des fonds, sera, s'il reçoit une « bonne éducation »¹¹¹⁶, enclin à dépenser de « manière sage » la somme ainsi épargnée. Julian Le Grand et David Nissan ajoutent en outre qu'une certaine forme de pression sociale s'exercera naturellement sur les jeunes recevant ces sommes. Ils ne pourront, de ce fait, les dépenser inconsidérément. Réapparaît ainsi la dimension normative et foncièrement morale que nombre de partisans de la Troisième Voie veulent conférer au *Welfare*.

2. 3. *L'Asset-based Welfare et l'indépendance*

Outre cette responsabilisation individuelle, *L'Asset-based Welfare* pourrait également, au travers de la propriété et de l'accumulation d'actifs, engendrer un sentiment

¹¹¹⁶ L'IPPR propose ainsi d'assortir le *Child Trust Fund* de cours de gestion financière. Stuart White, auteur d'un article dans l'une des publications du *Centre for Asset-based Welfare*, soumet l'idée de permettre à des représentants d'universités, de syndicats, de petites entreprises ou d'institutions financières de se rendre dans les écoles pour conseiller les enfants sur la manière d'utiliser leur « capital ».

de sécurité et d'indépendance. L'allocation de capitaux doit en effet conduire à la constitution d'un patrimoine ; un patrimoine censé sécuriser les individus face aux aléas de l'existence. Il facilite, par exemple, les périodes de transition entre deux emplois en rendant moins opérante la baisse de revenus. On peut, concrètement, imaginer deux individus, A et B. A est propriétaire de son logement, B en est locataire. Si A et B perdent leur emploi, il est évident que cette baisse de revenus sera ressentie de manière différente par les deux individus. Elle sera vraisemblablement moins importante pour A que pour B, ce dernier devant continuer de payer son loyer. De même, si la situation perdure, A conserve la possibilité d'hypothéquer ou de vendre son habitation afin de disposer d'un capital qui, peut-être, lui permettra de saisir d'autres opportunités, comme le lancement d'une activité professionnelle à son propre compte. La propriété permet donc à l'individu de se ménager une certaine marge de manœuvre, et de se défaire de certaines contraintes. Robert Castel a montré, dans un contexte certes différent, combien la propriété devait être appréhendée, depuis Locke, comme un « support d'indépendance » en ce qu'elle « permet à l'individu d'exister par lui-même », de s'affranchir des « protections-sujétions »¹¹¹⁷. Stuart White ne dit ainsi pas autre chose lorsqu'il affirme que le fait de n'être propriétaire de rien « affecte directement le degré en fonction duquel vous êtes libres de faire ce que vous souhaitez sans être sujet aux interférences des autres »¹¹¹⁸. Imaginons par exemple, suggère White,

« [...] que vous soyez sans domicile et souhaitiez dormir. Vous trouvez un espace dans lequel vous aimeriez dormir. Mais cet espace est la propriété de Jones [qui] appellera la police et vous fera partir. Si vous vous tournez vers le terrain de

¹¹¹⁷ On renverra ici à l'ouvrage désormais classique de Robert Castel, *Les Métamorphoses...*, *op. cit.*, ainsi qu'à un essai plus récent du sociologue : *L'insécurité sociale...*, *op. cit.*, pp. 15-19.

¹¹¹⁸ Stuart WHITE, 'The Citizen's Stake and Paternalism', Paper presented at the *Real Utopias Conference on 'Rethinking Redistribution: universal basic Income and Stakeholder Grants as Designs for a more egalitarian Capitalism'*, University of Wisconsin, 2-5 May 2002.

Smith, elle fera de même. Et ainsi de suite pour tous les propriétaires terriens des environs. »¹¹¹⁹

Il se peut, bien évidemment, comme le reconnaît White, que l'individu sans domicile se voit finalement accorder le droit de passer la nuit sur une autre propriété. Il demeure néanmoins « vulnérable aux interférences », le propriétaire pouvant très bien le réveiller au milieu de la nuit et le chasser. Aussi, conclut Stuart White, la propriété peut, elle, sinon éviter, tout du moins réduire les implications de cette « interférence » d'un tiers ou d'un événement sur notre existence.

2. 4. *L'Asset-based Welfare et l'État social*

Enfin, l'*Asset-based Welfare* incarnerait une vision « progressiste » et « réformiste » de la société en ce qu'il n'aurait d'autres vocations que de compléter le *Welfare* préexistant. Il ne cherche donc pas, comme le suggèreraient les libéraux, à s'y substituer. La dimension individualiste de cette politique invite en effet certains à penser qu'il suffirait finalement de donner à chacun une même part initiale d'*assets* puis de laisser le marché faire son œuvre. Une telle stratégie, affirment les « progressistes » rassemblés autour de l'*Asset-based Welfare*, pervertirait le dessein initial de cette politique. Pire, tonne Stuart White, elle ferait le lit d'un « thatchérisme de gauche »¹¹²⁰ en lançant une dernière salve contre une protection sociale déjà profondément contestée dans sa légitimité et son efficacité de part et d'autre du spectre politique. En outre, ajoutent Will Paxton et Sue Reagan, chercheurs à l'*Institute for Public Policy Research*, le « risque et la responsabilité ne doivent pas passer d'un fonds collectif à un fonds individuel »¹¹²¹. Si l'*Asset-based Welfare* sollicite la participation de l'individu dans la gestion de sa propre

¹¹¹⁹ 'Imagine, for example, that one is homeless and wishes to sleep. One identifies an area in which one would like to sleep. But this area is owned by Jones and [...] Jones will call the police and move you off. If you turn to Smith's land, she will do the same. And so on, for every land-owner in the vicinity.' (Stuart WHITE, 'The Citizen's...', *op. cit.*).

¹¹²⁰ Stuart WHITE, 'Asset-based Egalitarianism', *op. cit.*

¹¹²¹ Will PAXTON & Sue REAGAN, *Progressing...*, *op. cit.*

protection sociale - au travers des choix d'investissement de la somme capitalisée -, cette politique ne doit pas être un prétexte pour faire glisser dans son intégralité la responsabilité de l'État vers l'administré. L'*Asset-based Welfare* doit prendre place dans le système de protection sociale, aux côtés de la fourniture de services publics et des politiques fiscales de redistribution, mais en aucun cas le résumer. Cet argument récurrent du discours de promotion de l'*Asset-based Welfare* vise essentiellement à répondre aux hésitations d'une partie de la gauche, et à ne pas désavouer les prétentions redistributives dont se pare ce « nouveau pilier du *Welfare* ». Le *Child Poverty Action Group*, qui a, depuis 1997, joué de sa visibilité médiatique pour dénoncer les « oublis » du *New Labour* en matière de justice distributive, craint pourtant que l'*Asset-based Welfare* ne s'attaque qu'à la « surface des inégalités »¹¹²². Contestant une éventuelle capacité universelle à épargner, l'organisation rappelle que la Grande-Bretagne du début des années 2000 compte encore deux millions et demi d'enfants ne disposant pas des « nécessités de base » que sont « une paire de chaussure, une maison chauffée ou quelques jours de vacances dans l'année ». Rejoignant ainsi le débat entre égalité des chances et égalité de résultats, le CPAG affirme que la capacité à épargner ne peut être une réalité sans l'accès préalable à un revenu décent.

Poreuses ou évolutives, les nouvelles frontières du *Welfare* que dessine la Troisième Voie doivent instiller les germes de la rupture au sein d'un équilibre ; celui par lequel s'opposent « traditionnellement » initiative publique et initiative privée. Il s'agit donc de nier la pertinence de certains clivages ayant longtemps justifié nombre d'affrontements

¹¹²² Claire KOBER, 'Baby Bonds - Can Assets-based Welfare tackle inequality?', *Poverty*, Summer 2003, n° 115.

idéologiques. Ce faisant, la Troisième s'expose de nouveau à une critique formulée à son encontre dans d'autres contextes. La renonciation à l'idée de conflictualité, ici au nom de l'efficacité, tend en effet à réactiver une analyse faisant du projet politique du « nouveau centre gauche » britannique une entreprise de dépolitisation. Seule l'évocation par certains *thirdwayers* d'une immuable distinction du public et du privé sur le terrain des valeurs semble pouvoir remettre en question cette critique.

Que peut-on dire de la Troisième Voie ? On peut tout d'abord réaffirmer qu'elle existe en tant que produit d'un espace de théorisation. Cet espace, dont nous avons vu qu'il se constitue pour l'essentiel autour de réseaux d'interconnaissance et de positions, existe, pour sa part, en tant que système. Ce que nous avons considéré comme étant la Troisième Voie renvoie donc à l'ensemble de la production réalisée au sein de ce même espace. Partant, une première hypothèse se voit confirmer. Puisqu'il saisit notamment un certain nombre de prises de position et accepte les logiques de concurrence et de différenciation, l'espace de théorisation ne peut générer un produit totalement homogène, monolithique. La Troisième Voie est donc un objet composite, construit sur des tensions, des rapports de forces autour d'actes de définition et de codification, etc. De cette caractéristique, doit également émerger l'idée que la Troisième Voie ne se superpose pas de manière parfaite au néo-travaillisme. La première constitue, comme nous l'avons déjà dit, un « agenda maximal », susceptible d'alimenter de certains de ses éléments le néo-travaillisme, cet ensemble de pratiques et de croyances assumé par les « modernisateurs ». La Troisième Voie n'est pas non plus le fruit d'une « américanisation » des champs politique et intellectuel britanniques. Si les travers d'une *historicisation* de complaisance menacent toujours, on ne peut nier que l'espace de théorisation permet des processus de reconversion et que ces derniers s'appliquent, à différents moments, à certains pans de l'histoire de la pensée progressiste. C'est en cela que les partisans de la Troisième Voie peuvent être en mesure de revendiquer de manière légitime une filiation, même ténue, au progressisme britannique. Il est également peu cohérent, pour poursuivre dans cette

logique, de considérer que la Troisième Voie n'est qu'un pragmatisme. Une telle affirmation nie simplement cette réalité objective qu'est l'espace de théorisation.

Au-delà de l'identification de l'espace de théorisation et de son produit, la lecture interne des contributions théoriques laisse apparaître deux traits particulièrement saillants : l'ancrage de l'individualisme au cœur de la Troisième Voie, et une tendance de cette dernière à la dépolitisation. Ces deux points sont, à notre sens, d'autant plus importants que c'est autour d'eux que s'amorcent les différents débats et polémiques relatifs au « néo-progressisme ».

L'ensemble des entrepreneurs d'idées de la Troisième Voie place l'individu au cœur de sa réflexion, chacun prenant soin, parallèlement, de mettre en lumière une recherche d'équilibre entre l'individu et l'exigence de solidarité. On trouve ici trace d'évolutions observables dès la fin des années 1980, tant au sein de la gauche intellectuelle que de la gauche politique. En effet, le Parti travailliste affirme alors la place centrale que doit occuper l'individu dans les préoccupations d'une gauche « moderne »¹¹²³, cherchant en cela à s'adapter aux contraintes posées par le projet thatcherien. Au sein du champ intellectuel, la recherche d'un « individualisme socialiste » est l'un des axes majeurs du projet « post-fordiste » porté par les individus rassemblés autour de *New Times*, des individus dont certains rejoindront par la suite les cénacles « modernisateurs ». Le parti pris doctrinal de la Troisième Voie s'inscrit donc dans la continuité de ces deux premières étapes.

Les orientations individualistes de la Troisième Voie, qu'elle tempère en plaçant en contrepois son engagement envers la communauté, se veulent les signes d'une analyse plus sensible de la société. Il s'agit en effet de prendre en compte un phénomène

¹¹²³ On renverra notamment aux écrits de Roy Hattersley, vice-leader durant les années 1980, et chargé par Neil Kinnock de faire l'état des « buts et valeurs du socialisme démocratique ».

d'individualisation du social, dont la principale manifestation est l'existence de trajectoires individuelles de plus en plus différenciées et plurielles. De manière peut-être plus tangible, cette adaptation de la « gauche de gouvernement » à ce qui est donné à voir comme une « réalité sociologique » vise à répondre à l'émergence de classes moyennes de plus en plus hégémoniques et réclamant le « droit » au choix et à la personnalisation de leur rapport à l'État. Les implications d'une telle évolution sont importantes sur un plan simplement théorique. Elles impliquent la reconfiguration de certains principes et valeurs, et notamment, un travail de relecture de l'égalité. L'enjeu est en effet pour la Troisième Voie de marquer son engagement envers un certain égalitarisme, preuve de son inscription « à gauche », mais également de se détacher de certains aspects d'une égalité disqualifiée par l'offensive idéologique des néo-libéraux durant les années 1980. L'égalité à laquelle est arrimée la Troisième Voie - l'égalité *réelle* des chances - se veut, de ce fait, respectueuse des projets de vie individuels et ne vise, à terme, qu'à rendre les individus capables de mener ces mêmes projets. L'État assurant cette égalité se mue dès lors en *enabling state*. On peut toutefois noter que ce concept d'*enabling state*, et ce qu'il induit en termes de « responsabilisation » des individus connaît depuis peu une contestation au sein même de l'espace de théorisation. Dans un ouvrage récent, Anthony Giddens regrette en effet que l'*enabling state* puisse donner l'impression de « laisser les gens livrés à eux-mêmes »¹¹²⁴ après leur avoir permis d'accéder à certains biens stratégiques. S'appuyant sur les travaux de Folke Schuppert, professeur de Droit à l'Université Humboldt de Berlin, le sociologue propose la mise en place d'un '*ensuring state*'. Ce dernier met l'accent sur la responsabilité de l'État envers les citoyens en le contraignant à fournir certaines garanties. Dans les secteurs dont les biens et services sont distribués par l'initiative privée, l'*ensuring state* se devrait ainsi de « garantir » ces biens et services *via* « l'audit, la

¹¹²⁴ Anthony GIDDENS, 'Neoprogessivism...', *op. cit.*, p. 13.

régulation ou le financement »¹¹²⁵. Le concept manque certes de précision et de contenu, mais il marque bien, par sa seule existence, les craintes de certains *thirdayers* de voir le respect des responsabilités et l'autonomie individuelles conduire à un retour de l'« État minimal »¹¹²⁶.

L'autre point de convergence des débats et polémiques autour de la Troisième Voie se cristalliserait autour de la volonté supposée de ce projet politique de « dépolitiser » l'ordre social. Cette critique, principalement développée par des intellectuels « radicaux » comme Stuart Hall ou Chantal Mouffe, trouve en effet matière à se nourrir dans les écrits et discours de nombre de *thirdwayers*. Il est manifeste, voire revendiqué, que la Troisième tend le plus souvent à la recherche d'une certaine forme d'unanimisme social. De la « perte de sens » des « politiques émancipatrices » à celle des frontières séparant initiative publique et initiative privée, en passant par le rejet d'une lecture classiste de la société, de nombreux éléments confirment cette volonté d'évacuer toute source de conflictualité. Cet état de fait repose certainement sur la stratégie politique et électorale adoptée par le *New Labour*. En effet, en prétendant au statut de « parti des classes moyennes », le Parti travailliste rompt avec ses origines de « parti de classe »¹¹²⁷. De telles évolutions induisent, une nouvelle fois, certains repositionnements théoriques. La Troisième Voie donne ainsi le sentiment d'éviter d'interroger certains maux sociaux et, plus particulièrement, la question des inégalités matérielles au sein même des populations « incluses ». Cette attitude

¹¹²⁵ Folke SCHUPPERT, 'The ensuring state', in Anthony GIDDENS (ed.), *The progressive...*, op. cit., p. 57.

¹¹²⁶ S'il ne prône pas l'État minimal, Tony Blair rappelle cependant son attachement à un *enabling state* « maximal » : 'Today is not the era of the big state [...] One day, when I am asked by someone whose neighbourhood is plagued with anti-social behaviour or whose local school is failing or hospital is poor, "What are you going to do about it ?" I want to be able to reply : "We have given you the resources. We have given you the powers. Now tell me what you are going to do about it' (Tony BLAIR, *Speech at the Labour Party Conference 2005*, op. cit.).

¹¹²⁷ Sur cette évolution repérable dans d'autres démocraties occidentales, voir Alain BERGOUNIOUX & Gérard GRUNBERG, *L'Utopie...*, op. cit., pp. 296-298.

contribue alors aisément à exposer ce « nouveau progressisme », comme on l'a vu, à une critique contestant son inscription dans l'univers social-démocrate.

Bibliographie

La mobilisation autour de la théorisation de la Troisième Voie a été particulièrement riche en productions intellectuelles. Cette situation nous interdit donc de prétendre à l'exhaustivité au travers de cette bibliographie. N'y figurent, de ce fait, que les textes dont nous jugeons, de manière partielle, qu'ils revêtent un caractère fondamental sur le sujet. Par ailleurs, compte tenu de la manière dont le débat s'est structuré, cette bibliographie contient des références dont les supports (hebdomadaires, sites internet, etc.) n'ont d'ordinaire pas leur place dans ce type de document. Il nous semble pourtant que l'argument invoqué plus haut justifie leur présence dans ces pages.

- I - OUVRAGES GÉNÉRAUX

BERGOUNIOUX Alain & GRUNBERG Gérard, *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*, Paris, Éditions de Fallois, 1996, 406 p.

CUPÉRUS René & KANDEL Johannes (eds.), *European social democracy. Transformation in progress*, Amsterdam, Wiardi Beckman Stichting/Friedrich Ebert Stiftung, 1998, 302 p.

FOOTE Geoffrey, *The Labour Party's political Thought. A History*, New York, St Martin's Press, 3^e édition, 1997, 386 p.

LAZARD Marc (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1996, 704 p.

SASSOON Donald, *One Hundred Years of Socialism. The West european Left in the Twentieth Century*, London & New York, I. B. Taurus, 1996, 965 p.

SHAW Eric, *The Labour Party since 1979. Crisis and Transformation*, London, Routledge, 1994, 261 p.

WRIGHT Anthony, *Socialisms. Why Socialists disagree and what they disagree about*, Oxford, Oxford University Press, 1987, 146 p.

- II - CONTRIBUTIONS A L'ESPACE DE THÉORISATION DE LA TROISIÈME VOIE

BECK Ulrich, 'Capitalism without Work', *Dissent*, Winter 1997, pp. 51-56.

BECK Ulrich, 'How modern is modern Society', *Theory, Culture and Society*, vol. 9, n° 2, 1992, pp. 163-169.

BECK Ulrich, 'The Cosmopolitan Manifesto', *The New Statesman*, 20 March 1998, pp. 28-30.

BECK Ulrich, « Autour de la société du risque », *La Revue Socialiste*, n° 4, juillet 2000, pp. 36-51.

BECK Ulrich, *Risikogesellschaft*, Frankfurt, Suhrkamp Verlag, 1986 ; traduit de l'Allemand par Laure BERNARDI, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, coll. « Alto », 2001, 521 p.

BECK Ulrich, *Macht und Gegenmacht im globalen Zeitalter*, Frankfurt, Suhrkamp, 2002 ; traduit de l'Allemand par Aurélie DUTHOO, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, coll. « Alto », 2003, 561 p.

BLAIR Tony, 'My vision for Britain', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 3-17.

BLAIR Tony, BLUNKETT David *et al*, *Is New Labour Working?*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 590, 1999, 58 p.

BLAIR Tony, *Let us face the Future. The 1945 Anniversary Lecture*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 571, 17 p.

BLAIR Tony, *Socialism*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 565, 1994, 7 p.

BLAIR Tony, *The Third Way. New Politics for the new Century*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 588, 1998, 20 p.

BROWN Gordon & WRIGHT Tony, 'Introduction', in BROWN Gordon & WRIGHT Tony, *Values, Visions and Voices. An Anthology of Socialism*, Edinburgh, Mainstream Publishing, 1995, pp. 13-29.

BROWN Gordon, 'Equality - Then and now', in LEONARD Dick (ed.), *Crosland and New Labour*, Basingtoke, MacMillan Press & Fabian Society, 1999, pp. 35-48.

BROWN Gordon, *Fair is efficient. A socialist Agenda for Fairness*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 563, 1994, 27 p.

BYRNE Liam, *Information Age Government: Delivering the Blair Revolution*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 582, 1997, 41 p.

COLLINS Philip, 'A story of justice', *Prospect*, May 2001.

COOPER Robert, *The Breaking of Nations. Order and Chaos in the Twenty-First Century*, Atlantic Books, 2003 ; traduit de l'Anglais par Philippe ROUARD, *La Fracture des nations. Ordre et chaos au XXI^e siècle*, Paris, Denoël, 2004, 210 p.

COYLE Diane, 'Third Way Economic Policy: An Introduction', London, 1998, (<www.netnexus.org>).

CRINE Simon, *Reforming Welfare: American Lessons*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 567, 1994, 27 p.

CROUCH Colin & MARQUAND David, *Reinventing Collective Action. From the Global to the Local*, Oxford, Blackwell/The Political Quarterly, 1995, 137 p.

CROUCH Colin, *Coping with post-Democracy*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 598, 2000, 76 p.

DEACON Alan (ed.), *Stakeholder Welfare*, London, IEA, 1998 [1996], 114 p.

ETZIONI Amitai, *The Third Way to a good Society*, London, Demos, 2001, 63 p.

FIELD Franck, 'Inside the Whale: Redrawing the Line between State and Government', *The Political Quarterly*, vol. 69, n° 3, July-September 1998, pp. 252-257.

FIELD Franck, *Making Welfare Work. Reconstructing Welfare for the Millenium*, New Brunswick (E.U.), Transaction Publishers, 2001 [1995], 211 p.

FIELD Frank, 'Eleanor Rathbone and the Politics of Citizenship', *The Political Quarterly*, vol. 76, n° 2, April-June 2005, pp. 171-180.

FIELD Frank, 'Reforming the Welfare State', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 140-148.

FIELD Frank, *The State of Dependency: Welfare under New Labour*, London, The Social Market Foundation, 2000, 177 p.

FRANKLIN Jane (ed.), *Equality*, London, Institute for Public Policy Research, 1997, 171 p.

FRANKLIN Jane (ed.), *Social Policy and social Justice*, Cambridge, Polity Press (published with the Institute for Public Policy Research), 1998, 308 p.

FRANKLIN Jane, *The Politics of Risk Society*, Cambridge, Polity Press (published with the Institute for Public Policy Research), 1998, 138 p.

GAMBLE Andrew & KELLY Gavin, 'The new Politics of Ownership', *New Left Review*, n° 220, November-December 1996, pp. 62-97.

GAMBLE Andrew, KELLY Dominic & KELLY Gavin, *Stakeholder Capitalism*, London, MacMillan, 1997, 258 p.

GAMBLE Andrew & WRIGHT Tony, *The New Social Democracy*, Oxford, The Political Quarterly/The Fabian Society/Blackwell Publishers, 1999, 185 p.

GIDDENS Anthony & SOROS George, 'Beyond chaos and dogma', *The New Statesman*, 31 October 1997, pp. 24-27.

GIDDENS Anthony, 'Brave new World. The new Context of Politics', in MILIBAND David (ed.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, pp. 21-38.

GIDDENS Anthony, 'Living in a post-traditional Order', in BECK Ulrich & GIDDENS Anthony & LASH Scott, *Reflexive Modernization. Politics, Traditions and Aesthetics in the modern social Order*, Cambridge, Polity Press, 1994, pp.56-109.

GIDDENS Anthony, *Beyond Left and Right. The Future of radical Politics*, Cambridge, Polity Press, 1994, 276 p.

GIDDENS Anthony & PIERSON Christopher, *Conversations with Anthony Giddens. Making sense of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1998, 234 p.

GIDDENS Anthony, 'Equality and the social investment State', in HARGREAVES Ian & CHRISTIE Ian (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, London, Demos, 1998, pp. 25-39.

GIDDENS Anthony, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998, 166 p.

GIDDENS Anthony, *Runaway World. How Globalisation is reshaping our Lives*, London, Profile Books, 1999, 104 p.

GIDDENS Anthony & HUTTON Will (eds.), *On the Edge. Living with global Capitalism*, London, Jonathan Cape, 2000, 241 p.

GIDDENS Anthony, *The Third Way and its Critics*, Cambridge, Polity Press, 2000, 189 p.

GIDDENS Anthony (ed.), *The global Third Way Debate*, Cambridge, Polity Press, 2001, 431 p.

GIDDENS Anthony, *Where Now for New Labour?*, Cambridge, Polity Press/Policy Network/Fabian Society, 2002, 84 p.

GIDDENS Anthony (ed.), *The progressive Manifesto. New Ideas for the Centre Left*, Cambridge, Polity Press/Policy Network, 2003, 222 p.

GIDDENS Anthony & DIAMOND Patrick (eds.), *The new Egalitarianism*, Cambridge, Polity Press, 2005.

GIDDENS Anthony, 'Social Changes in Britain', *Economic and Social Research Lectures*, October 1999.

GIDDENS Anthony, GRAY John, HALLIDAY Fred, KALDOR Mary, 'Globalisation : good or bad?', London, Seminars of the Millenium academic Year at the London School of Economics and political Science, 11 October 2000, <www.globaldimensions.net/articles/debate>

GIDDENS Anthony, 'Dare to Dare, Conserve and Repair', *The New Statesman & Society*, 29 October 1993, pp. 18-20.

GIDDENS Anthony, 'What's Left for Labour', *The New Statesman & Society*, 30 September 1994, pp. 37-39.

GIDDENS Anthony, 'Agenda change', *The New Statesman & Society*, 7 October 1994, pp. 23-25.

GIDDENS Anthony, 'Out of the Red', *The New Statesman & Society*, 14 October 1994, pp. 22-24.

GIDDENS Anthony, 'What's he up to ?', *The New Statesman & Society*, 24 february 1995, pp. 21-23.

GIDDENS Anthony, 'Affluence, Poverty and the Idea of a post-scarcity Society', *Development and Change*, vol. 27, n° 2, April 1996, pp. 365-377.

GIDDENS Anthony, 'After the Left's Paralysis', *The New Statesman*, 1 May 1998, pp.18-21.

GIDDENS Anthony, 'Better than warmed-over Porridge', *The New Statesman*, 12 February 1999, pp. 25-26.

GIDDENS Anthony, 'Why the old Left is wrong on Equality', *The New Statesman*, 25 October 1999.

GLYN Andrew & MILIBAND David (eds.), *Paying for Inequality. The economic Cost of social Injustice*, London, Institute for Public Policy Research & Rivers Oram Press, 1994, 248 p.

GOSS Sue, 'Public Services. Can New labour Make a Difference? New Labour and Year zero', *Renewal*, vol. 8, n° 4, Autumn 2000.

GRAY John & WILLETS David, *Is Conservatism dead?*, London, The Social Market Foundation, 1997, 186 p.

GRAY John, 'From post-Liberalism to Pluralism', *Nomos*, vol. 38, 1996, pp. 345-362.

GRAY John, 'Goodbye to Rawls', *Prospect*, November 1997.

GRAY John, *After Social Democracy. Politics, Capitalism and common Life*, London, Demos, 1996, 50 p.

GRAY John, *Endgames. Question in late modern political Thought*, Cambridge, Polity Press, 1997, 212 p.

GRAY John, *False dawn. The Delusions of global Capitalism*, London, Granta books, 1998, 234 p.

GRAY John, *Post-Liberalism. Studies in political Thought*, London, Routledge, 1993, 360 p.

GRAY John, *The Two Faces of Liberalism*, Cambridge, Polity Press, 2001, 160 p.

HALPERN David & MIKOSZ David (eds.), *The Third Way: Summary of the Nexus-on-line discussion*, London, Nexus, 1998, 17 p.

HARGREAVES Ian & CHRISTIE Ian (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, London, Demos, 1998, 148 p.

HARGREAVES Ian, 'A Step beyond Morris Dancing. The third Sector Revival', in HARGREAVES Ian et CHRISTIE Ian (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and beyond*, London, Demos, 1998, pp. 140-148.

HARGREAVES Ian, *New Mutualism. In from the Cold. The Co-operative Revival and social Exclusion*, London, The Co-operative Press, 1999.

HARVEY Adrian (ed.), *Transforming Britain. Labour's second Term*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 599, 2001, 80 p.

HELD David, *Global Covenant. The Social Democratic Alternative to the Washington Consensus*, Cambridge, Polity Press, 2004 ; traduit de l'Anglais par Rachel BOUYSSOU, *Un Nouveau contrat mondial. Pour une gouvernance social-démocrate*, Paris, Les Presses de Sciences po, coll. « Nouveaux débats », 2005, p. 137.

HEWITT Patricia, 'Family and Work', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 34-49.

HEWITT Patricia, 'The principled Society: Reforming public Services', *Renewal*, vol. 9, n° 2 & 3, Summer 2001.

HUTTON Will, 'Whither global Capitalism', in CROUCH Colin & MARQUAND David (eds.), *Ethics and Markets: Co-operation and Competition within capitalist Economies*, Oxford, The Political Quarterly/Blackwell Publishers, 1993, pp. 138-145.

HUTTON Will, *The State we're in*, London, Jonathan Cape, 1995, 352 p.

HUTTON Will, *The State to Come*, London, Vintage, 1997, 118 p.

HUTTON Will, *The Stakeholding Society*, Cambridge, Polity Press, 1999, 280 p.

JACOBS Michael, 'The Third Way', disponible sur le site internet du think tank NEXUS (www.netnexus.org).

JACOBS Michael, *Environmental Modernisation. The New Labour Agenda*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 591, 1999, 49 p.

JACOBS Michael, *Sustainable Development*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 538, 1990, 29 p.

KAY John, 'Good business', *Prospect*, March 1998.

KAY John, 'The embedded Market', in GIDDENS Anthony (ed.), *The Progressive Manifesto. New Ideas for the Centre-Left*, Cambridge, Polity Press/Policy Network, 2003, pp. 35-53.

KAY John, *The Truth about Markets*, London, Allen Lane, 2003.

KELLY Gavin (ed.), *Is New Labour working?*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 590, 1999, 58 p.

LATHAM Latham, 'New Analysis: The Rise of social Entrepreneurs', 14 June 2001, <www.policynetwork.org>.

LAYARD Richard, *What Labour can do*, London, Warner books, 1997, 200 p.

LE GRAND Julian, 'Knights, Knaves or Pawns? Human Behaviour and social Policy', *Journal of Social Policy*, vol. 26, n°2, April 1997, pp. 149-169.

LE GRAND Julian, 'Markets, Welfare and Equality', in LE GRAND Julian & ESTRIN Saul (eds.), *Market Socialism*, Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 193-211.

LE GRAND Julian, 'The Third Way begins with Cora', *The New Statesman*, 6 March 1998, pp. 26-27.

LEADBEATER Charles, 'The personalised Company', February 2001, <www.policy-network.org>

LISTER Ruth (ed.), *Charles Murray and the Underclass. The developing Debate*, London, Institute of Economic Affairs/*The Sunday Times*, 1996, 180 p.

LISTER Ruth, 'To RIO via the Third Way: New Labour's "Welfare" Reform Agenda', *Renewal*, vol. 8, n° 4, Autumn 2000.

MACSHANE Denis & BREWSTER Chris, *Making Flexibility Work*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 595, 2000, 30 p.

MACSHANE Denis, *Global Business. Global Rights*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 575, 1996, 28 p.

MANDELSON Peter & LIDDLE Roger, *The Blair Revolution. Can New Labour Deliver?*, London, Faber and Faber, 1996, 274 p.

MANDELSON Peter, *Labour's next Steps. Tackling social Exclusion*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 581, 1997, 9 p.

MARQUAND David, 'After socialism', *Political Studies*, vol. 41, 1993, pp. 43-56.

MARQUAND David & SELDON Anthony (eds.), *The Ideas that Shaped post-war Britain*, London, Fontana Press, 1996, 335 p.

MARQUAND David, 'Community and the Left', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 64-81.

MARQUAND David, 'After Euphoria: The dilemmas of New Labour', *The Political Quarterly*, vol. 68, n° 4, October-december 1997, pp. 335-338.

MARQUAND David, *Must Labour Win?*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 589, 1998, 13 p.

MARQUAND David, 'A philosophy that would not die', *The New Statesman*, 26 february 1999, pp. 25-27.

MARQUAND David, 'Revisiting the Blair paradox', *New Left Review* (II), n° 3, May-June 2000, pp. 73-79.

MARQUAND David, « Le nouveau travaillisme ou les ambiguïtés de la modernité », *Pouvoirs*, n° 93, 2000, pp. 7-20.

MARQUAND David, *The Decline of the Public. The Hollowing-out of Citizenship*, Cambridge, Polity Press, 2004, 168 p.

MEAD Lawrence (eds.), *From Welfare to Work. Lessons from America*, London, Institute of Economic Affairs, 1997, 154 p.

MILIBAND David, 'The new Politics of Economics', in CROUCH Colin & MARQUAND David, *Ethics and Markets: Co-operation and Competition within capitalist Economies*, Oxford, *The Political Quarterly*/Blackwell Publishers, 1993, pp. 21-30.

MILIBAND David (ed.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, 254 p.

MULGAN Geoff & WILKINSON Helen, 'The enabling (and disabling) State', in EKINS Paul & MAX-NEEF Manfred, *Real Life Economics. Understanding Wealth Creation*, London, Routledge, 1992, pp. 340-352.

MULGAN Geoff, 'Reticulated Organisations: The Birth and Death of the mixed Economy', in CROUCH Colin & MARQUAND David, *Ethics and Markets: Co-operation and competition within capitalist Economies*, Oxford, *The Political Quarterly*/Blackwell Publishers, 1993, pp. 31-47.

MULGAN Geoff, *Politics in an antipolitical Age*, Cambridge, Polity Press, 1994, 215 p.

MULGAN Geoff (ed.), *Life after Politics. New Thinking for the 21st century*, London, Fontana Press/Demos, 1996, 445 p.

MULGAN Geoff, 'Democracy as self-government', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 217-229

MULGAN Geoff, *Connexity. Responsibility, Freedom, Business and Power in the new Century*, London, Vintage, 1997, 267 p.

OPPENHEIM Carey, 'The post conservative Welfare State: a framework for the decade ahead', Political Economy Research Center - University of Sheffield, Paper 9, 1997.

PIACHAUD David, *What's wrong with Fabianism?*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 558, 1993, 19 p.

PLANT Raymond, *Social justice, Labour and the New Right*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 556, 1993, 21 p.

REICH Robert, *The Work of Nations*, New York, Alfred A. Knopf, 1991 ; traduit de l'Anglais (États-Unis) par Daniel TEMAM, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993, 336 p.

SZRETER Simon, 'Social Capital, the Economy and the Third Way', 1998, <www.netnexus.org>

THE PROGRESSIVE POLICY INSTITUTE, *The new progressive Declaration. A political Philosophy for the Information Age*, July 1996, <www.dlcppi.org/ppi>

THOMPSON Paul, 'The Best of Times, the Worst of Times. Where does the progressive Left go from here?', *Renewal*, vol. 9, n° 2 & 3, Summer 2001.

TINDALE Stephen, 'A People's Europe', in RADICE Giles (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, pp. 230-246.

VANDENBROUCKE Franck, *Globalisation, Inequality and Social Democracy*, London, Institute for Public Policy Research, 1998, 37 p.

WHITE Stuart, 'Rethinking the Strategy of Equality: An Assessment of the Report of the Commission on social Justice', *The Political Quarterly*, vol. 66, n°3, July-September 1995, pp. 205-210.

WHITE Stuart, 'What do Egalitarians want?', in FRANKLIN Jane (ed.), *Equality*, London, Institute for Public Policy Research, 1997, pp. 59-82.

WHITE Stuart, 'Social Rights and the social Contract. Political Theory and the new Welfare Politics', *British Journal of Political Science*, vol. 30, n° 3, July 2000.

WHITE Stuart (ed.), *New Labour. The progressive Future?*, Basingtoke, Palgrave, 2001, 227 p.

WHITE Stuart, 'The Economic Strategy of the "new centre-left": A Contribution to the Nexus on-line Discussion of the Economics of the Third Way', 1998, <www.netnexus.org>

WHITEHEAD Alan, 'Cleaning up the Dogma: Labour and the Market', *Renewal*, vol. 8, n° 4, Autumn 2000.

WRIGHT Tony, *Beyond the patronage State*, London, Fabian Society, Fabian pamphlet 569, 1995, 32 p.

WRIGHT Tony, *Who wins dares. New Labour. New politics*, Londres, Fabian Society, Fabian pamphlet 579, Fabian Society, 1997, 16 p.

WRIGHT Tony, *Why vote Labour?*, London, Penguin Books, 1997, 112 p.

- III - ANALYSES DE LA TROISIÈME VOIE

APPLEBAUM Anne, 'Tony Blair and the New Left', *Foreign Affairs*, vol. 76, n° 2, March-April 1997, pp. 45-60.

ASHTON Brian & BURKITT Brian, 'The Birth of the Stakeholder Society', *Critical Social Policy*, vol. 16, n° 1, issue 49, 1996, pp. 3-16.

BALE Tim, 'Demos: Populism, Eclecticism and Equidistance in the post-modern World', in KANDIAH Michael David & SELDON Anthony (eds.), *Ideas and think tanks in contemporary Britain*, vol. 1, London, Frank Cass, 1996, pp. 22-34.

BASTON Lewis, 'The Social Market Foundation', in KANDIAH Michael David & SELDON Anthony (eds.), *Ideas and think tanks in contemporary Britain*, vol. 2, London, Frank Cass, 1996, pp. 62-72.

BENINGTON John & DONNISON David, 'New Labour and social Exclusion: The Search for a Third Way, or just Gilding the Ghetto again?', *Social Policy Review*, n° 11, 1999, pp. 45-70.

BENN Melissa, 'New Labour and social Exclusion', *The Political Quarterly*, vol. 71, n° 3, July-September 2000, pp. 309-318.

BEVIR Mark, 'New Labour: A Study in Ideology', *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 2, n° 3, October 2000, pp. 227-301.

BIRNBAUM Norman, 'Is the Third Way authentic?', *New Political Economy*, vol. 4, n° 3, 1999, pp. 437-446.

BLACKMAN Tim & PALMER Amanda, 'Continuity or Modernisation? The Emergence of New Labour's Welfare State', *Social Policy Review*, n° 11, 1999, pp. 107-126.

BOTSMAN Peter, 'Master to Servant State', *Australian Quarterly*, May-June 1999, pp. 36-39.

BOUVET Laurent, « Tony Blair est-il exportable ? », Paris, *Politique Internationale*, n° 80, été 1998, pp. 309-327.

BOUVET Laurent, « Le blairisme est-il un socialisme ? », *La Revue socialiste*, n° 1, printemps 1999, pp. 51-64.

BOUVET Laurent, « Qu'est-ce que la Troisième Voie ? Retour sur un objet politique mal identifié », *Le Débat*, mars-avril 2003, n° 124, pp. 33-52.

BUCKLER Steve & DOLOWITZ David P., 'Can fair be efficient? New Labour, Social Liberalism and British Economic Policy', *New Political Economy*, vol. 9, n° 1, March 2004, pp. ?

BUCKLER Steve & DOLOWITZ David P., 'New Labour's Ideology: A Reply to Michael Freeden', *The Political Quarterly*, vol. 71, n° 1, January-March 2000, pp. 102-109.

BURHNAM Peter, 'New Labour and the Politics of Depoliticisation', *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 3, n° 2, June 2001, pp. 127-149.

CALLAGHAN John, 'The Fabian Society', in KANDIAH Michael David & SELDON Anthony (eds.), *Ideas and think tanks in contemporary Britain*, vol. 1, London, Frank Cass, 1996, pp. 35-48.

CLARKE John, GEWIRTZ Sharon & MCLAUGHLIN Eugene (eds.), *New Managerialism, New Welfare*, London, The Open University/Sage, 2000, 275 p.

CODDINGTON Anne & PERRYMAN Mark (eds.), *The Modernisers' Dilemma. Radical politics in the age of Blair*, London: Lawrence & Wishart, 1998, 280 p.

CRICK Bernard, 'Still missing: A public philosophy?', *The Political Quarterly*, vol. 68, n° 4, October-December 1997, pp. 344-351.

CROUCH Colin, 'The Parabola of Working-Class Politics', in GAMBLE Andrew & WRIGHT Tony, *The New Social Democracy*, Oxford, The Political Quarterly Publishing/Blackwell, 1999, pp. 69-83.

CROWLEY John, « Blair/Jospin ou le faux paradoxe », *Témoin*, n° 20, 2000, pp. 85-94.

CROWLEY John, « Le syndicalisme britannique face au *New Labour* », *La Revue de la CFDT*, n° 5, décembre 1997, pp. 10-16.

CROWLEY John, « Tony Blair : un modèle politique pour la gauche ? », *L'Economie politique*, 3^e trimestre 1999, pp. 41-58.

CROWLEY John, *Sans épines, la rose. Tony Blair, un modèle pour l'Europe ?*, Paris, La Découverte, 1999, 247 p.

DAHRENDORF Ralph, 'Whatever happened to Liberty', *Foreign Affairs*, September-October 1999, vol. 78, n° 5, pp. 13-19.

DEACON Alan, "'Levelling the playing Field, Activating the Players": New Labour and "the cycle of disadvantage"', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 2, April 2003, pp. 123-137.

DEACON Alan, « L'influence des idées européennes et américaines sur la pensée du *New Labour* en matière de réformes de la protection sociale », *Revue française des Affaires sociales*, n° 3-4, juillet-décembre, 1999, pp. 189-206.

DENHAM Andrew & GARNETT Mark, 'The nature and impact of think tanks in contemporary Britain', in KANDIAH Michael David & SELDON Anthony (eds.), *Ideas and think tanks in contemporary Britain*, vol. 2, London, Frank Cass, 1996, pp. 43-61.

DOLOWITZ David P., 'Prosperity and fairness? Can New Labour Bring Fairness to the 21st Century by following the Dictates of endogenous Growth?', *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 6, May 2004, pp. 213-230.

DOLOWITZ David P., 'Prosperity and Fairness? Can New Labour bring Fairness to the 21st Century by following the Dictates of Endogenous Growth?', *The British Journal of Politics & International Relations*, vol. 6, 2, May 2004, pp. 213-231.

DOLOWITZ David P., 'The british welfare-to-work system: A re-interpretation through the Eyes of Policy Transfer', *Contemporary Political Studies*, vol. 3, 1996, pp. 1784-1794.

DRIVER Stephen & MARTELL Luke, 'New Labour's Communitarianism', *Critical Social Policy*, vol. 17, issue n° 52, n° 3, 1997, pp. 27-46.

DRIVER Stephen & MARTELL Luke, 'Left, Right and the Third Way', *Policy & Politics*, vol. 28, n° 2, 1999, pp. 147-161.

DRIVER Stephen & MARTELL Luke, *New Labour. Politics after thatcherism*, Cambridge, Polity Press, 1998, 210 p.

DRIVER Stephen & MARTELL Luke, *Blair's Britain*, Cambridge, Polity Press, 2002, 248 p.

DRIVER Stephen, 'Where does Welfare Reform Leave the Third Way?', paper to *The Third Way and Beyond Conference*, University of Sussex, 2 novembre 2000.

DWYER Peter, 'Conditional Citizens? Welfare Rights and Responsibilities in the late 1990's', *Critical Social Policy*, vol. 18, n° 4, issue n° 57, 1998, pp. 493-517.

DYSON Kenneth, 'Benign or Malevolent Leviathan? Social Democratic Governments in a neo-liberal Euro Area', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 2, April-June 1999, pp. 195-209.

FAUX Jeff, « Perdu sur la troisième voie », *La Revue socialiste*, n° 2, octobre 1999, pp. 148-167.

FAWCETT Helen, « La re-constitution de l'État-providence », *Pouvoirs*, n° 93, 2000, pp. 87-100.

FINLAYSON Alan, 'Third Way Theory', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 3, July-September 1999, pp. 271-279.

FINALYSON Alan, *Making Sense of New Labour*, London, Lawrence & Wishart, 2003, 224 p.

FREEDEN Michael, 'The Ideology of New labour', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 1, January-March 1999, pp. 42-51.

GLENNESTER Howard, 'A Third Way?', *Social Policy Review*, n° 11, 1999, pp. 28-44.

GLYN Andrew & WOOD Stewart, 'Economic Policy under New Labour: How Social Democratic is the Blair Government?', *The Political Quarterly*, vol. 72, n° 1, January-March 2001, pp. 50-66.

GRANT Wyn, « Le gouvernement travailliste, le patronat et les syndicats », *Pouvoirs*, n° 93, 2000, pp. 101-112.

GREGSON Nicky & ROBINSON Fred, 'The "underclass": a class apart?', *Critical Social Policy*, vol.2, n° 1, issue n° 34, 1992, pp. 38-51.

HARRIS Michael, 'Citizenship – New Right and New Labour', *Contemporary Political Studies*, vol. 3, 1996, pp. 1885-1896.

HARRIS Michael, 'New Labour: Government and Opposition', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 1, January-March 1999, pp. 52-61.

HAY Colin & WATSON Matthew, 'The Discourse of Globalisation and the Logic of no Alternative: Rendering the Contingent necessary in the political Economy of New Labour', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 3, July 2003, pp. 289-305.

HAY Colin, 'Business Cycle in "Third Way" Political Economy: A critical Evaluation of economic Policy in Britain since 1997', *New Political Economy*, vol. 9, n° 1, March 2004, pp. ?

HAY COLIN, 'Labouring under false pretences? The revision of economic policy in the "modernisation" of New Labour, 1992-1997', *Contemporary Political Studies*, vol. 2, 1998, pp. 558-569.

HEFFERNAN Richard, 'Accounting for New Labour: The impact of thatchersim, 1979-1995', *Contemporary Political Studies*, vol. 3, 1996, pp. 1280-1290.

HEFFERNAN Richard, 'Labour's transformation: A staged process with no single point of origin', *Politics*, vol. 18, n° 2, 1998, pp. 101-106.

HOYLE Carolyn & Rose David, 'Labour, law and order', *The Political Quarterly*, vol. 72, n° 1, January-March 2001, pp. 76-85.

HUGUES Gordon, 'Communitarianism and law and order', *Critical Social Policy*, vol. 16, n° 1, issue n° 49, 1996, pp. 17-41.

JAYASURIYA kanishka, 'Capability, freedom and the new social democracy', *The Political Quarterly*, vol. 71, n° 3, July-September 2000, pp. 282-299.

JAYASURIYA Kanishka, 'Revisionist social democracy', *Australian Quarterly*, May-June 1999, pp. 25-31.

JOHNSTON Gordon & PERCY-SMITH Janie, 'In Search of social Capital', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 3, July 2003, pp. 321-334.

KING Desmond & WICKHAM-JONES Mark, 'From Clinton to Blair: The democratic (party) origins of welfare to work', *The Political Quarterly*, vol. 70, n° 1, January-March 1999, pp. 62-74.

LEONARD Dick (dir.), *Crosland and New Labour*, Basingtoke: MacMillan Press/The Fabian Society, 1999, 207 p.

LEVITAS Ruth, 'The concept of social exclusion and the new durkheimian hegemony', *Critical Social Policy*, vol. 16, n° 1, issue n° 46, pp. 5-20.

LEVITAS Ruth, *The inclusive society? Social exclusion and New Labour*, Basingtoke, MacMillan, 1998, 223 p.

LEWIS Jane, 'Work, welfare and lone mothers', *The political Quarterly*, vol. 69, n° 1, January-March 1998, pp. 4-13.

LEWIS John, « New labour, nouvelle Grande-Bretagne ? Les politiques sociales et la Troisième voie », *Lien social et politiques*, n° 41, printemps 1999, pp. 61-69.

LISTER Ruth, 'From equality to social exclusion: New Labour and the welfare State', *Critical Social Policy*, vol. 18, n° 2, issue n° 55, 1998, pp. 215-225.

LISTER Ruth, 'Vocabularies of citizenship and gender: The UK', *Critical Social Policy*, vol. 18, n° 3, issue n°56, 1998, pp. 309-331.

LLOYD John, 'Falling out', Londres, *Prospect*, octobre 1999.

MACCORMICK James, 'Welfare and well being', *The Political Quarterly*, vol. 72, n° 1, January-March 2001, pp. 86-96.

MALTBY Josephine & WILKINSON Roy, 'Stakeholding and corporate governance in the UK', *Politics*, vol. 18, n° 3, 1998, pp. 197-204.

Manifeste Blair-Schröder. Analyses critiques, Paris, *Les notes de la Fondation Jean Jaurès*, n° 13 août 1999, 120 p.

MARLIERE Philippe, « Le *London consensus*. À propos d'Anthony Giddens et de la "troisième voie" », *Mouvements*, n° 3, mars-avril 1999, pp. 146-151.

MARLIERE Philippe, « Manifestes pour une social-démocratie de marché », *Les Temps Modernes*, n° 605, septembre-novembre 1999, pp. 161-180.

MEREDITH Stephen, 'New Labour: "The Road less travelled"?', *Politics*, vol. 23, n° 3, 2003, pp. 163-171.

MILLER David, 'What's Left for the Welfare State?', *Social Philosophy & Policy*, 20, n° 1, Winter 2003, pp. 92-112.

PECK Jamie & NIKOLAS Theodore, 'Beyond "employability"', *Cambridge Journal of Economics*, n° 24, 2000, pp. 729-749.

PHILPOT Robert, 'New Democrats, New Labour', *The New Democrat*, 1 May 1999.

POWELL Martin (ed.), *New Labour, New Welfare? The third Way in British social Policy*, Bristol, The Policy Press, 1999, 351 p.

PROWSE Michael, 'Mind the gap', *Prospect*, January 2000.

RUBEN Peter, 'The Institute for Public Policy Research: Policy and Politics', in KANDIAH Michael David & SELDON Anthony (eds.), *Ideas and think tanks in contemporary Britain, vol. 1*, London, Frank Cass, 1996, pp. 65-79.

RYAN Alan, 'British: Recycling the Third Way', *Dissent*, Summer 1999, pp. 77-80.

SASSOON Donald, « Le nouveau Labour, exemple ou contre-exemple ? », *Esprit*, mars-avril 2000, pp. 60-77.

SHAW Eric, 'Left abandoned? New Labour in power', *Parliamentary Affairs*, vol. 56, n° 1, January 2003, pp. 6-23.

SHOWSTACK SASSOON Anne, 'Beyond Pessimism of the Intellect: Agendas for social Justice and Change', in PERRYMAN Mark (ed.), *The Blair Agenda*, London, Lawrence & Whishart, 1996, pp. 147-169.

SMITH Martin & Kenny Michael, '(Mis)understanding Blair', *The Political Quarterly*, vol. 68, n° 3, July-September 1997, pp. 220-231.

STEDWARD Gail, 'Education as industrial Policy: New Labour's Marriage of the Social and the Economic', *Policy & Politics*, vol. 31, n° 2, April 2003, pp. 139-152.

STUDHOLME Maggie, 'From Leonard Hobhouse to Tony Blair', *Sociology*, Vol. 31, n° 3, August 1997, pp. 531-547.

TAYLOR Matthew, 'Too early to say? New Labour's first Term', *The Political Quarterly*, vol. 72, n° 1, January-March 2001, pp. 48-58.

TEMPLE Michael, 'New Labour's Third Way: Pragmatism and Governance', *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 2, n° 3, October 2000, pp. 302-325.

TOURNADRE-PLANCQ Jérôme, « 'Staying on benefits will no longer be an option'. Le New Labour et la "Théorie de la dépendance sociale" », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard & RIUTORT Philippe, *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, pp. 249-266.

TOURNADRE-PLANCQ Jérôme, « De l'étatique au local. Le New Labour, l'individu et les valeurs de la communauté », *Revue française de Civilisation britannique*, vol. 13, n° 2, printemps 2005, pp. 9-19.

VINCENT Andrew, 'New Ideologies for old?', *The Political Quarterly*, vol. 69, n° 1, January-March 1998, pp. 48-58.

WESTERGAARD John, 'Where does the Third Way lead?', *New Political Economy*, vol. 4, n° 3, 1999, 429-436.

WHICKHAM-JONES Mark, 'The reformist Strategy under Stress: Theoretical Issues in the Study of New Labour and Business', *Contemporary Political Studies*, vol. 2, 1998, pp. 570-580.

Liste des encadrés

Encadré 1 : <i>Marxism Today</i> , une troisième voie ?	36
Encadré 2 : IPPR, <i>think tank</i> néo-travailleuse ?.....	53
Encadré 3: Will Hutton, le <i>New Labour</i> et la <i>Stakeholding Society</i>	138
Encadré 4 : Charles Leadbeater, des « Temps nouveaux » à la Troisième Voie	143
Encadré 5 : Ed Balls	217
Encadré 6 : Robert Putnam et le capital social	239
Encadré 7: Amitai Etzioni et les communautariens états-uniens	257
Encadré 8: Lawrence Mead, Charles Murray et le <i>New Welfare Consensus</i>	265
Encadré 9 : Le magistère intellectuel de Richard Titmuss	273
Encadré 10 : Michael Sherraden	341

INTRODUCTION	1
- I - <i>Pourquoi une « troisième voie » ?</i>	3
1. Apprivoiser les Thatcher's children	4
2. « Au-delà de la gauche et de la droite ? »	9
- II - <i>Enraciner philosophiquement la Troisième Voie</i>	12
1. Une nécessaire filiation ?	12
2. Travaillisme et libéralisme	14
3. Le fort tropisme néo-démocrate	16
- III - <i>Faire l'histoire des idées politiques de la Troisième Voie</i>	18
- IV - <i>Organisation de la thèse</i>	23
PREMIÈRE PARTIE : LA TROISIÈME VOIE EN DÉBAT	25
CHAPITRE PREMIER : LA NECESSAIRE DOMINATION DU MARCHÉ DES IDÉES	28
- I - <i>L'hégémonie thatchérienne</i>	29
1. Les thatchériens « en mouvement »	31
2. Le retrait des intellectuels « progressistes »	34
- II - <i>'Passing the torch'</i>	38
1. Gagner la « bataille des idées »	39
2. Renouer avec le « monde des idées »	40
- III - <i>Le « monde des idées » mobilisé : supports et acteurs</i>	44
1. Les « gourous de la Troisième Voie » ?	44
2. Borner l'espace de théorisation	48
2. 1. Les revues	48
2. 2. Les think tanks : acteurs et supports de visibilité	51
2. 3. La presse « progressiste »	54
2. 4. La London School of Economics (LSE)	57
- IV - <i>L'intellectuel « utile »</i>	60
CHAPITRE 2 : DANS L'ESPACE DE THÉORISATION	67
- I - <i>Propriétés et modes de fonctionnement de l'espace de théorisation</i>	68
1. Être dans l'espace	68
1. 1. Adoubement et enrôlement	68
1. 2. La reconnaissance mutuelle	70
2. Un espace différencié et concurrentiel	71
3. Un espace de reconversion	76
- II - <i>Une trajectoire dans l'espace de théorisation : Anthony Giddens</i>	80
1. « Simplement le meilleur philosophe social anglais de notre temps »	81
1. 1. Naissance d'une vocation.	81
1. 2. Production scientifique	82
1. 3. L'acquisition de positions d'autorité	86
2. Se rendre visible dans le champ politique	88
2. 1. S'ériger en expert au sein de l'espace public	88
2. 2. La nomination à la direction de la London School of Economics : production d'une « attente de rôle »	89
3. L'intégration dans la « nouvelle classe travailliste »	91

3. 1. Anthony Giddens et les gardiens du « blairisme »	91
3. 2. Anthony Giddens, conseiller du Prince ?	94
3. 3. Vers une nécessaire émancipation ?	97

DEUXIÈME PARTIE : DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE À LA SOCIÉTÉ DU RISQUE **103**

CHAPITRE 3 : « UN MONDE EN FUITE PERMANENTE »	106
- I - <i>Un monde globalisé</i>	109
1. Définir la globalisation	110
2. La globalisation et la « communauté cosmopolite »	113
- II - <i>'We are all internationalists now'</i>	115
1. L'État-nation et l'ordre global cosmopolite	116
2. De la citoyenneté mondiale	119
3. Protéger le cosmopolitisme	122
- III - <i>Face au capitalisme globalisé</i>	128
1. Adapter le capitalisme	129
1. 1. Une régulation social-démocrate globale	131
1. 2. Une « économie de partenaires »	133
2. S'adapter au capitalisme	140
3. Sur « l'autre versant du capitalisme »	149
CHAPITRE 4 : LA DESTABILISATION DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE	155
- I - <i>La radicalisation du « désenchantement du monde »</i>	156
1. Le Paradoxe de la modernité	156
2. Les traditions et le dialogue cosmopolite	158
3. La fin de la nature	159
3. 1. La nature et la société	159
3. 2. La question environnementale	160
- II - <i>L'individualisme renouvelé</i>	165
1. Phénoménologie du « Nouvel Individualisme »	166
1. 1. « Le Nouvel Individualisme n'est pas un thatchérisme »	166
1. 2. L'individualisme et l'État social	169
2. Une « nouvelle » forme de politique ?	170
2. 1. De nouvelles préoccupations	171
2. 2. La « démocratie dialogique », ébauche d'une théorie de la démocratie ?	173
2. 3. Le « post-traditionnalisme » à l'épreuve du concret	175
- III - <i>Dans la Société du risque</i>	176
1. Du « risque externe » au « risque fabriqué »	178
1. 1. Le paradoxe de la Société du risque	178
1. 2. Le ré-enchantement du risque	179
2. Le risque, notion opportuniste ?	181

TROISIÈME PARTIE : UNE TROISIÈME VOIE AU CŒUR DE LA QUESTION SOCIALE ? **186**

CHAPITRE 5 : À LA RECHERCHE DU « MOT-EN-E »	190
- I - « <i>Contre la Troisième Voie</i> »	192
1. « Des stratégies pour le renouveau national »	194
2. Naissance d'une lecture disqualifiante	198
- II - « <i>Une égalité sans larmes ?</i> »	201
1. La « nouvelle carte travailliste de l'égalité »	202
1. 1. Égalité des chances versus égalité de résultats	203
1. 2. Une égalité trop consensuelle ?	205
2. Une égalité réelle des chances	207
2. 1. Investir pour prévenir	208
2. 2. Égalité et équité	209
3. Le choix et le juste	210
3. 1. L'individu et l'égalité	210
3. 2. L'État social et l'égalité réelle des chances	212
4. L'économique et le social	213
4. 1. La réconciliation de l'économique et du social ?	214
4. 2. La Troisième Voie et la Nouvelle Théorie de la Croissance	215
- III - <i>Limites et insuffisances d'une notion</i>	219
1. L'impasse méritocratique	220
2. « Forte » ou « faible » méritocratie ?	223
CHAPITRE 6 : QUESTION SOCIALE ET QUESTION MORALE	231
- I - <i>La société cohésive comme idéal</i>	233
1. Le retour de la communauté	234
2. La communauté et la « société sans classes »	239
3. Vers une autre égalité ?	244
4. L'égalité sociale dans l'histoire de la pensée travailliste	245
4. 1. Richard Tawney (1880-1962)	246
4. 2. Thomas Humphrey Marshall (1893-1982)	247
- II - <i>Une communauté de citoyens responsables</i>	248
1. La dimension sociale de la citoyenneté	249
2. Le « discours des devoirs »	250
2. 1. Roche, Selbourne et les 'dutileless rights'	251
2. 2. « Pas de droits sans responsabilités »	253
3. Le renfort communautaire	256
- III - <i>Le problème social selon la Troisième Voie</i>	260
1. L'exclusion sociale, une notion polysémique	260
2. La moralisation du débat public	262
2. 1. La « panique morale »	262
2. 2. La « nouvelle droite » britannique et le New Welfare	264
Consensus	264
3. La Troisième Voie et l'exclusion sociale	268
3. 1. Le discours de la « non-inclusion »	269
3. 2. Le discours de l'underclass	271
3. 3. Vers un « amoindrissement » de la question sociale ?	280
4. Le travail, « meilleure forme de Welfare »	284

4. 1. 'To work is to be'	285
4. 2. Les racines du welfare-to-work	286
4. 3. Le « productivisme » de la Troisième Voie	290
4. 4. La participation plurielle	291
CHAPITRE 7 : LES FRONTIÈRES CHANGEANTES DU WELFARE	296
- I - <i>De nouveaux acteurs : le Welfare au-delà du Welfare State</i>	298
1. De la société civile à la société civique	300
2. L'émergence d'un « nouveau mutualisme »	303
2. 1. Retrouver le « socialisme sans État »	303
2. 2. Une contestation du syndicalisme ?	309
3. L'entrepreneur social ou le citoyen idéal	312
4. « Dépasser les clivages public/privé »	314
- II - <i>De nouvelles méthodes : l'État entrepreneurial</i>	319
1. De la « culture du rationnement » à celle du consommateur	320
1. 1. Choix et Welfare	320
1. 2. Les vertus égalitaristes du choix	322
2. La Troisième Voie et le New Public Management	323
3. La Nouvelle économie mixte	328
3. 1. 'There is no alternative'	328
3. 2. Un discours performatif ?	329
- III - <i>De nouveaux territoires : L'asset-based welfare, « troisième pilier du Welfare State »</i>	332
1. Contexte de conceptualisation de l'Asset-based Welfare	333
1. 1. De l'inégalité de revenus à l'inégalité de richesse	335
1. 2. La « communauté épistémique » de l'Asset-based Welfare	338
2. Les « valeurs progressistes » de l'Asset-based Welfare	342
2. 1. L'Asset-based Welfare et l'« universalisme progressif »	344
2. 2. L'Asset-based Welfare et la morale	345
2. 3. L'Asset-based Welfare et l'indépendance	345
2. 4. L'Asset-based Welfare et l'État social	347
CONCLUSION	350
BIBLIOGRAPHIE	355
- I - <i>Ouvrages généraux</i>	355
- II - <i>Contributions à l'espace de théorisation de la Troisième Voie</i>	355
- III - <i>Analyses de la Troisième Voie</i>	362
LISTE DES ENCADRES	367
TABLE DES MATIÈRES	368
